N°12
2019-2020

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 12 - SESSION ORDINAIRE 2019-2020

PIB du bien-être	p. 328	Sommaire des séances publiques nos 21 à 23	p. 357	21e séance	Mercredi 5 février 2020
Développement des régions excentrées du pays	p. 343	Sommaire des questions parlementaires	p. Q317	22e séance	Jeudi 6 février 2020
Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher	p. 354			23e séance	Mardi 11 février 2020

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

« La Chambre assume une double responsabilité »

Lors d'un webinaire, le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a explicité l'importance du parlement en temps de crise.

« Le Parlement est en train de travailler dans son intégralité - majorité et opposition confondues - sur la stratégie de sortie de crise ».

Tel fut le constat du Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, lors d'un webinaire public le 5 juin 2020 sur le rôle des parlements en temps de crise.

Stratégie de sortie de crise

M. Etgen a expliqué que les députés sont étroitement liés à l'élaboration des deux projets de loi qui doivent mener le pays dans une période post-état de crise. « C'est dans l'enceinte de la Chambre que nous faisons un exercice de haute voltige, c'est-à-dire trouver l'équilibre entre la protection de la population contre les risques liés au virus Covid-19 et le respect des droits fondamentaux des citoyens », a-t-il ajouté.

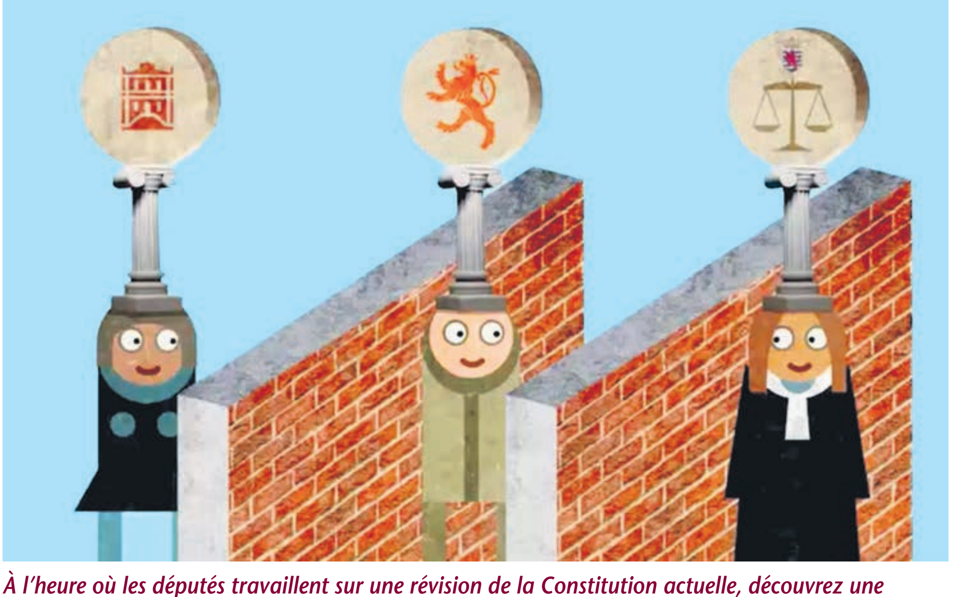
Au Grand-Duché, l'état de crise, en vigueur depuis le 18 mars, prendra officiellement fin le 24 juin.

Ce dispositif légal permet au pouvoir exécutif de prendre des décisions rapides et urgentes sans devoir passer par le vote de la Chambre des Députés.

Importance du contrôle parlementaire

M. le Président a souligné l'importance particulière du contrôle parlementaire alors que les crises sont généralement des périodes où le gouvernement se trouve en position de force. Ce constat a été partagé par les autres participants du webinaire organisé par le Bureau de liaison du Parlement européen au Luxembourg, les députés européens Mme Isabel Wiseler-Lima (PPE) et M. Charles Goerens (Renew Europe), de même que M. Philippe Poirier, titulaire de la Chaire de recherche en études parlementaires à l'Université du Luxembourg. Le Président de la Chambre a rappelé la « double responsabilité » que le Parlement a assumée pendant la crise sanitaire : d'un côté, rester pleinement opérationnel pour assurer ses fonctions démocratiques et, de l'autre, montrer l'exemple. C'est dans cette perspective que la Chambre avait déménagé au Cercle municipal pour les séances plénières et que les réunions des commissions parlementaires sont tenues majoritairement par visioconférence.

La Constitution expliquée de manière ludique



À l'heure où les députés travaillent sur une révision de la Constitution actuelle, découvrez une nouvelle vidéo animée qui répond de manière ludique aux questions essentielles concernant la loi fondamentale. La vidéo est disponible en français, luxembourgeois, allemand et anglais sur le site Internet de la Chambre (www.chd.lu - Actualité - Vidéos - Vidéos explicatives).

Wilhelmus an Heemecht virun der Chamber

D'Militärmusek huet am Kader vun de Preparative fir Nationalfeierdag eng musikalesch Sequenz opgeholl. Déi gëtt an ee Video integréiert, deen den 23. Juni op de soziale Reseauen diffuséiert gëtt. Am Ganzen hunn 11 Gruppe vun der Militärmusek op 24 Plazen am Land Opname gemaach.

Séance plénière du CPI: Retour aux frontières ouvertes

La Chambre des Députés était représentée par Mme Carole Hartmann et M. Charles Margue.

C'est en formation réduite des délégations et en poursuivant les règles de distanciation et d'hygiène qu'a eu lieu, le 5 juin 2020, la 64e Séance plénière du Conseil parlementaire interrégional (CPI) à Sarrebruck.

Les autres membres des délégations et de nombreux invités ont pu suivre les discussions en direct par vidéo.

Au centre des débats se trouvait une résolution sur les conséquences de la crise du coronavirus que le Président du CPI, M. Stephan Toscani, avait déposée au nom de tous les Présidents des Parlements de la Grande Région.

La résolution adoptée à l'unanimité s'adresse aux Gouvernements nationaux et à ceux de la Grande Région.

Les différents orateurs ont souligné à quel point la crise constitue un moment difficile dans la Grande Région.

La fermeture des frontières nationales n'a pas aidé à endiguer la propagation du virus, mais a eu un effet néfaste sur l'économie et la vie quotidienne. Cependant, il y a également eu des signes de solidarité.

Ainsi, des malades de la région du Grand Est ont pu être traités en Allemagne et au Luxembourg.

Dans sa résolution, le CPI propose de mettre en place une « task force pandémie » pour les crises futures et demande au Sommet de la Grande Région de procéder, avec le concours des structures d'experts de la Grande Région, telles que le Comité économique et social (CESGR), la Task Force Frontaliers ou le Center for border studies, à une analyse des conséquences de cette crise.

L'ouverture des frontières et le retour à la mobilité transfrontalière sont d'autres revendications centrales du CPI.

Parmi les sujets des autres résolutions votées à l'unanimité se trouvent une meilleure coopération entre les services d'urgence en cas de crise, un nouvel instrument juridique européen visant à simplifier la coopération transfrontalière, la formation commune en viticulture et la promotion de l'agriculture solidaire.

Les deux dernières résolutions furent présentées par la députée luxembourgeoise Mme Carole Hartmann, Présidente de la Commission de l'Environnement et de l'Agriculture du CPI.

Comité permanent de l'OTAN: Plateforme d'échange virtuel

Suite à l'annulation de la réunion du Comité permanent de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (APOTAN) qui devait se tenir au Luxembourg fin mars et dans l'impossibilité de se réunir physiquement en ce contexte de pandémie liée au Covid-19, l'APOTAN continue d'offrir à ses membres une plateforme permettant d'échanger des vues à l'échelle internationale.

Le Comité permanent de l'APOTAN s'est donc réuni virtuellement pour discuter de sujets d'actualité comme la gestion de la crise sanitaire et ses conséquences, les réponses des États membres et celles de l'OTAN, notamment la contribution des forces armées à la gestion de la crise. Les discussions ont également porté sur d'autres sujets non liés au Covid-19, tels le futur de l'accord « Open Skies » ou la période de réflexion sur le renforcement de l'Alliance.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp a participé à la visioconférence.

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N° 12** • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Lutte contre la fraude au sein de l'UE

7411 - Projet de loi portant modification

1° du Code pénal ;

2° du Code de procédure pénale ;

3° de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

aux fins de transposition de la directive (UE) 2017/1371 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2017 relative à la lutte contre la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union au moyen du droit pénal

Le présent projet de loi a pour objet de transposer en droit national la directive (UE) 2017/1371 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2017 relative à la lutte contre la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union au moyen du droit pénal. S'inscrivant dans le mouvement d'harmonisation et de consolidation des normes pénales au niveau des États membres en matière de protection des intérêts financiers de l'Union européenne, ce projet de loi se propose d'aligner la législation pénale luxembourgeoise à ladite directive et se voit en complément du règlement (UE) 2017/1939 du Conseil du 12 octobre 2017 ayant institué le Parquet européen. L'importance de la transposition de cette directive, par le présent projet de loi, se traduit par le fait qu'elle définit les compétences du Parquet européen.

La directive (UE) 2017/1371, à transposer, entend établir des règles minimales relatives à la définition des infractions pénales, des sanctions et des délais de prescription en matière de lutte contre la fraude et les autres activités illégales portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union européenne.

Il s'agit plus précisément des infractions portant préjudice au budget de l'Union européenne dont notamment la corruption active et passive, blanchiment de capitaux, utilisation abusive intentionnelle de fonds structurels européens, détournement de fonds, ainsi que la fraude à la TVA transfrontalière au sein de l'Union européenne impliquant des dommages supérieurs à 10 millions d'euros. Les premières réflexions à une coopération étroite entre les États membres et les institutions européennes à ce sujet ont été entamées dans les années 70 pour aboutir en 1995 sur la Convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, basée sur l'article K.3 du traité sur l'Union européenne (ci-après « la Convention »), et en 1996 et 1997 sur des protocoles également établis sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne (ci-après les « Protocoles »), ces derniers visant plus particulièrement la lutte contre la corruption des fonctionnaires européens.

S'en est suivie la ratification de la Convention et des Protocoles par la loi du 30 mars 2001.Au vu de la généralité des dispositions de la Convention et de la non-ratification de cette dernière par certains États membres, l'élaboration d'une directive et d'un règlement a été lancée au niveau européen se parachevant, d'une part, par la directive (UE) 2017/1371 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2017, qui est proposée d'être transposée par le présent projet de loi, et d'autre part, du règlement (UE) 2017/1939 du Conseil du 12 octobre 2017.

Le présent projet de loi s'articule en premier lieu par l'apport d'ajustements ponctuels des définitions des infractions visées par la directive, étant donné que toutes les infractions sont déjà actuellement visées par la législation nationale. Au-delà des ajustements, le projet de loi propose d'expliciter, d'une part, les personnes, dont l'agissement criminel ou délictuel au nom et dans l'intérêt de la personne morale, fait que la responsabilité pénale de cette dernière peut être engagée, et d'autre part, que les personnes visées par l'article 240 du Code pénal sont pénalement punissables pour le chef de détournement direct ou indirect de fonds publics ou privés et cela de façon à porter atteinte aux intérêts publics.

Par ailleurs, le présent projet de loi entend introduire l'article 251-1 du Code pénal punissant pénalement les crimes ou délits prévus aux articles 240 et 246 à 252 du Code pénal lorsqu'ils sont commis dans le cadre d'une organisation criminelle avec un minimum de peine doublée pour les peines d'emprisonnement et élevée de deux ans en cas de réclusion à temps.

Le présent projet de loi prévoit également d'incriminer la tentative de certaines infractions n'étant pas visées à l'heure actuelle par le droit luxembourgeois, telles que l'utilisation ou la préservation de déclarations ou de documents faux, inexacts ou incomplets en vue d'obtenir ou de conserver une subvention, indemnité ou autre allocation indue.

En outre, le projet de loi propose d'adapter, en accord avec la directive, les dispositions légales relatives aux sanctions en matière de fraude à la TVA, régies par la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée à l'article 80, en augmentant la peine d'emprisonnement maximale pour fraude fiscale aggravée de trois à quatre ans et en envisageant une circonstance aggravante dans le cas d'une fraude fiscale à la TVA commise par une organisation criminelle. Dans ce dernier cas de figure, la peine d'emprisonnement encourue est fixée au minimum à deux ans.

Finalement, le même article est étoffé par le paragraphe 4, qui prévoit une compétence internationale des tribunaux luxembourgeois pour connaître des faits constitutifs de fraude à la TVA selon le droit luxembourgeois qui ont été commis à l'étranger, même si le pays où ils ont été commis ne punit pas la fraude et même sans plainte de la partie offensée ou sans dénonciation du pays où l'infraction a été commise.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 22.02.2019

Rapportrice : Mme Carole Hartmann

Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Charles Margue) :

15.01.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
	Examen des amendements gouvernementaux et de l'avis complémentaire du Conseil d'État
05.02.2020	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11.02.2020

Loi du 12 mars 2020

Mémorial A : 2020, n° 153, page 1

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Fernand Etgen, Président*

2. Question élargie n° 24 de M. Marco Schank relative à un « Klima-Bonus » pour la forêt

- *M. Marco Schank - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable - M. Marco Schank - Mme la Ministre Carole Dieschbourg*

3. 7474 - Projet de loi portant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants

- *Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire : M. François Benoy*
- *Discussion générale : M. Gilles Roth (intervention de M. Carlo Back) (dépôt de l'amendement 1) - M. Max Hahn - M. Georges Engel - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner (intervention de M. Fernand Kartheiser)*
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable (intervention de M. Gilles Roth)*
- *Amendement 1 : M. Fernand Kartheiser*

4. 7444 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

- *Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire : M. François Benoy*
- *Discussion générale : M. Paul Galles - M. Max Hahn - M. Georges Engel - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 7474 - Projet de loi portant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants (suite)

- *Amendement 1 (suite) : M. François Benoy - M. Fernand Kartheiser (intervention de M. François Benoy) - M. Gilles Roth*
- *Vote sur l'amendement 1 (rejeté)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 7289 - Projet de loi portant modification du Code du travail en ce qui concerne :

1° la durée de travail des salariés occupés dans les secteurs de l'agriculture, de la viticulture et de l'horticulture ;

2° les conditions exigées pour la délivrance aux personnes physiques de l'agrément pour l'exercice de l'activité d'assistance à l'inclusion dans l'emploi pour les salariés handicapés et les salariés en reclassement externe

- *Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Georges Engel*
- *Discussion générale : M. Aly Kaes - Mme Carole Hartmann - M. Carlo Back - M. Jeff Engelen - M. Marc Baum - M. Marc Goergen*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 7491 - Projet de loi portant modification de l'article L. 621-2 du Code du travail concernant l'organisation de l'Agence pour le développement de l'emploi

- *Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Georges Engel*
- *Discussion générale : M. Aly Kaes - Mme Carole Hartmann - M. Carlo Back - M. Jeff Engelen - M. Marc Goergen*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Dan Kersch, Vice-Premier Ministre ; Mme Carole Dieschbourg, Ministre.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

2. Question élargie n° 24 de M. Marco Schank relative à un « Klima-Bonus » pour la forêt

Da kéime mer direkt zur erweiderter Fro Nummer 24 vum Här Marco Schank iwwert de Klimabonus fir eis Bëscher. Den Auteur vun der Fro huet 5 Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an duerno eng eventuell Zousazfro ze stellen. Der Regierung stinn 10 Minutten zou.

Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

M. Marco Schank *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dem Lëtzebuerger Bësch geet et schlecht! An et muss een och net fäerten, fir de Begrëff „dramatesch schlecht" ze benotzen.

Wann een d'Zuele kuckt vun Ufank November, déi d'ANF, also d'Natur- a Bëschverwaltung, erméttelt huet, da muss ee sech schudderen: Bannent engem Joer ass den Undeel u schwéier geschiedegten oder doudege Beem vun 31% op 50 % geklommen. 1984 goufen nach 80 % vum Bëschbestand zu Lëtzebuerg als gesond agestuft. Bannent nëmme 35 Joer, wat u wéineg ass, goung dee Wäert op ganzer 13,4 % zréck. An ech huelen un, datt déi Aart a Weis, fir ze moossen, nach ëmmer déi selwecht ass.

Waren deemools just 3,5 % vum Bestand als dout oder schwéier geschiedegt agestuuft, sou ass dat haut d'Hallschent vum Bësch. Et ass deemno wichteg, datt an éischter Linn géint Klimaverännerung a Loftverschmotzung virgaange gëtt respektiv datt mer et fäerdegbréngen, d'Widderstandsfäegkeet vun den Ökosystemer vum Bësch ze verbesseren.

D'Regierung huet am November e Programm virgestallt, de sougenannte „Klima-Bonus fir de Bësch", agedeelt an dräi Beräicher - ech kommen elo gläich derzou -, dëst fir de Bëschbesëtzer an de Bëschbewirtschafter en vue vun enger nohalteger Gestioun vun de Bëscher ze hëllefen. Ech erënneren an deem Kontext un all déi positiv Déngschtleeschtunge vun eise Bëscher iwwert d'Holznotzung eraus: also als Sauerstofffabricken, CO_2-Spàicher, Waasserfilter, Liewensraum an eeben och Arbeitgeeber.

Laut Pressekonferenz a Communiqué vum Ëmweltministère vum November 2019 geet et un éischter Plaz beim Klimabonus ëm eng Stäerkung vun de Berodungscapacitéite fir déi privat Bëschbesëtzer, an dëst an Zesummenaarbecht mat der ANF. Dëst en vue vun enger besserer Diversitéit, fir datt eis Bëscher sech besser kënne géint d'Klimaverännerunge wieren, respektiv ënner anerem och mat der Ëmwandlung vu renge Fichtebestänn.

Eng éischt Fro dozou: Déi Stäerkung vun de Berodungsressourcen, geschitt déi just um Niveau vun der Verwaltung, der ANF, oder och um Niveau beispillsweis vum Groupement des sylviculteurs?

Un zweeter Plaz soll de Bëschbesëtzer finanziell ënnert d'Äerm gegraff ginn, dëst fir déi geschiedegt Flächen ze restauréieren. An do soll de Règlement grand-ducal vun 2017 d'urgence adaptéiert ginn. Oder ass et schonn deelweis geschitt? Meng Fro dozou: Wou ass déi approfondéiert Revisioun vum Règlement grand-ducal drun?

Hei geet ënner anerem rieds, wa mer vu Primme schwätzen, vun enger, ech zitéieren: „prise en charge [...] totale par l'État des travaux de restauration des écosystèmes forestiers endommagés", zum Beispill beim Wëldschutz, fir de Bau vun Zénk, d'Fleeg vum jonke Bësch, d'Naturverjüngung respektiv d'Nobesserung vu Planzungen, déi duerch d'Dréchent geschiedegt goufen. An och do meng Froen derzou: Wéi wäit ginn déi verschidden Aiden? Respektiv: Kann een eppes gewuer ginn, zu wéi enge Konditiounen dës Primm ze kréien ass?

Eng aner Hëllef ass déi sougenannt „indemnité forfaitaire pour perte de revenu". Wat elo dës Indemnité forfaitaire ubelaangt, sinn hei, wann ech richteg informéiert sinn, 5.000 Euro den Hektar virgesinn, dëst fir d'Flächen, déi wéinst dem Käfer musse gehae ginn. An d'Bëschbesëtzer argumentéieren allerdéngs an deem Fall, datt déi 5.000 Euro manner wéi 20 % vum Verloscht wieren, an dat wier bei Wäitem eebe keen Ausgläich fir dat entgaangent Akommes.

Dann hunn ech vun enger Primm gelies an enger PowerPoint, an dat kléngt ganz spannend: Bei der Adaptatioun vun den Aidë géif och eng nei Primm derbäikommen, an zwar eng Primm fir bis ewell net honoréiert Ökosystem-Déngschtleeschtunge vun de Bëscher a fir d'Adaptatioun un de Klima. An, wéi gesot, dat kléngt spannend. An ech wollt froen, wéi dës Primm soll ausgesinn.

Dann un drëtter Plaz - ech hu virdru vun dräi Beräicher geschwat - goufen Entscheedungshëllefe fir de Choix vu standuertgerechte Bamzorten an Aussiicht gestallt. An där Optik géif d'Regierung de Bëschbesëtzer ee „fichier écologique des essences" zur Verfügung stellen, dëst um Site vum nationale Geoportail. Dorunner soll och eng Kartografie vun de Bëschparzellen hänken. Meng Fro dozou: Ech wollt wëssen, ob dëst schonn en place ass, a wann net, wéini datt dat soll geschéien.

Ech soe Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Schank. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Ëmweltministesch, d'Madamm Carole Dieschbourg.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, fir d'éischt emol wëll ech dem Här Marco Schank e grousse Merci soen, dass en dat wichtegt Theema vu Klimakris a Bësch hei op den Ordre du jour gesat huet. E pertinent Theema, well mir wëssen, an en huet et a senger Ried gesot, dass et notamment laut deem leschte Rapport iwwert den Zoustand vun eise Bëscher 50 % vum Bësch wierklech net gutt geet.

Dat heescht, dass mer musse schnell ëmdenken, neidenken, d'Bëschgestioun iwwerdenken, och déi nohalteg Gestioun, déi mer haut scho maachen: Wivill Alholz brauche mer? Well Alholz ass e ganz wichtege Spàicher och vu Fiichtegkeet. De Bësch huet en eegene Mikroklima. A wéi kréie mer d'Leit do net nëmme besser beroden, wéi kréie mer hinnen och uerdentlech ënnert d'Äerm gegraff? An de Beräich vun der Recherche an de standuertgebonnenen Aarten ass natierlech do en eminent wichtegt Element.

Ech wëll op déi éischt Fro agoen, wou et drëm geet, wéi mer wëllen d'Berodung verstäerken. An do ass et ganz kloer, dass mer souwuel déi Konventioune mam Privatbësch wëllen, déi jo d'PEFC-Zertifizéierung maachen; déi sinn an deene leschte Jore vun 219.000 Euro op 290.000 schonn eropgesat ginn; 290.000 Euro am leschte Joer. An do wëlle mer kontinuéierlech an eng gutt Formatioun vun de Leit investéieren um Niveau vum Privatbësch. D'ailleurs huet och den FSC méi Aidë kritt. Do si mer eropgaange vu 34.000 Euro Aiden op 50.000 Euro. An dat soll natierlech an deene Schinnen och weider renforcéiert ginn.

En zweete Volet, wou muss méi gemaach ginn - an do hu mer eis engagéiert -: dass d'Natur- a Bëschverwaltung d'Gestioun an och d'Formatioun nach méi renforcéiert fir ze garantéieren, dass mer eng optimal Wëssensvermëttlung hunn. Mir wëssen, dass à ce stade 80 % vun de Monokulturen am Privatbësch-Besëtz sinn. An dofir menge mer, dass mer do wierklech mussen en Zant zouleeën am Sënn vun der Bekämpfung vun der Klimakris an der Biodiversitéitskris.

En zweete grousse Volet, deen ech awer wëll ernimmen, ass, dass mer och d'Gemengen iwwert den Naturpakt zesumme mat der Natur- a Bëschverwaltung ... Et ass jo haut schonn esou, dass d'Natur- a Bëschverwaltung hiren Knowhow fir gutt Gestiounspläng zur Verfügung stellt, mee och d'Gemenge wëlle mer iwwert den zukünftegen Naturpakt, an deem mer jo um Schaffe sinn, och finanziell ënnerstëtzen, fir dass se nach méi nohalteg kënne schaffen.

Zu där Fro vun den Aiden, jo, de Bäihëllefen: Do ass et jo esou, dass mer 2017 eng éischt gréisser Verbesserung gemaach hunn, fir ekosysteemesch Leeschtungen an eng nohalteg Bëschgestioun verstäerkt an de Fokus ze huelen. Déi éischt Upassung 2019 - Här Schank, dat hat Der ganz richteg gesot - war a sech, d'Bäihëllefen am Beräich vun de Planzungen ze verduebelen.

En zweete Jet hu mer dunn an der Urgence als Reaktioun op dee massive Borkenkäferbefall Enn des Joers gemaach. Dëse Règlement hu mer d'urgence ginn, well mer wëllen direkt reagéieren. Hei geet et drëm, eis Aiden ze verduebelen am Beräich vum Entretien vun Neiplanzungen, am Beräich vum Schutz géint Wëldverbëss a bei der Naturverjüngung, an natierlech och opgrond vun der Erkenntnis, dass déi Noplanzungen net direkt ukommen, fir dass mer och do nach eng Kéier méi hëllefen.

An dee leschte Volet gouf och vun Iech erwäänt: dee vun der Indemnité de perte. Jo, déi ass bei 5.000 Euro den Hektar. Do léisst sech elo driwwer streiden. Mee ech mengen, et ass eng éischt ganz substanziell Hëllef, déi mer hei de Bëschbesëtzer ginn. Et ass och d'ailleurs en neie Wee, dee mer bis ewell a bis dato am Bësch esou hei zu Lëtzebuerg net haten!

An elo kënnt déi spannend Etapp 2020. Mir hunn zesumme mat de Privatbëschbesëtzer, déi mer direkt vun Ufank u mat an d'Boot geholl hunn ... Si hunn eis eng Etüd gemaach, wéi mer dann elo déi ekosysteemesch wichteg Leeschtungen, also de Klimabonus, dee konkreeten, dee mer elo nei maache wäerten an dësem Joer, wéi mer dee kënne richteg ugoen. Mir hunn dat parallell an der Verwaltung an am Ministère och gemaach. A ganz kloer ass et, dass, wa mer hei esou eng Aide maachen, déi mer tatsächlech „Klima-Bonus fir de Bësch" nennen, da mussen och all Fonctiounen, déi eise Bësch an deenen Ekosystemer huet, berücksichtegt ginn.

Dat heescht, de Bësch - a mir gi jo dovun aus -, deen ass en CO_2-Spàicher: pro Hektar Bësch fënnef Tonnen CO_2 gespäichert, bei engem Zouwuess vun zéng Meter Kibb Holz den Hektar d'Joer. Da kann ee sech de Präis ongeféier ausrechnen, wat dee Volet vum Klimaschutz kéint bedeiten.

Mee nieft dem Klimaschutz ass awer ganz wichteg, dass eeben och déi wichteg Fonctioune vum Bëschbuedem, deen en eminent

wichtege Filter ass fir zum Beispill de Waasserschutz, awer eeben och de Liewensraum Bësch, dass déi mat a Consideratioun geholl ginn an dass mer hei schwätze vu Bëschparzellen, wou mindestens 50 % Lafholz sinn, wou mer standuertgerecht Planzungen hunn. Dat heescht, dat wäert e Bonus ginn, deen a) substanziell ass, awer b), wou mer all déi wichteg Leeschtunge consideréieren, déi de Bësch eis bréngt, fir méi resilient ze ginn, als Liewensraum ze fonctionéieren an och als Garant fir e Mikroklima. Well am Bësch ass et e Stéckchen esou: Wa mer e gudde Bësch hu mat vill Alholz, da spächert sech do d'Waasser an da kréie mer an deem Bësch e Mikroklima, deen ass onverglächlech. An ech mengen, dat ass et derwäert, belount ze gi fir d'Leit.

An dann, wichteg: dass mer déi richteg scientifique Donnéeën hunn, fir herno Entscheedungen ze treffen. E Privatmann muss och kënne wëssen: Wat ass da fir mäi Bëschbuedem standuertgerecht? Dofir hu mer eng Buedemkartéierung gemaach. A mir wäerten am Laf vun dësem Joer - do äntweren ech lech dann op d'Fro - net nëmmen déi Kaart zur Verfügung stellen iwwert d'Bëschbiedem, mee eeben och dee Fichier, wéi eng Bamaarten op wéi engem Standuert da richteg wären. Well de Bësch ass jo dee Beräich, wou mer d'Nohaltegkeet als Éischt entdeckt hunn, scho viru ganz laanger Zäit. De Begrëff vun der Nohaltegkeet kënnt grad aus engem Secteur, wou ee laang braucht, wou dës Generatioun fir déi nächst Generatioun virschafft.

Dofir gëllt et, net nëmmen de Leit déi richteg Outilen ze ginn, nee, mir hunn och an der leschter gemeinsamer Kabinettssëtzung mat Rheinland-Pfalz dervu profitéiert, fir och d'Fuerschung mat Rheinland-Pfalz iwwert d'Geneetik vun eise Bëscher ze verschäerfen. An ech mengen, dat ass eeben och e Volet, dee mer net däerfen aus den Ae verléieren. Mir kréien a mir brauchen ëmmer nach nei Erkenntnisser, fir de Leit beschtméiglech zur Säit ze stoen, wann et drëm geet, dass eise Bësch fit ass fir d'Zukunft, resilient ass, dass en ugepasst ass an dass e virun allem déi wichteg Fonctioune vun der Noerhuelung fir jiddereen och weiderhi kann huelen a mer e gesonde Bësch kréien.

Domat soen ech lech Merci fir dës Fro.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Madamm Ëmweltministesch. Den Här Schank huet nach eng Zousazfro.

M. Marco Schank *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech wollt am Fong just froen, well d'Regierung weess jo heiansdo, wat de Staatsrot mécht oder wat e wëlles huet ze maachen: Mir waarde jo all op d'Bëschgesetz, an ech mengen, dat ass schonn am Februar 2018 deposéiert ginn. An dat Lescht, wat ech gelies hunn, wann ech mech net geiert hunn, dat ass en Avis vun der Chambre de Commerce, deen am Mäerz 2018 koum. An duerno koum näischt méi. Vläicht wësst Dir eppes méi, Madamm Minister?

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech ginn d'Wuert zréck un d'Madamm Ëmweltministesch.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*.- Bon, Här Schank, op déi Fro kann ech perséinlech lech leider net äntweren. Ech héieren awer, dass massiv un deem Bëschgesetz geschafft gëtt, wat mer dréngend brauchen a wat eis dee richtege Kader wäert ginn, fir e gudden Accès a fir genau déi dräi Fonctioune vun der Nohaltegkeet och kënnen ze garantéieren, déi vun der ekologescher Gestioun, dem ekonomeschen Notzen an och der Erhuelung, fir deene Saache gerecht ze ginn. An ech hoffen, dass mer geschwë kënnen an dësem héijen Haus iwwert dee Projet diskutéieren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci der Madamm Dieschbourg. Domat ass dëse Punkt ofgeschloss.

3. 7474 - Projet de loi portant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants

Deen nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 7474 iwwert déi persistent organesch Schuedstoffer. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Gilles Roth, den Här Max Hahn, den Här Georges Engel, den Här Fernand Kartheiser, den Här David Wagner an den Här Marc Goergen.

D'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

M. François Benoy *(déi gréng), rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Hären, „polluants organiques persistants", dat si gëfteg Stoffer, déi ganz laang an der Ëmwelt bleiwen a schwéier bis guer net ofbaubar sinn.

Mir fanne se op Plazen, déi wäit ewech sinn, zum Beispill an der Arktis oder och an de Bierger, wou eng héich Konzentratioun vun dëse Gëftstoffer ass, an dat obwuel keng Leit do sinn, déi mat deene Gëftstoffer ze dinn haten. Dat ass eeben de Fall bei dëse Polluants organiques persistants, déi zum Beispill vun Industrieanlage fräigesat kënne ginn oder och als Pestizid an déi sech verstäerkt a kale Regiounen usammelen, obwuel se nëmme wéineg an dëse Regioune virkomme respektiv do produzéiert gi sinn. Dat ass wéinst där globaler Destillatioun, déi een och kann en „Heesprénger-effekt" nennen, dat doduerch, dass déi Partikele vu méi waarmen a méi kal Regiounen transportéiert ginn, wou se da kondenséieren.

Dat erkläert eeben och, firwat een eng immens héich Konzentratioun vun dëse Gëftstoffer an der Arktis fënnt, obwuel do zum Beispill keng Landwirtschaft ass an also keng héich Konzentratioun duerch Pestiziden op där Plaz kann ausgedroe ginn. D'Kierperbelaaschtung vun de Leit an dëse Regiounen ass awer zum Deel héich, zum Beispill an der Mammemëllech, soudass si awer mat de gesondheetleche Konsequenze vun engem irresponsabelen Ëmgang mat deene Chemikalien ze dinn hunn.

A mat dem Gesetzesprojet 7474 exekutéiere mir eeben en europäescht Reglement, an zwar 2019/1021 iwwert d'Polluants organiques persistants, an onst Gesetz. E Reglement, wat den Ëmgang mat dëse Gëftstoffer reegelt. E Gesetz also hei haut, wat fir de Schutz vun onser Ëmwelt an de Mënsche vu gréisster Wichtegkeet ass!

Wat sinn elo nach eng Kéier genau „polluants organiques persistants", also persistent organesch Schuedstoffer oder laanglieweg organesch Schuedstoffer? Et si gëfteg Substanze mat spezifeschen Eegenschaften. Si gi fräigesat a wa se fräigesat ginn, da bleiwe se laang an der Ëmwelt a sinn nëmme ganz schwéier ofzebauen. Si bioaccumuléiere sech och. Dat heescht, iwwert d'Zäit baue se sech weider a liewegen Organismen op, also och zum Beispill iwwert de Mënsch. A si accumuléiere sech iwwer eeben d'Narstoffketten. Dat heescht, déi héchst Konzentratioun fanne mer uewen an der Ketten an domadder si se och eng grouss Gefor fir d'Mënschen a fir déi wëll Déieren.

Duerch d'Loft, duerch d'Waasser an d'Déiere verbreede se sech also och an der ganzer Welt. An iwwerall op der Welt fënnt een och där Polluant-organique-persistanten, déi fréier an der Landwirtschaft, an der Industrie oder och am Gesondheetswiese benotzt gi sinn. Rezent eréischt goufen där Polluant-organique-persistanten an den déifste Grief vun den Ozeaner fonnt oder och op de Bierger, wäit ewech vun allegeurten den Industriegebidder, wou se benotzt gi sinn an och wäit ewech vun all mënschlechem Afloss.

Wou kommen d'Polluants organiques persistants elo genau hier?

Do kann ee generell vun dräi Sourcë schwätzen:

- engersäits d'Pestiziden, zum Beispill den DDT, ee vun deene warscheinlech bekanntste Pestiziden, dee laang an der Landwirtschaft genotzt ginn ass, oder och fir d'Malaria ze bekämpfen. Do kënnt en haut nach zum Asaz;

- et fënnt een awer déi Chemikalien och an der Industrie, zum Beispill a PCBen, also organesche Chlorverbindungen, déi zum Beispill an Transformateuren, mee och a Lacken oder an Isolatiounsmaterialie benotzt ginn;

- da komme se awer och vir an ongewollten Nieweproduiten, zum Beispill an Dioxinnen, wou se entstinn, wann zum Beispill Offall oder Holz net uerdentlech verbrannt gëtt.

A si hunn op alle Fall gesondheetlech ganz negativ Effekter, wat d'Auswierkungen ugeet, zum Beispill op d'Reproduktioun. Do si se eng speziell Belaaschtung fir d'Mamm, d'Kanner oder de Fötus. Si kënnen och zu endokrinne Stéierunge féieren, also eng negativ Auswierkung op onsen hormonelle System hunn. An et gëtt och e Lien mat dem Typ 2 vun dem Diabetes.

Här President, Dir Dammen an Hären, mat dem Gesetzesprojet 7474 hu mer also hei elo e Projet de loi virleien, deen d'europäescht Reglement 2019/1021 iwwert d'Polluants organiques persistants an onst Gesetz exekutéiert. Et ass eng Refonte vum fréiere Reglement iwwert d'Polluants organiques persistants an also och dem Gesetz vum 12. Mee 2011.

D'Europäesch Unioun huet zwee international Accorden iwwert d'Polluants organiques persistants ënnerschriwwen: engersäits den Aarhus-Protokoll an anerersäits d'Stockholmer Konventioun. An zesumme gi si ons e legale Kader, fir géint d'Produktioun, de Verkaf an d'Benotze vun de Polluants organiques persistants virzegoen, an also fir de Mënsch an d'Natur ze schützen!

D'Regierung huet de Gesetzesprojet den 3. September (veuillez lire: 2019) deposéiert an am selwechte Mount krute mer och d'Avise vum Staatsrot, der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers. An der Ëmweltkommissioun hu mer d'Texter de 16. Oktober duerchgeholl an de Rapport de 27. November ugeholl.

D'Reglement, wat mer hei also exekutéieren, definéiert verschidden Definitiounen nei. Et kommen och nei Definitioune bäi, respektiv si ginn adaptéiert. Et ginn nei Dispositiounen, wat de Stockage ugeet, Prezisiounen zu de Kontrollen an den Derogatiounen. Et sinn Annexen, déi ugepasst ginn. Et sinn zum Beispill zwou Substanzen, déi net méi däerfe produzéiert ginn. An d'europäesch Chemikalienagence kritt och en neie Rôle.

An am Gesetzesprojet geet et eeben drëms, dat Reglement, wou et drëms geet, hei an nationaalt Recht ze exekutéieren. Do geet et engersäits ëm d'Kompetenzen: Den Ëmweltminister respektiv d'Ëmweltministesch gëtt hei kompetent, fir déi Tâchë vum Reglement ze koordinéieren, d'Ëmweltverwaltung kritt Tâchen, wéi zum Beispill de Contrôle, de Monitoring oder och den Informatiounsaustausch. Et ginn Detailer iwwert den Ëmsetzungsplang. Et geet och ëm administrativ Mesuren, also wéi eng administrativ Mesurë kënne geholl ginn, wann ee sech net u verschidden Artikele vum Reglement hält: zum Beispill, dass e Site kann zougemaach ginn oder dass d'Fabrikatioun ka verbuede ginn. Et ginn awer och Ännerungen an de Sanktiounen oder och an de Recoursméiglechkeeten.

De Contrôle gëtt awer och geännert. Do geet et ëm d'Pouvoire vun de Leit, déi kontrolléieren, respektiv de Constat vun den Infraktiounen. Et geet also drëm, wat fir eng Officiers de police judiciaire zoustänneg sinn. An et ass och e Volet Formatioun am Gesetz mat dran, well déi Leit brauchen natierlech déi richteg Formatioun.

Den Avis vum Staatsrot: Et goufen eng ganz Rei ... e puer Remarke gemaach, notamment op Referenzen oder Formulatiounen. An et gouf och eng Opposition formelle, wou et ëm d'Prezisioun geet. Där hu mer natierlech Rechnung gedroen. Wat de Recours ugeet, do hu mer elo zréckbehalen, dass mer an der Kohärenz mat aneren Ëmweltgesetzer bleiwen, also en Delai vu 40 Deeg och hei virgesinn.

A fir a Kohärenz mat dem Staatsrot sengen eegene Remarken ze sinn, wat d'OPJen ugeet, huet d'Kommissioun der héijer Kierperschaft den 22. Oktober e Bréif gemaach fir eng zousätzlech technesch Ännerung.

Här President, Dir Dammen an Hären, ech wëll awer kuerz op den Niveau vun de penale Sanktiounen ze schwätze kommen. An engem Rapport vun dem Europäesche Conseil zur rezenter géigesäiteger Evaluatioun vum Ëmgang mat der Ëmweltkriminalitéit hei zu Lëtzebuerg, déi duerchgefouert ginn ass vun enger internationaler Delegatioun, déi mat Representantë vun dem Justizministère, dem Ëmweltministère, dem Parquet, der Ëmweltverwaltung, der Police an der Douane geschwat huet, goufen eng ganz Rei Konklusioune gezunn. Notamment och, wat d'Sanktiounen ugeet, wou mer d'Recommandatioun kruten, dass mer d'Sanktiounen am Beräich vun den Ëmweltdelikter an der -kriminalitéit mussen eropschrauwen, fir eeben hirem repressiven an och dissuasive Rôle gerecht ze ginn am Beräich vun héich gëftege Substanzen, déi, wa se eemol an der Ëmwelt fräigesat ginn, net méi einfach do ewechzekréie sinn an awer en extreem negativen Afloss op d'Natur, awer och d'Gesondheet vu Mënsch an Déier hunn.

Awer och, fir dass mer déi speziell Techniken hunn (veuillez lire: Awer och eng weider Recommandatioun war, dass mer eis déi speziell Technike solle ginn), déi mer brauchen, fir eng seriö Enquête ze maachen, zum Beispill, wat eng systematesch Beobachtung ugeet an d'Iwwerwaachung, déi immens wichteg sinn, fir an deem Beräich vun der Ëmweltkriminalitéit virzegoen, well grad d'Ëmweltkriminalitéit dacks eng verstoppte Form vu Kriminalitéit ass.

An Eurojust huet an engem Rapport vun 2014 och nach eng Kéier gesot, dass d'Ëmweltkriminalitéit oft eng grenziwwerschreidend Dimensioun huet an oft kriminell Organisatiounen derhannert stiechen. A mam illegalen Handel mat Offall respektiv dem illegalen Dumping vun Offall léisst sech vill Geld maachen. Mir mussen eis also hei d'Moyene ginn, fir Ëmweltdelikter opzedecken, d'Leit ausfindeg ze maachen, déi hanner esou engem illegalen Dumping oder illegalen Handel mat Dreck stiechen!

Virdru waren hei aacht Deeg bis ee Mount Prisong virgesinn. An elo setze mer hei d'Strofe vun aacht Deeg bis dräi Joer.

Une voix.- Très bien!

M. François Benoy *(déi gréng), rapporteur*.- Ëmweltverschmotzunge mat Polluants organiques persistants sinn, wéi ech elo gesot hunn, keng Klengegkeet, mee si kënne bei Mënsch an Ëmwelt grouss Schied uriichten. An dofir ass et och richteg, dass mer eis hei d'Moyene ginn, fir Ëmweltdelikter besser ze verfollege respektiv och deenen Delikter besser nozegoen, déi laang vernoléissegt gi sinn. An dofir ass et richteg a wichteg, dass mer eis hei déi néideg Moyenen dofir ginn!

Gläichzäiteg musse mer awer och den zoustännege Verwaltunge méi Leit ginn, fir eeben deenen Ëmweltdelikter nozegoen; eng weider Recommandatioun aus deem Rapport, vun deem ech elo grad geschwat hunn.

Här President, Dir Dammen an Hären, mam Gesetzesprojet 7474 exekutéiere mer d'europäescht Reglement 2019/1021 iwwert d'Polluants organiques persistants an onst Gesetz. Et geet hei ëm Kompetenzen, ëm Detailer vun dem Ëmsetzungsplang, ëm administrativ Mesuren, ëm Sanktiounen, ëm Recoursméiglechkeeten. Et geet awer och drëm, de Contrôle ze verbesseren, andeems déi Leit, déi kontrolléieren, méi Pouvoir kréien, awer anerersäits och de Constat vun Infraktiounen.

Polluants organiques persistants si gëfteg Substanze mat speziellen Eegenschaften. Wa se bis eng Kéier fräigesat sinn, da bleiwe se laang an der Ëmwelt a si baue sech nëmme ganz schwéier of. Dofir ass dat heiten e wichtegt Gesetz fir de Schutz vun onser Ëmwelt an also och vun de Mënschen!

An ech profitéieren och direkt dervun, fir den Accord vu menger Fraktioun ze ginn, a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Benoy. Den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'éischt dem Rapporter, dem François Benoy, Merci soe fir säi gudde mëndlechen, och säi schrëftleche Bericht. En huet de Leit dat - eng komplex Matière - och gutt erkläert, ëm wat et hei wierklech geet.

Et ass effektiv eng Duerchféierung zu Lëtzebuerg vun enger europäescher Reglementéierung, déi déi sougenannt organesch Schuedstoffer betrëfft. Et ass och keen Neiland, well mir hunn e Gesetz zënter 2011 iwwert déi heite Matière. Mee mir mussen nobesseren. Firwat? Mee well an der Zwëschenzäit eng europäesch Reglementatioun komm ass.

An ech soen et virop: D'CSV huet selbstverständlech weeder mat dem Prinzip nach mat dem Inhalt, wat déi ëmwelttechnesch Moossname vun dësem Gesetz ubelaangt, e Problem. Mir hunn awer Bedenken iwwert d'Manéier, wéi dës Reglementéierung a Lëtzebuerger Recht ëmgesat an duerchgefouert gëtt.

An ech ginn do op zwee Punkten an. Dat ass engersäits d'Strofmoossnam, déi vun engem Mount op dräi Joer an d'Luucht gesat gëtt - an de François Benoy ass virdrun dorobber agaangen. An deen zweete Punkt, wou mer eis Bedenken hunn, dat ass d'Formatioun vun deene Leit, déi dës Vergoe sollen op dem Terrain aanden.

Ech kommen zu der Strofmoossnam. Et ass richteg, dass gesot gëtt, dass elo déi Strofmoossnamen, wéi se de Moment an dem Gesetz stinn, vun engem Mount - aacht Deeg bis ee Mount -, dass déi bis op dräi Joer Prisong an d'Luucht gesat ginn. An do, muss ech soen, hu mer dach Bedenken. Well et muss ee soen: Firwat gëtt dës Strofmoossnam op dräi Joer an d'Luucht gesat? Et gëtt an d'Luucht gesat, fir dass een eng Rei vu sougenannte „mesures d'investigation particulières", wéi se an eiser Strofprozessuerdnung zënter Mee 2009 drastinn, kann duerchféieren.

Ëm wat handelt et sech hei? Mee, et geet ëm d'Oflauschteren, Ecoutten. Et geet ëm Observatiounen, Beobachtunge vu Leit, déi potenziell Täter vun esou Strofhandlunge wieren. De François Benoy ass drop agaangen. An et geet och souguer ëm Infiltratiounen. Also dat ass net eng Piqûre, déi ee kritt, mee dat heescht ënner

anerem: verdeckt Ermëttlungen, fir Zuwiderhandlunge géint dëst Gesetz ze aanden.

An do soen ech ganz éierlech, dass mir e Problem hunn! An et ass och en Onverständnis, well ech war selwer Rapporter vun deem Gesetz am Mee 2009 iwwert déi sougenannt „méthodes particulières de recherche". An dunn - et war kuerz virun de Walen, déi waren deemools nach am Summer, am Juni 2009 -, du waren et dach gréisser Diskussiounen an der Justizkommissioun ginn an och an dem Parlament, wéi mer e Mount virun de Walen iwwert dat Gesetz deemools ofgestëmmt hunn.

Wat huet dat Gesetz virgesinn? Majo, dat Gesetz huet virgesinn, dass een eigentlech den Arsenal vun den technesche Méiglechkeeten, déi een den Ermëttlungsautoritéiten, an dësem Fall der Police, géif ginn, den neien Technologien - Internet, Handyen, Kommunikatiounen, déi kryptéiert wieren - géif upassen.

Do hat, net zu Onrecht, déi deemoleg Oppositioun, un der Spëtzt d'Colette Flesch, fréier Justizministerin vun der DP, gesot: „Mee mir mussen oppassen, dass mer en Equiliber hunn an engem Rechtsstaat zwëschent deene Mëttelen, déi mer der Police zur Verfügung stellen, an der Gravitéit vun deene jeeweilege Strofdoten."

An net ënner anerem, mee ënnert där Remark, déi parteiiwwergräifend gedeelt gouf, ass sengerzäit festgehale ginn: „Mee mir erloosse verdeckt Ermëttlung" ... Verdeckt Ermëttlung, dat heescht e V-Mann - mir sinn net bei den James-Bonden! Mee e V-Mann, deen een aschleist, fir Strofdote kënnen ze ermëttelen, Leit ofzelauschteren, Leit ze observéiere bis an hir Privetéiten eran. Dat géife mer nëmmen zouloosse bei ganz bestëmmten Infraktioune mat engem gewëssenen Degré de gravité, zum Beispill organiséiert Kriminalitéit, zum Beispill Terrorismus, zum Beispill Kannerhandel, zum Beispill Mënschenhandel.

An ech mengen, deemools huet jiddwere partei- a fraktiounsiwwergräifend dat déi richteg Approche fonnt, fir ze soen: „Bei deenen Infraktiounen", dat heescht, bei deene Strofdote vun enger grousser Gravitéit, „do muss een och den Arsenal vun den investigative Mëttelen, déi der Police zoustinn, upassen", well dat si grav Zuwidderhandlungen, wou och Mënscheliewen op dem Spill stinn.

Mir hunn dat zréckbehalen an nawell huet - an dat hu mer sengerzäit respektéiert - grad déi gréng Fraktioun dat Gesetz net matgestëmmt, well si gesot hunn: „Et geet eis nach ze wäit."

An ech erlabe mer, hei aus der Ried vum Mee 2009 ze zitéiere vun dem deemolege justizpolitesche Spriecher vun déi gréng, dee gesot huet, an net zu Onrecht: Mir musse „sécherstellen, dass déi heite Methoden", dat heescht net nëmmen d'Oflauschteren, mee d'Infiltratioun, d'Observatioun, „déi heite Méthodes policiaires effektiv och nëmmen an deenen Ausnamefäll ugewannt ginn, wou se ubruecht sinn, wou se also am Respekt vum Prinzip vun der Proportionalitéit", also der Verhältnisméissegkeet, „Sënn maachen, dass also net mat Methode geschafft gëtt fir kleng Delikter oder Verbriechen, déi eigentlech an engem Rechtsstat, wou de Prinzip vun der Proportionalitéit ëmmer soll gëllen, net dierften op der Dagesuerdnung stoen." Dat war net den CSV-Spriecher vun deemools, deen dat gesot huet, mee et war de Spriecher vun där gréngen Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Dir Dammen an Dir Hären, ...

M. Carlo Back *(déi gréng)*.- Dat sinn eelef Joer hier!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- ... dat sinn eelef Joer hier.

(Interruptions diverses)

An Dir sot dat richteg, ...

(Brouhaha et interruptions)

... mee, Här Back, ech géif soen: „Mir fannen dat als CSV, och wa mer d'Säite leider hu missen zweemol wiesselen, haut an '21 nach ëmmer richteg!" Mee blouss, bei deene Gréngen, do ass dat - a wéi esou oft! -: Bei deem, wat se an der Oppositioun der deemoleger Regierung wollte virhalen, do ass e Sënneswandel komm! Well si haten elo ... An Dir sot dat: „Dat sinn elo eelef Joer hier." Ma, Här Back, Dir hat elo schonns geschloen aacht Joer d'Méiglechkeet, well Der de Justizminister, den Ëmweltminister gestallt hutt, fir dat ze änneren!

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Fir dat, wat Der deemools de Leit gepriedegt hutt, fir dat, wat Der deemools der deemoleger Regierung virgehalen hutt als Spigel - an ech soen: „Emol net zu Onrecht!" -, fir dat och an der Praxis ëmzesetzen! Den Worten Taten folgen lassen! A grad dat hutt Der net gemaach! Grad dat, wat Der de Leit virgehalen hutt am Ëmweltberäich, grad dat, wat Der de Leit an der Energiepolitik virgehalen hutt, grad dat, wat Der de Leit an der Finanzpolitik virgehalen hutt, grad dat, wat Der de Leit an der Justizpolitik virgehalen hutt, grad dat, wat Der de Leit an der Dateschutzpolitik virgehalen hutt, grad dat hat Der d'Méiglechkeet, mat alle Mëttelen - ech gesinn nach den Här Turmes hei stoen: „D'héicht Haus, dat grousst Haus, dat gehéiert eis elo mat eisem ganzen Arsenal vu Beamten!" -, grad dat hutt Der net ëmgesat!

An an dem sensibelste Beräich vun dem Schutz vun der Privatsphär, do geet et jo och ... Et geet sécherlech, en Deel vläicht emol, ëm organiséiert Kriminalitéit. Mee wann et ëm organiséiert Kriminalitéit geet, da poursuivéiert een net op de sougenannte „POPen", mee da poursuivéiert een op deene Strofdoten, déi d'organiséiert Kriminalitéit an dem Code pénal virgesinn (veuillez lire : déi am Code pénal fir d'organiséiert Kriminalitéit virgesi sinn). An do si Strofmoossnamen elo schonns virgesinn, déi genau déi Héicht erlaben, fir dass een op déi Prinzippien hei kann zréckkommen.

Mee ech muss iech ganz éierlech soen: Dass ee muss e Bauer oflauschteren, dass ee muss gegeebenefalls bei engem Bauer mat verdeckter Ermëttlung schaffen, dass ee gegeebenefalls bei engem Bauer muss kucken, fir sech ze infiltréieren, ob deen elo dat richtegt Düngemëttel hëlt oder net, vläicht souguer nach an der Onachtsamkeet vun der Persoun!

(Interruption)

Dir hutt och d'Landwirtschaft hei ernimmt!

(Interruptions)

Do si mer der Meenung, dass dat eng Disproportioun ass. An duerfir hu mir eigentlech eis gréisser Bedenken, fir hei d'Strofmooss - grad aus deenen doten Ursaachen! - vun engem Mount Prisong op dräi Joer Prisong an deem heite Fall an d'Luucht ze setzen.

Et geet jo net nëmmen heidrëms, mee Dir geheit déi ganz Struktur vun de Strofmoossnamen, wéi mer se an dem Code pénal hunn, total duerjerneen. Dir hutt iwwerhaapt keng Verhältnisméissegkeet zwësche Strofmoossnamen, déi an dem Ëmweltberäich stinn, zwësche Strofmoossnamen, déi an anere Beräicher stinn, an zwësche Strofmoossnamen, déi et am generelle Code pénal ginn. Do hu mer also eis Bedenken.

An déi Bedenken, Dir Dammen an Dir Hären, déi kéinte vläicht zum Deel nach dissipéiert ginn. Zum Deel kéinte se dissipéiert ginn, wa mer Leit hätten, déi géifen déi eventuell Zuwidderhandlungen zu dëser Gesetzgeebung, zu anere Gesetzgeebungen am Ëmweltberäich och mat där néideger Virsiicht, mat där néideger Circonspectioun a mat deem néidegen Equiliber uwenden. Mee grad dat schalt Der hei aus!

Grad dat schalt Der hei aus, well et gëtt nach eng aner Dispositioun an dësem Gesetzesprojet. Dat ass nämlech déi, dass niewent der Police, der Douane och d'Beamte vun der Ëmweltverwaltung, also administrativ Beamten, kënne Constatatioune vun Zuwidderhandlunge maachen. Domadder hu mir als CSV och kee Problem. Mir hunn awer e Problem, dass Der ee Passus, deen haut am Gesetz steet, dass déi Leit mussen och eng Formatioun an eng Formation continue kréien, net nëmmen iwwert d'Recherche an d'Constatatioun vun Infraktiounen, mee iwwert d'Portée vun deene Sanction-pénallen, dass Der dee ganz einfach aus dem Gesetz eraushuelt.

An Dir, Här Benoy, hutt virdru vun engem Bericht erzielt iwwer eng sougenannt „Evaluierung", déi gemaach gouf op europäeschem Niveau, iwwert d'Praxisse vun Zuwidderhandlungen an Zuwidderhandlungsbekämpfungen an dem Ëmweltberäich. Ma mir kënnen dat nëmmen ënnerschreiwen! Jo, och fir d'CSV sinn Zuwidderhandlungen am Ëmweltberäich kee Kavaléiersdelikt. Mee et ass awer net, dass een do an engem rechtsfräie Raum kann handelen. Mir sinn och do net an engem Polizeistaat, mee mir sinn an engem Rechtsstaat! An elementar rechtsstaatlech Prinzippien, déi mussen och am Ëmweltberäich zielen.

An ech erlabe mer, och grad dee Bericht, Här Benoy, deen Dir elo ugefouert hutt, och unzeféieren. An do steet dran, an dee Bericht ass nach net allze al, deen ass vum 27. Mee 2019: « L'équipe d'évaluation recommande par conséquent aux autorités luxembourgeoises de mettre en place », elo lauschtert gutt no, « une formation spécialisée continue pour [...] les acteurs impliqués dans la lutte contre la criminalité environnementale : la police judiciaire et locale, les magistrats, et les autorités administratives. »

Dat heescht, Dir invoquéiert, Här Benoy, e Bericht, an déi aner Konklusiounen, déi am Bericht stinn, nämlech, dass soll eng Formatioun si vun dem administrative Personal, dat déi Constatatioune vun Zuwidderhandlungen zu deene Gesetzer aus dem Ëmweltberäich soll feststellen, déi ignoréiert Der.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Dat, wat d'Recommandatioun ass, Dir maacht just de Contraire! Ma Dir huelt dat hei eraus, dat, wat elo am Gesetz steet, nämlech dass déi Beamte vun der Ëmweltverwaltung mussen déi Formatioun hunn. A Gott sei Dank solle si se hunn! An dat soll net nëmmen eng Formation unique sinn, mee dat muss eng Formation continue sinn. Déi huelt Der, aus welche Grënn och ëmmer, aus dem Gesetz hei eraus. An do muss ech lech ganz éierlech soen: Mat där Konklusioun kënne mir net d'accord sinn!

An ech verstinn eigentlech net, souguer politesch, firwat dass Der op dee Wee do wëllt goen, well grad déi rezent Vergaangenheet, déi och politesch hei an der Chamber, hei an dësem Sall heftegst kommentéiert gouf ... Ech kommen dann zréck, ech soe keen Numm, mee zréck op déi ominéis „Gaardenhaischenaffär", wat sech awer net just op e Gaardenhaische reduzéiert.

Här Benoy, Dir sidd President vun der Ëmweltkommissioun, et sinn eng ganz Rei Kolleegen hei, déi an der Ëmweltkommissioun mat dra waren: Mee hutt Der lech dach déi Kakofonie unhéieren - déi Kakofonie, well et ass net aneschters ze beschreiwen! - vun enger Opfaassung, déi d'Ministesch op enger Pressekonferenz méindes hat vu Bestëmmungen aus dem Gesetz iwwert den Naturschutz!

Déi Kakofonie vu Beamten an der Ministesch, déi an der Sitzung vun der Ëmweltkommissioun deen Dag duerno just de Contraire gezielt hu vun deem, wat se nach deen Dag virdrun op der Pressekonferenz erzielt hunn! An dat an engem Beräich vun dem Naturschutzgesetz, vun Dispositiounen, déi, wéi d'Ministesch selwer gesot huet, dausendfach an engem Joer, iwwer Joren, zur Uwendung kommen.

Wa mer et do emol net fäerdegbréngen, fir ze soen, wat d'Portée vun enger Infraction pénale ass, och déi vu Bestëmmungen aus dem Ëmweltberäich, ma wéi solle mer et dann an deenen heite komplexe Matièrë vun de sougenannte „POPen", déi aus enger europäescher Reglementéierung hierkommen, ma wéi solle mer dat aanden?

An ech muss soen, wann ech an Ärer Plaz gewiescht wier, Madamm Ministesch, dann hätt ech mech hei géint d'Beamten agesat an ech hätt gesot: „Voilà, wann een de Pouvoir kritt, fir Leit, ob dat e Bauer ass, ob dat organiséiert Kriminalitéit ass, fir mat engem Procès-verbal als Officier de police judiciaire ..." E Procès-verbal ... An et si fënnef Juristen hei vun der DP, vun der Oppositioun. Déi wëssen als Affekoten, wat dass ee muss maachen, géint eng Constatatioun, déi e Polizist an engem Procès-verbal festhält, deen als OPJ gehandelt huet! Do muss een d'Preuve contraire a „jusqu'à inscription de faux" virbréngen!

Also wann een de Beamten déi Pouvoire gëtt, Dir Dammen an Dir Hären, dann ass de Minimum, deen ee verlaangt, dass een och eng Ausbildung, eng Formatioun an eng Formation continue op deem Plang kann noweisen!

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss. A mir loosse „Worten Taten folgen"! Mir hätte gären duerfir als CSV - an ech hoffen, dass dat awer am Interessi vun der Saach appliziéiert gëtt -, dass déi Leit, déi als Beamten niewent Police an Douane de Pouvoir kréien, fir Infraction-pénalle kënne festzestellen, wou d'Sanktioun drop bis zu dräi Joer Prisong ass, wou kënne Leit net nëmmen ofgelauschtert ginn, mee wou Leit kënnen Infiltratioune kréien, wou Observatioune kënne gemaach ginn, wat an engem Rechtsstaat grav Agrëffer an d'Privatsphär vu Leit sinn, dass déi Beamten zumindest dofir mussen eng Formatioun hunn, wéi et haut an dësem Gesetz an a villen anere Gesetzer iwwregens nach virausgesat gëtt.

Här President, an ech erlabe mer an deem Sënn en Amendement virzeleeën.

Amendement 1

Le paragraphe 3 de l'article 4 du projet de loi est modifié comme suit :

« Les fonctionnaires et agents visés au paragraphe 1er doivent avoir suivi une formation professionnelle spéciale portant sur la recherche et la constatation des infractions ainsi que sur les dispositions pénales de la présente loi. Le programme et la durée de la formation ainsi que les modalités de contrôle des connaissances sont arrêtés par règlement grand-ducal. »

Commentaire de l'amendement

À l'instar d'autres textes de loi récemment adoptés en matière de protection de l'environnement, le présent projet de loi impose de lourdes sanctions pénales[1] aux contrevenants, ces sanctions pouvant prendre la forme d'une peine d'emprisonnement de huit jours à trois ans et d'une amende de 251 à 750.000 euros, voire une de ces peines seulement.

Fixer les seuils à de tels niveaux n'est pas anodin. En effet, cela a une incidence directe sur les moyens d'enquête des autorités de poursuite :

- Une observation (article 48-12 et suiv. du Code de procédure pénale) peut être décidée par le procureur d'État ou le juge d'instruction lorsque les conditions du paragraphe 1er de l'article 48-13 et suiv. du Code de procédure pénale sont remplies et qu'il existe des indices graves que les infractions sont de nature à emporter une peine criminelle ou une peine correctionnelle dont le maximum est égal ou supérieur à un an d'emprisonnement.

- Une opération d'infiltration (article 48-17 et suiv. du Code de procédure pénale) peut être décidée à titre exceptionnel, si l'enquête ou l'instruction préparatoire l'exige et que les moyens ordinaires d'investigation s'avèrent inopérants en raison de la nature des faits et des circonstances spéciales de l'espèce, par le procureur d'État ou le juge d'instruction saisi, si la poursuite pénale a pour objet un fait emportant une peine criminelle ou une peine correctionnelle dont le maximum est égal ou supérieur à deux ans d'emprisonnement.[2]

Or, comme le note l'équipe d'évaluation du Conseil de l'Union européenne dans son rapport sur le Luxembourg établi dans le cadre de sa huitième série d'évaluations mutuelles « Mise en œuvre pratique et fonctionnement des politiques européennes en matière de prévention de la criminalité environnementale et de lutte contre celle-ci »[3] :

« [l]a lutte contre la criminalité environnementale est tributaire des inspections et enquêtes réalisées.

Si l'évolution législative, les activités de prévention et d'information ainsi que le développement de la collaboration internationale ne sont pas accompagnés par :

- une évolution adéquate des moyens humains pour assurer un service d'enquête et d'investigation efficace et proportionné,

- une révision des moyens humains au niveau des services administratifs de contrôle qui doivent notamment assurer à la police et au parquet le soutien technique et scientifique nécessaire,

alors, les efforts qui seraient consentis en matière d'adaptation de la législation et les actions diverses, telles que la mise en place d'une structure de formation des agents, des actions de sensibilisation et des actions de collaboration internationale et nationale, ne peuvent pas être suivis par des actions répressives proportionnelles, dissuasives et efficaces. »

L'équipe vient à la conclusion :

« Actuellement le Luxembourg ne dispose pas de structure établie assurant les formations spécifiques en matière d'environnement. Il y a donc lieu d'encourager le Luxembourg à développer une structure de formation spécifique qui s'adresserait à tous les niveaux d'intervenants concernés par la recherche, la constatation et la poursuite répressive des infractions environnementales. »

Il ne fait donc pas de doute que la formation des personnes appelées à rechercher et poursuivre les infractions à la loi sous rubrique n'est pas à la hauteur des défis, de sorte que nous proposons de compléter le dispositif en place en y intégrant la connaissance des dispositions pénales matérielles applicables, à l'instar des textes de lois suivants :

- la loi du 21 juin 1976 relative à la lutte contre la pollution de l'atmosphère,

- la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau,

- la loi du 19 décembre 2008 a) relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs, b) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets,

- la loi du 28 juillet 2011 portant certaines modalités d'application et sanction du règlement (CE)

[1] Conformément à l'article 14 du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants les États membres doivent prendre les mesures nécessaires pour assurer la mise en œuvre de sanctions à l'égard de contrevenants. Le règlement lui-même ne définit pourtant pas quels types de sanctions à instituer, sauf à préciser que celles-ci doivent être effectives, proportionnées et dissuasives.

[2] Ces explications ont été données par Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable dans le cadre du projet de loi n° 7477.

[3] https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-7947-2019-REV-1/fr/pdf

n° 1221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS), abrogeant le règlement (CE) n° 761/2001 et les décisions de la Commission 2001/681/CE et 2006/193/CE,

- la loi du 11 août 2011 portant exécution et sanction du règlement (CE) n° 1005/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone,

- la loi du 21 mars 2012 relative à la gestion des déchets, et modifiant 1. la loi du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement ; 2. la loi du 25 mars 2005 relative au fonctionnement et au financement de l'action SuperDrecksKëscht ; 3. la loi du 19 décembre 2008 a) relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs, b) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets ; 4. la loi du 24 mai 2011 relative aux services dans le marché intérieur,

- la loi du 21 juillet 2012 concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) n° 2173/2005 du Conseil du 20 décembre 2005 concernant la mise en place d'un régime d'autorisation FLEGT relatif aux importations de bois dans la Communauté européenne,

- la loi du 21 juillet 2012 concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (UE) n° 995/2010 du Parlement européen et du Conseil du 20 octobre 2010 établissant les obligations des opérateurs qui mettent du bois et des produits dérivés sur le marché,

- la loi du 27 août 2012 a) relative au stockage géologique du dioxyde de carbone, b) modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, c) modifiant la loi du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale,

- la loi du 5 juin 2014 a. concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (UE) n° 649/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux, b. abrogeant la loi du 28 mai 2009 concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) n° 689/2008 du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux,

- la loi du 31 août 2016 concernant le transfert national de déchets,

- la loi du 21 mars 2017 relative aux emballages et aux déchets d'emballages,

- la loi du 20 juillet 2017 concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n° 511/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux mesures concernant le respect par les utilisateurs dans l'Union du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation,

- la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature.

Le Gouvernement ne saurait d'ailleurs pas se soustraire à son obligation de correctement former son personnel en se servant d'arguments fallacieux, i. e. que les dispositions spécifiques des différentes législations seraient similaires d'une loi environnementale à l'autre, ou que les agents concernés auraient une bonne connaissance desdites dispositions pénales[4]. Il ne peut pas non plus procéder à un nivellement vers le bas sous prétexte de ne pas trouver de formateurs. Le Gouvernement doit se donner les moyens pour organiser des formations adéquates.

(s.) Gilles Roth, Diane Adehm, Martine Hansen, Laurent Mosar, Claude Wiseler.

An ech hoffen, dass deen Amendement net mat där berüümter Reegel 31 géint 29 ofgeschmettert gëtt, well hei geet et ëm fundamental Prinzippie vun dem Rechtsstaat.

Dat gesot, Dir Dammen an Dir Hären, waarde mir, ier mer eis definitiv Positioun als CSV festhalen, wéi déi Ofstëmmung zu dësem Amendement wäert sinn. Fir de Rescht soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Roth. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP)*.- Merci, Här President. Merci och dem Rapporter, deen esou komplett war a sengem schrëftlechen a mëndleche Rapport, dass ech him Merci ka soen an och den Accord vun der Demokratescher Partei ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Hahn. An dann huet den honorabelen Här Georges Engel d'Wuert. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Merci, Här President. Als LSAP gesi mir d'Schütze vun der mënschlecher Gesondheet als eng primordial Aufgab vum Staat. An de PCB, de polychloréierte Biphenyl, huet noweislech negativ Repercussiounen op d'mënschlech Organer, wéi d'Liewer, mee och op d'Reproduktioun an op de Wuesstem. Den HCB, den Hexachlorbenzol - dat sinn zwee Produiten u sech vun deem „dreckigen Dutzend", wéi se och genannt ginn -, dee wierkt virun allem op den Nervesystem vum Kierper a kann d'Produktioun vun Hormoner an der Schilddrüs bremsen.

Well sech den HCB besonnesch laang kann am mënschleche Kierper stockéieren, véier bis aacht Joer, kann eng geréng Expositioun mam HCB iwwer e längeren Zäitraum am schlëmmste Fall zu Kriibs an der Liewer, der Nier oder der Schilddrüs féieren.

Et muss also onmëssverständlech kloer sinn, dass déi mënschlech Gesondheet an eng intakt Ëmwelt iewescht Prioritéit hunn. Zu Lëtzebuerg hunn d'Emissioune vum PCB tëschent 1990 an 2013 ëm 93 % kënne reduzéiert ginn. Beim HCB läit de Réckgang bei 7 %. Dat, déi manner grouss Reduktioun beim HCB, léisst sech virun allem duerch de kontinuéierlech wuessenden Trafic op eise Stroossen erklären.

D'Evolutioun vun den Emissioune vun de POPen ass vu POP zu POP ënnerschiddlech. D'Emissioune vu POPen ënnerleien an engem klenge Land wéi Lëtzebuerg grousse Schwankungen. Tëschent 2010 an 2011 sinn d'Emissioune vun der héich kriibserreegender Famill vun den Dioxinnen aus der Metallindustrie ëm 55 % zréckgaangen, well an där Zäitfënster ee Site vun der Stolindustrie seng Dieren zougemaach huet.

De Fait, dass d'POPe laang iwwerliewe kënnen, stellt eis natierlech viru gréisser Erausfuerderungen. Allkéiers wann e Bagger Buedem ausgruewe geet oder wann Héichwaasser an enger Regioun ass, riskéieren d'POPen, och wa se entre-temps verbuede gi sinn, awer erëm un d'Uewerfläch respektiv an d'Otemloft ze kommen. Aus deem Grond ass et esou wichteg, dass mir eng streng Reglementatioun hunn, déi reegelméisseg un déi lescht wëssenschaftlech Erkenntnisser ugepasst gëtt, fir dass se eis Gesondheet an eis Ëmwelt effektiv schütze kann.

Et ass eng Fro vu Gerechtegkeet, eng Fro vu sozialer Gerechtegkeet, well net jiddwereen hei am Land sech ka biologesch Liewensmëttel reegelméisseg leeschten, och wann déi vläicht manner vu verschiddene POPe betraff sinn. Et ass eng Fro vu Generatiounegerechtegkeet, well d'POPen, wéi scho virdru gesot ginn ass, eng ganz laang Liewensdauer hunn, bis se sech ofgebaut hunn, an dofir all POP, deen haut manner produzéiert muss ginn, och an 20 Joer déi nächst Generatioune manner hypothekéiere wäert.

Fir d'LSAP stëmmt also d'Ausriichtung vun der Politik a vun dësem Gesetz och hei. An dofir stëmmt meng Fraktioun dann och derfir. Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engel. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools merci, Här President, an och e Merci un den Här Benoy fir dee ganz gudde Rapport, deen en eis gemaach huet, e ganz interessante Rapport. An ech wéilt bei deene Mercien och direkt den Här Gilles Roth ernimmen, deen e brillanten Exposé gemaach huet vun enger Rei vun Elementer, op déi ech och zum Deel wäert zréckkommen.

Déi éischt Observatioun, déi mer wëlle maachen, ass eng, déi mer dacks hei maachen: Firwat musse mir hei e Reglement ëmsetzen? Dat ass nämlech eppes, wou mer ëmmer erëm eng Konfusioun hunn. Déijéineg, déi den Droit européen kennen, wëssen, datt e Reglement normalerweis d'application directe ass. An eng Direktiv ass awer dat, wou mir nach e gewësse Spillraum hunn, zum Beispill beim Festleeë vun engem Strofmooss oder esou, wat an enger nationaler Kompetenz läit. Dat heescht, u sech ass dat hei schonn eppes, wat ee vum Europarechtlechen hier kann hannerfroen: Wann e Staat eng Appreciatioun, eng Marge d'appréciation huet, fir eng Transpositioun ze maachen, soll dat iwwert de Wee vun der Direktiv geschéien an net iwwert de Wee vun engem Reglement. Et ass awer ganz interessant, fir dat festzestellen.

Den Här Benoy huet och gesot a senger Beschreiwung vun deenen dauerhafte cheemesche Produiten, ëm déi et hei geet, datt et eng Saach ass vu Gesondheetsschutz. Do si mir och komplett mat him d'accord als ADR. Et ass ganz wichteg, datt déi Produite sollen aus der Natur an aus dem Mënsch erausgehale ginn, déi wierklech zu engem Schued kommen.

Awer d'Realitéit ass och do e bësse méi komplex.

Den DDT zum Beispill huet an der Bekämpfung vu Malaria en essenzielle Rôle haut nach. An et ass eeben och eng Tatsaach, Dir hutt et gesot, datt, wann een heiansdo déi Produiten „net" benotzt, och Mënscheliewen a Gefor sinn a vill Leit stierwen, wann déi „net" gebraucht ginn.

Also och do ass d'Wourecht heiansdo an der Mëtt an et ass eng Saach, dacks, vun d'Opportunitéit préiwen. Et ass eng Saach vun der Doséierung, vun engem kontrolléierte Gebrauch, vun engem verantwortungsvolle Gebrauch. Mee et ass net eng Saach vu radikale Positiounen. Mee et ass ëmmer eng Ofweiung ze maachen. Eis éischt Prioritéit muss ëmmer sinn: d'Gesondheet vum Mënsch, an do verantwortungsvollt Handelen.

Mee déi Haaptdiskussioun, déi mer haut féieren - an den Här Roth huet se och schonn ugeschwat -, dat ass iwwer eng Rei vu juristeschen Aspekter. An ech fänken emol u mat der Formatioun.

Wësst Der, d'Formatioun, dat ass eppes, wat an der Fonction publique ... An och do muss ee kucken, wéi et an der Fonction publique allgemeng ass hei am Land: Normalerweis leeë mir e grousse Wäert op d'Formation continue vun eise Beamten. Ech nennen als Beispill d'Professeren. D'Professeren, wann ech mech gutt erënneren, wéi et bei hinnen ass, déi musse 640 Stonnen - wann ech mech gutt erënneren - Formation continue an hirer Karriär maachen. Och wa se franséisch Grammaire enseignéieren, an déi evoluéiert elo net esou séier. Oder et gëtt aner Beispiller a Fächer, wou elo d'Evolutioun net terribel rasant ass, mee trotzdeem besteet déi Obligatioun vun der Formation continue.

Hei ass awer e Beräich, wou d'Wëssenschaft extreem séier virugeet, wou ëmmer nei Produiten entwéckelt ginn, wou Lëschte vu Produiten, cheemesche Produiten, déi musse kontrolléiert ginn, permanent ugepasst ginn. Hei imposéiert sech d'Formation continue an hei gëtt se net gemaach! Hei kréie mer gesot: „Jo, déi Leit, déi hu jo eng Kéier eng Formatioun kritt." Mee wéi laang ass déi gutt? An dat ass jo - an och am Gesamtverhältnis vun der Fonction publique - net ze vertrieden. An et ass besonnesch net ze vertrieden, wann een drun denkt, datt déi Leit, déi déi Kontrolle solle maachen, eng Qualitéit hunn als Officier de police judiciaire mat enger ganzer Rei vu Kompetenzen. An et muss een dann hannerfroen: Wéi laang ass iwwerhaapt hire Wëssensstand gutt, wa se dann als Officier de police judiciaire do agéieren?

Mir hunn och e Problem dermat - contrairement zu de Kolleege vun der CSV, déi sinn do méi flexibel. Mee mir hunn an der Tëschenzäit eng grouss Zuel vun Agente vum Staat a verschiddene Ministèren, déi kënnen als Officier de police judiciaire optrieden. Et wär besser, mir géife kucken, fir dat ze reduzéieren, fir dat ze konzentréieren: zum Beispill eng anstänneg, gutt ekipéiert, staark Ëmweltpolizei am Kader vun der Police opstellen, déi eleng dofir zoustänneg wär, déi Constatatiounen ze maachen. Dann hu mer eppes, wat an engem rechtsstaatleche Kader kloer encadréiert ass, wou all d'Prozedure kloer sinn, d'Formatioun ka garantéiert ginn, amplaz datt mer ëmmer méi eng grouss Proliferatioun vun Agenten hu mat diverse Kompetenzen an, wéi mer et haut och feststellen, mat ganz ënnerschiddlechen Niveauen an der Formatioun.

Mee den Haaptproblem ass eigentlech dee vun der Proportionalitéit vun de Strofen an dem Equiliber, an dat huet den Här Roth ganz gutt beschriwwen, dem Equiliber tëschent der Strof, wéi de Rechtsstaat domadder ëmgeet, an dem eigentlechen Delikt. Well an deem Rapport, deen den Här Roth och zitéiert huet, ass och kloer erausgestrach, datt mer eigentlech bis elo där do Problemer hei am Land keng hunn. Och dat steet do dran. Mee, natierlech: Et weess een ni, et kéint jo sinn! Mee och do hu mer jo elo schonn en Instrumentarium, wat kann intervenéieren, wann et néideg ass, a wat zum Droe kënnt.

De Problem ass awer ganz kloer, fir och dat erauszestraichen: Wéi an opgrond vu wat ass eigentlech déi Inspektioun, dee Rapport do gemaach ginn, mat deem mer haut konfrontéiert sinn?

Wësst Der, mat deenen Direktiven - oder deene Reglementer, wéi et dann am Ausnamsfall ass - ass et u sech eng national Kompetenz, fir d'Strofmooss festzeleeën, conformement zu eisem Rechtsstaat, wat mir huelen. Den Här Roth wor Rapporteur vun deem leschte Gesetz. An do huet dëst Parlament d'Dispositioune geholl, fir eng gewësse Strof virzeschreiwen. Dat ass de Wëlle vum Lëtzebuerger Vollek, dee mir hei als Parlament decidéiert hunn, well mer gewielt sinn.

Elo ass et awer esou, datt dee Mechanismus, deen an der Tëschenzäit ageféiert ginn ass ... Do sinn eng Rei bestëmmt ganz sympathesch a ganz kompetent Leit aus dem Ausland komm. Dat wor eng Damm, déi an der Belsch, an der Wallonie „fonctionnaire sanctionnateur" ass - wat dat och ëmmer soll sinn -, en Här aus Portugal, deen do Polizist ass, an e Staatsanwalt aus Däitschland an nach zwee Beamte vum Conseil. Déi sinn da komm, déi sinn awer net gewielt vum Lëtzebuerger Vollek, déi hunn dann eng Evaluatioun hei gemaach a si woren der Meenung ...

„Opgrond vu wat?", ass meng éischt Fro. Wat gëtt deene Leit d'Kompetenz, iwwert d'Strofmooss hei zu Lëtzebuerg ze befannen, wat dat Lëtzebuerger Parlament fir iergend e Fait iwwerhaapt agesat huet? Déi sinn net vum Lëtzebuerger Vollek gewielt! A si decidéieren - fein, sympathesch Leit -, datt hirer Meenung no d'Strofmooss zu Lëtzebuerg net héich genuch wär, well dann eeben déi speziell investigativ Techniken hei net kéinte benotzt ginn, wéi d'Infiltratioun an esou weider an esou virun. Och den Här Roth hat se scho genannt. Et ass wierklech e bëssen d'Schreckenskammer vun der Verfollgung: d'Ecoute, de Contrôle vun den Telekommunikatiounen, d'Captation de données informatiques, d'Oppeleeë vun de Bankgeschäfter, Prélèvement de cellules humaines sous contrainte physique; also dat geet extreem wäit! An dann ass also esou eng Delegatioun, déi seet: „Ma fir dat doten, fir d'POPen", wou mer eigentlech de Problem am Land nach guer net hunn, dat steet am selwechte Rapport, „mussen elo déi dote Methode méiglech sinn." Ma wou si mer?!

Heiansdo wonnert ee sech. Et liest ee jo vill an der Press an et héiert een och heibanne vu Leit, déi sech iwwert de Brexit wonneren: Mee Westminister - Westminster, dat brittescht Parlament - léisst sech esou eppes net gefalen! D'Souveränitéit vun de Britten a vun engem Parlament gëtt do respektéiert. A mir hätten och gär als ADR, datt hei d'Souveränitéit vum Parlament respektéiert gëtt. Dat ass eng normal Saach!

Mir hunn e Strofmooss festgeluecht, a wann dat soll geännert ginn, dann ass dat eng Diskussioun ënner eis. Awer et ass net, bei allem Respekt virun deene Leit, déi komm sinn, un iergendengem Conseil oder un auslännesche Experten, fir ze mengen, datt hei fir e Problem, deen nach net existéiert, d'Strofmooss net héich genuch wär an doduerch den Equiliber an eisem rechtsstaatlechen Instrumentarium soll verännert ginn op eng Manéier, déi fundamental Konsequenzen huet. Fir eis net akzeptabel!

Mir wëllen, datt déi Ëmweltdelikter staark bestrooft ginn, wa se existéieren, proportional zu der reeller Gravitéit vum Fait. An net méi wéi dat. Mir wëllen, datt déi Ëmweltdelikter kohärent mat anere rechtsstaatlechen Dispositiounen am Staat behandelt ginn, net méi schlëmm, net manner schlëmm wéi dat, wat se wierklech duerstellen. Den Här Roth huet Beispiller genannt, wou sech esou investigativ Technike justifiéieren: Mënschenhandel an aner Saachen, déi gravissimm Faite sinn. Wann e Bauer en Däppche vun iergendeppes doheem stoen huet, dann ass dat net an där Kategorie vu Fait, vun där mer hei schwätzen.

Mir hunn hei also och e grousse Problem. Mir hunn elo nach déi Amendementer vun der CSV net gesinn. Mee ech huelen un, nodeem mer hinnen nogelauschtert hunn, datt dat genau an déi Richtung geet, déi mir eis och als ADR virstellen. An a priori wäerte mir dat dann och ënnerstëtzen, wat d'CSV seet.

Mee eppes ass ganz kloer: Hei ... An et ass och traureg fir ze gesinn, wéi d'Kolleege vun der DP a vun der LSAP op dat heite reagéieren, well ech sinn iwwerzeegt, datt wéinstens bei der DP am déiwen Häerz, wann ee kraze geet, den Accord fir dat, wat hei proposéiert ass, net do ass. Well et ass nach eng Partei, sou wéi mer se kennen hei, déi awer méi mam Rechtsstaat verbonnen ass wéi dat, wat mer haut hei héieren hunn.

Mee wat hei um Spill steet, dat ass einfach déi Fro: Wéi gi mir mam Rechtsstaat ëm?! Wéi gi mir mam Rechtsstaat ëm? A sou wéi dat heite presentéiert gëtt, déi verharmlosend Manéier, wéi déi gréng heihinnerkommen an eis drakonesch Strofe proposéieren, dat ass fir eis net akzeptabel! Et ass e Schrëtt weider a Richtung Ökodiktatur. Mir als ADR ginn deen net mat.

Ech soen lech Merci.

4 cf. commentaire de l'article 14 du projet de loi n° 7477

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ech wäert net vun Ökodiktatur schwätzen, well mir si ganz wäit ewech dovun. An Ökologie an Diktatur hu ganz wéineg mateneen ze dinn. Et kann een och de Géigendeel erliewe vun enger sougenannter Ökodiktatur. Dat ass zum Beispill d'Regierung a Brasilien, déi vum Här Bolsonaro, déi vläicht der ADR vill méi gefält. Mee déi féiert dozou, datt e ganze Bësch ...

(Interruption)

O, ech weess net!

... e ganze Bësch futtigemaach gëtt a Leit, déi do liewen, stierwe mat!

(Interruption)

Jo.

(Interruptions diverses)

Ma déi kënnen eng Kéier condamnéieren. Well dat hunn ech nach net héieren.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- De Bolsonaro ass wéinstens gewielt.

(Coups de cloche de la présidence)

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Voilà!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- En ass gewielt!

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- E gefält Iech! E gefält Iech!

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Wagner huet d'Wuert!

(Brouhaha et interruptions)

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- En Unhänger vun enger ehemoleger Militärdiktatur gefält Iech.

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

An Dir schwätzt vun Diktatur!

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Nee! Jo, jo, jo, mir sinn eis eens! Mir sinn eis eens! Voilà!

(Brouhaha)

Bon, mir stëmmen hei e Gesetzesprojet, deen, ech muss soen, tatsächlech an eisen Aen als déi Lénk zu enger vill méi grousser Effikassitéit fir d'Natur a fir d'ëffentlech Gesondheet wäert bäidroen. Mir hunn déi Ëmsetzung vun deene Reglementer an der Kommissioun matgedroen a mir droe se weiderhin och hei an dësem Plenum mat.

Der Wirtschaft, der Industrie musse Grenze gesat ginn, iergendeng Kéier. Ech mengen, dat erkläert vläicht och d'Attiüd vun der DP. Ech mengen, si stëmmen dat gäre mat, well jiddwereen an der Gesellschaft, net nëmmen déi Jonk, net nëmmen déi Jonk ... Ech mengen, ech sinn ëmmer dergéint, wann ee seet: „Et ass e Generatiounskonflikt." Ech mengen, et ass éischter e Konflikt vu Betraffenen a manner Betraffenen, vu Leit, déi méi Mëttelen hunn, fir sech ze protegéiere vis-à-vis vun Ëmweltverschmotzung an Ëmweltproblemer a -skandaler, par rapport zu Leit, déi méi Méiglechkeeten net hunn. Et ass éischter eng Fro: Wien huet déi finanziell a materiell Méiglechkeeten a wien huet se net? Dat ass keng Generatiounsfro onbedéngt.

Mee op jidde Fall gëtt et elo ... Well mir gesi jo d'Auswéchs vum Laxismus aus deene leschte Jorzéngten, aus deene leschte Jorhonnerte vläicht, wou och ëmmer gesot gouf: „Jo, d'Ëmwelt ass wichteg. Dat muss ee respektéieren. Et muss een Efforte maachen ...", mee dann huele mer keng ze vill strikt Mesuren. Mir kennen d'Resultat. Mir kennen d'Resultat! Et féiert zu guer näischt!

Et ass genausou wéi ... Well et sinn oft déi, déi der Meenung sinn, et misst een iwwerall an all Quartier Kameraen opsetzen, fir d'Kriminalitéit oder souguer d'Klengdelinquenz ze iwwerwaachen, déi ganz streng Mesurë wëllen ëmsetzen, iwwerstreng Mesurë vläicht heiansdo och wëllen ëmsetzen, wat Klengkriminalitéit oder Klengdelinquenz ugeet, déi dann déi selwecht sinn, déi, mengen ech, der Meenung sinn, datt een awer bei der Ëmwelt, bei Ëmweltdelikter voire bei der Ëmweltkriminalitéit misst laxistesch sinn.

Ech wéilt just soen, datt ee kann doriwwer philosophéieren, inwiefern wat fir eng Mëttelen - duerch justement déi Strofen - kënne benotzt ginn, wéi den Här Roth dat beschriwwen huet, wat fir eng Mëttelen ee kéint asetzen. An da gëtt natierlech d'Bild vum klenge Bauer geholl, dee sech vläicht e bëssen iert an deen e Pestizid oder deen e Produit benotzt, ouni et ze wëssen, an esou weider.

Ech denken awer net onbedéngt un de klenge Bauer, mee ech mengen, och e klenge Bauer muss sech awer och kënnen u Virschrëften halen. Jiddwereen, all Beruff muss sech u Virschrëften halen, a Wierklechkeet. En Infirmier muss sech un d'Virschrëften halen, well soss geschéie Saachen, enfin, bon, soit!

Mee ech mengen, ech denken awer och un d'Industrie. A wann een déi verschidde Skandaler gesäit: Mir haten elo - et geet zwar elo net onbedéngt ëm d'Polluants organiques, mee - déi Saach vum Crassier zum Beispill do zu Déifferdeng. Do gesäit een, wat geschitt, wann een e bësse laxistesch ass.

Ech denken awer och justement grad un déi gréisser Industrie. An do soen ech mer: „Déck Strofen an och Investigatiounsmëttelen, déi e bësse méi effikass sinn!", well déi grouss Gruppen, déi kënne sech verteidegen. Mir wëssen, wann Ëmweltverbänn, wa Biergerverbänn heiansdo versichen, hanner gewësse Machenschaften ze goen, wat mat deene geschitt, deemno wéi! Net onbedéngt hei zu Lëtzebuerg, mee am Ausland, an den USA an esou weider, datt gewësse Bierger ruinéiert gi vu gréissere Multinationalen, déi alles verpeschten, alles verdrecksen, an d'Leit gi krank. D'Leit stierwen och! Well Pollutioun féiert zu Krankheet a kann och zum Doud féieren! A meeschtens beträfft dat déi, déi sech am mannste kënne verteidegen.

Dofir sinn ech der Meenung, datt d'Fro sech stellt, ob mer genuch Mëttelen hunn, fir déi Mesuren ëmzesetzen. Dat ass eng aner Fro.

Ech mengen, d'lescht Joer ass e Bericht erauskomm - ech mengen, et war d'lescht Joer - vun der UNO, eeben de Rapport mondial environnemental, dee beseet, datt 25 % vun allen Doudesfäll, déi prematuré sinn a Krankheetsfäll op der Welt, déi si verursaacht duerch d'Pollutioun. 16.000 Kanner vu manner wéi fënnef Joer stierwen all Dag op dëser Welt, dovunner ee Véierel un der Pollutioun. Dat sinn ongeféier 4.500 Kanner, déi all Dag un de Follge vun der Pollutioun op dëser Welt stierwen!

Et ass kee Kavaléiersdelikt. D'Pollutioun ass kee Kavaléiersdelikt! Et ass eng ganz grav Saach. An et si meeschtens justement déi grouss Multien, déi egal wat maachen, déi sech et och erlabe kënnen, well se duerno och e Strof ënner Drock kënne setzen. Wann e Stolproduzent egal wat mécht an esou weider an e weess, datt de Staat ofhängeg ass, an e weess, datt duerno de Staat awer muss kucken, datt en net ze ferm mat deem ëmgeet, well esou vill Honnerten, voire Dausenden Aarbechtsplazen dovunner ofhänken ...!

Voilà, dat ass déi Situatioun, an där mer sinn. Dofir si mer der Meenung, datt e Staat grad Mëttele brauch, fir justement géint esou Machenschafte virzegoen.

Et kann een och soen: „Jo, den DDT ... Et soll een net alles zesummen duerjerneepuchen. Den DDT kann och benotzt ginn, fir géint Krankheeten ze goen." Selbstverständlech! De Morphium, dee gëtt jo och a Spideeler benotzt, fir datt d'Péng erofgeet. Dat heescht awer elo net, datt mer all Opiater einfach esou fräi verdeele ginn!

(Brouhaha)

Et gi jo Differenze gemaach. Et kann een och den Notze vun der Radiologie agesinn, ouni fir Atomkraaftenergie ze sinn. Ech mengen, den Här Back, dee wäert mir do net widderspriechen. Ech mengen also, et kann een awer den Ënnerscheed maachen, wat den Asaz ugeet vu gewëssene Produiten, an net alles zesummepuchen, fir Saache kënnen ze diskreditéieren.

Ech hätt just e puer Froen duerno, well, wa mer schonn dobäi sinn: De Glyphosat, mir wäerten deen endlech verbidden ab 2021. Ech hu gelies, datt ongeféier d'Hallschent vun de Baueren awer schonn opgehalen hunn, deen ze benotzen. D'Fro stellt sech, ob et och schonn transitoresch Mesurë gëtt, net datt nach iwwert dëst Joer, ech weess net, vläicht nach schnell vill Glyphosat benotzt gëtt. Ech weess net, ech si gefrot ginn, fir déi Fro ze stellen, an ech maachen dat och, da kréien ech hoffentlech och eng Äntwert. Da kréien ech och Merci gesot.

(Hilarité)

Dann, finalement, wa mer scho bei de Bauere sinn: Et geet net dréms ..., de Problem ass déi europäesch Landwirtschaft an d'Baueren an Europa, haaptsächlech nom Zweete Weltkrich, déi sinn domadder konfrontéiert ginn, a gewëssene Länner, duerch déi Politique agricole commune, déi dozou gefouert huet, datt déi intensiv Landwirtschaft ënnerstëtzt gouf, mat alle Produiten, déi deemools benotzt gi sinn, well deemools ware mer richteg laxistesch an déi meescht Bauere woussten emol net, wat fir en Impakt dat kéint hunn. Si krute gesot: „Benotzt dat! An da kritt Der Subsiden, da kënnt Der och méi produzéieren, da geet et Iech och besser."

Ma selbstverständlech hu se et benotzt! An et kann een hinnen dat och net virwerfen. Dorëms geet et net. Si hu jo och net decidéiert, datt dee System misst en place gesat ginn. D'autant plus, datt virdrun hiert Liewe jo och wierklech bei Wäitem net einfach war. Mir wëssen dat zu Lëtzebuerg gutt, well warscheinlech hunn 80 % oder vläicht méi vun alle Lëtzebuerger iergendeng Kéier Baueren an der Famill gehat.

De Problem ass awer deen, datt mer esou wäit sinn, datt mer eraus musse kommen, aus där Logik, déi d'Baueren u sech vläicht och drängt, eng intensiv Landwirtschaft ze maachen, mam ganze Rateschwanz, deen derhannert ass, vu Chimie an esou weider.

A wann een iwwert d'Biolandwirtschaft schwätzt - wat u sech déi normal Landwirtschaft ass -, mee da mussen natierlech - dat hunn ech oft hei gesot - d'Bauere sech déi och leeschte kënnen! D'Mënschen och!

Dat heescht, do muss een a Richtung vun anere Subside goen, vun Ënnerstëtzung, seriö Ënnerstëtzung vun Häff, fir an déi Richtung ze goen. Mee ech waarden nach gespaant op dat, wat d'Regierung eis wäert presentéieren. An da muss een awer vläicht och - net vläicht -, da muss een och vun där Logik erofkommen, datt een all Landwirtschaftsprodukt absolutt, net nëmme fir de Gebrauch hei zu Lëtzebuerg, fir de Konsum, den Eegekonsum muss produzéieren, mee och fir den Export muss produzéieren. Well wien „Export" seet, seet „intensiv a vill produzéieren" a seet, an deem Sënn, „ganz wéineg Biolandwirtschaft". An dofir muss een och, an deem Kader, weiderhin iwwert d'Handelsofkommessen diskutéieren, well dat jo dat ass, wat geférdert gëtt. An do si mer an enger gréisserer Inkohärenz.

Dat gesot, wäerte mer dëse Projet de loi ënnerstëtzen, well mir och der Meenung sinn, datt een awer all Méiglechkeet muss benotzen, fir déi gréisser Ëmweltdelikter an Ëmweltkriminalitéit kënnen ze bekämpfen, sou wéi een dat och an anere Beräicher mécht.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner. An dann huet d'Regierung d'Wuert. D'Ëmweltministesch, d'Madamm Carole Dieschbourg.

Prise de position du Gouvernement

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*.- Här President, Dir Dammen an Hären Deputéierten, fir d'éischt emol wëll ech dem François Benoy e ganz grousse Merci soe fir säi flotten an och virun allem informative mëndlechen awer och schrëftleche Rapport, well en a ganz flotter, einfacher Sprooch u sech duergestallt huet, ëm wat et geet. An dat ass net manner wéi d'Gesondheet, wéi eis Gesondheet, déi vun den Déiere ronderëm eis, wa mer iwwert déi heite POPen, wéi se ofgekierzt heeschen, schwätzen, an dass mer eis dann déi néideg Moyene ginn, fir dat och kënnen uerdentlech ze verfollegen. An do ass d'Beispill - an den David Wagner huet dat d'ailleurs och, mengen ech, flott duergeluecht - net dat richtegt, dat vun deem klenge Bauer.

An ech mengen, Här Roth, wann Der éierlech sidd, da wësst Der och, dass et jo hei elo net dee klengen OPJ ass, deen alles beschléisst, mee dass mer duerchaus Reegelen a Prozeduren hunn, wou net deen entscheet, ob ofgelauschtert gëtt.

Da musse mer eis haut ...

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Souguer d'Deputéiert hei ginn ofgelauschtert!

Une voix.- Jo.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Voilà!

(Interruptions diverses)

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*.- Da musse mer eis éierlech d'Moyene ginn ...

(Interruptions)

Also, do kann een natierlech driwwer diskutéieren. A mir haten, d'ailleurs, an der Chamberskommissioun och eng Diskussioun driwwer, déi awer, mengen ech, kontrovers, awer och ganz strukturéiert war, iwwert d'Wichtegkeet, dass mer en Ëmweltdelikt net als e Kavaléiersdelikt gesinn, mee dass mer eis d'Moyene ginn, grad well et sech hei ëm Substanzen handelt, déi ee vläicht net direkt gesäit, erkennt, grad well et sech och ëm cheemesch Substanzen handelt, wou mer duerchaus mat grousse Entreprisen ze dinn hunn, wou ee sech déi néideg Moyene muss ginn, déi och kënnen uerdentlech ze verfollegen. An dat geschitt an dëser Ëmsetzung vun dësem EU-Reglement.

An natierlech musse mer schwätzen iwwert dee Bericht, dee Rapport - d'ailleurs eng Aart Serie vun esou Evaluatiounen an Europa, déi iwwert d'Länner gemaach gëtt -, wéi mer eis dann och an Zukunft wëllen opstellen, fir datt déi spezifesch Ëmweltlegislatioun och kann agehale ginn, wéi mer kënnen d'Kontrolle verbesseren.

An dozou gehéiert och ..., an do verschléissen ech mech guer kenger Diskussioun, well am Rapport, op der Säit 10, steet natierlech, dass mer eis méi Moyene muss ginn, dass mer och d'Strofe mussen eropsetzen, wat mer haut maachen, mee och, dass et zu Lëtzebuerg kee spezialiséierten Zentrum fir Formatioun gëtt fir Ëmweltdelikter. Do geet also de Rapport e Stéck méi wäit.

Dat ass eng Diskussioun, déi sollte mer unhuelen, déi sollte mer féieren, fir dass mer an Zukunft nach besser preparéiert kënnen iwwer an op Ëmweltdelikter reagéieren, déi eiser aller Gesondheet kënnen a Gefor bréngen.

An dofir soen ech all deenen, déi hei elo zoustëmmen, e grousse Merci, datt se en Deel derzou bäidroen, dass mer kënnen uerdentlech hei zu Lëtzebuerg schaffen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Dieschbourg. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Amendement 1

Ier mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7474 kommen, stëmme mer fir d'éischt iwwert den Amendement Nummer 1 vun der CSV-Fraktioun of, deen als Objet huet, fir de Paragraf 3 vum Artikel 4 ofzeänneren.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Fir d'éischt hat ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Entschëllegt, Här President, dass ech Iech ënnerbriechen! Dat ass net onhéiflech, mee mir hunn deen Amendement net hei leien. An et wär awer interessant, en ze gesinn, ier mer driwwer ofstëmmen.

(Interruptions et brouhaha)

Une voix.- Huelt deen nächste Projet!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Gutt. Da kéime mer zum nächste Projet. An dann, an der Tëschenzäit, huet jiddereen Zäit, fir iwwert den Amendement ze kucken.

4. 7444 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

Deen nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7444 iwwert déi klasséiert Etablissementer. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Paul Galles, den Här Max Hahn, den Här Georges Engel, den Här Fernand Kartheiser an den Här David Wagner. D'Wuert huet elo de Rapporter vun deem Projet de loi, den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

M. François Benoy *(déi gréng)*, *rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Hären, an dem Gesetzesprojet 7444 iwwert d'Établissements classés, dee mer virleien hunn, geet et ëm kleng Upassungen ...

(Brouhaha)

... an deem Gesetz vun dem 10. Juni 1999, also dem Kommodosgesetz. An hei geet et ënner anerem drëm, fir den E-Kommodo weiderzebréngen an dat an den Texter unzepassen an och Changementer beim Delai unzehuelen. Et ass also e Gesetz, fir de Leit an den Entreprisen, déi mam Kommodo ze dinn hunn, d'Liewe méi einfach ze maachen. A parallell dozou korrigéiere mer och eng Rei Erreur-matériellen.

Ech wëll just nach eng Kéier drop hiweisen: Am Kader vum Koalitiounsaccord ass och virgesinn, eng méi komplett Revisioun vun deem Gesetz ze maachen. Dat ass mat där heiter Saach, mat deem heiten Text, dee virläit, nach net de Fall.

En Établissement classé, dat ass eng Ariichtung, also zum Beispill eng Entreprise, déi e gewëssenen Impakt kann hunn op d'Ëmwelt an d'Gesondheet vun de Salariéen, der Noperschaft oder der Allgemengheet. An dofir brauch dat Etablissement eeben eng Autorisatioun, déi d'Konditioune festleet a puncto Ëmweltschutz,

Sécherheet vun de Salariéen, der Noperschaft an der Allgemengheet. Also de „Kommodo".

An déi Etablissementer, déi „incommode" sinn, brauchen eeben, jee no hirer Klasséierung, eng Autorisatioun, fir den Impakt op de Mënsch an d'Ëmwelt sou kleng wéi méiglech ze halen, dat am Sënn vun enger nohalteger Entwécklung. An déi Autorisatioune variéieren natierlech jee no Klassifizéierung, déi een huet.

Här President, Dir Dammen an Hären, d'Ëmweltministesch huet de Gesetzesprojet 7444 iwwert d'Établissements classés de 24. Mee zejoert deposéiert. An hei maache mer Modifikatioune vum modifizéierte Gesetz vum 10. Juni 1999 zu den Établissement-classéen.

D'Haaptuleies ass, fir eng Erreur matérielle ze korrigéieren, déi bei der leschter Upassung vum Gesetz iwwert d'Ëmweltimpaktstudie de 15. Mee 2018 gemaach gouf. Do war e Saz ersat ginn, dee just hätt completéiert solle ginn. An an deem Saz ass et dréms gaangen, dass d'Autorisatioun vum Ëmweltminister d'Konditioune vum Amenagement an der Exploitatioun bestëmmt. Et geet also hei ëm de Schutz vun der Loft, dem Buedem, der Fauna a Flora an der Offallvermeidung an esou weider.

An da gëtt awer och dervu profitéiert, fir eng Rei Aktualisatioune respektiv Prezisiounen ze maachen. Eeben d'Demande d'autorisation ass elo och online disponibel, den E-Kommodo. Dat ass zënter 2017 de Fall, am Kader vun der Strategie Kommodo 5.0, fir eeben déi ganz Prozedur vun den Établissements classés ze digitaliséieren. An den E-Kommodo gëtt erweidert op alleguerten déi verschidden Zorten, also Typpe vun Demanden. Bis elo war dat limitéiert op déi grouss Entreprisen, also d'Dossiers de demande vun de Classes 1, 1A an 1B mat Enquête publique.

Et ginn awer och Prezisioune gemaach zu de Piècen, déi dem Dossier vun der Demande d'autorisation musse bäigeluecht ginn, ënner anerem d'Parzellnummer an och d'Luxembourg Reference Frame, also d'LUREF.

Et ginn awer och Ännerunge vum Delai gemaach, an deem d'Ëmweltverwaltung hir Decisioun zum Dossier huele muss. Bis elo ass deen ugelaf bei der Receptioun vum Dossier. Elo leeft en awer un, wann den Dossier komplett ass, also wann och d'Conclusion motivée vun der Ëmweltimpaktstudie an den Avis vun der Gemeng do sinn.

Et ginn awer och Ännerunge gemaach, wat d'Coopération transfrontalière ugeet. En Établissement classé, deen op der Grenz ass, muss un d'Nopeschgemenge kommunikéiert ginn. Bis elo huet d'Kommodosgesetz d'Coopération transfrontalière fir dräi Texter assuréiert. Zwee vun deenen hunn elo mëttlerweil hir eege Gesetzer, wou d'Coopération transfrontalière mat dran ass. A mam virleienden Text gëtt d'Zesummenaarbecht op der Grenz an deem Sënn aktualiséiert a preziséiert.

An der Ëmweltkommissioun hu mer de 27. November dee Gesetzesprojet, grad wéi alleguerten déi verschidden Avisen duerchgeholl, wou keng gréisser Remarke waren.

Wat d'Piècen, déi dem Dossier vun der Demande d'autorisation musse bäigeluecht ginn, ubelaangt, huet d'Kommissioun dem Conseil d'État senge Remarken op deem Punkt net Rechnung gedroen. D'Kommissioun huet awer decidéiert, d'Formulatioun vun de LUREF-Coordonnéeë bäizehalen, well dat eebe méi eng verständlech Formulatioun ass.

Här President, Dir Dammen an Hären, wéi gesot, dat heite si kleng Upassunge vun dem Gesetz zu den Établissements classés vum 10. Juni 1999, also dem Kommodosgesetz, wou et dréms geet, fir eng Erreur matérielle ze verbesseren - dat ass am Fong d'Haaptuleies -, gradesou den E-Kommodo weiderzebréngen, d'Texter unzepassen, an e Changement beim Delai. Et ass also e Gesetz, wat fir de Leit an den Entreprisen, déi mam Kommodo ze dinn hunn, d'Liewe méi einfach mécht.

An ech profitéieren dann och dervun, fir lech net nëmme Merci ze soe fir d'Nolauschteren, mee och fir den Accord vu menger Fraktioun ze ginn. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Benoy. Den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Paul Galles. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Paul Galles *(CSV).*- Merci villmools, Här President. Et ass wouer, de Rapporter huet et gesot: An der Ëmweltkommissioun ware keng gréisser Remarken ze maachen. Dofir wëll ech dat och hei net maachen. Ech soen awer dem François Benoy Merci fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Just zwou ganz kleng Bemierkungen. Déi eng ass: Ech si frou ze héieren, dass dat Theema, wat och am Regierungsprogramm dran ass, wat hei dann nach net exhaustivement behandelt ginn ass, nach op de Leescht geholl gëtt.

An zweetens wëll ech einfach drun erënneren, dass awer trotzdeem esou en Theema wéi d'Établissements classés keen onschëllegt Theema ass. Do si mer an engem ganz wichtege Beräich. Dat just, fir nach eng Kéier dorun ze erënneren.

An deem Sënn och den Accord vun eiser Fraktioun. Merci villmools!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Galles. An da wier et um honorabelen Här Max Hahn.

M. Max Hahn *(DP).*- Merci och vu menger Säit. E grousse Merci dem Rapporter fir seng zwee Rapporten. An ech ginn heimat och den Accord vu menger Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hahn. An déi nächst Minutt ass fir den Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President. Merci dem Här Benoy fir de gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport. An ech ginn och heimadder den Accord vun der LSAP.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Engel. An da wier et schonn um honorabelen Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Och e grousse Merci un den Här Benoy. Ech si frou, datt ech elo ka soen, datt en eis bei dësem Projet komplett iwwerzeegt huet. Et wär schued, wann en elo géif mat deem Androck erausgoen, datt mir eng systematesch Oppositioun géife maachen. Also déi Kéier ass d'ADR ganz op senger Säit a mir stëmmen de Projet mat.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Well et esou schéin ass, wollt ech och nach d'Zoustëmmung vun eiser Sensibilitéit zu dësem ...

(Hilarité)

... Projet de loi ginn. Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. An dann huet d'Regierung d'Wuert, d'Ëmweltministesch, d'Madamm Carole Dieschbourg.

Prise de position du Gouvernement

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Bon, da schléissen ech mech deene ganze Mercien un, virun allem dem François Benoy fir säi gudde mëndlechen a schrëftleche Rapport. An ech freeë mech, datt mer eis an der Chamber eens sinn, dass mer de Kommodo no an no verbesseren. Déi grouss Verännerunge kommen, wéi mer och an der Chamberskommissioun scho gesot hunn, mat deem grousse Jet, wou mer dee ganze Kommodo op de Leescht huelen. Dat hei ass awer e wichtege Schrëtt a Richtung Digitaliséierung an Transparenz.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Dieschbourg. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7444. Den Text steet am Document parlementaire 7444[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7444 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 7444 ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par Mme Martine Hansen), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Paul Galles), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Georges Engel), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen (par Mme Tess Burton) et Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Stéphanie Empain), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

5. 7474 - Projet de loi portant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants (suite)

Da komme mer zréck bei de Projet de loi 7474, wou mer da fir d'éischt iwwert den Amendement vun der CSV-Fraktioun ofstëmmen, deen als Objet huet, de Paragraf 3 vum Artikel 4 ofzeänneren. Den Här François Benoy huet d'Wuert gefrot.

Amendement 1 (suite)

M. François Benoy *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Här President, Dir Dammen an Hären, ech wollt awer nach profitéieren, fir op dräi Punkten anzegoen.

Fir d'éischt, kuerz, d'Landwirtschaft. Ech wëll elo nach eng Kéier soen, dass et witzeg ass, wann ech dat Wuert Landwirtschaft an de Mond huelen. Da ginn déi verréckste Saachen do bei verschiddene Leit duerch de Kapp. Ech hu kloer gesot, dass dat heite Produite sinn, déi an der Landwirtschaft net méi benotzt ginn. Fir de Rescht wär et awer interessant, wa verschidde Leit mer besser a mengen Ausféierungen iwwert d'Landwirtschaft géifen nolauschteren, well dat si ganz konstruktiv Virschléi, wéi mer d'Landwirtschaft kënnen op d'Zukunft preparéieren.

An deem Sënn géif ech hoffen, dass Der mer an Zukunft bei menge Propositiounen, wat dat ugeet, besser géift nolauschteren.

En zweete Punkt, op deen ech ...

(Exclamations et interruptions)

En zweete Punkt ass dee vun der Formatioun. Ech mengen, et ass jo och dat, wourop den Amendement, deen eis virläit, ageet. Ech proposéiere menger Fraktioun, fir den Amendement net ze stëmmen. An ech soen lech och elo ... ech erklären lech och elo, firwat dass dat ass.

Et ass jo net, wéi wa mer hei an engem Beräich wären, wou et keng Formatioune géif ginn. Et gëtt jo kloer eng Formation spéciale, wou et eeben ëm d'Recherche an d'Constatatioun vun Infractioune geet. An déi Leit, déi um Terrain all Dag an deem heite Beräich schaffen, also déi OPJen, déi kennen d'Matière a sinn och informéiert hei. A mir brauchen elo eigentlech deene Leit net nach eng zousätzlech Formatioun derzou ze ginn, well dat géif déi Leit nëmmen dervun ofhalen, um Terrain hir Aarbecht ze maachen.

Wéi gesot, et ass um Terrain eng Ekipp, déi sech an der Matière auskennt. An dat hei géif jo bedeiten, dass fir all neit Gesetz ..., a mir hate der eleng schonn an deem leschte Joer eng ganz Rei. Wéi gesot, um Terrain ass et esou - dat hate mer jo och schonn an der Kommissioun e puermol diskutéiert -, dass d'Leit sech auskennen. A mir brauche se jo och um Terrain an net a Formatiounen, wa se sech mat de Saachen auskennen.

Ech wëll just och nach preziséieren, dass de Staatsrot, grad wat deen heite Punkt ugeet, an dem Avis zu deem heite Gesetz och näischt weider méi derzou gesot huet. Dat heescht, fir hien ass dat och an der Rei esou mat dem Text, wéi en elo virläit.

Just nach eng Kéier kuerz op déi Fro vun den Ëmweltdelikter. Also, mir si wierklech der Meenung, dass dat heite keng Kavaléiersdelikter sinn. Dat si Saachen, wou ee sech wierklech d'Moyene muss ginn, fir dergéint virzegoen. Et ass, d'ailleurs, och dat, wat dee Rapport, deen ech zitéiert hunn, kloer an däitlech gesot huet, wou gesot gëtt, dass d'Sanktioune mussen eropgeschrauft gi wéinst dem repressiven an dissuasive Rôle, fir deem eebe gerecht ze ginn, an och, dass een déi Techniken huet, fir d'Enquête ze maachen. An et ass eebe genau dat, wat mer maachen. Et huet eebe grad dermat ze dinn, dass mer d'Proportionalitéit an den Equiliber halen, fir eis eeben déi Moyenen ze ginn. An dat maache mer mat deem Gesetz.

An dofir géif ech och un alleguerten d'Kolleegen appelléieren, fir den Text, wéi e virläit, ze ënnerstëtzen, well mer eebe genau dat domat maachen, dass mer soen: Ëmweltdelikter sinn eis net egal. Et ass eis net egal, wann d'Natur verschmotzt gëtt. Et ass eis net egal, d'Gesondheet vun de Leit ass eis net egal a mir wëllen do dergéint virgoen.

A just och nach eng Kéier fir ze soen: Et ass jo net, wéi wann d'OPJe sech och an engem loftleere Raum géife beweegen. Déi si jo souwisou och nach ënnert dem Contrôle vun der Justiz, vun de Juge-d'instructionen. An an deem Sënn mengen ech wierklech, dass ...

(Interruption)

... den Text, wéi en hei virläit, dat hoffen ech op alle Fall, d'Ënnerstëtzung vun deem Haus hei fënnt, well en an déi Richtung geet, wéi mer et brauchen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Benoy. Dann huet den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Ech wéilt ufänken, fir der CSV Merci ze soe fir dësen Amendement. Deen ass wäertvoll a mir wäerten deen och matstëmmen.

Ech wollt zwee oder dräi Wierder derzou soen. Den Här Benoy huet gefrot, mir sollen him soen, wéi mer d'Landwirtschaft op d'Zukunft solle virbereeden.

Ma, Här Benoy, Här President, wann Der erlaabt, datt ech iwwer lech dem Här Benoy soen: Ma, ech mengen, et ass un de Baueren, fir dat ze wëssen! Well mir hu vill ze vill an der Politik déi Tendenz, fir de Bauere wëlle virzeschreiwen, wat fir si gutt ass oder wéi si hir Zukunft solle plangen.

Beim Respekt virum Bauer ass emol dat Alleréischt, datt mer him vertrauen an datt hie selwer seng Zukunft festleet, no deene Parameteren, déi hie fir richteg fënnt. Dat heescht, mir solle manner staatlechen Dirigismus hunn a méi Vertrauen an eis Baueren.

Dat Zweet ass dat mat der Formatioun. Dat ass jo och den Amendement, dee mer hei diskutéieren. Wësst Der: Äert Argument gefält mer! Wann ech et richteg verstanen hunn - soss korrigéiert mech, wannechgelift! -, sot Dir: „Mir maache keng Formatioun, well mir d'Leit um Terrain brauchen."

M. François Benoy *(déi gréng), rapporteur.*- Nee. Dat hunn ech net gesot!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ma, sot mer dann nach eng Kéier, wéi Der et genau mengt! Well: „Mir wëlle se ofhalen, hir Aarbecht ze maachen, wa mer eng Formatioun maachen." Ech mengen, dat wor dat, soss musse mer d'Band lauschteren.

Mee ech soen lech, Här Benoy: Dat kann all Professer soen! Dat kann all Fonctionnaire beim Staat soen! „Mir brauche keng Formatioun, well da si mer net op eiser Aarbechtsplaz."

Wat ass dat da fir eng Iddi?! D'Formatioun soll jo derzou déngen, datt d'Aarbecht besser gemaach gëtt. An zemools an engem Beräich, wéi ech et virdru gesot hunn, wou d'Wëssenschaft permanent virugeet, dauernd nei Produite kommen, ëmmer nei Erausfuerderungen. An der Technik, an der Wëssenschaft ass eng Formation continue onverzichtbar!

An déi Leit kënnen hir Aarbecht net maachen, wa se net eng permanent Formatioun hunn. Dat ass d'Wourecht! An net dat komescht - pardon! - Argument, fir ze soen: „Mir forméieren d'Leit léiwer net, well déi Zäit si se dann net um Terrain."

Dann, wësst Der, d'Ëmweltkriminalitéit, do si mer komplett mat lech d'accord! Jo, Ëmweltkriminalitéit ass kee Kavaléiersdelikt! Dat gesi mir genau d'nämmlecht!

Awer Ëmweltkriminalitéit muss proportional zu deem jugéiert a bestrooft ginn, wat et wierklech duerstellt. An et ass einfach, an dat huet den Här Roth gesot, dat soe mir och am Numm vun der ADR: Et geet drém, fir eng rechtsstaatlech Infrastruktur, e Gläichgewiicht tëschent verschiddenen Delikter a Crimmen hei

net duerjerneenzebréngen. Dat ass awer genau dat, wat hei geschitt. An dofir gi mir net mat op de Wee, deen Dir eis proposéiert.

Ech soen Iech Merci.

M. Roy Reding *(ADR).*-Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An da freet nach eng Kéier den Här Gilles Roth d'Wuert. Här Roth!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Ech huelen och zur Kenntnis, wat den Här Benoy gesot huet. Ech kann dat awer net novollzéien. Ech soen Iech riicht eraus: Wann ee seet „Ech ginn d'Constatatioun vun Infraktioune maachen", jo, da muss ech och wëssen, wat d'Tragweit vun enger normaler Dispositioun am Ëmweltberäich oder soss enzwousch ass! Well, wann ech dat net weess, wéi wëll ech da soen: „Ass dat elo eng Infraktioun, déi virläit, oder net?"?

An d'Affekoten, ech mengen, Dir waart souguer an der Justizkommissioun, do waren d'Representantë vum Barreau d'lescht Woch, de Mëttwoch de Moien, do hunn d'Affekote gesot: „Ma mir hätte gären, dass mir genau d'Portée wëssen, zum Beispill vun den Dispositiounen, déi nei erakommen an dem Wäisswäsche vu Suen, dass mer eis eege Membere vun dem Barreau, déi all Dag mat den Dispositioun-pénalle konfrontéiert sinn, kënnen instruéieren iwwert d'Portée vu Strofbestëmmungen an iwwert d'Portée: Wéini läit e Wäisswäsche vu Sue vir oder net?"

Also, ech muss Iech ganz éierlech soen: Op deem, wat war an där berüümter Gaardenhaischen-Affär, déi Kakofonie, déi mer héieren hunn, déi nach net mat alle politesche Konsequenzen, jee nodeem, wéi d'Verwaltungsgeriicht en Urteel spriecht, derduerch ass! Ech wëll dat haut an dem Plenum soen.

Wa mer gesinn, wat fir eng ënnerschiddlech Liesaarten - et waren emol keng Interpretatiounen -, Liesaarten, déi emol net dem Text entsprach hunn, vun erfuerene Beamten op der Plaz do gemaach goufen, da muss ech Iech soen, dann hätt ech, als politesche Responsabelen ... Op jidde Fall fuerdere mir als CSV, dass een eng Formatioun an eng Gesetzesbestëmmung draschreift.

Iwwregens steet se dran! An Dir kommt elo mam Argument vum Conseil d'État: „De Conseil d'État huet näischt méi gesot." Ma de Conseil d'État huet fortwärend, wärend x Joren op deem dote Punkt, iwwert déi leschte Joren, ëmmer nëmme monéiert: „Mee Dir musst dëi Formatioun virgesinn." Mee wann en dat 20-mol schreift, jo, da seet en eng Kéier: „Mee maacht, wat Der wëllt!"

Dir maacht, wat Der wëllt! Dir stëmmt, wat Der wëllt! Mir hätten dee Gesetzesprojet hei gäre matgestëmmt. Mee wann Der emol net d'accord sidd, fir e Jota, mat eppes, wat, mengen ech, de bon Sens commandéiert! An ech géif souguer sou wäit goen: Wann hei all Deputéierten ouni Fraktiounszwang kéint ofstëmmen, dat, wat e géif richteg fannen, da géif dëse Gesetzesprojet hei keng Majoritéit fannen. Dir braucht nëmmen d'Gesiichter ze kucke vun de Leit ...

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- ... vun der liberaler Partei a vun de Sozialisten, dann hunn ech Iech d'Äntwert ginn. Op jidde Fall, wann Dir den Amendement net matstëmmt, da soen ech Iech och gradesou gutt: Mir gesinn, als CSV, gradesou kloer wéi Dir, dass Verstéiss géint d'Ëmwelt keng Kavaléiersdelikter sinn.

O, Dir kënnt elo de Kapp rëselen, neen, da soen ech et nach eng Kéier „haut et fort", am Numm vun 21 Deputéierter vun der CSV, dass och dee Leschten dat notéiert huet: Mee wann Der net d'accord sidd op deem Minimum hei, wat de bon Sens commandéiert, da wäerte mer eis bei der Ofstëmmung vun dësem Gesetzesprojet, op Är Reaktioun hin, enthalen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth.

Ech mengen, da kënne mer zur Ofstëmmung vum Amendement Nummer 1 kommen.

Vote sur l'amendement 1

De Vott fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen, duerno de Vote par procuration.

(Interruption et hilarité)

De Vott ass ofgeschloss.

Den Amendement 1 ass bei 26 Jo-Stëmme géint 33 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : l'amendement 1 est rejeté par 33 voix contre et 27 voix pour.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Martine Hansen), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Paul Galles), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Stéphanie Empain), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Den Text vum Artikel 4 bleift ënnert där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Mir kënnen dann zur Ofstëmmung iwwert d'Gesetz 7474 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 7474[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7474 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen, duerno de Vote par procuration.

De Projet de loi 7474 ass bei 33 Jo-Stëmmen, 4 Nee-Stëmmen an 23 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Paul Galles), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

6. 7289 - Projet de loi portant modification du Code du travail en ce qui concerne :

1° la durée de travail des salariés occupés dans les secteurs de l'agriculture, de la viticulture et de l'horticulture ;

2° les conditions exigées pour la délivrance aux personnes physiques de l'agrément pour l'exercice de l'activité d'assistance à l'inclusion dans l'emploi pour les salariés handicapés et les salariés en reclassement externe

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 7289 iwwert d'Reglementéiere vun den Aarbechtszäiten an de Beräicher vun der Landwirtschaft, vum Gaardebau an der Gäertnerei. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech ageschriwwen: den Här Aly Kaes, d'Madamm Carole Hartmann, den Här Carlo Back, den Här Jeff Engelen an den Här Marc Baum. D'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi, den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. De Projet de loi 7289 ass, wéi den Här President richteg gesot huet, e Projet, deen ëm d'Durée de travail vun de Salariéë geet, déi am Secteur vun der Agriculture, vun der Viticulture a vun der Horticulture agestallt sinn. En ass den 23. Abrëll 2018 deposéiert ginn.

(Brouhaha)

Et sinn eng Rei vun Amendementer gemaach ginn. Eng Rei Hin an Hier mam Staatsrot ass de Projet gaangen.

An e geet also drëm, fir d'Aarbechtszäit ze reegelen an deenen dräi Domänen, déi ech elo genannt hunn, well dat si Beräicher, déi d'Partikularitéit hunn, dass se deels grouss Variatioune beim Aarbechtsopwand an der Intensitéit hunn, well et saisonal bedéngt Aarbechtsberäicher sinn. An déi froen no enger gewëssener Flexibilitéit fir de Patron an och fir de Salarié, fir sech do kënnen drun unzepassen.

De Problem ass, dass den Artikel 211 (2) am Code du travail virgesäit, dass d'Aarbechtszäit an deene klenge Familljebetriber an deem Beräich, deen ech eebe genannt hunn, iwwer Spezialgesetz soll gereegelt ginn; wat allerdéngs bis elo nach net geschitt ass. An duefir dëst Gesetz, fir eng juristesch Sécherheet ze hunn, dat zum Wuel vum Salarié an och zum Wuel vum Patron, well dat ass ëmsou méi néideg, well soss den Droit commun applikabel ass, deen awer dann de Spezifissitéite vum Secteur net Rechnung dréit.

(Bouhaha)

Dat neit Gesetz soll deemno ee spezifesche Regimm aféieren, fir d'Aarbechtszäit an deene Beräicher ze reegelen, dat an Uleenung zum Artikel 211 (6) vum Code du travail iwwert d'Aarbechtszäitorganisatioun an d'Referenzperioden.

Dir wësst, hei hate mer schonn doriwwer rieds. D'Aarbechtszäit ass duerchschnëttlech 8 Stonnen den Dag a 40 Stonnen d'Woch, iwwer eng bestëmmt Period gekuckt. An déi muss dann och agehale ginn.

Dobäi gëllt awer e Maximum vun 10 Stonne pro Dag an 48 Stonnen an der Woch, deen am Prinzip net dierf iwwerschratt ginn. Wat déi Referenzperiod, iwwert déi den Duerchschnëtt berechent gëtt, méi laang ass, wat dann och méi eng grouss Flexibilitéit besteet. An dëst gëtt op där anerer Säit da mat méi Congé, mat supplementarem Congé, belount.

An der Praxis bedeit dat am Droit commun, grad wéi och prinzipiell an deenen heite Beräicher: Wann d'Referenzperiod méi laang ass wéi ee Mount a bis zu zwee Méint, da kritt de Salarié annerhallwen Dag Congé bäi. Bei enger Referenzperiod vun zwee bis dräi Méint, do gëtt et dräi Deeg Congé bäi. A bei enger Referenzperiod vun dräi bis véier Méint gëtt et dräi an en hallwen Dag bäi.

Dat war dat, wat bis elo besteet. Bis dohinner hält sech dann d'Aarbechtszäitreegelung un den Droit commun.

An deen heite Projet de loi gesäit awer, wéinst dem Besoin vu Flexibilitéit an deene Beräicher, eng weider Bestëmmung vir. An déi geet dohinner, dass mer eng Referenzperiod vu véier bis maximal sechs Méint derbäi setzen, an an deem Fall kritt dann de Salarié véier Deeg Congé.

Da muss een och nach soen, dass, fir déi limitéiert Period vu sechs Wochen am Joer, iwwert déi dote Reegelung, iwwer 6 Wochen am Joer och maximal 12 Stonnen den Dag kënne geschafft ginn, an och 60 Stonnen d'Woch do kënne geschafft ginn. Mir wëssen, dat si saisonal Betriber, an déi brauchen zu gewëssenen Zäiten eebe méi eng grouss Flexibilitéit. An duerfir muss deem dann och heimat Rechnung gedroe ginn.

Mir haten eng Rei Hin an Hier mam Staatsrot, wat d'Referenzperiod ugeet an och de supplementare Congé. Et war eis als Kommissioun schonn absolutt kloer, dass een hei net kéint ënner Bestëmmunge goen, déi elo am Droit commun waren. Wann ee méi eng grouss Flexibilitéit wëllt, da brauch een natierlech, am Sënn vum Salarié, och méi eng grouss Contrepartie, an dat ass dann hei ee supplementare Congé. Dee geet dann hei also bis véier Deeg.

Ech denken, dass déi Léisung, déi mer hei fonnt hunn, souwuel d'Rechter vun deene schaffende Leit an deene vum Secteur schützt, a gläichzäiteg och den Entreprisen an deene Beräicher d'Méiglechkeet gëtt, méi flexibel ze schaffen an dann och kënnen deene saisonbedéngte Picken entgéintzekommen.

Een zweet Element an dësem Projet de loi ass en Amendement vum Gesetz iwwert d'Activité d'assistance à l'inclusion dans l'emploi fir Salariés handicapés a Salariéen am Reklassement. Do hat sech nämlech en Oubli dra geschlach, an et geet dann hei drëms, fir deen ze redresséieren. Et geet do ëm d'Krittären a Saache Beruffserfarung. A gewollt ass, dass een, fir de Beruff vum Assistant à l'inclusion kënnen auszeüben, muss eng professionnell Erfarung vun dräi Joer an deem Beräich hunn. An dat hätte mer an dësem Projet heimat da redresséiert.

Voilà. Ech mengen, dat hei ass e Projet, dee souwuel, wéi gesot, de Salariéë wéi och de Patronen hei zegutt kënnt. Méi Flexibilitéit, an op där anerer Säit méi Congé. Ech ginn heimadder och d'Zoustëmmung vun der LSAP.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. Den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Aly Kaes. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Aly Kaes *(CSV).*- Jo. Merci, Här President. Merci wëll ech dem honorabele Rapporter soen, dem Här Georges Engel, fir de mëndlechen a schrëftleche Rapport. Esou wéi hien et och schonn a sengen Ausféierunge gesot huet: De Secteur vun der Landwirtschaft, vum Gaardebau an natierlech och, jo, vun de Wënzer, brauch ganz einfach méi Flexibilitéit, well dee Moment, wou d'Aarbechten ufale respektiv wou d'Recolten zeideg ginn, da muss een déi Recolte virhuelen. An da kann een net einfach nëmme soen: „Mir schaffen 8 Stonnen a 40 Stonnen!" Mee da muss déi néideg Flexibilitéit do sinn.

Dat Gesetz hei gëtt, wéi och de Rapporter et scho gesot huet, méi eng grouss Sécurité juridique, esou gutt fir déi eng Säit, wéi och fir déi aner Säit. Ech mengen, dat ass och dran. A wat awer och nach muss gesot ginn, dat ass, datt effektiv och d'Wieder an all deene Beräicher, déi genannt gi sinn, eng enorm Roll spillt. An et kann een net, wann ee gesäit, datt Nout um Mann ass, fir et esou ze formuléieren, einfach soen: „Ma, elo gi mer emol heem an da kucke mer muer weider!" Well den Dag drop kann dat jo fir eng Recolte, déi do ass, fatal Follgen hunn; fir déi Recolte. An duerfir muss déi Flexibilitéit, déi och schonn erwäänt ginn ass, absolutt bestoen.

An duerfir wëll ech och d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kaes. An da wier et un der honorabeler Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann *(DP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'alleréischt wëll ech dem Rapporter Merci soe fir säi ganz gudde mëndlechen an och schrëftleche Rapport. D'Landwirtschaft, de Wäibau an de Gaardebau waren, sinn a bleiwe wichteg Piliere fir eist Land. Et sinn haaptsächlech Familljebetriber, déi eis Bierger mat exzellente lokale Produite versuergen. Et ass e Secteur, deen een net mat anere vergläiche kann. D'Ëmwelt hëlt hei en immensen Afloss. D'Joreszäiten an d'Wieder wierke sech op d'Produktioun an esou och op d'Aarbechtszäiten an dëse Betriber aus.

Le saviez-vous ?

QUORUM

Le quorum est le nombre minimum de membres qui doivent être présents pour que la Chambre des Députés puisse voter valablement. Partant la Chambre ne peut prendre de décision que pour autant que la majorité de ses membres se trouve réunie.

Saisonal Spëtzenzäiten, wou vun de Salariéë méi Aarbecht verlaangt gëtt, balancéiere Perioden aus, wou manner Aarbecht ufält. Op dat ganzt Joer gekuckt, bedeit dat, dass an dësem Secteur déi traditionell 40-Stonne-Woch net ëmmer kann agehale ginn. Et ass dëst eng Besonnescheet vun der Landwirtschaft, dem Wäibau an dem Gaardebau, déi ze respektéieren an och ze consideréieren ass.

De Code du travail gesäit fir dëse Secteur vir, dass d'Aarbechtszäiten an de Familljebetriber vu spezielle Gesetzer oder Kollektivverträg gereegelt musse ginn. Dëse Kader gouf et awer nach net bis haut. A mat dem Gesetzesvirschlag, deen haut debattéiert gëtt, gëtt dës Lacune eeben opgehuewen an e spezifesche Kader fir d'Aarbechtszäiten an dëse Betriber gesat.

De Projet de loi geet dobäi vum sougenannte PAN-Gesetz aus, dat heescht, dem Gesetz iwwert d'Organisation du temps de travail, dat 2016 hei an der Chamber gestëmmt gouf.

Wéi am Droit commun vum Aarbechtsrecht schafe mir fir d'Landwirtschaft, de Wäibau an de Gaardebau och hei Referenzperioden. Esou Referenzperioden erméiglechen et den Entreprisen, dass hir Salariéë wärend engem fixéierten Zäitraum déi legal Limitt vun 8 Aarbechtsstonnen den Dag respektiv 40 Aarbechtsstonnen d'Woch iwwerschreide kënnen, dat ënnert der Konditioun, dass wärend der fixéierter Period d'Moyenne vun de geleeschte Stonnen net iwwer 40 Stonne läit.

Dëse System erméiglecht et also, eng gewësse Flexibilitéit un den Dag ze leeën, dat virun allem, wann et saisonal Variatioun respektiv aarbechtsintensiv Zäiten an de Betriber gëtt. De Secteur vun der Landwirtschaft, dem Wäibau an dem Gaardebau huet, a verschiddene Joreszäiten an dem Wieder entspriechend, Perioden, wou méi geschafft gëtt. Wa beim PAN-Gesetz Referenzperiode vu bis zu 4 Méint festgehale goufen, sinn an der Landwirtschaft, dem Wäibau an dem Gaardebau mat dësem neien Text Periode vu bis zu 6 Méint méiglech.

Wa sech fir eng Referenzperiod vu bis zu sechs Méint entscheet gëtt, kënnen d'Salariéen aus der Landwirtschaft, dem Wäibau an dem Gaardebau wärend dëser Phas bis zu 10 Stonnen den Dag respektiv 48 Stonnen d'Woch schaffen. Wärend maximal 6 Wochen am Joer ka souguer bis zu 12 Stonnen den Dag oder 60 Stonnen d'Woch geschafft ginn.

Ech denken dobäi natierlech direkt un d'Zäit vun der Drauwelies, wou et an eise Wéngerte laanscht Musel a Sauer wärend dëser Period zu méi laange Schaffdeeg ka kommen.

Esou wéi och am normalen Aarbechtsrecht, bleift et awer och bei dësem neien Text de Patronen iwwerlooss, ob si eng Referenzperiod vun iwwer engem Mount festleeë wëllen. Wa se dat maachen, musse se nämlech och hei hire Salariéë weider Congésdeeg accordéieren. Bei der spezifescher Referenzperiod vu sechs Méint mussen dem Salarié souguer véier zousätzlech Congésdeeg accordéiert ginn. Well déi zousätzlech Congésdeeg virun allem fir kleng Betriber - an am Secteur, iwwert dee mir hei schwätzen, hu mer haaptsächlech kleng Betriber - eng zousätzlech Charge duerstellen, gëllt et, genausou wéi beim PAN-Gesetz, ze suivéieren, ob d'Betriber och vun de méiglecher Referenzperiode profitéieren, oder ob si, par contre, esou weiderfuere wéi bis elo.

Fir d'Demokratesch Partei ass et nämlech wichteg, dass d'Betriber och an Zukunft d'Moyene kréien, fir produktiv ze schaffen an um Marché kompetitiv ze bleiwen. Mee dat Ganzt soll awer natierlech och der „work-life balance" vun de Salariéen zegutt kommen. Den Equiliber tëschent den zwou géigesätzleche Positiounen ass net ëmmer einfach ze fannen. Grad de Secteur vun der Landwirtschaft, dem Wäibau an dem Gaardebau brauch awer déi néideg Flexibilitéit.

Dëst Joer wäert eng Evaluatioun vun der Ëmsetzung vum PAN-Gesetz gemaach ginn. Mir wäerten dës Evaluatioun nach net iwwert den heite Gesetzesprojet kënne matmaachen, sollten awer och an der Landwirtschaft, dem Wäibau an dem Gaardebau ganz genau suivéieren, ob a wéi vun der verlängerter Referenzperiod Gebrauch gemaach gëtt, fir, wann et hei néideg wär, och bei dësem Text nozebesseren.

Dëst gesot, ginn ech den Accord vu menger Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hartmann. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Carlo Back. Här Back, Dir hutt d'Wuert.

M. Carlo Back *(déi gréng).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll a menger Interventioun net op den Detail vum Projet de loi agoen, dat hu meng Virriedner an och d'Virriednerin an de Rapporter scho ganz gutt gemaach. Wéi gesot, et ass relativ detailléiert, wat mer hei ofstëmmen.

Ech wollt a menger Interventioun e puer méi generell Iwwerleeunge maachen an dësem Kontext. Mir hunn zu Lëtzebuerg ee gutt reglementéierten Aarbechtsmarché an deem Zesummespill tëschent Salariéen a Patronen, dat fonctionéiert, wéi gesot, effikass an deem Zesummespill tëschent de Salariéen a Patronen.

Dat verdanke mir virun allem eisem gudden Aarbechtsrecht, dat d'Rechter an d'Flichten, un déi de Patron an d'Salariéë sech hale mussen, kloer reegelt. Ee wichtegt Zil vun eisem Aarbechtsrecht ass, ënner anerem, a muss et och sinn, jiddwereen, deen zu Lëtzebuerg schafft, virun Abusen ze schützen, egal ob d'Persoun een CDI huet oder just temporär zu Lëtzebuerg schafft.

D'Saisoniersaarbechter, déi et betrëfft, wéi mer jo hei elo beschwat hunn, gëllt et hei besonnesch ze schützen, well et handelt sech ëm eng kleng Minoritéit, déi an der alldeeglecher Politik vläicht manner Gehéier fanne wéi anerer, wou notamment och d'Gewerkschaften da present sinn, wat net ëmmer an deem heite Secteur de Fall ass.

Si maachen zesumme mat den Interimsaarbechter effektiv nëmmen 1,6 % vum Salariat zu Lëtzebuerg aus. Dat ass ënnert dem Duerchschnëtt vun der EU, dee läit bei 2,2 %. Si si besonnesch vulnerabel, well vill vun hinnen, aus enger finanzieller Noutlag eraus, vu wäit hier bei eis schaffe kommen. A well se hei natierlech weesentlech méi verdénge wéi an hirer Heemecht.

Och wann et sech ëm eng Minoritéit handelt, esou leescht de Saisoniersaarbechter ee wichtege Bäitrag, notamment fir eis Landwirtschaft a fir de Wäibau an eisem Land, déi ouni dës Main-d'œuvre net kënnte fonctionéieren an déi op d'Flexibilitéi vun der Saisonsaarbecht ugewise sinn.

Mat dësem Projet de loi schafe mir, um Niveau vum Aarbechtsrecht, en dréngend noutwendege gesetzleche Kader fir d'Saisonsaarbecht. Gläichzäiteg gëtt derfir gesuergt, dass d'Saisonsaarbecht op déi Domäne beschränkt bleift, wou dës Zort vu Beschäftegung tatsächlech Sënn mécht an noutwendeg ass.

Merci dem Rapporter fir säi ganz gudde mëndlechen a schrëftleche Rapport. An ech ginn och heimat den Accord vun der grénger Fraktioun.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Back. An da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wëll fir unzefänken dem Rapporteur, dem Här Georges Engel, Merci soe fir säin ausféierleche schrëftlechen a mëndleche Rapport. Et ass deem näischt bäizefügen.

Ech mengen, et geet hei ëm eng Saach, wou saisonal Aarbecht, déi och nach wiederbedéngt e bëssen ofhängeg ass, gereegelt gëtt op gesetzlecher Basis. An et gëtt och de Leit, déi do schaffen, eng gewësse Rechtssécherheet.

An ech géif dann d'Zoustëmmung vun der ADR-Partei bréngen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. An da wier et um honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech mengen, dat, wat mer haut hei vottéieren, ass manner anodin, wéi et op den éischte Bléck schéngt. Mir reguléieren hei d'Aarbechtszäiten an engem Secteur vu Salariéen, déi, am Géigesaz zu anere Secteuren, keng grouss Lobby hunn, déi meeschtens och net gewerkschaftlech organiséiert sinn. Mee et si Saisonieren. Dat heescht, vun der Natur vun der Saach aus sinn et ganz dacks Leit, déi och net hei zu Lëtzebuerg dauerhaft wunnhaft sinn.

A mer maachen eng Extensioun vun der Aarbechtszäit, vun deem, wat legal méiglech ass, bis hin zu 6 Woche laang 60 Stonne schaffen. 60 Stonnen! Wuelverstanen, an deem heite Beräich heescht 60 Stonnen haart kierperlech schaffen. Dat ass net egal wat. An och aus der Perspektiv vun de Salariéë muss een dofir, mengen ech, richtegerweis de Schutz an d'Interesse vun deenen och jeeweils am A hunn.

An dësem Gesetz gëtt proposéiert, fir dat ze kompenséieren, dee Surplus u Flexibilitéit, deen do ofverlaangt gëtt, doduerch, datt bei der maximaler Referenzperiod véier Deeg Congé - Congé payé evidenterweis - bäikommen. Mir kënnen eis mat dëser Propositioun vun der Regierung, déi awer och eng gewëssen Demarche an der Chamber hat, ralliéieren.

Mir mengen dat virun allem aus zwee Grënn. Éischtens: Mir hate bis elo eng relativ grouss Insécurité juridique, déi doranner bestanen huet, datt d'Geriichter, duerch déi Insécurité juridique, an der Vergaangenheet konträr Decisioune geholl hunn. Am Ufank war d'Philosophie: „Iwwerall do, wou näischt gereegelt ass, kann een eigentlech maachen, wat ee wëllt!" Duerno sinn d'Geriichter awer op déi Decisioun zréckkomm an hu gesot: „Ma nee, iwwerall do, wou et net gereegelt ass, gëllt den Droit commun!" An dat wier dann déi klassesch 40-Stonne-Reegel gewiescht.

Nawell ass et esou, datt mer mengen, datt dee Vide juridique net am Interêt vun deene betraffene Salariéen ass, wat ee Grond ass, firwat mer mengen, datt dat hei eng Propos ass, déi duerchaus Sënn mécht a wou et jo och eng Contrepartie fir de Salarié gëtt.

Ech mengen awer och, an dat ass an den Diskussiounen an der Kommissioun och erauskomm, datt mer och nach eng Kéier als Kommissioun bestätegt hunn, datt fir all déi aner Beräicher den Droit commun, wuelverstanen, weiderhi gëllt. Dat heescht, dat gëllt och fir Froen, wat d'Sonndesaarbecht ugeet, wou den Droit commun zielt, wat virdrun och Interpretatiounssaach gewiescht ass. Ech mengen, datt mer dat heiten heimadder klaréiert hunn, wouriwwer mer dann och frou sinn, a wat den zweete Grond ass, firwat mer dat hei mat vottéieren.

Mer mengen, datt dann an Zukunft, grad an esou engem sensibele Beräich, wou, wéi gesot, bis zu 6 Woche 60 Stonnen haart kierperlech ka geschafft ginn, do d'ITM an Zukunft eng Verantwortung wäert kréien, fir och gegebenefalls ze iwwerpréiwen, ob do keng Abuse geschéien. Ech mengen, dat gehéiert als Contrepart natierlech och derzou.

An als lescht Bemierkung wëll ech just soen: Mir haten d'Diskussioun schonn ënnert der leschter Regierung ugefaangen. Am Juni 2018, wann ech mech richteg erënneren, war den Nicolas Schmit eng éischte Kéier, nom éischten Avis vum Staatsrot, an d'Chamberskommissioun komm, wou an der Chamberskommissioun kontrovers diskutéiert ginn ass, wéi ee mat deenen Opposition-formellë sollt ëmgoen.

A mir als Lénk haten eng Propos gemaach, déi sech ralliéiert huet un déi vun der Salariatskummer. An am Ufank war d'Begeeschterung an der Chamberskommissioun net grad esou grouss fir dës Propositioun. A mir sinn awer frou, datt dat sech iwwert déi lescht Sëtzunge geännert huet an datt domadder also déi véier Deeg Congé plus bäikomm sinn. An et hätt een, kann ech elo vläicht soen, dee Prozess kënne verkierzen, andeems Der direkt op eis Propositioun an déi vun der Salariatskummer agaange wäert.

Et huet ee Moment méi laang gedauert. D'Haaptsaach, mir vottéieren et elo.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Här President, e juristesche Kader fir d'Aarbechten am Secteur vun der Landwirtschaft, dem Wäibau an dem Gaardebau gouf et bis ewell net. D'Sozialpartner probéiere säit Laangem, e Kollektivvertrag fir dëse Secteur op d'Been ze stellen, deen de besonneschen Ufuerderunge vun dësen Aarbechtsfelder gerecht kéint ginn, leider awer ouni Erfolleg. Dofir begréisse mir explizitt d'Ustrengungen, fir hei e gesetzleche Kader ze schafen, och, wa fir eis e puer Punkten nach Froen opwerfen.

Här President, de Beruff vum Bauer, vum Wënzer a vum Gäertner ass mat villen Erausfuerderunge verbonnen, déi jee no Joreszäit variéieren. Eng gewësse Flexibilitéit bei den Aarbechtsstonnen ass dofir, zu gewësse Joreszäiten, noutwendeg. D'Fro stellt sech awer, ob dës Flexibilitéit wierklech esou wäit muss goen, wéi deen heite Projet virgesäit.

Och wa mir Pirate léiwer eng 32- oder 36-Stonne-Woch hätten, gëllt aktuell zu Lëtzebuerg de Prinzip vun der 40-Stonne-Woch. Mat dem Gesetz sollen elo am Secteur vun der Landwirtschaft, dem Wäibau an dem Gaardebau Ausnamereegelungen agefouert ginn, mat deenen, jee no Joer, Referenzperiod, zéng oder souguer zwielef Aarbechtsstonne pro Dag legal sinn, obschonn eng Woch mat 60 Aarbechtsstonnen an engem kierperlech belaaschtende Secteur ewéi deem vun der Landwirtschaft awer ganz no un der Grenz vun deem läit, wat een engem Aarbechter gesondheetlech iwwerhaapt zoumudde kann.

Sécher, et soll sech just ëm eng Ausnam handelen. Mee wéi ka séchergestallt ginn, dass d'60-Stonne-Woch just da gebraucht gëtt, wann et wierklech néideg ass? Wéi ka garantéiert ginn, dass d'Patronen net vun Zäit zu Zäit dervu profitéieren, hir Aarbechter méi laang schaffen ze loossen, obwuel d'Saison e Pic vun den Aarbechtszäiten net noutwendeg impliziéiert?

Op dësem Punkt bleift de Gesetzesprojet e bësse stomm. Et gouf net definéiert, wéi eng Konditioune genau erfëllt musse ginn, fir legitimerweis eng Ausnam vum Aachtstonnendag kënnen ze maachen. Aussergewéinlech saisonal Feldaarbechten oder zum Beispill d'Lies solle Grënn duerstellen, fir d'Aarbechtsdeeg temporär ze verlängeren, awer net fir eng Profittmaximéierung. Fir d'Wuel vun den Aarbechter ze assuréieren an ze garantéieren, dass d'12-Stonnen-Deeg net zur Reegel ginn, muss d'ITM reegelméisseg spezifesch Kontrolle maachen.

Trotz de genannte Problemer wäerte mir dëse Projet haut matstëmmen, an der Hoffnung, dass d'Regierung assuréiert, dass d'Personal effektiv bei der ITM esou gestäerkt gëtt, dass si hire Verflichtungen nokomme kann, d'Employéen aus dem Secteur vun der Landwirtschaft, dem Wäibau an dem Gaardebau virun Abusen ze schützen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. An elo huet d'Regierung d'Wuert. Den Aarbechtsminister, den Här Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Merci, Här President. Ech géif mech de Wierder vun alle Fraktiounssprecher oder Sensibilitéitssprecher uschléissen an dem Rapporter e grousse Merci soe fir deen ausféierleche Rapport, deen e gemaach huet, wou en, mengen ech, och inhaltlech op dat agaangen ass, wat mer elo bei dësem Gesetzesprojet hei zur Diskussioun hunn.

Heiansdo ass et esou, dass een e Gesetzesprojet an de Plenum muss bréngen, op deen ee ganz gäre verzicht hätt, notamment am Droit du travail. An hei ass esou e Gesetzesprojet. Leider, an et ass och elo grad ugeschwat ginn, hunn d'Sozialpartner et net fäerdegbruecht, en Arrangement ënner sech ze fannen, soudass de Gesetzgeeber hei gefuerdert war, fir eng Insécurité juridique ze beseitegen.

Mir hunn, mengen ech, hei e flotte Kompromiss fonnt, wou engersäits d'Ufuerderunge vum Secteur respektéiert ginn an anerersäits awer och d'Droits vun de Salariéë behalen oder souguer ausgebaut ginn. Ech mengen, dass dat e Kompromiss war, dee fir jiddweree liefbar ass, an dofir ass dat och e gudde Kompromiss. An ech si frou, dass mer och hei an der Chamber jo eigentlech hei eng Eestëmmegkeet fannen, fir dëse Projet de loi dann och ze stëmmen.

Ech wëll awer nach ganz kloer soen, dass ech dat deelen, wat elo vu verschiddene Riedner hei gesot ginn ass. Et geet net duer, e Projet um Pabeier ze hunn. Et muss een och nach kucken, wéi en an der konkreeter Praxis ëmgesat ginn ass. Mir wëssen, dass dat e Secteur ass, dee ganz vulnerabel ass. Mir wëssen och, dass mer e relativ grousse Wildwuchs an deem Secteur haten, wat d'Aarbechtszäiten ugeet. Och dat heite bréngt eng gewësse Securitéit era fir d'Salariéen. An dofir ass et a mengen Aen e gudde Gesetzesprojet. A mir wäerten op eiser Säit derfir suergen, dass d'ITM personell esou opgestockt gëtt, wéi se et soll sinn, fir dass se hiren Aufgaben och kann nokommen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kersch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7289. Den Text steet am Document parlementaire 7289[9].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7289 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen, duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An de Projet de loi 7289 ass mat 59 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7289 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Aly Kaes), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Paul Galles), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi,

Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par M. François Benoy), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. 7491 - Projet de loi portant modification de l'article L. 621-2 du Code du travail concernant l'organisation de l'Agence pour le développement de l'emploi

Da komme mer elo zum leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut, dem Projet de loi 7491, enger Ofännerung vun engem Artikel vum Code du travail iwwert d'Organisatioun vun der ADEM. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht, a Rapporter vun dësem Projet de loi ass nach eng Kéier den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Et geet hei effektiv ëm e Projet de loi, deen déi legal Basis schaaft fir de Poste vun engem drëtten Directeur adjoint bei der ADEM, der Agence pour le développement de l'emploi.

1976 ass d'ADEM, deemools d'Administration de l'emploi, geschafe ginn. A bis 2012 huet d'Direktioun nëmmen aus enger Persoun bestanen. 2012 gouf dann dunn d'Fonctioun vun engem Directeur adjoint iwwerhaapt emol geschafen. Dat deemolegt Gesetz ass et bis haut ginn, an et gëtt och dann där bäigeuerdneter Direkteren zwee.

Zanterhier, also zanter 2012, huet d'ADEM eng ganz Rei vun Aktivitéiten entwéckelt, déi a Richtung vun den Demandeurs d'emploi wéi och a Richtung vun der Direktioune vun den Entreprisë ginn. D'ADEM, d'Agence pour le développement de l'emploi, huet näischt méi mat der ADEM, der Administration de l'emploi vun 1976, ze dinn.

Et gëtt haut e personaliséierte Parcours d'accompagnement. Et gëtt en Encadrement individuel vun all Demandeur d'emploi gemaach, fir ze kucken, dass op hir Besoinen hin an op hir Capacitéiten hin Aarbechtsplazen u sech zougeschnidde solle ginn oder dass déi hire Besoinen entspriechen. An déi sollen natierlech als Zil hunn, dass se hiert Potenzial esou kënnen entwéckelen an dass se och eng Plaz um Aarbechtsmaart fannen, no enger laanger Sich fir eng Aarbechtsplaz, déi normalerweis fir déi dann och de Fall ass.

Dofir ass et och wichteg, fir déi Kompetenzen ze entwéckelen, déi d'Patronen dann och sichen, an dobäi muss een den Demandeur d'emploi dann och ënnerstëtzen.

En zweete Schwéierpunkt läit doran, dass ee Formatiounsprogrammer ubitt, déi zesumme mat deenen dräi groussen Acteuren dann och ugebuede ginn an och ausgeschafft goufen. Déi dräi grouss Acteuren: d'Chambre des Salariés, d'House of Training an d'Chamber des Métiers, wou och déi Projete vum Fonds social européen matfinanzéiert ginn.

Fir d'Leit nees an d'Aarbecht ze kréien, ass et och wichteg, op där anerer Säit och de Kontakt mat den Employeuren ze sichen. Wa mer gären hätten, datt d'Leit eng Aarbechtsplaz kréien an Entreprisen, muss een natierlech och kucken, sech da mat den Employeuren do eens ze ginn an e gudde Kontakt opzebauen. Déi mussen och Vertraue kréien an déi Placeuren. An dat ass och eng weider Aufgab vun der ADEM haut.

Vun 2012 u gouf et awer och eng ganz Rei nei Aufgaben: d'Reform vum Reklassement, d'Schafung vun Aarbechtsplaze fir d'Insertioun vun eelere Chômeuren, d'Kreatioun respektiv d'Ännerung vun de verschiddene Mesurë fir den Emploi an d'Insertioun, ganz rezent och nach d'Reform vum REVIS, wou d'ADEM och ëmmer méi eng ganz staark Roll ze spille kritt. An dann, wéi mer et virdrun an deem Projet de loi haten, och d'Assistance à l'inclusion de l'emploi fir Leit mat Behënnerungen oder Leit am Reklassement, déi op der Sich no enger Aarbecht sinn.

D'Personal vun der ADEM huet och staark zougeholl, soudass am Moment 500 ETPen do schaffen, wouvun och iwwregens 23 % vun de Leit, déi do schaffen, Leit sinn, déi de Statut vum Travailleur handicapé oder de Statut vum Salarié en reclassement hunn. 23 %, do kënne sech eng ganz Rei vun anere staatlechen Administratiounen oder Gemengen eng Scheif erofschneiden oder e Beispill drun huelen, well ech sinn iwwerzeegt, dass dat nach laang net jiddwereen huet.

An domadder ass et nach net gedoen. Eng ganz Rei vun Defie stelle sech der ADEM och nach an Zukunft. Et gëtt ëmmer méi verschidde Profiller vu Leit, déi sech bei der ADEM mellen. Da muss een och kucken, wéi déi digital an déi technesch Evolutioun sech um Aarbechtsmaart bemierkbar wäert maachen. Duerfir ass de Projet pilote Digital Skills Bridge ëmsou méi wichteg. An deen huet och gewisen, datt an deem Beräich och nach e ganz grousst Aktiounsfeld ass, wou een drop muss schaffen a wou souwuel d'Employeure wéi och d'Salariéë begleet musse ginn, fir dass se de Chômage hei proaktiv kënne verhënneren.

An da gëtt et och nach weider Defien, notamment och alles, wat d'Protection des données ugeet. Et gëtt awer och den Impakt vun all deene Mesurë géint de Chômage, déi een och muss moossen an déi een och muss analyséieren. An dofir muss een e Monitoring permanent maachen, fir ze kucken, ob déi Mesuren dann och dee gewënschten Effekt hunn.

An dann, net dee mannsten Defi: Dir wësst, datt bei der EU am Moment Diskussioune sinn, dass d'Demandeurs d'emploi, déi Frontaliere sinn, sech och an deem Land, wou se dann och geschafft hunn, bei der Agence pour le développement de l'emploi solle mellen. Do gëtt et Bestriewungen, fir dat ze maachen. Dat géif heeschen, dass op d'ADEM eng ganz grouss zousätzlech Charge géif duerkommen an dass mer quasi op eng Verduebelung vun den Demandeure géife kommen. An dat géif natierlech och eng ganz Rei vu weidere Mesurë fir d'ADEM selwer heeschen.

Da wäert d'Personal musse weider wuessen. An déi intern Organisatioun muss dann och weider ugepasst ginn. An dofir muss dann och d'Direktioun matugepasst ginn an och matwuessen. Déi soll méi pluridisziplinär sinn a muss sech och mat verschiddene Profiller a Kompetenzen ergänzen. An dofir geet dat hei an déi dote Richtung, dass mer deen drëtte bäigeuerdneten Direkter hei wëlle schafen. An ech mengen, dass dat eng ganz gutt Saach ass, fir de Leit, déi op der Sich no enger Aarbecht sinn, kënne méi kompetent, nach méi kompetent an nach besser ze hëllefen.

Duerfir ass dat heiten e Projet, deen Der alleguerte sollt matstëmmen. An ech ginn och den Accord vun der LSAP.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. A sou wéi virdrun ass och den Här Aly Kaes deen éischten ageschriwwene Riedner. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Aly Kaes *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wëll nach eng Kéier dem Här Engel villmools Merci soe fir och dëse schrëftlechen a mëndleche Rapport. Mir sinn als CSV där selwechter Meenung, datt u sech d'Agence pour le développement de l'emploi ëmmer méi komplex Aufgabe kritt. Se si vum Rapporter genannt ginn. An duerfir ass et och wichteg, wann een déi Aufgabe wëllt wouerhuelen, da muss een zousätzlech Leit astellen. Och dat ass geschitt. An da mussen déi Leit och ..., jo, da muss u sech den Organigramm adaptéiert ginn, fir et da global ze soen. Och dat geschitt heimadder.

Wann een u sech quasi e Liewe laang mat Leit schafft, déi keng Aarbecht hunn, a versicht, déi Leit erëm op d'Pist ze bréngen, wann een dat kann esou soen, an deene Leit erëm eng sécher Aarbechtsplaz, eng normal Aarbechtsplaz wëllt verschafen, da weess een, datt de Wee ganz dacks oder virun allem iwwert d'Formatioun geet - ganz kloer! An duerfir ass dat e Volet, deen natierlech och bei der Agence pour le développement de l'emploi extreem ausgebaut ginn ass. Dat ass ee Volet.

Deen anere Volet, deen net genannt ginn ass, mee deen, mengen ech, awer och ganz wichteg ass, dat ass deen: Mir wëllen d'Digitaliséierung virubréngen. Och dat ass e Volet, deen dann och muss gräifen an der Agence. Och do muss ee sech drëm këmmeren. Et muss een driwwer nodenken, wat een nach alles un Alternative kann ubidden, fir dem Patron wéi och de Leit selwer ënnert d'Äerm ze gräifen.

Alles dat, mengen ech - an et ass genannt ginn, datt mer eng Diskussioun féieren, wou d'Leit da schlussendlech a vu wiem entschiedegt ginn, am Fall, wou se an de Chômage falen -, ass e Pak Geschier, wou mer déi néideg Leit mussen hunn, fir dat ze begleeden. An an deem Sënn brauche mer einfach en drëtten Adjoint, fir sech dann och ëm ee vun deenen Deeler ze bekëmmeren.

Erlaabt mer dach awer ze soen, datt ech och an där Hisiicht, an der Vergaangenheet: Mir sinn iergendwéi als Beschäftegungsinitiativ Forum pour l'emploi houfreg - et seet ee jo houfreg an net stolz -, datt mer viru Joren eng Persoun genau op dee Posten un d'Administration oder d'Agence pour le développement de l'emploi konnten ofginn.

An ech mengen, hei gëtt eng weider Persoun an där Hisiicht agestallt. A wa se da genau déi selwecht Dynamik bréngt, wéi dat de Fall ass vun där Persoun, déi ech kennen, dann dierft do kee Problem sinn.

An deem Sënn oder dat gesot, géif ech dann och den Accord vun der CSV-Fraktioun fir dëse Projet ginn.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kaes. An da wär et un der honorabeler Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann *(DP).*- Merci, Här President. Ech géif och dann nach eng Kéier dem Rapporter Merci soe fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Ech mengen, meng Virriedner hunn am Fong bal alles gesot. Mir hunn eng ADEM, déi sech säit 2012 staark entwéckelt huet, personell, an haut iwwer 500 Mataarbechter huet. Ech mengen, dass et do Sënn mécht, dass mer hei en drëtte bäigeuerdenten Direkter stëmmen.

An duerfir ginn ech och den Accord vun der DP-Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Hartmann. An da wier et um honorabelen Här Carlo Back.

M. Carlo Back *(déi gréng).*- Merci, Här President. Jo, och vun eiser Säit aus ee Merci un de Rapporter, dee scho ganz komplett war iwwert dëse Projet de loi an och d'Aktivitéite vun der ADEM opgewisen huet, déi ganz villsäiteg sinn. Dovunner wëll ech eng ervirsträichen, déi ganz weesentlech ass, mengen ech : Dat ass zum Beispill Aktivitéit no baussen, sech zesumme mat Chômeure begéine vläicht an och virun allem mat den Employeuren, fir déi ze begéinen an och ze encouragéieren, de Chômage esou kleng wéi méiglech ze halen.

Mir hunn natierlech ganz ambitiéis Ziler. Mir wëllen de Chômage esou kleng wéi méiglech halen am Land a virun allem, wat jo dat Weesentlech ass, deem Eenzelen, deen am Chômage ass, esou schnell wéi méiglech hëllefen, fir aus dem Chômage erauszekommen. Mir hate gëschter hei eng ganz interessant Diskussioun iwwert d'Aarmut. An ech mengen, wann een an de Chômage kënnt, ass ee gewëssene Risiko do, a virun allem, wann dee Chômage sech géif verlängeren. An do denken ech virun allem un déi Mënschen, déi e bëssen am Laangzäitchômage sinn, deene musse mer natierlech ganz schnell hëllefen, och effikass hëllefen. Wéi gesot, et ass eng breet Debatt, déi mer gëschter haten an déi och op dee Problem higewisen huet.

Wéi gesot, wann déi heite Mesure, a mir hoffen dat, derzou ka bäidroen, eisem ambitiéisen Zil, wéi gesot, fir de Chômage klengzehalen a virun allem deem Eenzelen esou schnell wéi méiglech kënnen ze hëllefen, eng Aarbecht ze fannen, dann, natierlech, solle mir dat heiten och ënnerstëtzen. A mir maachen dat och. An domat ginn ech och den Accord vun der gréngen Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Back. An da géife mer d'Diskussioun vun dësem Projet ofschléisse mam honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wëll dann dem Här Georges Engel och Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. Et ass net vill bäizefügen.

Ech mengen, et ass nëmme gerechtfertegt, datt een enger Administratioun hir Aufgaben, déi déi lescht 30 Joer ganz vill geännert hunn, strukturell, wéi se och méi villfälteg gi sinn, dann och no uewe muss upassen.

An deem Sënn do stëmme mir deem zou. An ech ginn d'Zoustëmmung vun der ADR. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Engelen. Dann huet nach den Här Marc Goergen d'Wuert gefrot.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Mir begréissen och, dass d'ADEM sech moderniséiert huet a méi effikass opgestallt ass.

Mir hannerfroen zwar e bësse kritesch, ob et wierklech nach e Poste vun engem Direkter muss sinn, ob een net dee Budget hätt kënnen e bësse méi déif asetzen, fir net e grousse Waasserkapp do ze schafen. Mir wäerten dem Projet awer zoustëmmen, mat dem Vertrauen an d'Regierung, dass deen Direkter da wäert déi richteg Mesuren huelen, wéi och schonn ugeklongen ass, fir op den digitale Wee ze goen an d'ADEM weider fit ze maachen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert. Den Aarbechtsminister, den Här Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Merci, Här President. Ech mengen, de Rapporter huet op eng magistral Aart a Weis hei virdemonstréiert, ...

Plusieurs voix.- O!

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- ... wat déi villfälteg ...

Dat ass esou!

(Brouhaha général)

Luef, wiem Luef gebüürt. Dat ass jo kee Problem.

Nee, ech mengen, en huet awer kloer demonstréiert, wat déi villfälteg Aufgabe vun eiser ADEM sinn. An ech sinn och frou iwwert dee positiven Echo, dee vun deene verschiddene Bänke kënnt.

Et ass eis Ambitioun, ech wëll dat hei ganz kloer soen, fir aus der ADEM ..., well fréier war et u sech e Büro, wou d'Leit, wa se an de Chômage komm sinn, dann hir Rechter virgelies kritt hunn a wou se dann och nach e Chômage ausbezuelt kritt hunn. Mee si ass wäit iwwert dee Stadium eraus. An et ass eis Ambitioun, fir lues a lues an eng Situatioun ze kommen, wou d'ADEM praktesch e weidert Formatiounsinstitut wäert ginn, well mer eeben net méi waarde wëllen, bis d'Leit an de Chômage erakommen, mee eis och d'Moyene ginn, fir preventiv an de Betriber kënnen ze wierken, fir dass d'Leit iwwerhaapt net an de Chômage falen.

D'Stéchwuert Digitaliséierung ass gefall. D'Erausfuerderunge si villfälteg. An an deem Sënn ass et, mengen ech, nëmmen normal, dass mer probéieren, eis organisationell esou opzestellen, dass mer all deene villfältegen Aufgabe kënnen nokommen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kersch. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss.

Mir kéimen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7491. Den Text steet am Document parlementaire 7491[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7491 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen, duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dëse Projet de loi 7491 ass mat 59 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7491 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par Mme Diane Adehm), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Martine Hansen), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Paul Galles), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener,

MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Stéphanie Empain), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue (par Mme Josée Lorsché) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um zwou Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 16.12 heures.)

SÉANCE 22

JEUDI 6 FÉVRIER 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
   - *M. Fernand Etgen, Président*
2. Question élargie n° 28 de M. Laurent Mosar relative à l'impact du Brexit sur le secteur financier
   - *M. Laurent Mosar - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances - M. Laurent Mosar - M. le Ministre Pierre Gramegna*
3. 7356 - Projet de loi modifiant :

   1° le Code pénal ;

   2° le Code de procédure pénale, aux fins de transposition de la directive (UE) 2017/541 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2017 relative à la lutte contre le terrorisme et remplaçant la décision-cadre 2002/475/JAI du Conseil et modifiant la décision 2005/671/JAI du Conseil
   - *Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue*
   - *Discussion générale : M. Gilles Roth - Mme Carole Hartmann - M. Dan Biancalana - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Goergen*
   - *Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice*
   - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
4. Interpellation de M. Serge Wilmes au sujet du PIB du bien-être (suite)
   - *Exposé (suite) : M. Serge Wilmes (intervention de M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie)*
   - *Débat (suite) : M. André Bauler - M. Yves Cruchten - Mme Josée Lorsché (interventions de M. Gast Gibéryen et Mme Octavie Modert) - M. Gast Gibéryen - M. David Wagner (interventions de M. Laurent Mosar, Mme Simone Beissel et M. Gast Gibéryen) - M. Sven Clement - M. Paul Galles (dépôt de la motion 4)*
   - *Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie (intervention de M. Paul Galles)*
   - *Motions 1 à 3 : M. Yves Cruchten*
   - *Votes sur les motions 1 à 3 (adoptées)*
   - *Motion 4 : M. Yves Cruchten - M. Paul Galles - M. David Wagner (motion renvoyée en commission)*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Pierre Gramegna, Mme Sam Tanson et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Une voix.- Nee, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dat ass net de Fall.

2. Question élargie n° 28 de M. Laurent Mosar relative à l'impact du Brexit sur le secteur financier

Mir kommen dann elo zur erweiderter Fro Nummer 28 vum Här Laurent Mosar iwwert den Impakt vum Brexit op de Finanzsecteur. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an eventuell eng Zousazfro ze stellen. An d'Regierung huet zéng Minutten Zäit fir d'Äntwert. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Finanzminister, säit dem 1. Februar vun dësem Joer ass Groussbritannien also dann net méi Member vun der Europäescher Unioun. An an den nächste Wochen a Méint soll dann en neien Handelsaccord zwëschent der Europäescher Unioun a Groussbritannien ausgehandelt ginn. An ech sinn duerfir och frou, datt d'nächst Woch den Här Barnier an d'Chamber kënnt, wat sécherlech eng ganz interessant Reunioun wäert ginn. An ech ginn emol dervun aus, datt ech änlech Froe wéi déi, déi ech elo dem Finanzminister stellen, och d'nächst Woch dem Här Barnier wäert stellen.

Am selwechte Kontext hu mer awer och de leschte Méindeg an der aussepolitescher Kommissioun eng Reunioun gehat, wou et u sech ëm de CETA gaangen ass, de Fräihandelsaccord mat Kanada. An do hu mer gesot kritt, datt am CETA d'Services financiers géifen erauskommen, wat zwar elo net onbedéngt ganz gënschteg a ganz glécklech ass. Mee ech huelen dann elo emol Akt dovunner.

Et ass awer esou, datt ee sech natierlech d'Fro muss stellen, ob dat elo eng generell Politik gëtt vu Fräihandelsaccorden, datt do ëmmer d'Service-financieren erausgeholl ginn, well dat natierlech net onbedéngt am Interêt vun deene grousse Finanzplaze wär.

Et kënnt derbäi, an dat ass mäi lescht explikatiivt Argument, datt den englesche Finanzminister virun e puer Deeg an Interviewen erklärt huet, si, d'englesch Regierung, géif sech net méi un den Acquis communautaire a Finanzfroe gehale gesinn, eng wichteg Ausso, déi natierlech dann eng ganz Rei vu Konsequenze kann hunn op d'Finanzpolitik vun der Europäescher Unioun, awer natierlech och op d'Finanzplaz Lëtzebuerg, wéi par ailleurs och op aner Finanzplazen.

An aus deene puer Explikatiounen ergi sech fir mech eng Rei konkreet Froen, déi ech och dem Finanzminister de Mëtteg wollt stellen, déi awer an éischter Linn natierlech och mat der Finanzplaz Lëtzebuerg ze dinn hunn.

Den éischte Punkt ass natierlech deen, an dat ass sécherlech eng Fro, déi elo net nëmmen de Finanzminister eis ka beäntweren, awéiferen deen Handelsaccord, deen dann elo mat Groussbritannien ausgehandelt wäert gi bis Enn des Joers, dat ass jo emol virgesinn, quitte datt dat mer äusserst optimistesch schéngt ze sinn, vun all eenzelnen EU-Parlamenter approuvéiert soll ginn.

Zweet Fro, déi sech natierlech dorunner unhänkt: Wéi ass et mam Mandat, wat déi eenzel EU-Memberlänner un de Chefverhandler, de Michel Barnier, ginn? Wéi ass et notamment do mam Mandat, wat d'lëtzebuergesch Regierung gëtt? An do spriechen ech natierlech virun allem d'Finanzplaz u mat all deem, wat och do fir d'Finanzplaz um Spill steet.

An an deem Kontext - an duerfir hunn ech och aleedend gesot, datt mer u sech e bësselche Suerge mécht, wann hei deen Handelsaccord net géif an all eenzelnem EU-Land zur Diskussioun an zur Approbatioun kommen - stellt sech natierlech d'Fro, wann et do ëm dee ganze Volet Finanze geet, an un de Finanzen hänke Steierpunkten, wéi et dann do nach mam Vetorecht ass, wat schlussendlech awer nach ëmmer e fundamentaalt Recht ass, wann iergendwéi u Steierschrauwe gedréit gëtt.

Dann déi Fro iwwert den Acquis communautaire. Do wëll ech vum Finanzminister wëssen, wéi dat virugeet, wann et wierklech esou wäit géif kommen, datt Groussbritannien den Acquis communautaire, just wat d'Finanzfroe betrëfft, net méi wëllt iwwerhuelen. Géif dat dann heeschen, datt mer deen einfach géife fale loossen an datt et da just nëmmen en Handelsaccord wéi elo mat Kanada géif ginn, wou alleguerten déi dote Froen ausgeklamert sinn?

Dann eng sechst Fro, an do beruffen ech mech op en Interview vun eisem neie Wirtschaftsminister haut am „Lëtzebuerger Wort", wou dee seet, datt e sech wierklech och Froen an deem dote Kontext géif stellen, wat de Level-Playingfield betrëfft, well wann dat esou geet, wéi dat och vun ëmmer méi Observateure gesi gëtt, datt London amgaange wär, Richtung vu Singapore-on-Thames ze goen, stellt sech natierlech d'Fro, wat dat fir d'lëtzebuergesch Finanzplaz à moyen an à long terme bedeit.

An déi lescht Fro: Wéi gedenkt d'Europäesch Unioun, mat esou enger Politik vum Här Johnson a senger Regierung ëmzegoen? Well ech mengen, et wär och net gutt, wann direkt op de Grenze vun der Europäescher Unioun esou e Singapore-on-Thames sech géif nidderloossen.

Ech soen elo schonn dem Finanzminister am Viraus e grousse Merci fir all déi Äntwerten, déi e mer wäert op meng sëlleche Froe ginn. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Léif Kolleegen aus der Regierung, Dir Dammen an Dir Häre Deputéierten, d'Fro vun der Sortie vum Vereenegte Kinnekräich huet eis dräi an en halleft Joer beschäftegt. A mir wëssen, wéi komplizéiert dass dat war.

Dat Éischt, wat ech wëll soen: Mir sollen eis freeën, dass et eng Sortie ass mat Accord an dass mer doduerch, wéi bei Persounen, en „divorce par consentement mutuel" hunn, wat op d'mannst mat sech bréngt, dass ee keng Recriminatiounen aus dem Passé mathëlt an d'Verhandlung, déi elo ugeet. Well elo geet jo eng nei Verhandlung un, an zwar eng Verhandlung, déi d'Relatiounen zwëschent dem Vereenegte Kinnekräich an der Europäescher Unioun regéiere wäert à partir vum nächste Joer.

Fir d'éischt och nach eng kleng Bemierkung. Mir hunn als Lëtzebuerg - ech setzen dat zwëschent Gänseféiserchen - en „avantage à court terme" gehat vum Brexit, well mer iwwer 60 Entreprisen am Beräich Banken, Gestion de fortune op där enger Säit, Fongen, Assurancen, FinTech, iwwer 60 Gesellschaften hunn, déi sech entweeder hei niddergeloss hunn oder verstäerkt hunn. Dat ass gutt, mee mir sinn eis bewosst, dass deen Avantage, dee mer à court terme, à moyen terme hunn, eis net soll verblenden, an dass mer Interêt hunn, an ech kann Iech versécheren, d'Regierung an ech selwer wäerten eis dofir immens asetzen, dass mer eng gutt Relatioun mat London als Finanzplaz a mam Vereenegte Kinnekräich wäerte wëlle behalen.

Nu si mer do net eleng am Boot. Mir sinn zu 27 État-memberen, well elo, vun haut un, vum 1. Februar un, si mer nach just zu 27 État-memberen, a mir sinn amgaangen, d'Relatioun, wéi se soll muer ausgesinn, mat dem Vereenegte Kinnekräich ze preparéieren, an dofir muss e Mandat ausgeschafft gi fir d'Europäesch Kommissioun.

Dat Mandat soll de 25. Februar, dat heescht, elo an zwou, dräi Woche verabschit ginn. Dat heescht, wéi dat Mandat genau ausgesäit, wësse mer haut nach net. Dofir, Är Fro ass ganz berechtegt. Se kënnt e bësse fréi, mee se kënnt awer gënschteg, well ech kann Iech nämlech soen, wat Lëtzebuerg an där Verhandlung vertrëtt als Positioun.

An dat ass ganz einfach. Mir sinn der Meenung, an dat hunn ech scho virdru gesot, och hei op dëser Tribün, dass mir d'UK a London net wëlle bestrofen, well se erausginn.

Une voix.- Ganz gutt!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Mir wëlle se net bestrofen. A mir wëllen awer och net, dass, well se erausginn, si sech all d'Roséngen aus dem Kuch kënne picken, eraussichen, déi hinne gefalen, an dann e Menu à la carte maachen an engem Accord de libre-échange. Weeder dat eent nach dat anert. Mee do an der Mëtt ass ganz vill Plaz. Do an der Mëtt ass ganz vill Plaz.

Mir verteidegen - an dat ass d'Positioun vum Jean Asselborn, et ass meng, et ass déi vun der Regierung, déi mer zesummen ausgeschafft hunn -, mir verteidegen d'Positioun, dass et am Interêt vun der Unioun ass, dass an deem Fräihandelsofkommes, wat mer als Zil hunn ze verhandelen, dass am Mandat drasteet, dass dat Fräihandelsofkommes esou breet wéi méiglech ass. A Lëtzebuerg vertrëtt dat. Am Conseil affaires générales vertrëtt de Jean Asselborn dat. Ech vertrieden dat, wann ech d'Geleeënheet kréien, am ECOFIN och. A mir hätten also gär, dass alles dran ass, dat heescht, d'Bienen, d'Servicen an d'Services financiers.

Nu kann ech hei matdeelen, et ass och kee Geheimnis, dass d'Kommissioun a verschidden État-membere soen: „Well d'Zäit esou kuerz ass bis Enn des Joers, hätte mer léiwer, mir géifen elo fir d'éischt emol esou eng Verhandlung maachen nëmmen iwwert d'Gidder an och nach d'Fëscherei derbäi an d'Agrikultur, an de Rescht kucke mer." Mir fannen dat keng gutt Approche.

80 % vun der Wirtschaft an der EU si Servicen. Mir géifen also 80 % ausschléissen an eis konzentréieren op d'Gidder. Mir mengen net, dass dat eng gutt Approche ass. D'Äntwert dorop vun der Kommissioun, awer och vun eise brittesche Frënn ass: „Majo bei de Servicefinancieren, do musse mer en anere System huelen, e System vun den Equivalenzen." A wéi fonctionéiert dat? Ech kommen elo drop.

An Här Mosar, ech muss Iech soen, ech kann op Är aacht Froen an zéng Minutten net all eenzel Fro beäntweren. Mee ech versichen, e Bild hei ze ginn.

Eis englesch Kolleege soen, an d'Kommissioun ass d'accord domat: „Da kommt, mir kucken, an deenen nächste Méint eng Bestandsopnam ze maachen, wéi dann d'Situatioun" - ech bleiwen elo bei de Services financiers - „an der EU ass a bei eis op der Insel. An dann am Juni hu mer do eng Bestandsopnam, iwwert déi mer eis eens sinn."

Ech mengen, ech kann Iech hei verroden haut, mee et ass wierklech kee Geheimnis, dass mer do wäerten zur Konklusioun kommen, dass hire System dee selwechten ass wéi eisen. Dat ass jo och ganz normal, si si säit 47 Joer Member an der Europäescher Unioun, soudass déi Reegelen déi selwecht sinn. Ech gesinn net, wéi déi kéinte ganz vill anescht sinn.

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Mee op där Basis, wéi mer de Ministerrot, wéi mer de weiderfueren, do besteet eng grouss Onsécherheet. An ech hu mer nach haut gi gelooss, an ech sinn hei ganz transparent, wat an der Déclaration politique vum 17. Oktober 2019 drasteet iwwert d'Services financiers. Ech recommandéieren Iech déi Lektür. Ech huelen elo d'Zäit net an Usproch, fir déi hei virzeliesen, dat sinn dräi Paragrafen.

A mir sinn an enger Verhandlung amgaangen iwwer e Mandat, wou déi dräi Paragrafen erëmgeholl ginn, awer ofgeschwächt. An ech ginn d'Gefill net lass, dass op béide Säiten, op béide Säiten, souwuel opsäite vun der Kommissioun an opsäite vum Vereenegte Kinnekräich, versicht gëtt, wat d'Equivalenzen ubelaangt, wat jo den Enjeu ass, fir do de richtegen Equiliber ze fannen, an een heiansdo d'Schwieregkeet huet, ze verstoen, ob d'Zil wierklech ass, de System vun den Equivalenze mat dem UK méi staark ze maache wéi dat, wat mer haut hunn, méi transparent ze maachen, méi oppen, méi effikass wéi dat, wat mer haut hunn, oder ob et d'Zil ass, et ze maachen, wéi et nach ëmmer war bis haut mat deene Länner, wou mer dat gemaach hunn, dat heescht en fait, relativ unilateral a relativ ontransparent.

Ech kennen d'Äntwert net. Ech kann Iech just soen: Lëtzebuerg wäert sech asetzen, fir dass, op wellechem Wee och ëmmer, ob dat am Fräihandelsofkommes ass oder iwwert de System vun den Equivalenzen, de System esou transparent an effikass wéi méiglech ass, am Interêt vun den zwou Säiten.

Déi, déi mengen, dass mer Interêt hunn, dass d'Relatioune mat deem ale Partner méi schwaach solle ginn, do mengen ech, dass dat kee gudde Wee ass. Déi op där anerer Säit, déi mengen, dass een da kéint eng privilegiéiert Positioun hunn a bannen a bausse sinn an engems, wëlle mer och net.

An ech soen dat, ech begréissen och de britteschen Ambassadeur, deen hei ass, deen eis Sprooch och beherrscht, fir em ze soen, fir em ze soen, dass Der hei mat Lëtzebuerg e Partner hutt, deen natierlech solidaresch ass mat der Positioun, déi d'EU wäert ergräifen a mat deem Mandat, deen do wäert ofgeschloss ginn. A Lëtzebuerg wäert dat, wat an der Déclaration politique vum 17. Oktober 2019 ausgehandelt ginn ass op EU-Säit, weider verteidegen an derfir suergen, dass mer muer eng Relatioun hunn, wou déi Autobunnen an déi Bräcken, déi mer gëschter mat der Finanzplaz London haten, wou mer wëssen, dass déi muer net méi méiglech sinn, mee wou mer awer nach Bréckelcher hunn, Passerellen hunn, dass mer kënne Business matenee maachen.

An ech freeë mech, dass Dir och de Michel Barnier wäert d'nächst Woch gesinn. Ech wäert en och begéinen, zesumme mam Premierminister, a mir wäerten dem Här Barnier déi Froen och kënne stellen.

Zur Saach CETA. Am CETA ass ganz wéineg iwwert d'Services financiers dran. D'Services financiers, dat ass eppes esou Komplizéiertes, dass et meeschtens net an de Fräihandelofkommes dran ass. Mee an der EU hu mer eng gemeinsam Basis geschaaft. Do hu mer en Acquis communautaire an deen ass ganz wäertvoll.

A wann dann eventuell muer - mee wie kann an der Zukunft liesen? - d'Vereenegt Kinnekräich géif de Wee aschloen, fir wëllen den Acquis communautaire an den Domäne vun de Services financiers ze verloossen, jo, da leeschte si sech selwer och kee gudden Déngscht! Well wa se deen Acquis communautaire verloossen, dann hu mer jo keng Equivalenz méi. An dee Pad do dertëschent, tëschent enger Equivalenz an Unerkennung vun der europäescher Säit, dass eis Reegele grosso modo déi selwecht sinn, an engem autonomen oder komplett onofhängege Wee, ze goen, dat mussen eis Kolleegen op der Insel selwer decidéieren, wou se wëllen higoen.

Mee wichteg, an ech mengen, als Fazit zu all Äre Froen, ass et, dat heiten ze soen: Mir plädéieren derfir, dass den Dialog, dee mir muer mat eise Partner vum UK hunn, esou transparent, esou kooperativ wéi méiglech ass, am Interêt vun deenen zwou Säiten.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Finanzminister. Den Här Mosar huet nach eng Zousazfro.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Jo, merci fir all déi Explikatiounen, Här Finanzminister. Ech sinn och mat Ärer Approche averstanen. Dir hutt mer zwar awer op déi eng oder déi aner wichteg Fro net prezis genuch geäntwert.

An déi éischt, dat ass awer eng weesentlech Fro. Dat ass deen Handelsaccord, deen elo do iergendwéi wäert ofgeschloss ginn, wou dann, an ech mengen, dat ass Äre Wonsch, an ech deelen dee Wonsch, d'Service-financiere sollen, wa méiglech, mat dra sinn. Gëtt deen den EU-Parlamenter virgeluecht? Wann dat nämlech net de Fall sollt sinn, stellt sech menger Meenung no eng reell Fro, wat d'Vetorecht betrëfft a Steierfroen, déi natierlech ganz enk verbonne si mat de Service-financieren. Do wär ech also frou, wann Dir mer wannechgelift eng prezis Äntwert géift ginn.

An dann den Acquis communautaire. Natierlech ass et schlussendlech de Choix vun eisen englesche Frënn, op wat fir e Wee datt se ginn. Mee meng Fro war jo eigentlech, wann dat esou wier, wéi de brittesche Finanzminister - wat jo awer net iergendwéi een ass - ganz kloer gesot huet, hie wär der Meenung, den Acquis communautaire an de Service-financieren, deen dierft net méi do mat a Verhandlung kommen. Da gi mir op en anere Wee. An da stellt sech awer reell d'Fro, wéi eng Europäesch Unioun an och Lëtzebuerg mat enger grousser Finanzplaz sech wäerte situéiere par rapport vun engem, wéi gesot, Singapore-on-Thames, wéi dat am Moment genannt gëtt, wat dann awer eng ganz Rei vu konkurrenziellen Avantagen op eng Finanzplaz Dublin, op eng Finanzplaz Lëtzebuerg huet.

An ech ginn Iech just ee konkreete Punkt, deen awer net onwichteg ass. Mir hu virun e puer Deeg an der Finanzkommissioun e Projet de loi iwwert de Regëster vun de Fiducien duergeluecht kritt. An do hunn ech Ärem exzellente Beamten déi Fro gestallt, wéi et dann do wär mat den Trusten. An do huet deen exzellente Beamte mer geäntwert, datt warscheinlech d'Englänner dat doten net méi géife ratifizéieren, mam Resultat, datt mer also op där enger Säit hei Fiducien hunn, déi engem ganz strikte Regëster soumettéiert sinn, an op där anerer Säit hu mer Trusten, déi eigentlech kënne maachen, wat se wëllen. An dat riskéiert awer à moyen an à long terme um Niveau vum Level-Playingfield, eis gréisser Problemer ze stellen.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Also, ech kann hei roueg op all déi Sujeten agoen. De deux choses l'une. Dat Éischt emol: Et hänkt villes vun der Attitüd vun der brittescher Regierung of. Si kënnen net op deenen zwee Tableaue spillen. Deen een Tableau, op deem se elo haut spillen, a wou se soen: „Mir hätte gären e System vun den Equivalenzen, deen effikass an transparent ass a wou ee ka previsibel wëssen, wat geschitt", do soen ech direkt: Jo, solle mer maachen. Punkt 1.

Punkt 2. Wa se awer an engems soen: „Mir wëllen total d'Libertéit hunn, fir eis kënne vum Acquis communautaire ze verabschieden", jo, da si mer ganz séier an engem Scheema, wou d'Equivalenz net méi ginn ass. An dofir kann ech Iech net äntweren, wat besser ass fir d'Europäesch Unioun, well Lëtzebuerg eleng bestëmmt jo net, wéi d'Relatioun mat dem Vereenegte Kinnekräich muer ass. Dat ass eng Attitüd, déi déi 27 zesumme mat der Kommissioun wäerte maachen.

Ech kann elo méi konkreet ginn: Wa Singapore-on-Thames, wann also d'Finanzplaz London de Wee géif aschloen, fir sech ze distanzéiere vun enger ganzer Rëtsch Froen - Dir hutt elo technesch Froe gestallt, mir kënnen awer och iwwer Fiskalitéit schwätzen -, wa si do ganz aner Weeër ginn, mee dann ass d'Resultat, dass hire System net méi equivalent ass. A wann hire System net méi equivalent ass, jo, da kënne si den Accès an d'Europäesch Unioun an de Marché unique guer net méi genéissen.

Et ass elo eng Affär vu Gradatioun. Wat si sech méi verabschieden, wat si méi wäit ewechgi vum Acquis communautaire, wat hiren Accès un de Marché unique méi kleng gëtt, vice versa. Fir Lëtzebuerg ass dat net onbedéngt eng gutt Noriicht, mee dat ass dann esou. Dat heescht, eisen Accès an eis Verbindung mat der Finanzplaz London gi méi schwaach.

Wann awer eis brittesch Kolleege wielen, relativ no beim Acquis communautaire ze bleiwen, majo, da kann ee sech Passerellen a Bräcke virstellen. Bon!

Dofir, mir kënnen d'Zukunft net liesen. Ech weess jo och net, wat, dans toute sa sagesse et dans toute sa souveraineté, dann d'UK muer mécht. Dat ass hire Choix. Ech mengen, mir als Europa a mir als Lëtzebuerg solle soen, dass, wa si sech no bei eis befannen, an deen Acquis, dee mer haut zesummen hunn, wa si dee schätzen an dee weider wëlle féieren, majo, da wäerte mer eng Verbindung hunn, déi nach ganz staark ass.

Zur Fro, wat an den Accord kënnt. Et ass esou, a mir hunn déi Erfarung mat CETA gemaach a mir maache se mat all anerem Accord de libre-échange: Dat kann heiansdo eng Compétence mixte ginn, ass awer meeschtens keng. Et ass meeschtens eng Competence vun der Europäescher Kommissioun. Den Ëmwee, iwwert deen et kann eng Compétence mixte ginn, dat ass, wa Saachen an en Accord kommen, déi mat Investissementer ze dinn hunn an eeben Deeler vu Politik, déi net exklusiv communautaire sinn, d'Fiskalitéit evidemment och.

Do si mer awer elo de Moment guer net. An et kéint een déi Fro och dem Här Barnier stellen, ob et net eng Intentioun vun der Kommissioun wier, fir ze soen: Kommt, mir limitéieren de Champ d'application vun deem Fräihandelsofkommes, soudass mer dat justement kënnen ouni Agräife vun États membres maachen. Fragezeichen?

Mee wann ee weess, dass de CETA, also den Accord mam Kanada, dee wäitgräifendsten ass, deen d'Europäesch Unioun ofgeschloss huet mat Drëttlänner, wou jo och Environnementsfroen dra sinn, wou keng Fiskalitéitsfroen dra sinn, mee Environnementsfroen dra sinn an Investissementsfroen dra sinn, deen ass och dofir mixte op deenen Aspecten. Dat mécht natierlech déi ganz Verhandlung méi komplex.

Dofir, am Fazit, wat Lëtzebuerg als Positioun verteidegt, ech mengen, dat ass jo Är Fro, an déi ass och ganz legitimm. Wat ass dann de gréissten Interêt fir Lëtzebuerg? Mee deen ass, als Finanzplaz, ganz einfach. Wat eis Relatioune mat London méi einfach, transparent an effikass sinn, wat besser. Mee dat ass awer elo net en Zil eleng. Wann dat géif heeschen, dass op där anerer Säit ee sech ka verabschide vun den Haaptreegele vun Europa, mee da geschitt dat net. An da si mir dat net, déi dat decidéieren. Dat sinn déi 27 Länner zesumme mat der Kommissioun, déi dat wäerten decidéieren.

Mee vläicht als Konklusioun zu dëser Debatt. Eis läit et drun, dass mer en Dialog mat dem UK maachen, deen esou konstruktiv an transparent wéi méiglech ass, dee méi wäit geet - dat ass eis Positioun -, dee méi wäit geet wéi dat, wat mer mat aneren Drëttlänner hunn, well d'Vereenegt Kinnekräich ass net en Drëttland wéi en anert. Et ass en Drëttland, dat vun der EU fortgeet, wat also en Acquis huet a wat elo eng Gesetzgeebung huet, déi eiser ganz änlech ass. An deem muss ee Rechnung droen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Finanzminister.

3. 7356 - Projet de loi modifiant :

1° le Code pénal ;

2° le Code de procédure pénale, aux fins de transposition de la directive (UE) 2017/541 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2017 relative à la lutte contre le terrorisme et remplaçant la décision-cadre 2002/475/JAI du Conseil et modifiant la décision 2005/671/JAI du Conseil

Den nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7356 iwwert d'Transpositioun vun enger europäescher Direktiv iwwert d'Lutte géint den Terrorismus. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Gilles Roth, d'Madamm Carole Hartmann, den Här Dan Biancalana, den Här Fernand Kartheiser an den Här Marc Goergen. An den Här Charles Margue ass scho prett, fir eis de Rapport vun deem Projet ze maachen. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue *(déi gréng), rapporteur*.- Merci, Här President. Léif Kolleegen, léif Kolleeginnen, Rue de Rennes, Rue des Rosiers, Attentater zu Paräis an den 80er-Joren. Déi Zäit war ech, an e puer anerer aus dësem Haus, zu Paräis op der Uni. Dat war fir mech eng éischt direkt Konfrontatioun mat Terrorismus respektiv virun allem mat sengen Auswierkungen am Alldag, mat ville Kontrollen, zougeschweeste Kanaldeckelen, kengen ëffentlechen Dreckskëschte méi, mat verstäerkter Presenz vu Police an Arméi an de Stroossen a virun allem virun de Schoulen an de Synagogen. E Prozess, wou jiddweree fir sech, awer och d'Bevëlkerung als Kollektiv geléiert huet, net an der Angscht ze vergoen, net geläämt ze sinn an duerch d'Weiderliewe mat engem net méi esou ganz normalen Alldag ze resistéieren.

Natierlech goufen et och schonn Attentater an de 70er. D'Olympesch Spiller zu München wëll ech hei just ernimmen, live op der Tëlee; net nëmmen déi Münchener kënne sech erënneren. Et gouf och d'Rote Armee Fraktion, d'Action directe a Frankräich, d'baskesch Separatiste vun der ETA, d'Attentater an Nordirland an esou weider.

An du koum den 11. September 2001 mat ronn 3.000 Doudegen an iwwer 6.000 Blesséierten an den USA, d'Twin Towers. Haut, scho bal 20 Joer nom 11. September, ass et evident, dass den Terrorismus sech zanter de 70er-Joren a sengen Ziler an a senger Organisatioun komplett geännert huet. Déi ganz Problematik, souwuel wat d'Ursaachen, d'Motiver an natierlech d'Bekämpfung ugeet, ass eng ganz aner ginn. Déi éischt grouss europäesch Attack an dësem neie Kontext hu mer scho bal vergiess. Dat war d'Bommenattentat 2004 zu Madrid mat bal 200 Doudegen. An et sollt leider net déi lescht bleiwen.

A wa mer gutt zéng Joer weider sprangen, si mer zu Bréissel bei der Schéisserei vun 2014 am jiddesche Musée. 2015, de 7. Januar, „Charlie Hebdo". Deen Dag stounge mer owes op Spontaninitiativ vun e puer Journalisten hei virun der Chamber, fir den Affer ze gedenken. Sonndes, den 11. Januar, war ech zu Paräis op der grousser Manifestatioun derbäi, wou a ganz Frankräich a villen anere Stied an och hei zu Lëtzebuerg Millioune vu Leit op d'Strooss gougen. Dat selwecht Joer wéi gesot, den 13. November 2015, freides, sinn ech mat Frënn owes aus engem Concert zu Paräis komm. A wéi mer eis Handyen ugemaach hunn, hate mer e lauter Informatiounen, Nofroe vu Frënn a Famill, ob eis näischt geschitt wär.

Gutt Bekannte vu mir waren deen Owend net wéi geplangt an de „Le Petit Cambodge" iessen. D'franséisch Frënn hu Familljemembere am „Bataclan" verluer. Sonndes hunn d'Paräisser erëm de Courage fonnt, erauszegoen an d'Stroosse vun hirer Stad, op e Maart ze goen, mat hire Kanner op d'Spillplaz ze goen, de Metro ze huelen. Ech kann Iech soen, dass e Respekt, en Deele vun Trauer, eng Solidaritéit ënnert de Leit waren déi Deeg, déi ech nach net erlieft hat bis dohinner! Déi Rou an dat géigesäitegt Matgefill vu jiddwerengem hu Kraaft ginn ze liewen, riicht ze stoen a virun allem sech net klengkréien ze loossen.

Firwat dës aleedend Wierder? Haut huele mer de Projet de loi 7356 un, deen e weidere Schrëtt ass no villen aneren, fir den Terrorismus a senger neier Komplexitéit ze bekämpfen, an och e weidere Schrëtt an der Logik vun enger internationaler Harmoniséierung vun de legalen Texter iwwert d'Bekämpfung vum Terrorismus. Well mir mussen em d'Stier bidden, nach éier e Schued konnt uriichten. An esou gesäit de Projet de loi vir, dass de rechtleche Kader, fir déi Persounen ze belaangen, déi duerch hir Gesten anerer ënnerstëtzen, fir terroristesch aktiv ze ginn, verstäerkt gëtt.

Ech wéilt kuerz op de Werdegang vum Projet de loi agoen, éier ech nach méi detailléiert op den Inhalt zréckkommen.

De Projet 7356 gouf den 13. September 2018 vum Justizminister Braz deposéiert. De Conseil d'État huet säin Avis de 5. Februar 2019 ginn. An der Justizkommissioun hunn d'Memberen doropshin de Projet de loi an der Sitzung vum 6. Mäerz presentéiert kritt. Wärend dëser Sitzung hu mer de Rapporteur genannt an de Projet Artikel par Artikel analyséiert souwéi och den Avis vum Staatsrot.

De Staatsrot huet a sengem Avis zwou Oppositions fomelles formuléiert. Déi éischt dovu betrëfft d'Aféiere vun engem neien Artikel 135 (18), fir den Artikel 13 vun der Direktiv ëmzesetzen. Deen Artikel gouf vum Staatsrot als iwwerflësseg gewäert, well déi Dispositioune schonn an de besteeënden Texter erëmzefanne waren an en zousätzlechen Artikel

just eng „insécurité juridique" als Konsequenz gehat hätt.

Déi zweet Opposition formelle war den Artikel 3 aus der Direktiv, deen eng Lëscht vun Akte virgesäit, déi d'Memberstaaten an hiren Texter mussen als „infractions terroristes" deklaréieren. Well vill vun deenen Infraktioune souwisou an eisen Dispositiounen iwwert den Terrorismus scho festgehale waren, huet de Staatsrot insistéiert, e geneeë Verglach ze maachen an och ze préiwen, dass bei deene betraffenen Infraktiounen d'Konditioun vun der Peine maximale, also mindestens dräi Joer, déi d'Direktiv virgesäit, erfëllt ass. Et huet sech erausgestallt, dass effektiv fënnef Infraktiounen dës Konditiounen net erfëllt hunn.

Den 22. November 2019 goufen eng Rei Amendementer, Regierungsamendementer adoptéiert, déi den Ureegunge vum Staatsrot Rechnung droen. Den 20. Dezember 2019 huet de Staatsrot säin Avis complémentaire ginn an domadder d'Opposition-formellen opgehoff. Den 8. Januar 2020 huet d'Justizkommissioun d'Amendementer an den Avis complémentaire vum Staatsrot analyséiert an déi Woch drop, de 15. Januar, de Rapport vun dësem Projet de loi 7356 ugeholl.

Zousätzlech zum Avis vum Staatsrot gouf et bei dësem Projet de loi Avise vun der Cour supérieure de justice, dem Bezierksgeriicht aus der Stad, dem Parquet vu Lëtzebuerg, dem Parquet vun Dikrech an dem Parquet général.

Resümmee vun all dësen Avisen: De Projet de loi gëtt begréisst an déi selwecht Kritikpunkte wéi déi vum Staatsrot goufen ervirgehuewen.

Wourëms geet et?

Mam Projet 7356 transposéiere mer eng europäesch Direktiv iwwert de Kampf géint den Terrorismus. Et geet an der Haaptsaach drëm, d'Definitioune vun den Terrorismus-bezunnenen Infraktiounen op europäeschem Niveau ze harmoniséieren an d'Lëscht vun den terroristeschen Aktivitéiten oder déi vu sengem Finanzement ze ergänzen.

Am Artikel 28 vun der Direktiv war den Delai fir d'Transpositioun den 8. September 2018. Dat heescht, mir sinn a Verspéidung a kruten dat och scho matgedeelt. An duerfir ass et gutt, dass mer haut de Projet de loi zum Vott bréngen.

An eisem Code pénal hu mer d'Terrorismusinfraktiounen 2003 per Gesetz ageféiert. Dës Dispositioune goufen zanterhier e puermol adaptéiert a preziséiert. A bal ëmmer war dobäi en internationalen Text d'Basis fir dës Modifikatiounen. Mat dësem Gesetzesprojet schafe mer elo eng weider Etapp a Richtung vun enger internationaler Harmoniséierung.

Well, wéi schonns aleedend ugedeit, de Charakter vum Terrorismus huet sech am Laf vun der Zäit ganz konkreet verännert. D'Logistikkette fir de Rekrutement vu Persounen, hirem Training, d'Beschafe vu Material a vu Finanzmëttele ginn ëmmer méi komplex. Nei Technologien a Kommunikatiounsmëttele gi vun terroristeschen Organisatioune gekonnt agesat, soudass mer och eist legislatiivt Arsenal mussen upassen, net just hei am Land, mee international. Gemeinsam Norme sinn hei wichteg Viraussetzung.

D'Lëscht vun den Actes terroristes, déi an der Direktiv definéiert sinn, ass extensiv. D'Intentioun ass et, fir wäit an d'Logistikkette vun der Preparatioun vun terroristeschen Aktivitéiten an Attacke virzedréngen a se ze penaliséieren. Dobäi muss d'Attentat awer net stattfonnt hunn, wat, wéi Der all wësst, awer keng Neierung vun dësem Projet de loi ass. Persounen, déi Informatiounen oder aner materiell Moyenen zur Verfügung stellen, den Accès dozou facilitéieren, wëssend, dass se derfir gebraucht sinn, terroristesch Aktivitéiten ze ënnerstëtzen, maache sech strofbar.

Déi selwecht Iwwerleeunge gëllen iwwregens fir d'finanziell Logistik a fir Persounen, déi de Rekrutement oder d'Reese vu Leit facilitéieren, wëssend, dass den Hannergrond en terroristeschen ass.

Ech kommen zum Schluss.

Eng Verschäerfung gëtt et dann och fir all dës Akten, wa se Mannerjäreger betreffe respektiv un engem Mannerjärege verüübt ginn. Do ass d'Strofmooss an Zukunft fënnef bis zéng Joer Prisong. Dir gesitt, wéi eng Akzenter an dësem Text gesat sinn: Jiddwereen, dee wëssentlech Afloss hëlt op déi potenziell Ausféierung vun engem Attentat, mécht sech strofbar.

Ech froen Är Zoustëmmung zu dësem Projet a ginn och an engems den Accord vun der gréngger Fraktioun. Ech soen Iech Merci, an natierlech och all deenen, déi um Ausschaffe vun dësem Text bedeelegt waren am Justizministère, an der Chamber, an der Fraktioun an och all den Auteure vun den Avisen zu dësem Gesetzesprojet.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Margue. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth agedroen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech soen och dem President vun der Justizkommissioun, dem Här Margue, Merci fir säi schrëftlechen a mëndleche Bericht.

En huet hei en Exkurs gemaach aus senger Studentenzäit. Ech hunn eigentlech geduecht, wa säi Papp, den Här Georges Margue, de Maître Georges Margue, wann deen zu dësem Projet Stellung geholl hätt, dann hätt e méi wéi gegrommelt an där Zäit, well mer jo hei eigentlech eppes maachen, wat een am Rechtsverständnis vun deemools - an de President ass dorop agaangen - ni hätt kënnen novollzéien, nämlech dass einfach Acte-préparatiffe scho strofbar gemaach géife ginn, ouni dass iwwerhaapt eng Endinfraktioun, an dësem Fall en Attentat, géif zustane kommen.

Mee en huet mat Recht drop higewisen: Trotz aller Grausamkeet, déi d'Actes terroristes och schonns an de 70er-, 80er-Joren haten, geet d'Technik natierlech och an de Preparative virun. An ech mengen, duerfir muss sech och den Arsenal vun de Méiglechkeeten, fir strofrechtlech géint esou Handlunge virzegoen, deem adaptéieren.

An aus deem Grond stëmmt d'CSV-Fraktioun selbstverständlech dësem Gesetzesprojet zou. Nach eng Kéier Merci fir Är Presentatioun. An ech ginn d'Zoustëmmung vun der Fraktioun vun der CSV.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Roth. An als nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann agedroen. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann *(DP)*.- Merci, Här President. Als Éischt wéilt ech dem Rapporter, dem Charles Margue, Merci soe fir säi mëndlechen a säi schrëftleche Rapport.

An der leschter Legislaturperiod hu mer hei an der Chamber och schonn en Text gestëmmt, deen déi provokativ Akten, déi Preparatioun vun Terrorismusakten och scho bekämpft. Ech mengen, dat heite geet op europäeschem Niveau an déi selwecht Richtung. Mir kommen eisen Obligatiounen no, andeems dass mer déi Direktiv hei ëmsetzen. A mir harmoniséieren eis Gesetzgeebung op europäeschem Niveau, grad well Terrorismusakten dee supranationalen, jo deen internationale Charakter hunn.

Do ass d'DP absolutt an där Linn. An duerfir ginn ech och den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Text.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hartmann. A fir déi nächst Minutt geet d'Wuert un den honorabelen Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana *(LSAP)*.- Merci, Här President. Virop wéilt ech emol dem Rapporter, dem Charles Margue, Merci soe fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport, deen exemplaresch war.

Bon, ech mengen, mir wëssen alleguerten heibannen, dass den Terrorismus verschidde Facetten, verschidde Formen huet an eeben halt ëmmer méi komplex Verhalensmuster opweist, an den Terrorismus an all sengen Erscheinungsformen evoluéiert. Terroristesch Aktivitéiten diversifiéiere sech, schafen nei Geforen, vun der Planung hi bis och zur konkreeter Ëmsetzung. A wat d'Terrorismusbekämpfung ugeet, virdrun ass et jo och gesot gi vum Rapporter, ass eise Code pénal zimmlech komplett an ass och iwwert déi lescht Jore reegelméisseg adaptéiert ginn, soudass mer am Fong just e puer Dispositiounen hei vun där Direktiv iwwerhuele mussen.

Am Fong gëtt eist besteeënd repressiivt penaalt Arsenal engersäits ausgeweit, wat d'Actes préparatifs an de Finanzement ugeet, an anerersäits ginn awer zousätzlech Sanktioune verschäerft, notamment wat den Embrigadement vu Mineuren eeben haut ugeet, well dat gëtt als „circonstance aggravante" ugesinn, well grad Mannerjäreger beaflossbar sinn an och do Internetplattformen ganz kloer als Outil an deem Kader genotzt ginn.

An ech fannen et ganz begréissenswäert, dass mer an Europa probéieren, eis eng gemeinsam juristesch Äntwert ze ginn, well et schliisslech ëm de Schutz vun eise Bierger geet, och wa mer hei zu Lëtzebuerg manner exposéiert si wéi an der Belsch an och a Frankräich.

Mee op alle Fall ginn ech vun dëser Plaz aus den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Biancalana. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools merci, Här President. Ech fänken och u mat engem Merci un den Här Margue fir dee Rapport, deen en eis gemaach huet.

D'ADR ass selbstverständlech och eng Partei, déi sech ganz staark asetzt fir de Kampf géint den Terrorismus. Ech mengen, dat ass eng Evidenz, dat brauch een hei net extra ze betounen. Mee mir soen awer och gläichzäiteg derbäi: Wa mer dat maachen, musse mer de Rechtsstaat integral respektéieren!

An dat heiten ass an deem Kontext keen harmlose Projet! Ech mengen, den Här Roth hat a senge Bemierkungen dat schonn ugedeit. Mir hunn hei éischtens déi Notioun vun der preventiver Repressioun, déi extreem wäit interpretéiert gëtt. En anere Kolleeg hat elo just gesot, datt et eeben och duergeet, wann een iergendwéi do bedeelegt ass an der Virbereedung vun engem Attentat, ouni misse vun iergendengem speziellen Attentat ze wëssen. An dat Element vun der Intentioun ass do net kloer, an dat vum Wëssen ëm de strofrechtleche Charakter vun deem, wat ee mécht, oder d'Intention dernière, ass och net esou evident. Dat heescht, mir mussen hei wierklech kloermaachen, datt dat heiten e Gesetz ass, wou de Rechtsstaat en tant que tel interpelléiert ass.

Mir maachen do e puer Iwwerleeungen.

Déi éischt ass, an dat ass eng, wou ech mech driwwer freeë mat e bëssen och Schmunzelen, datt déi gréng hei zouginn, den Här Margue ass jo e Gréngen, a sengem Rapport, dofir, an dat ass eng vun deenen Ursaachen, firwat en eis esou gutt gefält, datt den Terrorismus profitéiert, steet hei, vun de Flux migratoires!

Wa mir dat gesot hunn, huet et ëmmer geheescht: „Ma neen! Ma neen! Dat sinn alles Refugiéen an déi sinn hei gebuer!" Zum Deel och, dat ass wouer. Mee et ass schéin ze gesinn, datt elo hei och déi gréng schwaarz op wäiss soen: Neen, d'Flux migratoires kënnen och eng Cause si vun Infiltratioun vun Terroristen.

Mee d'Natur vum Terrorismus sinn net nëmmen déi massiv Attentater, déi den Här Margue eis rappeléiert huet - dat sinn tragesch Evenementer -, mee den Terrorismus gëtt ëmmer méi asymmeetresch! Et ass elo esou, datt einfach Messerattentater, déi si bal net ze verhënneren. Dat ass extreem schwiereg. A mir als ADR soen: Mir musse selbstverständlech d'Police, de Geheimdéngscht stäerken, fir kënne preventiv ze schaffen, ëmmer strikt am Kader vum Rechtsstaat a vun deene Mëttelen, déi do méiglech sinn.

Et gëtt och an deem Rapport opmierksam gemaach op de Rekrutement. An och do soe mer: Beim Rekrutement hu mir zu Lëtzebuerg hei och e bëssen d'Aen zougemaach. Mir haten d'Diskussioun als ADR ugestouss bei der Reform vum Nationalitéitegesetz, wou mer eis gefrot hunn: Gëtt et dann net Ursaachen, fir engem d'Nationalitéit ewechzehuelen, zum Beispill wann een higeet an et geet een an eng Arméi, eng irregulär Arméi oder eng auslännesch Arméi, déi aktiv géint Lëtzebuerger Interesse virgeet? Ass dat net eng Ursaach oder wéi ass eise Rechtsinstrumentarium, fir mat esou Situatiounen ëmzegoen? Eng net kloer Fro an eiser Legislatioun, an och do musse mer dann emol eng Kéier nobesseren.

An dann en nächste Komplex, wou mer mussen driwwer nodenken: Déi Direktiven, déi mer hei kréien, sinn déi eigentlech nach ëmmer am Aklang mam Rechtsstaat a mat eisen Interessen, esou wéi mir eise Rechtsstaat interpretéieren?

Mir hate gëschter eng Diskussioun hei ëm d'Ausweidung vun eisem Strofmooss op dräi Joer, vun engem Mount op dräi Joer - ech iwwerdreiwen elo e bësse karikatural -, wann een en Dëppchen iergendeppes, eng Substanz doheem stoen huet. Et ass eng Iwwerdreiwung, ech ginn dat zou. Mee just fir Iech ze soen, wa mer bis ufänken, iergendwou d'Strofmooss wäit auszedeenen, ass de Risiko ganz grouss, datt dat en Effet huet, deen dann ëmmer méi wäit ëm sech gräift.

An hei ass dat och vläicht esou. Mir hunn eis gefrot: Déi Direktiv, ass déi nach den Droit fir d'Demokratie oder ass et den Droit, deen d'demokratesch Rechter e bëssen a Fro stellt? Mir hunn dat bei der Meenungsfräiheet. Mir hunn et och e bëssen hei.

Ech mengen, de Parquet général huet hei geschriwwen: « […] le texte de la directive 2017/541 (UE) dépasse amplement les principes fondamentaux qui régissent le droit pénal notamment en matière de participation, de complicité […] », an esou weider. Wou sinn nach d'Éléments constitutifs vun enger Strofdot? Dat sinn Interrogatiounen, déi de Parquet stellt an déi weisen, datt dat Rechtsinstrument, wat mer hei sollen ëmsetzen, absolutt kann a souguer muss hannerfrot ginn!

Et sinn aner Dispositiounen dran, do hunn da verschidde Geriichter gesot, bon, oder Parqueten, dat wär net néideg, et wär eng Insécurité juridique. Mee ech mengen, dat zentraalt Element ass einfach, datt mer hei net méi genee kënnen de Strofbestand wierklech delimitéieren. An dat ass awer e prinzipiell, e fundamentaalt Prinzip vum Rechtsstaat, datt mer genau do mussen oppassen, datt eng Strofdot extreem prezis beschriwwen ass, fir eng Rechtssécherheet kënnen ze hunn.

Dann ass eis och opgefall, ee Geriicht huet geschriwwen, mir sollten dat dann awer unhuelen. Deen Avis war sech och bewosst, datt do vill Insecuritéiten dra sinn an esou weider. An do schreift dann e Geriicht a sengem Avis, mir sollten et awer unhuele « pour éviter des discussions superflues au niveau européen ». « … pour éviter des discussions superflues » ! Mee do ass eis Äntwert: Wann et ëm d'Verdeedegung vum Rechtsstaat an d'Verdeedegung vun de Mënscherechter geet, gëtt et keng „discussions superflues", och net mat Bréissel!

Mir hunn eis derfir anzesetzen, an eis Magistratur, eise Pouvoir judiciaire huet sech och derfir anzesetzen, datt d'Fräiheeten, d'Demokratie respektéiert ginn.

Mir stëmmen dat hei mat, well eng Rei vun den Dispositiounen, déi besonnesch diskutéiert waren, zemools dee Paragraf 135 (18), herno net méi am Text waren. Mee mir froen eis awer och, ob net iergendwéini elo an nächster Zäit e Prozess géint Lëtzebuerg ugestiwwelt gëtt, datt mir déi Direktiv net komplett ëmgesat hätten, an datt dann hei erëm eng Diskussioun opkënnt, an datt dann dëst Parlament dat, wat et elo déi Kéier net wollt, vläicht dann unhëlt, well mer vläicht e Prozess virum Europäesche Geriichtshaff kréien.

Mir warnen als ADR, mir hunn eis absolutt der Lutte géint den Terrorismus verschriwwen, awer mir wäerten als Partei ëmmer oppassen, datt dobäi déi grondleeënd rechtsstaatlech Prinzippien net a Fro gestallt ginn. A mat engem Text wéi deem, dee mer haut virleien hunn, besteet de Risiko a mir si ganz no drun. Dofir, mir stëmmen et mat, awer mir warne gläichzäiteg a mir wäerte ganz gutt oppassen, datt dat an Zukunft net méi wäit geet wéi dat hei.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir Piraten stelle mat Besuergnis fest, dass dëst Gesetz an dës Direktiv awer e bëssen iwwert d'Zil vun der Saach erausschéissen. Mir si jiddefalls net déi Eenzeg, déi dat denken, well schonns op europäeschem Niveau huet d'Fraktioun vun de Piraten an awer och vun de Gréngen, déi am Europaparlament zesummeschaffen, sech am EU-Parlament bei dësem Vott am Joer 2017 enthalen.

D'Fro, déi ee sech am Kader vun der Bekämpfung vum Terrorismus stelle muss, ass, ob d'Proportionalitéit tëschent de Mesuren an dem Zweck, deen een domat erreeche wëllt, gerechtfertegt ass.

Natierlech si mir Piraten derfir, dass d'Ausbildungscampen an d'Propagandavideoe fir Gruppe wéi den ISIS agegrenzt a streng bestrooft solle ginn. Allerdéngs muss ee sech froen, wéi d'Ëmsetzbarkeet vun dëse Mesuren ass a bis wouhinner eng Persoun fir en Attentat ka responsabel gemaach ginn. Ass déi Persoun, déi 2016 dem Attentäter e Laptop verkaaft huet, onbewosst an indirekt matschëlleg um Attentat, dat en anere gemaach huet, just well dee vläicht säi Computer benotzt huet fir Mailen? Ass eng Persoun, déi e Server bedreift, iwwert deen een Attentäter seng E-Mailen an enger friemer Sprooch oder souguer kryptéiert ofschéckt, mat schold u sengen Doten?

Als Digitalpartei sinn aus eiser Siicht esou Definitioune wäit hiergegraff a geféierlech, well wa mir de Fakt ënner Strof stellen, dass eventuell eng Intentioun do kéint sinn, an dat duergeet, fir kënnen ze bestrofen, da geheie mir all Prinzipie vun der Onscholdsvermutung iwwer Bord. Da bestrofe mir an Zukunft all Eventualitéiten an och Leit, déi vum Attentat näischt konnte wëssen, ouni dass mir um Attentat selwer eppes kënnen änneren.

Mir Piraten gleewen, dass een net dem Bierger seng Rechter a Fräiheete kann torpedéieren an dobäi emol net mat 100%eger Sécherheet ka soen, dass een d'Terroristen dann och afänkt. Dat ass fir eis Piraten puer Schéimolerei, fir d'Leit dobaussen ze berouegen, ouni awer dass doduerch d'Terrorcamps an d'Internetpropaganda kënne gestoppt ginn.

Mir Piraten schléissen eis dofir der Positioun vun den Europäesche Piraten an den Europäesche Gréngen un a wäerten eis bei dësem Vott enthalen.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Goergen. Dann huet d'Regierung d'Wuert, d'Justizministesch, d'Madamm Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice*.- Merci, Här President. Fir d'éischt emol Merci, Här Rapporter, fir deen ausféierlechen, deels historesche Rapport, deen nach eng Kéier erklärt huet, firwat et wichteg ass, dass mer es déi néideg Moyene ginn, fir den Terrorismus ze bekämpfen.

A firwat ass et wichteg, dass mer dat och op europäeschem Niveau maachen? Well den Terrorismus ass hautdesdaags … An do geet et net ëm déi Flux migratoires, op déi Dir normalerweis uspillt, Här Kartheiser, mee ëm Flux migratoires en général, déi mer an enger globaliséierter Welt nëmmen allze gutt kennen, an ouni iergendwellech anerwäerteg fragwierdeg Ënnerstellungen, wat dat doten ubelaangt.

Et geet einfach drëm, dass mer an engem Europa liewen, an enger Welt liewen, wou d'Leit ganz einfach vun A op B kënne kommen a wou mer also mussen uniforméiséiert, harmoniséiert Instrumenter op europäeschem Niveau hunn, fir géint deen Terrorismus virzegoen.

Mir änneren hei näischt Fundamentales un eisem Code pénal, contrairement zu deem, wat elo vläicht konnt gesot ginn. Et gi virun allem Notioune preziséiert. Den Här Margue huet dat virdrun am Detail duergeluecht. An et kommen effektiv Saachen derbäi.

Dat eent ass, wann een engem hëlleft, sech an d'Ausland ze deplacéieren „en vue de commettre une infraction", eng vun den Infraktioune fir den Terrorismus, da weess ee schonn, ëm wat et geet. Et weess een, dass et ëm Terrorismus geet. Et ginn nach weider aner Notiounen hei am Text méi genau beschriwwen.

Beim Finanzement gëtt nach erklärt, wat nach ënner Finanzement ka falen. A virun allem kënnt eng Circonstance aggravante derbäi, wann et ëm Mineure geet, dat heescht, wann ee Mineuren incitéiert, terroristesch Akten ze begoen oder eebe sech zum Beispill an d'Ausland ze deplacéieren, fir esou Akten ze maachen.

Ech sinn der Meenung, dass deen Text hei deem Rechnung dréit. Ech hunn alles héieren, wat Der gesot hutt. Ech maache mer hei keng Suerge fir eise Rechtsstaat. Ech mengen, dass dat hei en Text ass, dee gutt ass fir d'internationalen Kollaboratioun. An ech si frou iwwert déi breet Zoustëmmung, déi den Text kritt.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Tanson.

D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7356. Den Text steet am Document parlementaire 7356[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7356 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. D'Ofstëmmen ass ofgeschloss.

De Projet de loi 7356 ass mat 52 Jo-Stëmme bei 4 Abstentiounen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7356 est adopté par 56 voix pour et 4 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Aly Kaes), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Paul Galles) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Mars Di Bartolomeo), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Stéphanie Empain), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Interpellation de M. Serge Wilmes au sujet du PIB du bien-être (suite)

De leschte Punkt vum Ordre du jour ass d'Suite vun der Debatt iwwert d'Interpellatioun vum Här Serge Wilmes iwwert de PIB vum Bien-être. Dës Debatt gouf jo duerch den Doud vun eisem Kolleeg Eugène Berger ënnerbrach. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et bleiwen nach ageschriwwen: den Här Yves Cruchten, d'Madamm Josée Lorsché, den Här Gast Gibéryen, den Här David Wagner, den Här Sven Clement. D'Wuert huet elo fir d'éischt awer den Interpellant, den Här Serge Wilmes, deen eis e Resümmee vu senger Interventioun mécht. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

Exposé (suite)

M. Serge Wilmes *(CSV), interpellateur*.- Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen effektiv emol villmools Merci a mengem Numm, mee ech huelen och direkt den Här Bauler mat, datt mer d'Méiglechkeet kréien, effektiv eng Kéier op eis Riede kënnen zréckzekommen, déi soss awer vläicht e bëssen a Vergiessenheet gerode wären, datt Der eis erlaabt, eeben nach eng Kéier eng verkierzte Versioun op jidde Fall kënnen ze maachen.

An ier ech meng Ried ufänken, wéilt ech awer och gäre vun der Geleeënheet profitéieren, fir dem neie Minister ze felicitéieren an och all Guddes ze wënschen. Virun zwou Woche souzt Der nach hei, hutt awer ganz intensiv nogelauschtert. An dowéinst erwaarde mer eis natierlech och vill vun Iech elo als neie Minister.

Ech mengen, datt Iech dee Sujet hei jo ganz vill um Häerz läit. Dir sidd jo schonn a verschiddenen Interviewen dorobber agaangen. An dofir, mengen ech, ass dat och fir Iech eng gutt Geleeënheet, dann elo direkt schonn emol hei bei Ärer éischter Interventioun, gréisserer Interventioun an der Chamber Iech jo och ze positionéiere par rapport zum Wirtschaftswuesstum an eeben och deem Sujet, iwwert dee mir haut schwätzen, dem PIB du bien-être. Dowéinst nach eng Kéier all Guddes an Ärer schwéierer Missioun, déi net einfach gëtt, an Iech nëmmen dat Bescht do gewënscht!

Wéi gesot, Här President, ech hat ugefaange virun zwou Wochen emol ze soen, datt Lëtzebuerg jo gären als Erfollegsmodell duergestallt gëtt. Dat maache mer gären heibannen an och dobaussen. De Premierminister ass jo elo mëttlerweil bekannt gi mat sengem Saz, datt e gesot huet: „Dem Land geet et gutt. A wann et dem Land gutt geet, da soll et och de Leit gutt goen." Wann en do vum Land schwätzt, verweist e vläicht e bëssen abstrakt op eppes, wat een net richteg ze faasse kritt.

Meeschtens ass domadder d'Wirtschaft gemengt. Op jidde Fall ass et esou, wéi et ëmmer duergestallt gëtt, well mer dacks op de Wirtschaftswuesstum hiweisen, dee jo vu Joer zu Joer effektiv klëmmt. Vu Joer zu Joer gëtt méi Valeur ajoutée geschafen, gi méi Aarbechtsplaze geschafen. Mee d'Fro, déi sech stellt an eisen Aen, ass: Ass et wierklech eng Valeur ajoutée fir de Mënsch?

Ëmmer méi Matbierger vun onsem Land, mee och ons Frënn aus der Grossregioun hannerfroen dës Siicht dorobber, an dat och lassgeléist vum wichtege Sujet vum Klimawandel. Dat kënnt natierlech nach mat derbäi, mee hinne schloen am Alldag déi negativ Auswierkunge vum Wuesstumsmodell ëm d'Oueren. Si stinn am Stau, et ass ëmmer méi schwéier, fir iwwerhaapt nach eng abordabel Wunneng ze fannen. Si liewen ëmmer méi am Stress, an engem Hamsterrad, wat ëmmer méi séier dréit, erliewen allgemeng eng Aart Kontrollverloscht, ëmmer manner Zäit fir sech, fir hir Famill, fir hir Aarbecht oder fir hir Fräizäit.

An esou stelle sech der ëmmer méi vun hinnen d'Sënnfro, ganz besonnesch och déi Jonk. A mir hunn och nach fir d'Preparatioun fir dës Debatt jo mat Jonker geschwat, déi vun der nationaler Studentevertriedung, vu Youth for Climate, mat Studenten, déi sech ganz kritesch domadder auserneesetze bei hinnen an der Schoul, mee net nëmmen, och allgemeng, well se awer hannendru kucken, hannert dee Wirtschaftsmodell a se selwer eebe fir sech fannen, datt de wirtschaftleche Succès net alles ass an net alles ka sinn.

En huet eeben net nëmme positiv Säiten. U sech ënnerstëtze se dann och dat Uleies, wat mer haut hei wëlle gären ubréngen an zesummen diskutéieren, nämlech datt een net nëmmen, wann ee vum Succès schwätzt, de Wirtschaftswuesstum soll kucken, dee sech graff gesinn op de PIB erofbrieche léisst, mee datt een och soll e Bolsmiesser hu vum Zoustand vun onser Gesellschaft, well de Mënsch, an dat deelt jo och den neie Wirtschaftsminister, ass net un éischter Stell en Homo œconomicus, hien ass virun allem emol einfach Mënsch.

An de Mënsch soll am Mëttelpunkt vun onser Politik stoen. Dat soll a muss och weider den Usproch vun ons Politiker sinn, well Politik ass eppes zudéifst Mënschleches. Et gëtt gemaach vum Mënsch fir d'Mënschen.

Ech hat gesot, dat kléngt ganz banal. Et ass eng ganz einfach Wourecht. Mee dacks verléiere mer awer de Bléck an de Sënn fir dat Weesentlecht an eisem Liewen.

Wéi gesot, de Succès vu Lëtzebuerg gëtt dacks un deenen dräi Buschtawe PIB, dem Produit intérieur brut eebe gemooss. Dat sinn dräi Buschtawen, déi wéi esou an e Stee gemeesselt sinn, well se jo och op der ganzer Welt vun all de Regierunge praktesch benotzt ginn, fir sech drun ze orientéieren a sech och kënne mateneen ze vergläichen.

De PIB ass näischt aneres wéi datt en déi wirtschaftlech Leeschtung vun engem Land moosst iwwer ee gewëssenen Zäitraum, dat heescht also de Wäert vun alle Gidder an Déngschtleeschtungen, déi eng Vollekswirtschaft iwwert déi Period produzéiert huet.

Mir brauchen also och dee PIB, well eise ganze Wirtschaftsmodell dorobber opgebaut ass. En ass, wéi gesot, op internationalem Plang einfach unerkannt an erlaabt et, sech kënne mateneen ze vergläichen.

An engems a gläichzäiteg ass awer de PIB als Aussokraaft iwwert den Zoustand och vun engem Land mat Virsiicht ze genéissen. An dat ass ganz besonnesch fir Lëtzebuerg de Fall, well mer e klengt Land sinn, eng oppen Ekonomie, mir hänken extreem vun der internationaler Konjunktur of. Dat ass eng bekannte Wäisheet, déi mer jo och gären hei ëmmer erëm widderhuelen. An dowéinst sinn och PIB-Projektioune ganz schwéier ze maachen, fir Lëtzebuerg scho bal wéi e Bléck an eng Glaskugel.

Zweetens: Wat ee sech och muss bewosst sinn, dat ass, datt d'PIB-Daten eréischt véier Joer nom Ofschloss vun dem betreffende Kalennerjoer u sech definitiv sinn, véier Joer, wéi gesot, dat ass bal eng ganz Legislaturperiod! An do kommen nach weider Schwieregkeeten derbäi, wéi zum Beispill d'Iwwergewiicht vu grousse Multinationallen an eiser Ekonomie, deenen hiert Behuelen awer ëmmer méi schwéier virauszegesinn ass. Deenen hir Transaktiounen, wann déi se maachen oder net maachen, kënnen e ganz groussen Impakt op eeben de PIB a senger Gesamtheet hunn.

An dann, mir sinn zwar wuel weltwäit dat drëtt Land gemooss um PIB pro Awunner hannert dem Katar a Macao, viru Singapur an Irland, mee dat ass awer, well mer d'Frontaliere mataberechnen, den Apport vun de Frontalieren. Wann een déi géif erausrechnen, da géif u sech d'Wäertschëpfung vum PIB ëm 40 % ënnert dem aktuelle Wäert leien.

Dat alles beweist u sech, datt et kee Sënn mécht, sech nëmmen eleng op de PIB ze konzentréieren. Ech hat gesot, PIB-Fetischismus ze bedreiwen, sech eleng dorun ze orientéieren, géif och bedeiten, de Mënsch just nëmmen op e Produktiounsfacteur ze begrenzen.

De Mënsch ass natierlech vill méi wéi dat. Dat ass awer e Message, deen nach net ëmmer bei eis allegueren och ukomm ass, well mer jo och heibannen am Haus dacks ëmmer erëm de PIB als de Gradmiesser vun der Politik benotzen. Zum Beispill wa mer eis Sozialsystemer an d'Finanzéierung dovunner gäre wëlle rechtfertegen, da soe mer: Mir brauchen x Prozent Wuesstum, fir x Prozent Aarbechtsplazen ze kréien, fir dann domadder déi Sozialsystemer och kënnen ofzesécheren.

Dat heescht, datt am Endeffekt de Wuesstum zu engem Axiom eebe verkënnt, zu engem Grondsaz, dee mer ouni Beweis ons zu eege maachen, dat awer dacks d'Politik läämt, well mer eis wierklech dovunner dreiwe loossen op der Sich no ëmmer méi Wuesstum; also Hamsterrad, wéi ech virdru gesot hunn.

An der Vergaangenheet war et vläicht méi einfach, sech och hannert dem Wirtschaftswuesstum kënnen ze verstoppen, well ee vläicht net ëmmer konnt esou virausgesinn, a wéi eng Dynamik mer géife kommen. Mee dat ass awer elo u sech net méi de Fall, well mer gesinn, zu wat et och ka féieren. Mir hunn dat awer gäre gemaach, well mer ëmmer dovunner ausgaange sinn, datt, wa mer u sech ëmmer méi Leit hunn, déi sech dann och ëmmer méi e groussen Deel vum Kuch kënnen deelen. Mee da kënnt net onbedéngt méi fir jiddwereen dobäi hannen eraus.

Däers war sech och den Erfinder vun dem PIB bewosst - oder soe mer, deejéinegen, deen déi treffendst Berechnunge gemaach huet, déi dann zum PIB gefouert hunn -, nämlech de Simon Kuznets. Dat war en amerikanesche Wëssenschaftler, deen an der Suite vun der grousser Depressioun an op Commande hin, och op d'Fro hi vun der amerikanescher Regierung, vum Kongress e Mëttel, en Instrument entwéckelt huet, fir emol iwwerhaapt d'Wirtschaftsleeschtung vum Land kënnen ze moossen, well se festgestallt haten zu deem Zäitpunkt, datt se net genuch Informatiounen iwwert d'Ekonomie haten.

An hien huet dat vun Ufank u gesot. Hie war sech ganz genau bewosst, datt en net géif un engem Instrument schaffen, fir d'Liewensstandarden an d'Liewensqualitéit vun den Amerikaner ze moossen, mee un engem Instrument, fir Politik domadder ze maachen.

An en huet och vun Ufank u jiddwerengem, deen et wollt héieren, gesot, datt de PIB mat Virsiicht ze genéisse wier, datt e Limitten hätt, well en zum Beispill kruzial Dimensioune vun enger Ekonomie oder vun enger Gesellschaft op der Säit léisst, nämlech all déi Leeschtungen, déi net a Geld gefaasst ginn, déi net dem monetäre System entspriechen, wéi d'Erzéiung, déi ech doheem maachen, wéi wa sech eng Gesellschaft géigesäiteg ënnerstëtzt mat soziale Mesuren, d'Aarbecht, déi zum Beispill a Clibb, am Benevolat gemaach gëtt. Dat gëtt jo net a Sue gefaasst, dowéinst gëtt et och net vun der Ekonomie, vun dem PIB gemooss.

An deen Deel ass awer ganz wichteg eebe fir d'Wuelbefanne vun enger Gesellschaft. An deen ass also do net matabezunn. Dat heescht, et ass u sech e verfälscht Bild, wann een nëmmen eleng de PIB kuckt. An dat huet en och an der Konklusioun vu sengem Rapport, deen en dem Kongress deemools ginn huet, gesot, wou en, ech zitéieren en, gesot huet: „De Wuelstand vun enger Natioun ka kaum vun engem Moosse vum nationalen Akommes ofgeleet ginn."

Et ass, an dat muss een och einfach esou huelen, en Instrument, e Moossinstrument vun der wirtschaftlecher Aktivitéit vun engem Land, net méi an net manner. Dobäi däerfe mer awer eppes net aus den Ae verléieren, nämlech datt all wirtschaftlech Aktivitéit vum Mënsch gemaach gëtt, an zwar als Mëttel zum Zweck an net ëmgedréit. Déi wirtschaftlech Aktivitéit soll u sech dozou bäidroen, dem Mënsch senge Besoinen esou gerecht ze ginn, datt säi Liewen an deem ganze Prozess ka méi räich a besser ginn.

An domat ass u sech deen eigentleche Sujet vun dëser Debatt also net de Wirtschaftswuesstum, mee d'Leit, de Mënsch, ëm déi et geet, de Mënsch a senger ganzer Komplexitéit an net de Mënsch als ekonomesche Méiwäert eleng.

Well wann de PIB op där enger Säit Wuelstand, wirtschaftleche Wuelstand bedeit, wat awer eppes ganz Abstraktes ass, wat net wierklech bei de Leit nëmmen eleng ukënnt, well Suen eleng maachen net glécklech, wéi et jo esou schéin heescht, musse mer deem dowéinst de PIB du bien-être vläicht un d'Säit stellen, well dee bedeit am Allgemenge „Wuelbefannen" oder wuertwiertlech iwwersat géif et u sech heeschen: Gutt-sinn, „bien-être", wann ee gutt ass.

Bon, wéini datt een dat ass, dat ass natierlech och net nëmmen objektiv ze erfaassen, mee et huet och ganz vill subjektiv Indicateuren, dat soen ech och nach eng Kéier elo, dat ass och vläicht eng vun de Schwächte vun deem PIB.

Mee déi ganz grouss Stäerkt vum PIB du bien-être, seng ganz grouss Stäerkt ass et awer nun eemol, datt en de Fokus op de Mënsch leet, datt en de Bléck hëlt vun dem Mënsch senge Besoinen, an de PIB ass u sech de Bléck op d'Wirtschaft, op d'Croissance, eeben déi wirtschaftlech Aktivitéiten. Dat ass eng ganz aner Vue, déi hei ageholl gëtt.

An e weidert Argument fir de PIB du bien-être ass, datt et och de Produit ass vu ganz wichtegen Acteuren hei am Land. Well en ass jo zesummen entwéckelt ginn tëschent 2009 an 2013 vun op där enger Säit dem CES, also de Sozialpartner, op där anerer Säit dem CSDD, dem Conseil supérieur pour un développement durable, also der Zivillgesellschaft.

An ech mengen, datt een och muss, an dowéinst hat ech eng éischt Motioun déi leschte Kéier virun zwou Wochen deposéiert, déi Acteuren och weiderhi mat u Bord halen, wann et drëms geet, elo de PIB du bien-être nach eng Kéier op de Leescht ze huelen oder e weiderzeentwéckelen: Wat mécht seng Stäerkt aus?, datt déi dat eeben och entwéckelt hunn an datt se bewisen hunn, datt se fäeg sinn, an Zäiten, wou dat jo dacks ugezweifelt gëtt, kënne Kompromësser wéinst der Saach jo och ze maachen.

An dofir solle jo och weider déi zwee Haaptacteuren do mat u Bord sinn, niewent dem Statec selbstverständlech, dee sech als „cheville ouvrière" gesinn huet. Dat war en och, well en den techneschen Knowhow geliwwert huet, deen natierlech och indispensabel ass, fir de PIB du bien-être kënne weider dann och ze entwéckelen.

Dee PIB, esou wéi en 2013 deposéiert gi war, besteet aus eelef Kategorien, 63 Indicateuren. Dat sinn der ganz vill. Zu deene Kategorië gehéieren da klassescherweis zum Beispill d'Beschäftegung oder de Wunnengsbau oder d'Sécherheet. Dat sinn also net alles Saachen, déi eréischt nei entwéckelt gi sinn. Et si ganz vill Indicateure geholl ginn, déi jo schonn existéieren. Dat sinn der vill. De Statec-Direkter hat an eiser Entrevue gesot, dat wär doduerch e relativ schwéierfällege Modell. Dat ass vläicht net ganz falsch.

Mee op där anerer Säit ass awer nun eemol d'mënschlech Natur ganz komplex. An d'Wuelbefanne ka sech net einfach mat eleng objektiven oder engem eenzegen Indicateur moossen. Dofir muss een der vill méi eeben hunn. An et ass eeben d'Zesummespill, wat dann och d'Stäerkt awer kann ausmaachen. Mee et ass natierlech méi schwéier, eng Zuel erauszekréien, mat där ee sech ka vergläichen, wat jo erëm d'Stäerkt ass vum PIB.

Mee et ginn awer Beispiller wéi d'OECD mat hirem Better Life Index. Déi hunn eng änlech Demarche gemaach, déi hunn do e bësse manner Indicateuren a virun allem hu se dat och visuell flott opgeschafft op engem Internetsite, wou se sech dann op déi Haaptindicateure fokusséiert hunn, wou ee ka kucken a wou een dat och ka ponderéieren, well déi Indicateure si jo natierlech net fir eis alleguerten d'selwecht wichteg.

Fir deen een ass vläicht déi sozial Dimensioun méi wichteg, deem aneren ass den Ëmweltschutz méi wichteg, deem aneren ass vläicht de Logement méi wichteg. Dat kéint eng Inspiratioun sinn, wann ee wëllt op dee Wee goen, wann een dat och gäre visuell wëllt duerstellen, kéint ee sech do vläicht inspiréieren.

Well ech mengen, et ass eebe ganz wichteg, datt mer et och zougänglech maache fir eis Matbierger. Et däerf net just nëmmen eppes reng Akadeemesches sinn, wou mer ze vill technesch driwwer schwätzen, well mer gären hätten, datt et op där enger Säit vun der Politik benotzt gëtt, fir eis Politik och besser upassen ze kënnen un dat, wat mer brauchen, wat eis Matbierger brauchen.

Dat ass natierlech wichteg als Instrument, mee mir musse genausou och derfir suergen, datt et ukënnt bei de Matbierger, datt déi verstinn, wat mat deem PIB du bien-être gemengt ass, wat wierklech déi reell Plus-value ass. Dowéinst muss et vulgariséiert ginn an et muss och zougänglech gemaach ginn, och an einfache Sproochen, fir datt se dat och kënnen novollzéien. Soss dréie mer just ronderëm ons selwer.

An dann ass, mengen ech, mat eng ganz wichteg Aufgab, déi an den nächste Méint och muss gemaach ginn, datt ee kuckt, datt och déi Donnéeën, mat deene jo dat ganz berechent gëtt an den eenzelne Kategorien, wa méiglech reegelméisseg à jour gesat ginn. Do ginn et awer zum Beispill Indicateuren, déi all sechs Méint, anerer all dräi Méint, anerer nëmmen eng Kéier am Joer respektiv verschiddener souguer nëmmen eng Kéier an där ganzer Zäit erhuewe gi sinn. An dat geet natierlech net duer, wann ee gär herno eng zouverlässeg Interpretatioun dovu wëllt maachen.

A fir all déi Donnéeën ze kréien, ass et wichteg - an dat huet de Statecdirekter eis an der Entrevue gesot -, datt et natierlech och jiddwereen déi Informatiounen zur Verfügung stellt, déi dofir gebraucht ginn, ganz besonnesch och d'Verwaltungen. Dat wär awer net ëmmer de Fall, wou et am Statec sengem Gesetz eeben drasteet, datt de Statec sech soll emol haaptsächlech op Donnéeë kënne baséieren an zréckgräifen, déi vu Ministèren an aus de Verwaltunge kommen. An dowéinst misst een och emol dat maachen, ier een dann Enquête mécht a Studie mécht, dat ass awer net onbedéngt iwwerall de Fall.

Dowéinst, mengen ech, sinn do ganz besonnesch all d'Regierungsmemberen och gefuerdert, fir nach eng Kéier vläicht hannert d'Verwaltungen ze goen an ze soen: „Gitt déi Donnéeën!", fir datt de Statec da kann déi Berechnunge maachen, déi gebraucht ginn, fir datt dee PIB du bien-être och aussagekräfteg ass. An deem Sënn hat ech och eng zweet Motioun hei deposéiert.

An à propos Statec: Virun zwou Wochen hat de Statec dunn och rechtzäiteg zur Debatt - an dat war jo och ganz gutt - eng Etüd erausbruecht, wou en d'Korrelatioun tëschent Wirtschaftswuesstum hei zu Lëtzebuerg a Wuelbefanne vun 1981 bis 2015 gekuckt huet. An en ass do zur Konklusioun komm, datt, obwuel de Wirtschaftswuesstum ëmmer erëm an d'Luucht gaangen ass vu Joer zu Joer iwwert déi ganz Period, d'Wuelbefannen awer net onbedéngt am selwechte Mooss geklommen ass.

Dat heescht also, datt d'Zefriddenheet vun eisem Liewen net onbedéngt zesummenhänkt mat dem wirtschaftleche Wuesstum, u sech och mat deem, wat mer herno am Portmonni erëmfannen. Dat eleng geet net duer, fir datt mer zefridde si mat eisem Liewen. Dat ass ganz interessant. Also kënnt et erëm op dat un, wat ech gesot hunn, wat hei an der Debatt am Mëttelpunkt steet, nämlech de Mënsch.

An nach méi interessant waren u sech déi Recommandatiounen, déi e gemaach huet un ons Politiker, wou en u sech virschléit, datt mer eis solle manner ëm déi Fro dréien, ob mer elo sollen Decroissance oder Croissance hunn, mee méi dorëms, wat déi Mesurë sinn, déi mer kënnen huelen, fir d'Zefriddenheet an d'Liewensqualitéit vun de Mënschen ze stäerken.

An ech kucken do op d'Madamm Polfer, mat där ech jo zesummen an der Stad verantwortlech sinn, well dem Urbanismus - dat ass eng vun de Mesuren, déi es bevirstinn - kënnt eng ganz wichteg Roll do zou, well et drop ukënnt an de Stied …

Den Här Fayot ass net esou onbedéngt domadder averstanen. Dat kann e mer awer herno och gären hei soen.

Den Här Fayot ass net esou onbedéngt domadder averstanen. Dat kann e mer awer herno och gären hei soen.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.-* Dach, ech si komplett domadder averstanen. Ech fannen et just …

M. Serge Wilmes *(CSV), interpellateur.-* Et ass awer ganz wichteg, iwwert d'Liewensqualitéit …

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.-* Ech fannen et just interessant, Här Wilmes, dass Der d'Stad Lëtzebuerg do als Beispill gitt.

M. Serge Wilmes *(CSV), interpellateur.-* Sot dat herno, Här Fayot, wannechgelift! Dir hutt jo herno Är Riedezäit, da loosst mech just mäi Punkt elo fäerdegmaachen!

Dat ass awer eeben determinant, datt mer ëffentlech Plazen hunn, déi attraktiv sinn, datt mer Parken hunn, datt mer Spillplazen, Vélospisten hunn. An all de Gemengen natierlech, net nëmmen an de Stied. An ech mengen, dat ass eppes, do muss de Fokus weider drop geluecht ginn, well et do net nëmmen da kann zu sozialen Interaktioune kommen, mee et och wichteg ass, fir kënnen einfach emol dobausse sech opzehalen, wat also och eist Wuelbefanne ka steigeren.

Wéi gesot, dat sinn déi Recommandatiounen, déi mer eis gären zu Häerzen huelen, mee wou mer schonn aktiv, mengen ech, och an eise Gemengen an an de Stied drunner schaffen.

An dann hat ech nach an der Ried gesot, datt mer natierlech net eleng dosti mat deem heite Prozess. Et gi jo scho ganz vill Länner, déi och op dee Wee gaange sinn. Ech hat do zitéiert, rezent - 2017 - huet zum Beispill Schweden och esou en Indicateur agefouert respektiv 2019, d'lescht Joer eréischt, Island. Et ginn awer och änlech Beweegungen an der Belsch, Däitschland a Frankräich.

Da gëtt et Neuseeland mat dem „Wellbeing Budget", dat alles fir ze weisen, datt mer do net wierklech eleng sinn, mee mir schreiwen eis an an eng international … An ech kommen dann och direkt zum Schluss, Här President, wann Der mer et erlaabt, well ech sinn do. Ech hu probéiert, esou séier wéi méiglech ze maachen. Mir sinn, wéi gesot, net eleng. Mir schreiwen eis an eng international Beweegung an. Et mécht also Sënn, och do vläicht Synergië sichen ze goen.

Wéi gesot, Här President, wann et dem Land gutt geet, da soll et jo de Leit nach besser u sech goen. Dat ass en Optrag gewiescht vum Premier u sech a seng Regierung. Et ass e Versprieche, dat awer bis haut net komplett ageléist ginn ass, well Fakt ass, datt et de Leit jo awer net onbedéngt wierklech besser geet. D'Leit stinn nach wie vor am Stau, Logement gëtt net wierklech méi abordabel, d'Klimapolitik ass net wierklech equilibréiert a sozial gerecht. Dat heescht, obschonns eise PIB nach ëmmer wiisst a wiisst, stagnéiert awer d'Wuelbefanne vun de Leit, an dat riskéiert, sech nach weider ze degradéieren.

Duerfir gëtt et wierklech awer héich Zäit, datt mer d'Weichen och aneschters kënne stellen. An an där Hisiicht ass einfach de PIB du bien-être e wichtegt Instrument, e Gradmiesser, well en eeben dozou féiere kann, de Bléck ze änneren, nämlech op dat, wat mer brauchen, nämlech op de Mënsch an eis Besoinen, an net just eleng eis nëmmen ze fokusséieren op d'Plus-value, déi geschaaft gëtt vun der Wirtschaft, déi och wichteg ass. Dat eent ass net kontradiktoresch zu deem aneren. Et soll Hand an Hand goen. Et ass complementaire, dee ganzen Usaz.

Et soll also alles och parallell lafen, fir datt mer dann net nëmmen herno en Triple-A kënne kréien - hat ech gesot - um Budgetsniveau, mee och en Triple-A social kënne kréien. An ech mengen, mir sinn eis dann och eens, mir wëlle jo gär, datt eist Land weiderhin en Erfolegsmodell soll bleiwen. Mee bei döser Debatt hei vum PIBien-être, do geet et net abstrakt eeben ëm eist Land, mee et geet ganz konkreet ëm d'Leit, ëm alleguerten d'Leit, déi hei wunnen a schaffen a virun allem hei liewen.

Mee Liewen ass eeben ni just nëmme makroekonomesch, et ass virun allem perséinlech am Alldag. An dofir musse mer eis als Politik eräm mat deem befaassen, firwat mer och gewielt gi sinn, firwat mer do sinn, an dat sinn nun eemol d'Leit. Dat heescht: d'Leit an hiren Alldag, d'Leit an hir Ëmwelt am breede Sënn vum Wuert, d'Leit an hiert Wuelbefannen, dat musse mer besser moosse mat zum Beispill engem PIB vum Wuelbefanne fir eng besser Politik am Sënn vun onse Matbierger.

Dofir ass dem Premierminister säin entre-temps bekannte Saz, jo, säi Verspreche vläicht op kuerz Siicht richteg, mee op laang Siicht misst et awer heeschen: „Wann et de Leit gutt geet, da geet et och dem Land gutt!"

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci villmools, Här Wilmes. Den honorabelen Här André Bauler, deen als éischte Riedner ageschriwwe war, mécht eis och ee klenge Resümmee vu senger Interventioun. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Débat (suite)

M. André Bauler *(DP).-* Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, virun zwou Wochen, den 21. Januar, huet eis déi traureg Noriicht vum onerwaarten Doud vun eisem fréiere Fraktiounschef Eugène Berger erreecht. Dës Nouvelle ass hei am Plenum ukomm, wärend ech meng Ried gehalen hunn. D'Chamberssitzung ass doropshin aus Respekt virun dem Verstuerwenen opgehuewe ginn, an domadder ass och dann den Debat iwwert de PIB du bien-être, deen de Serge Wilmes ugefrot hat, ënnerbrach ginn.

D'Diskussioun gëtt also haut weidergefouert. Dofir erlaabt mer kuerz et à toutes fins utiles, d'Positioun vun der Demokratescher Partei ze rappeléieren, andeems ech an e puer Wierder meng Ried zu dësem Sujet kuerz zesummefaassen!

Fir eis als DP ass et evident, dass d'Politik dem Wuel vum Lëtzebuerger Land verflicht ass an dowéinst déi eenzel Decisiounen och ëmmer dozou bäidroe sollen, dass de Leit konkreet gehollef gëtt, datt d'Liewensbedéngunge vun de Bierger hei am Land verbessert solle ginn.

De PIB du bien-être ass sécherlech en interessanten theoreeteschen Outil, dee weist, dass d'Wuelsi vun enger Gesellschaft net eleng am materiellem Räichtum, um Revenu oder um Besëtz also, läit. Awer ass et fir eis kloer, dass virun allem dat zielt, wat no dësem theoreeteschen Exercice ënnerholl gëtt, wat schlussendlech och bei de Leit ukënnt an hinne konkreet hëlleft.

Sécherlech, en Indicateur wéi de PIB du bien-être kann hëllefen, e méi ëmfaassenden oder eventuell méi ganzheetlechen Iwwerbléck ze kréien iwwert déi global Situatioun vun engem Land oder an engem Land.

Deen Exercice ass dowéinst och wichteg a sënnvoll. Am Endeffekt ass een awer virun allem ëmmer mat follgende Froe konfrontéiert: Wat gëtt gemaach, fir dass et de Leit gutt geet, fir datt se sech méi wuel fillen? Wéi eng Moossnamen hëlt d'Regierung, fir dass et sech besser heiheem liewe léisst? Et ass um Ennpunkt dat, wat d'Leit interesséiert a wat eist Land effektiv weiderbréngt.

D'Politik huet net nëmmen iwwert d'Wuelbefannen nozedenken, si muss virun allem och eppes Gräifbares maachen, fir dass et de Leit besser geet an dass hir Problemer, hir alldeeglech Problemer geléist ginn.

Stéchwuert: Reform vum Elterecongé.

Stéchwuert: Teletravail, do wou den Teletravail Sënn mécht an ëmsetzbar ass.

Stéchwuert: administrativ a wirtschaftlech Dezentraliséierung, an domat Reduzéierung vum Stau, méi Zäit fir Kanner a Famill. Ech denken ëmmer un déi 250.000 eidel Autossëtzer, déi all moies an d'Stad gefuer kommen, wann ech un d'Theema vun der Dezentraliséierung denken. An ech si ganz frou doriwwer, dass eise Kolleeg Léon Gloden d'nächst Woch och zu deem Theema an zur Entwécklung vum ländleche Raum eng Interpellatioun ugefrot huet.

Stéchwuert: Digitaliséierung vun de Verwaltungen a Vereinfachung vun administrative Prozesser.

Stéchwuert: Verbesserung vun eisem Gesondheetssystem a virun allem dem Noutdéngscht, besonnesch och dem Noutdéngscht am ländleche Raum. Dat sinn nëmmen e puer ganz konkreet Felder, op deenen d'Chamber an den Executif Akzenter setze mussen, wann et ëm de sougenannte Bien-être vun de Biergerinnen a Bierger hei am Land geet.

Ech hat a menger Ried och nach betount, datt de klassesche PIB zanter dem Zweete Weltkrich den Indicateur par excellence ass, fir d'Leeschtungsfäegkeet an d'Wirtschaftskraaft vun enger Ekonomie ze moossen. Et ass en Indicateur, deen et erlaabt, fir Vergläicher ze zéien, souwuel am Raum, also tëscht de Länner, wéi och an der Zäit. Mee de PIB ass e quantitativen Indicateur, et ass eng statistesch Konstruktioun mat e sëlleche Schwächten. Denke mer nëmmen un de Passage vum PIB en valeur zum PIB en volume, dee schwéier ze bewierkstellegen ass, virun allem a grad an engem klenge Land, an enger klenger Ekonomie!

De PIB vun enger Natioun gëtt, wéi gewosst, keng Informatiounen iwwert déi sozial an ekologesch Entwécklung. Et ass also keen Indicateur, fir d'Wuelgefill vun der Bevëlkerung vun engem Land a vu senge Bierger méi oder manner prezis ze moossen.

Mir brauchen endlech e gemeinsaamt Instrument, fir de PIB du bien-être op europäeschem, op EU-Niveau ze moossen. Dat Instrument soll esou fein wéi méiglech sinn, fir datt mer en zimmlech zouverlässegt Bild vum Entwécklungsstand vun enger Vollekswirtschaft zeechne kënnen. Dorunner muss also eiser Meenung no nach geschafft ginn.

Mir sollten an Zukunft vill méi iwwert déi Facteuren diskutéieren an nodenken, déi zu eisem Wuelbefanne bäidroen, wéi iwwert de materiellen oder de quantitative Wuesstem u sech. De Statec huet sou zum Beispill preziséiert, datt am Beräich vun der urbaner Organisatioun d'Erfarung gemaach gouf ... De Serge Wilmes, deen elo net méi heibannen ass, gesinn ech, hat dat awer elo ugeschwat, wat d'Stad Lëtzebuerg ugeet. Ech géif elo en anert Beispill nach huelen.

Also de Statec, deen zum Beispill preziséiert, datt am Beräich vun der urbaner Organisatioun d'Erfarung gemaach gouf, datt den Amenagement vu Gréngraim, Foussgängerzonen, Shared Spaces, wéi zum Beispill zu Bartreng bei mengem Fraktiounskolleeg Frank Colabianchi, Vélosweeër oder och nach eng Verbesserung vun der Qualitéit vum ëffentlechen Transport dozou bäidroen, datt d'Leit sech méi wuel fillen.

Esou Initiativen erméiglechen, datt d'Leit sech manner gestresst spieren a sou sozial Relatiounen entwéckele kënne bezéiungsweis Reseauen opbauen. Empiresch Studien - a wann et mech gutt erënnere kann, hat de Serge Wilmes dat och a senger Ried virun zwou Woche mentionéiert -, empiresch Studien hunn nämlech gewisen, dass d'Liewenszefriddenheet mat der Qualitéit vun de Bezéiungen an dem Vertrauen tëscht den eenzelne Bierger wiisst.

Laangfristeg, sou soen d'Etüden, wier den Impakt vum Vertrauen tëscht de Leit op d'Liewenszefriddenheet bal zweemol esou staark wéi den Impakt vum wirtschaftleche Wuesstum, esou de Statec. Dowéinst wéilt ech ofschléissend nach eemol ënnerstraichen: Och wann et wichteg ass, fir de PIB du bien-être als Moossinstrument ze entwéckelen an ze verfeineren, sou sollte mer eis dach bewosst sinn a

bleiwen, datt d'Plus-value vun esou engem Indicateur nëmmen da geséchert ass, wa se an der Politik konkreet ëmgesat gëtt.

De PIB du bien-être ass also a bleift en Theema. Konzeptualiséieren a Studéieren ass an deem Kontext natierlech gutt, och wat d'Verfeinerung vun deem Moossinstrument ugeet. De Serge Wilmes hat et virdrunner evoquéiert. Ech géif mer awer erlaben, als Ekonomist ze bedenken ze ginn, datt mer net all Joer kënnen dorunner kniwwelen oder fummele goen, wéi de Lëtzebuerger seet, well soss hu mer iwwerhaapt keng Vergläichsméiglechkeet méi. An dat sollte mer awer tunlechst vermeiden.

Konkreet Handelen ass also ëmmer nach besser wéi just Konzeptualiséieren a Studéieren.

Dat ënnerstrach, soen ech Iech, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Merci fir d'Nolauschteren a freeë mech dann op eng weider interessant Debatt hei am Plenum och a grad a Presenz vun eisem neie Wirtschaftsminister, dem Här Franz Fayot.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Bauler. Als éischte Riedner fir haut de Mëtteg ass den honorabelen Här Yves Cruchten agedroen. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption et concertation interne)

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Villmools Merci, Här President. Et ass jo eigentlech keng nei Debatt, déi mer haut féieren. A wéi déi leschte Kéier och schonns de Serge Wilmes gesot huet, hate sech jo d'Regierungsparteien - d'CSV an d'LSAP - schonns am Joer 2009 op de Fändel geschriwwen, d'Wuelbefannen ze moossen an e Complement zum PIB ze erstellen.

An obwuel zanterhier vill wäertvoll Aarbecht geleescht gouf, sief et vum Statec oder vum Conseil économique et social oder nach vum Conseil supérieur pour un développement durable, sou huet sech awer bis haut kee kloren, fir jidderee verständlechen, awer virun allem gesellschaftlech akzeptéierten Index erausgeschielt, dee géif reegelméisseg aktualiséiert ginn.

A mengem Rapport zum Budget hat ech mer jo dëst als Theema geholl an ech hu probéiert, hei eng Debatt ze relancéieren. Aus dësem Grond a well ech mech net gäre widderhuelen, ginn ech net méi weider op alles an, wat ech viru knapps engem Mount gesot hunn.

Et ass mer an Uleies, fir dem Interpellant, dem Serge Wilmes, op dëser Plaz nach eemol e grousse Merci ze soe fir dës Debatt haut an him och ze gratuléiere fir, fannen ech, eng ganz remarkabel Interventioun, déi en hei hat, an där hien et fäerdegbruecht huet, a kuerzer Zäit all d'Enjeue vun dëser dach komplexer Diskussioun ze resuméieren. An déi Debatt haut, déi erlaabt et eis, nach eemol a méi déif gräifend op d'Fro vum PIB du bien-être anzegoen, dat Ganzt eebe lassgeléist vun dem budgetärpolitesche Kontext.

Ech wëll och direkt virausschécken, dass de Serge Wilmes an ech eis net ofgeschwat haten. Mee dass mir eis onofhängeg vuneneen déi selwecht Gedanke gemaach hunn, ënnerstraicht vläicht och d'Wichtegkeet vun dëser Debatt.

An et ass och scho gesot ginn: Mir sinn net eleng, déi eis déi Froe stellen. Ob am Vereenegte Kinnekräich, a Frankräich, Italien oder an Neuseeland, iwwerall gëtt iwwert de Bien-être, de Well-Being, also d'Wuelbefannen diskutéiert.

Fir Lëtzebuerg ass et awer vläicht nach méi wichteg wéi fir anerer, där Fro op de Fong ze goen. Déi kontrovers Diskussiounen an de leschte Jore ronderëm de Lëtzebuerger Wuesstumsmodell féieren der Politik virun Aen, dass d'Leit d'Fro nom Sënn vum Wuesstum stellen.

A wa mer éierlech sinn, da musse mer eis och agestoen, dass bis dato d'Politik keng zefriddestellend Äntwert konnt ginn. Well déi richteg Äntwerte sinn dach méi komplex, wéi just eleng ze soen, de Wuesstum sollt gebremst ginn, oder wa mer eis just eleng mat de Konsequenze vum Wuesstum, also dem Verkéier an de Wunnengspräisser ofginn. A wa mir dann iwwert de Wuesstum schwätzen, da schwätze mer ëmmer, bal ëmmer nëmmen iwwert de klassesche PIB.

Fir alle falschen Iddien direkt aus dem Wee ze goen: De PIB soll net ersat ginn. Mir brauchen de PIB, well sech eng ganz Partie Donnéeë vum PIB ofleeden. De PIB gëtt no europäesche Reegele gerechent a moosst d'Valeur ajoutée vun den Aktivitéiten, déi op engem Territoire stattfannen.

Wann ech zum Beispill muer en Accident hu mat mengem Auto, deen ech an d'Garage ginn, fir e flécken ze loossen, da geet de PIB automatesch erop. Op där anerer Säit ass et awer esou, dass, wann ech zum Beispill eng wäertvoll Aarbecht doheem oder a mengem Quartier fir meng Famill oder fir meng Nopere leeschten, dës Aarbecht net an deen normale PIB afléisse kann.

De Problem ass hei net de PIB u sech. De Problem ass, dass d'Erwaardungen, déi iwwerall op der Welt an de PIB gestach ginn, wäit iwwert dat erausginn, wat en eis ka soen. Et brauch also nieft deem klassesche PIB en anert Instrument, wat eis Opschloss gëtt iwwert d'Wuelbefanne vun de Bierger.

All Land ass hei anescht a senge Virausseztungen, senge Virstellungen, senge politesche wéi och senge gesellschaftleche Realitéiten. Dofir ass et och normal, dass all Land seng eegen Äntwerte sicht a seng eegen Approche definéiert. All Land mécht seng Gewiichtung, well et an all Land ënnerschiddlech Virstellunge vu Wuelbefanne gëtt. An all Land huet vläicht och e liicht anere Contrat social.

Well all Land anescht ass, kënne mir eis et net einfach maachen an e Modell aus dem Ausland kopéieren, mee mir mussen eis eegen Approche definéieren. Dat verhënnert awer net, dass ee sech an d'Ausland eppes ukucke geet, sech inspiréiere léisst. Ech denke grad wéi de Serge Wilmes, dass déi Iddi vun Neuseeland interessant ka si fir eis.

Déi neuseelännesch Regierung huet den 30. Mee e Budget virgestallt, deen esou munches op d'Kopp stellt. Dréi- an Aangelpunkt ass hei d'Wuelbefannen. E fousst op sechs politesche Prioritéiten, dorënner d'Lutte géint d'Kanneraarmut an d'Verbessere vun der mentaler Gesondheet vun de Leit. Konkreet heescht dat zum Beispill, dass bis zum Horizont 2024 an Neuseeland 325.000 Leit weider sollen Accès kréien zu engem neie Service fir déi mental Gesondheet.

De Budget vun Neuseeland huet eng ganz Rei weider chiffréiert Ziler fir de moyen Terme a verdeelt déi finanziell Mëttelen no dësen thematesche Prioritéiten an Objektiver. D'Budgetsartikele vum Staat sinn also net en fonction vu Ministèrë ventiléiert, mee en fonction vun de Politikfelder. Am Virfeld vun hirem Budget sinn duerfir interministerielle Comitéen zesummekomm, fir Mesuren auszeschaffen am Sënn vun de sechs Prioritéiten, déi deemools festgehale goufen. An dëst transversaalt Denken, dat sollte mer eis virun Ae behalen.

Et ass och ze begréissen, dass d'Regierungscheffinne vun Island a vu Schottland, d'Madamm Jakobsdóttir an d'Madamm Sturgeon, sech mat der neuseelännescher Premierministesch concertéiert hunn - hei elei dräi Fraen -, fir zesummen eng Well-Being-Initiativ ze huelen. Déi isländesch Regierungscheffin huet dann och den 3. Dezember zejoert ugekënnegt, an Zukunft nei sozial Indicateuren ausschaffen ze loossen. Dës kënnen an der zukünfteger Budgetsplanung vun hirem Land berücksichtegt ginn, och virum Hannergrond, dass duerch de Klimawandel en Deel vun den natierleche Ressourcë vun Island, zum Beispill den Okjökull-Gletscher, wuertwiertlech ewechschmëlzen.

Interessant ass och, dass Groussbritannie fir hiren National Well-being Dashboard e Sousindicateur benotzt, dee moosst, wivill Prozent vun de Leit op d'mannst eemol Benevolat gemaach hunn an de leschten zwielef Méint. Dat ass doduerch interessant, well e klassesche PIB ni déi wäertvoll Aarbecht ka moossen, déi onentgeldlech gemaach gëtt, zum Beispill aus Solidaritéit zu de Matmënschen.

De Lëtzebuerger PIB du bien-être hat, wéi de Serge sot, 63 Sousindicateuren. Deen englesche National Well-being Dashboard huet der 43. De Canadian Index of Wellbeing huet der 64 an den italieenesche Benessere equo e solidale huet der 130. Dëst weist eis kloer, wéi ënnerschiddlech un déi Saach erugaange gëtt.

An deem Kontext wéilt ech awer och Follgendes umierken: De Statec hat a sengem 244 Säite laange Rapport „PIBien-être: The report" de synthetiséierte Luxembourg Index of Well-Being mat verschiddene Gewiichtunge vun de Sousindicateure gerechent, nämlech no de Rankingen, déi d'OECD fir Frankräich, Däitschland an d'Belsch fir hir Better Life Initiative benotzt huet.

An egal wéi eng Gewiichtung vun der OECD de Statec fir seng Berechnunge genotzt huet: D'Evolutioun vum Lëtzebuerger Index of Well-Being iwwert den Zäitraum 2009-2015 war ëmmer déi selwecht an d'Resultater hunn dobäi nëmme ganz, ganz liicht variéiert.

Am Resümmee kann een also feststellen, dass d'Konklusioune vun engem Index vum Wuelbefanne méi zolidd sinn, wéi Eenzelner eis dat heiansdo wëlle soen.

Nieft deene méi objektiven, moossbare Sousindicateure spillen awer och déi méi subjektiv Sousindicateure beim Erfaasse vum Wuelbefannen eng fundamental Roll. De World Happiness Report, eng Publikatioun, déi eemol am Joer vum United Nations Sustainable Development Solutions Network erstallt gëtt, probéiert, nei Erkenntnisser ze kréien iwwert d'Facteuren, déi zum Wuelbefanne vum eenzelne Bierger féieren.

An der Editioun vun 2019 kënnt Lëtzebuerg op eng ganz respektabel 14. Plaz tëschent 156 Länner. Wann een allerdéngs méi an den Detail geet, da stellt ee fest, dass bei deene sechs ugefouerten Determinante Lëtzebuerg zwar op eng exzellent 2. Plaz kënnt beim PIB pro Kapp, mee just nach op eng ganz mëttelméisseg 62. Plaz kënnt, wann een dee méi subjektiven Determinant „positive affect" bei der Enquête kuckt, also d'Fro, ob déi befrote Persoun deen Dag virun der Enquête zum Beispill eng Kéier richteg laache konnt.

Wann een de Lëtzebuerger Kontext vun engem iwwerduerchschnëttleche materielle Räichtum kennt, da weess een, wéi wichteg et ass, sech net op reng objektiv oder monetär moossbar Indicateuren ze verloossen. Si ginn eis net eleng Opschloss iwwert d'Wuelbefanne vun de Leit. D'Wichtegkeet vun engem equilibréierten Indicateur vum Bien-être och mat subjektiven Elementer wéi der perséinlecher Sécherheet, de soziale Kontakter oder dem Gefill vum Secheleng-Fille gëtt dann och an der sechster Recommandatioun vum Rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi ervirgestrach.

Insgesamt huet de World Happiness Report an enger statistescher Regressioun all d'Äntwerten aus den 156 Länner ausgewäert. En huet dobäi festgestallt, dass dee méi subjektiven Indicateur vun der sozialer Stäip, also d'Fro, ob een am Noutfall eng Persoun huet, där ee sech kann uvertrauen, dass dësen Indicateur d'Satisfaktioun op enger Skala vun 0 bis 10 ëm 2,4 Punkten erhéicht, wann een d'Fro vun der Presenz vun enger sozialer Stäip ka mat Jo beäntweren.

Une voix.- Très bien!

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Wann ee wéilt d'Satisfaktioun mam Liewen ëm déi selwecht Gréisstenuerdnung duerch de PIB pro Kapp eropsetzen, misst dee sech, statistesch gesinn, mam Facteur aacht multipliziéieren. Ganz einfach ausgedréckt: Et ass statistesch bewisen, dass de materielle Räichtum eleng eng Gesellschaft net méi glécklech maache kann.

Dat selwecht gëllt natierlech och fir de Konsum. De Konsum eleng kann héchstens kuerzfristeg Satisfaktioun bréngen. Sou kann ech mech zwar nach ëmmer freeë wéi e klengt Kand, wann ech en neien Auto kréien, mee et ass näischt am Verglach mat der laangfristeger Zefriddenheet, déi ech selwer kréien oder ka mat aneren deelen, wann ech mech zum Beispill an engem Veräin engagéieren, Sport maachen, Musek maachen oder soss eppes.

Bei menger Virbereedung op haut hunn ech nach eemol a mengem Budgetsrapport gebliedert, well ech jo eebe wollt verhënneren, nach eemol genau dat selwecht ze zielen. An dunn ass mer awer opgefall, dass ech een Aspekt zwar ugeschnidden hat, nawell hätt dësen et verdéngt gehat, dass ech mech méi am Detail domat beschäftegt hätt. Et ass dee vun der Wichtegkeet, an ech mengen, de Serge hat et zum Deel och scho gesot, der Wichtegkeet vun der gesellschaftlecher Akzeptanz.

Als Parteie kënne mir haut doriwwer diskutéieren, wivill Indicateuren dass mer brauchen a virun allem wat fir eng Indicateure mir solle festhalen, eventuell och wat fir eng Gewiichtung mer deene solle ginn. Dat wär ganz sécher interessant. Fir meng Partei ass et selbstverständlech déi grouss Fro vun Ongläichheeten, d'Fro vun der Verdeelung vum Räichtum, d'Fro awer och vun der Aarbecht, hirer Qualitéit, hirer Vereenbarkeet mam Familljeliewen oder d'Fro vun der perséinlecher Sécherheet, der Gesondheet, vun enger intakter Ëmwelt, vun de soziale Kontakter oder och nach insgesamt den Zesummenhalt an eiser Gesellschaft.

Mee méi wichteg ewéi dat ass et, egal wéi een zukünftege PIB du bien-être soll ausgesinn, dass e gedroe gëtt vun de Mënschen, ëm déi et jo hei geet. Nëmme wann et e breede Konsens doriwwer gëtt, wat mer moossen, kann esou en neit Instrument, fir d'Wuelbefanne festzestellen, och en Erfolleg ginn. Wann et herno just en Instrument gëtt fir d'Politiker a fir d'Experten, dann ass dat Ganzt zum Scheitere verurteelt.

Mir Politiker hunn allze dacks d'Tendenz, dass mer mengen ze wëssen, wat eis Bierger genee denken, wat fir si wichteg ass. Dat ass awer net ëmmer de Fall.

Op Initiativ vum däitsche Bundestag huet déi däitsch Regierung am Joer 2015 wärend sechs Méint mat dem Biergerdialog „Gut leben in Deutschland - was uns wichtig ist" net manner wéi 200 Workshoppen organiséiert, wou eng 8.500 Biergerinnen a Bierger matgemaach hunn. Bei ronn 50 vun dëse Workshoppe konnte si mat Regierungsvertrieder diskutéieren. Donieft gouf eng Plattform ageriicht, fir Onlinekommentaren ofzeginn, mee och iwwer Postkaarte konnten d'Leit der Regierung schreiwen an hir soen, wat hinne wichteg ass.

D'Leit si souwuel gefrot ginn, wat fir si perséinlech an hirem Liewe wichteg ass, mee och wat si mengen, wéi d'Liewensqualitéit generell bei hinnen an Däitschland kéint verbessert ginn. Opgrond vun all dëse Questionnairen, perséinleche Postkaarten, Biergerdialogen ass dunn eng wëssenschaftlech Auswäertung gemaach ginn. An eréischt duerno ass en nationalen Indicateur zum Wuelbefannen ausgeschafft ginn.

Interessant ass heibäi festzestellen, dass dëst eng iwwerparteilech parlamentaresch Initiativ vun de véier grousse Fraktiounen am Bundestag war, der CDU/CSU, der SPD, der FDP an deene Gréngen. E breeden, iwwerparteileche Konsens misst och hei méiglech sinn, well keng Partei de Monopol op d'Wuelbefanne vun de Leit huet, mee och, well d'Leit e Recht drop hunn, hir Doleancë fir e gutt Liewen zum Ausdrock ze bréngen.

Ech kéint mer perséinlech gutt virstellen, dass esou eng Initiativ fir eng méi participativ Approche och vun der Lëtzebuerger Chamber kéint ausgoen. Hei kéint nieft der Zivillgesellschaft, de Gewerkschaften, de sozialen oder karitativen Associatiounen an Ëmweltverbänn jiddwereee matmaachen a säint bäidroen.

A vläicht ass et eis souguer méiglech, dass all am Parlament vertruede Parteien dës Initiativ ënnerstëtzen. Et wär e staarkt Zeechen no baussen, fir ze weisen, dass et, och bei allen Ënnerscheeder tëschent de Parteien, bei alle verschiddene Meenungen an Opfaassungen, awer nach méiglech ass, bei grousse Froen, déi eist Land an eis Gesellschaft beschäftegen, iwwert d'Parteien ewechzekucken an dat Weesentlecht am A ze behalen.

Mir géifen eis domat och als Chamber opwäerten, wa mer eis selwer abréngen an net alles op d'Regierung ofwälzen. Wa mir et an der nationaler Politik fäerdegbréngen, zesummen eng breet Diskussioun ze féiere mat de Bierger iwwer wat fir eis d'Kärelementer vun enger gesonder, glécklecher Gesellschaft sinn, enger Gesellschaft, déi gutt fonctionéiert, an där jiddweree seng Plaz huet, well se solidaresch ass, da bréngen mir et och fäerdeg, an enger zweeter Etapp en Indicateur opzestellen, dee Joer fir Joer moosse kann, ob mir dëse Prioritéite méi no kommen oder ob mer eis dovun ewechbeweegen.

Wa mir et fäerdegbréngen, dass all Sousindicateur all Joer aktualiséiert gëtt an esou all Joer e synthetiséierte „Luxembourg Index of Well-Being" ka gerechent ginn, da wiere mer virun allem och an der Evaluatioun vun der Effikassitéit vun eise Politicken e grousst Stéck méi wäit, well da kënne mer Joer fir Joer vergläichen, wéi eng Beräicher vum Liewen, Aarbecht, Logement, Ëmwelt et cetera, a wéi eng Richtung evoluéiert hunn. Doropshi kënne mir eis Politicken ajustéieren amplaz heiansdo awer eng Navigation à vue ze maachen.

Wéi de Rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi et schonn treffend op de Punkt bruecht huet, ech zitéieren en: « Ce que l'on mesure a une incidence sur ce que l'on fait ; or, si les mesures sont défectueuses, les décisions peuvent être inadaptées. » Jo, wa mir dat fäerdegbréngen, da bréngen mir et vläicht och fäerdeg, eng Äntwert ze ginn op déi essenziell Fro: Wéi ee Wuesstum wëlle mer fir eist Land?

Kloer ass awer, dass Wuesstum kee Selbstzweck duerf sinn. D'Politik ass derfir do, d'Jalonen esou ze setzen, dass de Wuesstum jiddwereengem zeguttkënnt. Mir musse mat eisem Wuesstum et fäerdegbréngen, d'Ongläichheeten tëschent de Leit erofzedrécken an esou en inklusive Wuesstum ze hunn.

Bréngen mir et net fäerdeg, alle Bierger am Land e Liewen an Dignitéit ze erméiglechen, da wäerten der ëmmer méi de Kapp réselen, wa si héieren, de PIB wier eropgaangen, awer perséinlech fillen, dass et nom Bezuele vum Loyer och dëse Mount erëm knapps gëtt, fir déi zwee Enner beienanerzekréien.

Et geet hei also och ëm d'Vertrauen, dat d'Bierger an eis Institutiounen hunn. De PIB du bien-être, wann en all Joer kéint aktualiséiert ginn, gëtt den Alldagsuerge vun de Leit eng nei Visibilitéit, grad ewéi där wäertvoller Aarbecht, déi zum Beispill de Statec elo schonn zum Bien-être mécht, zum Beispill am Rapport travail et cohésion sociale.

Erlaabt mer nach eng Kéier de Rapport Stiglitz ze zitéieren: « Il semble souvent exister un écart prononcé entre, d'une part, les mesures habituelles des grandes variables socio-économiques comme la croissance, l'inflation, le chô-

mage, etc., et, d'autre part, les perceptions largement répandues de ces réalités. […] Ce phénomène a, dans certains pays, sapé la confiance à l'égard des statistiques officielles […] et a une incidence manifeste sur les modalités du débat public sur l'état de l'économie et les politiques à conduire. »

De PIB du bien-être hëlleft deemno de politesche Mandatairen, déi reell Problemer am Liewe vun de Leit méi séier ze erkennen. Och gëtt en e méi zouverlässegt Bild iwwert d'Liewen hei zu Lëtzebuerg.

Eng gutt Gouvernance mat enger sachlecher Ausenanersetzung iwwert déi Problemer, déi mir ënner anerem och duerch de PIB du bien-être feststelle kënnen, ass de Garant derfir, dass d'Biergerinnen an d'Bierger net d'Gefill kréien, dass si net méi eescht geholl ginn. Et ass also och de Garant derfir, dass mir muer net erwächen an enger Welt, wou déi, déi am häerteste bläre mat hiren einfache Léisunge vum ee géint deen aneren déi ëffentlech Debatt dominéieren a sech esou e Vertrauensverloscht bei de Bierger zunotze maachen.

Ech mengen, et sollt eis alleguerten zesummen deen Effort wäert sinn, an dësem Sujet weiderzekommen an dem Statec an aneren Instanzen déi néideg Mëttele bereetzestellen, fir dësen Erwaardunge gerecht kënnen ze ginn.

Villmools merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Cruchten. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären: „Bruttoinlandsprodukt oder PIB, dat Wuert kléngt, wéi wann de Fleeschfaserzouwuess an enger Héngerziichterei géif gemooss ginn", stoung an engem däitschen Artikel ze liesen. An effektiv fonctionéiert de PIB op eng änlech Manéier. Dat heescht, beim Bruttoinlandsprodukt geet et, fir bei dësem Beispill ze bleiwen, weeder ëm d'Qualitéit vum Fleesch nach ëm eng aartgerecht Déierenhaltung. Et geet eenzeg an eleng ëm d'Quantitéit vum Fleesch, wat zu Lëtzebuerg produzéiert, verkaaft a giess gëtt. Dat heescht, wat d'Hénger méi gemäscht ginn a wat mir méi Fleesch iessen, wat eise PIB méi eropgeet.

En anert Beispill, wat d'Absurditéit vum PIB als Moossgerät vum Wuelstand souzesoen ënnerstäicht, ass follgend: Wann zwee Brëllendréier ze vill Miseler Wäin drénken, sech fatzeg zerklappen an hire Brëll duerno flécke musse loossen, steigere se de PIB. An dat direkt dräimol: doduerch, datt se de Lëtzebuerger Wäibau ukuerbelen, doduerch, datt se dem Optiker Aarbecht verschafen, an doduerch, datt se therapeutesch Servicer an Usproch mussen huelen, fir hire Suchtproblem an de Gréff ze kréien.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Déi Zeen war richteg.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- An och en Hoerschnëtt, Här Gibéryen, dréit zum PIB bäi.

Une voix.- Très bien!

(Hilarité)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Dat ass awer gutt.

A wa mir an der Logik vum PIB weiderhi bleiwen, dann ass et och richteg ze behaapten, datt all Autosaccident eiser Wirtschaft zeguttkënnt, well mat der Reparatur vun Autoe verdéngen d'Garagiste jo net nëmme Geld a schafen Aarbechtsplazen, se droen och zum Wuesstum bäi.

An net anescht ass et bei enger Fabrik, déi d'Ëmwelt mat Chemikalie verseucht. Dës Fabrik steigert déi wirtschaftlech Leeschtung vum Land am selwechte Mooss wéi en änleche Betrib, deen ëmweltschounend produzéiert. An dobäi kommen dann déi spezialiséiert Servicer a Betriber, déi agesat musse ginn, fir d'Pollutioun nees ze behiewen. An och si kuerbelen de PIB un.

Dat heescht, souguer d'Ëmweltverschmotzung wierkt sech positiv op d'Bruttoinlandsprodukt aus, onofhängeg dovun, wivill Ressourcen zerstéiert ginn, onofhängeg dovun, wivill Krankheeten doduerch entstinn a wat dës Krankheeten de Sozialsystem kaschten, an onofhängeg dovun, wéi héich de Betrag ass, deen d'Steierzueler laangfristeg fir net geleeschten Ëmweltschutz musse bezuelen.

An deem Kontext huet dat däitscht Bundesëmweltamt ausgerechent, datt eng Tonn Feinstëbs Ëmwelt- a Gesondheetsschied an der Héicht vun 59.700 Euro verursaacht. Dat heescht, datt déi 2.660 Tonne Feinstëbs, déi an engem Joer zu Lëtzebuerg verzeechent ginn, e Schued vun iwwer 158 Milliounen Euro verursaachen.

Änlech ass et och bei den Emissioune vum Stéckoxid, wou eng Tonn zu engem Schued vu 15.000 Euro féiert. Bei iwwer 12.000 Tonnen am Joer ginn dat iwwer 180 Milliounen Euro, déi direkt oder indirekt op de Steierzueler entfalen, fir d'Schiednis ze behiewen oder ze kompenséieren. A wann ech vu Steierzueler schwätzen, da mengen ech domat eis alleguer.

Eng aner Zuel, déi och net vum PIB erfaasst gëtt, sinn d'Krankheets- an d'Stierffäll, déi duerch d'Ëmweltverschmotzung verursaacht ginn. Esou huet déi europäesch Ëmweltagence an hirem kierzleche Rapport vun 2019 drop higewisen, datt d'Loftverschmotzung an eisem Land zu ganzer 576 fréizäitege Stierffäll gefouert huet. Dat kënnt duerch chronesch Longen- an Häerzkreeslafkrankheeten, wou d'Leit méi séier verstierwen, wéi wa se an enger propperer Loft liewen an déi Krankheete guer net kréien. Dat si wäit méi Affer wéi déi, déi mer am Stroosseverkéier ze verzeechnen hunn. Wéi gesot, all dës alarmant Zuele spillen am PIB net déi geréngste Roll.

Dir Dammen an Dir Hären, wann een dann op där anerer Säit bedenkt, datt Phenomeener wéi Prostitutioun, Mënschenhandel an Drogekriminalitéit d'Bruttoinlandsprodukt duerch all hir negativ Nieweneffekter an d'Luucht dreiwen, da weess een och, datt de PIB definitiv net als Gradmiesser vum Wuelstand an eisem Land kann ugesi ginn, dat ëmsou méi, well och d'Gerechtegkeet bei der Verdeelung vum Räichtum keen Afloss op de PIB huet, oder, anescht ausgedréckt, de PIB klëmmt och dann, wa bei der breeder Mass vun der Bevëlkerung kaum eppes ukënnt.

Net vum PIB erfaasst ginn awer och déi alternativ Asazméiglechkeete vu ville Spezialisten, Beschäftegten a Servicer - misste se hir Zäit net domat verbréngen, d'Schied vum onkontrolléierte Wuesstum nees ze behiewen. Op deene Gebidder ass de PIB ganz einfach blann. An en ass och blann, wann et drëms geet, de Wäert vun der héich qualifizéierter Aarbecht a vum Wëssen ze erfaassen, op dat eis Wirtschaft an eis Gesellschaft kënnen opbauen.

Doriwwer eraus gëtt och de Wäert vun der onbezuelter Care-Aarbecht, der Fleeg a vum Benevolat net am PIB erfaasst - ech mengen, och den Yves Cruchten huet dat ënnerstrach -, obwuel dës Aarbechtsformen eigentlech eng grouss Plus-value fir eis Gesellschaft a fir hire sozialen Zesummenhalt duerstellen.

Här Minister, alles dat sinn déi fir eis zu Recht kritiséiert blann Flecken op der Landkaart vum PIB. An awer ass dësen Indicateur nach ëmmer allmächteg, kann ee bal soen, wann et ëm d'Bewäertung vun eisem Räichtum geet, och am internationale Kontext!

Här President, soulaang wéi déi wirtschaftlech Entwécklung vun eisem Land nom Zweete Weltkrich rasant biergop gaangen ass a wéi och de private Wuelstand an de Konsum an engem historesche Mooss gewuess sinn, war dat u sech kee Problem. An dunn huet d'Fro sech och wäit manner gestallt wéi haut. Mee mat der Uelegkris ass d'Diskussioun lassgaangen. Mat der Uelegkris an de Joren 1973/1974 sinn ëmmer méi Ekonomisten, Politiker, awer och Bierger sech bewosst ginn, datt d'Entwécklung sech net onbehellegt verlängere léisst, virun allem net dann, Dir Dammen an Dir Hären, wa se vun natierleche Ressourcen ofhänkt an doriwwer eraus zu sozialen Ongerechtegkeete féiert.

Déi steigend Uelegpräisser an den 1970er-Joren hu jo net nëmmen d'Energiekäschten um Niveau vun der Stolproduktioun massiv an d'Luucht gedriwwen, si hunn eng massiv Stolkris carrement bewierkt. Si hunn dozou gefouert awer och, datt d'Kris op d'Käschte vun de Salariéen ausgedroe ginn ass, mam Resultat, datt e massive Sozialkonflikt entstanen ass, deen den 9. Oktober 1973 zum Generalstreik gefouert huet. Spéitstens dee Moment stoung eppes fest. Et stoung fest, datt d'Politik et verpasst hat, schonn deemools, sech déi néideg Instrumenter ze ginn, fir déi wirtschaftlech Entwécklung an déi richteg Bunnen ze lenken. A se hat et och verpasst, sech déi néideg Instrumenter ze ginn, fir ressourcëschounend ze produzéieren an d'Wirtschaft ze diversifizéieren.

Ech mengen awer och domat Instrumenter, déi d'Alarmklacke lauden dinn, wann d'Schéier tëschent Aarm a Räich ufänkt ze wuessen, wa se ëmmer méi grouss gëtt, onofhängeg vun der jeeweileger Konjunktur.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn eis eens, et läit mëttlerweil op der Hand, datt mir esou Instrumenter brauchen. Si kënnen de PIB sécherlech net ofléisen. Si kënnen a mussen de PIB awer ergänzen, fir datt déi ekonomesch Entwécklung, déi sozial Gerechtegkeet an d'Wuelbefanne vun de Bierger Hand an Hand ginn a sech net wéi an der Vergaangenheet géigesäiteg am Wee stinn.

Domat sinn ech beim Wuert, ëm dat et haut geet, beim PIB du bien-être oder Wuelstandsindex, deen, wéi gesot, net just de finanzielle Wäert vun de produzéierte Wueren a Servicer an eisem Land zréckspigelen däerf. Och de Raubbau, deen op d'Käschte vun eiser Gesellschaft, der sozialer Gerechtegkeet an der zukünfteger Entwécklung vun eisem Planéit geet, muss gemooss ginn.

Fir eise reelle Wuelstand finanziell ze berechnen, missten eigentlech d'Follgekäschten an d'Schied vun der Entwécklung, déi ech virdru genannt hunn, monetär bewäert ginn an nees vum Bruttoinlandsprodukt ofgezu ginn, esou zum Beispill d'Follgekäschte vun de Feinstëbsa Stéckstoffemissiounen, déi ech virdru jo kloer chiffréiert hunn. Eréischt dee Moment kéime mer op dee Wuelstandsindex, deen der Realitéit vun eiser Ekonomie entsprécht.

Dat ass natierlech net esou séier gemaach wéi gesot. An dowéinst ass et och duerchaus verständlech, datt a ville Länner scho jorzéngtelaang un alternative Modeller an Indicateure gebastelt gëtt, fir de PIB du bien-être an all sengen Dimensiounen ze definéieren.

Quitte datt nach keen neie Modell sech um internationale Parquet konnt duerchsetzen, esou ass et awer positiv, datt ëmmer méi Länner entspriechend Indicateuren ausschaffen an déi Indicateuren och schonn zum Deel applizéieren.

De Kolleeg Yves Cruchten ass a sengen Ausféierungen am Detail op déi Länner agaangen an och op d'Methoden, déi se uwennen. Ech nenne just emol Neuseeland, wou d'Regierung sech mat de sougenannte Well-Being-Priorities eng nei Prozedur ginn huet. Wat Frankräich ugeet, wat jo eist direkt Nopeschland ass, esou ass schonn am Joer 2008 eng Kommissioun an d'Liewe geruff gi mam Numm « Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social ». Hir Missioun besteet doran, déi ekonomesch kollektiv Leeschtung net méi just duerch e quantitative Brëll ze kucken, mee och qualitativ a sozial ze bewäerten.

An och en anert Nopeschland, wat direkt un der Dier ass, dat ass Däitschland. Däitschland huet e Wuelstandsindicateur definéiert, dee sech kloer vum Wuesstumsfetischismus distanzéiert, wéi e Journalist sech an der „Süddeutsche Zeitung" ausgedréckt huet. Konkreet bezitt dësen Indicateur sech op dräi Theemefelder mat 63 verschiddenen Indicateuren, op déi ech awer elo net wëll am Detail agoen.

Aner Länner, déi ganz aktiv sinn och, sinn Island a Schottland, déi zesumme mat Neuseeland eng gemeinsam Initiativ gestart hu mam Numm Well-Being-Economy Governments. Dat heescht, eng international Zesummenaarbecht gesi mir och als ganz sënnvoll un.

Dir Dammen an Dir Hären, och wann all dës Initiativen nach méi oder manner an de Kanerschong stiechen a virun allem nach net weider evaluéiert gi sinn, wou ech den Alex Bodry wéilt zitéieren, deen an der Budgetskommissioun erklärt huet, datt een eréischt kéint esou e Modell ferderen, wann ee wéisst, datt en an anere Länner gegraff huet, menge mir, datt awer och Lëtzebuerg direkt misst hei lassleeën an datt un der Daseinsberechtegung vum PIB du bien-être eigentlech keen Zweifel méi däerf bestoen, och wann en nach muss weider entwéckelt ginn an evaluéiert ginn.

Op alle Fall sinn dës Initiative wichteg, fir politesch Entscheedungen endlech op Basis vun ekonomeschen, ekologeschen a sozialen Indicateure bewäerten ze kënnen a fir e Moossinstrument ze schafen, wat der Politik eng Orientéierungshëllef an Decisiounshëllef bitt, éier et ze spéit ass.

Dës Indicateure sinn awer och vun Notzen, wann et drëms geet, Dir Dammen an Dir Hären, eng Evaluatioun vun de Politiques publiques virzehuelen, esou wéi d'Chamber sech dat jo op de Fändel geschriwwen huet. D'Zil vun där geplangter Evaluatioun, iwwert déi mer jo nach de leschten Dezember hei rieds haten, déi mer och an enger Motioun respektiv an enger Resolutioun ugeholl hunn, d'Zil vun där Evaluatioun besteet jo notamment doran, déi bestoend Gesetzer op hir Effikassitéit hin ze analyséieren a gegeebenefalls unzepassen. A mir mengen, datt eeben dee Moment och de PIB du bien-être net däerf vergiess ginn.

Domat sinn ech dann zu Lëtzebuerg ukomm, vum internationalen op den nationalen Niveau, dee jo haut am Mëttelpunkt sollt stoen. D'Diskussioun zu Lëtzebuerg ass bekanntlech net nei. Dat ass schonn ernimmt ginn. Si geet zréck virun allem politesch gesinn op d'Regierungserklärung vun 2009, wou d'Mise en place vun engem PIB du bien-être, mengen ech, scho versprach gi war.

Fir deem nozekommen, hunn de Conseil supérieur pour un développement durable, wann ech mech net ieren, an de Conseil économique et social zesumme mam Statec sech an de leschte Joren ëmmer méi intensiv mat där Matière befaasst. An ech géif emol mengen, wat aus där Aarbecht entstanen ass, ass net näischt!

Et ass de sougenannte „Luxembourg Index of Well-Being", wéi si et dann op schéi Lëtzebuergesch ausdrécken, en Aggregat vun Indicateuren, dee fir d'Joren 2009 bis 2015 berechent gouf.

Zanter 2015 aktualiséiert a publizéiert de Statec och reegelméisseg eng Rei Sousindicateuren, déi dem PIB du bien-être zugronn solle leien. Dat ass awer elo vläicht nach net alles, wat gemaach muss ginn. Et feelt nach d'Aktualiséierung vum PIB du bien-être a senger Gesamtheet, déi op Basis vun neien Erkenntnisser an Entwécklungen, virun allem um Niveau vun Ëmwelt- a Klimaschutz, mee och nach wat aner Facteuren ugeet. Dëst am Hibléck natierlech op d'Opstellung vun enger transparenter Dokumentatioun, déi ëffentlech zougänglech ass, mat alle Beräicher a konkreete Krittären, déi de Bien-être zu Lëtzebuerg sollen definéieren.

An an deem Sënn begréisse mer wierklech den Engagement vum Statec, méi en einfache Modell auszeschaffen, en allgemeng verständleche Modell. An do kann ech dem Yves Cruchten nëmme Recht ginn, wann e seet: „Et muss bei de Bierger ukommen, wat mer hei maachen. Et huet kee Wäert, iwwer Theorien ze schwätzen, wann een normale Mënsch dobaussen net versteet, wat domat gedeecht ass."

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Wéi gesot, de Statec wäert och am Mäerz e Colloque zu deem Theema organiséieren, wat gradesou begréissenswäert ass.

Ech wéilt awer och dem Kolleeg Serge Wilmes dann endlech Merci soen, dat hunn ech nach net gemaach, datt en dës Interpellatioun ugefrot huet. An ech si frou festzestellen, datt mer hei parteiiwwergräifend un engem Strang zéien, an ech mengen, och nëmmen da kënne mer an där Matière hei virukommen.

E weidere Merci, deen ech awer nach wéilt lassginn, geet un den Yves Cruchten als Budgetsrapporter, well en eebe grad dëst Theema schonn a säi Budgetsrapport afléisse gelooss huet an domat wichteg Erkenntnisser op den Dësch geleucht huet, virun allem wat dee ganz breet gefächerte Beräich vun der sozialer Gerechtegkeet an eisem Land ugeet, wou et ganz kloer ass, datt dat eng vu méi Viraussetzunge vum Bien-être ass.

Dir Dammen an Dir Hären, an deem Beräich huet sech och am Budgetsrapport ee Message ganz kloer erausgeschielt. Et ass deen, datt d'Wuelbefannen zu Lëtzebuerg tëschent 2009 an 2015 ëm bal 1 % gefall ass, wärend de PIB an där selwechter Zäit ëm iwwer 5 % gewuess ass. De Beweis, datt de wirtschaftleche Räichtum vun engem Land an d'Wuelbefanne vu senger Bevëlkerung net onbedéngt proportional zuenee wuessen, muss also net méi geliwwert ginn.

An déi selwecht Erkenntnis liwwert och eng Etüd vum Statec, déi net méi spéit wéi den 20. Januar vun dësem Joer publizéiert gouf. An där Etüd geet rieds vum sougenannte „paradoxe d'Easterlin". Dee seet notamment aus, datt en héije Wirtschaftswuesstum d'Bierger mat der Zäit net onbedéngt méi zefridde mécht an déi sozial Kohäsioun souguer a Gefor ka bréngen, wann de geschafene Räichtum ongerecht verdeelt gëtt.

Datt dat an der Vergaangenheet net de Fall war, beweist d'Aarmutsschéier natierlech, déi trotz der floréierender Konjunktur zu Lëtzebuerg auserneegaangen ass. An ech schwätzen hei vum Gini-Index, dee mer jo net méi spéit wéi virgëschter hei am Kontext vun der Debatt iwwert d'Aarmut och thematiséiert hunn. An och den Aarmutsrisiko ass virgëschter thematiséiert ginn. Ech widderhuelen et: Trotz héije Wuesstumsraten an eisem Land huet och den Aarmutsrisiko awer alarmant zougeholl - Stéchwuert: Working Poor -, wou mer am europäesche Ranking op der bedauerlecher zweeter Plaz landen!

An deem Sënn läit et natierlech fir eis op der Hand, datt all Effort a Richtung méi Verdeelungsgerechtegkeet sech nohalteg wäert lounen.

An ech kommen net derlaanscht, och nach eng Kéier e Wuert zum Logement ze soen, well zu där Gerechtegkeet gehéiert notamment och den Accès zu enger Wunneng, wat net nëm-

men e Grondrecht muss sinn, mee och eng wichteg Viraussetzung ass vum Bien-être. Well wéi kann e Mënsch glécklech liewen a sech wuelfillen, wann e keen Daach iwwert dem Kapp huet? Oder wann e grad wéinst sengem Daach iwwert dem Kapp an d'Iwwerverschëldung geréit?

Evidenterweis ass dowéinst och all Moossnam, déi d'Schafe vun erschwénglechem Wunnraum fërdert, eng Moossnam fir d'Steigerung vum Bien-être zu Lëtzebuerg.

En anere Schlësselfacteur, deen ech och ëmmer erëm zitéieren, ass dee vun den Inegalitéiten um Niveau vum Patrimoine. An ech mengen, och do sinn ech op enger Linn mam Budgetsrapporter, virun allem wann et ëm de Patrimoine immobilier geet, woumat ech de Besëtz och vu Bauland mengen.

Dës Inegalitéite si laut Budgetsrapporter vill méi schwéier ze moosse wéi d'Inegalitéiten um Niveau vum Revenu. Se sinn awer net manner relevant, well se eis Populatioun carrement an zwee deelen, mat op där enger Säit enger klenger Minoritéit, déi duerch Spekulatioun op hirer Proprietéit am Schlof exponentiell räich gëtt, an op där anerer Säit enger wuessender Majoritéit, déi net emol e Quadratmeter Wunneng ka kafen.

Wa mir d'Wuelbefannen zu Lëtzebuerg wëlle verbesseren, Dir Dammen an Dir Hären, da musse mer weiderhi konsequent un de Stellschrauwen dréien, an et ass dat, wat dës Regierung mécht, och am Hibléck op d'Steierreform.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Här President, an deem Kontext erënneren ech nach eemol un de Wirtschaftsrapport vun der OCDE fir d'Joer 2019, dee grad ewéi de Regierungsprogramm eng Rei Pisten opweist, déi et erlaben, méi Gerechtegkeet an de sensibele Beräich vum Patrimoine immobilier a vum Logement ze kréien. An ech mengen, dee Beräich ass zu Lëtzebuerg nach méi sensibel wéi an anere Länner.

An eng änlech Richtung ginn och d'Recommandatiounen eebe grad vum Yves Cruchten a sengem Rapport bei der Opstellung vum PIB du bien-être. Och do däerfen déi Recommandatiounen net vergiess ginn.

Eng Iddi, déi mir an deem Kontext gutt gefält an déi ech hei wéilt ernimmen, ass déi vun der Kreatioun vun engem Observatoire des inégalités als Géigepaart zum Observatoire de la compétitivité.

Wa mir nämlech op där enger Säit wëssen, Dir Dammen an Dir Hären, wéi et mat der Kompetitivitéit um héijen Niveau vun der Ekonomie ausgesäit, da musse mer op där anerer Säit och wëssen, wéi et mat den Inegalitéite bei de Leit um Terrain ausgesäit.

Une voix.- Ganz richteg!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Eng gutt Politik fänkt nämlech domat un, datt een d'Problemer erkennt, fir se kënnen ze behiewen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kéim dann nach zu engem anere fir mech ganz relevante Pilier, deen ech awer net esou wäit entwéckelen, well mer deemnächst eng Debatt hei wäerten doriwwer féieren. Et ass de Volet vum Bien-être au travail. Datt mënschlech gerecht a sécher Aarbechtsbedéngungen eng wichteg Konditioun si fir déi mental a physesch Gesondheet vun de Salariéen, läit op der Hand. Ech mengen, do brauche mer net ze diskutéieren.

Och an deem Beräich huet de Budgetsrapporter d'Fanger an d'Wonn geluecht a weist op déi wuessend Risiken hin, déi mer bei der Opstellung vum PIB du bien-être mussen a Consideratioun zéien. Stéchwuert: Travail atypique, Deelzäitaarbecht, Contrats « zéro heure », Contrats à durée déterminée, Travail de plateforme an esou weider an esou fort, mee och de wuessende Risiko vum Verloscht vun Aarbechtsplazen duerch d'Digitaliséierung an d'Angscht eebe grad, déi bei all Eenzelnen domat verbonnen ass.

Beim Bien-être au travail geet et also net drëm, de Leit e Spinning-Vëlo an de Betrib ze setzen, fir schlecht Remuneratiounen a schlecht Aarbechtskonditiounen ze kompenséieren.

Une voix.- E Spinning-Vëlo, dee wär an der Rei.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- E Spinning-Vëlo ass an der Rei, wann déi aner Konditiounen och an der Rei sinn. Jiddefalls ass et emol an éischter Linn wichteg, den Aarbechtsmaart un d'Erausfuerderunge vum digitalen Zäitalter unzepassen, ouni datt d'Salariéen zu de Verléierer vum Fortschrëtt ginn. An do kann e Spinning-Vëlo nun emol net hëllefen.

Dozou gehéiert och d'Diskussioun iwwert d'Aarbechtszäitverkierzung, wou ech just eng kleng Remark wéilt maachen, nämlech déi, datt déi gréng Fraktioun scho viru laanger, laanger Zäit eng 35-Stonne-Woch fir hir Mataarbechter agefouert huet, an dëst mat vollem Lounausgläich!

Am Kontext vum PIB du bien-être au travail wéilt ech awer och déi rezent Etüd vun der Chambre des Salariés, zesumme mat der Uni Lëtzebuerg, ervirsträichen, fir de wuessende Phenomeen vun den Depressiounen zu Lëtzebuerg ze analyséieren, also just de Géigendeel vun deem, wat mer mam PIB du bien-être wëllen erreechen.

Une voix.- Décidément!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Dës Etüd kënnt zur Konklusioun, datt de Gros vun den Depressiounen op schlecht Aarbechtsbedéngungen zréckzeféiere sinn, woubäi ee muss wëssen, datt d'Zuel vun den Depressiounen effektiv net erof-, mee eropgeet.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zu engem anere wichtegen Theemefeld. Dir kënnt Iech denken, ëm wat et geet.

Une voix.- Neen.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Da loossen ech Iech roden. Et ass dat vum …

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ech loosse mech iwwerraschen.

(Hilarité et brouhaha)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Et geet mat Ëmwelt un an et hält mat Schutz op.

Plusieurs voix.- O!

(Hilarité)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- De Klima gehéiert awer och dozou.

Plusieurs voix.- A!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Datt Ëmwelt- a Klimaschutz Hand an Hand mat der sozialer Gerechtegkeet muss goen, läit fir eis op der Hand. A well d'Ekologie an d'Sozialpolitik net per se zesummepassen, muss d'Politik déi zwee zesummebréngen. An et ass dat, wat d'Regierung mat engem sozialverträgleche Klimaschutzplang wëllt maachen.

Wann ech vun Ëmwelt- a Klimaschutz schwätzen, da mengen ech domat awer och Gesondheetsschutz. Well wa mir de Glyphosat ab dem Januar 2021 zu Lëtzebuerg verbidden, da maache mir jo net nëmme vill fir d'Ëmwelt, da maache mir och ganz vill fir d'Gesondheet vun eise Biergerinnen a Bierger an domat och fir hiert Wuelbefannen.

Et ass nämlech längst eng Tatsaach, datt Ëmweltafléiss en Impakt op d'Liewensqualitéit, op d'Liewenserwaardung, op d'Gesondheet an op d'Wuelbefanne hunn. An do erënneren ech och un dat Gesetz, wat mer nach gëschter hei gestëmmt hunn, wat och Gesondheetsschutz bedeit huet, wat de François Benoy hei presentéiert huet.

An et ass och eng Tatsaach, datt héich Ëmweltbelaaschtungen net nëmmen d'Gesondheet gefäerden an d'Wuelbefannen aschränken, si sinn och e wuessende Käschtefacteur an eisem Gesondheets- a Sozialsystem.

An elo drénken ech eng Schlupp.

Une voix.- Prost!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Och dat gehéiert zur Liewensqualitéit.

(Hilarité)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Esou och beim Problem vun der Loftverschmotzung. Ech mengen, heibannen ass se och net immens gutt, soss hätt ech elo eng besser Stëmm.

(Hilarité)

All Reduktioun vu Feinstëbs a Stéckstoffbelaaschtung an der Loft ass e Gewënn fir d'Ëmwelt an ass e Gewënn fir d'Gesondheet vun eis all an domat och e Gewënn fir de Gesondheetssystem. Aus deem Grond ass d'Mobilitéitspolitik vun dëser Regierung net nëmmen eng Politik, déi d'Mobilitéit dauerhaft soll verbesseren, et ass och eng Politik, déi d'Gesondheet an d'Wuelbefanne mëttel- a laangfristeg steigert, well se déijéineg Transportmëttel fërdert, déi d'Loft am mannsten oder guer net belaaschten. Stéchwuert: Elektromobilitéit, Tram, Zuch a Vëloreseauen, déi alleguer massiv ausgebaut ginn, fir emissiounsfräi Alternativen zum Bensinn- an Dieselauto ze schafen.

En Afloss op d'Gesondheet an op d'Wuelbefannen huet natierlech och de Kaméidi.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Erwisenermoossen ass de Kaméidi vum Stroossefacteur den Haaptschëllegen an där doter Fro a stellt e grousse Stressfacteur duer. D'Konsequenze sinn Häerzkreeslafproblemer bis hin zu Depressiounen duerch de Kaméidi. An och dat liwwert de Beweis, datt eng nohalteg Mobilitéitspolitik virun allem den ëffentlechen Transport an déi duuss Mobilitéit am Kontext vum PIB du bien-être muss berücksichtegen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Lëscht vun den Ëmweltfacteuren ass net erschëpft, mee ech kann elo net esou weiderfueren, soss schwätzen ech nach zwee Deeg vun all deenen Ëmweltfacteuren, déi en negativen Impakt op d'Wuelbefanne hunn. Se ass immens grouss.

Net manner grouss ass op där anerer Säit awer och den Erhuelungswäert vun der Natur am Hibléck op dat psychescht Wuelbefannen, mee och op déi tëschemënschlech Relatiounen. An deem Kontext weisen international Etüden drop hin, datt d'Natur am direkte Kontakt eng stabiliséierend, entspanend a berouegend Wierkung huet a souguer en therapeuteschen Notze kann hunn, woumat ech net wëll behaapten, datt d'Natur d'Medezinn ersetze kann. Si kann allerdéngs eng medezinnesch Prise en charge ënnerstëtzen a Krankheete virbeugen.

Dat gëllt iwwregens och fir d'Stäerkung vun der Gesondheet a vum Wuelbefanne bei de Kanner am Fall, wou d'Kanner vill an der Natur erliewen a sech vill an der Natur beweegen, wat och hiren Immunsystem vu Klengem u stäerkt.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Wéi Dir wësst, hält d'Natur a Finnland eng grouss Plaz an. A grad dowéinst ass et keen Zoufall, datt Finnland am internationale Ranking vun der Zefriddenheet am beschten ofschneit, et läit carrement op der éischter Plaz. Laut dem World Happiness Report vun der UNO - ech mengen, den Yves Cruchten huet och drop higewisen, en ass 2019 an 156 Länner duerchgefouert ginn an den 2. Januar war e gréisseren Artikel an der „Libération" doriwwer ze liesen -, laut deem Rapport sinn d'Finnen déi glécklechst Mënschen op der Welt, wann een et esou ausdrécken däerf.

Fir d'Chercheure vun der UNO läit ee vun den Haaptgrënn eebe grad doran, datt de finnesche Territoire mat sengen 188.000 Séien an engem Gesamttaux vu 70 % Bëscher eng Naturbeloossenheet opweist wéi kaum en anert Land op der Welt.

An obwuel de World Happiness Report sech net speziell op d'Natur konzentréiert, esou betounen d'Wëssenschaftler vun der UNO awer, datt de reegelméissege Kontakt zu enger intakter Natur d'Wuelbefanne ganz kloer steigert.

Eng weider Konklusioun aus deem Rapport ass déi, datt och de géigesäitege Respekt, d'Openheet ee vis-à-vis vun deem aneren an dat géigesäitegt Vertrauen a Finnland méi staark entwéckelt si wéi an deene meeschten anere Länner. An och dat huet natierlech Ursaachen am Sënn vum Wuert. Erkläert gëtt dës positiv Haltung doduerch, datt d'Finne sech an der Moyenne 170-mol am Joer an der Natur beweegen, also all zweeten Dag, an datt se an deem Kontext och sozial Kontakter knäppen.

D'Léier, déi mir als Lëtzebuerger doraus kënnen zéien, ass sécher net déi, datt mer zréck op d'Beem solle klammen. Mir sinn en industrialiséiert Land mat groussem Potenzial a mir sollen der Entwécklung och kee Rigel virschieben. Mir kënnen eis och zu Lëtzebuerg keng finnesch Verhältnisser schafe mat Naturflächen, déi 70 % anhuelen oder 80 % vun eisem Territoire. Do misste mer verschidde Gemengen einfach emol ewechhuelen, dat ass net méi méiglech.

Allerdéngs kënne mer eis u Finnland inspiréieren an deem Sënn, datt mer eis Naturschutzgebidder, déi mer hunn, beschtméiglech erhalen. Dat bedeit, datt d'Extensioun vun de Bauperimeter an de Gemengen op e Minimum soll reduzéiert ginn an datt mer weiderhin, wéi d'Landesplanung dat och virgesäit, op d'Banneverdichtung solle setzen, esou wéi et och an de Plan-sectorielle soll geschéien. Well wat mir méi Naturflächen erhalen, wat et fir d'Biergerinnen an d'Bierger méi einfach ass, de Kontakt zu der Natur oprechtzeerhalen als wichteg Viraussetzung vum Bien-être. D'Finne maachen eis et vir.

Här President, dat féiert natierlech zu der Fro, ob e Mënsch an enger Stad net glécklech liewe kann. An och do liwwert Finnland eng Äntwert, och am World Happiness Report. Et ass déi, datt ganzer 230.000 Awunner wéi zu Tampere op enkem Raum ganz zefridde kënnen zesummeliewen, allerdéngs just, wann et hinne méiglech ass, sech ouni Auto an der Stad ze beweegen a wann et hinnen doriwwer eraus och méiglech ass, mam ëffentlechen Transport oder mam Vëlo an d'Natur ze kommen.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Domat weist sech eemol méi, datt den Auto näischt aneres ass wéi e Stressfacteur, deen alles aneres wéi glécklech mécht.

(Interruptions)

An et weist sech eemol méi, datt all Schrëtt, deen d'Ofhängegkeet vum Auto reduzéiert, e Schrëtt a Richtung Wuelbefannen ass. An ech géif och mengen, wa mer hei vun ëffentleche Plaze schwätzen, déi sollen entwéckelt ginn am urbane Raum, mee och déi Plazen, den Här Wilmes huet se virdru genannt, déi ëffentlech Plazen an de Stied sollen net nëmme beliefert ginn, se ginn och ëmmer méi attraktiv, wat manner Autoen op deene Plazen ënnerwee sinn, eeben och zu Lëtzebuerg an net just a Finnland.

Dir Dammen an Dir Hären, de Schutz vun der Natur a vun den natierleche Ressourcen, dem Buedem, dem Waasser an der Loft, huet awer nach en aneren Zweck. De Buedem- a Ressourcëschutz ass och d'Viraussetzung derfir, datt qualitativ héichwäerteg a gesond Liewensmëttel produzéiert kënne ginn. A gesond Liewensmëttel sinn hiersäits eng wichteg Viraussetzung fir Wuelbefannen a Gesondheet, ugefaange bei de Kanner, wou d'Ernärung eng grouss Roll an der Entwécklung spillt vun deem Moment un, wou se nach am Bauch sinn, kann ee scho bal soen.

Déi eenzeg Landwirtschaft, déi esou Liewensmëttel produzéiert an d'Ëmwelt net belaascht, ass déi biologesch Landwirtschaft. A grad aus deem Grond ass och de Landwirtschaftsminister, och wann en net hei ass, beim PIB du bien-être gefuerdert, fir datt mir d'Zil vun 20 % Biolandwirtschaft um Horizont 2025 erreeche kënnen, mat der Vue op d'Joer 2050, wou bestëmmt vill aner Leit hei banne sëtzen, wou mer bei 100 % solle landen.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Här President, e leschten Theemeberäich, op deen ech nach kuerz wéilt agoen, ass dee vun den Institutiounen, der Bildung, de Mënscherechter an der Gläichberechtegung. Dat sinn och eiser Meenung no wichteg Elementer vum Bien-être. Och an dësem Feld huet Finnland d'Nues vir. Och dat ass net iwwerraschend. Finnland ass bekannt fir säi staarke Sozialstaat oder besser gesot säi Wuelfaartsstaat, den État-providence. Dësen huet dozou gefouert, datt d'Finnen en extreemt grousst Vertrauen an hir Institutiounen entwéckelt hunn a sech effektiv am Wuelfaartsstaat wuelfillen, esou wéi den Numm et eigentlech scho viraussetzt.

Deem géinteniwwer steet Lëtzebuerg, wou ech op eng Etüd vum Statec wëll hiweisen, déi seet, datt d'Vertrauen an d'Institutiounen zu Lëtzebuerg signifikativ ofgeholl huet, vu 75,3 % am Joer 2009 op 64,4 % am Joer 2016.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- D'Erausfuerderung ass also déi, d'Vertraue vun eise Bierger a Biergerinnen an d'Institutiounen nees ze stäerken, andeems mer se einfach emol méi vertraut mat hinne maachen an de Kontakt zu den Institutioune fërderen, am beschte vu Klengem un, wou ech den Zentrum fir politesch Bildung wéilt nennen, well deen eiser Meenung no eng wichteg Roll an där Matière spillt.

Ech mengen awer och, datt d'Gemengen als Institutioun do e wichtege Partner sinn.

Op d'mannst esou wichteg ass et awer och, de Leit déi néideg Sécherheet, den néidege Réckhalt an déi néideg Virsuerg ze garantéieren, well och aner Etüden drop higewisen hunn, datt d'Zefriddenheet net onbedéngt mat der Hausse vum PIB du bien-être (veuillez lire : PIB pro Kapp) zesummenhänkt, mee éischter mat der Méiglechkeet, bis an den héijen Alter eran autonom Choixen ze treffen.

Zu der Educatioun wéilt ech dann nach just soen, datt och do …

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Wannechgelift, e bësse méi disciplinéiert! Merci villmools.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Merci.

Datt och do Finnland d'Nues vir huet, dat ass bekannt. Dir wësst et och eleng schonn duerch d'PISA-Etüd. An do muss ee soen, datt Finnland dat éischt Land war, wat de Courage hat, de Bildungssystem mat Ganzdagsschoulen, mat transversaler ganzheetlecher Bildung a mat der Erzéiung zur Nohaltegkeet matzen an der Natur auszestatten. Dës Approche war net nëmmen innovativ, si huet och d'Wuelbefanne vu Kanner a Jonke gesteigert an huet zu nowéislech bessere Schoulresultater gefouert, mat alle Konsequenzen op dat spéidert Liewen als Erwuessenen.

Vun der Gläichberechtegung soen ech elo net allze vill, just nëmmen ee Wuert. Finnland huet zu deenen éischte Länner gehéiert, déi Quoten agefouert hunn, souwuel an der Politik wéi och an der Wirtschaft. A komescherweis läit Finnland och um Index vun der Gläichberechtegung op der éischter Plaz.

Erlaabt mer ofschléissend nach just e puer kritesch Froen opzewerfen, déi am Kontext vum PIB du bien-être reegelméisseg optauchen!

Déi éischt ass déi, ob mer richteg maachen, wa mer ..., oder et gëtt gefrot, ob een hei net versicht, eng komplex Welt souzesoen an een eenzegen Index ze pressen. Dozou ass ze soen, datt de PIB du bien-être d'Bruttoinlandsprodukt net soll ersetzen a guer net rigid a festgefruere soll bleiwen. E soll ganz einfach eng Orientéierung ginn, fir de PIB anescht ze orientéiere wéi bis elo an déi néideg Krittären dohinzeleeën, fir datt mer d'Wirtschaft an déi richteg Richtung kënne kréien.

Eng zweet Kritik, an déi ass och net onberechtegt. Si bezitt sech op d'Inhalter an op d'Krittären, déi vun internationalen Instituter benotzt ginn, fir d'Wuelbefanne jee no Land ze moossen a fir d'Länner ze vergläichen. Wann een déi Ëmfroe kuckt, da muss een d'Froestellung ganz kloer am A behalen. Just e Beispill. Am Happy Planet Index, dee vun der britteschen New Economics Foundation ausgeschafft ginn ass an op Ëmfroe berout, do leie Länner wéi Costa Rica, Vietnam, Nicaragua, Jamaika an Irak virun Däitschland.

Lëtzebuerg ass hei net erfaasst ginn, mee ech géif mengen, mir géifen och hannert deene genannte Länner leien. Firwat? Ganz einfach, well de Respekt vun de Mënscherechter am Happy Planet Index net berécksichtegt gëtt, obwuel de Respekt vun de Mënscherechter natierlech eng wichteg Konditioun vum Bien-être an enger Gesellschaft duerstellt. Domat wëll ech just soen, datt déi international Etüden net ëmmer déi richteg Realitéit zréckspigelen.

Eng drëtt Kritik kënnt dann aus dem Lager vun deenen, déi keng Plus-value am PIB du bien-être gesinn, well dësen Index sech net exklusiv op Statistike beréift, mee op Sondagen. Dëser Approche gëtt heefeg virgehäit, datt de PIB du bien-être mat Wäerturteeler operéiert, déi an der Ekonomie näischt ze siche hunn, dat heescht, datt d'Wuelbefanne eigentlech jo da just e subjektive Parameter ass, dee vu Mënsch zu Mënsch variéiert. Dës Kritik heescht an anere Wierder, de PIB du bien-être katapultéiert d'Ekonomie aus dem objektive Beräich vun der Wëssenschaft eraus an déi ekonomesch Entwécklung kann net méi neutral bewäert ginn.

Hei muss een entgéintsetzen, datt och d'Zesummesetzung vum traditionelle PIB op subjektiven Entscheedunge berout, déi ganz anescht a virun allem méi nohalteg kéinten ausgesinn. Egal wéi de PIB du bien-être schlussendlech berechent gëtt, Dir Dammen an Dir Hären, géif fir eis de gréisste Feeler dora bestoen, dem klassesche PIB wéinst feelenden Alternative weiderhin d'Feld ze iwwerloossen. An duerfir si mer frou, datt mer alleguer an déi dote Richtung wëlle goen an eis Käpp zesummestrecken.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Éier ech elo hei d'Riednerpult verloossen, kucken ech op den neie Minister, de Franz Fayot, a wéilt him awer och eng glécklech Hand wënsche bei der Ausübung vu senger wichteger Fonctioun, an der Hoffnung natierlech, datt eis Ekonomie ëmmer méi gréng an ëmmer méi nohalteg gëtt, esou wéi Dir Iech et jo selwer wënscht, Här Minister, an dat geet och mat Lëtzebuerger Jugurt.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Lorsché. Erlaabt Der, datt d'Madamm Modert Iech eng Fro stellt, Madamm Lorsché?

Mme Octavie Modert *(CSV)*.- Merci, Här President. Madamm Lorsché, däerf ech Iech just eng kuerz Fro stellen?

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Dir kënnt och eng laang Fro stellen.

Mme Octavie Modert *(CSV)*.- Wéi héich ... Wësst Dir, wéi héich d'Selbstmordrat a Finnland ass?

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Déi ass ..., déi war ganz héich. Déi lescht Rapporte weisen drop hin, datt d'Selbstmordrat a Finnland kloer no ënne weist. Mee ech hu jo och zum Schluss gesot, datt déi international Etüden am A behale musse ginn a genee gekuckt muss ginn, wat gemooss gëtt. D'Selbstmordrat ass a Finnland doduerch ze erklären, datt och déi Deeg, wou et laang hell ass, respektiv déi Deeg, wou et laang däischter ass, d'Leit oft, soe mer, an den Desequiliber brénge. Mee ech sinn awer frou festzestellen, datt d'Selbstmordrat a Finnland an der Lescht wierklech massiv erofgaangen ass. A mer hoffen, datt dat natierlech esou bleift.

Mme Octavie Modert *(CSV)*.- An awer méi héich nach ass wéi bei deenen anere Länner. Och dat ass natierlech am Kontext Bien-être mat ze consideréieren.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Et muss een alles relativ kucken. Mee op d'mannst huet de World Happiness Report ganz, ganz wichteg Krittären opgezeechent, wou ech awer mengen, datt Finnland do awer gutt dosteet an all deene Krittären, déi do opgezeechent gi sinn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci. An da wier et um honorabelen Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dës Woch féiere mer am Fong hei an der Chamber zwou Debatten, déi eng hu mer scho geféiert, déi aner si mer amgaangen, déi sech a grouss Linnen, géif ech soen, iwwerschneiden an och am Weesentleche mateneen ze dinn hunn.

Haut hu mer d'Interpellatioun vum Kolleeg Serge Wilmes iwwert de PIBien-être an en Dënschdeg hate mat d'Interpellatioun vum Kolleeg Paul Galles, dee sech méi spezifesch mat der Aarmut befaasst huet. Déi zwee Theeme gi souwisou aneneen, an ech sinn duerfir frou, datt mer déi och kënnen an enger Woch behandelen. An ech wëll deenen zwee Interpellanten och ausdrécklech Merci soe fir hir Initiativen, déi se haut geholl hunn.

Wann ee sech d'Fro stellt: E PIBien-être, musse mir als Politiker esou eppes hunn? Misste mir als Politiker net wëssen, wéi gutt oder wéi schlecht et de Leit am Land geet?

Mir stellen eis dacks déi Froen iwwert d'Aarmut, doriwwer hu mer eng Interpellatioun gehat. Mir schwätzen iwwer Stauen, mir schwätzen iwwer Logement, alles Punkten, déi an dee Perimeter Bien-être erafalen. Mee wann ee sech mam Theema befaasst an et richteg kuckt, da gesäit een, datt dat vill, vill méi wäit geet, wéi datt et sech op e puer Punkte limitéiert.

An duerfir, mengen ech, ass et scho ganz gutt, datt mer eng Debatt doriwwer féieren an och hoffentlech déi richteg Konklusiounen doraus zéien, fir neit Wëssen doduerch fir eis a fir d'Gesellschaft ze schafen, mat der Hoffnung, dann och duerno politesch Decisiounen ze huelen, déi deem entgéintwierken, wou mer eis heibannen alleguer eens sinn, wou misst eppes geännert ginn.

Prinzipiell gëtt international ëmmer vum Wirtschaftswuesstum, vum PIB geschwat an de Räichtum vun engem Land oder d'Pro-Kapp-Akommes vun den Awunner gëtt op dësem, op dem Wirtschaftswuesstum berechent, dem Wuesstum, dem PIB berechent.

Lëtzebuerg läit an dëse Statistike ganz vir bäi a gëtt duerfir als eent vun deene räichste Länner vun der Welt bezeechent, wat d'Pro-Kapp-Akommes ubelaangt. Wuel wëssend, an dat ass scho gesot gi vu menge Virriedner, datt déi Berechnung net ganz richteg ass, well se déi iwwer 200.000 Frontalieren, déi all Dag an d'Land era schaffe kommen an déi zum Wuesstum an domadder zum Räichtum bäidroen, awer bei der Pro-Kapp-Berechnung vun den Awunner logescherweis net matarechent. Géife mer dat maachen, wier d'Resultat sécherlech bäi Wäitem net esou gutt.

Mee d'Fro, déi ee sech muss stellen, ass: Wat bedeit de Wuesstum, de PIB fir deen Eenzelnen? Sécherlech, fir een Deel vun de Leit ass dat finanziell positiv. Awer nach laang net alle Leit geet et besser, wann de PIB klëmmt. An do si mer bei der genereller Wuesstumsdebatt ukomm, de Konsequenze vun engem onkontrolléierte Rekordwuesstum.

Wat bréngt de Wuesstum u Positivem a wat un Negativem fir den eenzelne Bierger mat sech? Wéi gëtt den zousätzleche Räichtum berechent (veuillez lire : verdeelt)?

An eisen neie Wirtschaftsminister - ech war frou, ech hunn dat haut a sengen Interviewe gelies - wëllt am Fong op dee Wee goen, fir de Wuesstum méi nohalteg ze maachen, fir ze kucken, wat fir ee Wuesstum, wat déi eng ënner intellegentem, déi aner ënner qualitativem Wuesstum ustriewen. Alleguer menge mer warscheinlech dat selwecht, datt mer soen: „Mir kënnen net einfach blannemännches weiderwuessen."

Mir mussen op eisen Terrain, op eis Ressourcen an op déi positiv, awer och op déi negativ Konsequenze vun deem Wuesstum kucken, ier mer dann eng Decisioun huelen, fir nei Betriber hei am Land unzesidelen, well all déi Saachen hunn och Konsequenzen op d'Wuelbefannen an op dat, wat mer hei an eisem Land hunn.

Säit 2009 setzen de Wirtschafts- a Sozialrot, den Nohaltegkeetsrot an de Statec sech zesummen a beschäftege sech mat dëse Froen. De Statec seet a senge Konklusiounen a sengem Rapport 8 (veuillez lire: Regards n° 8) vum Juni 2018 iwwert de PIBien-être: « La croissance économique est-elle pro-pauvres ou pro-riches ? Sur les treize années passées en revue dans cette étude, les fruits que la croissance économique a déversés sur les ménages, a globalement favorisé les plus aisés. La croissance était donc pro-riche ! »

Et ass am Fong d'Analys, déi déi dräi Organisatiounen en revue vun de leschte siwe Joer (veuillez lire: leschten 13 Joer) als Konklusioun zéien. Am Kloertext soe se: „De stramme Wuesstum ass net bei de klengen an normale Leit ukomm."

„De Gruef tëschent Aarm a Räich gëtt ëmmer méi grouss", dat soe vill Leit, och mir heibannen, an och de Budgetsrapporter huet dat dëst Joer kloer zum Ausdrock bruecht a säi Budgetsrapport an dee Kontext gestallt.

Dofir ass et och sécher wichteg, dass mir eis net nëmmen op en ekonomesch berechente PIB baséieren, mee och op de PIBien-être, dëst och a virun allem an der Wuesstumsdebatt. Well de Räichtum vum Land an dem eenzelne Mënsch a senger Famill huet och nach aner gradesou wichteg Konsequenze wéi exklusiv d'Geld, wat ee Land wirtschaftlech an engem Joer erschafft a wat dann einfach pro Kapp op eng Moyenne ëmgerechent gëtt. An dat soll am PIBien-être errechent ginn.

An duerfir schaffen, wéi gesot, de Conseil économique et social, de Conseil supérieur pour un développement durable mam Observatoire de la qualié (veuillez lire : de la compétitivité) um sougenannte PIBien-être. Hei soll zum Beispill och gekuckt ginn: Wéi ass d'Liewensqualitéit fir den Eenzelnen a seng Famill an deene verschiddenste Beräicher, déi an eiser Gesellschaft gëtt? Jiddereе wäert sech an esou engem PIBien-être erëmfannen, deen ee méi, deen anere manner.

Och Leit, déi finanziell besser dostinn, si wéi all anere Mënsch engem negativen Afloss op hir Liewensqualitéit ausgesat, wa se zum Beispill am Stau stinn. Vläicht sti se mat méi engem décken Auto am Stau, mee se stinn am Stau. Am Géigendeel si se awer net deem Risiko ausgesat wéi zum Beispill 30 % vun de Kanner vun elengerzéiende Mammen, déi sech bäi Wäitem net alles, wat als normal ugesi gëtt an eiser Gesellschaft, kënne leeschten.

Wéi soll dann esou ee PIBien-être fonctionéieren? E soll praktesch all d'Facettë vun eisem normale Liewen ëmfaassen.

Dat geet u beim Staatsapparat, bei de Gemengen: Wéi biergerno si se? Wéi frëndlech, wéi hëllefsbereet ass eng Verwaltung? Wéi sinn d'Delaien, d'Transparenz? Wéi dezentraliséiert si se duerch d'Land? Wéi no kommen d'Leit a wéi séier kommen d'Leit u se erun?

D'Natur- oder Wunnkonditiounen: Wéi gi mer mat eiser Natur ëm? Wéi betonéiere mer d'Land zou? Kann all Mënsch genuch vun der Natur profitéieren? Huet en och Zäit, fir vun der Natur ze profitéieren? A wéi gutt ass d'Loft, an där e sech muss beweegen?

De Logement: Ass d'Wunnen e Recht vun all Mënsch hei am Land oder muss hien an d'Grenzregioun wunne goen? Kann all Mënsch sech iwwerhaapt eng Wunneng leeschten? Oder muss hie fir deier Loyere léine goen (veuillez lire : loune goen)? Kann eng Famill an engem Haus wunne mat e bësse Gréngs ronderëm, wéi dat ëmmer Traditioun hei am Land war? Oder muss eng Famill muer op engem fënneften oder sechste Stack mat 50 oder 60 m² mat hire Kanner liewen?

Alles dat si Froen, déi een an engem PIBien-être kann opwerfen.

D'Mobilitéit: Den ëffentlechen Transport, ass e flächendeckend? Mir hu gëschter vum zoustännege Minister eng nei Landkaart gewise kritt, déi sécherlech méi positiv wäert sinn. Alles dat ass an der Iwwerleeung vum Bien-être vun de Leit mat ze berücksichtegen, datt e siwen Deeg d'Woch fiert, 24 Stonnen den Dag. Hu mer Vëlosstrecken iwwert d'ganzt Land, déi vernetzt sinn, wou ee sech wierklech kann ausser Gefor fräi beweegen?

Zur Liewensqualitéit zielt och déi Zäit, déi ee brauch, fir op d'Aarbecht ze fueren. Wéi laang steet een am Stau? Mussen d'Leit moies um sechs Auer opstoen, dann d'Kanner an d'Crèche féieren, dann eng Stonn mam Auto fueren an da komme se op hirer Aarbecht un? Ass dat déi Liewensqualitéit, déi mer wëlle weiderféieren? Hunn d'Leit Zäit, fir och Fräizäit ze hunn, fir mat hirer Famill u Fräizäitaktivitéiten, kulturellen Aktivitéiten deelzehuelen, an de Kino ze goen, akafen ze goen, Fräizäit zesummen an eiser Gesellschaft ze verbréngen? D'Stauen hunn ech ugeschwat am Verkéier. Den ëffentlechen Transport, deen heiansdo net richteg geet, wéi mer e gären hätten.

Och de materielle Wuesstum: Huet d'Famill, wa se de Loyer oder hir Schold all Mount bezuelt huet, nach genuch Geld iwwreg, fir kënnen de Rescht vum Mount mënschewierdeg ze liewen? Och muss ee wëssen, wat de Staat de Familles ofhëlt iwwert de Wee vu Steieren an Taxen, an net nëmmen de Staat, och d'Gemengen, well vun deene meescht Leit héiert een och haut, datt d'Gemengen an hiren Taxen ëmmer méi héich ginn. An déi Buergermeeschter heibannen, déi wäerte jo och emol kënne mat hire Receveure schwätzen a feststellen, datt d'Retarden, déi d'Leit hunn, fir hir Rechnunge bei der Gemeng ze bezuelen, ëmmer méi grouss ginn.

Och dat ass en Zeechen, wéi d'Situatioun vu ville Leit hei am Land ass. Eng Gesellschaft, wou villes vun de Leit verlaangt gëtt a ganz dacks dann d'Leit finanziell net méi iwwert d'Ronne kommen. An d'Gemenge sinn dann eebe vläicht ee vun deenen éischten, déi dat ze spiere kréien. E gudde Parameter: Wann d'Leit net méi flësseg genuch sinn, fir hir Rechnungen ze bezuelen, fänke se ganz dacks bei de Gemengen un.

Steieren an Taxen, déi mer afléieren. Ech denken och do un déi nei Steieren, déi mer elo aféieren: d'CO_2-Steier, d'Akzisenerhéijung, déi mer maachen. Dat hëlleft net onbedéngt, fir de finanzielle Volet vum Wuelbefannen, de Leit hire Portmonni, ze begënschtegen. Virun allem méi sozial schwaach Leit wäerten do méi Problemer kréien, fir iwwert d'Ronnen ze kommen.

Sinn d'Aarbechtskonditiounen esou, datt den Eenzelnen an d'Famill genuch Zäit hunn, fir zesummen hir Fräizäit a Familljeliewe kënnen ze organiséieren? Kann ee sech all Vakanz Fräizäit huelen oder eng Vakanz leeschten oder zesummen emol iesse goen? Vill Familles kënnen dat net méi hei am Land.

Kënnen d'Kanner un alle schouleschen, gesellschaftlechen, sportlechen a kulturellen Aktivitéiten deelhuelen? Mir ass bekannt, datt deelweis Elteren hir Kanner emol net méi kënne mat a Vakanzenaktivitéite schécken, wann do Participatioune gefrot ginn. Och do mussen d'Gemenge kucken, datt se oppassen, datt all Kanner kënnen onkomplizéiert un esou Aktivitéiten deelhuelen.

Erzéiung a Formatioun: Huet all Kand d'Méiglechkeet, där Formatioun nozegoen, fir déi et sech beruff fillt? Huet all Erwuessenen d'Méiglechkeet, sech weiderzebilden? Huet all Famill de Choix, hir Kannererzéiung esou ze organiséieren, wéi si et fir richteg fënnt, Beruff a Famill mateneen ze verbannen? Huet eng Famill, déi seet: „Ma mir géife gären ee vun eis zwee doheem bleiwe fir d'Kannererzéiung", huet se dee Choix? Oder huet se en net?

Geet de Staat net hin a gräift ze vill do an d'Familljeliewen an, andeems e virschreift, andeems e seet: „Ma Dir musst schaffe goen, Dir musst Är Kanner a Crèchen, a Maison-relaise ginn!", an net der Famill de Choix gëtt, fir datt se kann och eventuell doheem bei hire Kanner bleiwen?

Et gëtt wuel gesot: „D'Famill huet de Choix." Nee, se huet de Choix net! Se huet just de Choix, finanziell Ënnerstëtzung ze kréien oder keng ze kréien. Awer se huet net de Choix, fir kënnen ze decidéieren, et bleift een doheem, well dann eeben déi finanziell Ënnerstëtzung ewechfält. A wat fir eng Famill ka sech haut erlaben, op esou eng finanziell Ënnerstëtzung ze verzichten?

D'Gesondheet: Sinn d'Konditioune fir d'medezinnesch Betreiung an der Rei? Hu mer déi zentral Strukturen? Hu mer spezialiséiert Strukture genuch? Wéi sinn d'Ëffnungszäiten? Wéi kommen d'Leit dohinner? Wéi sinn d'Waardezäiten? Alles dat dréit dozou bäi.

D'Prestatioune vun der Gesondheetskeess: Kann all Mënsch sech dat leeschten, wat e sech misst leeschte kënnen? Bréller, nei Zänn, och dat si Punkten, déi vill Leit sech net méi kënnen hei am Land leeschten, wou ee sech dach Froe stellt: Wéi ass et méiglech, datt an esou engem räiche Land Leit soen: „Ma ech ka mer kee Gebëss leeschten, dat ass einfach ze deier, well ech net genuch vun der Krankekeess bäikréien."?

Den Aarmutsrisiko: Wéi grouss ass den Aarmutsrisiko hei am Land? Mir schwätzen hei dovun, datt en all Joers an d'Luucht geet, trotzdeem soe mer, mir wieren eent vun deene räichste Länner op der Welt. 18,3 % vun der Populatioun falen ënnert d'Grenz vum dem Aarmutsrisiko hei zu Lëtzebuerg.

D'sozial Ofsécherung am Allgemengen: Huet all eeler Persoun finanziell Méiglechkeete genuch, fir an e Fleege- oder an en Altersheem ze goen? Mir mengen, dat ass net méi de Fall. Ech hunn nach déi leschte Kéier op der Televisioun e Reportage gesinn, wou Leit gesot hunn: „Ma

mir hu wuel eist ganzt Liewe geschafft gehat, mer hunn elo eng Pensioun, mat där mer kënnen doheem liewen, mee mat där Pensioun kënne mer net méi an en Altersheem oder an e Fleegeheem goen." Oder, wann de Staat bäileet, kréie se eng Hypothéik op hiert Haus gemaach, wat d'Leit zréckschreckt.

Well déi, déi gutt verdéngt hunn, déi vill verdéngt hunn, déi hunn net een Haus, déi hunn e puer Haiser a se hunn och genuch Geld an der Pensioun, fir an e Fleegeheem ze goen. Awer déi Leit, déi hiert Liewe laang schwéier geschafft hunn, fir e klengt Haischen ze kréien, déi wëllen net, datt dat Haus hypothekéiert gëtt an et op d'Käschten da vun hire Kanner geet. Och dat muss ee bedenken, datt all Mënsch an engem Land wéi Lëtzebuerg misst kënnen an e Fleegeheem goen, ouni datt en dat, wat en a sengem Liewen erschafft huet, säin Haischen, misst afferen.

D'Garantië beim Verloscht vun der Aarbechtsplaz: Ëmmer méi Leit hunn Angscht. Obwuel et esou boomt hei am Land, obwuel mer en ekonomesche Wuesstum hunn, e Rekordwuesstum hunn, héiert een ëmmer méi Leit, déi net méi sécher sinn, datt se hir Aarbechtsplaz behalen. D'Ongläichheeten op der Aarbecht an an der Gesellschaft.

An een anert Theema, wat een och muss an esou e PIBien-être mat eranhuelen, dat ass d'Fro vun de Suiciden. Se ass virdrun ugeschwat ginn. An och do muss ee soen: „Lëtzebuerg, e räicht Land, dat sech am Fong alles ka leeschten. Wa mer d'Statistike kucken, läit Lëtzebuerg leider do ganz virbäi." An och dat gëtt en Androck, wéi zefridden d'Leit hei am Land sinn, wann esou vill Leit decidéieren, fräiwëlleg aus dem Liewen ze scheeden.

All dës Punkten a sécherlech nach vill méi missten an esou engem PIBien-être berücksichtegt ginn esou wéi beim Indexwuerekuerf, wou bestëmmt Wueren an Aktivitéite berücksichtegt ginn, déi eng wichteg Roll am dagdeeglech Liewen duerstellen, an och d'Gewiichtung vun deenen eenzelne Produkter oder Aktivitéite misst an esou engem PIB festgeluecht ginn.

Et gëtt also schonn Usätz, fir dat ze maachen. Ech hu virdru gesot, datt dräi Groupementer, de Statec, den Nohaltegkeetsrot (veuillez lire: an de Wirtschafts- a Sozialrot), sech domadder beschäftegen. Mee mir mengen, et sollt een als Politik higoen an e gesetzleche Kader schafen, e Gesetz schafen, wou eebe kloer dee PIBien-être agefouert gëtt, wou e seng Strukture kritt, säi Personal kritt an och d'Fonctiounsméiglechkeeten, wéi e soll fonctionéieren.

Mir schwätzen eis also ganz kloer fir esou e PIB du bien-être aus. E soll reegelméisseg Resultater publizéieren. An doduerch, datt dat reegelméisseg kënnt, fënnt et Afloss an d'Diskussioun vun der Gesellschaft a vun der Politik a mir kréien Texter a Resultater, wou mer alleguer iwwert dat selwecht schwätzen an dann och hoffentlech bereet sinn, déi richteg Konklusiounen dorauser ze zéien. Besonnesch och an der Wuesstumsdebatt a bei der Opstellung vum Staatsbudget, an deenen Diskussiounen ass et enorm wichteg, och wéi bei den Diskussiounen iwwert d'Lag vun der Natioun, datt mer esou Dokumenter kréien, déi kloer sinn an déi eis guidéieren an eiser politescher Diskussioun an Decisioun.

Et geet net duer, ons als Land ëmmer nëmmen als déi Gutt an déi Räich dohinnerzestellen, mee mir mussen och de Courage hunn, déi ganz Wourecht ze soen an eis kritesch ze hannerfroen an dann déi richteg Konsequenzen aus den Diskussiounen ze zéien.

De PIBien-être soll besonnesch mam Zil agesat ginn, d'Aarmut generell ze bekämpfen, d'Forschett tëschent Aarm a Räich méi kleng ze maachen, déi sozial Kohäsioun vun enger Gesellschaft an de Mëttelpunkt vun eisem politeschen Denken an Handelen ze stellen an d'allgemengt Wuelbefanne vum eenzelne Mënsch ze stäerken.

All Mënsch muss kënnen an engem Land wéi Lëtzebuerg mënschewierdeg liewen. Eis Flicht muss et ginn, bei all eise politeschen Diskussiounen, Iwwerleeungen a besonnesch Decisiounen de Mënsch erëm an de Mëttelpunkt ze stelle virun allem aneren.

De Premierminister huet ëmmer gesot: „Wann et dem Land gutt geet, da geet et och de Leit gutt." Ech weess net, ob dat richteg ass. Ech géif éischter soen: „Wann et alle Leit gutt geet, da si mer an engem Land, deem et och gutt geet."

Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Gibéryen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ech hu missen elo schmunzelen, well den Här Gibéryen huet tout à fait Recht, wann e seet, datt et hei zu Lëtzebuerg immens schwéier ass, fir Zänn oder Bréller zréckerstatt ze kréien, wat immens wichteg ass. Par contre homeopathesch Kamellen, dat kriss de zréckerstatt. Dat hunn ech ni verstanen, mee dat seet vläicht och eppes aus.

Et ass mer awer och eng kleng Freed, well am Prinzip hätt ech net sollen zu deem Sujet schwätzen, vu datt et mengem Kolleeg Marc Baum säin Domän ass, mee en ass elo kuerz empêchéiert ginn. Mee dofir hunn ech och d'Éier, fir bei der éischter Debatt vum Här Franz Fayot als Wirtschaftsminister kënnen dobäi ze sinn. Do hat de Marc Pech.

(Hilarité)

Här President, et läit awer eng gewëssen Ironie doranner, datt d'Initiativ fir dës Interpellatioun vun enger Partei kënnt, déi zumindest an hirer laanger Regierungstätegkeet awer bal alles dem materielle Wirtschaftswuesstum ënnergeuerdent huet. Mee dat hëlt der Diskussioun awer net hir Wichtegkeet ewech an et weist och, datt e puer Joer Oppositioun duerchaus gutt kënne si fir de Bien-être vun enger Partei.

D'Diktat vum PIB, also déi eesäiteg Fixéierung vun der Politik op déi quantitativ Wirtschaftsentwécklung ass fir eis eng vun den zentralen Ursaache vu ville Feelentwécklungen, wéi zum Beispill der sozialer Ausbeutung, der ëmmer méi bedrolecher Ëmweltzerstéierung oder de klammenden Inegalitéiten. Dofir begréisse mir als déi Lénk natierlech d'Mise en place vum PIBien-être och als ee Bäitrag zu der méi déif gräifender Noutwendegkeet, den Dogma vun der ekonomescher Profittmaximéierung a Fro ze stellen.

Elo kann een op techneschem Niveau iwwer vill Saache streiden. Wéi pertinent sinn déi Indicateuren? Brauch een der vill oder wéineg? Musse se agreéiert, méiglechst vollstänneg oder just einfach ze kommunizéiere sinn?

Et muss een awer feststellen, datt souwuel de Statec wéi och de Wirtschafts- a Sozialrot wéi awer och den Nohaltegkeetsrot sech scho laang domadder beschäftegen, eng enorm Aarbecht, déi, dat muss ee leider réckbléckend feststellen, bis elo net an deem Mooss gewierdegt ginn ass, ausser haut an dëser Debatt.

Et huet een nämlech d'Gefill, wéi wann et bei deem Projet vum PIBien-être, dee virun zéng Joer ugefaange gouf, virun allem dréms gaangen ass, sech un enger internationaler Diskussioun ze bedeelegen, déi deemools stattfonnt huet, ee Gadget vläicht, dee grad a Moud war an deen elo, nodeems och d'Diskussioun op internationalem Niveau ofgeflaacht ass, op eemol net méi esou interessant ass an dofir lues a lues an der Versenkung verschwënnt. Natierlech ginn et Ausnamen. Neiseeland, déi Regierung dohannen huet dat erëm revitaliséiert. Et ass och vill iwwer Finnland geschwat ginn. Et kéint een och iwwer aner Länner schwätzen.

Ech war véier Deeg laang a Finnland, et huet vläicht eppes mam Klima ze dinn, mee ech war awer frou, erëm zréck ze sinn.

(Hilarité)

No offense fir d'Finnen. D'Leit ware ganz agreabel, zemools well hire Wodka exzellent ass.

(Hilarité)

Dat huet vill gehollef.

(Interruptions)

Ben, ech hunn et op jidde Fall net vergiess. Nee, nee.

(Hilarité)

Une voix.- Dat huet e positiven Afloss!

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Mee bon, dobäi ass d'Theema warscheinlech esou aktuell wéi ni virdrunner. D'Cassure tëscht der ekonomescher Entwécklung an der Liewensqualitéit gëtt net nëmmen hei am Haus reegelméisseg thematiséiert, mee och an der Bevëlkerung. D'Theema ass am Alldag ukomm, d'Mënsche mierken ëmmer méi, datt d'Band tëscht Wuesstum a Wuelstand gerass ass, datt vun deem hemmungslose Profittstriewe virun allem eng Minoritéit profitéiert, wärend de Rescht muss struewelen, datt mat der eesäiteger Fixéierung op de PIB weeder déi sozial Ongerechtegkeete wäerte verschwannen nach de Klimawandel ka gestoppt ginn.

An och déi Leit an der Bevëlkerung, déi keng materiell Suergen hunn, well se uerdentlech bezuelt ginn, stellen ëmmer méi dat Hamsterrad a Fro, an deem se Dag fir Dag dréinen. Den Här Galles hat virgëschter dat Hamsterrad jo och thematiséiert, datt d'Leit ëmmer méi schaffe mussen, ëmmer méi dem Diktat vun der Produktivitéit ënnerleien, op der Aarbecht selwer d'Liewensqualitéit drastesch ofhëlt, wéi mer och elo nach ëmmer gesi beim Aarbechtskampf beim Cactus zum Beispill, well dat ass en Element, Aarbechtsqualitéit, Liewensqualitéit op der Aarbecht, déi huet och op esou Plaze staark ofgeholl. An dat schéngt awer kënne méiglech ze sinn. Dat alles produzéiert natierlech och nach e Rateschwanz vu Problemer.

Déi eenzeg, déi bei dësem Modell gutt ewechkommen, sinn awer eng Handvoll Räicher, wéi ëmmer. Duerno muss ee sech d'Fro stellen: Muss dat Hamsterrad ëmmer méi produktiv sinn, musse mer ëmmer méi schaffen, aacht Stonnen, néng Stonnen, zéng Stonnen, dee Beschte sinn an esou weider? Ech gleewe souwisou net esou richteg dorunner, datt e Mënsch zéng Stonnen um Büro och ëmmer intensiv schafft an och ëmmer dat produzéiert, wat néideg ass. Ech verweisen do op d'Aarbechte vum Här Graeber, David Graeber, iwwert d'Bullshit Jobs och innerhalb vun der neoliberaler Ekonomie.

A mir gesinn och ëmmer méi, datt dee Modell u sech vun der grousser Majoritéit vun de Leit net méi gedroe gëtt an zu quasi revolutionäre Situatioune ka féieren - wéi a Frankräich zum Beispill - oder prerevolutionäre Situatiounen. Dat si Wierder, déi elo och an de Medien dohanne benotzt ginn. An do kann och déi franséisch Regierung dann esou Iwwerleeunge maachen iwwert de Bien-être, mee wann s de anerersäits eng antisozial an antidemokratesch Politik hues, hues de näischt geschafft.

Heiansdo huet een awer och e bëssen den Androck, datt esou Instrumenter wéi de PIBien-être just heiansdo gutt sinn fir Leit, déi nach net verstanen hunn, datt eisen ekonomeschen a politeschen, also dee kapitalistesche System einfach net fonctionéiert. Well déi meescht Leit brauchen deen Indicateur net fir ze wëssen, datt dee System faul ass a souwuel Mënsche wéi Ëmwelt och futtiméicht.

Här President, mat deem PIBien-être ass natierlech och d'Fro vum Wuesstum verbonnen. Dës Fro geet awer wäit iwwert dat eraus, wat gewësse Vertrieder heiansdo an och politesch Formatioune vun der Rietser alldeeglech vu sech ginn, déi soss näischt maachen, wéi all Problemer vum Land op d'Migratiounsfro erofzebriechen, fir besser kënnen auszegrenzen. A vun de reelle Problemer net ze schwätzen.

Et ass kloer, datt et heibäi ëm vill méi geet wéi just ëm e Kuerf Indicateuren oder d'Roll vun enger komplementarer politescher Moosseenheet. Well d'Diskussioun, déi domadder verbonnen ass, ass eng vun den Haapttrennlinne vun der politescher Ausenanersetzung, nämlech wéi déi dräi Piliere vun der Nohaltegkeet, wéi dat genannt gëtt, ekonomesch, sozial an ökologesch, ze gewiichte sinn a wéi sech déi zuenee verhalen.

Här President, aus all deene Grënn plädéiere mir och derfir, dëse Projet vum PIBien-être awer erëm opzegräifen a mat der néideger Seriositéit weiderzeféieren. Et ass kee Problem vun der technescher Ëmsetzbarkeet, well, wéi gesot, de Conseil économique et social an de Conseil supérieur pour un développement durable hu jo an hirem Avis festgehalen, datt een d'Indicateure reegelméisseg muss upassen an nei evaluéieren. Si beschäftege sech och domadder.

Virun allem muss een awer och emol wëssen a festhalen, wat ee mat deem Indicateur iwwerhaapt wëllt bezwecken a wéi een e wäert gebrauchen. Wann et just dréms geet, en obskure PDF an enger verstoppter Rubrik um Site vum Statec ze publizéieren, wa méiglech och nach op Englesch, soudatt kee Mënsch méi et versteet oder ganz wéineger, da kann ee sech den Exercice tatsächlech erspueren.

Wann een dat seriö hëlt, da muss et no all Publikatioun zu enger handfester Debatt och hei an der Chamber kommen, wat dann och dozou géif féieren, datt déi zivillgesellschaftlech Acteuren deem eng Wichtegkeet zoumoossen an dat am Virfeld kommentéieren. Mir kéinten eis dofir och virstellen, datt d'Publikatioun vum PIBien-être mat der alljäreger Debatt zur Lag vun der Natioun zesummegeluecht géif ginn, wann dat och eventuell nëmmen all zwee Joer ass. Well dorëms geet et jo.

Et moosst jo net … Also, et hätt een eng Resolutioun driwwer kënne maachen, mee mir sinn an der Tëschenzäit zum Schluss komm an der Lénker, datt der Majoritéit hirer Fantasie heiansdo keng Grenze gesat sinn, fir eis Resolutiounen net unzehuelen.

(Hilarité)

Nee, net ëmmer, heiansdo gi se an d'Kommissioun vertaagt.

(Interruption)

Bon! De PIBien-être kann déi politesch Ausenanersetzung net ersetzen, mee awer déi gesellschaftlech Debatt ureegen a begleeden. Mir stellen eis gären der Diskussioun iwwert d'Liewensqualitéit, iwwert d'Verdeelung vum Räichtum, iwwert d'Necessitéit vum Wuesstum, iwwert d'Balance tëschent Fräizäit an Aarbecht, der demokratescher Matbestëmmung an de sozialen Interaktiounen. Dat ass alles richteg.

Här President, de PIBien-être ass bestëmmt keng eenzeg Léisung, mee dat wësse mer jo all, fir eis sozial a gesellschaftlech Problemer. E kann awer dozou déngen, fir e Wirtschaftsmodell, dofir wier et wichteg, dat kënnen hei ze diskutéieren, deen op Räichtumsakkumulatioun zugonschte vun Eenzelne berout, a Fro ze stellen an awer och déi domadder verbonnen demokratesch Fro ervirzehiewen.

Op jidde Fall ass de PIBien-être als Moossinstrument fir d'Wuelergoe vun de Mënsche schonn en interessant Instrument, awer bäi Wäitem net déi eenzeg politesch Mesure. Dat heescht awer och konkreet, wann ee sech dat e bësse méi konkreet ukuckt, wat dat fir en Impakt kéint hunn an der reeller Politik a wat fir en Impakt dat kéint hunn zum Beispill an der Wirtschafts- an an der Industriepolitik, datt ee warscheinlech ganz aner Weeër kéint aschloen.

Et kann ee laang a breet iwwert de PIBien-être schwätzen. Wann et just e Gadget bleift, dann ass et just eng intellektuell Beschäftegung, déi ouni Konsequenze bleift ënnert dem Motto: „Et ass jo schéin a gutt, mee kommt, loosst eis seriö bleiwen a mir maachen elo weiderhi seriö Wirtschaftspolitik wéi virdrun!"

Ech géif e puer konkreet Beispiller huelen, well a mengen Ae si se sënnbildlech dofir. Zum Beispill de Projet Google: Ganz ofgesi vun der Energiefro, vun der Fro vum Waasserkonsum - et kritt ee jo och all zweet Woch eppes aneres erzielt - stellt sech d'Fro, ob et richteg ass, datt Lëtzebuerg vun enger Nisch op déi aner hopst. Als klengt Land muss ee warscheinlech op Nische setzen.

Mee muss een ëmmer op Nische setzen, déi net onbedéngt déi beschte sinn, wat déi mënschlech Entwécklung ugeet?

Datt ee sech, zweetens, engem GAFA-Gigant ausliwwert, dee weltwäit méi Afloss huet wéi esou munch Staaten a sécher méi wéi Lëtzebuerg?

An drëttens, engem GAFA-Gigant, dee Milliarde mat privaten Donnéeë mécht. Dat sinn awer och Froen. An ech mengen, do wäert sech näischt drun änneren.

Véiertens, engem GAFA-Gigant, dee beim weltwäite Steierdumping matmécht.

Fënneftens, engem GAFA-Gigant, dee verhältnisméisseg wéineg Leit wäert astellen.

Wa mer de PIBien-être géifen eescht huelen, da mengen ech, wier dee Projet a Fro gestallt, ganz onofhängeg vun der Energiefro a vum Waasserkonsum. Et misst ee vläicht och eis strateegesch Wirtschaftsrelatioun mat gewësse lusche Staaten, wéi de Vereenegten Arabeschen Emiraten, awer och op Äis leeën - net d'Relatiounen op Äis leeën, mee strateegesch Wirtschaftsrelatiounen op Äis leeën - a vläicht ophalen, eis Jugendlecher dohinner op d'Rees ze schécken.

Ass de PIBien-être vereenbar mat enger Reduzéierung vun der Steierlaascht zugonschte vum Kapital? Dat gesi mer jo bei der nächster Steierreform. Mir mengen net!

Ass de PIBien-être vereenbar mat der Ratifizéierung vu gewëssene Fräihandelsaccorde wéi dem CETA deemnächst? Absolument net! Absolument net!

Ass de PIBien-être vereenbar mat mega Projete wéi dem Royal Hamilius zum Beispill? Bestëmmt net!

An den Här Wilmes - ech kann et net aneschters maachen -, mäin éischte Schäffen, huet jo e bësse vun der Stater Politik geschwat, ëmmerhin ee Fënneftel vun der Landesbevëlkerung. Wann ech mer awer d'Rieden iwwert d'Croissance vu senger Partei och unhéieren an d'Riede vum Finanzschäffen an der Stad iwwert de Wuesstum unhéieren, Dir sidd jo net all am Stater Gemengerot, mee lauschtert lech se un! Dat ass awer eng ganz aner Klack! Här Mosar! Hie steet och dozou, den Här Mosar. Mir streiden all Kéiers doriwwer.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Et ass esou schéin, Här Wagner!

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Et ass esou schéin! Mee do geet et dréms, allez, Betriber sollen an d'Stad kommen, weider, weider, weider, ëmmer méi Betriber, ëmmer méi Betriber. Mee mir komme schonn net méi no an der Stad. Mee dat ass awer d'Politik vum Stater Schäfferot, …

Mme Simone Beissel *(DP)*.- Lalalala!

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- ... déi awer och vun der Stater ADR ënnerstëtzt gëtt. Dat wollt ech och nach niewebäi soen.

Ech mengen, do si mer meilewäit ewech vun enger Politik am Sënn vum Bien-être. Ouni Poleemik ass eng Debatt och heiansdo lang-weileg.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- War dat do da Poleemik?

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- O emol net!

(Hilarité)

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Ech hunn dat net esou ugesinn, Här Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Maja, ma Dir stitt dozou. Mee nee, wann een A seet, muss een och B soen. An ech mengen, mir si ganz wäit ewech dovunner, well de Problem ass deen, an dat betrëfft jo net nëmmen d'Stad, et betrëfft d'ganzt Land, mir sinn amgaangen, eis an ee Land ze verwandelen, wat nach just fir Räicher oder fir Besserverdénger gëeegent ass. Dat ass eng Realitéit! An dat ass net nëmmen e Phenomeen an der Stad!

Mir gesi jo och zum Beispill an der zweetgréisster Stad, zu Esch, wéi d'Geschäftswelt och Schwieregkeeten huet. Dat ass, well déi och ufänken, déi selwecht Problemer wéi mir ze hunn. Dat heescht, eise Modell funktionéiert net, an dee muss grondsätzlech geännert ginn. An dann, wann eng aner Finanzkris kéim, d'Ekonomiste soen all, si kéim, vu riets no lénks, se soen all: Iergendeng Kéier kënnt déi Finanzkris. Si waarden dorobber. Ech weess net, wéini se kënnt. Warscheinlech kënnt eng. Et kéint gutt sinn, datt se nach méi elle gëtt wéi 2008.

Et kéint gutt sinn, datt dat och eis Finanzplaz wäert staark treffen. An da wäerte mer gesinn, wat fir e Präis mer bezuelen, nodeems mer net geléiert hunn an eis Finanzplaz jo weiderhin opgeblosen hunn an nach ëmmer méi ofhängeg gi si vun der Finanzplaz, da weess ech net, da wäerte mer gesinn, ob mer och an den anere Felder wéi de Service-publicken a wéi dem Transport, wéi der Ëmverdeelung vum Räichtum an esou weider, richteg gehandelt hunn, well dat ass dat Eenzegt, wat eis nach wäert iwwreg bleiwen. An ob mer richteg diversifizéiert hunn.

An dann, mengen ech, wäert Lëtzebuerg nach weiderhin erofrëtschen, wat den Aarmutsrisiko ugeet, mat deem mir eis natierlech net kënne bretzen a wou ee sech heiansdo d'Fro stellt: Mee firwat hu mer dat alles gemaach, déi komesch Nischepolitik? Mir soen ëmmer: „Mir liewe gutt dovunner", a mir gesi schlussendlech, datt ee kee Loyer méi bezuele kann.

Den Här Gibéryen hat virdrun e Lapsus gemaach, mengen ech, wou e sot: „Et muss ee bal e Prêt maachen, fir e Loyer ze bezuelen." Ech hunn dat esou verstanen. Jo, et war e Lapsus. Mee et war e Lapsus révélateur, well ech mengen, iergendeng Kéier kënnt et souwäit, wa mer esou weiderfueren.

Voilà! Op jidde Fall wënschen ech mer a mir wënschen eis als déi Lénk, wéi gesot, eis Propos ass do, datt mer dat och mat der Lag vun der Natioun kënne verbannen. Ech mengen, dat géif d'Diskussioun e bësse méi spannend maachen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir méiglechst objektiv Entscheedungen ze treffen, orientéiere mer eis gären u Fakten. Eng wueliwwerluechten Decisioun soll sech op Daten an Informatioune baséieren, déi am beschte Fall direkt e puermol onofhängeg vunenee validéiert goufen. An der Wëssenschaft schwätzt een och gäre vum Peerreview. Wat eegent sech do also besser als Orientéierungshëllef wéi konkreet Zuelen? Rechnunge sinn entweeder falsch oder se si richteg. Ass eng Berechnung richteg, da stëmmt se, an zwar ëmmer, ausser an Zäite vu Fakenews, wéi dat heiansdo ganz gären emol gesot gëtt. Mee am Endeffekt, d'Wëssenschaftlechkeet soll héichgehale ginn, eng Rechnung, déi stëmmt, déi stëmmt, eng Rechnung, déi falsch ass, ass falsch.

(Interruption)

Grad a sozialen a politesche Froen, wou et oft schéngt, wéi wann et keng eendeiteg Äntwerte géif ginn, kënnen Zuelen duerch hir Einfachheet dofir schnell bestiechen. D'Bruttoinlandsprodukt mécht et vir.

Verschidde Länner mat hire jeeweilegen nationalen a lokalen Eegeschaften ze vergläichen, ass net einfach. D'PIBe vun zwee Länner géintiwwerzestellen, dat ass awer einfach.

Här President, d'Beispill vum PIB mécht awer och däitlech, wat de Problem vun Zuelen an der Politik ass. Zuele sinn einfach Wäerter fir komplex Realitéiten. Et geléngt hinnen ni, e Problem am Ganzen duerzestellen. An och Zuelen, déi rechneresch richteg sinn, kënne falsch sinn, wa se am Endeffekt net wierklech dat ermëttelen, wat ee wollt.

Dat kenne mir zu Lëtzebuerg nëmmen allze gutt. Mam PIB, an dat soten eis d'Virriedner haut e puermol, soll d'wirtschaftlech Leeschtung vun engem Land ermëttelt a Wuesstumsschwankungen erkannt kënne ginn. Wat zu Lëtzebuerg awer haaptsächlech mam PIB erkannt gëtt, ass eng Verzerrung vum Wäert duerch eng héich Unzuel u Frontalieren an duerch d'Leeschtung vun e puer Spëtzenentreprisen, well de PIB a klenge Länner extreem ofhängeg vun der Performance vun e puer grousse Firme ka sinn.

Dat ass e grousse Problem, well et zu Lëtzebuerg esou un engem statistesche Mooss feelt, deen iwwert déi tatsächlech ekonomesch an awer och sozial Leeschtung vun all den Entreprisen, an net just vun deenen zéng gréissten, informéiert.

Dat ass awer nach ëmsou méi bedenklech, well oft eng implizitt Gläichstellung tëscht wirtschaftlechem Wuesstum a Wuelstand gemaach gëtt. Ob et de Mënschen an engem Land gutt geet, hänkt awer net dervun of, wéi vill produzéiert gouf, mee dovun, wéi eng Liewensqualitéit hire Staat hinne bidde kann. Genee wéi et an der Wirtschaft sougenannt „gestrandet Investitioune" gëtt, kann et trotz héijem PIB zu „gestrandete Mënsche" kommen.

Dass d'Wuelbefannen zu Lëtzebuerg net iwwert de PIB gemooss ka ginn, war och schonns der fréierer LSAP- an CSV-Regierung bewosst. Aus deem Grond ass, wéi mir haut schonns e puermol héieren hunn, och d'Ausschaffe vun engem PIB du bien-être als Zil an den deemolege Koalitiounsaccord festgeschriwwe ginn.

Tëscht 2010 an 2013 ass um Projet vum PIB du bien-être och tatsächlech geschafft ginn, an no enger Paus vun e puer Joer koum am Joer 2017 och den éischte Rapport vum Statec zu dësem Theema eraus. Säitdeem ass et awer erëm e bësse méi roueg ëm d'Theema ginn. Alles, wat mir bis elo hunn, ass déi besote Publikatioun vum Statec aus dem Joer 2017, also schonn dräi Joer méi al, a Form vun enger zimmlech grousser Excelstabell, déi säit deemools zu engem Deel, mee bäi Wäitem net ganz, mat méi rezenten Daten ergänzt gouf.

Hei fanne sech op eelef verschiddene Sheets divers Indicateuren, déi fir den interesséierte Lieser net nëmme wéinst hirer Mass zum Deel just schwéier duerchzegoe sinn, mee zum Deel och onverständlech sinn, well et bei enger ganzer Rei Punkten un Erklärunge feelt.

Esou fënnt ee beim Indicateur „Bruit" beispillsweis just eng Prozentzuel. Ob am Joer 2017 elo awer 21,9 % vun de Befrote sech um Kaméidi gestéiert hunn, net gestéiert gefillt hunn oder gesot hunn, dass Kaméidi fir si eng grouss Influence op hiert Wuelbefannen huet, dat geet aus där Tabell net ervir. Obwuel et tatsächlech eng extra Kolonn gëtt, wou een esou eng Remark hätt kënnen draschreiwen, gouf se einfach net ausgefëllt. Well déi verschidden Donnéeën aus deem Dokument also zum Deel och nach aus verschiddene Sourcë stamen an domadder aus verschiddenen Erhiewungen, aus verschiddene Grondgesamtheeten, bref, ech kéint Iech elo hei e Statistikscours halen, ...

Une voix.- Maacht et!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- ... mierkt ee ganz séier, dass déi Donnéeën net esou fiabel sinn, wéi een op den éischte Bléck kéint mengen. Et erméiglecht eis et nämlech net, op Basis vun dësem engen Dokument d'Korrelatiounen ze ermëttelen. Esou ass et och net méiglech, ëmfaassend Aussoen doriwwer ze treffen, wéi eng Problemer d'Leit, déi uginn, mat hirer Situatioun am Liewen onzefridden ze sinn, am meeschte belaaschten.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mir den Outil vun engem lëtzebuergesche PIB du bien-être sënnvoll notze wëllen, da musse mir also regelméisseg Daten erhiewen an auswäerten an och d'Bereetstellung vun dësen Date verbesseren.

Et däerf ee sech net op den Ustrengunge vu virun dräi Joer ausrouen. Geneesou wéi beim richtege PIB soen och déi eenzel Indicateure vum PIB du bien-être eleng net vill aus. E Wäert eleng kann nämlech just schwéier interpretéiert ginn. Dës Zuele maachen nëmme Sënn am Verglach, dat heescht am Rapport mat de Wäerter aus anere Länner oder par rapport zu viregten Zäitraim. Nëmmen am Verglach kann een erkennen, ob e Wäert héich ass, déif ass, steigt oder fält, an esou Aussoen iwwert d'Performance vun engem Land treffen.

Et ass dofir essenziell, dass mir de PIB du bien-être zu Lëtzebuerg reegelméisseg publizéieren, fir Entwécklungen erkennen ze kënnen. Wann an de kommende Méint also weider un der Ausschaffung vun dësem PIB du bien-être geschafft gëtt, da soll de Fokus op d'Vergläichbarkeet geluecht ginn an no enger Léisung gesicht ginn, wéi statistesch Daten doriwwer eraus fir de Public méi accessibel gemaach kënne ginn.

Wann de Statec d'Resultat vu sengen Enquêten a Form vun Tabellen an Diagrammer publizéiert, ass dat fir e Public, dee sech just séier wëllt informéieren, ewell eng gutt Source. Zousätzlech muss awer fir Studenten, Wëssenschaftler oder aner interesséiert Matbierger och d'Méiglechkeet bestoen, ouni gréisseren Opwand op Mikrodaten zougräifen ze kënnen, fir hir eegen Analyse kënnen ze maachen.

Wat anonymiséiert statistesch Date méi einfach fir jiddwereen zougänglech sinn, wat méi Persounen dës Donnéeë fir hir Aarbecht notze wäerten an esou méi Mënsche vun hire Resultater profitéiere kënnen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass mir an de kommende Méint an doriwwer eraus nach eng ganz Rei Erausfuerderunge virun eis hunn, fir d'Konzept vum PIB du bien-être ze verbesseren, däerf eis awer net dovunner ofhalen, schonns elo op eng Rei Punkten, déi bei den éischten Ausaarbechtunge vum PIB opgefall sinn, anzegoen.

D'Zuele vun 2015 hu gewisen, dass just 3 vun 102 Gewässer zu Lëtzebuerg an engem gudden ekologeschen Zoustand waren. An dat ass ëmsou méi alarméierend, wann ee sech d'Problemer mat de Kläranlagen aus dem leschte Joer nach eemol virun Ae féiert. Hei gëtt et nach vill ze maachen. Souguer wa mer d'Verbesserung vun 100 % verbuche kéinten, wäre mer nach ëmmer traureg wäit vun engem gudde Resultat ewech, well 100 % Verbesserung bei 3 vun 102 Gewässer, dat wären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, 6 vun 102 Gewässer, wat nach ëmmer penibel schlecht wär.

Hei muss net gewaart ginn, bis en neie Sondage nees beweist, dass mir e Problem mam Waasserschutz hunn an dass d'Leit onzefridde sinn, wann hir Gewässer net propper sinn. Hei muss esou séier wéi méiglech eppes fir d'Verbesserung vun der Waasserqualitéit gemaach ginn.

Déi selwecht Approche sollt ee consideréieren, wann et ëm de Logement an ëm d'Besteierung vun den Elengerzéienden a Wittleit geet. Och hei muss een net laang Etüden ofwaarden, fir ze wëssen, wou et Problemer ginn, déi en Afloss op d'Wuelbefannen hunn. De Staat muss méi an de soziale Wunnengsbau investéieren a fir zéng Euro de Meterkaree maximal verlounen, an déi diskriminéierend Steierklass 1A gehéiert ofgeschaaft. Dat ass säit Laangem an der Diskussioun. Dat ass awer genausou laang net gemaach ginn. Insgesamt wär et wënschenswäert, wann d'Politik eng proaktiv Approche géif envisagéieren, wann et ëm d'Wuelbefanne vun den Awunner zu Lëtzebuerg geet.

Och wann de Projet vun engem PIB du bien-être fir Lëtzebuerg e wéineg an d'Stocke komm ass, weess ee schliisslech och schonns elo, wéi een d'Liewenskonditiounen zu Lëtzebuerg verbessere kéint.

Niewent de schonns ugeschwate Problemer vum Logement an der Ëmweltbelaaschtung sinn do zum Beispill och d'Gesondheetsversuergung oder d'politesch Participatiounschancen essenziell Punkten, wann et ëm d'Verbesserung vun der Liewensqualitéit an eisem Land geet.

Wat de Gesondheetssecteur ugeet, muss de generaliséierten Tiers payant esou schnell wéi méiglech ëmgesat ginn an e Fokus op d'Problematik vun de psycheschen Erkrankunge geluecht ginn. Depressiounen a Burnout si grad zu Lëtzebuerg, wéi, mam Wuesse vun der nationaler Ekonomie an domadder vum normale PIB, och d'Logementspräisser an domadder den Drock, fir um Aarbechtsmarché ze reusséieren, geklommen. Deementspriechend klëmmt leider och de psycheschen Drock op jiddwer Eenzelnen. Dës Krankheete weisen exemplaresch, dass eng floréierend Wirtschaft net automatesch zu enger Verbesserung vun de Liewenskonditioune vun de Mënsche bäidréit an ënnerstraichen esou nach eemol, firwat de PIB als statistescht Mooss hei net gräift.

Wat d'Recht op politesch Participatioun ugeet, musse mir eis virun allem am Kontext vun der Lisibilitéit vu Gesetzestexter verbesseren. Ech klénge heiansdo wéi eng Plack, déi hänke bliwwen ass, mee d'Lisibilitéit vu Gesetzestexter ass en Theema, wat mer wierklech um Häerz läit, well et kann net sinn, dass mer d'politesch Participatioun vu Leit, déi e 40-Stonnen-Job hunn, doduerjer nach méi kompliséiert maachen, dass mer et an Zäite vun Digitaliséierung nach ëmmer net fäerdegbréngen, fir zumindest informell konsolidéiert Fassunge vun eise Gesetzesprojeten ze publizéieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hoffen, et ass mer mat de grad genannte Beispiller gelongen, duerzestellen, dass mer eigentlech net op nach e weideren Index ugewise sinn, fir ze wëssen, wou de Schong dréckt. Dat soll awer net heeschen, dass en nationale PIB du bien-être net awer e gudden Outil ka sinn, fir déi traditionell Indicateuren an Indexen ze complementéieren, awer net forcement ze ersetzen.

D'Aarbechten un dësem neie statistesche Mooss sollten op alle Fall weidergefouert ginn, mee mir sollten an dëser Diskussioun eeben net vergiessen, dass och aner Moosszuelen, an déi goufen haut och scho genannt an erkläert, wéi den Gini-Koeffizient an den Happy Planet oder de Well-Being-Index, eis eigentlech elo schonns genuch Erausfuerderungen opweisen.

Et kann ni schueden, e Problem, deen ee léise wëllt, vun alle Säite ganz am Detail ze kennen. An dofir begréissen ech d'Aarbecht vun engem PIB du bien-être och. Mee d'statistesch Erfaassung vun engem Problem ass nach laang keng Léisung vum Problem. Déi statistesch Ustrengunge mussen dofir onbedéngt vu konkreete Mesurë begleet ginn.

Well mir d'Chance hunn, schonns haut op eng ganz Rei Resultater aus auslännesche Studien zréckgräifen ze kënnen, kënne mer de Resultater vun engem nächste Sondage fir de lëtzebuergesche PIB du bien-être deemno schonns e bësse virgräifen an esou elo schonns zu enger Verbesserung vum Wuelbefannen zu Lëtzebuerg bäidroen.

Den Happy-Planet-Index, bei deem mir op der zweetleschter Plaz gelant sinn, huet zum Beispill gewisen, dass Lëtzebuerg e klore Problem mat sengem Carbon-Footprint huet. Lëtzebuerg verbraucht Onmengen un Energie an eisen Overshootday réckelt ëmmer méi no un den Ufank vum Joer an hält eis esou eisen enorme Ressourcëverbrauch ënnert d'Nues.

2018 war den Overshootday den 19. Februar. 2019 waren eis Ressourcen awer schonn dräi Deeg éischter, nämlech de 16. Februar, verbraucht. An och dëst Joer si mer just nach e puer Deeg dovunner fort, all eis Ressourcë fir dëst Joer opgebraucht ze hunn an de Rescht vum Joer op Kreditt vun anere Mënschen op dësem Planéit ze liewen.

Wärend sech eng Grupp vun Experten drusetze wäert, sech ze iwwerleeën, wéi een de lëtzebuergeschen ekologesche Foussofdrock am beschte moosse kann, sollt sech dofir eng aner Ekipp drusetzen, Léisungen ze fannen, fir d'Liewen an d'Wirtschaften zu Lëtzebuerg méi ëmweltfrëndlech ze maachen. Ech begréissen, dass do ëscht Piste getraff goufen, mee et geet nach net duer.

Nëmme wann d'Resultat vu statisteschen Analysen och zu konkreete Reaktiounen opsäite vun der Politik féiert, kënne mer eppes erreechen. Essenziell ass dobäi, dass éierlech mam nationale Verbrauch ëmgaange gëtt an d'Zuelen net schéigerechent ginn. Dat bedeit zum Beispill och, dass mer an eiser Zäregasbilanz och d'Importer misste consideréieren. Wat huet et fir e Sënn, wa mer eis selwer beléien a soen, mir hätten null Emissiounen duerch eis Elektromobilitéit, wann de Stroum fir eebe genau dës aus däitsche Kuelekraaftwierker kënnt? Da sti mir als Lëtzebuerg vläicht gutt do, mee eise Planéit sécher net.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech denken, dass mer alleguerten eens sinn, dass nach genuch Aarbecht virun eis läit, mee mir hunn och d'Moyenen, fir op déi aktuell a kommend Erausfuerderungen anzegoen. Mir hu méi Informatiounen an Date wéi all Generatioun virun eis.

Une voix.- Jo.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Ni goufe méi statistesch Erhiewungen a wëssenschaftlech nei Auswäertunge gemaach wéi haut. Et läit un eis, eppes dorauser ze maachen, op déi Viraarbecht opzebauen an domadder net nëmmen iwwert de PIB du bien-être ze schwätzen, mee de Bien-être ëmzesetzen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. An dann huet den honorabelen Här Paul Galles d'Wuert gefrot fir den Depot vun enger Motioun. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

M. Paul Galles *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir haten elo dës Woch eeben déi zwou Interpellatiounen, déi iwwert de PIB du bien-être haut den Nométteg an déi virun zwee Deeg iwwert den Aarmutsrisiko hei zu Lëtzebuerg. An et ass vun deenen, déi geschwat hunn, ëfters widderholl ginn, dass déi zwou Interpellatioune ganz staark mateneen zesummen ze dinn hunn. An ech fannen, dass et interessant ass ze gesinn, wat fir eng Kontinuitéit mer awer am Theema elo haten.

An ech huelen awer och nach eng Kéier de Budgetsrapporter mat sengem Budgetsrapport, deen eeben op eng ganz intensiv Aart a Weis och schonn an deenen Theemen ënnerwee war. An do fënnt sech jo am Moment awer eng Thematik, déi eis alleguerte ganz wichteg ass, einfach well mer gesinn hunn, dass déi zwou Interpellatioune mateneen ze dinn hunn, well och zum Beispill widderholl gouf vum Kolleeg David Wagner, dass déi dräi Säile vun der Nohaltegkeet aneneespillen.

A well mer beim PIB du bien-être genau déi dräi Sailen hei virun eis stoen hunn, a well mer gesinn hunn, dass mer einfach e puer Schrëtt wëlle weidergoen, wëll ech eng Motioun deposéieren. Et ass elo relativ spontan gewiescht, an ech hoffen, ech maachen elo dee richtege Wee, dass dat alles esou ass, dass et och Är Approbatioun fënnt.

An e puer vun eise Rieden, bezéiungsweis deene Saachen, déi mer gesot hunn oder scho geschriwwen hunn, ass deen Observatoire des inégalités virkomm. Mir haten en am Budgetsrapport stoen als Propos. A schonn do hunn ech dat eng ganz interessant Propos fonnt. Ech selwer hat et genannt an der Interpellatioun iwwert den Aarmutsrisiko als eng méiglech Saach, déi ee kéint virgesinn, wann ee méi strateegesch, méi strukturell a méi systeemesch de Problem ugeet. An och d'Madamm Lorsché huet et haut den Nométteg an hirer Ried iwwert de PIB du bien-être genannt, an ech fannen dat ganz wichteg, dass et eeben aus esou villen Ecker kënnt, wou ëmmer erëm deen Observatoire des inégalités virkënnt.

Dës Motioun ass genau dofir gemengt: nämlech, esou eng Kreatioun vun engem Observatoire des inégalités ze proposéieren an domat och unzestoussen. An ech géif et wierklech immens gutt fannen an ech géif et staark fannen, wa mer elo géifen all déi Efforten, déi mer an deene leschten Deeg hei gemaach hunn, fir iwwert d'Thematiken nozedenken, wa mer déi géifen zesummefaassen an där Iddi, fir esou en Observatoire des inégalités op de Wee ze bréngen, well mer, mengen ech, allegueren heibannen der Meenung sinn, dass esou en Observatoire eis wierklech kéint hëllefen.

Deen Observatoire, deen hätt grosso modo dräi Missiounen, jee nodeem dräi Schrëtt, „voir, juger, agir", fir eeben ze kucken: Wéi ass d'Situatioun zu Lëtzebuerg? Wéi evaluéieren d'Inegalitéiten? Wat fir eng Typpe vun Inegalitéite gëtt et? Dat fir de Volet „voir".

Fir de Volet „juger" ze kucken: Ginn d'Inegalitéiten ausenaner? Wat bedeite se? Fir wie si se relevant? Op wie fale se zréck? Wat hunn d'Inegalitéiten héchstwarscheinlech och ze dinn eebe mam Bien-être? Ganz vill Leit, wéi de Kolleeg Serge Wilmes, hunn dann och de Mënsch an de Mëttelpunkt vun dëser Interpellatioun gestallt.

An am drëtte Schrëtt „agir", deen Observatoire des inégalités dann och ze froen, dass e géif konkreet Moossnamen, Propose maachen, wat dann déi nächst Mesurë kéinte sinn, fir an dësem Sënn d'Inegalitéiten zu Lëtzebuerg méi kleng ze maachen.

An dësem Sënn deponéieren ech am Numm vu menger Fraktioun dës Motioun fir en Observatoire des inégalités an ech soen Iech dofir villmools Merci.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- considérant que les inégalités sociales ne cessent de croître y compris au Luxembourg ;

- considérant que pour lutter efficacement contre les inégalités sociales, il est impératif de disposer de moyens et d'instruments adéquats permettant en tout premier lieu de rassembler des données pertinentes et complètes afin de dresser un état des lieux précis de la situation d'égalités ou d'inégalités sociales au Luxembourg et de mieux comprendre les mécanismes à l'œuvre ;

- considérant que seule une analyse des causes et origines des inégalités sociales permettra de nourrir les débats de manière efficiente ;

- constatant qu'un tel mécanisme d'analyse fait défaut au Luxembourg ;

- constant que d'autres pays européens se sont dotés quant à eux d'organismes leur permettant de mieux appréhender le phénomène des inégalités sociales, notamment la France, en instaurant un « Observatoire des inégalités » ;

- considérant qu'il est essentiel de se doter d'un tel instrument,

invite le Gouvernement

- à prévoir la mise en œuvre d'un tel organisme en s'inspirant, quant aux missions et principes de base, de l'« Observatoire des inégalités » français ;

- en tout état de cause, à améliorer la collecte des données ayant trait aux inégalités sociales et partant l'analyse de celles-ci ;

- à publier régulièrement, de préférence tous les deux ans, les données et conclusions en question permettant ainsi aux acteurs concernés, et notamment au Parlement, de se saisir de la thématique et de proposer des mesures concrètes afin de diminuer les inégalités sociales constatées sur le terrain.

(s.) Paul Galles, Martine Hansen, Marc Lies, Marc Spautz, Serge Wilmes.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Galles. An elo huet d'Regierung d'Wuert, de Wirtschaftsminister Franz Fayot.

Prise de position du Gouvernement

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie*.- Léif Deputéiert, et ass e bëssen e spezielle Moment fir mech haut, …

Une voix.- Dat gleewe mer!

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie*.- … well ech an engem fir mech ganz wichtegen Debat ka schwätzen, deen ech ugefaangen hunn als interesséierten Nolauschterer an deen ënnerbrach ginn ass duerch déi tragesch Nouvelle, déi mer alleguerte kennen. An dofir kann ech dës Interventioun och net ufänken ouni e Gedanken un eise léiwe Kolleeg Eugène Berger.

Ech géif virop gären dem Serge Wilmes Merci soe fir dës Initiativ, déi de PIBien-être an den Zentrum vun der Diskussioun stellt an déi natierlech no dem Yves Cruchten sengem Budgetsrapport kënnt, wou dat och en zentraalt Theema war.

Wann ee sech gären d'nohalteg Wirtschaft op de Fändel schreift, wéi dës Regierung dat gemaach huet, a wéi och dëse Wirtschaftsminister dat gäre mécht, dann ass de PIBien-être e ganz zentraalt Element an där Diskussioun.

Firwat muss een ewechkomme vun deem klassesche PIB hin zu engem PIBien-être oder op alle Fall d'Diskussioun elargéieren? Et ass scho ganz vill dozou gesot ginn haut de Mëtteg. An ech géif gären all den Orateuren, all de Riedner, Merci soe fir hir Kontributioun zu dësem, wéi ech fannen, ganz räichen Debat, wou wierklech bal all d'Facettë vun der Diskussioun ofgedeckt goufen.

Firwat also eriwwerkommen op e PIBien-être, dee mer och alleguerte seriö huelen an deem net just e Gimmick ass, e Gadget, Här Wagner?

De klassesche PIB, dat gouf scho gesot, de klassesche PIB moosst net d'Wuelbefanne vun enger Gesellschaft. E war och ni dofir geduecht. De Simon Kuznets, de Serge Wilmes huet dorun erënnert, huet et selwer gesot: De PIB moosst den industriellen Output vun enger Natioun. En ass eleng vill ze vill simplistesch, fir eppes auszesoen.

An trotzdeem huet ee gesinn, dass et den internationale Standard ginn ass. Firwat war dat esou? Ma dat war, well e politesch dankbar war, well et ass ganz einfach, dat ze moossen. Et ass och politesch dankbar, fir ze soen: „Mir hu plus 1, plus 2, plus 3 % PIB." Dat léisst sech gutt duerstellen. An dofir huet deen Indice sech och duerchgesat. En ass trotzdeem awer och pertinent, well e moosst, wéi gesot, den nationale Räichtum. E moosst dat, wat vun de 35.000 Betriber hei zu Lëtzebuerg a vun hiren Honnertdausende Salariéë produzéiert gëtt.

D'Contrepartie vum PIB, dat ass de Mëtteg net esou oft gesot ginn, dat sinn d'Revenuen an d'Sozialleeschtungen, déi mer domadder kënnen ausbezuelen. Mee natierlech musse mer de PIB mat zousätzlechen Indicateure vervollstännegen. An dofir brauche mer dee PIBien-être, deen effektiv jo säin Ursprong hëlt an dem Rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi aus dem Joer 2007 oder 2008, ech ka mech elo net erënneren, wéini et genee war.

De PIBien-être huet 63 Indicateuren. Dat sinn der vill. Dat sinn der héchstwarscheinlech vill ze vill. Et kéint een elo op de Wee goe vun engem syntheeteschen Indicateur. Dat wär eng Méiglechkeet, mee dat géif warscheinlech grad esou feelschloe wéi dee klassesche PIB. Dat géif vereinfachen a géif net d'ganz Realitéit an hir ganz Komplexitéit duerstellen.

A Realitéit ass de PIBien-être eng Geschierkëscht, déi der Regierung, mee och de Sozialpartner et soll erméiglechen, eng besser Politik ze maachen. An et ass e ganz wichtegen Input fir de Sozialdialog a fir de Lëtzebuerger Modell.

De PIB war e Produkt vun enger Zäit, vun der Zäit nom Zweete Weltkrich, wou Wuesstum a Wuelbefanne ganz enk matenee verbonne waren, wou se quasi identesch waren.

Haut ass et vill méi komplex. Et gëtt méi Facetten a mir mussen anescht moossen. Am Kader vum PIBien-être huet de Statec viru Kuerzem an deem Rapport, deen och schonn ernimmt ginn ass, dës subjektiv Zefriddenheet an d'Wuelbefanne gekuckt. An en huet dobäi dräi Constate gemaach, wat d'Prioritéite vun de Leit ugeet, wat se gesot hunn, wat fir si wichteg ass.

Deen éischte Punkt, dat ass e verfügbaart Akommes, dat ass d'Kafkraaft, d'Méiglechkeet, Saachen ze kafen, Produiten a Servicer ze kafen an ze consomméieren.

Deen zweete Punkt, dat ass eng gutt Aarbecht, eng Aarbecht wou een uerdentlech verdéngt an déi een och zefriddestellt.

An dann ass en drëtte Punkt, deen och schonn de Mëtteg vu verschiddene Riedner ugeschwat ginn ass, deen en fait nach bal dee wichtegste war an deen net mat plakegen Zuelen ze moossen ass: Dat sinn déi sozial Bezéiungen, déi sozial Bezéiunge mat Noperen, mat Aarbechtsklibb, mat Aarbechtskolleegen am Klub. Dat hunn d'Leit gesot. Dat ass nach bal dat Wichtegst an eisem Wuelbefannen.

De PIBien-être huet de Meritt, dass et e gëtt opgrond vun den Aarbechte vum dem Conseil économique et social a vum Conseil national du développement durable. En ass 2017 vum Wirtschaftsministère virgestallt ginn, deemools vum Francine Closener. An et muss ee soen, dass et gutt ass, dass et e gëtt, mee dass dee PIBien-être wéineg Opmierksamkeet krut dobaussen, dass en och vun de Medien net wierklech wouergeholl gëtt an dass en dofir net attraktiv ass fir de Moment an, wéi gesot, net richteg verstane gëtt.

Elo ass d'Fro: Wat maache mer mat deem PIBien-être? Ech hunn do d'Intentioun - well ech, wéi gesot, mengen, dass et en extreem wichtegt Instrument ass an enger nohalteger Wirtschaftspolitik -, ech hunn d'Intentioun, de Conseil économique et social ze froen, dee PIBien-être ze iwwerschaffen, éischtens, fir manner Indicateuren ze kréien, an och, fir et hinzekréien, dass dee PIBien-être méi séier disponibel ass.

An e ganz wichtege Punkt, deen ech och speziell à l'attention vum Yves Cruchten soen, well ech fréiere Budgetsrapporter sinn a weess, wéi frustrant et ass, dass een intelligent Saache seet, déi duerno net opgegraff oder realiséiert ginn, a sengem Rapport, …

(Hilarité)

… hunn ech d'Intentioun, zesumme mam Finanzminister ze kucken, dass mer dee PIBien-être integréiert kréien an de Staatsbudget.

Une voix.- Très bien!

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie*.- A well ech mengen, dass, wa mer dat wierklech seriö huelen, da musse mer en och an déi seriö Texter eraschaffen, erawierke loossen.

Une voix.- Très bien!

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie*.- Dat ass déi national Dimensioun. An da gëtt et déi europäesch Dimensioun. Dat ass och e puermol gesot ginn. Fir komparabel ze sinn, muss de PIBien-être och op europäeschem Niveau änlech ëmgesat ginn. An dofir musse mer kucken, dass mer en an de Semestre européen erakréien, an de Pacte de stabilité a méiglecherweis an de PNR.

Och do gëtt et éischt encourageant Signaler. Et gëtt do e Communiqué vun der Presidentin vun der Kommissioun vun Dezember 2019, Annual Sustainable Growth Strategy 2020. Déi seet, dass ee muss higoen an déi Elementer vum Développement durable, déi an den nationale Staate schonn existéieren, muss huelen a kucken, dass ee se an de PNR, dat heescht an de Programme national de réforme, an och méiglecherweis an de PSC erafléisse léisst.

Dat ass natierlech eppes, wou mir als Regierung komplett dohannertstinn, wat mer gäre wëlle weiderdreiwen, a wou mer mengen, dass eng Chance besteet, dass mer och um europäeschen Niveau domadder weiderkommen.

Dat muss ee weiderentwéckelen. Et muss een och reegelméisseg driwwer kommunizéieren, jo, och op méi eng attraktiv Aart a Weis wéi dat, wat mer fir de Moment maachen, wou en effektiv am Rapport vum Statec steet, mee wou soss keen et richteg wouerhëlt. Et ass vu puer Leit gesot ginn, dass dat op anere Plazen, zum Beispill bei der OCDE, vill méi attraktiv ass, grafesch duergestallt, a vill méi flott ausgesäit. An ech mengen, dat sollte mer och zu Lëtzebuerg maachen. Et ass e wichtegen Indicateur fir nohalteg Politik am Déngscht vum Bierger.

An dann ass natierlech déi ganz Diskussioun liéiert mat dem Theema vun der Croissance, vum Wuesstum. Dat ass och vu munche Leit hei gesot ginn. Dat ass e rekurrent Theema, wat mer säit Joren hei an der Chamber diskutéieren. Heiansdo hunn ech d'Impressioun, dass mer eng Debatt no där anerer iwwert de Wuesstum féieren an iwwert déi Fro, wat de qualitative Wuesstum ass. Wat ass dat?

Et gesäit een haut, dass ganz vill Leit de Wuesstum hannerfroen, dass souguer munch Leit reklaméieren, dass een de Wuesstum soll carrement stoppen. D'Leit akzeptéieren ëmmer manner déi negativ Impakter op d'Ëmwelt, op d'Mobilitéit, de Stau, op d'Präisser vun de Wunnengen. An et gesäit een, dass dee Räichtum, dee geschaaft gëtt an eiser Ekonomie, net méi esou ukënnt, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war, an dass d'Nuisancen haut oft méi grouss si wéi d'Zefriddenheet, déi doduerch geschaaft gëtt.

Mee mir brauchen trotzdeem staatlech Recetten. 50 % vun eise Recettë ginn ëmverdeelt fir d'Haushalter, géint d'Ongläichheeten. A mir musse verhënneren, dass d'Gesellschaft gespléckt gëtt. Jo, d'Evolutioun bei eis ass och net an déi gutt Richtung. Den Aarmutsrisiko geet erop an de Fait, dass an den Nopeschlänner nach méi Aarmutsrisiko ass, ass just e schwaachen Trouscht. Mee keen Wuesstum, dat heescht, keng staatlech Recetten. Also gëtt et hei keng Wonnerléisung an dëser Fro.

An dofir ass déi grouss Fro, déi sech stellt, déi grouss Fro, déi sech haut stellt fir mech, dat ass d'Fro, wéi mer wëlle wuessen. Wat ass d'Äntwert op déi Fro? An ech mengen, dass de Schlëssel zu där Fro d'Produktivitéit ass.

Et ass éischtens d'Produktivitéit vun der Aarbecht. Mir musse méi effizient schaffen. Mir mussen d'Digitalisatioun notzen. Mir musse méi kënne produzéiere mat manner Leit.

An déi zweet Äntwert am Theema vun der Produktivitéit läit bei de Ressourcen. Mir musse mat manner Energie a mat manner Rostoffer auskommen. Mir mussen dofir innovéieren. Mir brauchen d'Recherche an d'Innovatioun. A mir musse wierklech vill méi staark nach, wéi mer dat elo maachen, a Richtung vu Kreeslafwirtschaft goen. Mir mussen ewechkomme vun deem lineare Modell, an deem mer fir de Moment ëmmer nach dra sinn an dee justement provozéiert, dass mer am Februar eisen Overshootday schonn erreechen.

Mir schaffen net effikass genuch. Mir produzéieren op eng linear Aart a Weis a mir consomméieren och esou. An dat ass definitiv net d'Zukunft.

Et gëtt eng Rei aner Iddien a Pisten, déi mer gesinn an déi mer de Meritt haten ze entwéckelen an deene leschte Joren. An dem Rapport iwwert déi drëtt industriell Revolutioun, am Rifkin-Rapport sinn déi richteg Froe gestallt ginn an et sinn eng ganz Rei interessant Impulser dran. Et ass eng Visioun op zéng bis zwanzeg Joer, an dat ass eng Reflexioun, déi mer brauchen. An enger Zäit vun technologeschem an ekologeschem Ëmbroch, wou alles sech ännert, musse mer doriwwer nodenken, wéi eis Ekonomie, wéi eis Gesellschaft sollen ausgesi muer an iwwermuer.

Mir brauchen also Zukunftsvisiounen, mir brauchen Zenarien. An ech sinn och fest decidéiert, fir dës Reflexioun, déi mer ugefaangen hunn a wou mer schonn éischt Konklusioune gezunn hu mat der drëtter industrieller Revolutioun, fir déi och weiderzeféieren a fir se nach weider ze verdéiwen an deenen nächste Joren.

D'Zil muss sinn, de Portefeuille vun eise Wirtschaftsaktivitéite permanent ze erneieren. An dat ass näischt aneres wéi déi ekonomesch Diversifikatiounspolitik. Jo, do kann ee soen, dat ass, Här Wagner, déi Nischepolitik, déi mer ëmmer gemaach hunn. Mee ech mengen, dass mer justement mussen ewechkomme vun där Nischepolitik. Mir hunn dat schonn, mengen ech, gutt fäerdegbruecht an deene leschte Joren doduerch, dass mer Wirtschaftsbranchen identifizéiert hunn, déi Sënn maache bei eis hei zu Land.

Ech mengen, dass mer deen Effort musse weidermaachen. Mir mussen dat reegelméisseg evaluéieren. Mir mussen dat préiwen, eng nei Gewiichtung fannen an do ajustéieren. Mee dat ass dat, wat ee muss, mengen ech, an enger gudder Wirtschaftspolitik maachen. D'Zil muss sinn, e qualitative Wuesstum ze kréien, en nohaltege Wuesstum, eng intelligent Entwécklung vum Land.

Wuesstum, dat ass e Resultat, wou eng ganz Rei Facteure matspillen. Éischtens sinn do Entreprisen an hir Salariéen, déi wëlle produzéie-

ren, déi Servicer ubidden, déi wëlle méi effizient ginn.

Da geet et och drëm, nei Betriber unzezéien, well mer, jo, well mer zum Deel méi kompetitiv si wéi eis Nopeschlänner. Bei der Kompetitivitéit, do spillt natierlech d'Fiskalitéit mat. Mee et spillt do nach vill méi mat: qualifizéiert Personal, gutt Schoulen, Sécherheet, Stabilitéit, Liewensqualitéit, e performante Sozialsystem an natierlech eng gutt Infrastruktur. Och alles Saachen, déi am PIB natierlech net gemooss ginn.

Mee Kompetitivitéit kann een net diktéieren an och net imposéieren.

Derbäi kommen nach dem Wirtschaftsministère seng Efforte vun Diversifikatioun, vu Promotioun a vun Opbau vun enger Rei Secteure wéi notamment de Space-Secteur, de Secteur vun den ICT oder den Ekotechnologien an nach munch anerer.

Kuerzfristeg, an dat wëll ech och hei ganz kloer an éierlech soen, gëtt et schwéier, d'Croissance ze steieren. Et huet hei keen en Zauberstaf, och keen e Knäppchen, ech net an och soss keen aneren. Mee et kann een awer déi Evolutioun beaflossen. Et kann ee richteg Impulser ginn an en Ëmfeld fir dee qualitative Wuesstum do schafen.

Une voix.- Op alle Fall!

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie*.- Et gëtt do eng Rei Instrumenter, déi ee kann aktivéieren.

Dat éischt, dat si Subventiounen. Et kann ee Subventioune steieren a Richtung vun Innovatioun, Recherche, Ëmweltschutz an Energiespueren.

An da kann een, zweetens, passend Betriber vill méi geziilt unzéien, also eng cibléiert Prospektiounspolitik maachen.

Drëttens kann een nei Modeller ausschaffen. Ech sot et elo éineschters, mir mussen eweechkomme vun deem lineare Produktiounsmodell, mir mussen higoen a Richtung Kreeslafwirtschaft. Mee och aner Modeller sinn interessant. Et gëtt zum Beispill de Modell vun der Économie de la fonctionnalité. Ech hunn elo kee Lëtzebuerger Term, pardon, Kolleege vun der ADR, ech hu kee Lëtzebuerger Term derfir, mee dat ass u sech dat, wat doranner besteet, dass Betriber Produiten net méi verkafen, mee verlounen, dat heescht, dass ee Servicer verkeeft. Doduerch kritt een am Fong och en anere Produktiounsmodell. Domat kritt een automatesch en Impakt op d'Liewensdauer vun de Produiten, et kritt ee méi durabel, méi dauerhaft Produiten, déi manner schnell obsolet ginn. An dann ass natierlech och nach d'Pist vun der Économie du partage, déi och fir mech ganz villverspriechend ass.

Kolleeginnen, Kolleegen, wann ee vum PIBien-être schwätzt, da muss dat en Element sinn, wat zousätzlech ass zum klassesche PIB, fir eise Wuesstum ze analyséieren a fir en an déi richteg Richtung ze steieren. De qualitative Wuesstum, do muss d'Liewensqualitéit am Mëttelpunkt stoen, well de Wuesstum soll kee Selbstzweck sinn. E soll am Déngscht vum Mënsch a vun der Gesellschaft sinn. E soll de Leit zegutt-kommen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie*.- Ech géif och nach gären zum Schluss eppes zu deene Motioune soen, déi eis virleien. Ech mengen, Dir hutt dat eraushéieren aus menger Ried, ech hunn u sech kee Problem mat deenen dräi éischte Motiounen. Dat ass eppes, wat ech souwisou wëll weiderdreiwen, souwuel wat d'Kollekt vun den Informatiounen ugeet, déi duerch de Statec eeben, fir de PIBien-être do besser ze maachen, mee och fir den Tableau des indicateurs ze iwwerschaffen, zesumme mam Statec, an natierlech och, cela va de soi, fir hinnen déi néideg Ressourcen ze ginn, fir dat kënnen ze maachen.

Bon, voilà! Dat heescht, ech hu kee Problem mat deenen dräi éischte Motiounen, déi Der do hannerluecht hutt. D'Chamber ass do Meeschter. Mee ech géif proposéieren, dass déi géifen ugeholl ginn.

(Interruption)

An dann ass déi véiert Motioun mam Observatoire des inégalités. Do géif ech gäre Follgendes soen.

Et ass jo esou, dass de Statec u sech elo schonn eng ganz Rei Etüde mécht zu der Fro vun den Inegalitéiten, och zu der Fro vun der Aarmut. E mécht Notten doriwwer, e mécht reegelméisseg säi Rapport cohésion sociale, soudass ech Iech géif proposéieren, dass ech géif do e Comité de pilotage asetzen ënnert der Presidence vun enger externer Personalitéit, déi déi Aarbecht vum Statec do suivéiert, déi se och evaluéiert an dann eventuell Konklusiounen doraus zitt.

Ech mengen, dat kéint e Mëttel sinn, fir am Sënn vun deem, wat gefrot ginn ass, wat och am Yves Cruchten sengem Budgetsrapport stoung, eppes ze maachen, ouni elo necessairement en neien Observatoire ze kreéieren, mee fir dat, wéi gesot, mat engem Comité de pilotage ënnert der Presidence vun enger externer Personalitéit ze accompagnéieren.

Voilà! Dat ass meng Propos un Iech. Ech soen Iech Merci, wéi gesot, fir dee flotten Debat a fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Fayot.

Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss. Mir kéimen dann och zur Ofstëmmung iwwert d'Motiounen.

Den Här Galles freet d'Wuert.

M. Paul Galles *(CSV)*.- Et ass nach net zur Motioun iwwregens. Ech wollt nach just dem Här Minister eng Fro stellen, well ech dat ganz interessant fonnt hunn, dass e vum PNR a vum PSC geschwat huet a gesot huet, dass en an deem Kontext wéilt deen Usaz vum PIB du bien-être mat betruechen, oder wéi och ëmmer een dat do vokabularesch elo richteg géif gesinn.

Ech wollt den Här Minister just froen, ob e schonn eng Iddi huet, wéi en dat wëllt maachen, wuel wëssend, dass de PNR an de PSC jo zwou Saache sinn, déi mat der Kommissioun zesummen ofgeschwat sinn; wuel wëssend, dass am Moment, mengen ech, um Niveau vun der Kommissioun do kee Konsens géif bestoen, fir de Bien-être als en zousätzleche Krittär anzeféieren; wuel wëssend, dass um Niveau vun der OECD eng ganz Rei Leit sinn, déi immens prominent a ganz intensiv un deem Theema awer schaffen.

Ech wollt just den Här Minister froen, ob e sech do schonn eng Kéier Gedanken driwwer gemaach huet, wéi en op europäeschem Niveau wëllt mat där Saach ëmgoen, ob e sech dat iergendwéi anescht virgestallt huet.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Fayot.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie*.- Merci, Här President. Ben, jo, den Här Galles huet Recht. Dat sinn effektiv europäesch Modeller, déi gewëssen Normen hunn, souwuel de PSC wéi de PNR, am Kader vum Semestre européen. An ech hu gesot, dass mer elo dans un premier temps zesumme mam Finanzminister géife kucken, dass mer de PIBien-être an eisen nationale Budget erakréien, mee dass dat doten eng europäesch Diskussioun ass an dass mer eis als Regierung géife staarkmaachen, dass dat dote géif um europäeschen Niveau am PNR an/oder am PSC och respektéiert ginn, dat heescht d'Normen, déi zesummenhänke mam PIBien-être.

Wéi gesot, do gëtt et dat Dokument vun der Madamm von der Leyen, wat ech mentionéiert hunn. An do steet eng Recommandatioun dran, dass d'Kommissioun sech soll inspiréiere um Progrès op den Objectifs de développement durable, déi an de PNRe géife gemaach ginn, an dat u sech da mat en compte huelen an där europäescher Dimensioun.

Mee Dir hutt Recht, dat ass eng europäesch Diskussioun. Mee et gesäit een och, dass do eng Evolutioun ass. An ech mengen, et ass net auszeschléissen, dass muer och do an deem Semestre européen déi Dimensiounen zur Geltung kënnt.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Fayot. Dann ass d'Diskussioun elo definitiv ofgeschloss.

Motions

Mir kënnen zum Ofstëmme vun de Motioune kommen. Fir d'éischt d'Motioun 1. Ass do eng Wuertmeldung do? Den Här Cruchten, wannechgelift.

Motions 1 à 3

(Les motions 1 à 3 de M. Serge Wilmes ont été déposées le 21 janvier 2020.)

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Jo, Merci, Här President. Wann Der erlaabt, schwätzen ech direkt zu deenen dräi éischte Motiounen, da brauch ech net dräimol opzestoen.

Den Här Minister huet gesot, dass hien eigentlech déi dräi Motioune géif guttheeschen, well se och a sengem Sënn sinn an an deem, wat hien amgaangen ass ëmzesetzen a sengem Ministère. Ech mengen, dass mer eis deem kéinte ralliéieren.

Ech wéilt allerdéngs gäre preziséiere fir déi, déi mer nogelauschtert hu virdrun, nodeems ech hei en Appell gemaach hunn, dass mer eis als Chamber net sollen aus där Diskussioun do herno erauszéien an dat alles just op d'Regierung an op d'Verwaltunge ginn a soe: „Maacht Dir emol!", mee ech géif menge Kolleege recommandéieren, déi Motiounen ze stëmmen, mee dass mer awer eis selwer als Chamber och nach ëmmer saiséiert fille vun deem Dossier an dass mer selwer eis nach matabréngen, well ech mengen, dass dat eng breet gesellschaftlech Debatt brauch. An do däerf d'Chamber net dra feelen. Duerfir, fir déi dräi éischt Motioune géif ech menge Kolleege recommandéieren, déi ze stëmmen.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Okay. Ech mengen, da kënne mer iwwert déi dräi Motiounen ofstëmmen. Fir d'éischt d'Motioun 1. Ass de Vote électronique gefrot?

(Négation)

Vote sur la motion 1

Wien ass d'accord mat der Motioun Nummer 1?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dann ass d'Motioun 1 eestëmmeg ugeholl.

Vote sur la motion 2

D'Motioun 2 och par main levée.

Wien ass derfir?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dann ass och d'Motioun Nummer 2 eestëmmeg ugeholl.

Vote sur la motion 3

D'Motioun Nummer 3 och par main levée.

Wien ass derfir?

Wien ass dergéint? Keen!

Wien enthält sech? Keen!

Dann ass och d'Motioun 3 eestëmmeg ugeholl.

Da kéime dann zur Motioun Nummer 4. Den Här Cruchten, wannechgelift.

Motion 4

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Jo, villmools Merci, Här President, nach eng Kéier. Zur Motioun 4, do wëll ech elo net … Selbstverständlech sinn ech jo och der Meenung, dass mer sollen en Observatoire des inégalités kréien. Ech mengen, dass de Minister awer eng interessant Propos hei gemaach huet, déi derwäert wär, dass ee sech domadder sollt beschäftegen. Ech fannen, dass dat vläicht awer elo ze kuerz géif kommen, wa mer elo einfach hei ratzfatz déi Motioun ofstëmmen.

Dofir géif ech proposéieren, Här Galles, wann Der domadder averstane sidd, dass mer d'Motioun mathuelen an d'Kommissioun, fir eng Kéier mam Minister am Detail - mir mussen em natierlech vläicht och e bëssen Zäit ginn, dass e sech kann aschaffen an dat, wat en eis hei annoncéiert huet, scho ka virbereeden - a méi engem breede Kader kënnen doriwwer ze schwätzen an eventuell, wann et dann néideg ass, nach eng Kéier domadder zréck an d'Kommissioun (veuillez lire: an de Plenum) ze kommen. Mee ech géif proposéieren, dass mer se net elo hei ofstëmmen.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Cruchten. Ech gesinn, den Här Galles ass d'accord.

Une voix.- Nee.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

M. Paul Galles *(CSV)*.- Et ass schéin, Här President, dass Der meng Gedanke probéiert ze liesen. Also no der Reaktioun vum Här Minister hunn ech mer geduecht, dat wär tatsächlech héchstwarscheinlech eng richteg an eng gutt Iddi, fir et an d'Kommissioun eranzehuelen an dann och einfach ze kucken, ob ee se an deem Sënn och kéint ëmänneren, soudass se an déi Richtung da geet, wéi den Här Minister proposéiert huet, a well ech mengen, dass mer eigentlech schonn e Konsens hunn. A wa mer dann nach e bessere kéinte fannen, da kéinte mer en och esou determinéieren.

Déi Fro, déi sech elo just stellt, ass - mir sinn hei elo am Wirtschaftsberäich, ech hunn et elo praktesch aus der Kommissioun vun der Famill, wou ech da Member sinn, eraus proposéiert -, ob een eng Jointe mécht, well et eeben déi zwee Theemen ofdeckt. Dat wär fir mech dann eng ganz gutt Iddi. Voilà!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Galles. Dann huet den Här David Wagner d'Wuert gefrot.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Jo, déi Motioun 4 vum Här Galles fanne mir natierlech och interessant. Natierlech, wa mer eis eens ginn, datt dat an der Kommissioun diskutéiert gëtt, an ech mengen, den Här Galles huet all Souveränitéit iwwer seng eege Motioun, da maache mer dat och. Heiansdo ass et tatsächlech och méi interessant, iwwer Motiounen an der Kommissioun ze diskutéieren.

Ech wollt just drobber opmierksam maachen, well justement dat, wat interessant ass, ass, iwwert d'Inegalitéiten ze schwätzen. Ech mengen, ee vu menge Virgänger, ech weess awer net méi genau, wien dat war, den André Hoffmann oder de Serge Urbany oder déi zwee vläicht, ech weess et net, …

(Interruptions et hilarité)

… déi hunn ëmmer esou d'Iddi hei och erabruecht, datt ee misst u sech eng Aart Kadaster maache vum Räichtum. Well och an der Soziologie an iwwerhaapt ginn oft den Aarmut an déi méi aarm Leit analyséiert souzesoen, mee de Räichtum ganz seelen.

De Problem ass, déi zwou Saachen hänke mateneen zesummen. Et kann ee schwéier iwwert d'Aarmut schwätzen, wann een net iwwert de Räichtum schwätzt. Et ass scho quasi esou en Effet miroir. An ech wënsche mer an ech hoffen, datt mer vläicht och an déi …, ech mengen, et geet warscheinlech och an déi Diskussioun, datt, wa mer déi Diskussioun féieren …, Ekonomieskommissioun, datt ass mäi Kolleeg Marc Baum, dee wäert dat da maachen, mee egal. Datt mer wierklech Wäert drop leeën, dass mer och hei zu Lëtzebuerg wëssen, anonym natierlech, wéi d'Besëtzverhältnisser hei zu Lëtzebuerg sinn.

Wien huet a wien huet manner, dat ass a mengen Ae ganz interessant. Mee et geet jo e bëssen an déi Richtung. Well wann ee vun Inegalitéit schwätzt, da schwätzt ee jo doriwwer. An ech mengen, de Wirtschaftsminister huet scho ganz gutt verstanen, op wat ech wëll erausgoen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner. Da kënne mer doriwwer ofstëmmen, ob mer déi Motioun Nummer 4 an d'Kommissioun verweisen.

Vote sur le renvoi de la motion 4 en commission

Wien ass derfir, deen hëft d'Hand an d'Luucht?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dann ass déi Motioun Nummer 4 an d'Kommissioun verwisen.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge sinn den 11., 12. an 13. Februar.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.43 heures.)

Le saviez-vous ?

HUIS CLOS

Les séances de la Chambre sont publiques, sauf décision contraire émanant de la majorité des membres du Parlement. Dans ce cas, la Chambre siège à huis clos et la séance est tenue en secret.

SÉANCE 23

MARDI
11 FÉVRIER 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président • M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Fernand Etgen, Président*

2. Octroi d'un titre honorifique à un ancien député

- *M. Fernand Etgen, Président*

3. Communications

- *M. Fernand Etgen, Président*

4. Ordre du jour

- *M. Fernand Etgen, Président*

5. Heure de questions au Gouvernement

Question n° 90 du 11 février 2020 de M. Gilles Roth relative à l'affaire dite « Causa Schleck », adressée à M. le Ministre délégué à la Défense

- *M. Gilles Roth - M. Henri Kox, Ministre délégué à la Défense*

Question n° 91 du 10 février 2020 de M. André Bauler relative à la capacité de lits dans les hôpitaux et le service d'urgence en milieu campagnard, adressée à Mme la Ministre de la Santé

- *M. André Bauler - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé (intervention de M. André Bauler)*

Question n° 92 du 11 février 2020 de M. Jeff Engelen relative à l'utilisation des gyrophares bleus par des ambulances privées, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

- *M. Jeff Engelen - M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*

Question n° 93 du 10 février 2020 de M. Dan Biancalana relative aux violences policières au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure

- *M. Dan Biancalana - M. François Bausch, Ministre de la Sécurité intérieure*

Question n° 94 du 10 février 2020 de M. David Wagner relative à la politique tarifaire des établissements financiers, adressée à M. le Ministre des Finances

- *M. David Wagner - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*

Question n° 95 du 11 février 2020 de M. Carlo Back relative à la stratégie actuelle dans le domaine de la mobilité, Modu 2.0, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

- *M. Carlo Back - M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*

Question n° 96 du 11 février 2020 de M. Laurent Mosar relative au droit de préemption, adressée à M. le Ministre du Logement

- *M. Laurent Mosar - M. Henri Kox, Ministre du Logement*

Question n° 97 du 11 février 2020 de M. Mars Di Bartolomeo relative à l'extension de la durée de vie de 50, voire 60 ans de la centrale nucléaire de Cattenom, adressée à M. le Ministre de l'Énergie

- *M. Mars Di Bartolomeo - M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie*

Question n° 98 du 11 février 2020 de M. Sven Clement relative à un inventaire des entreprises possédant des biens immobiliers au Luxembourg sur la base de données cadastrales, adressée à M. le Ministre des Finances

- *M. Sven Clement - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances - M. Sven Clement (fait personnel) (interventions de Mme Simone Beissel et M. André Bauler)*

Question n° 99 du 11 février 2020 de M. Georges Engel relative aux travaux de transformation prévus au Centre pénitentiaire à Schrassig, adressée à Mme la Ministre de la Justice et à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

- *M. Georges Engel - Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice*

Question n° 100 du 11 février 2020 de M. Marco Schank relative à la réforme du service de transport pour personnes à mobilité réduite Adapto, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

et

Question n° 101 du 11 février 2020 de M. Jeff Engelen relative au service de transport pour personnes à mobilité réduite Adapto, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

- *M. Marco Schank - M. Jeff Engelen - M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*
- *Mme Octavie Modert - M. Fernand Etgen, Président - Mme Martine Hansen (interventions de Mme Octavie Modert)*

6. Interpellation de M. Léon Gloden au sujet du développement des régions excentrées du pays et du milieu rural

- *Exposé : M. Léon Gloden (interventions de M. Mars Di Bartolomeo, M. le Ministre Lex Delles et M. le Ministre François Bausch) (dépôt de la motion 1)*
- *Débat : M. André Bauler - Mme Tess Burton - Mme Chantal Gary - M. Jeff Engelen - M. Marc Baum - M. Marc Goergen*
- *Prises de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics (intervention de Mme Martine Hansen) - M. Michel Wolter (parole après ministre) - M. le Ministre François Bausch - M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes - M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé (intervention de M. Léon Gloden) - M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire*
- *Motion 1 : M. Léon Gloden - Mme Josée Lorsché - M. Georges Engel (intervention de M. Dan Biancalana) - M. Gilles Baum (intervention de M. le Ministre Claude Turmes) - M. Léon Gloden*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*

7. 7411 - Projet de loi portant modification

1° du Code pénal ;

2° du Code de procédure pénale ;

3° de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ; aux fins de transposition de la directive (UE) 2017/1371 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2017 relative à la lutte contre la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union au moyen du droit pénal

- *Rapport de la Commission de la Justice : Mme Carole Hartmann*
- *Discussion générale : M. Gilles Roth - M. Dan Biancalana - M. Charles Margue - M. Roy Reding - M. Marc Goergen*
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 7414B - Proposition de révision de l'article 95ter de la Constitution

- *Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle : M. Léon Gloden*
- *Discussion générale : Mme Simone Beissel - M. Mars Di Bartolomeo - Mme Josée Lorsché - M. Roy Reding - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice*
- *Vote sur la proposition de révision de la Constitution*

9. 7236 - Projet de loi instituant l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher et portant modification :

1° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

2° de la loi modifiée du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille

- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : Mme Carole Hartmann*
- *Discussion générale : Mme Françoise Hetto-Gaasch - Mme Simone Asselborn-Bintz - Mme Josée Lorsché - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Pierre Gramegna, M. Claude Meisch, M. Claude Turmes, Mme Paulette Lenert, Mme Sam Tanson, M. Lex Delles, M. Henri Kox et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

2. Octroi d'un titre honorifique à un ancien député

A senger Reunioun vum 7. Januar 2020 huet de Bureau opgrond vun den Artikelen 193 an 195 vum Chambersreglement virgeschloen, der fréierer Deputéierte Joëlle Elvinger den Eierentitel vun hirer Funktioun zouzeerkennen.

Ass d'Chamber mat dësem Virschlag averstanen?

Plusieurs voix.- Jo, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Dann ass et esou decidéiert. Där neier Éierendeputéierten eis Felicitatiounen.

3. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1. D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

2. D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

3. D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 11 février 2020

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

7523 *- Projet de loi portant création de l'établissement public « Agence luxembourgeoise des médicaments et produits de santé (ALMPS) »*

Dépôt: M. Étienne Schneider, Ministre de la Santé, le 06.02.2020

7524 *- Projet de loi portant sur la qualité des services pour personnes âgées et portant modification de :*

1° la loi modifiée du 16 mai 1975 portant statut de la copropriété des immeubles bâtis ;

2° la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique

Dépôt: Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 11.02.2020

3) Les demandes de pétition ordinaire et publique suivantes ont été déposées :

1493 *- Demande de pétition publique : Semaine de travail de quatre jours à Luxembourg*

Dépôt : Mike De Carvalho, le 07.02.2020

1494 *- Demande de pétition ordinaire : Fir en Déierekierfecht hei zu Lëtzebuerg*

Dépôt : Lydie Develter, le 07.02.2020

1495 *- Demande de pétition publique : Comment les jeunes auront-ils la possibilité de s'acheter une maison ou un appartement aux conditions qu'on a maintenant !*

Dépôt : Nanci Marques Da Silva, le 08.02.2020

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

4. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, sou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

5. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut dem Artikel 86 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro ze stellen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntweren.

Als éischt Fro hu mer d'Fro Nummer 90 vum Här Gilles Roth un den delegéierte Minister fir

Verdeedegung iwwert d'Causa Schleck. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 90 du 11 février 2020 de M. Gilles Roth relative à l'affaire dite « Causa Schleck », adressée à M. le Ministre délégué à la Défense

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 3. Dezember 2019 an dem Kader vun der Froestonn vun dem Parlament an am Kontext vun der sougenannter „Causa Schleck" huet de Minister Kox op dëser Tribün Follgendes op eng Fro vun der Madamm Empain a vu mir gesot - et ass rieds gaange vun engem Treffe mat dem Här Schleck a senge Virgesetzten, an do sot de Minister -: „An den 3. Juni 2019", sot den Här Kox, „gouf dee Formulaire", also deen iwwert d'Versetzung, „nodeems en dann ausdiskutéiert gouf duerch déi ënnerschiddlech Parteien, och signéiert an e gouf och vum Virgesetzte vum Här Schleck an och vum Här Schleck ënnerschriwwen [...]."

E bësse weider seet den Här Kox: „En ass jo d'accord. Dat ass e géigesäitegen Accord. Dat ass keng Versetzung. Ech mengen net, dass et eng Versetzung ass. Wann et zesummen ënnerschriwwe gëtt op engem Pabeier, dann ass et keng Versetzung."

An engem Communiqué vum 6. Februar 2020 schreift déi national representativ Gewerkschaft an der Fonction publique, d'CGFP: „Fakt ist, dass sich Henri Kox am 3. Dezember 2019", also dat, wat ech elo zitéiert hunn, „im Parlament zu der Aussage hinreißen ließ, dem SPAL-Präsidenten Christian Schleck sei ein neuer Arbeitsplatz in einem ‚einvernehmlichen Abkommen' zugewiesen worden."

An da fiert d'CGFP virun: „Die Vermutung der CGFP, dass es ein derartiges Dokument überhaupt nicht gibt, hat sich inzwischen bestätigt."

Här President, duerfir meng Froen un de Minister:

Kann de Minister eis dann haut dëse schrëftlechen Accord, vun deem en deemools geschwat huet, vum Här Schleck zu senger Versetzung virleeën? Wa jo, tant mieux!

Mee wann net, da froe mer awer, firwat net. Firwat huet de Minister den 3. Dezember 2019 hei am Haus behaapt, et géif esou e Schrëftstéck ginn? Ass de Minister der Meenung, dass hie getäuscht ginn ass? Wa jo, vu wiem? Wat fir eng Konsequenzen zitt de Minister aus dësem Ëmstand?

Sollt de Minister net getäuscht gi sinn, firwat huet hien hei am Plenum, also virun der Chamber, net d'Wourecht gesot, fir net ze soen, gelunn? Wéi eng Konsequenzen zitt de Minister aus deem Ëmstand, dass en der Chamber net d'Wourecht gesot huet?

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Roth. Den delegéierte Minister fir Verdeedegung huet d'Wuert. Här Kox, et ass un Iech.

M. Henri Kox, *Ministre délégué à la Défense*.- Här President, Dir Dammen an Hären, d'Chamber ass mer ganz wichteg an ech géif mer net erlabe wëllen, d'Chamber op falsch Pisten ze féieren an och d'Chamber hei wëllen ze beléien.

A säit November ass fir mech keen neie Moment direkt dobäikomm. Deemools hunn ech mech, op Basis vun engem Bréif vum Generol, deen ech jo och hei deposéiert hunn, op de Questionnaire d'évaluatioun vum Här Schleck beruff, an en hätt deen ënnerschriwwen, wat ech jo och eng Woch duerno gesot hunn.

Leider hunn ech mech och bei där Geleeënheet schlecht oder ongléckelech ausgedréckt, wat ech jo schliisslech a sëlleche Reunioune vis-à-vis vun der Gewerkschaft, awer och schonn an enger Chamberskommissioun gesot hunn. Datt den Här Schleck deen Evaluatiounsbréif ënnerschriwwen huet, heescht jo net, dass en domat d'accord war. An och dat ass an enger Chamberskommissioun de 7. Januar wärend der Sëtzung mam Här Bausch a mir selwer gesot ginn.

Sou, ech sinn och do ganz offen, et fält mer och keen Zack aus der Kroun, dass ech dee Moment jo meng Entschëllegung gesot hunn an esouguer den Här Gloden ... Et ass keng Entschëllegung fir mäin Akt hei, mee vläicht eng Erklärung, dass ech wierklech nach net allze laang am Amt war an dass ech an deenen Äusserungen, déi ech gemaach hunn, wat ech eng Woch duerno hei an der Chamber op Interventioun vum Här Goergen och gesot hunn, dass ech mech an där Sitzung den 3. Dezember ongléckelech ausgedréckt hunn an dass ech bei Wäitem net wollt soen, dass den Här Schleck eppes ënnerschriwwen hätt, wou hien d'accord ass.

Ech hu mech just op dee Bréif beruff, an dat war déi Woch duerno, beim Här Goergen, wéi mer d'Debatt iwwert de Pacte Logement haten, do hunn ech och nach eng Kéier ganz kloer gesot, dass ech just de Bréif dee Moment zur Verfügung hat an och näischt aneres wéi dee Bréif, deen ech hei deposéiert hunn, vum Här Duschène. An ech hu mech och ausschliisslech dorobber baséiert.

Nach eng Kéier, meng Aussoen deemools waren net gléckelech, fir net ze soen, hunn dann eng falsch Interpretatioun gemaach. Ech hunn dat awer a sëlleche Reuniounen, sief et hei an der Chamber déi Woch drop, sief et mat der Gewerkschaft, mat der CGFP, wou mer dat nach eng Kéier beschwat hunn, sou och kundgemaach.

An et deet mer leed, ech géif mer net erlaben, Iech hei falsch Informatiounen ze ginn, an ech hunn Iech dat dee Moment, mengen ech, no mengem Gewëssen och erkläert, dass et net ganz gléckelech war, meng Aussoen op eppes ze bezéien, woubäi ech just de Bréif hat vum Här Duschène.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kox. Mir kommen elo zur Fro Nummer 91 vum Här André Bauler un d'Gesondheetsministesch iwwert d'Bettercapacitéit vun de Spideeler a Rettungsdéngschter a ländleche Regiounen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 91 du 10 février 2020 de M. André Bauler relative à la capacité de lits dans les hôpitaux et le service d'urgence en milieu campagnard, adressée à Mme la Ministre de la Santé

M. André Bauler *(DP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn eng Fro un d'Madamm Ministesch vun der Gesondheet betreffend de medezinneschen Noutdéngscht am ländleche Raum an d'Capacitéit vun de Better an de Spideeler. Ech hunn an der Lescht méi dacks héieren, datt d'Capacitéit vun de Better an de Spideeler zu Ettelbréck an zu Wolz net duergeet, fir d'Leit aus den Urgencen opzehuelen. Patienten, déi deelweis mat héijen Infektiounswäerter an d'Klinik kommen, mussen dowéinst dacks erëm heemgeschéckt ginn.

D'Patiente sinn iwwert dës Situatioun natierlech besuergt a si maache sech och Gedanken iwwert den Noutdéngscht am ländleche Raum, besonnesch am Norden. Et kann nämlech heiansdo ganz laang daueren, bis en Dokter kënnt, wann e Patient net méi transportfäeg ass. Dat gëllt zemools, wann d'Wieder schlecht ass a keen Helikopter fléie kann.

Duerfir wollt ech d'Madamm Ministesch froen, ob si weess, wéi et de Moment mat der Capacitéit vun de Better an dëse Spideeler ass, wéi et doréms steet. Wat fir eng Klinicke si vun Engpäss betraff? Si just Spideeler am Norde concernéiert oder am ganze Land? An ass der Madamm Ministesch bewosst, datt den Noutdéngscht am ländleche Raum net optimal fonctionéiert? Ass geplangt, fir dës Situatioun endlech op de Leeschte ze huelen an en deementspriechend Konzept am Interêt vum ländleche Raum auszeschaffen?

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Bauler. D'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert huet d'Wuert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Merci, Här President. D'Problemer sinn der Regierung effektiv bekannt. Mir hunn Zuele virleie vun de Better, déi op d'Joer 2017 zréckginn. Déi vun 2019 sinn aktuell an der Beaarbechtung. Dat ass e Punkt, wou mer hoffen, an Zukunft méi eng schnell Dokumentatioun kënnen ze hunn. Et muss een och wëssen, dass bei deenen Zuelen, déi mer virleien hunn, eng kleng Verfälschung dran ass, well d'Zuel vun den Dageshospitalisatiounen, dat si ganz vill Better, déi ass do net dran agerechent.

Et muss een awer wëssen, dass d'Zuel vun den Dageshospitalisatiounen ëmmer méi eropgeet, doduerch dass vill méi Actes ambulatoires gemaach ginn, soudass mer effektiv wierklech Transparenz brauchen op der Betterbeleeung, fir och deementspriechend kënnen ze reagéieren.

Virop wollt ech betounen, dass Lëtzebuerg nach ëmmer an der Moyenne läit vun de Better vun der OECD. Mir si mat 4,7 Better op 100 Awunner an där Moyenne, déi an der OECD eebe gängeg ass, soudass do keng extreem Urgence ass. Mee nichtsdestotrotz ass d'Situatioun net esou, wéi mer se ideal gären hätten.

Den Taux zu Ettelbréck ass jiddefalls méi héich wéi am Rescht vum Land. Do hu mer wierklech e Problem, notamment am Beräich vun der Rééducation gériatrique. An ech sinn och ganz frou, kënne matzedeelen, dass Kontakter si mat Servior, wou mer amgaange sinn ze kucken, wéi een dee dote Problem ka behiewen an Zukunft a Léisunge fannen, fir schnellstméiglech en Zousaz u Better ze kréien.

Eisen Taux d'occupation général hei zu Lëtzebuerg läit nach ënnert dem maximalen Taux, deen och vun der OECD virginn ass. Deen ass op 85 % vun de sougenannten „lits aigus", dat heescht, mir sinn an der Rumm vun deem, wat als normal ugesi gëtt, mee awer fir dat, wat mir eis virhuelen, net do, wou mer gäre wären. Et ass effektiv en Dossier, dee bekannt ass, wou mer op ville Säite mussen usetze fir ze kucken, wéi een deem Problem do ka bäikommen.

Mir erwaarden eis besser Transparenz iwwert de Projet vun der Documentation hospitalière. Dee wäert et erlaben, dass een zäitno oder quasi instantané Informatiounen huet iwwert d'Betterbeleeung, wat engem dann och erlaabt, kuerzfristeg Ëmschichtungen ze maachen, wat am Moment eebe vun den Donnéeën hier nach net esou méiglech ass.

Et ass och richteg, dass d'Urgencen an dem Ettelbrécker Spidol immens eropgaange sinn, also d'Taux-d'attenten, d'Délai-d'attente si vum Joer 2018/2019 ëm 6 % eropgaangen. Dat heescht, do ass schonn akuten Handlungsbedarf. Dat sinn awer déi Theemen, muss ech Iech direkt soen, déi elo wierklech akut wäerten uleien och um Gesondheetsdësch, deen net méi spéit wéi de 14. Februar wäert gestart ginn, wou mer eebe justement déi Dossiere behandelen, déi mer prioritär musse behandelen, an dozou gehéieren d'Urgencen, d'Délai-d'attenten, dozou gehéiert déi Aart a Weis, wéi am ländleche Raum den Accès zu de Servicer garantéiert ass. Dat si grad Theemen, déi wierklech identifizéiert sinn an déi mer och uginn, notamment ronderëm eng Reflexioun, déi gefouert gëtt ronderëm d'Médecine primaire.

Eng grouss Roll kënnt effektiv der Médecine primaire am ländleche Raum zou. Wat déi besser opgestallt ass, wat mer besser kënnen offänken, och Urgencen entlaaschten. Et si Reflexiounen, déi mam Secteur amgaange sinn, a wou ech och hoffen, dass mer iwwert déi nächst Méint schnell wäerte virukomme mat Léisungsusätz.

Ech wollt awer och soen, dass mer fir déi véier Service-d'urgencen am Norde 15 Millioune labbergemaach hunn u Gelder, déi wäerten investéiert ginn an d'Infrastrukturen, notamment d'Iwwerwaachungsbetter. Dat ass ee Problem, et war e Mangel un Iwwerwaachungsbetter, déi wäerten elo vu véier op sechs (veuillez lire: vu véier op sechs pro 100 Awunner) eropgoen. Dat ass schonn en Drëttel, deen dat eropgeet, elo kuerzfristeg. Dat heescht, eng ganz Rei Projete lafen, mee et ass ee vun den Dossieren, wou haaptsächlech elo wäert drop geschafft ginn, wou mer méi eng systeemesch Léisung musse fannen, fir effektiv de ländleche Raum besser ze desservéieren.

Voilà! War dat eng Äntwert op Är Fro? Oder ass nach en Aspekt, deen net ofgedeckt war?

M. André Bauler *(DP)*.- Ech weess net, ob ech nach däerf eppes froen, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Nee. Dat gesäit d'Prozedur net vir.

M. André Bauler *(DP)*.- Nee! Dont acte. Ech wousst et, ech wousst et.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Da maache mer dat am Gank, wann Der nach Froen hutt.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président*.- En Aide-mémoire fir d'Madamm Ministesch ass awer erlaabt.

(Hilarité)

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Da soen ech Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Okay. Da komme mer elo zur Fro Nummer 92 vum Här Jeff Engelen un de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten iwwert d'Verwendung vun de bloe Luuchte vu Privatambulanzen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 92 du 11 février 2020 de M. Jeff Engelen relative à l'utilisation des gyrophares bleus par des ambulances privées, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et kënnt vir, datt och déi privat Ambulanzdéngschter eng urgent Faart hunn, eng Faart, déi sech en cours de route och kann emol als urgent erausstellen. Dëst kann de Fall sinn, wann e Patient no enger éischter Versuergung, déi e scho kritt huet, an d'Ausland muss transferéiert ginn oder an en anert Spidol. An deem Kontext kann et noutwendeg sinn, datt e privaten Ambulanzdéngscht mat der bloer Luucht fuere muss. Privat Ambulanzdéngschter si jo och mat dëser Technik ekipéiert.

Mir ass rezent zougedroe ginn, datt een Ubidder vun dëse privaten Ambulanzdéngschter vun der Police eng Geldstrof krut, well dësen am Déngscht mat der bloer Luucht gefuer ass.

An deem Kontext hätt ech da follgend Froen un den Här Minister:

Kann den Här Minister mer dëse Fait confirméieren oder änlecher?

Däerf e privaten Ambulanzdéngscht op d'blo Luucht zréckgräifen?

An dann déi lescht Fro ass: Wéi sinn déi gesetzlech Dispositiounen, wat d'Benotze vun der bloer Luucht bei de privaten Ambulanzdéngschter ubelaangt, genee gereegelt?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engelen. Den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten, den Här François Bausch, huet d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Merci, Här President, an och dem Här Engelen fir seng Froen. Ech wëll em awer direkt am Ufank soen, e ka sech jo sécher virstellen, datt ech selbstverständlech net ka wëssen an och net dierf wëssen, ob do e Protokoll gemaach ginn ass a wien dat ass an esou weider an esou virun. Mir hate jo awer elo vill Diskussiounen doriwwer. Ech hoffen, datt e versteet, datt ech em elo net ka soen, ob do eng Kéier e Protokoll gemaach ginn ass oder net. Dat geet mech näischt un.

Do maachen d'Servicer hir Aarbecht, a wann eppes net rechtméisseg ass, da gëtt et duerfir aner geriichtlech Instanzen, fir dat ze kontrolléieren. Mee et ass ganz sécher net um Minister, fir dat ze jugéieren.

Ech kann Iech awer drop äntweren, wéi dat am Gesetz virgesinn ass par rapport zu de privaten Ambulanzen. Dir hutt de Code de la route, Artikel 39 a 44, deen definéiert ganz genau, wien an ënner wat fir engen Ëmstänn d'blo Luuchten an och d'Sireen dierf huelen. Dat ass d'Police grand-ducale, dat ass d'Douane-an-Akzisen-Administratioun, dat ass d'Arméi, dat ass d'Administration des services de secours, also CGDIS, dann de Service incendie, d'Aide médicale urgente an dann natierlech och verschidde Vehicullen, déi Blutt zum Beispill transportéieren, an dann natierlech och Ambulanzen, ëffentlecher oder privater, wa se als Ambulanzen immatrikuléiert sinn.

Dat heescht, dee wichtegste Punkt, dat ass, als wat dat Gefier immatrikuléiert ginn ass, well dat ass och d'Definitioun, déi da par rapport zum Code de la route wichteg ass. Wéi gesot, ech kann deen dote Fall net jugéieren, well ech deen net kennen. Mee hei ass, wéi d'Reegele sinn. A jiddwereen, dee sech un déi Reegelen hält, deen dierft normalerweis jo dann och kee Protokoll kréien.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Bausch. Da kéime mer elo un d'Fro Nummer 93 vum Här Dan Biancalana un de Minister fir d'bannenzeg Sécherheet iwwert d'Policegewalt zu Lëtzebuerg. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 93 du 10 février 2020 de M. Dan Biancalana relative aux violences policières au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure

M. Dan Biancalana *(LSAP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, ech hunn eng Fro un de Minister fir bannenzeg Sécherheet iwwert d'Polizeigewalt. A Frankräich sinn am Kader vun de Manifestatioune vun de Gilets jaunes eng Rei brutal Iwwergrëffer an Derapagë vun der Police enregistréiert ginn, wat déi franséisch Regierung dozou beweegt huet, ufanks dëses Joers ze reagéieren, andeems se e klore Rappell un d'Exemplaritéit, un d'Deontologie vun der Police a virun allem un de proportionellen a verhältnisméissegen Usage vun der Polizeigewalt huet misse maachen.

D'franséisch Regierung huet bezüglech dësem Verhalen a mat der Referenz op de Rechtsstaat carrement vun engem Croche-pied säitens der Police vis-à-vis vun der Eethik geschwat.

Am September 2019 gouf vum Kriminologiedepartement vun der Ruhr-Universitéit Bochum eng interessant wëssenschaftlech Studie publizéiert iwwer Kierperverletzungen, déi an Däitschland vun der Police zougefüügt goufen, an iwwer rechtswiddreg Polizeigewalt a Willkür, déi zum Virschäi bréngt, dass Affer ganz oft keng Plainte maachen - d'Donkelziffer ass also grouss -, dass se nieft de kierperleche Verletzungen och ënner psychesche Follge leiden, a wann eng Plainte gemaach gëtt, wéineg poursuivéiert gëtt, an dass dës Zort vu Virfäll a

Gewalt a Groussstied a bei gréissere Manifestatioune stattfannen.

De Maintien d'ordre - mir wëssen et - an d'Ausübung vun der Staatsgewalt ass net ëmmer einfach. Et ass e Spagat, eng Gratwanderung tëschent legitimmer an illegitimmer Gewalt. Poliziste schaffen an engem schwieregen Ëmfeld, musse Situatiounen a Kontexter aschätzen, wou de Respekt virun der Uniform ofhëlt an och ëmmer méi Gewalt hinne géigeniwwer ausgeüübt gëtt.

Hei zu Lëtzebuerg awer hunn d'Bierger am Verglach zum europäeschen Niveau méi Vertrauen an eis Police. Dat weisen de Statec an och den Eurobarometer, dat ass ganz positiv. An aus dem Deontologiekodex fir d'Police, dee kierzlech erstallt gouf, wat jo och begréissenswäert ass, geet och ervir, dass d'Poliziste sech beherrsche mussen. Et geet rieds vum „contrôle de soi" an och iwwert den „usage de force", déi proportionell muss agesat ginn an nëmmen dann, wann et noutwendeg ass.

Am Rapport annuel vun der Inspection générale de la police vum Joer 2018 - 2019 ass jo nach net eraus - kann een noliesen, dass 75 Enquête-judiciairë gemaach goufe vun der IGP an 62 weidergeleet goufen un de Parquet. An 38 vun deenen Affäre géigeniwwer Poliziste ware wéinst „coups et blessures volontaires" an 9 wéinst „mauvais traitements, violences policières". Ech widderhuelen hei d'Terminologie vun der IGP.

An deem Kontext follgend Froen: Wou sinn dës Affären drun, souwuel bei der IGP wéi och bei de Geriichtbarkeeten? Gouf et disziplinaresch Sanktiounen a penal Verurteelungen? Wa jo, wéi eng?

War 2018 am Verglach zu de Jore virdrun eng Hausse vun den enregistréierten Affären. Wéi gesäit et fir 2019 aus?

An awéifern - dat ass déi drëtt Fro - erwaart Der Iech, dass de Code de déontologie esou e Verhalen ënnerbanne kann? A wat gëtt et do nach als aner Moyenen an Outile fir Polizisten am Asaz?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Biancalana. Den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet, den Här François Bausch, huet d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Merci och dem Här Biancalana fir seng Interventioun, seng Froen. An et ass sécherlech e Sujet, deen eng ganz grouss Attentioun verdéngt, an dat net nëmmen, well mer eng Rei Fäll haten, effektiv, an der Vergaangenheet, déi Der och opgezielt hutt, wou ech Iech awer direkt ka soen, datt ech Iech natierlech do keng Auskunft hei ka gi wéint dem Secret de l'instruction. Dir musst wëssen, dat gëtt genausou behandelt ..., also d'IGP behandelt dat onofhängeg an déi mécht hir Instruktioun an dann iergendwann eng Kéier kréie mer bekannt gemaach, wat dann d'Urteel ass.

Datt mer awer vill dorobber wëlle schaffen oder dorobber schaffen, dat hu mer net méi spéit wéi déi lescht Woche bewisen, wéi mer de Code de déontologie virgestallt hunn, deen et net ginn ass an der Police bis elo. Deen hu mer misse maachen, well mer och duerch international Obligatiounen an déi Richtung gedréckt gi sinn oder verflicht gi sinn, fir dat ze maachen.

Mee dat war awer net deen eenzege Grond. Deen anere Grond war awer och deen, deen Dir och elo beschriwwen hutt, datt et wichteg ass, datt d'Policebeamten, déi jo am Fong den Executant si vun der ëffentlecher Muecht ... De Staat huet jo de Gewaltmonopol an der Gesellschaft. An déijéineg, déi de Gewaltmonopol exercéieren, dat ass d'Police oder d'Arméi, déi musse sech bewosst sinn, datt se ganz sensibel domadder mussen ëmgoen an datt se do eng immens Responsabilitéit hunn.

An et ass och ganz strikt reglementéiert, ënner wéi enge Konditiounen d'Policebeamten de Recours à la force dierfe maachen, also wou se méi muskléiert, loosse mer et dann emol esou ausdrécken, kënnen intervenéieren, datt dat muss proportionell sinn an datt et ënner ganz spezifesche Bedéngungen nëmme ka sinn. Alles dat ass och am Code de déontologie mat Referenz natierlech op déi betreffend Gesetzgeebungen a respektiv disziplinaresch Reegelen, déi et bei der Police gëtt, vermierkt.

Dann huet d'Police och am Kader vum Code de déontologie decidéiert, fir all Joers preventiv Saachen ze maachen. Dat heescht, mir huelen all Joers elo ee Schwéierpunkt eraus an da mécht d'Generaldirektioun vun der Police eng ganz spezifesch Sensibilisatioun dorobberhin. Dat gesi mer als e wichtege preventiven Aspekt un.

Et ass och esou, datt de Code de déontologie an all déi ganz Reegelen, déi do ronderëm sinn, och méi eng grouss Wichtegkeet wäerte kréien an der Formation de base vun der Police an och an der Formation continue. Dat heescht, datt mer reegelméisseg wierklech transversal duerch all Servicer vun der Police dorobber wëlle schaffen.

Et ass och esou, datt natierlech duerch d'Reform vun der Inspection générale de la police, déi jo parallell mat der Reform vun der Police bei der IGP gemaach ginn ass, d'IGP haut e ganz anere Stellewäert huet. Et ass jo och eng Magistratin, déi Generalinspekter ass vun der IGP. Dat heescht, de Stellewäert ass e ganz anere vun der IGP wéi virun där Reform. An et ass och esou, datt haut d'Bierger och d'Méiglechkeet hunn, d'Bierger selwer, Reklamatioune kënnen ze maachen, Plainten ze maache bei der Inspection générale de la police. Dat gëtt och vill gemaach. Et ass net ëmmer alles berechtegt, mee dat ass egal. Et gëtt dat Instrument, an dat ass wichteg, datt natierlech de Polizist och dobausse weess, datt, wann en eppes mécht, wat net deem entsprécht, wat säi Code de déontologie him virschreift, dee Bierger bei der IGP eng Plainte ka maachen an dann och eng Enquête ganz kloer doropshi gemaach gëtt.

Bon, ech mengen, 2016 hat d'IGP 16 penal Dossieren opgemaach wéinst Violences policières op engem Ensembel vu 76 Dossieren, déi se haten, dat sinn elo d'Zuele vun 2016, déi ech hunn, dat heescht 21 % dovunner. Mee wéi gesot, déi Dossieren, dat sinn normal Instruktiounen, déi sinn net ofgeschloss. Duerfir kann ech haut elo nach näischt doriwwer soen.

Mee de Fait vun all deene Saachen, déi mer an der leschter Zäit gemaach hunn iwwert de Code de déontologie an och, wat fir eng Konklusioune mer dorauser gezunn hunn, beleet, datt mer e ganz grousse Stellewäert dorobber wäerte leeë fir ze sensibiliséieren, datt dat doten net méi virkënnt.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bausch. Mir kommen elo zur Fro Nummer 94 vum Här David Wagner un de Finanzminister iwwert d'Tariffpolitik vun de Finanzinstituter. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 94 du 10 février 2020 de M. David Wagner relative à la politique tarifaire des établissements financiers, adressée à M. le Ministre des Finances

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Am Juni 2017 huet dës Chambre e Gesetz gestëmmt, dat jo eng Direktiv ëmgesat huet, déi et ënner anerem erlaabt, d'Fraise vu verschiddene Banke matenee kënnen ze vergläichen. An am Kader vun dëser Debatt hat ech deemools och gefuerdert, sou wéi d'Direktiv et och ausdrécklech erméiglecht, datt d'Banke wéinstens fir gewësse Servicer d'Gratuitéit misste spille loossen, zemools fir vulnerabel Persounen.

Leider si mer net esou wäit komm. Duerno, d'Joer drop, huet dunn eng Petitioun fir d'Gratuitéit vu Basisoperatiounen de Quorum vu 4.500 Ënnerschrëften erreecht gehat a mir haten hei och am Plenum eng Diskussioun doriwwer.

Leider si mer nach ëmmer esou wäit, datt d'Banke weiderhi Fraise froe fir Basisservicer, dat heescht, datt d'Banke Geld froe fir eng Aarbecht, déi se souwisou maache missten. Et ginn awer Länner wéi Frankräich, Irland, Éisträich oder d'Belsch, déi esou Dispositioune scho geholl hunn. Dat hate mer deemools och gesot. Et ass d'ailleurs och an der Direktiv virgesinn, datt d'Staate vun de Kredittinstituter Systemer kënne fuerderen, déi zemools fir méi vulnerabel Persoune méi favorabel Konditioune kënnen offréieren.

Dofir wollt ech vum Finanzminister wëssen, an dat wier meng éischt Fro, ob hie wëlles hätt, d'Gesetz vun 2017 esou ze modifizéieren, datt d'Kredittinstituter d'Gratuitéit vu gewëssene Bankoperatioune garantéiere sollen.

Zweetens, an dat wär mäi leschte Punkt: Dobäi gouf jo och festgehalen, datt iergendeng Kéier e „simulateur en ligne" misst geschafe ginn, wou jiddereen unhand vu senger perséinlecher Situatioun d'Vir- an d'Nodeeler vun de jeeweilege Kredittinstituter matenee kéint vergläichen. An do ginn et awer och scho Länner, déi dat gemaach hunn, wéi Frankräich oder d'Belsch. Zu Lëtzebuerg, zwee an en halleft Joer nodeem d'Gesetz gestëmmt gouf, gëtt et dee Simulateur nach ëmmer net.

Dofir och meng lescht Fro: Huet den Här Finanzminister wëlles, esou schnell wéi méiglech en transparenten a benotzerfrëndleche Simulateur opstellen ze loossen?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Villmools Merci, Här Wagner. Den Här Finanzminister Pierre Gramegna huet d'Wuert.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, léif Kolleegen aus der Regierung, Dir Dammen, Dir Hären Deputéiert, dat hei ass eng Fro, déi elo schonn éfters hei an der Chamber diskutéiert ginn ass. An ech wäert elo hei net mat Iwwerraschunge kommen oder mat neien Noriichten.

Vläicht zwee Haaptpunkten: Mir sinn hei zu Lëtzebuerg an enger Gesellschaft an an enger Ekonomie, déi net interventionistesch sinn. Dat heescht, mir gleewen drun, dass d'Konkurrenz gutt Resultater bréngt. A vu dass mer eng Rei Petitiounen haten a ganz vill Demanden, hunn ech och d'Initiativ geholl, fir de Bankesecteur ze mobiliséieren, fir déi beschtméiglech Konditioune vum selwen ze bréngen. A wann ech d'Resultat kucken, wat hei um Marché disponibel ass vun Offeren, da soen ech Iech: D'Clienten hei hunn effektiv eng exzellent Wiel vun de Servicen, déi se kënne kréien, a si hunn dat mat relativ vill Transparenz.

Verschiddener hätte gäre gratis Virementen, anerer hätte gäre beim Guichet d'Méiglechkeet, gratis opzehiewen. Bref, ech kéint Beispiller vun deem, wat d'Clienten alleguerte gären hätten, hei opzielen. An ech kann Iech soen: „Een, deen all déi Servicer gär gratis zu Lëtzebuerg wëllt kréien, dee fënnt dat." Dee fënnt dat, e fënnt just net alles bei engem. Wann dat him esou wichteg ass, dass e beim Guichet näischt bezilt oder beim Bancomat näischt bezilt oder op anere Servicer näischt bezilt, dat kann en alles fannen. Mee et ass net um Staat, fir de Banken ze soen, wéi se hir Tariffpolitik solle maachen.

Nun ass et och esou, dass mir hei eng riseg Offer hunn, wéi et der ganz wéineg op der Welt gëtt, well mer vill Konkurrenz hunn, well mer vill inlännesch Banken hunn a vill auslännesch Banken. An de Client kann also wielen.

A mir inspiréieren eis an der Ëmsetzung vun der Direktiv méi nom nërdleche Modell, nom däitsche Modell wéi nom franséischen oder belschen oder südlännesche Modell.

Leschte Punkt: D'Banke mussen och kucken, dass se iwwerliewe kënnen, dass se kënne Profitter maachen. An et ass erëm eng Kéier net um Staat fir ze intervenéieren, wéi se dat solle maachen.

D'Banken hu vill méi Responsabilitéiten, vill méi Oplage kritt iwwert déi lescht Joren. Zu Recht, zu Recht, well se onvirsiichteg waren. Mee haut sinn d'Oplagen immens héich, zweetens sinn d'Zënsen immens niddreg. An och domadder musse se eens ginn. Et ass also net um Staat ze intervenéieren, wéi se dat sollen handhaben, et ass kompliziéiert genuch.

Zum Punkt vum Comparateur: De Comparateur ass do.

(Interruption)

De „Comparateur" nennen ech et, well et dat ass, wat d'CSSF gemaach huet. Si huet e Comparateur gemaach, deen all Mount à jour gesat gëtt. An do kann ee jo dann alleguerten d'Präisser matenee vergläichen!

An op där Basis, mengen ech, erfëlle mer genau dat, wat d'Direktiv wëllt maachen. Mir hätten och gären, dass eise Superviseur, d'CSSF, neutral an där ganzer Debatt do ass. Et soll net dréms goe fir d'CSSF, fir d'Leit ze dirigéieren op deen een oder op deen aneren. Dofir e Comparateur an net e Simulateur.

An dat wäert mäi leschte Punkt sinn. Mat deem Comparateur, deen d'CSSF op d'Bee gesat huet, och op Drock vun der Direktiv, op Drock vun der Union des consommateurs, op Drock vun der Regierung selwer erfëlle mer d'Direktiv 100%eg.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Finanzminister. An da komme mer un d'Fro Nummer 95 vum Här Carlo Back un de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten iwwert déi aktuell Mobilitéitsstrategie MoDu 2.0. Här Back, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 95 du 11 février 2020 de M. Carlo Back relative à la stratégie actuelle dans le domaine de la mobilité, MoDu 2.0, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

M. Carlo Back *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Léif Kolleegen, léif Regierungsvertrieder, Här Minister Bausch, zanter der Aktualisatioun vun 2018 baséiert eis national Mobilitéitsstrategie MoDu 2.0 op neien, prezis chiffréierten Objektiver, zum Beispill fir de Modalsplit, den Occupatiounstaux vun de Gefierer, d'Qualitéit vum ëffentleche Transport, fir den Zäithorizont 2025. Et gouf méi e räicht an aktuellt Zuelematerial benotzt, notamment d'Etüd Luxmobil 2017. A virun allem gouf och mat enger méi preziser, effikasser Planungsmethod geschafft. Ech denken hei speziell un dat neit Instrument fir d'Käschtennotzerechnung vun de verschiddene Mobilitéitsprojete respektiv vun den eenzelnen Alternativen.

Am Kär vun der Strategie steet awer och d'Ambitioun, fir ab 2025 aus der Logik vum Nohuelbedarf erauszekommen an den zukünftege Mobilitéitsbedarf ze anticipéieren. Am MoDu 2.0 gëtt hei den Zäithorizont 2035 erwäänt.

An dësem Sënn wëll ech vun Iech wëssen, Här Minister: Wéi ass deen aktuelle Stand, wat de MoDu 2.0 ugeet, speziell och wat de Rôle vun deene verschiddenen Acteuren ugeet - do gesinn ech véier Stéck: d'Biergerinnen an d'Bierger, d'Gemengen, d'Employeuren an d'Schoulen an natierlech och de Staat?

Wéini ass déi nächst Evaluatioun respektiv Aktualisatioun vun der Strategie, de Moossnamen an de konkreete Projete virgesinn? Wéi gitt Dir vir, fir d'Projektioune vun de Besoine fir den Zäithorizont 2035 opzestellen? Gëtt et och do schonn eventuell konkreet Pläng?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Back. Den Här Mobilitéitsminister François Bausch huet d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Merci och dem Här Back fir dës Fro. Mir hunn am Mobilitéitsministère direkt ufanks vun der Legislaturperiod d'Ekippe verstäerkt an nei opgestallt, fir de MoDu 2.0, dee mer an der leschter Legislaturperiod jo fäerdeggestallt hunn, nach op en aneren Niveau, Level kënnen ze bréngen.

D'Planifikatiounsekipp vun der Mobilitéit am Ministère ass nach eng Kéier verstäerkt ginn a mir hunn e Gesetzesprojet op den Instanzewee bruecht, direkt, fir d'Schafung vun enger Administration des transports publics, wou mer jo, bon, op dem Staatsrot säin Avis waarden. Mir haten d'Gesetz schonn an der Kommissioun virgestallt. Dat sinn déi Planifikatiounsadministratiounen, -cellullen, déi mer brauchen, fir datt mer déi nächst Etapp, déi mer elo wëlle maachen, och richteg a gutt hikréien. Dat Éischt, wat wäert geschéien, do schaffe mer schonn drun, dat ass d'Schafung vun engem Observatoire de la mobilité.

Firwat brauche mer deen? Mee mir hätte gären, datt déi Zuelen, déi mer 2017 bei där grousser Etüd gesammelt hunn, reegelméisseg iwwert d'Asammele vun Daten iwwert den Observatoire de la mobilité aktualiséiert ginn, soudatt mer en Instrument kréien, e permanent Instrument kréie vun Daten an der Mobilitéit, déi eis erlaben, d'Planung och méiglechst gutt ze maachen.

An dann natierlech schaffe mer um Plan de mobilité fir 2035. Wat ass dat? Mee dat ass net elo e MoDu 3.0, mee dat ass eigentlech eng Erweiderung vum MoDu 2.0. De MoDu 2.0, dat ass jo virun allem e ganz groussen éischten Deel gewiescht vun engem strateegesche Konzept, wéi mer an Zukunft d'Mobilitéit solle plangen, wou d'Multimodalitéit beschriwwe gëtt, d'Acteuren, déi et gëtt, wat fir eng Ännerunge mer virhuelen an der Planung. An da war hannen e leschten Deel an deem Plang, dat waren d'Infrastrukturaarbechten, déi ginn, géif ech soen, bis 2026, 2027, 2028. Mee de Gros dovunner wäert bis 2024/2025 gebaut si respektiv ofgeschloss ginn.

An dann hate mer jo am MoDu 2.0 ee grousse Prinzip festgehalen, dat ass, datt mer an der Zukunft e Paradigmewiessel wéilte kréie vun enger Logik ewech vum Ophuele vum Retard zu enger Logik vun der Anticipatioun. Dat heescht, datt mer elo kucken: Wéi entwéckelt sech Lëtzebuerg eiser Meenung no bis 2035? Do schaffe mer och mam Landesplanungsministère enk zesummen. An dann, op Basis vun der Virausschau, maache mer e Plang fir d'Mobilitéit 2035, wou mer soen: Dat hei ass dat, wouvu mir mengen, datt et direkt an Ugrëff geholl misst ginn, fir datt mer eeben 2035, wann déi Entwécklunge gemaach sinn, net erëm hannendrulafen, mee datt mer am Fong d'Mobilitéitsinfrastrukturen oder d'Mobilitéit vum 21. Jorhonnert, déi mer brauchen, och dostoen hunn.

Dat wëlle mer awer genausou participativ ugoen, wéi mer och zum Beispill de Busreseau reforméiert hunn, wou mer jo 2016 ugefaangen hunn. Ech wäert am Mee 2020, also wann ech meng Roadshow fäerdeg hunn am Kontext vum Bus, da wäert ech eng zweet ufänken, an dat ass déi, wou et sech ëm d'Mobilitéit bis 2035 dréit, also dee Plan national de la mobilité bis 2035. Hei hu mer der elo eelef mam Bus, mee do brauche mer elo keng eelef, mee do wäerte mer véier, fënnef - mer musse kucken - sou grouss Veranstaltunge maachen.

Do eraus sollen och Aarbechtsgruppe gegrënnt ginn, wou och d'Bierger sech kënne melle fir

matzeschaffen. An da gi mer an déi nächst Etappen iwwer, fir eeben d'Mise à jour ze maache vum MoDu 2.0. An do gëtt e ganz grousse Schwéierpunkt an deem Plan national de la mobilité bis 2035 och op déi regional Aspekter geluecht. Mir hätte gären, datt mer ganz kloer de regionalen Aspekt nach méi verstäerkt drakréien, esou e bësse wéi mer et beim Bus och elo gemaach hunn. An ech hu mer zum Zil gesat, fir Enn 2021, Ufank 2022 de Plang fäerdeg ze hunn, domadder an d'Regierung kënnen ze goen an dann natierlech selbstverständlech och an d'Chamber ze kommen an en de Leit da kënne virzestellen.

Déi Infrastrukturprojeten, déi doraus wäerten ervirgoen - dat ass esou, mir hunn och eng ganz Rei Etüden de Moment scho lafen -, dat sinn der lauter, déi natierlech net méi an dëser Legislaturperiod ëmgesat ginn, mee déi ginn iwwert dës Legislaturperiod eraus ëmgesat. Et ass allerdéngs esou, datt, wa mer dann dës Legislaturperiod fäerdeg hunn, mer där nächster Regierung, egal wéi se dann ausgesäit, e ganz prezise Plang bis 2035 iwwerginn, deen dann eebe mécht, datt mer an Zukunft net méi sollen hannendrulafen, mee déi Infrastrukture schafen, déi mer brauchen, fir datt d'Land en vue vu senger Entwécklung, demografesch, ekonomesch, regional, lokal, och deementspriechend mobilitéitsméisseg gutt ka fonctionéieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bausch. Mir kommen dann elo un d'Fro Nummer 96 vum Här Laurent Mosar un de Wunnengsbauminister iwwert d'Virkafsrecht. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 96 du 11 février 2020 de M. Laurent Mosar relative au droit de préemption, adressée à M. le Ministre du Logement

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Gesetz vun 2008 iwwert de Pacte Logement gesäit e Virkafsrecht fir d'Gemenge vir. Dëst Virkafsrecht gëtt besonnesch an de leschte Wochen a Méint ëmmer méi erschwéiert duerch allméiglech Artificen, déi Vendeure sech afale loossen, fir datt d'Gemengen hiert Virkafsrecht net méi kënnen ausüben.

Elo ass et awer esou, datt den 20. Januar vun dësem Joer och nach en Arrêt komm ass vun der Cour administrative, wat d'Saach nach méi kompliziéiert mécht, well laut deem Arrêt ass d'Decisioun, fir d'Virkafsrecht auszeüben, elo eng Decisioun, déi virun de Juridiction-administrativë contestéiert ka ginn.

En plus ginn och hei eng Rei vun Delaie festgeschriwwen, déi maachen, an ech soen och all de Kolleeginnen a Kolleegen dat, déi hei kommunal Responsabilitéiten hunn, quasiment den Exercice vum Virkafsrecht vun de Gemengen onméiglech an der Praxis.

Wa mer wëssen, wéi staark mer besonnesch dorobber ugewise sinn, fir déi ambitiéis Ziler vun der Regierung, an ech menge vun all Mënsch, och am Pacte Logement ze realiséieren, muss ech Iech soen, datt ech net méi weess, wéi mir an Zukunft als Gemeng iwwerhaapt deen Droit de préemption nach kënnen exercéieren.

An duerfir meng Froen de Mëtten un den Här Logementsminister. D'Virgängerin hat sech scho ganz intensiv och mat där doter Problematik befaasst, déi keng nei ass. Mir wëlle wëssen: Wat ass do virgesinn? Wéi schnell kënnt en neit Gesetz eventuell op de Leescht? Well ech mengen, mir mussen hei eng Rei vu Modifikatiounen am aktuelle Gesetz virhuelen.

Zweetens wëll ech och nach eng Kéier froen, vu datt eng absolutt Urgence ass, well eng ganz Rei vu Gemengen am Moment och mat esou Demandë vun Droit-de-préemptione confrontéiert sinn: Wéi kënnen d'Gemengen do virgoen, fir déi trotzdeem kënnen auszeüben?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. Den Här Wunnengsbauminister Henri Kox huet d'Wuert.

M. Henri Kox, *Ministre du Logement.*- Här President, Dir Dammen an Hären, éischtens wëll ech dem Här Mosar Merci soe fir déi Fro. Effektiv ass et eng Urgence, déi och duerch deen Arrêt elo nach eng Kéier komm ass. Vläicht wëll ech d'Äntwert a véier Punkte regruppéieren. Dat Éischt ass, u sech, et ass gesot ginn, d'Virgängerin huet schonn eng Kéier intensiv dru geschafft, effektiv gëtt et do en Aarbechtsgrupp tëschent der Stad Lëtzebuerg, dem Interieur an dem Logement. Effektiv ass och dat Gesetz jo mam Pacte Logement agefouert ginn oder d'Reglement, fir dass d'Preemptioun ka gezu ginn, an et ass och nach eng Kéier ginn duerch d'Omnibusgesetz.

D'Aufgabestellung un dee Grupp ass, éischtens, den Inventaire ze maachen, wat, wou a wéi net funktionéiert. Ech mengen, do si schonn eng ganz Rei vu ganz wichtegen Elementer komm, och Point-faiblen. Et ass elo ee Punkt gesot ginn: Wéi ass et, wann elo op eemol Regruppementer gemaach ginn, wou deen een ënnert den Droit de préemption fält an deen aneren net? Do ginn eng Rei vun Tricken erausgezunn.

Wichteg ass awer och, dass mer an deem neie Reglement oder Gesetz den Intérêt général e bësse besser definéieren, well wa mer nach gär wëllen aner Reserve-foncièrë maache wéi am Urbanisteschen, am Sozialen oder an der Ëmwelttechnik, wou mer Terraine brauchen, ass et vläicht wichteg, dass mer dat och spezifizéieren.

Dann en zweete Punkt, dat ass effektiv d'Cour. Ech mengen, am Aarbechtsgrupp war scho kloer, dass et eeben en Acte administratif détachable ass, wéi dat heescht, dass et eeben uklobar vis-à-vis vun der Cour administrative ass, well et ass jo de Secteur public, deen interveneiert, wann tëschent dem privé an dem public do natierlech verkaf oder akaf gëtt. Dann ass et wichteg, dass och deen dann, deen en Terrain muss oftrieden, awer d'Chance huet, dat och an engem Rechtsstaat kënnen anzekloen.

Dat huet natierlech zur Konsequenz, dass mer eis iwwert déi Terminologien, iwwert d'Zäit, déi mer dem Secteur public zur Verfügung stellen, eens musse sinn. Insbesondere ass dat jo en Akt, deen duerch de Gemengerot muss goen. Do brauch een eng gewëssen Zäit. Also déi Zäite musse ganz kloer do matageschriwwe ginn, wéi dat dann exercéiert ka ginn. Also d'Prezisioune mussen dohinnerkommen, dat ass ganz wichteg.

Wéi geet et weider? Ganz kloer: Deen Aarbechtsgrupp wäert elo Enn Februar nach eng Kéier zesummekomme mat der Stad Lëtzebuerg, mam Interieur, fir genau op deenen eenzelne Punkten dat dann unzegoen. An Dir hutt et selwer gesot. Ech mengen, dass et net am Kader vum Pacte Logement 2.0 reforméiert soll ginn, mee dass et vläicht hei wichteg ass, well et jo och vläicht fir aner Beräicher wichteg ass, net nëmme fir de Logement, dass mer en eegent Gesetz wäerten deposéieren.

Bon, wat d'Längt ugeet: Mir maachen elo prioritär de Pacte Logement an duerno wäerte mer e Preemptiounsgesetz definéieren, wou mer alles zesummekréien. Kommt, mer hoffen, dass mer dat esou séier wéi méiglech hei kënnen diskutéieren!

Wat kënnen d'Gemenge maachen, ech mengen, fir d'Preemptioun ze zéien? Bon, aus menger Erfarung war et och ëmmer ganz wichteg, als Gemeng oder als Entité publique fréizäiteg un de Bierger, un de Proprietär eruntzetrieden, well villen ass net bekannt, dass, wann eng Proprietéit wiesselt vum Privaten direkt un de Staat, een d'Plus-value net ze besteiere brauch. Dat ass eppes, wat net vill bekannt ass. Domadder kéinte mer éischter besser Präisser oder präiswäert Terraine kréien.

Dat stéiert vläicht de Finanzminister e bëssen, well e keng zousätzlech Steieren erakritt. Awer ech mengen, dat ass en Instrument, wat mer méi offensiv sollten ugoen, fir rechtzäiteg bei de Proprietär ze goen, fir dass d'ëffentlech Hand, sief et d'Gemeng, sief et de Staat, och éischter un d'Terraine kënnt, fir do de Kaf ze maachen. Mee et ass ganz wichteg, mir wäerte schnellstméiglech dorunner schaffen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kox. Mir kommen elo zur Fro Nummer 97 vum Här Mars Di Bartolomeo un de Minister fir Energie iwwert d'Extensioun vun der Liewensdauer vum Atomkraaftwierk zu Cattenom. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 97 du 11 février 2020 de M. Mars Di Bartolomeo relative à l'extension de la durée de vie de 50, voire 60 ans de la centrale nucléaire de Cattenom, adressée à M. le Ministre de l'Énergie

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen a Kolleeginnen, déi franséisch Regierung huet elo hire Wëlle bestätegt, fir bis 2035 den Undeel vun der Atomenergie vu 70 % op 50 % ze senken an duerch erneierbar Energien ze ersetzen.

Bekannt ass och elo definitiv plus/minus d'Lëscht vun deene 14 Reakteren, déi op 7 Sitte progressiv bis 2035 ausgeschalt solle ginn. D'grande Absente op där Lëscht ass d'Zentral vu Cattenom op eiser Grenz. Si soll net nëmmen net zougemaach ginn, mee hir Lafzäit soll ëm 10 bis 20 Joer weider verlängert ginn, dat heescht, dass se net 40 Joer, mee 50, gegeebenefalls 60 Joer soll fonctionéieren. An dat trotz all eisen Efforten, trotz all eise Protester, trotz all eisen diplomateschen Initiativen, déi déi successiv Regierunge geholl hunn.

Dës Tatsaach war och d'Theema bei der lëtzebuergesch-franséischer Commission mixte iwwert d'Sécurité nucléaire, déi déi lescht Woch stattfonnt huet a Frankräich.

Meng Froen un den Energieminister: Wat fir Méiglechkeete bleiwen eis, vu déi Gewëssheet, déi sech elo lues a lues awer breetmécht, datt déi franséisch Säit net wäert bougéieren? Et schéngt eng Gewëssheet ze sinn, dass mer nach laang Zäit mat Cattenom musse liewen.

En ordre subsidiaire: Wat fir eng Investitioune sinn zu Cattenom säit der Katastroph vu Fukushima gemaach ginn? A wat fir Sécherheetsmoossname sinn nach geplangt, fir dee Risiko wéinstens op e Minimum ze senken?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Di Bartolomeo. Den Här Energieminister Claude Turmes huet d'Wuert.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Här President, léiwe Mars Di Bartolomeo, merci fir d'Fro. Ech mengen, dat, wat a Frankräich leeft ronderëm Atom, ass effektiv ganz besuergneserreegend, mee mir als Regierung probéiere wierklech, e Maximum ze maache géint Atomkraaft, op allen Niveauen.

Et gëtt en Niveau Europa. Dir musst wëssen, dass et am Dezember op engem Sommet ronderëm d'Klima e grousse Match ginn ass zwësche Frankräich, Tschechien, Slowakei op där enger Säit - déi wollte Gelder aus dem EU-Budget fir Atomkraaftwierker - an op där anerer Säit dem Xavier Bettel fir Lëtzebuerg an Éisträich. A mir hunn dee Match eigentlech gewonnen, well op deem Sommet decidéiert ginn ass, dass et keng EU-Gelder gëtt fir Atomkraaft.

Mir hunn och als Lëtzebuerger Regierung véier EU-Gesetzer am Moment blockéiert, well do och nach e Wording dran ass, dee seet, dass Atom eng wichteg Roll soll spille beim Klimaschutz an Europa, an eeben och nach eng Kéier op déi Fro ageet vun de Finanzen. A mir probéieren am Moment mat Éisträich, Litauen, Spuenien an aneren eng Majoritéit opzebauen, fir dass déi Texter do blockéiert bleiwen, soulaang bis eeben déi schlecht Textdeeler do erauskommen.

Dann zréck op dee spezifesche Fall mat Cattenom. Ech mengen, mir si jo elo net déi éischt Regierung, déi do aktiv ass. An ech mengen, dass mer hei net nëmmen am Numm vun der Regierung schwätzen, mee am Numm vun engem ganz, ganz groussen Deel vun der Lëtzebuerger Bevëlkerung oder vun de Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen.

Mir hunn elo rezent an deem ganze Prozess, deen aktuell a Frankräich gelaf ass iwwert dat, wat een technesch „programmation pluriannuelle de l'énergie" nennt, dat ass eigentlech en Deel vun hirem Energie- a Klimaplang, do hate mer intervenéiert. Do hu mer eeben och scho gesot: „Mir gesinn net an, firwat mir sollen do de Risiko droen, dass Cattenom weiderleeft." A mir haten do och schonn drop higewisen, dass mer eigentlech gären hätten, dass Cattenom soll zougemaach ginn.

A Frankräich ass de Match natierlech: Déi aktuell Regierung, Macron an och de Premierminister, déi sinn zimmlech proatom. De Premierminister war zum Beispill virdrun de Pressespriecher vun Areva. Dat heescht, et ass am Moment net einfach, fir do weiderzekommen.

An dat, wat mer elo maachen, ass, mir hunn e politeschen Differend, si wëlle Cattenom weiderlafe loossen a mir soen „no way". Dat heescht, mir kucken elo, mir mussen elo prozedural e Fouss an d'Dier kréien. An et war och dat, wat elo geschitt ass. De 4. Februar, wéi déi Commission franco-luxembourgeoise war, hunn eis Beamten do kloer Wierder fonnt. An zwar geet et do am Sträit drëm, d'franséisch Regierung seet: „Mir brauche keng extra Geneemegung ze gi fir Cattenom", well am Atomstaat Frankräich alles esou gedréit ass, dass d'Atomreaktere kënne weiderlafen, ouni dass eng extra nei Geneemegung muss sinn, a mir soen, dass et zwou international Verflichtunge gëtt, un déi Frankräich sech muss halen.

Dat eent ass eng EU-Direktiv iwwert d'grenziwwerschreidend Ëmweltimpakter. An da gëtt et och nach eng Konventioun, déi heescht Espoo. Espoo ass eng Stad a Finnland, wou viru Joren eng Konventioun ënnerschriwwe ginn ass, déi och Frankräich verflicht, dass geféierlech Industrieanlagen, a Cattenom ass eng geféierlech Industrieanlag, och grenziwwerschreidend musse gekuckt ginn. An dat ass elo am Moment eisen institutionelle Sträit mat Frankräich, wou mer awer gutt Kaarten hunn, deen ze gewannen, well et souwuel eng EU-Gesetzgeebung gëtt wéi en internationale Vertrag, déi op eiser Säit sinn, an d'Fransousen net derlaanschtkomme wäerten, fir eis quasi ze froen elo an där Prozedur vun der Verlängerung vu Cattenom.

Firwat ass dat wichteg? Well all - an ech betounen „all"! - Atomreakter ass e Risiko. An al Atomreaktere sinn natierlech nach méi e grousse Risiko. An ech soen ëmmer: „Stellt Iech emol vir, viru 40 Joer, do sinn Deux-chevauxe gebaut ginn! Géift Der haut nach mat 130 an enger 40 Joer aler Deux-chevaux bis op Nice fueren?"

(Brouhaha)

Ech mengen, do géife vill Leit sech iwwerleeën, ob dat sécherheetstechnesch nach gutt ass.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Turmes, Dir musst sou lues zum Schluss vun Ärer Äntwert kommen.

(Brouhaha)

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Ech kommen zum Schluss. Also, mir wäerten alles drusetzen. An dat Wichtegst, ee vun de wichtegste Bausteng ass dat Gesetz, wat elo heihinnerkënnt iwwert d'Haftung. Wa mir bis dat Haftungsgesetz hunn, dann ass kloer, wann eng Kéier zu Cattenom géif eppes geschéien, dann ass do net en Deckel um Risiko vun 100 Millioune - dat ass d'Gesetzgeebung am Moment. Fukushima huet 100 Milliarde Schued. Mee wa mir d'Haftung maachen, da gëllt deen Deckel vun 100 Millioune Schued net méi. Dat gëtt vill méi.

An dat zwéngt dann och de Bedreiwer vu Cattenom, d'EDF, sech wierklech nach eng Kéier gutt ze iwwerleeën: „Wëll ech deen Atomreakter weider bedreiwen?"

Villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Turmes. Mir kommen elo zur Fro Nummer 98 vum Här Sven Clement un de Finanzminister iwwert den Inventar vun den Immobilien a Firmebesëtz.

- Question n° 98 du 11 février 2020 de M. Sven Clement relative à un inventaire des entreprises possédant des biens immobiliers au Luxembourg sur la base de données cadastrales, adressée à M. le Ministre des Finances

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Präisser vun den Terrainen, Appartementer an Haiser gi weider an d'Luucht. D'Alarmluuchte gi sou lues parteiiwwergräifend un, wa se net schonn u sinn.

De Logement ass e reelle Problem. Dat ass mëttlerweil, mengen ech, jiddwerengem heibanne bewosst. A mir Piraten begréissen, datt d'Chamber sech dorëm wëllt këmmeren, wa mer iwwer Logement, mee eeben och iwwer Aarmut schwätzen.

Leider gesi mer awer och, datt dës räisseresch Theeme ganz séier a bëllege Populismus kënnen ofdriften, wou deen ee géint deen anere kann ausgespillt ginn, wou gesot gëtt: „Deenen enge gehéiert dat eent, deenen anere gehéiert näischt." Mee d'Fro stellt sech: Wiem gehéieren da wierklech d'Terrainen zu Lëtzebuerg?

De LISER huet an der Vergaangenheet relativ heefeg Etüde gemaach, déi d'Besëtzverhältnisser sollte méi kloer maachen. Si hunn drop higewisen, wéi wéineg Terrainen am Besëtz vum Staat sinn. Si hunn awer keng Analys konnte maachen, wéi vill Terrainen am Besëtz vu wéi vill Firmen oder finanzielle Konstrukter sinn. Well ech mengen, dat ass déi grouss Fro!

D'Fro stellt sech net: Huet eng Firma een Terrain? Da stellt sech d'Fro nämlech: A wéi grouss? Mee et stellt sech och d'Fro: Wéi eng Firmen oder Fongen hu ganz vill Terrainen? An ech mengen, an deem Kontext muss ee sech ganz bewosst d'Fro stellen. Mir hunn iwwert de Kadaster d'Méiglechkeet, d'Proprietéitsverhältnisser erauszefanne vun den Terrainen.

Wär de Minister bereet, dem Kadaster d'Missioun ze ginn, dës Donnéeën an enger adequater Form dem LISER zur Verfügung ze stellen, fir esou eng Etüd ze maachen, déi kloerstellt, wéi vill Betriber wéi vill Terrainen hunn? Dat heescht am Kloertext fir ze gesinn, ob d'FISen eng reell Unheefung vun Terrainen duerstellen oder ob se tatsächlech ëmmer nëmme fir eenzel Projete benotzt ginn.

Ech mengen, mir brauchen e faktebaséierten Debat, an dofir wär esou eng Etüd néideg. An dofir wollt ech de Minister ganz konkreet froen, ob e bereet wär, dës Donnéeën der Etüd zur Verfügung ze stellen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Wuert huet den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, léif Kolleegen aus der Regierung, Dir Dammen an Dir Hären, merci fir dës Fro. Ech muss se awer elo vläicht nach eng Kéier liesen, well wann ech elo d'Explicitatiounen héiere vun der Fro, war dat do guer net erauszehéieren.

(Interruption)

A jo, jo, jo: „ [...] géif ech gären dem Finanzminister eng Fro stellen zu engem Inventaire vun den Entreprisen, déi zu Lëtzebuerg Immobilie besëtzen, dat Ganzt op Basis vun de Kadasterdonnéeën." An zum Schluss vun Ärer Interventioun hutt Der d'Wuert „FIS" gebraucht.

Jo, wann dat de Sujet war, da wär ech Iech dankbar, dat Wuert op d'mannst an der Fro opzewerfen. Also, ech muss soen, ech si wierklech elo iwwerrascht gewiescht. E Minister däerf am Fong geholl ni iwwerrascht sinn, mee ech war iwwerrascht!

(Hilarité générale)

Une voix.- Et ass awer schéin, datt en et seet!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Majo, ech ginn dat gären zou. Dat hat ech doranner net gelies. An dofir hat ech eng Äntwert virbereet, déi ech och wäert soen.

(Hilarité générale et interruptions)

An ech wäert awer och op d'FISen äntwerten. Also zu de FISe kommen ech dann am zweeten Deel.

Am éischten Deel wollt ech soen, dass mer eng immens oppe Politik hunn am Kadaster. Ech muss Iech soen, à tel point, dass ech heiansdo hannerfrot hunn, ob dat gutt wier, dass dat esou op ass. Ech hu mech natierlech missen iwwerzeege loossen, wéi dat mer heiansdo geschitt, dass Transparenz d'Wuert vun dësem Joerzéngt ass an dass alles transparent ass. An da soll et och am Kadaster esou sinn, soudass jidderee kann do froen, wie Proprietär ass vun engem Terrain, wie Proprietär ass vun engem Gebai, an da kritt een déi Informatiounen, ouni musse berechtegt ze sinn, firwat oder einfach aus Virwëtz: „Wien ass Proprietär vum 16, avenue de la Gare?", an da kritt een dat gesot.

Dat ass jo wonnerbar! Also méi schéi geet et net! An dann hu mer e Geoportail, dee gratis ass. Et ass ee vun deene modernsten op der ganzer Welt a mir wäerten och weider de Kadaster moderniséieren.

Bref, ech hat geduecht, dat wär den Angle vun der Fro, an ech wollt Iech nach villes driwwer erzielen, dat erzielen ech Iech elo net, well dat war jo net den Objet.

Den Objet ass den FIS, de Fonds d'investissement spécial. Den I ass also Fonds „d'investissement" an net „immobilier", mee natierlech kann een Immobilien an engem Fonds d'investissement spécial detenéieren. An et steet am Koalitiounsaccord, an ech kann Iech och soen: „Mir schaffen drop, fir déi Abusen, déi an deem Domän geschéien, ze ënnerbannen."

Et ass esou, dass effektiv Immobilien an esou speziell Investitiounsfonge gesat ginn an dass een dat kann zu Konditioune maachen, déi, fiskalesch gesinn, extreem avantagéis sinn, iwwerdriwwen avantagéis. An dofir wäerte mer dat änneren.

Wann dat Är Fro war, kann ech Iech berouegen, dat wäert geännert ginn.

M. Sven Clement *(Piraten).*- D'Fro war zwar, ob Dir d'Donnéeë vum Kadaster dem LISER fir eng Etüd eeben zur Verfügung géift stellen, agregéiert.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Ma elo, wou ech d'Fro héieren an dat Wuert LISER héieren, wat och net hei drasteet, soen ech Iech just: Ech wäert dat nokucken, an op Basis vun Informatiounen, déi ech vu béide Säite kréien, wäert ech Iech nach eng Kéier gären op déi Fro äntweren.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Finanzminister. Ech wëll just rappeléieren: Wann ee gären eng prezis Äntwert hätt, da muss een eng prezis Fro stellen.

(Interruptions)

An domadder komme mer elo zur Fro Nummer 99.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, et ass eng mëndlech Fro, keng schrëftlech Fro. An d'mëndlech Fro war, mengen ech, ganz prezis formuléiert, ob d'Donnéeën un de LISER géife kommunizéiert ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wann ee gären eng prezis Äntwert hätt, da misst een awer och dem Minister d'Méiglechkeet ginn, fir am Fong geholl d'Elementer ze hunn, fir kënnen dorobber ze äntweren.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, ech muss deem widderspriechen. Eng mëndlech Froestonn ass eng mëndlech Froestonn. Wa mer elo ufänken, hei d'Froen ze maachen ...

(Brouhaha général)

Fait personnel, wann Der et esou wëllt wëssen.

(Exclamations)

Mme Simone Beissel *(DP).*- Esou eng Prozedur gëtt et net!

M. Sven Clement *(Piraten).*- A, do sinn der wuel e puer getréppelt!

Mme Simone Beissel *(DP).*- Esou eng Prozedur gëtt et net!

(Interruptions diverses)

M. André Bauler *(DP).*- Dat hei ass awer kee Pingpong.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Clement, kuckt d'Reglement an da reegt Der Iech, wannechgelift, manner op!

(Hilarité générale)

An domadder komme mer zur Fro Nummer 99 vum Här Georges Engel ...

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... un d'Justizministesch an un de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten iwwert d'Ëmbauaarbechte vum Centre pénitentiaire zu Schraasseg. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Eng anstänneg Fro.

- Question n° 99 du 11 février 2020 de M. Georges Engel relative aux travaux de transformation prévus au Centre pénitentiaire à Schrassig, adressée à Mme la Ministre de la Justice et à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

M. Georges Engel *(LSAP).*- Voilà, meng schrëftlech Fro war genau dat, wat ech och mëndlech wäert hei froen, …

(Hilarité)

… sou wéi dat sech och gehéiert.

An deene leschten Deeg war an der Press ze liesen, dass Schraasseg soll renovéiert ginn. An et gouf dozou e puer Iwwerleeungen. Éischtens wär et d'Méiglechkeet, dee Bau a Phasen ze renovéieren. Dat heescht, no an no déi eenzel Gebaier ze renovéieren an dann anerer am Fonctionnement ze loossen. An eng aner Iddi wär, dass een dat besteeënd Gebai oder déi besteeënd Gebaier alleguer géif ofrappen an e ganz neit dohinner géif bauen.

Dat ass och gutt esou. Gutt Infrastrukture si wichteg fir e gudde Strofvollzuch. Déi Leit, déi jo do an deenen Institutiounen elo liewe wärend enger Zäit, déi komme jo och méi spéit erëm eng Kéier eraus, an et muss ee se jo och da fir d'Liewen a Fräiheet erëm eng Kéier virbereeden a se och uerdentlech an d'Gesellschaft kënne reintegréieren.

Beim Bau vun der Untersuchungshaftanstalt um Uerschterhaff gouf heibanne gesot vum Justizminister Félix Braz, dass dee Bau exklusiv fir Untersuchungshäftlinge wär. Elo konnt een awer liesen op där enger oder anerer Plaz, dass elo d'Méiglechkeet géif bestoen, dass, wa Suessem géif opgoen, een dann alleguer d'Häftlinge kéint vu Schraasseg op Suessem plënneren an dass da géif dovunner profitéiert ginn, fir dann entweeder en Neibau oder d'Renovatioun ze maachen.

Dofir dräi Froen - ech weess net, ob Der kënnt direkt drop äntweren, mee ech stelle se awer emol.

(Hilarité)

Éischtens, gëtt et en Timing fir souwuel d'Renovatioun wéi och d'Ofrappe vu Schraasseg? Gëtt et eventuell e Präis? A bleift et dobäi, dass den Uerschterhaff just fir Untersuchungshäftlingen ass an net dozou genotzt gëtt, fir verurteelt Häftlingen dohinnerzebréngen?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. D'Madamm Justizministesch Sam Tanson huet d'Wuert.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här Engel, fir Är Froen, op déi ech mech ganz gutt konnt preparéieren, en vue vun deem, wat Der eraginn hat. Ech sinn och frou, dass ech dozou elo Positioun kann huelen, well dat jo de Weekend e Sujet war.

Also, mir sinn hei am Stadium vu Reflexiounen, sou wéi ech dat och am deem Interview gesot hat, deen den Ursprong vun deem Ganze war virun enger Woch am „Quotidien". Dunn ass dat vum „Lëtzebuerger Wort" opgegraff ginn de Samschdeg an dunn huet dat esou säi Wee gemaach. An d'Story, wéi dat ëmmer esou geet, huet sech dunn iergendwéi au fur et à mesure e bësse verselbststännegt. Duerfir ass dat gutt, fir elo hei kënnen e puer Saache kloerzestellen.

Mir schwätzen hei vun engem Projet à moyen terme. Dir frot no engem Datum, dem Delai, fir dat Ganzt fäerdegzestellen. Mir sinn emol nach net bei engem Avant-projet sommaire. Dat heescht, mir sinn elo bei de Reflexiounen. Mir schwätze vun 20 Joer. Dat ass wierklech e grousse Projet. Duerfir kann ech Iech och elo nach keng Präis nennen, ausser dass et een ass, dee sécher hei mat engem Gesetzesprojet debattéiert wäert ginn, well et natierlech eng grouss Envergure wäert hunn.

Firwat musse mer dat maachen? Mir hunn e Prisong, dee kënnt aus den 80er Joren. Deen ass net méi konform, souwuel wat international Normen ugeet wéi awer och wat déi Gesetzgeebung ugeet, déi mer eis selwer virun annerhallwem Joer ginn hunn, fir e bessere Strofvollzuch ze erméiglechen, fir also de Prisonéier och erëm Perspektiven ze bidden am Strofvollzuch selwer, dat heescht Formatiounen unzebidden an engem adequate Kader. Dat heescht awer och, d'Populatioun uerdentlech kënne vuneneen ze trennen, fir separat mat deenen engen oder anere kënnen ze schaffen.

Wann ech bedenken, mir schwätze vill vu Mineuren am Prisong, mee et gëtt och Jonker, jonk Erwuessener am Prisong, déi aner Besoinen hunn an en aneren Encadrement brauche wéi en Erwuessenen, e laangjäregen erwuessene Prisonéier, e Stroffällegen, dee wierklech schonn eng ganz Karriär hanner sech huet. Dat heescht, mir sinn do gefrot, fir aner Moyenen ze bidden. Och d'Fraen am Prisong; mir hunn am Moment 28 Fraen am Prisong. De Prisong ass net gutt esou organiséiert, dass d'Frae vun deene selwechte Saache kënne profitéiere wéi d'Männer.

An da kënnt nach dobäi: Mir hunn och ganz vill Leit, déi do schaffen. An och déi schaffen haut net a gudde Konditiounen do. Mir hu keng generell Kameraiwwerwaachung. Dat heescht, vun der Sécherheet hier ass et relativ komplizéiert fir si. D'Gäng sinn immens enk. Och d'medezinnescht Personal, wat do schafft, schafft net an uerdentleche Konditiounen do. Jee, mir brauchen nei Lokaler.

Mir hunn eis gefrot: Solle mer et renovéieren oder solle mer et nei bauen? A mir sinn zur Konklusioun komm - mir haten eng ganz gutt Visitt, de Finanzminister, de Bauteminister an ech selwer op der Plaz -, dass mer op de Wee wëlle goen, fir wierklech a Phasen nei ze bauen.

Firwat ass dat elo akut? Well den Uerschterhaff 2023 opgeet. Mee net well mer da wëllen alleguerten d'Detenuen op den Uerschterhaff transferéieren, well da verlagere mer jo just de Problem, dee mer eigentlech elo léisen domat, dass endlech e Prisong opgeet fir Untersuchungshäftlingen, mee well mer da relativ vill Plaz fräi kréien.

Mir hu Stand haut 508 Prisonéier, dovunner sinn der 260 an der Détention préventive, déi sinn also dee Moment fort. A vun där Plaz kënne mer profitéieren, fir da Regruppementer ze maachen, fir a Phasen de Prisong nei ze bauen. Voilà!

Ech mengen, ech hat ausgemaach mam Bauteminister, dass dat dann och eis Äntwert wär, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dat ass tipptopp esou. Merci der Madamm Justizministesch. Da kéime mer elo un d'Fro Nummer 100 vum Här Marco Schank an un d'Fro Nummer 101 vum Här Jeff Engelen un de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten iwwert den Adapto. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 100 du 11 février 2020 de M. Marco Schank relative à la réforme du service de transport pour personnes à mobilité réduite Adapto, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

- Question n° 101 du 11 février 2020 de M. Jeff Engelen relative au service de transport pour personnes à mobilité réduite Adapto, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

M. Marco Schank *(CSV).*- Här President, d'Reform vum Adapto gëtt am Moment vill diskutéiert. Zu Wuert gemellt hu sech och Interessevertriedunge wéi d'Zefi ASBL, Trisomie21 Lëtzebuerg, Parkinson Lëtzebuerg, d'Patientevertriedung an anerer. Meng éischt Fro dréit ëm den neie Formulaire, fir eng nei Kaart ze kréien.

Ass deen neie Formulaire zesumme mat der Zivillgesellschaft am Beräich Handicap gekuckt gi respektiv ass ënner Ëmstänn och mat den Doktere geschwat gi beim Ausschaffe vum Formulaire?

Een Utilisateur huet mir gesot, säin Hausdokter hätt him gesot, hie géif dee Certificat médical net ausfëllen, aner Doktere géifen dat och net maachen. Dont acte.

Eng aner Kritik ass de Fait, datt d'Zäit knapps wier, fir déi Demarchen ze maachen, fir deen neie Formulaire eranzereechen. An an deem Kontext soll een Deel vun de Clientë provisoresch an deen neie System eriwwergeholl ginn a bis den 30. Abrëll misst d'Demande fir d'Erneierung gemaach ginn.

Meng Fro: Wéi eng Utilisateure sinn dat?

Dann: An Zukunft soll och d'Mobilitéitszentral den Dispatching maachen an net méi d'Exploitanten. Duerfir meng Fro, ob d'Personal vun der Zentral och forméiert gouf am Hibléck op d'Besoine vun den Utilisateure mat spezifeschem Handicap.

Eng aner Fro ass déi, ob d'Utilisateuren, deenen nach eng „Aptitude à conduire un véhicule" bescheinegt gëtt, gläichzäiteg op den Adapto-Service zréckgräife kënnen? A gëtt den Utilisateure gehollef, wa Problemer beim Ëmgoe mat där neier App a puncto Reservatioun entstinn?

Eng aner Fro ass déi, wéi et ëm d'Formatioun steet fir d'Exploitantë respektiv d'Chauffeuren. Ass déi amgaangen ogrond vun deem neie Logiciel? An an enger Reunioun vum 22.1. tëschent Ministère an Exploitanten ass och gesot ginn, et wier nach keng Léisung, déi siichtbar wier beim Pooling respektiv de kombinéierten Transporter.

An ee Wonsch vun den Entreprisen ass an där Reunioun och geäussert ginn, wou gesot ginn ass, et wier wichteg, an Zukunft einfach, direkt a séier kënne mat der Leetstell ze kommunizéieren. Et wier versprach ginn, dat géif gemaach ginn.

An eng lescht Fro vun Info-Handicap: Wéi ass et mat de Leit, déi nëmmen en zäitlech begrenzten Handicap hunn, zum Beispill no enger Operatioun? Fir déi, déi e puer Méint op de Rollstull ugewise sinn, do géif et nach e Flou ginn.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Schank. An ech ginn d'Wuert direkt weider un den Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den 29. Januar huet d'Kolleegin Martine Hansen eng parlamentaresch Fro gestallt iwwert déi organisatoresch Dispositioune vum Adapto-Transport, dëst am Hibléck op de Fait, datt dësen ab dem 1. Mäerz gratis gëtt. Si ass ënner anerem och op d'Fro agaangen, ob d'Beneficiairë vum Adapto-Transport erëm beim Dokter passéiere mussen, ier se déi nei Kaart kréien.

E puer Deeg drop war awer an der Press ze liesen, datt d'Benotzer vum Adapto-Transport erëm musse beim Dokter passéiere fir eng nei Kaart, an dat an enger Frist vu véier Wochen. Dëst gouf vun der Patientevertriedung wéi och vum Konsumenteschutz kritiséiert. Wéi géifen déi Leit alleguerten an deem Delai do beim Dokter kënne passéieren? An dann och nach an enger Zäit, wou souwisou déi meescht Dokteschpraxisse souwisou schonn iwwerlaascht sinn duerch déi saisonal Erkrankungen.

Et muss een och wëssen, datt fir verschidden Notzer de Besuch beim Hausdokter net duergeet, fir eng Kaart ze kréien. Et muss ee bei engem Spezialist passéieren, an do kann dat bis en halleft Joer daueren.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Minister: Éischtens emol, firwat mussen all dës Leit, déi eng Kaart hunn, erëm beim Dokter passéieren? Dat ass erëm en zousätzleche Käschtepunkt. Rechent nëmmen, dat sollen anscheinend 10.500 Persoune sinn, déi heivunner betraff sinn. Wann een dat ëmrechent, da kascht dat herno d'Krankekeess eleng eng hallef Millioun Euro.

Ech mengen, dat si Saachen, a si hu jo déi Kaart souwisou schonn. An da muss een erëm e Rendez-vous hunn, an och den Trajet, alles dat muss ee jo mat arechnen. A wann ee bei e Spezialist geet, da geet deen Delai vu véier Wochen net duer.

Zweetens, ass den Här Minister sech dëser Problematik bewosst?

Meng drëtt Fro: Aus wéi engem Grond ass den Delai, fir den Dokter opzesichen, fir Adapto-Beneficiairen esou knapp bemooss?

A véiertens, gedenkt d'Regierung, déi zäitlech Dispositioune fir de Besuch beim Dokter ze iwwerdenken an un d'Realitéit vun de Waardezäiten unzepassen, soudatt de Benotzer vum Adapto-Transport net ënner Drock geréit?

Ech soen Iech Merci fir Är Äntwert.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. D'Wuert huet den Här Mobilitéitsminister François Bausch.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Merci dem Här Schank an dem Här Engelen fir déi Froen. Dat erlaabt mer, vill Saachen, déi behaapt gi sinn oder och geschriwwe gi sinn a leschter Zäit, richtegzestellen, well déi net ëmmer esou sinn, wéi dat da lénks a riets geschriwwe gëtt.

Bon, fir d'éischt emol wëll ech soen, datt et mech eigentlech e bëssen erstaunt, datt mer eis net méi freeën iwwert dat, wat mer den 1. Mäerz aféieren. Ech hu bis elo d'Impressioun hei zu Lëtzebuerg, datt dat e Sport ginn ass, wa mer eppes Neits aféieren - ech wëll drun erënneren, hei féiere mer e gratis Service an, en Door-to-door-Service, dee an Zukunft gratis ass -, datt mer eis net emol driwwer freeën. Ech op alle Fall mengen, et wär awer derwäert, datt ee sech freet iwwert dee Service, well ech hu mech och e bëssen ëmgekuckt an Europa. Ech hu kee Land fonnt, wou et dee Service gëtt, dee mer elo hei aféieren.

Mee dat awer niewebäi gesot, ass déi Diskussioun, wéini mer et aféieren, de Stéchdatum, jo net eréischt gëschter bekannt ginn. Mir diskutéieren elo scho bal e Joer driwwer, iwwert de Stéchdatum, eigentlech vum September un.

(Interruption)

Ech mengen, wéi hei d'Petitioun war - pardon, am Juli war et, richteg -, do hunn ech ugekënnegt, datt mer et den 1. Mäerz géife gratis maachen. A mir hunn och de Wee ugekënnegt. Et sinn x Communiquéë schonn erausgaangen entre-temps.

An den Haaptproblem, dee mer hei hunn, dat ass, datt mer natierlech mussen eng nei Datebank erstellen, well déi Datebank, op déi mer haut opbauen, dat ass eng, déi ass schonn extreem al. Do si Leit dran, déi guer net méi dovu profitéieren, fir net méi ze soen, vum System. An dat mécht einfach kee Sënn, op Basis vun esou enger Datebank an en neie System iwwerzegoen, deen en plus eng ganz aner Nues huet wéi dee virdrun.

An dat ass de Grond, firwat mer geduecht hunn, datt et awer méi sënnvoll ass, datt mer elo eng nei Datebank opbauen, déi dann och kloer ass a fiabel ass an esou weider.

Da kënnt derbäi, datt mer eng ganz Rei Leit ugeschriwwen hunn, dat sinn alles Leit, déi ganz rezent d'Kaart eréischt kritt hunn. Mir hunn entre-temps schonn 1.200 nei Kaarten ausgestallt, wëll ech Iech soen. Et ass net, wéi wann nach näischt geschitt wär. Mir hunn do eng ganz Rei Leit, wou mer woussten, déi doten hu jo eréischt Certificaten eraginn, selwer ugeschriwwen, fir datt se et net nach eng Kéier misste maachen. Déi kruten d'office hir nei Kaart ausgestallt.

Et ass awer esou, datt d'Leit sech musse mellen, well déi 1.200, déi hu sech och gemellt. An dat ass och mäin Appell, deen ech haut hei wëll maachen eng Kéier. D'Leit solle sech mellen - telefonesch geet schonn duer -, sech telefonesch mellen an da soen: „Hei lauschtert emol, ech hunn eng Kaart gehat. Wéi gesäit et elo aus, wat muss ech maachen?" An da kréie se och weidergehollef an deem ganze Kontext.

Ech muss och soen, ech sinn erstaunt. Hei ass eng Patientevertriedung, déi schwätzt vun 10.500 Leit. Ech weess net, wou déi un déi Fichiere kommen. Ech kommen op alle Fall net un d'Fichieren, glécklecherweis. Ech weess just, datt ech just kann eng Datebank opbauen - an déi muss strikt geheim bleiwen - op Basis vun deem, wat ech erageereecht kréien. Bon, wann déi déi hunn, ech weess net, da solle se mer se emol eng Kéier weisen. Ech weess et net. Mee op alle Fall ass et esou, datt et normal ass, datt ee sech awer hei nach eng Kéier muss frësch mellen an och dee Wee goen, fir datt mer eng seriö Datebank kréien.

An da wëll ech och soen, datt mer wäerte flexibel sinn, datt meng Leit deen Optrag vu mir kritt hunn. An ech wëll dat dann och haut offiziell soen: Den 1. Mäerz ass de Stéckdatum. Mir hu jo missen e Stéchdatum wielen. Mir konnte jo nëmmen dee wielen, wou och de gratis Transport agefouert gëtt. Wann ech elo gesot hätt, et wär den 1. Juni, da wär warscheinlech gewaart gi bis zum Allerleschten, bis den 1. Juni. Dann hätte mer déi nämmlecht Diskussioun gehat ronderëm den 1. Juni.

Mee dat ass jo keen Drama. Mir wëllen de Leit jo hëllefen an eppes Guddes maachen. An duerfir wëlle mer och zwee Méint Zäit ginn, wou déi al Kaarten nach gutt sinn. Awer ech wëll soen, dat wichtegst ass, datt d'Leit net sollen elo mengen: Elo waarden ech erëm zwee Méint mat menger anerer Kaart. Si sollen telefonesch uruffen, sech mellen, datt mer dat kënnen ophuelen, datt mer wëssen, wien dat ass, an datt mer de Leit och kënne weiderhëllefen, wéi se an deen neie System herno kënnen erakommen.

Da gëtt et och eng ganz Rei Leit, déi verwiessellen einfach Saachen. Dat ass esou. Dat ass jo e super Service, dee mer maachen, fir Leit, déi och verdéngt hunn, et ze kréien, déi eng Behënnerung hunn. Mee et gëtt och Leit, déi mengen, eleng de Fait, datt se e gewëssenen Alter hätten, géif duergoen, fir den Adapto ze huelen. Mee duerfir ass en net gemaach. Et ass kee Service fir eeler Leit. Duerfir hu mer den normalen ëffentlechen Transport. Duerfir ass et och scho virdru Sonderbedéngunge gi fir deen. Hei ass e spezifeschen Transport fir Leit, déi eng gewësse Behënnerung hunn. An duerfir ass et och normal, datt ee muss e Formulaire ausfëllen an och e Certificat médical muss virweisen.

An et ass jo och esou, datt mer d'Reegelen an deem Sënn änneren - an Zesummenaarbecht iwwregens mat den Associatiounen hu mer dat gemaach -, datt mer eng Kommissioun wäerte schafen, wou net nëmmen d'Ministèren dra vertruede sinn, mee wou een Dokter drasëtzt, wou och ee Vertrieder wäert sëtze vun den Associatiounen, déi fir d'Leit mat Handicap zoustänneg sinn. An déi maachen herno d'Evaluatioun vun deene Saachen, déi erakommen.

De Formulaire ass an engem Aarbechtsgrupp ausgeschafft ginn, wou Vertrieder vu mengem Ministère sëtzen, vun allen zoustännegen anere Ministèren - Aarbecht, Famill, Sécurité sociale, en Dokter sëtzt dran aus dem Gesondheetsministère. A mir hunn de Formulaire, déi Propos, déi mer gemaach, ausgeschafft haten, dunn och iwwert de Familljeministère un de Conseil supérieur des personnes handicapées geschéckt. Déi hunn eis dunn och nach eng Rei Ännerunge proposéiert, déi mer selbstverständlech iwwerholl hunn, soudatt de Formulaire ausgeschafft ginn ass zesumme mat all deenen aneren.

(Coups de cloche de la présidence)

Här President, ech hu vun zwee Deputéierte Froe gestallt kritt. Ech mengen, datt et awer net anormal wär, datt ech dann awer och muss kënnen all d'Froe vun deenen zwee Deputéierte beäntwerten, wann Der erlaabt. Ech hu kee Problem, dann halen ech op. Da beäntwerten ech d'Froen net färdeg.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dir misst esou séier wéi méiglech zum Schluss kommen.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Jo, mee bon, ech kréien hei zwielef Froe gestallt, dann, wann ech net …

(Brouhaha)

Ech kann awer och ophalen. Dat ass, wéi Dir wëllt.

Bon, dann ass ze soen, datt och nach Froe gestallt gi sinn iwwert déi App. Bon, déi App, déi gëtt natierlech och behënnertegerecht ausgeschafft. Op dat ass alles opgepasst ginn. An déi App ass jo och net dat Eenzegt, wat een notzt. Et kann ee jo och nach ëmmer den Telefon notzen. Dat gëtt, géif ech soen, souguer ganz vill benotzt vu Leit, déi eng Begleetpersoun hunn, well déi iwwert dee Wee dat warscheinlech méi einfach kënnen dann organiséieren.

Et ass och esou, datt déi Formatioune lafe mat de Chauffeuren. Alles dat leeft. An och d'Mobilitéitszentral gëtt natierlech mat deem néidege Personal ekipéiert, déi déi ganz Zentral do wäerte maachen. Elo soen ech: „Warscheinlech wäert et hei net anescht si wéi bei anere grousse Reformen, déi mer maachen, datt eng Iwwergangszäit kënnt, wou vläicht net alles direkt klappt." Mee ech mengen, dat muss een awer verstoen. Mir maachen hei eng grouss Ëmwälzung an deem Ganzen. An ech hoffen, datt mer do op d'Verständnis kënnen ziele vun de Leit.

Bon, wa Problemer sinn, da sollen d'Leit uruffen an d'Zentral a soen: „Hei gëtt et deen an dee Problem." Da wäerte mer eis deem unhuelen. Wéi gesot, mir wëllen hei eppes maachen, wat fir d'Leit ass an net géint d'Leit. An duerfir wäerte mer och all Schwieregkeeten a Problemer, déi sech hei kënne stellen, berechtegter oder vermeintlecher, oder Suggestiounen, déi nach kommen, och herno berücksichtegen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bausch. Ech mengen, aus Zäitgrënn kënne mer déi lescht Fro vun der Madamm Octavie Modert net méi zouloossen.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Déi Zäit ass awer scho laang iwwerschratt, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Jo. Mir haten an der Conférence des Présidents ausgemaach, wa mer eng Trame, wéi se virgesinn ass opgrond vun de Riednerzäiten, ugefaangen hätten, géife mer dat färdeg maachen. An dem President seng Aufgab ass et och, fir den Equiliber tëscht de Froe vun der Oppositioun an der Majoritéit am ofwiesselnde Rhythmus ze suergen.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Här President, wann d'Ministere méi laang schwätzen, wéi se d'Recht hunn, dann ass et natierlech dem leschte Froesteller net méi méiglech, seng Froen och ze stellen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Eng Froestonn dauert normalerweis 60 Minutten. A mir haten an der Conférence des Présidents, am Ufank vun dëser Period, well mer méi politesch Formatiounen hunn, ausgemaach, datt …

Mme Octavie Modert *(CSV).*- An déi lescht Fro, déi ass schonn no hallwer gestallt ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Madamm Hansen wollt eppes soen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Jo, Här President, …

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Wann d'Ministere sech net aschränken, brauche mir et och net ze maachen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- … ech denken, datt Der Iech da musst e bësse méi genau un den Timing halen, well vill Riedner hu ganz laang iwwerzunn. Do war et schonn däischterrout ginn, ech mengen, scho beim éischte Riedner. Wa mer do ganz strikt wären, da wär definitiv elo nach Zäit gewiescht fir d'Madamm Modert.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wa mer nokucken, dann ass u sech ganz, ganz wéineg iwwerzu ginn, exception faite bei där leschter Fro.

(Protestations)

An dat awer, well et eng duebel Fro war, aus verständleche Grënn.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Zwee Ministere scho mol gläich.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An d'Reglement gesäit dat awer ganz kloer vir. An och d'Decisioun, déi mer an der Conférence des Présidents geholl hunn, huet dat preziséiert a bestätegt.

An da kéime mer elo zur Interpellatioun …

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Am leschte Joer war dat nach net de Fall. Wéini ass dat do dann entscheet ginn?

(Brouhaha)

6. Interpellation de M. Léon Gloden au sujet du développement des régions excentrées du pays et du milieu rural

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut, dat ass d'Interpellatioun vum Här Léon Gloden iwwert d'Entwécklung vun den ofgeleeënen a ländleche Regioune vum Land. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeleeët. D'Wuert huet den Auteur vun der Interpellatioun, den honorabelen Här Léon Gloden.

Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha)

Exposé

M. Léon Gloden *(CSV), interpellateur.*- Ech stellen dann herno der Madamm Modert hir Fro mat.

(Hilarité)

Här President, et ass d'Geschicht vun engem klenge Jong, nenne mer e Klein Leo, deen 2010 an enger beschaulecher Uertschaft am ländleche Raum wunnt. De klenge Leo gëtt vu senger Mamm op d'Post geschéckt, bei de Bäcker, bei de Metzler, an d'Librairie an an den Zeitungsbuttek.

2020, de klenge Leo ass an Zwëschenzäit grouss ginn, ass e bëssen an der Weltgeschicht erëmkomm, kënnt zréck a seng beschaulech Uertschaft an de ländleche Raum a seet zu sengem klengen Tom: „Géi mer op d'Post en Timber kafen, bei de Bäcker e Pond Brout an an d'Epicerie e Liter Mëllech."

Leider muss an der Tëschenzäit de grousse Leo feststellen, datt säi klengen Tom net méi esou einfach déi Kommissioune maache ka wéi hien nach zéng Joer virdrun. De klengen Tom - wann hie Chance huet, ass nach eng Post an der Uertschaft, mee net méi am Zentrum, mee iergendwou uewen op der Kopp vun der Uertschaft -, den Tom muss also schonn de Bus oder de Vëlo huelen, fir seng Kommissioune kënnen ze maachen.

Doduerch, datt d'Post net méi am Zentrum ass, huet de Bäcker zougemaach, de Metzler zougemaach, d'Epicerie zougemaach, d'Kleedergeschäft an d'Librairie zougemaach. Dir Dammen an Dir Hären, dat ass d'Konsequenz vu blo-rout-grénger Politik am ländleche Raum.

(Exclamations et hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- A wien ass Buergermeeschter vun deem Duerf?

Une voix.- O, dat do ass awer traureg.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Wien ass Buergermeeschter vun deem Duerf?

(Brouhaha et hilarité)

M. Léon Gloden *(CSV), interpellateur.*- Här President, …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Gloden huet d'Wuert a soss keen.

M. Léon Gloden *(CSV), interpellateur.*- Här President, ...

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes.*- Wat géif de klengen Tom dozou soen?

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Här grousse Leo, sot eis, wien ass Buergermeeschter vun deem Duerf?

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Wuert huet elo eleng den Här Gloden.

M. Léon Gloden *(CSV), interpellateur.*- Här Mars Di Bartolomeo, ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Gloden, loosst Iech net stéieren, fuert einfach virun!

(Hilarité)

M. Léon Gloden *(CSV), interpellateur.*- Ech wëll just dem Här Mars Di Bartolomeo äntwerten: „D'Madamm Tess Burton war Presidentin vum Geschäftsverband vun där Uertschaft."

(Brouhaha)

Mir sinn e klengt Land an no bausse verkafe mer eis als Land vun de kuerze Weeër, e Land, wou jiddweree seng Plaz soll hunn. D'lescht Woch hu mer hei vum PIB vum Bien-être geschwat a vum Aarmutsrisiko. Dacks ass de Saz gefall: „Wann et dem Land gutt geet, da geet et senge Leit gutt." Mee da kommt, mir kucken emol de PIB vum Bien-être am ländleche Raum!

Am Koalitiounsaccord steet: « Les zones rurales seront soutenues par une revalorisation des noyaux villageois par le biais d'une politique d'encouragement pour y implanter des services élémentaires. » „Pour y implanter des services élémentaires"! Et muss ee feststellen, datt just de Contraire geschitt: keng Post, kee Policekommissariat, keng Guichete vun de Banke méi - Échec total!

Den 8. Juni hunn ech e Bäitrag am „Lëtzebuerger Wort" geschriwwen: „Neuer Osten, neue Zukunft". Deen do opgeféierte Sachverhalt an d'Léisungsvirschléi kann een op de ganze ländleche Raum ausweiden.

Der CSV läit d'Entwécklung vum ländleche Raum um Häerz. Mir hu schonn deemools als CSV Osten diesbezüglech eng Kongressresolutioun geholl, wou mer eng Rei Léisunge virgeschloen hunn. An ech liesen, Här President, datt den DP-Deputéierten aus dem Norden André Bauler an dem Dialog mam Anouk Boever-Thill vun der CSV den 29. Januar am „Lëtzebuerger Wort" dee selwechte Constat an déi selwecht Suergen huet.

Här Bauler, wëllkomm an der CSV!

(Exclamations, brouhaha et hilarité)

(Coups de cloche de la présidence)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Den Här Galles ass jo scho bei där Lénker.

M. Léon Gloden *(CSV), interpellateur.*- Här President, eng besser Regionalpolitik, spréch eng méi pousséiert Dezentraliséierung, géif och den Traficsproblem an d'Direktioun Stad Lëtzebuerg léisen an d'Liewensqualitéit vu jiddwerengem hei am Land méi grouss maachen.

Mäi Beispill vu virdru weist den dagdeeglechen Challenge vu ville vun eise Matbiergerinnen a Matbierger am ländleche Raum. Jo, an deene gréissere Stied vum ländleche Raum gëtt et nach eng Rei Service-publicken, ginn et nach Geschäfter, gëtt et nach e Postguichet an nach e Policekommissariat. Mee a ville klengen Uertschafte gëtt et dat net méi, well einfach alles ofgezu gëtt.

D'Regierung ass sech net ëmmer bewosst, datt, wann een all déi Saachen ofzitt, et dann zum Ausstierwe vum gesellschaftleche Liewen am ländleche Raum kënnt. Et muss zu engem regionalpoliteschen Ëmdenke kommen, wa mer

vum Bien-être schwätzen, also vu Liewensqualitéit, Wuelbefannen, jo, harmoneschem Zesummeliewen. Kommt, mir hëllefen de Leit am ländleche Raum, datt de „country lifestyle", dee jo vill Leit gären de Weekend am ländleche Raum sichen, eng Zukunft huet!

Ech wëll net, datt de ländleche Raum zu engem Fräiliichtmusée am Stil Ekomusée oder „Roscheider Hof" gëtt. Realpolitik fir de ländleche Raum amplaz Hochglanzbroschürepolitik fir de ländleche Raum!

E puer Constaten a Léisungsvirschléi an éischtens, d'Service-publicken: Nee an nach eng Kéier nee zum Ofbau vun de Service-publicken am ländleche Raum! Jo, net all Uertschaft ka staatlech Verwaltungen ophuelen. Mee a gréisseren Uertschaften am ländleche Raum musse sech besonnesch déi Ministèren a Verwaltungen, déi mam ländleche Raum dagdeeglech schaffen, am Kader vun enger pousséierter Dezentralisatioun kënnen nidderloossen.

Huele mer d'Beispill vum Labo vun der ASTA. Dee sollt bei d'Ackerbauschoul kommen. D'Pläng si fäerdeg, mee Dir, d'Regierung, huet de Projet gestrach. D'Naturverwaltung ass mat hiren Antennen um richtege Wee. An an deem Kontext sollen nach méi Antenne vu landwirtschaftleche Verwaltungen an d'ländlech Regioune gesat ginn.

Et ass dem Michel Wolter säin alen, awer politesch nach ëmmer jonke Landesplanungsprinzip vun der dezentraler Konzentratioun, deen hei muss spillen.

En anert Beispill: D'Kadasterverwaltunge sinn ofgezu ginn am ländleche Raum. Deemools ass eis gesot ginn, dat géif keng Roll spillen, iwwert d'Informatik géif dat haut gradesou schnell geschéie wéi deemools, wéi Leit physesch present waren an den Uertschaften. Ech soen Iech: „Dat ass falsch!" Fréier krut een nach eng Kadasteropmiessung innerhalb vun engem Mount. Haut waart Der siwen, aacht Méint, fir iwwerhaapt emol d'Ausmoossung ze kréie vun de Grondstécker. Bravo Logementspolitik!

D'Ewechhuele vun de Service-primairen - Dir kënnt laachen, Här Bausch -, …

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Et war guer net …

M. Léon Gloden *(CSV), interpellateur.*- … mee dat ass d'Doudesurteel fir de Business am Zentrum vun den Uertschaften. Wann d'Service-primairë fort sinn, hält de Bäcker op, hält de Metzler op an hält och d'Librairie op. Op d'Policekommissariater wëll ech haut net agoen, do steet nach eng weider Debatt un. Nëmmen esou vill: Och d'Sécherheetsgefill am ländleche Raum ass wichteg!

A wa mer déi richteg Schrëtt zu der richteger Dezentralisatioun maachen, kënnt et och zu enger Verkéiersentlaaschtung an deene grousse Stied. Schaffen a Wunne musse beieneekommen, och am ländleche Raum.

A wann dann d'Digitalisatioun ugefouert gëtt als Argument, fir datt een net méi Servicepubliquen an den Uertschafte bräicht, da muss d'Digitalisatioun awer och eng Chance si fir de ländleche Raum: Teletravail, Homeoffice.

E puer Froen un d'Regierung: Wat ass haut de Pourcentage vum Teletravail? Wéi gesäit konkreet d'Strategie aus vun der Regierung? Ech erënneren hei un d'CSV-Motioun vum 25. Abrëll 2019.

Jo, d'Digitaliséierung bitt reell Chancë fir de ländleche Raum, well an der digitaler Welt gëtt et eigentlech keen Zentrum a keng Peripherie méi. Den Zentrum ass iwwerall do, wou mäi Computer a mäin Handy ass. Hei gesinn ech also e risegt Potenzial och fir de ländleche Raum.

An e waarmen Appell: De ländleche Raum besteet aus vill Natur - e klore Jo zum Naturschutz! -, mee d'Leit wëllen och do liewen, schaffen a sech wuelfillen. Iwwerdriwwenen an ideologeschen Natur- an Ëmweltschutz laanscht d'Leit féiert zu Frust bei de Leit an zur Ofleenung vu souguer gutt gemengten Naturschutzinitiativen.

An et ass dach halluzinant: A grousse Stied wéi hei an der Stad gi Pilotprojeten initiéiert, wou mer wëllen d'Generatiounen erëm beieneen op enger Parzell zesummeliewe loossen, mam Argument fir ze soen: „Mir mussen dat Duerfgefill, dat Gefill vun der Duerfgemeinschaft erëm heihinnerkréien!" An do, wou et natierlech besteet, am ländleche Raum, gëtt dat Duerfgefill duerch d'Regierungspolitik ofgeschaaft. C'est ridicule!

Zweete Punkt, komme mer zur Mobilitéit! 2000 hunn ech eng hallef Stonn gebraucht, fir an d'Stad ze kommen. Haut brauch ech annerhallef Stonn. Et si vun de Kolleegen de tous bords vill Question-parlementairë gestallt ginn iwwert den ëffentlechen Transport. An och - notamment op Drock vun der CSV - muss ech dem Minister felicitéiere fir d'Iwwerschaffung vun dem RGTR-Plang, dee mir ënner anerem gëschter am Oste virgestallt kritt hunn.

De Kolleeg Marco Schank hat nach d'lescht Woch, mengen ech, eng Question élargie, wou de Minister eis erkläert huet, datt et zu enger richteger Kooperatioun komm ass tëschent sengem Ministère, de Gemengen an och ville Privatleit, déi mat ganz ville gudden Iddie komm sinn.

Ech hunn héieren, esou eng Versammlung war och schonn zu Réiden. Do war et net gradesou lues erofgaange wéi gëschter bei eis zu Gréiwemaacher. Mee op d'mannst fir den Osten, Här Minister, ass do mat e puer Exceptiounen - ech denken u mäi Kolleeg Buergermeeschter vu Manternach - eng ganz gutt Aarbecht geleescht ginn. Et muss elo just eng reegelméisseg Evaluatioun gemaach ginn an awer och vläicht gekuckt ginn, datt nach no eelef Auer owes besonnesch fir d'Jugend kéinte Bussen an Zukunft fueren, well léiwer hallef besate Bussen an d'Stad fir déi Jugendlech wéi en doudege Jugendlechen op der Strooss de Weekend.

Dann déi Uertschaften, déi laanscht d'Grenze leien, jo, an do ginn ech dem Minister Recht, mir hunn do net alles selwer an der Hand. Zum Beispill de Moselaufstieg. Wann eis däitsch Kolleegen net nozéien, da kënnt dee Moselaufstieg net. Duerfir kann och d'lëtzebuergesch Regierung net.

Mee do, wou mer et selwer an der Hand hunn, musse mer et awer kënne fäerdegbréngen, an engem räsonabelen Delai eppes ze ënnerhuelen, wéi zum Beispill fir d'Securisatioun vun der N7, de Contournement vun Dippech - de Max Hahn ass elo net do -, de Contournement Iechternach, den Trafic duerch d'Enzegaass zu Réimech, Madamm Ministesch, de Contournement Nordstad an de Contournement Hesper. Alles Projeten, wou ee laang driwwer schwätzt a wou nach näischt geschitt ass!

Drëtte Punkt, d'wirtschaftlech Entwécklung. D'Madamm Anouk Boever-Thill vun der CSV huet et an deem Interview gesot: „Mir brauche Kleng- a Mëttelbetriber, mir brauche Zone-artisanallen a mir brauche regional Guicheten, déi d'Gemengenautoritéiten ënnerstëtzen." Do wier nach Handlungsbedarf fir esou Guicheten an de Regiounen à l'image vun de Verwaltungen, vun den Naturverwaltungen, fir do den Entreprisen an de Gemengen zur Säit ze stoen, fir d'Prozeduren esou schnell wéi méiglech iwwert den Dësch ze kréien.

Bürosgebaier besonnesch laanscht d'Grenz, wa mer wëllen de Coworking an den Teleworking ënnerstëtzen. D'Chineese bauen an dräi Wochen e ganzt Gebai. Mir bauen emol net an zéng Joer zwee Bürosgebaier.

(Interruption)

Wëll ee Léisunge schafen, Här Minister, brauch een och Verkéiersstudien. Ech muss soen - an do schwätzen ech als Buergermeeschter vun der Stad Gréiwemaacher -: „Ech sinn enttäuscht!" Mir hunn eng grouss Verkéiersstudie gemaach, fir den Trafic uewe mat der Opfaart Autobunn, fir déi ganz Regioun mat der Wecker-Gare, SES ze encadréieren. Mir kruten do mëndlech gesot, mir géifen dat matbezuelt kréie vun Iech. Elo krute mer e Bréif vun Iech, do géife keng finanziell Mëttelen derfir zur Verfügung stoen. Ech si sécher, no menger Ried kuckt Der dat nach eng Kéier no.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Sot mer mol, wéini ech Iech dat mëndlech gesot sollt hunn!

M. Léon Gloden *(CSV), interpellateur.*- Mir kruten dat vun engem Beamte vun Ärer Verwaltung gesot.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Dat hutt Der awer net vu mir gesot kritt. Da sot wannechgelift awer d'Wourecht. Dat ass awer vläicht en Ënnerscheed.

M. Léon Gloden *(CSV), interpellateur.*- Jo, mee da musst Der … Ech sinn net responsabel fir d'Organisatioun vun Ärem Ministère, Här Minister.

(Brouhaha)

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Jo, mee wësst Der, nach deci…

(Brouhaha)

Also ech wëll Iech just soen, Här Gloden, et ass nach ëmmer esou am Staat, datt d'Regierung decidéiert an net d'Beamten!

(Interruption)

M. Léon Gloden *(CSV), interpellateur.*- … eng besser Vernetzung och tëschent deene verschiddenen Zones industrielles, artisanales, commerciales an de Garen, wéi mer dat och probéiere mat der Wecker-Gare ze maachen. Do si mer an engem ganz konstruktiven Dialog mat Ärem Ministère.

Dann och nach e Punkt zum Kadaster vun de Commercen. Ech hat do eng Kéier eng Fro gestallt. Leider krut ech do keng zefriddestellend Äntwert vum Här Minister. Et wier wichteg, ech bleiwen dobäi, e Kadaster vun de Commercen an den Uertschaften ze féieren, datt ee weess, wat fehlt, an datt ee gezilt kann do, och zesumme mat anere Gemengen, eng aktiv Politik bedreiwen.

Da véiertens a vläicht zu deem wichtegste Punkt, deen zu der Liewensqualitéit am ländleche Raum soll bäidroen: d'medezinnesch Versuergung. Gefillten 200 Joer blo-rout Gesondheetspolitik war en totalen Echec am ländleche Raum. Keng eng Maison médicale am Osten! D'Ambulanzdéngschter musse verbessert ginn. Säit 2009, säit ech hei an der Chamber sinn, zesumme mat ville Kolleeginnen a Kolleegen aus alle Parteien, kämpfe mer fir eng weesentlech besser Versuergung am medezinnesche Beräich am ländleche Raum.

De bloe Minister huet näischt gemaach an déi rout Ministeren hunn näischt gemaach. Duerfir hunn ech awer misse schmunzelen, Madamm Hartmann, datt Der an der Budgetsdebatt d'lescht Joer op eemol d'medezinnesch Versuergung fir de ländleche Raum entdeckt hat.

A wann et elo medezinnesch Antenne sollte ginn am ländleche Raum, siefen dat Maisons médicales oder Antenne vu Spideeler, dann ass et jeeweils deene Buergermeeschteren a Kombinatioun mat Privatinvestoren a mat deene Spideeler ze verdanken, datt et do elo soll virugoen. An, ech bleiwe fair, e bëssen dank dem viregte Gesondheetsminister, deen erkannt hat, datt do Nohuelbedarf ass. An duerfir, Madamm Ministesch, eng Fro un Iech: Wou kommen elo genau déi geplangte Spidolsantennen am ländleche Raum hin?

Fënneftens, jo, et ginn och Uertschaften a Landschaften am ländleche Raum, wou et net méiglech ass, all dat hinzesetzen, well d'geografesch Gegeebenheeten eeben esou sinn, datt do Akerland ass, Wéngerten, geschützte Bëscher, geschützte Landschaften. An ech kommen op d'Fuerderung vun der CSV zréck am Kader vun der Gemengefinanzreform: Dës Gemenge musse finanziell ënnerstëtzt gi mat engem aneren Ëmverdeelungsschlëssel, wéi dat haut an de Gemengefinanze virgeschloe ginn ass.

Ech wéilt och, Här President, eng Motioun hannerleeën, déi all dës Punkten opwerft.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant l'importance croissante de l'aménagement du territoire suite à l'évolution démographique importante de ces dernières années ;

- constatant que nombreux sont ceux qui souhaitent habiter dans les milieux ruraux ;

- considérant que les énormes flux de trafic encombrant nos réseaux routiers sont dus à une trop grande concentration d'emplois autour de la capitale et des grandes villes ;

- constatant cependant que la qualité de vie dans les milieux ruraux est en déclin suite à la politique gouvernementale des dernières années ;

- considérant qu'il est impératif de mieux coordonner les domaines logement, lieu de travail, transports ainsi que protection des espaces naturels ;

- considérant qu'il y a un potentiel de croissance économique durable dans les régions excentrées du pays ;

- considérant que de nombreuses petites et moyennes entreprises (PME) seraient disposées à s'installer dans les régions excentrées du pays, sachant que les prix des terrains y sont encore plus abordables ;

- constatant toutefois que les connections du réseau des transports publics entre les communes rurales ne sont pas toujours adaptées aux besoins de la population et des entreprises qui souhaiteraient y habiter respectivement s'y implanter ;

- considérant que le télétravail devient de plus en plus une option intéressante pour les entreprises au motif que de nombreux salariés - en particulier les frontaliers - ne souhaitent plus passer leur temps précieux dans les embouteillages ;

- constatant cependant qu'à titre d'illustration l'accord de principe de 2019 entre la Belgique et le Luxembourg ayant pour objectif de porter à 48, au lieu de 24, les jours autorisés de télétravail, semble avoir du mal à être appliqué concrètement ;

- constatant encore que des services de base tels que les bureaux de poste, les agences bancaires ou les commissariats de police ne sont plus assurés dans de nombreux villes/villages ruraux ;

- constatant in fine qu'il existe une inégalité au niveau de l'accès aux soins des personnes suivant qu'elles habitent en milieu rural ou urbain, et ce au détriment des premières,

invite le Gouvernement

- à réévaluer la politique du Gouvernement en faveur des régions rurales ;

- à se doter d'une vraie politique en matière d'aménagement du territoire qui englobe toutes les régions du pays ;

- à élaborer une stratégie de développement économique des milieux excentrés du Grand-Duché ;

- à prendre en compte et à valoriser les facteurs « nature et paysage » dans le financement des communes à travers le Fonds de dotation globale des communes ;

- à œuvrer pour trouver un juste équilibre entre la protection de l'environnement et la mise en œuvre des procédures administratives permettant la création de zones artisanales, commerciales et industrielles dans les régions rurales ;

- à autoriser davantage de zones économiques pour PME dans les régions rurales ;

- à continuer les efforts à organiser un réseau des transports publics en assurant des lignes directes d'une cadence plus ou moins régulière entre les communes rurales d'une part, et entre les villages/villes ruraux, d'autre part ;

- à organiser une meilleure coordination des lignes de transport entre gares régionales et les centres économiques régionaux ;

- à évaluer régulièrement, par exemple tous les deux ans, la réorganisation du réseau RGTR ;

- à réaliser dans les meilleurs délais les contournements Nordstad, Dippach, Hesperange et Echternach ;

- à réaliser la mise à deux voies de la ligne du Nord des CFL ;

- à réaliser la mise à 2 x 2 voies du tronçon entier de la N7 ;

- à multiplier les efforts nécessaires afin de promouvoir le télétravail ;

- à implanter plus d'antennes des administrations publiques dans les régions rurales ;

- à veiller au maintien des services de base pour la population tels que des bureaux de poste ou agences de banque ;

- à promouvoir de manière accentuée la décentralisation des soins médicaux de base en soutenant davantage l'implantation de centres médicaux, maisons médicales ou antennes hospitalières disposant de tous les équipements nécessaires afin d'assurer une prise en charge adéquate des patients et un service d'urgence.

(s.) Léon Gloden, Emile Eicher, Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, Aly Kaes, Octavie Modert, Marco Schank.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Léon Gloden *(CSV), interpellateur.*- Ech kommen zur Konklusioun. Mir ginn als Land weider a Richtung Eng-Millioun-Awunner-Staat. E groussen Deel dovunner wäert och an Zukunft wëllen am ländleche Raum wunnen an hoffentlech an Zukunft och do kënne schaffen. Jo, de PIB vum Bien-être soll de Gradmiesser fir Lëtzebuerg ginn. Lëtzebuerg, dat ass Stad a Land a virun allem seng Leit, deenen et iwwerall soll gutt goen. Et geet eis also net ëm eng reng ländlech Raumromantik vu virgëscht, mee et geet ëm eng ländlech Raumpolitik a -visioun mat de Leit fir muer, an dat mat gräifbare Resultater um Terrain.

Duerfir, Här President, steet d'CSV fir eng verbessert Liewensqualitéit am ländleche Raum, well et eeben net just e Raum ass, mee e Stéck Heemecht an och e staarkt Stéck Gemeinschaft vun deem, wat mir Lëtzebuerg nennen, eng Gemeinschaft, an där d'Leit an hiert Liewen am Mëttelpunkt stinn. A genee esou muss och eng nei Zukunftspolitik fir de ländleche Raum sinn: keng Politik just fir de Raum, mee fir a mat de Leit am ländleche Raum.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gloden. Als éischt Riedner ass den honorabelen Här André Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption)

Débat

M. André Bauler *(DP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech schwätzen hei fir d'DP-Fraktioun.

(Hilarité)

D'Fläch vu Lëtzebuerg, dat sinn, wéi mer alleguer wëssen, 2.586 Quadratkilometer, also territorial gekuckt am Fong esou vill wéi eng grouss europäesch Stad mat Ëmgéigend. Bei dëser Gréisst geet et awer net eleng drëm, e groussen Zentrum ze entwéckelen an de Rescht auszeblenden. Mir mussen eist Land als e Ganzt kucken, wa mer gären hätten, dass et sech och an Zukunft hei gutt liewe léisst. A virun allem musse mer dat traditionellt Zentrumsdenken hannert eis loossen.

Dacks ass de Wee vun der Stad an de ländleche Raum gefillsméisseg méi wäit wéi de Wee vum ländleche Raum an d'Stad. Mir sinn awer als Land e Ganzt! All Regioun huet hiren eegene Wäert, all Géigend huet hiert eegent Potenzial. Duerfir musse mer an Zukunft méi dezentral plangen. Mir mussen d'Haaptstad, spréch den Zentrum vum Land, entlaaschten an Aktivitéiten och ausserhalb dovunner usidelen, well Dezentraliséierung steet och a grad fir méi Liewensqualitéit - ee sécherlech an der Lescht iwwerstrapazéierte Begrëff, ma hei trëfft en zou.

Wann d'Leit manner Zäit am Stau verbréngen, dann hu se méi Zäit fir Famill, fir Kanner, méi Fräizäit. A wann et dem lokale Commerce gutt geet an eis Foussgängerzonen erëm méi belieft sinn, dovunner profitéiere mer letzten Enns alleguer.

Laang Zäit huet sech eis wirtschaftlech Entwécklung virun allem op d'Stad an den Zentrum konzentréiert. D'Problemer, déi domadder verbonne sinn, besonnesch an der Mobilitéit, sinn hilänglech bekannt. Mir kënne se all Dag erliewen, denke mer nëmmen un déi 250.000 eidel Autossëtzer, déi all Schaffdag an d'Stad eran- an erausfueren.

Et geet awer net nëmmen ëm d'Neiorganisatioun vun der Mobilitéit. Et stellt sech gradesou d'Fro no der Valorisatioun vun de ländleche Géigenden. Ech denken natierlech speziell un den Norden, mee dat gëllt gradesou fir déi aner Regiounen: fir de Süden, den Osten an de Weste mam Réidener Kanton.

D'Unzéiungskraaft vum Zentrum huet am Éislek an den 80er Joren dozou gefouert - och schonn an de 70er -, dass vill Jonker d'Regioun hu misse verloossen, fir an a ronderëm d'Stad schaffen a liewen ze goen. D'Konsequenz dovunner war e Réckgang vun der Bevëlkerung, wat net dozou bäigedroen huet, dass d'Nordspëtzt sech weider entwéckele konnt. Och wann deen Trend entre-temps gebremst gouf an d'Éislek zënter enger Rei Joren erëm en demografeschen Opschwong erlieft, bleift de Sujet awer aktuell.

Wichteg Froen, déi sech haut ënner anerem stellen, sinn zum Beispill déi vun der wirtschaftlecher Diversifikatioun vum Land an um Land, vun engem performanten Noutdéngscht am ländleche Raum an déi vum Iwwerliewe vun de klenge Geschäfter.

Wa mer also haut vun engem Zentralismus an a ronderëm d'Haaptstad wëlle fortkommen, dann heescht de Maître-mot „Dezentraliséierung". Et ass eng Approche, déi sech op ville verschiddenen Eebenen deklinéiere léisst. Ech wäert am Follgende méi am Detail op déi verschidden Aspekter agoen.

Un éischter Stell ass et essentiel, dass an Zukunft nieft der Stad och déi zwee aner grouss Polen, d'Minettregioun, notamment Esch, an d'Nordstad als regional Zentren entwéckelt ginn. An der Vergaangenheet si schonn eng Rei Efforte gemaach ginn, fir och dës ze beliewen. Dës Ustrengunge musse weidergefouert ginn. Denke mer zum Beispill un d'Uni Lëtzebuerg mat hire Fuerschungszentren oder och nach u Verwaltunge wéi d'Waasserwirtschaftsamt respektiv d'ADEM, déi schonn eng Zäit um Belval implantéiert sinn an déi no an no dozou bäigedroen hunn, dass aus där aler Industriebrooch haut e liewege Quartier konnt gemaach ginn.

Vergiesse wëll ech och net d'Nationalarchiv, ech hunn et schonn d'lescht Woch gesot, dat och op Esch/Belval soll kommen. Donieft gëtt dëse Site mat Esch 2022 an deenen domadder verbonnenen Investitiounen an déi kulturell Infrastrukturen zousätzlech opgewäert.

Och an der Nordstad goufen et bis ewell Efforten, fir méi Verwaltungen unzesidelen. Beispiller sinn hei ënner anerem d'Naturverwaltung, d'Inspektorat vum Bildungsministère, dat op Ettelbréck an de Garer Quartier plënnere soll, oder och nach d'Verlagerung vun engem Deel vum État-major vun der Arméi aus der Stad op den Dikrecher Härebierg.

Dëst sinn, wéi gesot, alles wichteg Initiativen, déi an Zukunft weidergefouert musse ginn. De Staat kann hei mat senge Verwaltungen Akzenter setzen, wouduerch natierlech engersäits d'Stad entlaascht gëtt, mee virun allem well op dësem Wee Ureizer geschaaft ginn, fir dass aner Firme sech e Beispill huelen, nozéien a méi a méi an d'Regioun investéieren, wat natierlech och eng positiv Auswierkung op de lokale Commerce huet.

À propos Commerce: Et ass an den Ae vun der DP onverzichtbar, dass d'Politik konkreet Ustrengunge mécht, fir dem Commerce an de Foussgängerzonen ënnert d'Äerm ze gräifen - dat geschitt jo och scho mat den Initiative vum Mëttelstandsminister -, well och dat mécht de Charme vun enger Stad aus; et ass dat, wat se beliewen hëlleft.

Esou sinn zum Beispill Pop-up-Butteker eng flott Iddi, fir Geschäfter, déi zäitweis eidel stinn, ze animéieren. Parallell dozou kënnen och déi jeeweileg Gemengen eidel Lokaler kafen oder lounen a se deene Butteker zur Verfügung stellen, déi an hiren Aen onverzichtbar fir d'Beliewung vun der lokaler Geschäftswelt sinn.

Dëst soll awer elo net heeschen, dass déi aner Géigenden ausserhalb vun der Nordstad an Esch/Belval vernoléissegt ginn, ganz am Géigendeel. E gutt Beispill fir eng territorial equilibréiert Entwécklung sinn eis Lycéeën, déi queesch duerch d'Land verdeelt sinn. Fir nëmmen e puer Beispiller ze nennen: Wolz, Clierf, Réiden, Jonglënster, Gréiwemaacher a geschwënn och Munneref.

Wann d'Kanner d'Méiglechkeet hunn, fir méi no bei sech an der Géigend an d'Schoul kënnen ze goen, da sëtze se manner laang am Bus. Fir déi Leit, déi schaffe fueren, ass et am Fong hoergenee dat selwecht. D'Dezentralisatioun entlaascht net nëmmen d'Stroossen, si erhéicht och spierbar d'Wuelgefill vun de Leit, wa se just eng Véierelstonn ënnerwee sinn amplaz annerhallef a méi.

Dank modernen Technologië brauche vill Leit haut nach bal just hire Computer fir ze schaffen. Ob se duerfir bei sech doheem oder an der Stad sëtzen, ass jo u sech egal, soulaang e gewëssene soziale Kontakt bestoe bleift an dat Ganzt och rechtlech kloer gereegelt ass. De Staat geet hei mam gudde Beispill vir.

An der Fonction publique leeft am Moment e Pilotprojet mam Zil, dass all Mataarbechter, bei deem et méiglech ass, d'Recht kritt, eng bestëmmten Unzuel u Stonne pro Woch vun doheem aus ze schaffen. Duerch steierlech Ureizer sollen och Privatfirmen an Zukunft encouragéiert ginn, fir op dee Wee ze goen.

Dernieft ginn och déi sougenannten „Open-Office-Strukturen" ëmmer méi beléift: Amplaz vun doheem aus ze schaffen, geet een einfach op de Büro bei sech an der Géigend, wou een dann och d'Bürosmaterial, dat ee brauch, zur Verfügung gestallt kritt. D'Zukunftskeess, fir et nach eng Kéier ze widderhuelen, huet als eng vun den éischte Verwaltungen dee Schrëtt gemaach. D'Mataarbechter kënne bis zu zwee Deeg an der Woch entweeder op Clierf oder Iechternach schaffe goen, amplaz an d'Stad ze fueren.

Och am Privatsecteur gräifen ewell vill Entreprisen op dee Modell zréck. Eréischt déi lescht Woch war e Reportage um Fernsee iwwer eng grouss international Firma mat Sëtz um Ban de Gasperich, déi hiren Employéen déi selwecht Méiglechkeet bitt.

Här President, mir sinn och der Meenung, dass dëst ganz wichteg Piste si fir ze hëllefen, de ländleche Raum opzewäerten. D'Regierung setzt haut scho konkreet Mesuren ëm, fir alleguerten d'Géigende vu Lëtzebuerg ze ënnerstëtzen a fortzekomme vun engem Wuesstum, dee bal exklusiv op eis Haaptstad fokusséiert ass.

Am Koalitiounsaccord gouf dann och festgehalen, dass souwuel eng administrativ Dezentraliséierung virugedriwwe muss gi wéi och eng Dezentraliséierung vun der Wirtschaft gefërdert soll ginn.

Perséinlech fannen ech, dass d'Kreativwirtschaft am Éislek an och am Oste vill Sënn mécht. Ech nennen an deem Kader ëmmer gären d'Beispill vun engem Betrib zu Housen, dee Brëllegesteller produzéiert. Zu Elwe gëtt et och en Uergelbauer, deen huet virun e puer Joer an enger fréierer Autosgarage - dat richt e bësse no Silicon Valley - ugefaangen an huet sech mëttlerweil op d'Restauréiere vun historeschen Instrumenter an Uergelpäife spezialiséiert. Ech betounen: Uergelpäifen! An zu Veiane gëtt et ee Konschthandwierker, dee Gittare baut.

Prinzipiell huet de Staat d'Méiglechkeet, duerch national Aktivitéitszonen ze steieren, wat fir e Betrib sech wou néierléisst. An där Hisiicht gëllt et, an Zukunft Jalonen ze setzen an de Spillraum ze notzen, deen do ass, fir déi ländlech Wirtschaft ze diversifizéieren an der Kreativwirtschaft ënnert d'Äerm ze gräifen.

De Staat huet jo och finanziell Méiglechkeeten, fir de ländleche Raum ze ënnerstëtzen. Fréier huet d'Europäesch Kommissioun d'Projete fir d'Entwécklung vum ländleche Raum kofinanzéiert. Mëttlerweil gëtt et en neie Fong, de sougenannte FOESA. Dëse gëtt exklusiv aus dem nationale Budget finanzéiert. De Budget heifir beleeft sech fir d'Period 2014-2020 op 16 Milliounen Euro. Dat geet vun der Elaboratioun vu kommunalen Entwécklungspläng iwwert d'Schafe vu Fräizäitstrukturen an touristeschen Aktivitéiten am ländleche Raum bis hin zum Erhalen an zum Valoriséiere vum Patrimoine culturel an naturel vun eisen Dierfer.

Wat mech awer stutzeg gemaach huet, dat ass, dass vun deene 16 Millioune bis ewell knapp iwwer eng Millioun ofgeruff gouf. Duerfir hätt ech den Här Schneider, eise Landwirtschaftsminister, gefrot, wann en hei wier, ob hie sech scho Gedanke gemaach huet, fir Ureizer ze schafen, fir dass déi concernéiert Gemengen, interkommunal Syndikater, lokal Associatiounen, lokal Kleng- a Mëttelbetriber méi vun deene Sue profitéieren, déi hinnen zur Verfügung stinn, fir de ländleche Raum opzewäerten.

Et kéint ee sech och d'Fro stellen, ob et Sënn géif maachen, en Observatoire du développement rural ze schafen, wéi et en zum Beispill a Frankräich gëtt. Dëse kéint nieft der Kollekt vu statisteschem an anerem Material als zentral Ulafstell déngen, wou d'Betriber all déi verschidden Hëllefen op ee Bléck fannen.

Wann eng Kéier den Här Landwirtschaftsminister hei ass, da kénne mer dat nach eng Kéier gäre verdéiwen. Ech ginn elo weider net op dat Theema an.

En anere Sujet ass d'Digitalisatioun. Fir déi kleng a mëttelgrouss Betriber, déi och vill am ländleche Raum ze fanne sinn, stellt d'Digitaliséierung eng Mussesaach duer an zugläich eng grouss Chance. De Kolleeg Léon Gloden huet dat jo scho virdrunner pertinent bemierkt.

Ech war Schräinerbetriber am Éislek an am Mierscher Raum besichen, wéi ech Budgetsrapporteur war. Do hunn ech gesinn, wéi nei Technologien am Handwierk agesat kënne ginn, fir e Betrib fit fir d'Zukunft ze maachen, dat heescht, och méi effikass, méi responsabel mat Ressourcen ëmzegoen an och via den Onlinehandel Clienten aus der ganzer Welt ze fannen. Fir nach eng Kéier op de Brëllegestellsproduzent vun Housen zréckzekommen: Dee verkeeft seng Bréller souguer un US-amerikanesch Museker a Schauspiller. Ech weess net, ob Der de Snoop Dogg oder de Samuel L. Jackson kennt. Mee déi kafen hir Bréller zu Housen!

(Hilarité et brouhaha)

Ech lauschtere méi Johann Sebastian Bach. Duerfir sinn ech elo schlecht drun, déi weider ze beschreiwen.

(Interruptions et hilarité)

E ganz wichtege Sujet fir d'Leit an de ländleche Géigenden ass a bleift awer déi medezinnesch Versuergung. D'Telemedezinn bitt villverspriechend Usätz, fir grad a Géigenden, wou ee méi wäit fuere muss, fir bei den Dokter ze kommen, eng besser Offer ze erméiglechen. Si ka virun allem bei manner graven, bei manner schlëmme Problemer - „Bobboen", wéi dat esou schéin heescht am Volleksmond - agesat ginn, fir mat engem Dokter iwwer Distanz ze kommunizéieren oder och nach am Suivi vu chronesche Krankheeten.

An dach bleift de perséinleche Kontakt mam Dokter dat Wichtegst. Ech wëll elo net ze vill an den Detail goen. Dräi Punkte si mer awer wichteg.

Primo, d'Spideeler musse méi entlaascht ginn. Et musse méi Maisons médicales kënne geschaaft ginn an déi Fäll, déi net an d'Urgence gehéieren, mussen op déi Plaze geleet ginn.

Secundo, mir mussen de Medezinnstudium méi attraktiv maachen an derfir suergen, dass genuch Leit dee Beruff léieren, fir genuch Dokteren am an um Land, spréch am ländleche Raum, ze hunn.

Tertio, zesumme mam Dokter Mertens, deen Der jo nach alleguer gutt kennt, …

Une voix.- A!

M. André Bauler *(DP)*.- … si mer als DP-Fraktioun nach ëmmer fir Iwwerzeegung, dass en Dokter sollt kënnen - a verzeit mer dat, Här Transportminister, ech kommen nach eng Kéier drop zréck - eng blo Luucht kréien, grad am ländleche Raum, fir méi séier bei seng Patienten ze kommen, wann eng Urgence ass, quitte - ech si mer däers bewosst - dass mer duerfir de Code de la route mussen ofänneren, wat an Éisträich scho laang de Fall ass. Firwat soll dat net hei zu Lëtzebuerg goen? Schliisslech geet et ëm d'Rettung vu Mënscheliewen!

Den Dokter Edy Mertens huet eis heibanne méi wéi eng Kéier geschildert, ënner wat fir enge schwierege Bedéngungen hie bei Wand a Wieder huet missen erausfueren, bei Schnéi, Reen a Stuerm a bei déckstem Niwwel, fir op de leschte Stëppel engem Mënsch an Nout ze hëllefen, jo d'Liewen ze retten. Wann do en Dokter vu Guedber muss ënner schlechte meteorologesche Konditiounen op Huldang, Houfelt oder Helze gerannt kommen, ma da kann ech just soen, à la bonne heure, da kann dat eemol schifgoen!

Och d'Sécherheet ass en Theema, dat aktuell bleift. Fir eis als DP ass et wichteg, dass d'Leit sech sécher fillen an dass d'Police Presenz weist, egal wou ee wunnt. D'Policereform hat jo grad d'Zil, fir Ressourcë besser ze notzen, fir dass méi Patrullen agesat kënne ginn an d'Presenz um Terrain erhéicht ka ginn.

Et ginn ewell eng 13 Policekommissariater iwwer Land. Déi hu ronderëm d'Auer op. Ausserdeem kënnen haut schonn iwwert den E-Commissariat eng ganz Rei vun Demarchen online gemaach ginn, wéi zum Beispill eng Plainte deposéieren oder en Accident mellen.

Allerdéngs bleift et wéi bei der Santé och eng Fro vum Personal, fir dass d'Police hir Aufgabe gutt ka maachen. Ganz vill Poliziste mussen eeben zeg Iwwerstonne maachen. Duerfir ass et gutt, dass de Staatsbudget, dee mer am Dezember gestëmmt hunn, finanziell Mëttele virgesäit, fir den Effectif vun der Police substanziell ze erhéijen.

Erlaabt mer, als leschte Punkt nach e puer Wuert zur Mobilitéit ze verléieren. Besonnesch am ländleche Raum ass et wichteg, mobill ze sinn, sief et fir op d'Aarbecht ze kommen, fir akafen ze goen oder an der Fräizäit. Den Auto spillt dobäi eng wichteg Roll. Gläichzäiteg ass et eisen Usproch, dass all Bierger am Land Accès zu engem gudden a performanten ëffentlechen Transport huet. Bus an Zuch sollen eng gläichwäerteg Alternativ zum Auto duerstellen, ouni dass dëse komplett vun der Bildfläch muss verschwannen.

Dat ass am Moment leider nach net iwwerall an och net ëmmer de Fall. De gratis ëffentlechen Transport ass geduecht, fir Bus an Zuch méi attraktiv ze maachen, mee gläichzäiteg ass eis natierlech kloer, dass och weider un der Qualitéit muss geschafft ginn. An dat geschitt jo och. Ab 2021/2022 wäert dat och um Zuchreseau, fir nëmmen e Beispill ze nennen, spierbar sinn.

Déi substanziell Investitiounen, déi d'Regierung Joer fir Joer an den ëffentlechen Transport stécht, wäerten awer à terme dozou bäidroen, dass d'Situatioun sech also verbessert. Den Zuchreseau gëtt ausgebaut a mat den neie Waggonen, déi bestallt ginn oder sinn, wäert och d'Passagéiercapacitéit däitlech an d'Luucht goen. Dernieft hoffe mer, dass d'Reorganisatioun vum RGTR, déi jo grad d'Offer iwwer Land verbessere soll, et de Leit méi einfach mécht, fir op de Bus ëmzeklammen.

Ech wëll op dëser Plaz och d'Kolleege vun der CSV berouegen, well zu Donkels fueren no der RGTR-Reform ganzer dräi Buslinnen: Nummer 130, 140 an 141. Och wa se net direkt bis an d'Stad fueren, kënnt een awer domadder facilement bis op Wolz op d'Gare, an da kann ee jo do den Zuch huelen.

Besonnesch ervirhiewen awer wëll ech zum Schluss och d'Expressbuslinnen. Mat wéineg Arrêten an engem héijen Takt bréngen dës Expressbuslinnen also d'Leit séier an d'Stad eran an eraus.

Här President, et ass wichteg, dass all d'Regiounen am Land valoriséiert ginn. Ech hu jo virdru gesot, mir sollten d'Land als e Ganzt betruechten, als e Ganzt gesinn. D'Regierung, denken ech, huet dat och erkannt a si handelt deementspriechend. Schliisslech si mer jo am Fong näischt anescht wéi eng grouss Stad. Duerfir nach eemol: De Wee vun der Stad an d'Éislek oder op Iechternach an - fir dem Här Gloden eng Freed ze maachen - op Gréiwemaacher ass net méi wäit wéi ëmgedréit. Et lount sech, méi dezentral ze denken. Duerfir kommt, mir paken et un!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Bauler. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Tess Burton. Madamm Burton, Dir hutt d'Wuert.

Mme Tess Burton *(LSAP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt wëll ech dem Léon Gloden Merci soe fir seng Initiativ, déi derfir suergt, dass mer eis haut an der Chamber Zäit huelen, fir iwwert d'Entwécklung am ländleche Raum ze schwätzen. Vu dass ech selwer am Oste vum Land wunnen, kennen ech d'Situatioun an der Regioun natierlech ganz gutt. An eng Rei Doleancë vu Leit aus dem Oste sinn déi selwecht wéi déi vu Leit aus dem Norden oder aus dem Westen.

Et héiert een oft, dass d'Leit aus deene Regiounen d'Gefill hunn, vun der Politik vernoléissegt ze ginn, dass hir Bedierfnesser manner berécksichtegt gi wéi déi vu Leit, déi an a ronderëm d'Haaptstad oder an de Ballungsgebidder am Süde wunnen.

D'Interpellatioun vun haut gëtt eis d'Geleeënheet, verschidden Aspekter ze beliichten an ze kucken, ob an där Kritik e Kär vu Wourecht ass a wou gegeebenefalls Verbesserungen ze maache sinn.

Ugefaange bei der éischter Fro: Wéi soll eis Landesplanung ausgesinn, wa mer déi ländlech Regiounen net wëlle par rapport zu de Stied benodeelegen?

Ee grousst Zil vun der Landesplanung ass d'Dezentraliséierung, dat heescht, dass eeben net all d'Aktivitéiten an d'Servicer sollen an der Stad konzentréiert sinn. Dat Zil hu mer eis scho mat deem éischte Programme directeur vun 2003 gesat gehat. Mir kennen hei all d'Konzept vun der Deconcentration concentrée, dat regional Entwécklungszentre virgesäit, déi qualitativ héichwäerteg Servicer fir d'Uertschafte ronderëm mat ubidden. D'Ëmsetzung vun den Ziler vun der Landesplanung ass awer an der Praxis net esou einfach, well d'Ëmsetze vun deenen Ziler oft laang dauert. E gutt Beispill heifir sinn d'Plan-sectoriellen, déi elo awer an der leschter Prozedur sinn.

Wa mer also méi Aarbechtsplaze wëllen an déi regional Zentren zéien a méi Wunnraum am urbane Raum schafen, fir dass d'Leit méi no un hirer Aarbechtsplaz kënne wunnen, da brauche mer staark Initiative vum Staat.

Här President, et wäert ëmmer esou bleiwen, dass een an enger Stad aner Virdeeler huet wéi um Land. Grondleeënd Servicer, déi all Mënsch brauch, mussen awer fir jiddweree garantéiert ginn. Déi ländlech Entwécklung soll eng aner si wéi déi urban, mee alle béid musse se gläichermoossen ënnerstëtzt ginn. Wann urban Zentre méi finanziell Ënnerstëtzung kréien, fir d'Konsequenze vum Wuesstum ze verkraaften, da mussen am ländleche Raum méi Moyenen zur Verfügung gestallt ginn, fir trotz enger méi schwaacher Besiidlung iwwerall gutt Servicer kënnen unzebidden.

A wa mer vum ländleche Raum schwätzen, dann däerfe mer d'Landwirtschaft an de Wäibau net vergiessen, déi dës Regioune prägen. Déi sinn e weesentlechen Acteur am Ëmwelt- an am Landschaftsschutz an net zulescht déi, déi den Tourismus attraktiv maachen.

D'Bauere sinn awer net un éischter Stell Landschaftsgäertner, mee si féiere Produktiounsbetriber, déi ënner extreem schwieregе Bedéngunge schaffe mussen. D'Unerkennung vun hirer villfälteger Leeschtung a geziilt Hëllefen, fir dass eis Betriber ënner Bedéngungen, déi andauernd ännere kënnen, iwwerliewen, sinn e wichtege Bausteen an der ländlecher Entwécklung.

Här President, déi wirtschaftlech Entwécklung ass wichteg fir de Wuelstand och am ländleche Raum. Betriber am ländleche Raum schafen Aarbechtsplazen an duerch hir Aktivitéit kréien d'Gemenge Recetten, den Impôt commercial. Mat dëse Gelder kënnen d'Gemengen an d'Servicer an an d'Infrastrukturen investéieren, wat direkt de Leit erëm zeguttkënnt. Déi wirtschaftlech Entwécklung vun enger Regioun spillt domat eng ganz wichteg Roll an der Liewensqualitéit vun de Leit.

D'wirtschaftlech Entwécklung am ländleche Raum bedéngt och, dass genuch Zones d'activités économiques zur Verfügung stinn. Grad am ländleche Raum si vill vun de klengen a mëttelstännesche Betriber ugesidelt, a fir dass dës Betriber sech entwéckele kënnen, brauche se och deen néidege Raum, wou se sech entfale kënnen. Ech denken hei virun allem och un déi regional Aktivitéitszonen. D'Regierung gesäit mat de Plan-sectoriellen Extensioune fir regional Zone vir an och nei Zonen.

Här President, déi wirtschaftlech Entwécklung am ländleche Raum hei zu Lëtzebuerg ass besonnesch awer och markéiert vum Tourismus. Mir dierfen hei net vergiessen, dass den Tourismussecteur zurzäit 6,5 % vum PIB a ronn 20.000 direkt an indirekt Aarbechtsplazen duerstellt. Fir eisen Aarbechtsmarché ass dëse Secteur also vun zentraler Bedeitung. Aus deem Grond ass et wichteg, dass d'Politik d'Hänn net an de Schouss leet. An dat mécht se och net! Ech erënneren hei nach eng Kéier un d'Francine Closener: Si huet als Staatssekretärin d'Strategie Tourismus 2022 lancéiert gehat mat engem Plan d'investissement vu 60 Milliounen Euro bis 2022.

Eng vun deene gréissten Erausfuerderungen am Tourismus wäert sinn, fir d'Iwwernuechtungscapacitéiten am ländleche Raum oprechtzeerhalen. Vill Betriber hu Problemer, eng Relève ze fannen. Do muss och d'Regierung versichen, dës Betriber ze ënnerstëtzen, dass se net komplett vun der Bildfläch verschwannen.

Mee all Effort an den Tourismus gëllt als Opwäertung vun der Regioun, net nëmme fir den Tourist, mee virun allem och fir d'Awunner selwer.

Här President, de lokale Commerce profitéiert sécherlech och vum Tourismus. Allerdéngs wier et fir d'wirtschaftlech Entwécklung am ländleche Raum wichteg, dass mer op eng Dezentraliséierung vun de wirtschaftlechen Aktivitéiten hischaffen, well do, wou Aarbechtsplaze sinn, gëtt och mat enger gewëssener Reegelméissegkeet méi consomméiert, wat fir de lokale Commerce onerlässlech ass.

De Commerce an de Foussgängerzonen huet schwéier ze kämpfen. D'Akafsverhale vun de Leit huet geännert. Den Onlinehandel gëtt ëmmer méi staark. Mee och déi breet Offer un Akafsméiglechkeete mécht deene klenge Commerçanten d'Liewen net einfach. E weidere Problem vu Foussgängerzonen zum Beispill ass de Flux vu Leit. Grad well am ländleche Raum manner Leit schaffen, verbréngen och deemno manner Leit hir Zäit daagsiwwer an der Regioun.

D'Leit am ländleche Raum, an deene klenge Stied musse méi sensibiliséiert ginn, dass si sech bewosst sinn, wou se an Zukunft akafen, dass si och de lokale Commerce mussen ënnerstëtzen, wa se wëllen, dass an Zukunft nach Geschäfter an hirer Stad sinn. Well grad esou Foussgängerzonen an deene klenge Stied sinn d'Häerzstéck vun de Stied, de sozialen Treffpunkt vun der Gesellschaft, dee mer net ausstierwe loossen dierfen. Hei ass net nëmmen d'Regierung gefuerdert, mee och d'Gemengen a jiddwer Eenzelnen.

Wat den Onlinehandel betrëfft, wëll ech hei nach kuerz d'Initiativ „LetzShop" vum Wirtschaftsministère erwähnen, déi zesumme mat der Confédération luxembourgeoise du commerce a mat der Chambre de Commerce an d'Liewe geruff ginn ass, fir de Commerçanten eng Onlinevitrinn zur Verfügung ze stellen.

Här President, ech wëll hei op dëser Plaz och eng Kéier déi wichteg Aarbecht, déi déi verschidde LEADER-Strukturen duerch d'Land maachen, ënnersträichen. Hiert Zil ass et, déi ländlech wirtschaftlech Entwécklung ze férderen, a si lancéiere ganz vill Projeten, déi eng ganz grouss Plus-value fir d'Regioune sinn. Duerfir musse mer oppassen, dass mat där neier europäescher Agrarpolitik garantéiert gëtt, dass dës Strukture weiderhi genuch europäesch Gelder zur Verfügung hunn, fir weiderhin esou Projeten ze lancéieren, déi der ländlecher Entwécklung eppes bréngen.

Une voix.- Très bien!

Mme Tess Burton *(LSAP)*.- Här President, d'Digitaliséierung ass grad fir de ländleche Raum eng grouss Chance. Duerch d'Digitalisatioun kënne verschidden Aarbechte vun doheem aus och gemaach ginn. Ech wëll hei den Teletravail uschwätzen. De Koalitiounsaccord gesäit vir, dass an der Fonction publique den Teletravail promouvéiert gëtt. Gläichzäiteg soll och am Privatsecteur den Accord interprofessionnel vun 2003 evaluéiert ginn, fir den Teletravail auszebauen.

Op dës Aart a Weis wäerten erëm méi Leit kënnen och daagsiwwer am ländleche Raum bleiwen, gradesou wéi d'Digitaliséierung et méiglech mécht, a Coworkingspaces ze schaffen. Et gëtt do eng Rei Projeten no un de Grenzen. D'Zäit, déi ee brauch, fir all Dag op seng Aarbechtsplaz ze kommen, ass ganz sécher ee vun deene Facteuren, déi sech am stäerksten op d'Liewensqualitéit vun de Leit auswierken. Den Teletravail an d'Coworking-Spaces si sécher Méiglechkeeten, fir dee Problem ze reduzéieren.

D'Digitaliséierung mécht et méiglech, dass d'Leit net méi permanent physesch mussen an der Zentral sinn, fir hir Aarbecht kënnen ze maachen. Dës Konzepter mussen onbedéngt ausgebaut ginn. An natierlech muss eist Aarbechtsrecht dëse Verännerunge Rechnung droe fir sécherzestellen, dass de Schutz vum Salarié op deem selwechten héijen Niveau bleift wéi bis elo.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mir iwwert d'Gesondheetsversuergung am ländleche Raum schwätzen, dann ass et wichteg, drop anzegoen, wéi eng Déngschter d'Patienten direkt niewent hirer Dier brauchen, an dat zu wéi engen Auerzäiten. Dann ass et awer och wichteg ze kucken, wéi eng zousätzlech medezinnesch Servicer et sënnvoll wär, och am ländleche Raum unzebidden, a wéi eng intakt Noutfallversuergung soll fonctionéieren.

Ugefaange bei deem Leschten, der Noutfallversuergung: Et ass wichteg, dass all Mënsch, egal wou e wunnt, déi selwecht Chancen huet, op e performante Rettungsdéngscht kënnen zréckzegräifen. Ech wëll hei un d'Reform vun de Rettungsdéngschter erënneren, déi virun enger Rei Joren den deemolegen Inneminister agefouert huet an aus där den haitegen CGDIS entstanen ass.

Zil vun dëser Reform war et, flächendeckend e bessere Rettungsdéngscht unzebidden, dermat esou keng Regioun vernoléissegt gëtt. Souwäit ech weess, ass d'Inneministesch amgaangen, eng Evaluatioun vun der Reform ze maachen, soudass mer och do geschwënn éischt Resultater kënne kréien.

Här President, natierlech wënscht de Patient sech säin Hausdokter direkt niewent der Dier, gradesou wéi e sech wënscht, dass säin Dokter och ausserhalb vun deenen normale Schaffzäiten erreechbar ass. D'Basis fir d'Bereetschaft vun den Dokteren ass, dass iwwerhaapt en Dokter an der Gemeng usiesseg ass. Eng ganz Rei vun Etüden a kierzlech nach de Profil de santé vu Lëtzebuerg am Kader vu „State of Health in the EU", iwwert dee mer jo nach deemnächst wäerten hei diskutéieren, weisen, dass mer, wat d'Presenz vun Dokteren a virun allem vu Generalisten ugeet, net iwwerall d'selwecht gutt opgestallt sinn.

De Generalist huet awer nach ëmmer selwer de Choix ze decidéieren, wou hie seng Praxis wëllt opmaachen. Mee trotzdeem mussen och e Staat an d'Gemengen d'Implantatioun vun Dokteren an de Regiounen am A behalen. Sou ginn och ëmmer méi Gemengen op de Wee, den Doktere Raimlechkeeten zur Verfügung ze stellen oder se finanziell ze ënnerstëtzen, fir dass si an hir Gemeng kommen. Ech denken do un e puer konkreet Beispiller, wéi zu Réimech an zu Jonglënster, wou elo grad ganz aktuell d'Gemenge geholl hunn, fir op de Wee vu Gemeinschaftspraxen ze goen.

Eng Gemeinschaftspraxis, wou méi Doktere beieneе sinn, kann nämlech vill Virdeeler fir de Patient bréngen. Zum engen ass d'Presenz vun engem Dokter zu den normale Schaffzäite garantéiert, och wann een Dokter emol ausfält. Zum anere kënnen d'Schaffzäiten, wou Doktere do sinn, awer och méi ausgedeent ginn.

Och d'Regierung wollt op dee Wee goen a Gemeinschaftspraxe finanziell ënnerstëtzen, wa se mindestens zu véier Dokteren géifen zesummegoen. Dëse Budget ass bis haut awer nach net ausgelaascht, mee vläicht och ganz einfach, well net jiddereen dat weess. Do ass also nach Aarbecht bei den Dokteren ze maachen a se ze encouragéieren, fir sech zesummenzedoen. Well d'Zil ass et, grad am ländleche Raum den Zougang zu der Grondversuergung ze verbesseren, zesumme mat engem System vu Permanence.

An deem Kontext wëll ech och gären d'Maison-médicallen uschwätzen, där et dräi Stéck hei am Land gëtt: eng am Norden, eng am Zentrum an eng am Süden. Grad hei fille sech vill Leit aus dem Osten oder dem héijen Norden vernoléissegt géigeniwwer deenen anere Regiounen.

Déi ursprünglech Iddi vun de Maison-médicalle war et, d'Klinicken ze entlaaschten. Duerfir sinn déi Maison-médicallen och direkt niewent d'Klinicke gesat ginn. D'Leit hunn do d'Méiglechkeet, eng Consultatioun bei engem Generalist ze kréien, entweeder sur place oder duerch eng Visitt vum Dokter doheem, dat owes ab 20.00 Auer bis moies 7.00 Auer, weekends an och d'Feierdeeg.

Viru bal zéng Joer huet den deemolege Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo mat der AMMD eng Konventioun ënnerschriwwen, déi de Fonctionnement vun de Maison-médicalle reegele soll. All Dokter bis 55 Joer muss a sengem Gebitt eng gewëssen Unzuel u Gardë pro Mount an deene jeeweilege Maison-médicalle garantéieren.

Wann ee bedenkt, dass an enger Maison médicale just owes, weekends oder wa Feierdag ass geschafft gëtt, da kann ee sech jo virstellen, dass d'Begeeschterung bei den Dokteren net allze grouss ass, wa se niewent hiren normale Schaffzäiten an der Woch och nach owes, weekends oder wa Feierdag ass musse schaffen. Derbäi kënnt, dass, wann d'Dokteren an der Nuecht schaffen, se net onbedéngt den Dag drop moies hir Praxis opmaache kënnen. Duerfir ginn och vill Dokteren hir Garden of un zum Beispill méi jonk Dokteren.

Et ass also net esou einfach, nach zousätzlech Maison-médicalle bäizesetzen. Opgrond vun där geografescher Lag vum Oste géif et emol guer net duergoe mat enger Maison médicale, et bräicht een der éischter dräi: eng zu Réimech, eng zu Gréiwemaacher an eng zu Iechternach. Derbäi kënnt, dass et am Oste keng Klinik gëtt, wour d'Patienten a méi schlëmme Fäll direkt weidergeleet kënne ginn.

Zum engen ass personalméisseg esou eng Couverture vun der Grondversuergung ausserhalb vun de Schaffzäiten einfach net méiglech. An duerch déi geografesch Lag vum Oste muss een awer och soen, dass den Accès zu deenen anere Maison-médicallen an zu de Klinicke vun der Distanz hier nach gutt erreechbar ass.

Gradesou kéint ee sech froen, wisou et zu Wolz niewent der Klinik net och eng Maison médicale gëtt, fir esou eng zweet Maison médicale am Norde fonctionéieren ze loossen. Mee och hei missten déi Garden duerch déi normal Hausdoktere garantéiert ginn, wat awer net esou einfach ass, well net déi Mass vun Dokteren do ass.

Niewent Gemeinschaftspraxen, déi déi normal Ëffnungszäiten ausweide kënnen, wär awer och e Service de permanence, sou wéi et deen emol am Osten an dräi Gemenge gouf, eng Léisung. Dat war an de Gemenge Mäertert, Gréiwemaacher a Wuermer, wou d'Doktere sech selwer zesummegedoen haten an hire Patienten eng Bereetschaft bis 20.00 Auer an der Woch garantéiert hunn. All Dag hat en aneren Dokter dës Bereetschaft an huet bis 20.00 Auer Visitte gemaach bei klengen Noutfäll. Dee System ass awer rezent erëm ofgeschaaft ginn, well sech op eemol net méi all Dokter dorunner bedeelegt huet an och, well net genuch jonk Dokteren do sinn, fir dës Bereetschaft ze garantéieren.

Grad dëse Service, dee bis elo fräiwëlleg vun den Dokteren ugebuede ginn ass, sollt een an Zukunft och méi ënnerstëtzen.

Här President, wat am ländleche Raum gebraucht gëtt, si souzesoen Annexë vun de Maison-médicallen, spréch Gemeinschaftspraxen, dass d'Leit, egal wou se wunnen, eng Garantie hunn, dass all Dag en Dokter zu deenen normale Schaffzäiten do ass an dass op der Plaz méi Doktere sech duerch verschidde Schaffzäiten ergänze kënnen, dass zum Beispill bis owes 20.00 Auer oder samschdes moies e reduzéierte Service och do fonctionéiere kann.

Här President, e weidere Punkt, fir déi medezinnesch Versuergung och am ländleche Raum ze verbesseren, ass den Accès zu Doktere mat enger Spezialisatioun. Éischter selte gëtt et Spezialisten am ländleche Raum. Dës Doktere sinn éischter ronderëm d'Klinicken ugesidelt, wat normal ass, fir esou weider Ënnersichunge mat Apparater maachen ze kënnen oder iwwerhaapt Operatiounssäll mat deem néidege Personal zur Verfügung ze hunn.

Ech wëll hei awer e Pilotprojet uschwätzen, dee sécher Potenzial huet, fir ausgebaut ze ginn. Et gëtt eng Klinik, déi säit Juni 2019 Consultatioune vun hire Spezialisten an zwou Regiounen ubitt. Dat ass zu Miersch an zu Gréiwemaacher. Dës Offer ass ofgeschwat gewiescht mat deene jeeweilege Generalisten aus deene Regiounen, fir och d'Besoine vun hinne gewuer ze ginn an hir Offer dorop ze adaptéieren.

An deene Praxiszentre gi wärend gewëssenen Deeg Consultatioune vu Spezialisten ugebueden. Hei ginn éischt Ënnersichunge bei de Leit gemaach a jee no Besoin ginn d'Patienten dann un d'Klinik weidergeleet fir weider Ënnersichungen oder awer si gi sur place behandelt.

Dës Offer gëtt ganz positiv bei de Leit ugeholl. Si mussen also net direkt an eng Klinik fueren, fir eng éischt Ënnersichung gemaach ze kréien. Dëst ass sécher e Projet, deen een och kéint zesumme mat anere Klinicken an anere Regiounen ausweiden, dass d'Spezialiste vun Zäit zu Zäit Consultatiounen am ländleche Raum ubidden. Duerfir sollt een och mat esou engem Projet versichen, déi medezinnesch Versuergung am ländleche Raum esou ze verbesseren.

Här President, schlussendlech kënne mer nëmmen eng medezinnesch Versuergung garantéieren, wa mer dat néidegt Fachpersonal hunn. Dat betrëfft zwar net nëmmen d'Regioun an déi ländlech Géigenden, mee et betrëfft och d'Stied respektiv den Zentrum. Nëmme wa mer genuch Dokteren a Gesondheetspersonal hunn, kënne mer och derfir suergen, dass och iwwerall e gudden Zougang zu der Gesondheetsversuergung garantéiert ass.

De Moment kritt Lëtzebuerg duerch d'Band gutt Bewäertungen, wat d'Gesondheetsversuergung ugeet, mee natierlech, wann ee selwer oder ee vu senge Léifsten e Problem huet oder vun enger Urgence betraff ass, dann ass all Kilometer, deen een ze fueren huet, all Minutt, déi ee muss waarden, natierlech nëmme ganz schwéier ze erdroen. An duerfir ass et wichteg, e séieren a gudden Zougang zu de sougenannte Soins primaires iwwerall am Land ze garantéieren.

Domat wier ech bei engem anere Sujet ukomm, deen den Här Gloden ugeschwat huet: d'Sécherheet am ländleche Raum. Et goufen am Laf vum leschte Joer eng Rei Questions parlementaires ronderëm d'Zoumaache vu Kommissariater, wou d'Gefill entstanen ass, dass d'Police am ländleche Raum manner present wär. Mee et ginn och Äntwerten op dës Froen, déi eigentlech de Contraire soen: dass duerch d'Reform eng besser Policepresenz um Terrain assuréiert gëtt.

Ech denken hei u Kommissariater, déi minim besat waren, déi och net vill Leit haten, déi bei si op de Büro komm sinn, déi zougemaach gi sinn. Hei hunn ech gëschter nach mat engem Buergermeeschter aus dem ländleche Raum

geschwat, bei deem an der Gemeng dat de Fall war. Hien huet gemengt, dass dat wuel nach guer kee matkritt hätt, well dës Kommissariater awer nach op Demande bedriwwe kënne ginn, dass awer nach keng esou eng Demande bis elo do war, wat an deem Sënn erëm derfir schwätzt, dass dës Polizisten elo alleguer op enger Plaz regruppéiert gi sinn an doduerch méi present um Terrain kënne sinn.

Och déi Leit, déi fir déi administrativ Aarbecht sollten agestallt ginn, fir esou d'Polizistе bei hirer administrativer Aarbecht ze entlaaschten, schéngen och hir éischt Friichten ze droen, soudass d'Policereform sécher Verbesserunge bruecht huet. Mee do wär et wichteg, konkreet Donnéeë vum Ministère dozou ze kréien an och ze kucken, wéi een Androck d'Leit no der Reform hunn. Mee do wäerte mer eis geschwë jo nach eng Kéier méi am Detail domadder beschäftegen. Menges Wëssens ass en Débat de consultation vum Här Bausch ugefrot, fir iwwert d'Policereform ze schwätzen.

Wichteg ass, dass d'Leit, egal wou se wunnen, e gewëssent Sécherheetsgefill hunn, dass si wëssen, dass, am Fall wou se d'Police brauchen, se och do ass respektiv hinnen e Gefill vu Sécherheet gëtt, andeems se am Alldag present um Terrain ass. D'Presenz um Terrain ass dann och deen éischte Facteur, fir d'Kriminalitéit ze bekämpfen, onofhängeg dovun, ob dat am ländlechen oder am urbane Raum ass.

Här President, ee vun deene ganz groussen Challengen, deen de ländleche Raum méi betrëfft wéi den urbane Raum, ass d'Ubannung un den ëffentlechen Transport. Et läit an der Natur vun der Saach, dass et méi schwiereg ass, en effiziente Gemeinschaftstransport a ländleche Géigenden ze organiséiere wéi an dicht besidelte Gebidder. Et gëtt do einfach manner Leit, déi zur selwechter Zäit dee selwechten Trajet hunn an d'selwecht vun enger kollektiver Offer profitéieren. Et mécht kee Sënn, fir am 15-Minutten-Takt Busser fueren ze loossen, an deene just zwou oder dräi Persounen drasëtzen. Anerersäits muss et awer och eng confortabel a reegelméisseg Offer ginn, fir dass d'Leit tatsächlech den Auto stoe loossen an de Bus oder den Zuch huelen.

D'Zäit, déi ee brauch, fir all Dag op seng Aarbechtsplaz ze kommen, ass ganz sécher ee vun deene Facteuren, déi sech am stäerksten op d'Liewensqualitéit vun de Leit auswierken. Den Teletravail an d'Coworkingspaces si sécher eng Méiglechkeet, fir de Problem ze reduzéieren. Trotzdeem wäerten och an Zukunft ganz vill Leit musse pendelen an déi brauchen eng gutt Offer am ëffentlechen Transport.

Als LSAP begréisse mir d'Reorganisatioun vum RGTR-Reseau a si ganz frou, dass dës Reform net vun uewen erof ausgeschafft ginn ass, mee zesumme mat de Gemengen, souguer zesumme mat de private Leit. D'Zil vun der Reorganisatioun ass ënner anerem eng däitlech Verbesserung vun der Ubannung vu méi klengen Uertschaften un den ëffentleche Transport, an zwar net nëmmen zu Stousszäiten, mee och owes an de Weekend.

Da bleift awer och nach e Wuert iwwert den Zuch ze soen, deen d'Réckgrat vum ëffentlechen Transport ass a bleift an deen optimal muss op d'Busverbindungen ofgestëmmt ginn. Och Park & Ridë sinn néideg, fir den ëffentlechen Transport ze vervollstännegen.

Wat beim Transport wichteg bleift, wat den Här Bauler och schonn ugeschwat huet: dass mer permanent den Echange hu mat den Utilisateure vum ëffentlechen Transport an dass mer bereet sinn, de temps en temps och Adaptatiounen ze maachen.

Voilà, Här President, ech kommen zum Schluss. Et ass wichteg, dass mer weider déi ländlech Entwécklung fërderen. Dezentraliséierung kann eng Rei vun eise Problemer léisen, mee et fuerdert awer och Efforten.

An domat soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Burton. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

Mme Chantal Gary *(déi gréng)*.- Här President, léif Regierungsvertrieder, léif Kolleeginnen a Kolleegen, eis wonnerschéi Musel, de ganzen Oste wéi och d'Éislek an de gréngе Weste sinn an hirer Villfältegkeet an Eenzegaartegkeet net ze ënnerschätzen. Mir hunn en eemolege Patrimoine, deen eise ländleche Raum ausmécht, a mir mussen en Entwécklungszenario usteieren, deen eis Landschaften engersäits esou wäit wéi méiglech intakt hält an anerersäits d'Wunnen, d'Schaffen an d'Fräizäit zesummeféiert. Et geet dréms, en attraktive Raum ze erhalen, deen nieft senger Eenzegaartegkeet och fir seng Eegestännegkeet bekannt ass.

Fir dës verschidden Aspekter iwwereneenzebréngen, ass et wichteg, dass d'Entwécklung vum ländleche Raum gesteiert gëtt. Net all Duerf kann a soll op déi nämmlecht Manéier a mat där selwechter Vitess wuesse wéi d'Stad Lëtzebuerg.

Fir e besseren Equiliber mat de grousse Stied hierzestellen, musse mer weiderhin op eng konzentréiert Dezentraliséierung setzen. Mir mussen d'demografesch, d'wirtschaftlech an d'kulturell Roll vun urbanen Zentren am ländleche Raum stäerken. Ech nennen zum Beispill Réimech, Gréiwemaacher, Réiden, Clierf oder Jonglënster. Wann d'Wunnen, d'Schaffen an d'Fräizäit méi no beieneerutschen, bedeit dat fir d'Awunner och eng besser Liewensqualitéit.

Domadder wëll ech net soen, dass ländlech Gemenge sech net entwéckele sollen. Éischter gëllt et, ländlech Gemengen an hirer Eenzegaartegkeet ze fërderen an hir spezifesch Räichtümer an Entwécklungspotenzialer no vir ze bréngen.

Ech wäert mech an den nächste Minutten op e puer Sujete beschränken, wuelverstanen, dass et nach vill weider spannend a wichteg Theemen am Beräich vun der Entwécklung am ländleche Raum gëtt.

Ech wëll als Éischt op den Ëmweltaspekt agoen. De ländleche Raum leescht eisem Land onersetzbar Ëmweltservicer: D'Bëscher sinn d'Longe vum Land a sinn natierlech extreem wichteg am Kampf géint de Klimawandel duerch d'Banne vum CO_2. D'Naturlandschaften an eise méi rurale Géigende sinn zudeem en Zentrum vun der Aartevillfalt. D'ländlech Gemenge sinn de Wiechter vun engem natierleche Patrimoine, deen net nëmmen duerch seng Schéinheet schützenswäert ass, mee och, well en eng Hellewull ekosysteemesch Leeschtunge fir d'Land bréngt.

Duerfir ass et wichteg, e gudden Equiliber tëschent der Entwécklung an der wirtschaftlecher Aktivitéit an awer och dem Schutz vun der Natur ze fannen. An duerfir ass et och wichteg, dass d'ländlech Gemenge fir de Schutz vun eisen natierleche Räichtümer ënnerstëtzt ginn. Si kënnen an duerfen net de Verléierer vun der Landesplanung sinn!

Da kommen ech op déi wirtschaftlech Entwécklung. Eiser Meenung no solle kleng a mëttelgrouss Betriber am ländleche Raum eng Chance kréien, fir déi nohalteg a regional Produktioun an deem Raum ze fërderen, esou zum Beispill am Secteur vum Handwierk, mee och wat d'Hierstellung vu lokale Produiten ugeet.

Duerch de Patrimoine um Niveau vun der Natur, der Architektur oder och dem Wäibau op der Musel hu mer en immens attraktiven a spannende ländleche Raum, deen alles anescht wéi langweileg ass. Duerfir ass och den Tourismus e Secteur, deen e wichtege Bäitrag beim Schafe vun neien Aarbechtsplaze leeschte kann an esou zu enger positiver ekonomescher a sozialer Entwécklung vum ländleche Raum, mee och vum Lëtzebuerger Land am Allgemenge bäidroe kann.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence)

Vun 2018 bis 2022 investéiert d'Regierung bis zu 60 Milliounen Euro an den Tourismussecteur. Dat ass genau een Drëttel méi, wéi dat nach an der Period virdru war.

Fir hei e puer Beispiller ze nennen, déi elo scho gräifen a Succès hunn: Mir hu fënnef regional Tourismusbüroen, déi fir d'Promotioun vum Tourismus am ländleche Raum zoustänneg sinn. D'LEADER-Projete sinn e wichtege Bestanddeel an der Entwécklung vum ländleche Raum. Hei gi Brécken tëschent dem Acteur an der Regioun gebaut, deelweis och grenziwwergräifend, fir Iddien a Projeten ëmzesetzen an en attraktive Raum ze schafen. Den Aktivtourismus mat eise sëlleche Wander- a Vélosweeër huet en enormt Potenzial. An dann och eis lokal Produiten. Ech hiewen elo emol einfach eise Wäibau ervir, deen exzellente Qualitéitswäin a Cremant opweises huet. Och d'Zil vun 20 % Biolandwirtschaft bis 2025 wäert derzou bäidroen, eis landwirtschaftlech Produite „Made in Luxembourg" méi attraktiv ze maachen, wat sech och nees positiv op de ländleche Raum auswierke wäert.

Une voix.- Très bien!

Mme Chantal Gary *(déi gréng)*.- Dann e weidere Sujet, wa mer vun der Entwécklung am ländleche Raum schwätzen: Den Accès zu de wichtege Servicer am Gesondheetsberäich ass natierlech och e ganz wichtege Punkt. Am Koalitiounsaccord gi fir de Santésberäich ënner anerem follgend grouss Prioritéite festgehalen: « donner la priorité aux soins primaires » an « assurer l'égalité d'accès aux soins ». Dës si fir de ländleche Raum besonnesch relevant, well d'medezinnesch Versuergung natierlech fir all Bierger déi selwecht Qualitéit muss hunn. Déi kann net ofhängeg dovunner sinn, ob de Patient an der Stad, op den Éisleker Koppen oder op der Musel wunnt. Besonnesch muss een hei dorobber oppassen, dass eisen Drëtten Alter en einfachen, qualitativ héichwäertegen Accès zu de Gesondheetsservicer behält.

Besonnesch bei de Soins primaires besteet awer Handlungsbedarf, well eis Generalisten ongläichméisseg iwwert d'Land verdeelt sinn an d'Tendenz hunn, sech an den urbane Ballungsgebidder ze konzentréieren. Fir där Tendenz entgéintzewierken, gesäit de Koalitiounsaccord vir, eng Hëllefstellung fir d'Kreatioun vu Gemeinschaftscabinete vu Generalisten a Cabinets multidisciplinaires ze bidden. Eng Hëllefstellung gëtt et schonn zanter 2017, mee wéi et schéngt, ass dës Mesure nach net populär. Dat kann engersäits um Montant vun der Aide leien, awer och un de Konditiounen, déi un dës Aide gekoppelt sinn. Et wier wichteg, dësen Outil geschwënn ze evaluéieren an och ze iwwerschaffen.

Mat deene Gemeinschaftspraxe kann eng Prise en charge vum Patient och da garantéiert sinn, wann ee vun de Medezinner grad net am Déngscht ass, an dat zu enger gréisserer Plage horaire, wéi wa just een eleng am Cabinet schafft. Dës Virdeeler sinn natierlech iwwerall am Land wichteg. Mee am ländleche Raum si se nach vill méi pertinent an e wichtegt Element, fir eng Prise en charge ze garantéieren.

Eng gutt medezinnesch Grondversuergung huet dann och den Nieweneffekt, dass d'Urgencen entlaascht ginn. Dat Theema ass jo och en Dauerbrenner.

Eng weider Pist, déi ee muss verfollegen, ass déi vun der Organisatioun vun de Soins extrahospitaliers. D'Fro, déi sech stellt an déi och an deene leschte Méint intensiv an der Press thematiséiert ginn ass, ass déi vun der Auslagerung vu verschiddene Servicer aus dem Spidol eraus an dezentraliséiert Strukturen. Hei muss d'Politik Äntwerte ginn, déi souwuel de Solidaritéitsgedanke vum Lëtzebuerger Gesondheetsmodell stäerken an déi deene verschiddene Besoine vum Patient wéi och vun den Acteure vum Gesondheetssecteur entgéintkommen.

Schliisslech gesi mer dann och an der Telemedezinn e wichtegt Element, fir d'medezinnesch Versuergung insgesamt, mee besonnesch am ländleche Raum ze verbesseren. D'Consultatioun vun engem Dokter à distance fir eng éischt Aschätzung vum Patient sengem Gesondheetszoustand kann eng sënnvoll Ergänzung vun déser Offer sinn. Heiduerch kënnen onnéideg oder schwiereg Deplacementer evitéiert ginn an d'Offer kéint och ausserhalb vun den normale Consultatiounshorairë funktionéieren.

Zu gudder Lescht wëll ech nach op d'Mobilitéit agoen, e spannend Theema an déser Diskussioun!

Et ass evident, dass d'Leit aus dem ländleche Raum sécher méi op den Auto ugewise si wéi een, deen an enger Stad wunnt a wa méiglech och do schafft. Duerfir war d'Ëmstrukturéierung vum RGTR-Reseau e ganz wichtege Bausteen, fir de Leit eng besser Mobilitéit ze garantéieren a fir engem och emol de Choix ze loossen, den Auto kënnen doheem stoen ze loossen.

Just fir e puer Beispiller opzezielen: Ab deem Moment, wou d'Ëmsetzung vum neien RGTR-Reseau bis a Kraaft ass, fueren d'Busser moies éischter an owes méi laang, an de Stousszäite ginn d'Kadenzen an d'Luucht, weekends fuere se méi oft. An iwwerhaapt schwätze mer hei vun engem Busreseau, deen esou dicht ass, wéi een et keng zweete Kéier an Europa fënnt. Mee fir dass och de Bus net mam Auto am Stau steet, ginn extra Buscouloiren amenagéiert oder och intelligent Luuchtesystemer ginn installéiert, soudass d'Prioritéit effektiv awer och beim Bus läit. An nieft den Expressbuslinnen hunn och d'Uertschaften ënner sech e besseren Accès ënnereneen.

Fir d'Entwécklung vum Raum matzegestalten, kënnen a sollen natierlech nieft dem Staat och déi eenzel Gemengen Eegeninitiativen huelen. Hei e flott Beispill vun der Gemeng Wormer, déi mat hirem „Riesling Express" ëmmer méi Succès huet. Heibäi handelt et sech ëm eng Aart Ruffbus, deen d'Bierger an der Gemeng selwer hin- an hierféiert, mee och an d'Nopeschgemenge bréngt, fir dann do akafen ze goen, un Aktivitéiten deelzehuelen oder an de Sport ze goen.

Fir dann nach ganz kuerz bei der Mobilitéit ze bleiwen: Och de Vëlo kann hei gären net just als Fräizäitbeschäftegung, mee als vollwäerteg Transportmëttel ugesi ginn. Wann ech Kommissiounen am Duerf ze maachen hunn oder wann ech emol an d'Duerf niewendrun an de Restaurant wëll goen, wéisou dat Deplacement net mam Vëlo maachen amplaz mam Auto?

Une voix.- Très bien!

Mme Chantal Gary *(déi gréng)*.- Nieft dem rezent gestëmmte Gesetz iwwert den nationale Vëlosreseau hunn hei d'Gemengen hir Responsabilitéit ze iwwerhuelen, fir op kommunalem Niveau attraktiv a sécher Vëlospisten ze amenagéieren an déi un déi national unzebannen, woufir se jo och eng finanziell Ënnerstëtzung vum Staat kréien.

Dëst Beispill vun der Mobilitéit weist, dass de Staat an d'Gemengen Hand an Hand schaffe mussen. De ländleche Raum kréie mer also just valoriséiert an d'Liewensqualitéit erhalen, wann d'Efforte vum nationalen a vum kommunalen Niveau openeepassen. Op där enger Säit muss de Staat mat senge Moyenen de Gemengen déi néideg Instrumenter an Hëllefstellung bidden an op där anerer Säit sollen d'Gemengen dës Instrumenter dann och aktiv notzen.

Jiddwereе muss also seng Responsabilitéiten iwwerhuelen, well mer nëmmen esou déi beschtméiglech Offer fir eis Bierger a fir d'nohalteg Entwécklung vun eise ländleche Regioune garantéiert kréien.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci och der Madamm Gary. An dann hu mer ...? Déi zwee Engelen!

(Interruption)

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech kommen awer eleng.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken en häerzleche Merci dem Kolleeg Léon Gloden fir dës Interpellatioun. Dir verstitt, denken ech, all, datt ech als Norddeputéierte bei der Debatt iwwert d'Entwécklung vum ländleche Raum e besonnesche Schwéierpunkt op den Norde leeë wëll, ouni awer den Osten ze vergiessen. Meng Usiichte wäerten, denken ech, och allgemeng op de ländleche Raum bezu kënne ginn.

Dat, wat mäi Frënd Koeppe Jemp scho viru bal zwee Jorzéngte sot, ass leider nach ëmmer wouer: „D'Tatsaach, datt den Norden an och den Oste keng staark politesch Lobby hunn, mécht et fir dës Regioune méi schwéier."

Une voix.- Si hunn eis jo awer!

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Gelift?

La même voix.- Si hunn eis awer.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Jo.

(Hilarité)

27 % vun de Leit wunnen am Land op 65 % vun der Fläch, ech mengen, dat wollt ech och emol eng Kéier hei soen. An op den ongerechte Walsystem wëll ech haut hei net agoen.

Et ass kee Geheimnis, datt den Norden an den Osten et vill méi schwéier hunn, fir gläichwäerteg Liewensbedéngungen iwwerall anzefuerdere wéi aner Regiounen. Dat bescht Beispill ass d'Nordstrooss. 30 Joer gouf fir dës bluttnoutwendeg Verkéiersachs gekämpft respektiv sech staarkgemaach. Mee hei an der Chamber ass se jo dunn awer zu gudder Lescht nach gestëmmt ginn. Dat war e Schratt an déi richteg Richtung. Et hätt just vill méi fréi misse kommen! An deem selwechte Kontext ass och d'Transversal zu Clierf ze gesinn.

Mir brauchen eng gesond Mëschung vu Wunnen, Schaffen a vu Fräizäit an alle Regiounen. Mir sinn ee Land an alles gehéiert zesummen. Nord- an Ostproblemer sinn och Landesproblemer an ëmgedréit!

Zu enger liewensfäeger Regioun gehéiert zu alleréischt e gesond wirtschaftlecht Ëmfeld, well anerefalls näischt leeft. Virun iwwer 30 Joer waren eis ländlech Regiounen nach gepräägt duerch den Agrarsecteur an den Tourismus, wat haut net méi esou ass, an deem musse mer Rechnung droen.

Baséierend op enger gudder Zesummenaarbecht vun de Gemengen an och duerch eenzel Gemengefusiounen huet sech am Norden déi lescht 30 Joer villes zum Gudde gedoen, andeem si sech zum groussen Deel selwer gehollef hunn. Gegrënnt goufen eenzel Gemengesyndikater wéi de Réidener Kanton, d'Nordstad, SICLER, Guichet unique, d'Naturparken, an d'LEADERen net ze vergiessen an nach villes méi. Si hunn a virbildlecher Zesummenaarbecht villes zum Gudden erreecht fir ons ländlech Regioun. Geschafe goufen Aarbechtsplazen am ländleche Raum, wat virun 30 Joer an nach méi net esou war.

Trotz deene ville positive Punkte musse mer och feststellen, datt eenzel Punkten am ländleche Raum net esou positiv sinn, wéi zum Beispill d'Gesondheetswiesen, d'Verkéiersinfra-

strukturen, ëffentlech Verwaltungen. Eenzel Post-, Police- a Kadasterbüroe maache lues awer sécher zou, och leider eenzel Banken, trotzdeem datt och an de ländleche Regiounen en Zouwuess u Leit ze verzeechnen ass. D'ëffentlech Hand huet hei net matgezunn, just de Contraire.

Erlaabt mer, a menger Riedezäit eng Rei Punkten unzeschwätzen, déi mer besonnesch um Häerz leien!

Éischtens, eng erfollegräich Dezentraliséierung heescht, datt een d'Verkéiersinfrastrukturen an alle Géigende vum Land gläichwäerteg ausbaut. Datt een dës un d'Realitéit vum Verkéiersopkommes upasst, dat misst engem dee gesonde Mënscheverstand soen. Leider si mer nach wäit ewech vun där Usiicht! An deem Kontext muss ee follgende Fazit zéien: Mir bauen haut u Stroossen nach net emol déi, déi mer haut brauchen, an déi, déi mer muer brauchen, dat steet nach an de Stären. An dat bei engem stramme Wuesstum, dee vun onser Regierung esou gewollt ass!

Opgrond vun dëser Feststellung ass et onerklärlech, datt de véierspueregen Ausbau vun der gesamter Nordstrooss bis haut nach net an d'Wee geleet gouf!

Une voix.- Ganz richteg!

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- An dat mat schäinhellegen Argumenter! Och an Zukunft soll sech dorun näischt änneren, esou de Wëlle vun der Regierung. Hätte mir dee selwechte Fall am Süde vum Land, da wär dës Strooss scho laang véierspuereg ouni Diskussioun.

(Interruption)

D'Leit, déi all Dag op dës vëlleg iwwerfëllte Stroossen ugewise sinn, soe Merci!

D'ADR wäert hir Fuerderung nom véierspueregen Ausbau vun der gesamter Nordstrooss ënner allen Ëmstänn bäibehalen! Mir begréissen an deem Kontext de Contournement vun Housen. De véierspueregen Ausbau vun der Nordstrooss ass net nëmme fir d'Leit aus der Regioun, mee och fir déi Dausende vu Leit, déi all Dag aus der Belsch bei ons schaffe kommen, well och si droen zu eiser ekonomescher Entwécklung bäi, speziell déi aus der Baubranche an aus dem Handwierk. Well si all brauche mer, fir eisem stramme Wuesstum gerecht ze ginn.

Zweetens, zu eisen Aktivitéitszone wëll ech och ee Wuert verléieren. An zwar weist d'Erfarung, datt et der nach net genuch sinn. Verschidde Betriber, déi nach an eisen Dierfer hir Aktivitéit hunn, géife sech och gären an enger Zon néierloossen, fannen awer net ëmmer dat richtegt Gehéier bei eisen Institutiounen. Domadder geet dëse Betriber respektiv eiser ganzer Ekonomie vill u Kapital verluer, wat da ganz oft vun auslänneschen Offerten opgefaange gëtt.

Hei musse mer schnell an onbürokratesch dëse Wënsch Rechnung droen. D'Geneemegungsprozedure si vill ze laang. Hei musse ganz kloer Friste gesat ginn. Ee Betrib, deen ausbaue wëllt, muss dat an enger relativ kuerzer Zäit kënne maachen, well anerefalls seng Clientèle sech anerwäerteg bedéngt.

Drëttens, Dezentraliséierung a Gläichbehandlung vum ländleche Raum misst och heeschen, datt all Bierger dee selwechten einfachen Zougang zu medezinnesche Strukturen huet. Als ADR fuerdere mir schonn zanter datt et eis gëtt, datt mir eis medezinnesch Infrastrukturen am Norde stäerken. An dobäi geschitt de Contraire.

D'Servicer vum Wëlzer Spidol goufe monter reduzéiert. D'Wëlzer Maternité hat en exzellente Ruff, deen iwwert d'Grenze vum Land erausgaangen ass. Traureg, datt dës haut net méi besteet. Ëmmer méi Servicer sinn op Ettelbréck verluecht ginn. Vill Leit kënnen e Lidd sange vun där mangelhafter Koordinatioun tëschent de Spideeler. Hei weess déi eng Hand dacks net, wat déi aner mécht.

D'Maison médicale zu Ettelbréck muss elo Deeler vum Beziierk Oste mat versuergen, well hei nach keng Maison médicale existéiert; zum Nodeel vun der Qualitéit vum Service. Et muss een awer och fairerweis soen, datt och d'Gemengen dacks eng onrümlech Roll bei dëser Entwécklung spillen. D'Apdikt, déi soss zu Clierf ze fanne war, ass mam Accord vun der Gemeng op Maarnech verluecht ginn, dëst obwuel net emol fënnef Minutte méi wäit, och un der Nordstrooss, déi nächst Apdikt ze erreechen ass.

Och eis Gemenge stinn hei an der Verantwortung, déi kleng Commercen ze fërderen an d'Aktivitéiten am ländleche Raum net eesäiteg an oniwwerluecht ze zentraliséieren. Och misst eng Relance kommen, fir eis Kantonalstied erëm mat Liewen ze fëllen, well soss brauche mer och muer keng Touriste méi. An ech mengen, dat misst och emol gesot ginn.

Och wat eis staatlech Servicer hei ugeet, mussen d'Awunner aus dem Norde wéi aus dem Osten ëmmer vun eesäiteger Zentraliséierung schwätzen an net vun Dezentraliséierung. Dovun ass keng Spuer.

Ëmmer méi staatlech Servicer ginn zentraliséiert, sou zum Beispill den Enregistrement vun Iechternach oder dee vu Clierf. Dee vu Clierf gouf jo op Dikrech ofgezunn, mat der Folleg, datt déi Leit, déi hei geschafft hunn, all Dag elo mussen op Dikrech fueren, an hir Clientë fueren all Dag hannendrun. An dann als Merci kréie se praktesch bal keng Parkplaz zu Dikrech. An da wonnere mir eis, datt ëmmer méi Verkéier opkënnt!

Grad an de ländleche Regioune misste staatlech Servicer och zur Offerte gehéiere fir hir Awunner, besonnesch och an Zäiten, wou mer vun Teleaarbecht vun doheem aus schwätzen. Bei der Dezentraliséierung vu Verwaltunge missten och eng Kéier den Norde wéi den Oste berécksichtegt ginn.

Här President, den Tourismus bleift e wichtege Pilier an der Ekonomie vun eisem Land allgemeng, an am Osten am Besonneschen. Net nëmmen, datt Zegdausende Leit hei schaffen an deem Secteur, mee den Tourismus bréngt och mat sech, datt mer vill Geld an d'Land erakréien an dat och heibleift.

Den Tourismus, eis schéin Natur, eis Bëscher, ons Baachen a Flëss, Buergen a Schlässer - och dat ass e Räichtum vum Norden a vum ländleche Raum allgemeng. E klengt Beispill: Mir hunn zu Clierf eng eenzegaarteg Ausstellung vum Här Edward Steichen, déi wonnerbar am Schlass ënnerbruecht ass, mee mir kréie se awer net richteg verkaaft.

An ech mengen, iwwert den Tourismus kéint een nach ganz vill soen, mee ech gesinn, meng Zäit ass zimmlech um Enn, an duerfir kéim ech dann elo zum Schluss.

Als ADR setze mir eis an, datt eise landschaftleche Räichtum erhale bleift. Wa mer Betriber an d'Land huelen, déi e Ressourcëverbrauch hunn, deen esou héich ass, datt mer ganz Landstrécher musse mat Wandmillen zoubetonéieren, fir dat ze kompenséieren, da wiere mir eis vehement dergéint, wann dat op d'Käschte vun der Attraktivitéit an dem Charme vun eisem ganze ländleche Raum geet. Et ass fir d'ADR kee Widderspruch, noutwendeg Infrastrukturen auszebauen an dobäi de charmante Charakter vum ländleche Raum bäizebehalen.

Här President, et wär nach villes ze soen: Lycéeë speziell am Raum vun der Nordstad, Schwämmen, speziell och fir eis Touristen. Fir den Oste gëllt och nach besonnesch, datt eis Grenzuertschafte mat Bräcken, haaptsächlech Iechternach, Waasserbëlleg, Gréiwemaacher, Wuermer, Réimech, Schengen, fuerchtbar ënnert deem ëmmer méi intensive Pendlerverkéier leiden an doriwwer eraus. Och dofir misst eng Kéier eng Léisung envisagéiert ginn.

Ech mengen, ech wier dann um Schluss ukomm. Dat ass den Optrag vun de Wieler an ech wäert mech och weider derfir asetzen, fir deen no beschtem Wëssen a Gewëssen auszeféieren.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci och dem Här Engelen. An deen nächste Riedner ass den Här Marc „Boam".

(Interruptions)

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci, Här vu Bartolomeo.

(Hilarité)

Här President, wéi mer d'Demande fir dës Interpellatioun virun eis leien haten a gelies hunn, hu mer eis an eiser Fraktioun e puer Froe gestallt, well mer net esou richteg woussten, wat mer domadder sollten ufänken.

(Interruptions)

Et geet scho lass mam Begrëff „régions excentrées", deen eis am lëtzebuergesche Kontext dann awer vläicht e bëssen iwwerdriwwe schéngt. Mee bon, dat läit och vläicht doruner, datt den David Wagner an ech och vläicht net gradesou „Exzentriker" si wéi de „klenge Leo".

(Hilarité)

Här President, et gi sécherlech Lokalitéiten hei am Land, déi méi wäit vun der Stad ewech leie wéi anerer. Mee esou wéi dat Wuert a Frankräich oder an Däitschland benotzt gëtt, nämlech fir strukturschwaach Regiounen ze benennen, déi vun der ëffentlecher Hand komplett vernoléissegt ginn, wou et wäit a breet keng Aarbechtsplaze ginn, wou keng Ubannung un d'Verkéiersnetz besteet a wou et keng Doktere méi ginn, vun där Situatioun si mer hei zu Lëtzebuerg awer glécklecherweis nach ewech.

Dat soll net heeschen, datt et am ländleche Raum keng Problemer ginn. Mee d'Situatioun bei eis ass awer eng ganz aner wéi an eisen Nopeschlänner. Jo, deelweis sinn déi Entwécklungen am ländleche Raum carrement contraire zu deenen Entwécklungen am ländleche Raum, déi mer a Frankräich oder an Däitschland kennen. Am Géigesaz zu deenen hire ruralen a ganz dacks och strukturschwaache Regioune gëtt et zu Lëtzebuerg keng Landflucht. Dat heescht, d'Bevëlkerungszuele vu Gemengen, déi méi wäit ewech vun der Stad leien, ginn nämlech net zréck, mee si wuesse bestänneg, an zwar deelweis méi séier wéi déi an zentral geleeëne Gemengen.

Gläichzäiteg zu deene klammenden Awunnerzuele muss een awer feststellen, datt vill Gemengen an Dierfer riskéieren, keen eegent Duerfliewe méi ze hunn. Geschäfter maachen zou oder gi verdrängt vu grousse Chaînen, déi sech net onbedéngt an der Stad néierloossen, mee entweeder an neie ruralen Zentren oder, schlëmmer nach, iergendwou matzen op der gréinger Wiss.

Mir stellen och fest, dass ëmmer méi ëffentlech Ariichtungen a Servicer aus verschiddene Gemenge verschwannen, wéi d'Post, d'Spuerkeess, Zuchguicheten, an dëst aus soi-disant „Effizienzgrënn".

A mir stellen drëttens fest, datt d'Zuel vun den Aarbechtsplazen an de Landgemengen net an deem Mooss klëmmt wéi d'Awunnerzuel. An dëst féiert dann derzou, datt vill Gemenge riskéieren, zu Schlofgemengen ze ginn ouni eegent Duerfliewen. Dat heescht, datt trotz deem objektive Wuesstum, deen et an de Gemenge gëtt, ganz vill Leit dacks d'Gefill hunn, oder éischter d'Gefill hu vun engem Declin, vun engem Réckgang, well d'Musek effektiv entretemps anzwousch anescht spillt.

An da si mer matzen am eigentleche Sujet vun dëser Interpellatioun, nämlech deem vun der Landesplanung, an an dësem Fall dem Paradox vu méi Awunner an de ländleche Regioune bei gläichzäitegem Réckgang vun Aktivitéiten a verschiddene Gemengen.

A mir haten hei an der Chamber viru knapp zwee Joer eng Consultatiounsdebatt gefouert iwwert d'Landesplanung. Dat war nodeems den normative Kader vun der Landesplanung votéiert war a wärenddeems d'Regierung am ganze Land mat de Bierger Consultéierungsdebatten iwwert d'Landesplanung gefouert huet.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Bon, net grad zwee Joer duerno muss ee feststellen, datt d'Situatioun a Saache Landesplanung no deem ganze Prozess net vill besser ass. A bon, do muss ee vläicht der Éierlechkeet halber awer soen, datt d'Landesplanung eppes ass, wat sech net a Jore miesst, mee éischter a Jorzéngten. Duerfir mengen ech och, datt all déi Versäumnisser, déi an deene leschte sechs Joer vläicht geschitt sinn, net onbedéngt nëmmen op dës Regierung zréckzeféiere sinn, well, wéi an där Debatt virun zwee Joer den Här Wolter richteg gesot huet, ass Landesplanungsminister e ganz ondankbaren Job, well ee ganz seelen d'Auswierkunge vu senger Politik selwer als Minister nach feststelle kann.

Mir hunn d'Gefill, datt et nach ëmmer keng wierklech kohärent Virstellung gëtt, wéi déi geografesch Entwécklung op nationalem Niveau verlafe soll. Duerfir sinn doniewent och all déi Problemer a Blockagen, déi domadder verbonne sinn, kengesweegs verschwonnen.

Ländlech Gemenge wuessen ënner anerem, well de Logement mat der Distanz zur Stad méi abordabel gëtt. An „abordabel" muss een an dësem Fall wierklech tëschent Gänseféisercher setzen, well déi Präisser, déi entre-temps och um Land gefrot gi fir en Appartement oder en Haus, sinn onvirstellbar par rapport zu där Situatioun, wéi mer se nach virun 20 Joer hei am Land kannt hunn.

Dëst féiert dann awer och an deene ländleche Gemengen zu neien Ofhängegkeeten, wat d'Mobilitéit ugeet, wat den Transport ugeet. Och nei Besoinen entstinn, nei ëffentlech Servicer ginn an de ländleche Gemenge gebraucht, an och nei Problemer - also, Problemer … -, nei Erausfuerderungen entstinn an deene Gemengen.

Mir hate virun enger Woch eng Debatt hei iwwert d'Aarmut zu Lëtzebuerg. An et ass jo och esou, datt duerch déi Tendenz, ausgeléist duerch d'Logementskris, och ëmmer méi sozial schwaach Famillje quasi gezwonge sinn, an d'ländlech Regiounen ze plënneren, wou een eng ganz aner sozial Struktur och op eemol an de ländleche Regiounen erëmfënnt, wéi dat eventuell nach virdrun de Fall war. Dat sinn Erausfuerderunge fir déi jeeweileg Gemengen, déi déi Problemer och bewältege mussen.

Et kann een also eigentlech haut bei där Debatt op déi selwecht Elementer zréckkommen, déi mer och scho virun zwee Joer diskutéiert hunn.

Éischtens, deen iwwerdriwwene Stellewäert vum Privatbesëtz behënnert a ganz weesentleche Punkten de Fortschrëtt vun der Landesplanung. Besonnesch visibel ass dat natierlech beim Logement an och do bei der Konzentratioun vun deem Privatbesëtz. Mir hate virdrun an der Froestonn och nach eng Kéier virun Ae gefouert kritt, wat dat och wierklech bedeit. A soulaang déi individuell Privatbesëtzer géigeniwwer vun der Allgemengheet um laangen Hiewel sëtzen, komme mer net strukturell virun.

Zweetens, de finanzielle Spillraum vun den Haaptacteuren, nämlech de Gemengen, iwwert déi bis elo ganz wéineg geschwat ginn ass, as ganz dacks limitéiert, fir och kënnen eng effektiv Planung virzehuelen. An et huet mech schonn e bësse gewonnert, datt eng vun deenen zentrale Walkampfukënnegunge vun der CSV, nämlech d'Gemengefusiounen, an dësem Kontext net zur Diskussioun gestallt si gi vum Orateur vun der CSV, well d'Argument jo ëmmer doranner bestanen huet: Wat d'Gemenge méi grouss sinn, wat och méi eng Masse critique do ass, fir kënne Servicer unzebidden, fir kënnen och erëm en eegent Liewen an d'Gemengen zréckzebréngen.

An et muss een do och soen: Wat déi ekonomesch Entwécklung vum ganze Land ugeet, hunn d'Gemengen och eng Verantwortung, déi ganz dacks nefaste ass, nämlech datt mer eis an enger Steierkonkurrenz tëschent deenen eenzelne Gemengen zu Lëtzebuerg befannen. Dat ass den absolutte Wansinn bei engen e bësse méi wéi 100 Gemengen, datt déi steierlech matenee konkurréieren, fir Betriber unzezéien. Dat ass jo géint all Logik vu Landesplanung, wat och an der Vergaangenheet ëmmer erëm opgegraff ginn ass. An ech mengen, datt mer och do musse virukommen an eis och do nei Weeër mussen iwwerleeë fir virunzekommen, well soss kënne Gemengen net an der permanenter Konkurrenz eng zu där anerer existéieren.

Drëttens, de Stellewäert vun de Bien-communen, also vun deenen ëffentleche Gidder an Déngschtleeschtungen, dee gëtt an eisen Aen och nach ëmmer net genuch berécksichtegt. Wéi kënne mer eis gemeinsam natierlech Ressourcen effektiv schützen? Wéi solle wichteg ëffentlech Déngschtleeschtungen organiséiert an iwwert den Territoire verdeelt ginn? A wéi soll den ëffentleche Raum ausgebaut a genotzt ginn?

An do ass awer e Paradox bei verschiddenen Orateure gewiescht. Et kann een net op där enger Säit e geblimmelt Bild mole vun deene wonnerbare Bëscher a wonnerbare Flëss, déi mer hunn, an op där anerer Säit den Ausbau vun enger véierspueregen Strooss fuerderen. Ech mengen, datt dat e Widderspruch ass, deen net einfach esou ze léisen ass.

Véiertens, d'Entwécklung vun den Infrastrukturen an den ëffentleche Servicer ass net synchroniséiert mat der ekonomescher Entwécklung vum Land. Dat heescht, anescht ausgedréckt: D'Politik leeft dem Wuesstum stänneg hannendrun. Fir d'Liewensqualitéit ze erhalen, muss een entweeder de Bau vu Wunnengen, ëffentlechem Transport, Schoulen a Spideeler beschleunegen - wat awer schwiereg ass -, oder awer probéieren, de Wuesstum ze steieren. Nokucken, wéi all déi Diskrepanzen ëmmer méi grouss ginn, ass mat Sécherheet déi allerschlechtsten Optioun.

Fënneftens, nach ëmmer gëtt et praktesch keng grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht. An dat huet mech wierklech gewonnert, well keen Orateur huet dat ugeschwat. Grad déi exzentresch Regioune si jo déi, déi am nooste bei der Grenz sinn. An déi grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht misst een Essor, mengen ech, sinn, wann een iwwert déi Regioune schwätzt, well déi deelweis vill méi ze dinn hunn, souwuel wirtschaftlech wéi och, wat den Aarbechtsmarché ugeet, mat deene limitrophë Regiounen. An do misst een eng gemeinsam kohärent Visioun och entwéckele kënnen.

Här President, dat si fir eis déi fënnef zentral Elementer, déi eng méi kohärent Entwécklung vum Land behënneren oder onméiglech maachen. A wann een an deene Beräicher e Paradigmewiessel géif aleeden, da kéint een déi Problemer wierksam ugoen, déi d'Leit souwuel an den Dierfer wéi awer och an de Stied verspieren an déi jo eigentlech guer net esou verschidde sinn.

Här President, mir hate vum Interpellant eng ganz Country-Style-Ried héieren, wou een heiansdo gemengt huet, mir wieren am Arizona. Ech mengen awer, datt mat deenen … Also, am Arizona, wou een da Stonne fiert, fir an dat nächst Duerf ze kommen.

Plusieurs voix.- O!

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Ech mengen, datt d'Problemer net gradesou grav sinn, an ech mengen, datt een net bei allem muss ëmmer nëmmen aus der Héft schéissen, fir iergendeppes ze geroden.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Baum. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Här President, mir diskutéieren haut iwwert d'Erausfuerderunge fir de ländleche Raum. Et kann immens flott sinn, um Land ze liewen. Et ass e gesond, flott Liewen no bei der Natur. Um Land kennt ee sech, et hält een zesummen. De ländleche Raum ass awer och mat villen Erausfuerderunge konfrontéiert.

Ech ginn a menger Ried gären op e puer vun dësen Erausfuerderungen an, ouni awer wëllen nach eng Kéier all dëst ze widderhuelen, wat hei gesot gouf, wou och vill Richteges a Guddes schonn derbäi war.

Fir eis Piraten ass et wichteg, dass jiddereen iwwert d'ganzt Land verdeelt kann um Räichtum vun der Lëtzebuerger Ekonomie deelhuelen. Eng modern a fair Landesplanung ass dofir immens wichteg.

Den éischte grousse Punkt, deen ech am Bezuch op de ländleche Raum wëll umierken, ass d'Mobilitéit. De Wee op d'Aarbecht ass fir vill Leit aus de ländleche Géigenden oft eng Erausfuerderung. D'Weeër an d'Ballungsgebidder si vu Stau zougesat, de Bus oder den Zuch alt iwwerfëllt. D'Biergerinnen an d'Bierger aus deene Gebidder brauchen oft laang, fir op hir Aarbecht ze kommen.

Dëst bedeit natierlech och en Aschnëtt an hir Liewensqualitéit a si hu manner Zäit fir sech an hir Famill, déi dës Leit momentan Dag fir Dag an engem ëffentlechen Transport verbréngen. Owes spéit nach heemkommen ass net esou einfach - besonnesch fir déi Jonk eng frustrant Realitéit.

Wat d'Mobilitéit ugeet, erhoffe mir Piraten eis vun der Reform vum RGTR eng kloer Verbesserung vun dësen Ëmstänn. Doriwwer eraus brauche mir massiv Investitiounen an d'Infrastrukturen. Mir Piraten denken do beispillsweis un d'Schinn am Norden an Osten, awer och un eng N7, un där säit Jorzéngte gedoktert gëtt.

Mir brauche flexibel Busservicer fir Jonk an Al. Jo, och Carsharing, Fuergemeinschaften an digital Servicer musse am ländleche Raum geférdert an ausgebaut ginn. A wisou net mat méi digitale Léisungen änlech wéi Uber de ländleche Raum besser ubannen?

Den ëffentlechen Transport gëtt elo gratis. Dat fanne mir super! Mir si frou, dass och dës laangjäreg Piratefuerderung endlech an d'Realitéit ëmgesat ginn ass.

Plusieurs voix.- O!

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Mir brauchen awer en effikassen ëffentlechen Transport, deen net nëmme gratis ass.

Wie ländleche Raum seet, dee seet och Veräinsliewen. De Benevolat war an ass wichteg fir de ländleche Raum. D'soziaalt Liewe fënnt zum groussen Deel an de Veräiner statt. Haut an enger Zäit, wou jiddereе muss zu zwee schaffe goe fir ze iwwerliewen, muss ee sech iwwerleeën, wéi een d'Benevolat laangfristeg erhalen a stäerke wëllt. Ouni dës Strukturen ass de gesellschaftlechen Zesummenhalt am ländleche Raum a Gefor.

Duerfir fuerdere mir Piraten, endlech e Congé bénévolat anzeféieren, deen et de Biergerinnen a Bierger erlaabt, sech a Veräiner ze engagéieren an op deem Wee zur Gesellschaft bäizedroen. Um Duerf seet ee sech nach Moien. Dat ass flott, et ass keng anonym Gesellschaft, et kennt ee sech. A mir Piraten wëllen duerfir, dass d'Duerfliewen erhale bleift. Eis Dierfer solle liewen.

En anere Problem, deen ech och gäre géif uschwätzen, ass dee vun der Zersiidlung. Och am ländleche Raum gëtt vill gebaut, mee net ëmmer ganz intelligent. Amplaz déi schéin Ecker vun eisem Land zouzebetonéieren, sollt ee sech iwwerleeën, wéi ee kéint méi schounend mat eiser Ëmwelt an eisem Buedem ëmgoen. Stéchwuert: nohaltegen a qualitative Wuesstum.

Mir Piraten wëlle kloer, dass méi dezentraliséiert gëtt. Et ass fuerchtbar, wann ee gesäit, dass d'Séil an de Charakter vun eisen Dierfer heiansdo futtigemaach ginn duerch grujeleg Baute vun esou munche Promoteuren, déi sech net an d'Landschaftsbild afügen, awer de gréisste Profitt bréngen. Hei sollte mer kucken, dass mer eis u landesplaneresche Richtlinnen orientéieren.

Ech wëll hei och eng Kéier op d'Iddi hiweise vun eisem fréiere Péitenger Buergermeeschter Jean-Marie Halsdorf, deemools Inneminister, deen d'Iddi vun de Communautés urbaines virgestallt hat. Dëst Konzept, wou e puer Gemengen zesummen e PAG ausgeschafft hätten, hätt kënne fir eng méi modern an homogeen Entwécklung vun de Ballungszentren, beispillsweis an der Nordstad, suergen.

D'Gemengenautonomie erlaabt leider weiderhin e konzeptloost Zoubetonéieren. Och d'Gemengefinanze musse méi geziilt op d'Gemengen zougeschnidde ginn. Et mécht kee Sënn, iwwerall nëmmen op Wuesstum ze setzen. Wieren d'Communautés urbaines Realitéit ginn, hätte mir haut eng dezentral Organisatioun vum Land a méi Liewensqualitéit fir d'Biergerinnen a Bierger aus dem ländleche Raum. Hei hätte kënne staatlech Verwaltungen ugesiidelt ginn a qualitativ Aarbechtsplazen an d'ländlech Regioune bruecht ginn. Deemools war deenen aktuelle Regierungsparteien all Grond recht, fir d'Iddi vum Här Halsdorf ze bombardéieren, alles wéinst der Gemengenautonomie.

Mir Piraten komme mat konkreeten Iddie wéi dem Teletravail, fir dee mir eis säit Joren asetzen. Och dat bedeit fir d'Bierger an d'Biergerinnen, déi net an enger Stad wunnen, e Plus u Liewensqualitéit, manner Trajeten, méi Zäit fir sech an hir Famill.

D'Gemengen am ländleche Raum sollen ënnerstëtzt ginn, fir de Leit, déi all Dag de Wee a Richtung Ballungsgebidder op sech huelen, Raimlechkeete kënnen zur Verfügung ze stellen, wou si kënne schaffen, also gedeelt Bürosflächen. Mir kennen dës Gebaier aus dem Grenzgebitt, mee firwat net och am ländleche Raum? Och dëst kéint zum Wuelbefanne bei der Bevëlkerung aus dem ländleche Raum bäidroen.

Loosst mech kuerz op d'Entwécklung agoen, déi eis sollt Suerge maachen an eis motivéiere sollt, endlech ze reagéieren. De Bulletin Nummer 2 vun 2017 vum Statec zeechent en alarmant Bild. D'Gemengen am ländleche Raum weisen aktuell net nëmmen den héchsten Taux u Monoparentallen op, d'Gemengen am Norden a Süde vum Land haten 2017 och den héchsten Taux u Leit, déi am Chômage oder am RMG waren. D'Tauxe vun RMGiste sinn an dëse Géigenden deelweis méi wéi sechsmol esou héich wéi am Speckgürtel vun der Stad Lëtzebuerg.

Och d'Qualifikatioune vun de Salariéë si laut dem Rapport an de Regiounen ausserhalb vun der Stad Lëtzebuerg vill méi niddreg wéi soss iergendwou.

Am däitlechsten ass et awer a Saache Paien. Hei weist sech kloer, dass déi Leit mat niddregem Akommes gezwonge sinn, an de ländleche Raum ze plënneren. Kuckt ee sech den Indice socio-économique un, mierkt een, dass de ländleche Raum de Raum vun de Leit zu Lëtzebuerg ass, déi manner finanziell Mëttelen hunn.

Op der Kaart vum Statec gesäit dat dann esou aus, dass alles bis op e puer Ausname rout ass, ausser der Stad Lëtzebuerg an hirem Speckgürtel. Déi héich Logementspräisser dreiwen déi Leit, déi manner hunn, ëmmer méi an d'ländlech Regioun. Déi Problemer, déi elo schonn do sinn, ginn domadder nach verstäerkt: schlecht Verbindunge beim ëffentlechen Transport, mangelnd Infrastruktur, keng flächendeckend medezinnesch Versuergung an eng Joboffer, déi quasi nëmmen op Niddregqualifikatiounsjobs baséiert.

Loosst eis eppes am Logement maachen! Loost eis dezentraliséieren! Loosst zou, dass d'Mënschen hei am Land, egal wou se liewen, dat selwecht Recht op Bildung, medezinnesch Versuergung, eng héich Liewensqualitéit an eng sécher Zukunft hunn!

Här President, an de Stied drénkt ee Waasser aus dem Stauséi, Cremant vun der Musel, et ësst ee Fleesch vu Knapphouschent. Kommt, mir loossen d'Leit aus dem ländleche Raum och deelhuelen um Räichtum vun eisem Land! Kommt, mir ginn hinnen eppes zréck!

Wann et der Stad gutt geet, soll et de Leit um Land och gutt goen!

Merci.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte François Bausch.

Prises de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Merci, Här President. Ech wëll och dem Landesplanungsminister Merci soen, datt e mech virschwätze léisst, well ech dann nach meng Rendez-vouse ka wouerhuelen, déi ech herno hunn. Duerfir géif ech dann op déi Punkten agoen, déi mech betreffen, haaptsächlech d'Mobilitéit, déi jo och vill ugeschwat ginn ass an deem Sujet de Mëtteg.

Ech wollt awer zwou Virbemierkunge maachen, well mech awer eng Rei Saache stutzeg gemaach hunn am Interpellant sengen Ausféierungen. Dat Éischt ass: En huet hei geschwat, wéi wann am Fong déi Entwécklung, déi mer zu Lëtzebuerg haten an deene leschten 20 Joer, wéi wann et déi net ginn hätt. En huet Lëtzebuerg verglach a puncto wivill Zäit ee brauch, fir sech vun A no B aus dem ländleche Raum an de stättesche Raum ze deplacéieren, par rapport zu deem vu viru 15, 20 Joer. En huet och nach aner Saachen opgeziilt. Mee en hätt awer dann och missen derbäisoen, datt viru 15, 20 Joer Lëtzebuerg ongeféier 400.000 Awunner hat, haut 600.000 Awunner, datt Lëtzebuerg virun ongeféier 20 Joer ëm déi 100.000 Frontalieren hat, haut 220.000 Frontalieren. Dat heescht, datt mer vun engem ganz aneren Undeel vun Awunner an iwwerhaapt Leit schwätzen, déi sech haut an deem Land hei ophalen!

A wann ech haut natierlech méi Zäit brauch oder méi Stauen hunn op de Stroossen, dann huet dat näischt dermat ze dinn, datt an deene leschten 20 Joer ... A kuckt emol, wéi fein ech mat Iech sinn! Ech géif jo wierklech net woen ze behaapten, d'CSV hätt virun eiser Zäit an der Mobilitéit näischt gemaach, well mäi Frënd Claude Wiseler huet sech vill Méi ginn an där Zäit, wou hie Mobilitéitsminister war. Dat wëll ech hei absichtlech ënnersträichen. Ech géif mech net traue ze soen, do wär näischt geschitt.

Duerfir, déi Problemer, déi mer haut hunn, déi hunn domadder ze dinn, datt d'Land sech an enger Dynamik entwéckelt huet, an engem Wuesstum entwéckelt huet, deen einfach kolossal ass, deen a ganz Europa sengesgläiche sicht, wou de Bevëlkerungswuesstum op engem Niveau geklommen ass wéi néierens, a kenger Regioun an Europa, wou iwwerhaapt d'Aarbechtsplaze gewuess sinn an d'ekonomesch Entwécklung gewuess ass wéi néierens an Europa.

A kommt, mir schwätzen nach eemol doriwwer, well et ass dat den Haaptgrond, firwat datt zum Beispill an der Urbanitéit tëschent dem stättesche Raum an dem ländleche Raum an innerhalb vun dem stättesche Raum esou vill Problemer bestinn. An do musse mer och usetzen, fir dat an de Grëff ze kréien.

An do muss ech soen, datt deen zweete Punkt, dee mech stutzeg gemaach huet, deen ass, wann ech gesinn an der Motioun vun der CSV, déi den Här Gloden hei deposéiert huet, wat alles zum ländleche Raum gehéiert: Ech liesen hei, Hesper gehéiert neierdéngs zum ländleche Raum.

(Brouhaha)

Hesper ass eng vun deene gréissten ...

(Hilarité)

Den aarmen Här Lies, en deet mer leed, de Buergermeeschter vun Hesper! Dir stitt an der Motioun hei opgeziilt. Duerfir, ech muss soen, ech ka mech nëmme wonneren, wéi wäit een eng Definitioun ka strapazéieren an e Sammelsurium an enger Motioun hei zesummeschreiwen, …

(Brouhaha)

… déi eigentlech mam Sujet jo awer net ganz schrecklech vill ze dinn huet. Ech sinn och fir de Contournement vun Hesper. Mee ech mengen, Hesper ass awer stättesche Raum. Ech wëll dem Här Lies dat net undinn, fir dat esou wäit erofzeschrauwen.

Ech mengen, den Här Baum huet eigentlech eng exzellent Interventioun gemaach. En huet villes gesot, ech hunn em gesot, wéi e fäerdeg war, eigentlech wéisst ech net méi, wat ech elo nach sollt soen, well hien hätt alles gesot, wat ech am Fong och hätt wëlle soen hei.

Une voix.- A!

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Duerfir hunn ech déi Interventioun esou richteg gutt fonnt. An ech sinn och frou, datt déi vun engem Oppositiounsdeputéierten hei gemaach gëtt. An ech mengen, datt déi ganz Entwécklung vu Lëtzebuerg, ob et de ländlechen oder de stättesche Raum ass, eigentlech e Sujet ass, deen een net soll benotze fir Parteipolitik.

Mir hunn nëmmen ee Land, an dat Land ass am Fong vun der Gréisst hier wéi e gréissert Ballungsgebitt ze betruechten. Duerfir ginn och Infrastrukturen, déi mer bauen am stättesche Raum, oft gebaut zugonschte vum ländleche Raum. Wa mer an der Stad Lëtzebuerg bei der Eisebunnsstreck op Waasserbëlleg d'Biisserbréck op zwee Gleiser verbreedert hunn, dann hu mer dat jo net gemaach, well d'Leit vum Belair dovunner wäerte profitéieren, mee dat sinn d'Leit vu Waasserbëlleg a vun der Muselgéigend, déi dovu profitéieren, respektiv déi aus dem Norden, déi dovunner profitéieren. Well doduerch, datt mer do eng Entflechtung gemaach hunn, kommen déi Leit besser a méi séier op hir Aarbechtsplazen. Also hu mer dat zwar investéiert an der Stad oder ronderëm d'Stad, mee zugonschte vum ländleche Raum.

Dat nämmlecht ass d'Verduebelung vun der Eisebunnsstreck vu Sandweiler op Éiter. Dat hu mer net gemaach wéinst de Leit zu Sandweiler oder wéinst der Stad Lëtzebuerg. Dat gëtt gemaach, well mer natierlech doduerch méi Zich kënnen asetze vu Waasserbëlleg an d'Stad Lëtzebuerg. Dat hu mer jo och gemaach am Dezember, also huet de ländleche Raum dovu profitéiert.

A wa mer 170 Milliounen Euro an d'Gare Ettelbréck investéieren: 170 Milliounen an d'Gare Ettelbréck, rechent Iech emol aus, nëmmen eleng pro Awunner vun der Uertschaft oder vun der Nordstad, wivill datt dat ausmécht, wat mer do an de ländleche Raum investéieren! Da maache mer dat jo awer net wéinst dem stättesche Raum, wéinst der Haaptstad, mee da maache mer dat effektiv, fir datt d'Nordstad eng Entwécklung soll kréien an doduerch och déi Regioun besser kann dovunner profitéieren.

A wa mer 200 Milliounen an d'Securisatioun tëschent Ettelbréck an der Wemperhaart investéieren, fir d'Securisatioun vun der N7 - 200 Milliounen! -, wa mer dat emol géifen ëmrechnen op de Pro-Kapp par rapport zum Norden, da soen ech Iech: „Wa mer all déi Investitiounen zesummenzielen, sinn ech iwwerzeegt, ...", an ech maachen dat eng Kéier, an zwar elo relativ séier, well eigentlech …

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Pro Kapp rechnen ass net richteg.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Jo, nee, dat well ech Iech och soen, well dat mech einfach nervt, déi Diskussioun, déi ëmmer gefouert gëtt, wéi wa mer an den Investissementer géife méi investéieren an de Süden an an den Zentrum! Ech sinn net fir déi Diskussioun. Ech fannen, mir hunn ee Land a mir solle kucken, datt dat Land sech entwéckelt mat all senge Regiounen.

Mee ech maachen awer eng Kéier bewosst deen Exercice fir Iech virzerechnen, datt mer pro Kapp gesi bei Wäitem méi - bei Wäitem méi! - an d'Nordregioun an an d'Ostregioun investéiere wéi an den Zentrum an an d'Südregioun. Just fir Iech dee Gefalen ze maachen, fir Iech dat eng Kéier ze ënnersträichen.

Duerfir, ech mengen, datt mer sollen ophalen, esou ze diskutéieren. Dat bréngt eis net weider. Mir hunn ee Land. Dat ass iwwregens och de Grond, firwat ech fir ee Walbezierk si bei Walen. Well ech mengen, dat géif eis vill hëllefen, datt mer vun där absurder Diskussioun ewechkéimen, wéi wann et en immensen Ënnerscheed géif ginn tëschent dem Norden an dem Süden an dem Osten an dem Zentrum. Et gëtt sécherlech Ënnerscheeder vun de Suerge vun de Leit. Dat ass an der Rei. Do zweifelt kee Mënsch drun. Mee an deem, wat d'Regierung mécht, räsonéiert d'Regierung net no Walbezierk, mee et ass d'Regierung vum ganze Land. Duerfir ginn d'Investissementer och esou opgestallt an esou getätegt, datt d'ganzt Land dovu profitéiert.

D'Gare Lëtzebuerg, do baue mer e fënneften an e sechste Quai. Dat si riseg Investissementer, bal 200 Milliounen. Dee fënneften an dee sechste Quai, déi ginn net gebaut wéinst den Awunner vun der Stad Lëtzebuerg, well déi fuere jo net an der Gare Lëtzebuerg op an of. Mee déi baue mer, well effektiv d'Zich vum Norden an de Süde sollen duerchgebonne ginn, a vum Osten an de Westen, fir datt mer méi Capacitéit kréien a fir d'Kamouditéit vun de Leit ausserhalb vun der Stad. Duerfir ginn all déi Investissementer do, wéi gesot, an deem Sënn getätegt.

Mee ech maachen deen Exercice, ganz kloer, fir datt Der emol eng Kéier gesitt, wivill datt dat pro Awunner mindestens ausmécht.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir maache ganz vill, a wat an där Motioun do vun der CSV steet, wann ech elo mäi Beräich kucken, dat sinn alles Saachen, déi amgaange si gemaach ze ginn. Ech soe Merci fir d'Ënnerstëtzung, wa mer do ënnerstëtzt ginn, selbstverständlech. An ech soe jo och Merci, datt oft hei an der Chamber déi Projeten, déi mer an där Hisiicht hei erabréngen, meeschtens hei mat Unanimitéit gestëmmt ginn. Merci duerfir och un d'CSV. Mee et ass awer näischt Neits, wat hei steet.

Hei liesen ech keng eng Fuerderung ... Ausser, dach, entschëllegt, mee dat ass keng nei, dat ass eng al Fuerderung! Mee do si mer net enger Meenung, dat ass, datt Dir gär hätt, datt vun Ettelbréck op d'Wemperhaart op zweemol zwou Spuere soll ausgebaut ginn. Mir sinn do enger anerer Meenung, dat ass bekannt. Mee all dat anert, wat Der hei fuerdert un Infrastrukturen, dat ass „work in progress", dat leeft. An Dir wäert gesinn, an den nächsten dräi, véier Joer wäerte mer éis dann och kënnen zesummen hannert d'Bändche stellen, wa mer verschidde Saache wäerten aweien.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Bausch, erlaabt Der, datt den Här Wolter lech eng Fro stellt?

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Selbstverständlech.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech wollt Parole après ministre froen, well ech op deen éischten Deel vum Här Bausch senger Interventioun wëll agoen, wou en e bëssen esou mécht, wéi wa mer iwwerrascht gi wiere vum Developpement vun eisem Land a vun dem Fait, dass mer elo ganz vill Leit hunn.

Ech ka mech erënneren, dass d'Regierung viru 15 Joer en Dokument publizéiert huet, no zwee an en halleft Joer Viraarbechte mat enger ganzer Rei vun Universitéiten hei aus ganz Europa, an dat huet IVL geheescht: Integratiivt Verkéiers- a Landesplanungskonzept. Do waren Zenarien dran, wéi sech eist Land géif developpéieren. Et waren Awunner- a Pendlerzenarien, et ware schwaachen, mëttelen, staarke Wuesstum dran. Wësst Der, wat d'Reaktioun war, och vu Leit aus Ärer Kreesser? Dat war déi, dass d'Regierung dat nëmme géif maachen, fir wëllen ze justifiéieren, dass se Stroosse misst bauen zu Lëtzebuerg.

Dat waren d'Reaktioune viru 15 Joer. An duerch déi Reaktiounen an duerch eng Blockagepolitik, déi bis haut weidergeet ..., well dat, wat dës Woch geschitt ass zu Dippech, ass soss weider näischt wéi eng total Blockagepolitik vun enger gewëssener Aart a Weis vun der Politik.

Fir Politik ze maachen, hu mer 15 Joer an der Landesplanung verluer! Mir hate viru 15 Joer d'Iddien alleguerten um Dësch a mir hu vill Zäit verluer doduerch, dass vu gewëssener Säit, a virun allem vun der Säit, déi den Här Bausch representéiert, viru 15 a virun 20 Joer dee selwechte Reflex war wéi deen, deen haut war: sech nämlech net op d'Zukunft ze preparéieren an net eng Politik ze maachen, déi 20 a 25 Joer no vir kuckt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Här President, et war zwar keng Fro an deem, wat den Här Wolter gesot huet, mee ech wëll awer …

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech hu Parole après ministre gefrot.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Gutt! Dann äntweren ech op Är Parole après ministre.

Éischtens hätt ech gär, datt Der mer hei virleet, wéini ech eng Kéier eng Ried soll gehalen hunn an der Vergaangenheet - ech defiéieren lech, dat ze maachen -, wou ech par rapport zu dem IVL-Konzept, wat deemools ausgeschafft ginn ass, esou eppes gesot soll hu wéi dat, wat Dir mir elo hei ënnerstallt hutt. Déi fannt Der net! An Dir wësst dat och ganz genau.

Déi Aarbecht, déi gemaach ginn ass an der Zäit, do waart Dir iwwregens net deen éischte Landesplanungsminister, dee sech scho Gedanke gemaach huet. Den Alex Bodry huet sech schonn an den 90er Jore Gedanke gemaach am Kontext vun den Diskussiounen - deemools waren et zum Beispill Gedanke ronderëm d'Nordstrooss -, wéi d'Land sech sollt entwéckelen. An dat ass genausou wéineg seriö geholl gi wéi Saachen, déi Dir proposéiert hutt, wéi Saachen, déi de Claude Wiseler proposéiert huet, déi ech proposéiert hunn. An de Claude Turmes, ech weess net, ob et him vill besser wäert goen. Dat huet dermat ze dinn, dat wësst Der ganz genau, well d'Landesplanung leider en Tiger ouni Zänn ass an eisem Land an net déi Bedeitung huet, déi se sollt hunn.

Mee dat ass awer elo net d'Schold vun deenen eenzelne Regierungen. Do gëtt et Widderstänn an allen Ecken, iwwerall. Ech kann lech soen: „Ech hunn hei fënnef Joer an deem Parlament verbruecht, mat lech ze diskutéieren iwwer en neit Landesplanungsgesetz, wat mäi Virgänger schonn eng Kéier ausgeschafft hat ënner vill Méi, wou duerno sech erëm erausgestallt huet, datt et awer nach net dat Richtegt war. Ech hu fënnef Joer gebraucht, fir dat duerch déi eenzel Instanzen ze kréien. Ech weess net, wivill Opposition-formellen datt ech hat. An et sinn ëmmer déi nämmlecht Saachen, déi do erëmkomm sinn!" A vill vun deenen huet den Här Baum opgezielt, déi erëmkomm sinn, déi de Gros vum Problem ausmaachen. Duerfir, dat ass näischt Neits!

Ech wëll lech awer soen, Här Wolter: „Äert IVL-Konzept vun deemools, do waren effektiv zwee Zenarie beschriwwe ginn. Do ass virausgesot ginn, datt jee nodeem, wat ee géif maachen, Lëtzebuerg sech géif entwéckelen an engem Awunnerzenario, datt d'Awunner géife wuessen, oder an engem Pendlerzenario. An do hätt missen deemools d'Regierung e Choix treffen, a wéi eng Richtung datt se wëllt goen. Weeder déi Regierung nach déi Regierung duerno hunn de Choix getraff."

Mee souwisou, et huet näischt geännert. Ech wëll lech soen, datt méi fréi wéi dat, wat virausgesot gi war, wéi et géif goe par rapport zu engem Zenario, déi zwee Zenarie sech entwéckelt hunn. Dat heescht, mir hunn de Pendlerzenario mam Awunnerzenario gläichzäiteg realiséiert, an dat an enger Rekordzäit, vill méi séier wéi dat, wat all déi grouss Wëssenschaftler, déi deemools mat dodru geschafft hunn, konnte viraussoen. An duerfir ass et richteg an et ass kloer, datt ee muss behaapten, datt mir eng Entwécklung hunn, ...

Dat ass net eng Entschëllegung. Ech wëll domadder weeder mech nach iergendeen entschëllegen. Mee dat ass eng Realitéit. Dat ass d'Realitéit, datt dat Land sech an enger Vitess entwéckelt huet wéi néierens Regiounen an Europa! Zum Deel hu mer materiell dervu profitéiert, mee mir hu vill Nodeeler doduerch kritt, immaterieller an awer och anerer. An déi, déi mer hei diskutéieren, sinn en Deel dovunner. Dat ass e Fait an dat kann een net niéieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Bausch. An de Minister, zoustänneg fir Mëttelstand an Tourismus, den Här Lex Delles, iwwerhëlt direkt de Relais.

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes, Ministre du Tourisme.*- Merci villmools, Här President. Ech wëll och villmools Merci soe fir dës Interpellatioun, och alleguerten deenen, déi heizou geschwat hunn. Ech muss soen, ech si ganz frou gewiescht, wéi ech den Ufank vun der Interpellatioun vum honorabelen Deputéierte Gloden héieren hunn, well ech sinn e bëssen a mäi fréiere Beruff erëm zréckversat ginn, wéi e gesot huet vum klenge Leo, dee speider mat sengem klengen Tom geschwat huet. Eng Geschicht, déi awer ganz léif war, just verschidde Prezisiounen huet dee grousse Leo deem klengen Tom vergiess ze soen.

Ech mengen, et kann een op ganz vill Saachen agoen: natierlech op déi Faarwevillfalt, déi och an der Interventioun vum Här Gloden war, mat blo-rout-rout, rout-blo-gréng, eng Datz ausdeelen an esou weider. Ech mengen net, dass dat pedagogesch ganz wäertvoll ass, esou mat jonke Kanner ze schwätzen, besonnesch, wann ee se wëllt schécken, fir en Timber kafen ze goen.

(Hilarité)

Ech mengen, dass et ganz interessant wier, wa mer eebe grad a besonnesch an deenen Theemen - an dat ass en Detail, deen och vläicht hei den Här Gloden vergiess huet, ech selwer si Mëttelstands- an Tourismusminister - do d'nämmlecht an d'Vergaangenheet zréckginn a kucken, fir et an där nämmlechter Faarwevillfalt ze gesinn, wéi den Här Gloden dat gemaach huet: Da gesinn ech do just schwaarz! Dat ass net ganz faarweg.

(Hilarité)

Mee ech mengen awer, dass et hei net ëm d'Faarwe geet, mee dass et hei ëm eng reell Diskussioun soll goen. Duerfir schätzen ech ëmsou méi déi Diskussiounen, déi duerno gefouert gi sinn, wou eebe grad op de Contenu Wäert geluecht ginn ass an och Pisten developpéiert gi sinn, déi ee ka maachen. Well natierlech, wann een iwwert de Commerce, den innerstättesche Commerce am ländleche Raum schwätzt, däerf een net vergiessen, dem klengen Tom ze soen, dass d'Gemengen och eng Responsabilitéit hunn. An et ass och ganz flott, dass ech als Mëttelstandsminister mat ganz ville Gemengen do am Kontakt sinn, déi eebe grad probéieren, hire Bierger Alternativen ze bidden, an och mat hinne ganz flott Konzepter ausschaffen.

D'Responsabilitéit: Natierlech ass et ëmmer ganz schwiereg ze soen, deen ass schold, oder deen ass schold. Ech mengen, dat ass och net de Sënn. Hei geet et wierklech drëm, dass jiddwereen Hand an Hand soll schaffen, besonnesch fir d'Beliewe vun de bannenzege Stied. Do ass et d'Responsabilitéit vun de Gemengen, zum Beispill iwwer PAGen, iwwer Amenagementer vun hirem Stadkär, iwwer Manifestatiounen. An d'Visibilitéit, déi Gemenge kënnen hirer Geschäftswelt bidden, ass e ganz wichtegen Deel, wou och an Zesummenaarbecht eebe grad mam Mëttelstand ka geschafft ginn, wou mer extra verschidde Weeër hunn, wéi mer déi Saache kënnen ënnerstëtzen, a wou mer och elo scho ganz vill Gemengen hunn, mat deene mer schaffen, déi mer och kënne subventionéiere bei verschiddenen Amenagementer, Manifestatiounen, fir hir Visibilitéit, souwuel iwwert den Tourismus wéi op där anerer Säit awer och iwwert de Mëttelstand.

D'Madamm Burton huet an hirer Interventioun e ganz wichtegen Aspekt gesot: „De Client decidéiert mat." Jo, et ass esou, dass de Client, den Awunner selwer, och matdecidéiert, wouhinner e wëllt akafe goen a wouhinner net. Och dat ass en Deel vun der Fro, déi ee sech ka stellen. An grad duerfir hu mer als Ministère zesumme mat der Chambre de Commerce a mat der clc de Cadastre du commerce op d'Bee gestallt, wou mer eebe grad en Outil hunn.

A wann Der sot, Här Gloden, ech hätt lech net genuch op d'Question parlementaire geäntwert: Ech hat awer schonn hei eng Question élargie an et goufe schonn aner Question-parlementairen iwwert de Cadastre du commerce. Et ass eebe grad en Outil, fir op där enger Säit de Leerstandsmanagement kënnen ze suivéieren, fir ze kucken, wéi eng Geschäfter ech iwwerhaapt elo scho bei mir an der Gemeng hunn, wéi eng ech vläicht nach brauch, fir och do kënne proaktiv mat de Commerçanten ze schwätzen. An elo geet et drëm, deen Outil a Musek ëmzesetzen.

Duerfir hu mer fënnef Pilotgemengen an dobäi si mer, just fir et eng Kéier ze soen, am ganze Land. A wa mer ëmmer erëm, déi een de Mëtteg héieren huet, vum Norden, vum Osten, vum Süden, vum Westen, vum Zentrum schwätzen, mengen ech, dass ee Lëtzebuerg - gradesou wéi och den Här Minister Bausch et gesot huet - muss als Globalitéit gesinn.

Mir hu Gemenge geholl, déi grouss sinn, fir eeben dee Pilotprojet vum Cadastre du commerce ze maachen, mir hu Gemenge geholl, déi méi kleng sinn. Mir hunn der aus dem Norden, aus dem Süden, aus dem Oste geholl - dat sinn d'Gemengen Dikrech, Réimech, Diddeleng, Bartreng an Esch -, fir do wierklech kënnen aus deem Projet verschidde Saachen erauszezéien, déi mer duerno ganz ville Gemenge kënnen zur Verfügung stellen.

Den Här Bauler, dee fir d'DP-Fraktioun geschwat huet haut de Mëtteg, huet iwwert d'Digitaliséierung geschwat. Och do gëtt et e ganz flotte Projet, dee vum „LetzShop", wou et eebe grad drëm geet, de Geschäfter en Outil zur Verfügung ze stellen, fir dass se sech kënnen digitaliséieren. Elo kann ëmmer erëm d'Fro opkommen: Wivill gëtt doriwwer verkaaft oder net? Mir wäerten an noer Zukunft och an d'Chamberskommissioun kommen, fir déi Zuelen eng Kéier ze weisen. Mee et geet haaptsächlech net nëmmen ëm Zuelen. Et geet drëm, deem klenge Geschäft en Outil kënnen ze ginn, fir sech ze digitaliséieren, fir entweeder eng digital Aart a Weis ze hunn, fir seng Gestion de stock ze maachen, oder fir eng Presenz op den digitale Medien ze hunn a fir sech och anescht kënnen ze weisen. Duerfir ass „LetzShop" wichteg.

Et gëtt och de ROPO-Effekt: de Research-online-Purchase-offline-Effekt, wou ee sech eeben um Internet wëllt informéieren. A jo, de Client vun haut informéiert sech anescht wéi vläicht virun 20 Joer, a grad duerfir ass „LetzShop" e ganz interessanten Outil, woubäi ech och op déser Plaz nach eng Kéier wëll alle Gemengen, déi do matmaachen, felicitéieren. Mee ech mengen, ech wäert do net weider drop agoen, well et e ganz bekannte Projet ass.

Dann hu mer awer och nach um Ministère d'Fit-4-Programmen, op där enger Säit de Fit 4 Digital, an elo ganz nei de Fit 4 Digital Packages, wou et drëm geet, deene klengen Entreprisen am ländleche Raum kënnen direkt eng Hëllef ze ginn, ouni laang Consultance, mee direkt eppes zur Verfügung ze stellen.

Dann d'LEADER-Projeten: Am Norden hu verschidde Gemenge sech iwwer e LEADER-Projet zesummegedoen, fir de Guichet unique PME ze kreéieren, wou déi Gemengen haut nach zesummeschaffen an enger dezentraler Aart a Weis. Och dat, mam Ministère zesummen, eng ganz flott Initiativ am Norde vum Land!

Et ass iwwert d'Zone-d'activitéë geschwat ginn, wou, mengen ech, ganz kuerz eng Kéier gesot ginn ass, dass et ganz schwiereg ass, dass et ganz laang dauert, dass d'Prozeduren ze laang sinn, wann e Betrib, dee besteet, wëllt ausbauen. Bon, do muss ech awer soen: „Do si mer ganz kloer an der Autonomie communale, wou nach ëmmer d'Gemeng selwer iwwert de PAP eng Baugeneemegung erausgëtt a keen aneren. Dat ass nach eng vun deene Saachen, wou de Buergermeeschter eleng ënnerschreift, am Accord natierlech mam PAG." A virdrun ass och iwwert d'Gemengenautonomie geschwat ginn. Fir mech ass d'Gemengenautonomie e ganz wichtegen Deel.

Eebe grad an de Zone-d'activitéë sinn iwwert de Plan sectoriel ganz vill Terrainen ausgewise ginn. Op där anerer Säit ass et wichteg, dass mer elo eng Bestandsopnam maachen, fir kënne genau ze gesinn, wou mer nach Terrainen hunn, wéi eng Terraine vläicht an deenen nächste fënnef bis zéng Joer fräi ginn, fir da grad do méi adequat kënnen e Matching ze maachen, wou op där enger Säit eng Entreprise en Terrain oder e Gebai sicht a mer op där anerer Säit e Gebai hunn oder en Terrain, deen nach kann zur Verfügung stoen.

Ganz kuerz nach iwwert den Tourismus, an dann halen ech op. Et ass wichteg, hei ze soen, dass och do d'Gemeng e ganz wichtege Partner ass. Eng Gemeng, déi an den Tourismus investéiert, investéiert an d'Liewensqualitéit vun hiren Awunner. Do si mer amgaangen drun ze schaffen, fir eebe grad den Tourismus am ländleche Raum, esou wéi et och am Regierungsaccord steet, ze stäerken. A Groupe-de-travaillë sinn alleguer d'Acteuren, vun der Hotellerie bis zu den ORTe bis zu de Restaurateuren zesummen, fir den Developpement, natierlech mat de Gemengen zesummen, ze kucken, fir kënnen den Tourismus am ländleche Raum weiderhin ze developpéieren a fir do e Paper erauszekréien, wou mer da kënne ganz konkreet nach aner Saache maachen.

Et ass iwwert d'Strategie 2022 geschwat ginn. Dat ass eng Strategie, déi relativ iwwer verschiddene Saache steet. Et geet elo drëm, en Tourismusentwécklungsplang ze maachen, fir do konkreet kënne Pisten ze hunn, fir dee weiderzebréngen. Et si ganz vill flott Projeten, déi d'Gemenge maachen, déi mer am Tourismus ganz gären ënnerstëtzen. A wann ee vun där schéiner Natur schwätzt a vun deene schéine Schlässer schwätzt: Och do ginn et ganz vill engagéiert Leit, déi am Benevolat schaffen a wou mer ganz frou sinn, dass mer do kënnen zesummeschaffen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Delles. An den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot steet scho prett, fir de Relais ze iwwerhuelen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. Ech géif gären agoen op déi Fro, déi den Interpellant souleveiert huet iwwert de wirtschaftlechen Developpement an de ländleche Géigenden.

Eppes, wat mech e bësse frappéiert huet an der Interpellatioun, mee awer och an den Interventiounen, déi duerno komm sinn, dat ass u sech, wéi wéineg iwwer ee Secteur geschwat ginn ass, dee sech awer zimmlech opdrängt, wann een iwwert den Developpement vun de ländleche Regioune schwätzt: An dat ass dee vun der Landwirtschaft, en Theema, iwwert dat mer jo oft a gären hei diskutéieren.

An ech soen dat vläicht stellvertriedend fir mäi Kolleeg Romain Schneider, de Landwirtschaftsminister: Ech mengen, wann ee gären iwwert d'Beliewung vum ländleche Raum schwätzt, da muss ee fir d'alleréischt iwwert d'Landwirtschaft an d'Bauere schwätzen. Da muss ee soen, dass een et am Fong och zu enger Prioritéit mécht, fir weiderhin ze kucken, dass d'Baueren, an dat ass schonn des Éfteren hei gesot ginn, ëmmer nach weider Terraine fannen; och fir eis Natur, fir eis schéi Géigenden, iwwert déi mer hei de Mëtteg gäre geschwat hunn, mee och fir d'lokal Produktioun, fir kuerz Transportweeër an eeben och fir eng Beliewung vun der Landwirtschaft.

En zweete Punkt, deen ech wollt ervirhiewen, dat ass dee vun de Zones d'activités. Mir kréien elo geschwënn e Plan sectoriel « Zones d'activités », an deem d'Konzept vun de regionalen Aktivitéitszone wäert eng méi grouss Roll spillen, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war.

Dës regional Zone sinn u sech och eng Äntwert fir en nohaltege wirtschaftleche Wuesstum an de Regiounen. D'Objektiv hei ass et, gréisser zesummenhängend Aktivitéitszonen ze maache plutôt wéi méi kleng verspreeten Zonen ouni Koordinatioun, an dat justement mat der Iddi, fir der Landschaftszersiidlung entgéintzewierken. D'Prioritéit läit hei op nationalen a regionalen Aktivitéitszonen an op interkommunaler Kooperatioun ënner Form vu Gemengesyndikater, fir regional Zonen ëmzesetzen an ze verwalten.

Et soll duerch deen neie Plan sectoriel « Zones d'activités économiques » garantéiert ginn, dass d'wirtschaftlech Entwécklung op Plaze geschitt, déi Sënn maachen, an och equilibréiert a koordinéiert iwwert den Territoire geschitt.

D'Zil muss sinn, den Trafic net esou staark an d'Haaptstad oder an de Süden ze drainéieren

an d'Leit méi no un hir Aarbechtsplaz erunzebréngen, woubäi zu Lëtzebuerg effektiv och nach d'Erausfuerderung vum Flux vun de Frontaliere matspillt. An do ginn ech an deem Kontext dem Marc Baum absolutt Recht, wann hie seet, dass déi Dimensioun vun der Groussregioun eng determinant Roll spillt.

Ech mengen, wa mer gären iwwert d'Entwécklung vun dësem Land schwätzen, och an de ländleche Géigenden, da musse mer déi Composante vun der Groussregioun materanhuelen. Mir kënnen net maachen, wéi wann eist Land, seng Entwécklung, géif un eise Grenzen ophalen. Mir mussen dee Codeveloppement matmaachen. Mir sinn eng Metropol, déi erausstraalt iwwert d'Grenze vun eisem Land. An egal, ënner wat fir enger Form mer dat gäre maachen, dat ass eng Diskussioun, déi mer nach mussen an den nächste Jore weiderféieren.

Eng zweet Dimensioun vun deenen Zonen ass déi vun der Kreeslafwirtschaft. D'Surfacë vun dësen Aktivitéitszonen, déi jo rapid zréckginn, mussen och optimal genotzt ginn. Duerfir huet de Wirtschaftsministère eng Methodologie entwéckelt, fir esou Zonen no de Prinzippie vun der Kreeslafwirtschaft ze entwéckelen. Dës Methodologie ass e Modell, bei deem d'Wirtschaft an de Respekt virun der Ëmwelt an de Ressourcen Hand an Hand ginn.

D'Zone sollen engersäits attraktiv fir d'Entreprisë sinn an anerersäits och eng staark Akzeptanz bei der Populatioun an de Gemenge ronderëm fannen. Si sollen den Awunner ronderëm hir Liewensqualitéit net aschränken, mee beschtefalls opwäerten. Mat Hëllef vun der Économie circulaire mussen eis Zone besser an hiert Ëmfeld integréiert ginn, amplaz autark Inselen an der Landschaft ze sinn. Si solle qualitativ héichwäerteg gestalt ginn an et solle Synergien entstoen, souwuel tëschent den eenzelne Betriber wéi mat de Gemengen an den Awunner.

Här President, zum Schluss géif ech nach gären op eng Partie global Spiller agoen, also grouss Betriber, déi am ländleche Raum och Wuerzele gefaasst hu bei eis. Et gëtt do eng Rei Beispiller vu Virreiderprojeten, déi een hei, mengen ech, sollt ernimmen. Dat ass engersäits d'Aktivitéitszon um Fridhaff, wou vill Betriber vun Dikrech do sinn, déi och esou Plaz maache fir de Residentiell. En anert Beispill, dat ech hei gär géif nennen, dat ass den HPC, den High-Performance-Supercomputer, deen an den Datenzentrum vu LuxConnect op Bisse kënnt. En anert Beispiller ass d'Zon Lentzweiler, wou et Betriber gëtt wéi Faymonville oder Tarkett, dee Buedembeläg fabrizéiert, och no de Prinzippie vun der Kreeslafwirtschaft.

An da schlussendlech ee Beispill vun engem globalen Technologieplayer am ländleche Raum, dat ass Circuit Foil zu Wolz, déi annoncéiert hunn, dass se géife 35 Milliounen investéieren, fir hir Produktiounscapacitéit ëm 35 % auszebauen. Alles dat si Beispiller vu gudde Praxissen, vun neien, novateuren industrielle Konzepter am ländleche Raum.

Voilà! Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Fayot. An ech ginn d'Wuert direkt weider un d'Gesondheetsministesch, d'Madamm Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Merci, Här President. D'Debatt ass villschichteg an d'Zäit leeft. Ech probéieren, mech kuerzzefaassen, obwuel de Gesondheetssecteur an d'Theema vun der Gesondheet hei zu Lëtzebuerg natierlech en zentraalt an däser Debatt ass. Et ass vun alle Säiten ugeschwat ginn an et ass och richteg, dass eise Gesondheetssystem am Wandel ass.

En ass am Wandel, bon, éischtens, well d'Medezinn sech ännert, mee virun allem well d'Begeebenheete sech änneren. Mir sinn zu méi an dësem Land. Mir sti viru groussen Erausfuerderungen. An hei am Land genau wéi an eisen Nopeschlänner hu mer e Problem vu Ressources humaines. Dat heescht, mir hunn eng Etüd virleien, Dir kennt déi, déi ass Enn d'lescht Joer presentéiert gi vun der Madamm Marie-Lise Lair, déi eis kloer opweist, dass mer wierklech an Zukunft wäerte Problemer kréien, fir eis Servicer ze besetzen, fir déi néideg Dokteren ze fannen an eisem Land, soudass mer op ville Pläng gefuerdert sinn. „Démographie médico-soignante" nennt een dat. Dat ass déi gréisste Erausfuerderung.

Effektiv, mir mussen e Gesondheetssystem kréien, dee qualitativ héichwäerteg bleift, an natierlech déi Leit fannen, déi och bereet sinn ze kommen. An do kënnt erëm de ländleche Raum mat an d'Spill, well effektiv genau dës Etüd och opweist, dass grad am Norden an Osten notamment, dat heescht wierklech am ländleche Raum, de Problem méi zougespëtzt ass wéi vläicht am Zentrum. Do feelt et u Spezialisten, et feelt och u Generalisten.

Et ass vläicht manner attraktiv fir d'Dokteren, sech do nidderzeloossen, soudass mer gefuerdert sinn, iwwer nei Formen nozedenken, wéi ee kann zesummeschaffen. An och do ass de System erëm eng Kéier am Ëmbroch. Ech mengen, Dir wësst, et sinn eng ganz Rei Iddien um Dësch, wéi ee kann eise System anescht opbauen. Et ass vill Viraarbecht gemaach ginn an ech géif och vläicht direkt op déi iwwergoen.

Mir wäerten elo prett sinn, fir d'nächst Woch deen ominéise Gesondheetsdësch ze lancéieren. Well wa mer eise System wëllen iwwerdenken a virun allem dat, wat een de „virage ambulatoire" nennt, dat heescht, déi ganz Iwwerleeung, ob ee verschidden Déngschtleeschtungen, déi am Moment exklusiv a Spideeler gemaach ginn, soll auslageren an de Secteur extrahospitalier, dat sinn déifgräifend Diskussiounen, déi musse geféiert ginn, an déi kënnen net top-down gemaach ginn, do muss ee sech, sou wéi dat fir eise Gesondheetssystem hei Traditioun ass, zesummesetze mat de Partner. Dat heescht, de Gesondheetsdësch, dee wäert déi eenzel Partie-prenanteën zesummebréngen, wou mer matenee wäerten iwwerleeën, wéi eng Piste gangbar si fir Lëtzebuerg.

Eng ganz Rei Pilotprojete si lancéiert. Mir hunn de Modell vun der Maison médicale. Bon, et ass virun allem am Beräich vun de Garden, wou deen aktivéiert gëtt, fir zu gewëssenen Auerzäiten an iwwert de Weekend den Accès zu enger Garde ze facilitéieren. Dat ass awer sécher net eng Äntwert op alles. Notamment am Osten ass eng Maison médicale zurzäit net denkbar, well do kee Spidol ass. Ech muss och soen, wann haut kee Spidol do ass am Osten, dann ass dat, well dat net gëschter, mee éischter och virgëschter net op der politescher Agenda war. Esou e Spidol plangt sech laang am Viraus an dat war net ugeduecht. Mir hunn awer d'lescht Joer en neit Spidolsgesetz kritt.

M. Léon Gloden *(CSV), interpellateur*.- Et war e Spidol do. D'rout Ministeren hunn et zougemaach zu Maacher!

(Interruptions)

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Jo, justement, well eeben eng vun den Iwwerleeungen am Hospitalier ass, fir eng héichwäerteg Qualitéit ze kréien.

Une voix.- An den 80er Joren.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Lëtzebuerg ass e grousst Ballungsgebitt. A grad eng Gesondheetspolitik muss ee global denken. Et muss ee se global denken an och kucken, fir d'Qualitéit héich ze halen am Secteur hospitalier. Dat huet dozou geféiert, dass eeben d'Spideeler selwer vläicht méi konzentréiert zesummegeluecht ginn, fir dass mer do Qualitéit an och Sécherheet fir de Patient kënne bidden.

Haut musse mer jo och eng ganz Rei Ramebedingunge respektéieren, fir eng gutt Medezinn kënnen ze leeschten. Dat mécht natierlech déi ganz Debatt ëmsou méi aktuell fir ze kucken, wéi dës Spideeler kënne mat den Dokteren, déi dann eeben dezentral sëtzen, zesummeschaffen, fir dass mer d'Déngschtleeschtunge méi no un de Patient kënnen erubréngen.

An där Hisiicht sinn eng Rei Mesurë schonn 2017 gehollt ginn, mat deene mer déi Gemeinschaftspraxen, wéi ee se nennt, dat si Praxe vu méi wéi véier Dokteren, wollten ënnerstëtzen. Wéi d'Tess Burton richteg gesot huet, sinn do finanziell Mëttele fräigesat ginn, eng Ënnerstëtzung vun 10.000 Euro, fir konkreet ze sinn. Bis haut ass keng Demande eragaangen, soudass mer ganz kloer mussen och um Gesondheetsdësch nodenken, firwat dat esou ass a wéi eng aner Hiewele kënnen aktivéiert gi fir déi Pist, fir wierklech eis Dokteren dozou ze kréien, sech zesummenzesetzen an doduerch och kënnen zu aneren Zäiten ze schaffen, vläicht aner Typpe vun Déngschtleeschtungen kënnen unzebidden, wéi een dat kann aktivéieren a wat et dofir brauch, wéi eng Form dat muss unhuelen. Dat sinn alles Theemen, déi wierklech elo identifizéiert si fir dee Gesondheetsdësch, deen usteet.

Mir hunn och, wat d'Aktivitéite betrëfft, déi haut de Spideeler reservéiert sinn, en neie Moment, doduerch dass rezent Urteeler virleie ronderëm den „IRMs-Dossier", wéi een en nennt. Dat ass eng nei Donnée, déi ass elo do. Dat heescht, mir hunn elo u sech d'Elementer um Dësch, fir wierklech kënne mat eise Partner zesummen nozedenken, wéi ee sech am beschten opstellt, no wéi engem Modell ee ka fueren a wéi een och wierklech dat, wat eise System ausmécht, nämlech de Conventionnement, bäibehält an trotzdeem op e Wee kënnt, wou ee kann am Partenariat mat den Dokteren am ländleche Raum zesummeschaffen.

D'Fro ass gestallt ginn: „Wou kommen d'Antennen hin?" Ma déi Fro kann een haut net beäntweren. An ech mengen, ech muss der Chamber net erklären, dass, wa mer a Richtung ginn, fir den Extrahospitalier ze reegelen, dat iwwert de Wee vum Gesetz geet. Mir sinn hei am Beräich vun enger Matière réservée. Dat heescht, déi éischt Etapp ass, eis eens ze ginn. An dat maache mer net just als Regierung, mee mir sinn hei op engem Terrain vu Quadripartite. Dat musse mer mat eise Partner zesummen aushandelen, beschwätzen, wéi een do wäert virgoen. Wa mer do bis en Accord hu ronderëm de Gesondheetsdësch, da muss legiferéiert ginn. Dat heescht, dat ass eppes, wat awer nach e laangen Otem wäert kréien. En attendant kucke mer, fir schnell Weeër ze fannen, fir déi Gemeinschaftspraxen unzekuerbelen, fir dass ee mat verschiddene Vitessen eebe virukënnt. Mee den Extrahospitalier, wéi gesot, dat kënne mer net aus dem Aarm rëselen.

Ech kréien d'Auer gewisen. Ech wollt nach just ganz kuerz drop hiweisen, dat Grenziwwerschreidend ass ugeschwat ginn: Bei der Noutfallversuergung schaffe mer schonn an deem Sënn. Dat heescht, mir hunn Accorden am Kader vu Benelux an och mat eise Nopeschlänner, wou mer wierklech eng grenziwwerschreidend Serviceleeschtung elo scho kënnen ubidden.

Voilà, dat war et an e puer Wierder, well den haaptconcernéierte Minister soll d'lescht Wuert hunn. An ech mengen, d'Zäit ass ëm, ech gesinn hei rout viru mer. Voilà!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Lenert. Et bleiwen dem zoustännege Minister fir d'Landesplanung déi dräi an eng hallef Minutten, déi den Här Bausch gebraucht hat, fir op dem Här Wolter säi Kommentar ze reagéieren. Här Turmes, wannechgelift.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Aménagement du territoire*.- Gutt! Vläicht dann a geraffter Form dat, wat d'Landesplanung mécht. Ech mengen, mir sinn ee Land. Mir sinn en dynamescht Land. An an deem Land musse mer probéieren, dass mer eng equilibréiert Entwécklung kréien. Dat Éischt, wat wichteg ass, nieft der Stad Lëtzebuerg brauche mer zwee aner Zentren, déi funktionéieren: de Süde vum Land an d'Nordstad. A virun allem an der Nordstad, wou jo och elo déi Dynamik ass vun der Fusioun, musse mer méi Dynamik kréien, well dat jo dann deem ganze ländleche Raum do ronderëm hëlleft.

Dat Zweet sinn Uertschafte wéi Réiden, Clierf, Jonglënster, Réimech, Miersch, Gréiwemaacher, dat, wat mer technesch nennen „centres de développement et d'attraction". An ech ginn lech Réiden als ee positiivt Beispill fir dat, wat mer zesumme gepackt hunn déi leschte Joren. Zu Réiden hu mer eng Schwämm, mir hunn eng Schoul, mir hunn en Altersheem, mir hunn eng Museksschoul, mir hu ganz gutt Geschäftsinfrastrukturen. Dat heescht, mir hunn eng Uertschaft, déi ass vun 2.000 op 3.000 Awunner gewuess a si ass de Centre d'attraction a vun de Servicer vun ganzer Géigend.

An ech denken, deen zweete CDA, dee gutt fonctionéiert, dat ass Jonglënster, déi jo och eng ganz Rei Infrastrukture gemaach hunn. An et ass dat, wat mer musse fäerdegbréngen: Et wäerten net méi an all Duerf all Infrastrukture sinn an duerfir brauche mer déi zéng, zwielef Centres de développement et d'attraction, fir eeben do d'Servicer unzebidden.

Dat Drëtt, de Franz Fayot huet vum Plan sectoriel vun den Industriezone geschwat. Dir musst wëssen, 46 % - 46 %! - vun allen Aktivitéitszone sinn am ländleche Raum. Dat heescht, dass mer doriwwer natierlech och ganz vill Aarbechtsplazen dohinner bréngen.

De véierte Punkt ass: D'Naturparke si par excellence en Entwécklungsinstrument am ländleche Raum. An ënnert dem Impuls vum Carole Dieschbourg ass och elo en drëtten, den Naturpark Mëllerdall, entstanen. Am Marco Schank sengem Naturpark, do gëtt et e Guichet unique, deen hëlleft de klengen a mëttleren Entreprisen. A mir maachen och elo en extraen Ekonomieservice regional am Mëllerdall, Här Gloden, fir och am Osten do am ländleche Raum e gutt Angebot ze hunn.

Mir schaffen awer och iwwert d'Grenzen eraus. A grad op der Musel schaffe mer mat den Nopeschgéigenden am Entwécklungskonzept „Oberes Moseltal", fir eeben unhand vun zwielef konkreete Projeten de ganze ländleche Gemenge lénks a riets vun der Musel ze hëllefen.

Zum Schluss: Ech mengen, dass de Marc Baum haut eng exzellent Ried gehalen huet an en huet zwou Saachen no vir gestallt:

(Brouhaha)

Mee et geet drëm, wéi mer am Zäitalter vun der Digitaliséierung en Duerfliewe behalen. An duerfir musse mer an Zukunft tëschent de Gemengen an der Regierung kreativ zesummeschaffen, fir dass Liewen ass an den Dierfer. A wann dat net méi d'Geschäfter sinn, da musse mer eis do eppes anescht iwwerleeën.

An dat Zweet ass déi sozial Schéier. Jo, et ass eng Realitéit, dass eebe grad Leit, déi ganz wéineg Revenuen hunn am Land, op d'Dierfer ginn, wou d'Wunnengen nach e bësse méi bëlleg sinn. Mee Dir musst awer fairerweis soen, wann Der elo sot: „Do ass näischt geschitt!", dass an der leschter Gemengefinanzreform e Koeffizient ass, deen och dat Soziaalt opgräift, also hunn déi Gemengen deelweis och méi Revenuen, fir do entgéintzekommen. An den Henri Kox wäert och am Pacte Logement op déi Fro agoen.

Zum Schluss, also dat ländlecht Gebitt vum klenge Leo ..., oder ech hunn heiansdo geduecht, ech wier beim Little Joe, also an iergendengem Bonanza-Film ...

(Hilarité)

Mir sinn hei net am déifsten Texas. Hei stëbst et och net, wann ee vun engem Duerf an dat anert geet. Mir sinn en attraktiivt Land - a wéi d'Chantal Gary gesot huet - mat attraktiven, schéine Landschaften. An duerfir loosst eis net dat Land hei méi schlecht maachen, wéi et ass! A mir si virun allem net am déifsten Texas oder Arizona, little Leo!

Merci.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Turmes. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Motion 1

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun, déi zu däser Interpellatioun deponéiert gouf.

Une voix.- Leo, wat maache mer domat?

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ass eng Wuertmeldung do zur Motioun?

M. Léon Gloden *(CSV), interpellateur*.- Et ass alles gesot!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Et ass alles gesot. Da kënne mer iwwert déi Motioun ofstëmmen. De Vote ...

(Interruptions)

D'Madamm Lorsché, wannechgelift.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Ech wollt awer just e puer Wierder zu där Motioun soen. Éischtens, bei de Considerante fanne mer et awer bedauerlech, dass dosteet, dass d'Liewensqualitéit am rurale Milieu doduerch am Declin wär, dass dës Regierung eng schlecht Politik mécht. Dat fanne mer eng pauschal Accuséierung, déi mer net gëlle loossen. Ech mengen, déi Leit, déi dat do formuléiert hunn, waren nach ni an engem Naturpark ënnerwee, sinn nach ni duerch d'Wéngerte getréppelt, waren nach ni um Stauséi an der Vakanz, well dat ass och Vakanz zu Lëtzebuerg, a si waren och nach net am Westen an eise schéinen, onberéierte Bëscher. An duerfir invitéiere mer se emol, e klengen Tierchen ze dréien, éier se esou pauschal Ënnerstellunge scho praktesch hei formuléieren.

Wat elo d'Invitten ubelaangt, do wéilt ech éischter déi Beräicher da kommentéieren, déi eis Ressorte betreffen, haaptsächlech d'Mobilitéit an d'Landesplanung, wou ech muss soen, dass dat do jo e ganz schéine Fourre-tout ass, kann ee bal soen, vu fromme Wënsch, déi zum Deel och ganz sënnvoll sinn. Mee grad déi sënnvoll Wënsch sinn amgaange realiséiert ze ginn. Et geet notamment ëm eng Landesplanung, déi d'Strooss hält, wou ech och nach eng Kéier wéilt drop hiweisen, dass mer eis ganz a Kohärenz befanne mat deem, wat de Claude Wiseler selwer ëmmer wollt, nämlech e Landesplanungsgesetz op d'Bee stellen a realiséieren, wat eng equilibréiert Entwécklung vum Land soll hikréien. Genee dat ass gemaach ginn.

Mir hunn d'Landesplanungsgesetz vum Claude Wiseler missen iwwerschaffen op Basis vu juristeschen Erkenntnisser, déi duerno eréischt komm sinn, wou ech elo kee wëll accuséieren, mee et war nun emol juristesch net ganz honnertprozenteg an der Rei, soudass mer en neit Gesetz gemaach hunn, doropshin och véier Plan-sectorielle ausgeschafft hunn, déi eeben och als Zil hunn, sämtlech Regioune matanzebezéien an eisen Territoire equilibréiert ze entwéckelen.

Dass eisen Territoire, wéi de Marc Baum gutt gesot huet, vill a Privatbesëtz ass, ech mengen, dat ass net elo dës Regierung, déi dat decidéiert huet, mee dat ass sozesoen de gréisste Problem, mat deem mer hei konfrontéiert sinn. An dee kënne mer nëmmen zesumme léisen. An do géif ech awer och d'jiddwereen invitéieren, mat op dee Wee ze goen, wann et

drëms geet, do déi néideg Hiewelen a Beweegung ze setzen.

Mir hunn och, wat d'Mobilitéit ubelaangt, och erëm opbauend eebe grad um Modu 0 vum Claude Wiseler, zwee Weider Modu-Konzepter, Modu 2.0 a Modu 3.0, elo scho presentéiert kritt, wou mer mengen, dass och dat erëm déi néideg Kohärenz an déi ganz Mobilitéitspolitik bréngt.

An da wéilt ech nach eng Kéier drun erënneren, dass och de François Bausch hei ëmmer erëm Gesetzer deposéiert, déi mer hei unanime stëmmen, well mer all der Meenung sinn, dass dat dee richtege Wee ass. Duerfir kënne mir net novollzéien, dass op eemol esou eng Oppositioun do entsteet op Theemen, déi mer eigentlech bis elo ëmmer zesummen ugepaakt hunn. A mir mengen, dass mer déi Problemer, déi bestinn, nëmmen zesumme kënne léisen.

An deem Sënn fanne mir déi Motioun do einfach net an der Rei. Éischter ass et eng Frechheet a mir wëllen déi net unhuelen!

Plusieurs voix.- O!

Une voix.- Egal wat!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Lorsché. Ech mengen, et schéngt alles gesot ze sinn. Da kënne mer zur Ofstëmmung iwwert déi Motioun kommen.

Nee, den Här Engel wëllt awer nach eppes soen.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Jo, ech schléisse mech zum Deel dann de Wierder vun der Madamm Lorsché un.

Une voix.- Zum Deel, jo!

(Interruptions)

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Ech hunn dat net gesot, duerfir hunn ech jo ...

M. Dan Biancalana *(LSAP)*.- Zum Deel! En Deel!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Duerfir loosst mech mäin Deel hei och soen! An där heiter Debatt komme mer net virun, wa mer probéieren, d'Land ze splécken. Hei komme mer nëmme virun, wa mer den Effort zesumme maachen a wa mer eis zesummen eens sinn, dass mer fir dat Land hei wëllen eppes Globales maachen.

An ech mengen, de Minister huet et ganz gutt gesot: Wann Investissementer am Zentrum gemaach ginn, dann heescht dat net, datt se net och fir déi aner Regioune gemaach ginn. Wann och Investissementer am Norde gemaach ginn, dann heescht dat, dass se fir d'ganzt Land sinn, gradesou wéi am Süden, am Osten an am Westen.

Zur Motioun ganz kuerz. Hei ass e relativ gutt Beispill fir ze weisen, wéi dass een eng Motioun net soll maachen. A wann ee gären eng Motioun ... Eng Motioun mécht ee jo net, fir e politesche Clivage hei eranzebréngen, mee et wëll ee jo mat där Motioun eppes fir d'Land, fir datt et besser geet, maachen. A mat Ärem véierte Considerant hutt Der lech am Fong geholl do schonn direkt ofgeschoss. Duerfir ka jo een Deel vun deene Leit, déi heibanne sëtzen, dat net matstëmmen. Duerfir, wann een also net méi wëllt, dass heibanne Motioune solle gestëmmt gi mat 31:29, da muss Der vläicht ... Da läit et och vläicht un der Aart a Weis, wéi dass een d'Motiounen hei presentéiert.

Duerfir wäerte mir dës Motioun hei net stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools. Den Här Baum, wannechgelift.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Genau wéi meng zwee Virriedner bedaueren ech de Considerant 4, well ech fannen, dass awer eng Rei vun Iddien opgeléscht sinn, un deenen dës Regierung an dës Koalitioun amgaangen ass ze schaffen. Ech denken un den Teletravail, ech denken un d'Protection de la nature, ech denken un d'Reorganisatioun vum RGTR, deem mer elo emol sollen eng Chance ginn. Ech denken un den Ausbau vum Schinnennetz, dat eropféiert, wou dru geschafft gëtt. Ech denken un d'Contournementen, déi opgezielt ginn.

Ech géif lech awer mat op de Wee ginn, dass mer eis och musse Gedanke maachen iwwert d'Stad Réimech. Duerch d'Stad Réimech fueren all Woch méi wéi 100.000 Autoen, also pro Woch. An och do musse mer eis Gedanke maachen, fir déi Situatioun ze verbesseren duerch e Contournement.

Dann déi medezinnesch Versuergung, wou déi nei Madamm Minister douewen e ganz flotten Abléck ginn huet an dat, wat hir Defien an den nächste Jore wäerte sinn. Ech kann lech soen, Madamm Minister: „Dir kënnt lech op d'Ënnerstëtzung vun der Demokratescher Partei freeën. Mir wäerten lech do aktiv mathëllefen, fir eis anzebréngen."

(Brouhaha)

Da sinn awer, muss ech soen, verschidde Saachen, déi Der geschriwwen hutt, déi einfach net méi éierlech sinn an och net méi zäitgeméiss sinn. Wann een d'Bankewiesen haut kuckt an et kuckt een d'Postwiesen haut an et kuckt een d'Digitalisatioun a kuckt, wéi dat sech alles entwéckelt huet, dann, mengen ech, ass et awer normal, dass am Bankewiesen an am Postwiesen och verschidde Reorganisatioune sinn.

Da fuerdert Der am grousse Stil regional Industriezonen. Bon, do kréie mer jo e Plan sectoriel, …

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Aménagement du territoire*.- Méi kann ech net soen.

M. Gilles Baum *(DP)*.- … wéi et gesot ginn ass. Mir sinn awer net der Meenung, dass een an all Gemeng soll Industriezone maachen. An deene klenge Gemenge sollen natierlech Geschäfter kënnen entstoen, Bäckereie kënnen entstoen, Epicerië kënnen entstoen, wat zur Liewensqualitéit bäidréit. Dat wier natierlech eng gutt Entwécklung. Mee Industriezonen am grousse Stil an de klenge Gemengen, ech mengen net, dass dat de richtege Wee ass.

Wann een och de Choix hëlt - ech mengen, den Här Gloden kennt den Oste genausou gutt wéi ech -, wann een de Choix hëlt, fir op Lenneng wunnen ze goen, op Berdorf, op Manternach, op Wellesteen oder op Bous, da weess een: „Ech kann do net déi Servicer hunn, déi ech zu Gréiwemaacher, zu lechternach, zu Jonglënster hunn"!

(Interruptions)

Dann ass een eeben op den Auto ugewisen. An et ass kuerz ugedeit ginn och, dat vun der Entwécklung vun de CDA-Gemengen, wou Jonglënster, Réimech, Maacher an lechternach derzou zielen. Ech mengen, dat ass eng Entwécklung, déi mer sollten an deem heiten Dossier weiderverfollegen. A mir sollten net déi kleng ländlech Gemengen, vun deenen douewe gesot ginn ass, dass mer se grad gären hunn, dass se grad flott sinn duerch déi Natur, déi sollte mer, mengen ech, net duerch Industriezonen zoubauen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Baum. Da kënnt den Här Gloden nach.

M. Léon Gloden *(CSV), interpellateur*.- Merci, Här President. Éischtens muss ech soen, dass ech d'Remark vun der Spriecherin vun deene Gréngen total deplacéiert fannen, mee déi lescht Zäit schéngt dat d'Aart a Weis ze si vun der gréngen Spriecherin.

(Brouhaha)

Zweetens, all déi Invitten, déi hei an där Motioun stinn, wann ech d'Question-parlementairë kucke vun alle Parteien hei am Parlament versammelt - d'Post, souguer den Här Delles, deemools als Buergermeeschter, huet der nach doriwwer gestallt, d'Policekommissariater an esou virun -, dat ass hei vun all Partei gefrot ginn. Duerfir verstinn ech elo hei net d'Bemierkung vum Spriecher vun der DP-Fraktioun.

Wann et just um véierte Considerant hänkt, …

Plusieurs voix.- Nee, nee, nee!

(Interruptions)

M. Léon Gloden *(CSV), interpellateur*.- Dach! Kommt, passt op, wat Der sot! Wa mer de véierte Considerant eraushuelen ... Do hunn d'Spriecherin vun der gréngerFraktioun an de Spriecher vun der LSAP-Fraktioun gesot, dat wier en absolutten No-Go; ech si bereet, deen erauszehuelen an da kann d'ganz Chamber dës Motioun stëmmen!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Gloden. Ech mengen, elo ass awer definitiv ...

(Interruptions)

... alles gesot. Da kënne mer iwwert déi Motioun ofstëmmen.

Vote sur la motion 1

De Vott fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass mat 27 Jo-Stëmme géint 33 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par Mme Tess Burton), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par M. François Benoy), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

7. 7411 - Projet de loi portant modification

1° du Code pénal ;

2° du Code de procédure pénale ;

3° de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ; aux fins de transposition de la directive (UE) 2017/1371 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2017 relative à la lutte contre la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union au moyen du droit pénal

Mir kommen elo zum Projet de loi 7411 iwwert d'Transpositioun vun enger europäescher Direktiv an nationaalt Recht betreffend d'Lutte géint d'Steierhannerzéiung. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vun dësem Projet, déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

Mme Carole Hartmann *(DP), rapportrice*.- Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kolleegen, beim Gesetzesprojet 7411 handelt et sech, wéi de President scho gesot huet, ëm d'Transpositioun a lëtzebuergescht Recht vun der europäescher Direktiv 2017/1371 iwwert d'Sécherung vun de finanziellen Interête vun der Europäescher Unioun.

Déi genannten Direktiv a soumat och dëse Projet verfollegen d'Zil, fir um Niveau vun de Memberstaaten eng Harmoniséierung a Konsolidéierung vun de penalen Normen iwwert d'Frauden an dësem Beräich ze erreechen. Fir dass an Zukunft d'finanziell Interête vun der EU besser geschützt kënne ginn, gëtt d'Direktiv ënner anerem d'Mindeststandarde bei den Definitiounen a bei de Sanktioune vu verschiddene penalen Infraktioune vir.

Besonnesch wichteg ass hei de Kontext, an deem dës Direktiv vun der Europäescher Kommissioun proposéiert ginn ass. Am Joer 2017 ass dat europäescht Reglement 2017/1939 a Kraaft getrueden, dat den europäesche Parquet instituéiert huet. Dës Direktiv an hir Transpositioun complementéieren dëst Reglement.

Den europäesche Parquet wäert mat dësem Gesetzesprojet iwwert déi néideg Kompetenze verfügen, fir d'Infraktioune poursuivéieren ze kënnen, déi d'EU finanziell schiedege kéinten.

Dat gesot, wat gëtt dann elo genau mat dësem Projet de loi ëmgesat?

Vu dass d'Integralitéit vun den Infraktiounen, déi vun der Direktiv virgesi sinn, schonn an eisem Code pénal erëmzefanne sinn, kënnt et nëmmen zu punktuellen Ajustementer bei den Definitioune vu de verschiddenen Infraktiounen. Engersäits geet et ëm den Artikel 240 iwwert d'Verontreiung vu Gelder, Objeten oder Dokumenter duerch Persounen, déi eng ëffentlech Funktioun hunn an déi duerch hiert Handelen den Interêt public schiedegen.

Als Reaktioun op d'Avise vum Staatsrot, de Parqueten aus der Stad a vun Dikrech an dem Parquet général ass am Projet de loi effektiv preziséiert ginn, dass d'Verontreiung géint den Interêt public muss goen. Anerersäits sinn d'Artikelen 246 bis 252 vum Code pénal viséiert, an deenen d'Korruptioun an den Trafic d'influence vu Persounen an ëffentleche Fonctioune souwéi d'Intimidéierung vun anere Persounen an enger ëffentlecher Fonctioun virgesi sinn.

D'Direktiv gesäit och vir, dass d'Tentative vun diverse Bedruchsinfraktioune muss strofbar ginn. Duerfir setze mer am Kapitel iwwert d'Escroquerie an d'Tromperie en Artikel bäi, dee fir déi viséiert Delikter och d'Tentative virgesäit. Bei de Crimmen, also de méi schlëmme Strofdoten, brauche mer dat net ze preziséieren, well do d'Tentative d'office vum Gesetz hier strofbar ass.

Do dernieft redefinéiert dëse Gesetzesprojet d'Persounen, duerch déi d'Responsabilité pénale vun de Personnes morales kann engagéiert ginn. Eng Personne morale wäert an Zukunft och kënne responsabel gemaach ginn, wann eng Persoun delikduell oder kriminell Agissementer am Numm an am Interêt vun déser Personne morale gemaach huet.

Als Suite vun den diversen Avisen, déi zum Projet de loi erakoumen, ass nach méi däitlech preziséiert ginn, dass hei souwuel d'Agissementer vum Dirigeant de droit wéi och vum Dirigeant de fait viséiert sinn.

E weidert wichtegt Element vum Projet de loi ass d'Verschäerfung am Virgoe géint déi organiséiert Kriminalitéit. Wann déi viregt genannte Bedruchsinfraktioune vun enger krimineller Organisatioun begaange ginn, mussen déi Schëlleg bei de Prisongsstrofe fir Delikter op d'mannst mat enger Verduebelung vun der Strof a bei Prisongsstrofe fir Crimmen op d'mannst mat zwee zousätzleche Joer Strof rechnen.

Am selwechten Esprit gëtt d'TVA-Gesetz vum 12. Februar 1979 um Niveau vum Artikel 80 erweidert. Déi maximal Prisongsstrof fir d'Fraude à la TVA aggravée geet mat dësem Projet de loi vun dräi op véier Joer erop. A wann dës Fraude am Kader vun enger Organisation criminelle verüübt gëtt, gëtt déi virgesinne Prisongsstrof an Zukunft op minimum zwee Joer festgeluecht.

Da kritt dee selwechten Artikel 80 nach en neie Paragraf. D'lëtzebuergesch Geriichter kréien hei eng international Kompetenz bei engem TVA-Bedruch am Sënn vum Lëtzebuerger Gesetz, dee vun enger Persoun mat Lien zu Lëtzebuerg begaange ginn ass. Viséiert sinn och Faiten, déi am Ausland stattfonnt hunn, an dat esouguer, wann dës Frauden an deem Land net bestrooft ginn.

Här President, de Staatsrot hat a sengem Avis vum 5. Abrëll 2019 e puer Bedenken, vun deenen ech déi wichtegst erausgestrach hunn. Am Avis complémentaire vum 10. Dezember 2019 huet de Staatsrot no e puer Adaptatiounen, déi um Text gemaach goufen, du gréng Luucht gi fir dëse Projet.

Duerch d'Avise vun den Autorités judiciaires wéi vun der Cour supérieure de justice, dem Stater an dem Dikrecher Parquet an dem Parquet général konnten hei wichteg Remarken ervirgehuewe ginn. D'Chambre de Commerce an d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics hunn an hire respektiven Avise keng Awänn formuléiert, dëst gëllt och fir d'Stater Bezierksgeriicht a fir d'Escher Friddensgeriicht.

Fir den Detail renvoyéieren ech lech op mäi schrëftleche Rapport. Dëst gesot, soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn och am Numm vu menger Fraktioun den Accord fir dëse Projet.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hartmann.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar agedroen. Den Här Gilles Roth mécht dat fir den Här Mosar.

Une voix.- Dat gëtt schwéier.

(Hilarité)

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Merci, Här President. Merci och der Madamm Hartmann fir hire komplette Rapport. An ech ginn d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Roth. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana *(LSAP)*.- Merci, Här President. Och ech soen der Rapportrice Merci fir hire mëndlechen a schrëftleche Rapport a ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président*.- An da wier et um honorabelen Här Charles Margue.

M. Charles Margue *(déi gréng)*.- Ech schléisse mech de Virriedner un a ginn den Accord vun der gréngen Fraktioun a soen als President vun der Kommissioun der Madamm

Hartmann Merci, fir de Rapport ugeholl ze hunn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Margue. An dann ass ageschriwwen: den honorabelen Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Och vun eiser Säit Merci un d'Rapportrice. Ech mengen, et geet hei net ëm näischt. Et gi wierklech extreem vill Sue verluer duerch Frauden an der TVA an och bei Subventioune vun der Europäescher Unioun. Dogéint muss ganz stramm virgaange ginn. Duerfir befürworte mir och als ADR dësen Text.

Merci!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Reding. Et feelt nach just den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Merci der Madamm Hartmann fir deen exzellente Rapport. An och mir Piraten ginn eis Zoustëmmung.

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Regierung huet d'Wuert, d'Justizministesch, d'Madamm Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Majo, ech soen Iech Merci fir déi breet Zoustëmmung. Och ech soen der Rapportrice e ganz grousse Merci. Ech mengen, si huet hei ganz kloer an detailléiert duergeluecht, ëm wat et geet. Ech brauch deem näischt méi bäizefügen.

Voilà, merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Tanson.

D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7411. Den Text steet am Document parlementaire 7411[8].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7411 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dëse Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar (par Mme Martine Hansen), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Paul Galles), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Stéphanie Empain), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

8. 7414B - Proposition de révision de l'article 95ter de la Constitution

Als Nächst hu mir d'Verfassungsofännerung 7414B iwwert d'Arrêtéë vum Verfassungsgeriicht. Et sief drop higewisen, datt laut Artikel 114 vun der Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen erfuerdert ass. De Vote par procuration ass net erlaabt. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech ginn d'Wuert un de Rapporter vun der Verfassungsännerung, den honorabelen Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Léon Gloden *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Huele mer u fir e Moment, mir hätten e Gesetz hei zu Lëtzebuerg, wat de Verkaf vu rouden Äppel wärend de Méint Februar a Mäerz géif autoriséieren an de Verkaf vu gréngen Äppel d'ganzt Joer.

Une voix.- Da géif de klengen Tommy net ...

M. Léon Gloden *(CSV), rapporteur.*- Elo huet den Här Schmit nëmmen Äppelplantagë mat rouden Äppel, also kann dee par rapport zu sengem Noper, dem Här Müller, seng Äppel nëmme wärend zwee Méint verkafen an den Här Müller ka seng Äppel d'ganzt Joer verkafen. Den Här Schmit klot elo an dee Prozess geet bis bei d'Verfassungsgeriicht.

Haut, opgrond vum Gesetz vum 27. Juli 1997, wann den Här Schmit do Recht kritt an d'Verfassungsgeriicht seet: „Dat Gesetz ass anticonstitutionnel, well et net op dem Gläichheetsprinzip baséiert!", ka just den Här Schmit seng rout Äppel wärend dem ganze Joer verkafen.

(Interruption et hilarité)

Mat dëser Verfassungsännerung wäert jiddwereen, all Bauer, dee rout Äppel huet, d'ganzt Joer kënne seng Äppel verkafen, ouni dass e muss erëm eng Kéier dee selwechte Prozess féiere wéi den Här Schmit.

Komme mer da kuerz zur Chronologie vun dësem Gesetz. D'Chronologie huet ugefaange mat der Proposition de loi Nummer 6030, wou mer am Kader vun der Verfassungsreform virgesinn haten, dass op där enger Säit Suppleanten am Verfassungsgeriicht géife bäikommen an eeben den Effet vun den Arrêten, vun den Urteeler vum Verfassungsgeriicht sech souwuel inter partes, dat heescht tëschent de Parteien, wéi och erga omnes, mat engem Effet op déi Leit, déi an där selwechter Situatioun sinn, bezéie géif.

Mir hunn dunn opgrond vun den Diskussiounen, vun der Evolutioun vun der Diskussioun deen Artikel iwwert d'Verfassungsgeriicht virgezunn a mir hunn eng Proposition de révision 7414 doraus gemaach, wou déi zwee Punkten, d'Suppleanten an den Effet vun den Arrêten, dra virgesi sinn. Opgrond vun enger Urgenz - ech ginn do elo net méi drop an - hu mer de Vott iwwert d'Suppleantë virgezunn a mir hunn hei an der Chamber den 10. Oktober d'lescht Joer deen zweete Vott iwwert dee Passus gestëmmt, soudass d'Cour constitutionnelle elo och Suppleanten huet.

Mir haten an dem Passus iwwert d'Effete vun den Arrête virgesinn, dass den Arrêt a Kraaft trëtt deen Dag no der Publikatioun vum Arrêt am Journal officiel, ausser d'Cour constitutionnelle géif am Arrêt soen, den Effet géif bis zu zwielef Méint erausgezögert ginn. Mir kruten dorobberhin eng Kritik vun der Commission de Venise an och vum Staatsrot, déi gesot hunn, et wier net kloer, ob dat dann och en Effet erga omnes, dat heescht en Effet fir all betraffe Leit vun där selwechter Situatioun wier.

Mir haten eis deemools baséiert op d'Dispositioun aus der éisträichescher Verfassung. Mir hunn dunn a Consultatioun an der Institutiounskommissioun decidéiert, eis un der franséischer Legislatioun ze inspiréieren, a mir hunn deen Delai vun zwielef Méint dunn erausgeholl.

Fir eis ass et wichteg, an duerfir sinn ech och a mengem schrëftleche Rapport do ganz prezis drop agaangen, wann den Effet vun dem Arrêt net soll direkt deen Dag no der Publikatioun vum Arrêt am Journal officiel a Kraaft trieden an den Effet vun esou engem Arrêt eeben an der Zäit ka versat ginn, dass d'Cour constitutionnelle an hirem Arrêt selwer dat motivéiert, éischtens wéinst dem Respekt vum Principe du contradictoire an zweetens si och dann d'Motivatioun ugëtt.

Ech hunn do eng Rei Recherchë gemaach an eng ganz Rei Jurisprudenzen opgezielt an Doktrinnen a mengem schrëftleche Rapport an en Tablo zum Rapport annexéiert, wou eng ganz Rei Decisioune vum franséische Conseil constitutionnel dran opgezielt ginn, fir och eng Guidance ze ginn, wat esou eng Motivatioun kéint sinn, wéi zum Beispill den Effet utile vun enger Dispositioun oder d'Motiv vun dem Ordre public oder der Sécurité publique.

Ech soen awer och ganz kloer op dëser Plaz, dass mat dëser Verfassungsännerung d'Parlament konsequent an d'Responsabilitéit gezu gëtt. Bis elo hu mir als éischte Pouvoir ni - ni! - e Gesetz geännert, wann d'Cour constitutionnelle eng Dispositioun aus dem Gesetz verfassungswiddreg erklärt huet. Dat ass keng Ruhmaktioun fir dëst Haus!

(Interruption)

Oder eng, vläicht eng. Mee konsequent hu mer et net gemaach. An duerfir, léif Kolleeginnen a Kolleegen, duerch dës Verfassungsännerung mussen och mir an Zukunft konsequent dorobber oppassen. A mir hate jo eng Diskussioun, dass een hei e Regëster féiert fir de Suivi vun de Motiounen, vun de Resolutiounen.

Mir mussen, Här President, an Zukunft och dorobber oppassen, wann eng Dispositioun vun der Cour constitutionnelle inconstitutionnel deklaréiert gëtt, dass mer hei de Suivi maachen, well et ass ganz kloer keng mauvaise Volonté vum Parlament. Et ass héchstwarscheinlech en Oubli. Mir mussen dat konsequent och duerchzéien am Sënn vum Rechtsstaat a vun der Rechtssécherheet fir d'Bierger an d'Biergerinnen dobaussen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gloden.

Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Beissel agedroen. Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Simone Beissel *(DP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, virop män häerzleche Merci dem Léon Gloden fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Mir boucléieren haut eng Boucle a Saache Stäerkung vun dem Lëtzebuerger Verfassungsgeriicht. Dir erënnert Iech, 2019 hu mer d'professionnell Magistraten opgestockt. Niewent deenen zéng effektive Magistraten hu mer siwe Suppleantë gemaach, fir dass se konnten à tout moment schaffen.

Haut ass e ganz wichtegen Dag, well mir sollen haut eng ganz däreg Fro léisen, déi scho säit ganz laange Jore besteet, wann ee kuckt, dass d'Verfassungsgeriicht 1997 gegrënnt ginn ass. Enger däreger Fro eng Äntwert ginn, dat heescht: Wéi a wéini gräifen déi richtungsweisend Urteeler vun der Cour constitutionnelle?

De Rapporter huet Iech elo proposéiert, wat mer dann no laangen Diskussiounen an der Verfassungskommissioun zréckbehalen hunn.

Effet entweeder een Dag no der Publikatioun oder awer - an et ass dat, wat ech déi däreg Fro nennen -, wa Risiko ass, dass duerch en Urteel an enger Affär géif Schued entstoen no besteeënde Situatioune vu virdrun, soll d'Cour constitutionnelle, an déi krit do eng enorm Responsabilitéit, selwer decidéieren, wéini dann den Effet vun hirem Arrêt, dee se dee Moment erga omnes hëlt, dat heescht vis-à-vis vun all de Leit an net nëmme vis-à-vis vun de Parteie vum Prozess, soll Bestand kréien.

Här President, dat setzt am Prinzip, wa mer dat do elo hikréien, en Enn dem Frust net nëmme vum Verfassungsgeriicht, wat säit laange Joren exzellent a gutt formuléiert Arrête gemaach huet, déi awer leider ouni Effet waren an der ganzer Legislatioun, just ëmmer nëmme fir déi Parteien, déi am Prozess waren. An et setzt en Enn dem Frust vun de Parteie selwer, de Justiciables, well déi hu ganz oft missen à grands frais iwwert dee selwechte Problem erëm eng Kéier e Prozess virum Verfassungsgeriicht ufänken, fir eeben do Recht ze kréien.

Mee elo kënnt et, dofir soen ech, eng däreg Fro: Dat do gëtt nëmmen eppes ënnert der Konditioun, déi ass vital, dass, wann en Arrêt kënnt, dee wierklech seet, en Artikel oder e ganzt Gesetz ass net verfassungskonform, dann awer net nëmmen de Léon seet: „Mir sinn an der Responsabilitéit", well mir sinn de Legislatif, mee dass de Legislateur - an de Legislateur ass d'Regierung an d'Chamber -, mir all zesummen …

(Interruption)

Nee, nee, nee, nee! De Legislateur ass den Executif an d'Chamber; de Legislatif ass d'Chamber.

A mir mussen all zesummen d'Responsabilitéit huelen, wann do Arrête kommen, fir dass dat do eppes gëtt, fir dass dann eebe awer och dat Verfassungsgeriicht kontrolléiert gëtt. An ech hat Diskussioune mat Riichteren nach net méi spéit wéi haut de Mëtteg. A si hu gesot: „D'Gretchenfrage ass awer: Follegt de Legislateur dann elo?" A wie mécht d'Kontroll, ob mer dann an deem Delai, deen d'Verfassungsgeriicht eis alleguerten imposéiert, dat och maachen?

Also, et hänkt alles dovun of. Dat do ass eng immens Verbesserung. Mee et hänkt un eis alleguerten zesummen, dass mir déi néideg Schrëtt huelen, fir eng Verbesserung vun der ganzer Legislatioun ze maachen iwwert déi Punkten, wou dat iewescht Geriicht hei zu Lëtzebuerg seet: „Kanner, passt op, dat do ass net an der Rei!"

An an deem Kontext soen ech, Affaire à suivre. A bien entendu bréngen ech den Accord vun der DP.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Beissel.

An da wier et um honorabelen Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, fir d'éischt emol Merci dem Rapporter, dem Léon Gloden, fir déi kloer a verständlech Aart a Weis, wéi en eis dës Propositioun fir eng Deelännerung vun eiser Verfassung presentéiert huet.

Et ass net ëmmer esou evident, dass een déi richteg Wierder fënnt, fir dass jiddwereen et versteet. Dat Beispill mat de gréngen a mat de rouden Äppel ass gutt gewielt fir ze weisen, wéi verschidden eng Situatioun ka sinn a wéi negativ déi sech kann auswierken.

Dës Ännerung vun der Verfassung stellt zwar nëmmen ee Paragraf am Artikel 95ter vum Grondgesetz duer, mee stäerkt awer eist Verfassungsgeriicht a sengen Urteeler ganz däitlech.

Urspréngiech sollt déi Propositioun, déi den Alex Bodry am Numm vun der Institutiounskommissioun abruecht huet, och d'Basis schafen, fir der Cour constitutionnelle an Zukunft zousätzlech oder méiglechst zousätzlech Missiounen ze ginn. Opgrond vum Avis vum Conseil d'État hu mer drop verzicht, fir dem Verfassungsgeriicht déi zousätzlech Missiounen, jiddefalls an dësem Moment, ze ginn. Et ass ënner anerem drëm gaang, fir d'Validatiounsprozedur vun der Chamber vun Europawalen ze kontrolléieren. Bon, mir hunn dat dee Moment si gelooss.

Den Text, deen eis elo virläit, huet et trotzdeem a sech! An ech deelen do d'Meenung vu menge Virriedner, well déi Klarifikatioun, déi mer hei ginn iwwert den Impakt vun engem Urteel vum Verfassungsgeriicht, ass net anodin. An et ass schwéier ze erklären an och ze vertrieden, dass an der Vergaangenheet, wa kloer Urteeler iwwert d'Verfassungswiddregkeet vun engem Gesetz erauskomm sinn, wuel dann, nodeem d'Virfro, d'Question préjudicielle bei enger Plainte beim Verwaltungsgeriicht agaang ass, d'Cour constitutionnelle gesot huet: „Jo, déi Plainte, déi ass berechtegt, well se op engem Text baséiert, deen net constitutionsgerecht ass." Dann ass se zréckgaang bei d'Verwaltungsgeriicht an d'Verwaltungsgeriicht huet déi Decisioun annuléiert. Point, à la lettre!

Déi Texter, déi sinn awer net beréiert ginn! A wann anerer net geklot hunn an awer mat Decisioune konfrontéiert gi sinn, déi op deenen dote Gesetzer baséiert hunn oder op deene Reglementer baséiert hunn, hate se dräimol Pech, well se nach a Kraaft waren.

An dofir, dat, wat d'Madamm Beissel an och wat de Léon Gloden soen, ass ganz richteg. Hei kritt d'Verfassungsgeriicht nei Kompetenzen. Et kann decidéieren, ob d'Follge vun deem Urteel direkt no Veréffentlechung vum Urteel a Kraaft trieden oder ob et speziell Situatioune sinn, wou een en Delai ka ginn. Mee an der Zukunft kann et net esou sinn, dass ee weiderhin esou mécht, wéi wann dat Urteel net géif virleien.

An dofir, mengen ech, si mer alleguer a Verantwortung, op där enger Säit d'Exekutiv, op där anerer Säit d'Legislativ, fir de Suivi vun deenen Urteeler ze maachen. A wann eppes verfassungswiddreg ass, dann däerf et net weiderliewen! Da musse mer alles maachen, fir dass et verfassungswiddreg gëtt. Voilà! An dat ass den Impakt vun …

Plusieurs voix.- Konform!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- … fir dass et verfassungskonform - merci, merci! - gëtt.

(Brouhaha)

Dat gesot, wëll ech hei de Jo vun der LSAP-Fraktioun abréngen, ouni ze vergiessen, dem Rapporter nach eng Kéier Merci gesot ze hu fir déi kloer Duerstellung vun dem Text.

Merci!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Di Bartolomeo.

Da ginn ech d'Wuert weider un d'Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, wannechgelift.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech wéilt mech de Mercien uschléissen un den Här Léon Gloden, deen eis jo ganz billerräich a pedagogesch Erklärunge geliwwert huet zu dëser Verfassungsännerung, déi natierlech dann nach ergänzt gi si vun de Kolleege Simone Beissel a Mars Di Bartolomeo.

Ech wéilt den Accord gi vun der grénger Fraktioun. An nach eng Kéier Merci un déi gutt Zesummenaarbecht an der Kommissioun, déi wierklech gutt fonctionéiert, och ënnert dem neie President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché.

An da wier et um honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Merci, Här President. Dat heiten ass eng Saach, déi mer scho säit ganz, ganz ville Joren um Häerz läit.

Une voix.- O!

M. Roy Reding *(ADR)*.- Et huet ee jo … Neen! Et huet ee jo de Privileeg, als Deputéierten dierfen heiansdo Question-parlementairen ze stellen. An direkt nodeem ech gewielt war, 2013, hunn ech eng Question parlementaire gestallt. A mir hunn deemools festgestallt, datt d'Cour constitutionnelle bis zu deem Zäitpunkt 104 Arrête geholl hat an an deenen 104 Arrête ware 35 Affären, wou Gesetzestexter verfassungsfeindlech deklaréiert gi sinn. An zu deem Zäitpunkt war keen eenzegt vun deene Gesetzer geännert ginn!

An ech ginn de Kolleegen do ganz Recht: Et ass eis Flicht als Legislateur, datt dat net geschitt.

Ech wëll der Madamm Beissel soen, d'Verfassungsgeriicht seet net: „Kanner, passt op!" D'Verfassungsgeriicht seet: „Kanner, Dir hutt e Gesetz gestëmmt, wat eiser Verfassung widdersprécht!" Et ass also vill méi grav!

Mir hunn eng Kéier ee Gesetz heibanne geännert, wat verfassungsfeindlech deklaréiert ginn ass, dat war den Artikel 1595 vum Code civil, dee seet, « la vente entre époux » wier verbueden. An ech ka mech gutt erënneren, dat war ugangs 2014, do hu mer misse kämpfen an der Justizkommissioun, well den deemolege Justizminister absolut den Artikel net wollt abrogéieren, wou aner Artikele vum Mariage geännert hunn. A mir soten deemools als Oppositioun, an ech denken, mir kënnen eis dat urechnen: „Mir ginn net als Deputéiert ee Gesetz nach eng Kéier stëmmen, nach eng Kéier confirméieren, wat 2010 schonn als anticonstitutionnel deklaréiert gouf!" An doropshi gouf deen Artikel abrogéiert, an dat war richteg esou.

A wa mer elo kucken, wéi vill Arrêten et gëtt, wou verfassungsfeindlech Texter sinn, déi nach ëmmer net abrogéiert sinn!

Ech erënneren einfach nëmmen un de Partage agricole. Dat sinn Arrête vum 27. Juni 2008, vum 25. Mee 2007. An deemools huet de Justizminister mer op meng Question parlementaire geäntwert: « Les réflexions sont en cours. » An do musse mer einfach soen: „Do musse mer den Executif court-circuitéieren a mir mussen eis Responsabilitéit huelen als Legislateur, an da maache mir Proposition-de-loien, wou mer dat doten änneren."

Et kann net sinn, datt 2007, 2008 en Text verfassungsfeindlech deklaréiert gëtt vun eisem ieweschte Geriicht an 2020 sinn déi nach ëmmer en vigueur! Ergo ass déi heite Verfassungsreform extreem gutt, well se dat doten an Zukunft ausschléisst. An all Affäre sinn elo déi Texter net méi applikabel, och wann net expressis verbis de Recours um Verfassungsgeriicht geholl gëtt.

Da wëll ech awer profitéiere vun der Geleeënheet fir ze rappeléieren, datt mir als ADR wëllen d'Saisine vun der Cour constitutionnelle och ausweiden.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

M. Roy Reding *(ADR)*.- Bis elo kann d'Cour constitutionnelle jo nëmme befaasst ginn an engem konkreete Fall vun enger vun de Parteien. A mir hätte gären, an ech denken, mir sollten doriwwer seriö nodenken, datt d'Verfassungsgeriicht och kann a priori saiséiert ginn, vun enger gewëssener Unzuel Deputéiert zum Beispill, déi Zweifel hunn un der Verfassungsméissegkeet vun engem Gesetzestext. Dat géif eise Rechtsstaat wierklech stäerken.

Mir sinn also als ADR frou iwwert dës Reform. Et ass en éischte Schrëtt. Et ass e wichtege Schrëtt. Mir stëmmen dat mat. Mee eis Reflexioun sollt hei net ophalen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Reding.

Als leschte Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement agedroen. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dëser neier Bestëmmung, wéi d'Madamm Beissel dat virdru ganz kloer an, mengen ech, och nach eng Kéier anschaulech duergestallt huet, gi mer eis u sech Reegelen, wéi mer an Zukunft domadder ëmginn, wann e Gesetz net verfassungskonform ass.

Den Här Gloden huet zwar ganz ausféierlech an och pedagogesch wäertvoll vun den Äppel geschwat a vun den Äppelverkeefer, woufir ech him och Merci soen, well et huet dat Ganzt och nach eng Kéier bildhaft verwierklecht, firwat et wichteg ass, déi Reform hei ze maachen. Et ka jo net sinn, datt mer e Gesetz hunn, dat verfassungswiddreg ass, dat einfach esou am Vide weiderexistéiert!

Une voix.- An appliziéiert gëtt!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- An appliziéiert gëtt!

De méi problematesche Fall ass natierlech deen, wou d'Cour constitutionnelle zum Schluss kënnt: „Dat Gesetz ass zwar verfassungswiddreg, mee wa mer et muer abrogéieren, dann hu mer e Vide juridique." Wat maache mer dann?

Ech mengen, dee Komproмëss, dee mer elo hei fonnt hunn, fir ze soen: „Mir ginn deem enk Limitten", ass dee richtegen, datt mer wierklech eis eng Chance ginn als Legislateur, zesumme mat der Regierung, als Chamber, déi Gesetzer op de Leescht ze huelen. Dat däerf awer keng Excuse sinn, fir datt duerno schleefen ze loossen an op d'Regierung ze waarden! Mir mussen als Chamber eis Responsabilitéit dann iwwerhuelen an déi Arrête suivéieren.

Ech mengen, datt et wichteg wär, datt mer duerfir dann och an der Chamber e Service hätten, dee sech dorëm géif këmmeren an deen automatesch déi Gesetzer dann och géif un d'Justizkommissioun oder zumindest un déi zoustänneg Kommissioun weiderginn, wann en Arrêt vun der Cour constitutionnelle do ass. Dat géif et eis erméiglechen, déi Aarbecht ze maachen, déi eis elo mat där neier Reform zoukënnt.

Ech hoffen, datt mer net allze vill Gesetzer virun der Cour constitutionnelle rejetéiert kréien, mee et kënnt vir. An da sollte mer gewappnet sinn. Domadder ginn ech den Accord vun de Piraten.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement.

Elo huet d'Regierung d'Wuert, d'Justizministesch, d'Madamm Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice*.- Jo, nach eng Kéier e grousse Merci fir déi breet Ënnerstëtzung an och fir de Rapport vum Léon Gloden, deen, dat ass jo schonn erwäänt ginn, ganz pedagogesch hei virgaangen ass. Ech géif awer och ënnersträichen: Wat vläicht nach méi, nach besser illustréiert wéi elo dat Beispill, wat Der ginn hutt, dat ass déi Méi, déi Der lech gemaach hutt an Ärem Rapport, fir d'Beispiller vum franséische Conseil constitutionnel unzehänken, wou ee ganz gutt gesäit, firwat et esou wichteg ass, dass een dem Verfassungsgeriicht eng Marge de manœuvre gëtt bei der Appreciatioun.

Et gi ganz ënnerschiddlech Fäll, wou een och net bei en allegeurte kann, Stand elo, virausgesinn, wéi eng Gesetzer kënnen an déi dote Situatioun kommen. Duerfir ass et wichteg, dass de Riichter, d'Riichter, déi iewescht Riichter herno d'Méiglechkeet hunn ze appreciéieren, fir ze soen, wéini dann e Gesetz wierklech net méi kann a Kraaft sinn.

Ech fannen, dat hei ass e wichtege Schrëtt fir d'Rechtssécherheet hei am Land. Et ass e System, deen eiser Cour constitutionnelle déi richteg, néideg Moyene géift a se och op deen Niveau hieft, wou se higehéiert. An duerfir, wéi gesot, nach eng Kéier Merci fir déi breet Ënnerstëtzung.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Ministesch.

Mir kommen elo zum éischte Vote constitutionnel iwwert d'Verfassungsofännerung 7414B. Den Text steet am Document parlementaire 7414B[2]. Et ass eng Majoritéit vun zwee Drëttel erfuerdert an de Vote par procuration ass net erlaabt.

Vote sur la proposition de révision de la Constitution 7414B

D'Ofstëmme fänkt un. De Vott ass ofgeschloss.

D'Proposition de révision 7414B ass mat 56 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun am éischte Vote constitutionnel ugeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Et ass also esou decidéiert.

9. 7236 - Projet de loi instituant l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher et portant modification :

1° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

2° de la loi modifiée du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille

Mir kommen elo zum leschte Punkt vum Ordre du jour, dem Projet de loi 7236 iwwert den Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Françoise Hetto, d'Madamm Simone Asselborn, d'Madamm Josée Lorsché, den Här Fernand Kartheiser an den Här Sven Clement. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Mme Carole Hartmann *(DP)*, *rapportrice*.- Här President, et geet bei dësem Projet ëm déi nei Institutioun vum Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher oder kuerz den OKJ.

Éier ech an den Detail vum Projet ginn, wéilt ech awer nach op e ronne Gebuertsdag opmierksam maachen, deen nawell vill mat dësem Projet an domat och mat der Aufgab vum zukünftegen Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher ze dinn huet. Viru Kuerzem gouf nämlech den 30. Gebuertsdag vun der UNO-Kannerrechtskonventioun gefeiert. Dës Konventioun gouf den 20. November 1989 zu New York adoptéiert a gëllt zënterhier als dat am meeschte ratifizéiert Mënscherechtsinstrument weltwäit. Et war am Joer 1993, wéi Lëtzebuerg dat och ratifizéiert huet. Zënterhier hu mir eis hei am Land deene 54 Artikele vun der Konventioun voll a ganz verschriwwen.

D'Kannerrechtskonventioun berout jo op véier Grondprinzippien, nämlech éischtens dem Prinzip vun der Gläichbehandlung vun all Kand, zweetens dem Prinzip vum Wuel vun all Kand, drëttens dem Prinzip vum Kand sengem Recht op Liewen an Entwécklung a véiertens dem Prinzip vum Recht, dem Wouerhuelen an dem Abezéie vum Kand senger Meenung.

Grad wat de leschte Punkt ugeet, ass d'UN-Kannerrechtskonventioun eenzegaarteg, well d'Konventioun de Mannerjäregen net nëmme Rechter zouschwätzt, mee si eeben och als aktiv an eegestänneg Träger vun deene Rechter wouerhëlt an definéiert.

D'Kanner sollen d'Méiglechkeet hunn, um Duerchsetze vun deene Rechter matzewierken an dës Rechter selwer kënnen aktiv anzefuerderen. An anere Wierder: D'Kannerrechtskonventioun gëtt de Kanner eng Stëmm.

Ech wëll een Artikel vun der Kannerrechtskonventioun ervirhiewen, nämlech den Artikel 3, dee bei all Decisioun, déi Kanner betrëfft, ëmmer am Vierdergrond steet. Dat ass den Intérêt supérieur de l'enfant.

Dësen Intérêt supérieur vum Kand huet bis haut den ORK a senger Aarbecht guidéiert. E guidéiert awer och eis als Legislateur, d'Regierung, wa se Reglementatioune betreffend Kanner ëmsetzt, souwéi och eis Geriichter, déi sech reegelméisseg an hiren Decisiounen, déi Kanner betreffen, op den Intérêt supérieur de l'enfant bezéien.

Ech hu virdru vun 196 Länner geschwat, déi d'Kannerrechtskonventioun ratifizéiert hunn. Kleng Klammer: Perséinlech hunn ech d'Hoffnung nach net opginn, datt och dat lescht Land, nämlech d'USA, sech och eng Kéier zu dësem Text bekennt an och zu de Wäerter vun der Kannerrechtskonventioun. Klammer zou.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, da wëll ech awer zum Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand kommen. Dëse gouf de 25. Juli 2002 hei am Land institutionaliséiert, dat si bal 18 Joer hier. Den ORK ass also geschwë grossjäreg. Wann ee seng Missioun misst an zwee Wuert beschreiwen, da géif ee soen, datt hien derfir suergt, datt d'Rechter an d'Prinzippie vun der Kannerrechtskonventioun hei am Land appliziéiert an och respektéiert ginn. Dat ass eng nobel Aufgab, déi och hei am Land net vu Muttwëll ass.

Et geet bei eis zwar Gott sei Dank net ëm déi graavste Violatioune wéi d'Ausnotze vu Kanner als Krichszaldoten a Krisegebidder, ëm d'Exploitatioun oder och ëm d'Traite. An awer ass seng Aufgab noutwendeg. Hie weist mam Fanger dorobber, wat och bei eis nach net esou klappt, wéi et sollt.

Aus sengem annuelle Rapport, dee mir elo rezent virgestallt kruten, geet ervir, dass den ORK d'lescht Joer 129 nei Dossieren opgemaach huet. Dat huet am Ganze ronn 250 Kanner betraff.

De Besoin fir esou eng Instanz ass also ouni Zweifel do. Hei zu Lëtzebuerg spillt virun allem och d'Berodung, d'Sensibiliséierung an d'Begleedung vun de Kanner an de Familljen eng wichteg Roll.

Här President, ech hu virdrun d'Groussjäregkeet vum Ombuds-Comité ugeschwat. Mat der Groussjäregkeet komme meeschtens eng Rei Changementer. Dat ass bei de Jugendlechen esou an dat ass an dësem Fall och beim ORK esou. Ech wëll direkt derbäi soen, datt mam neien Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher awer näischt iwwer Bord geheit gëtt, wat fréier gutt fonktionéiert huet. Ganz am Géigendeel.

Den ORK seet selwer a sengem Avis, datt hie léiwer net vun enger neier Struktur schwätze wëllt, mee den OKJ éischter als eng Verbesserung an eng Zort Reorganisatioun vum Ombuds-Comité gesäit. Si selwer gesinn dat Ganzt also éischter am Sënn vun der Kontinuitéit.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen dann zum Fong vun dësem Projet. Mat dësem Gesetz gëtt d'Missioun vum fréieren ORK revaloriséiert. Den Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher gëtt un d'Chamber rattachéiert. Dat ass ee vun den Haaptënnerscheeder vum fréieren ORK. Dëst erlaabt dem Ombudsmann an Zukunft, seng Aufgaben a voller Onofhängegkeet zu dem Executif a mat den néidege Ressourcen ze erfëllen. Dobäi behält hien natierlech seng Missioun, fir en An op d'Applizéieren an de Respekt vun der Kannerrechtskonventioun ze werfen.

Den Ombudsmann kann dofir Reklamatiounen unhuelen a Recommandatioune formuléieren, fir Situatiounen, an deene sech Kanner a Jugendlecher befannen, ze behiewen. Dat ka souwuel mëndlech wéi och schrëftlech gemaach ginn.

An den Avisen, déi mir kruten, an eiser parlamentarescher Kommissioun ass doriwwer diskutéiert ginn, wien esou eng Reklamatioun un den Ombudsmann ka weiderginn. Dat sinn an éischter Linn d'Mineure selwer. Do dernieft war ugangs virgesinn, dass nëmmen den Titulaire vun der Autorité parentale kéint beim OKJ reklaméieren. Mir hunn op dësem Punkt awer op d'Avise vum Staatsrot, der Commission des droits de l'homme an dem ORK reagéiert an d'Reklamatioune fir Elteren, Familljememberen, de Partner a souguer och Tiersen opgemaach. Falls dës Persoune mengen, datt engem Kand seng Rechter net respektéiert ginn, kënne si eng Reklamatioun un den Ombudsmann weiderginn.

An dann hate mer iwwert d'Modalitéite vu senger Saisine nach eng weider Diskussioun an der zoustänneger Kommissioun ëm d'Fro, ob den OKJ sech och sollt kënne selwer saiséieren. D'Kommissioun war majoritär der Meenung, datt dat sollt de Fall sinn.

De Staatsrot hat dozou gemengt, datt, wann d'Kommissioun dës Autosaisine wéilt festhalen, dëst awer op d'mannst, änlech wéi a Frankräich beim Défenseur des droits, misst strikt limitéiert ginn. A Frankräich dierf den Défenseur des droits sech nämlech just dann autosaiséieren, wa keen Ayant droit, also kee Représentant légal vum Kand sech do dergéint opposéiert.

An der Kommissioun ass decidéiert ginn, dës Propositioun vum Staatsrot net ze suivéieren. Mir waren der Meenung, dass esou eng Dispositioun den Handlungsspillraum vum Ombudsmann ze vill géif limitéieren. Huele mir un, den zukünftegen Ombudsmann géif vun enger Situatioun gewuer ginn, wou ee Mineur am Spill ass an d'Eltere sech der Interventioun vum Ombudsmann opposéieren. An deem Fall wieren dem Ombudsmann ganz einfach d'Hänn gebonnen.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

D'Kommissioun ass also zur Konklusioun komm, datt et am Interêt vum Kand besser wier, dës Méiglechkeet vun der Autosaisine am neien Text stoen ze loossen. Niewent de Recommandatioune behält den Ombudsmann och säi Rôle fir ze beroden, ze sensibiliséieren an allgemeng d'Rechter vum Kand ze promouvéieren. Hien intervenéiert awer och an der legislativer an exekutiver Prozedur. Hien ass nämlech gebieden, fir all Projet a Proposition de loi respektiv fir all Règlement grand-ducal säin Avis ofzeginn, falls den aviséierten Text sollt en Impakt op Kanner hunn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat d'Ënnerstëtzung vum Ombudsmann ugeet, esou schaaft dëse Projet de loi och een Office vum Ombudsmann, deen aus him selwer an Agente besteet. Donieft kann hien och, wann néideg, Rot bei Experte froen. Zum Ombudsmann selwer ass vläicht nach ze soen, datt dësen op Propositioun vun der Chamber vum Grand-Duc genannt gëtt. Säi Mandat dauert aacht Joer an ass net erneierbar.

Här President, ech hunn elo e bëssen den Tour gemaach. Et kéint een nach e puer weider Detailer ernimmen, d'Zäit dofir leeft mir awer fort. Ech verweisen awer gären op mäi schrëftleche Rapport, deen de ganze Projet hei beliicht.

Wichteg ass, wéi gesot, datt den neien Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher mat dësem Text méi Moyenen zur Verfügung gestallt kritt an duerch de Rattachement un d'Chamber dësen Aufgaben a voller Onofhängegkeet kann nogoen. Duerch déi Initiativ hieft d'Regierung nach eng Kéier de Stellewäert, dee si de Kanner an dem Schutz vun hire Rechter zoukomme léisst.

Här President, ech wéilt ofschléissend am Numm vun eis alleguerten dem Här Schlechter, senger Ekipp, dem ganzen ORK, Merci soe fir déi ganz wäertvoll Aarbecht, déi Dir an de leschte Jore gemaach hutt a mat där Dir de Kanner, déi awer oft dat schwaacht Glidd sinn, eng Stëmm ginn hutt. Eisen déifste Respekt.

Merci.

Dëst gesot, well ech awer och de Memberen aus der Educatiouns- an der Institutiounekommissioun Merci soen, déi bei dësem Projet gutt zesummegeschafft hunn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn och den Accord vun der DP-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmols, Madamm Hartmann. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Françoise Hetto-Gaasch agedroen. Madamm Hetto-Gaasch, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soe fir d'alleréischt der Rapportrice, dem Carole Hartmann, e grousse Merci fir hiren explizitte Rapport an och Exposé, dee si eis hei gehalen huet.

Wéi elo grad gesot, stëmme mir also haut e Gesetz, mat deem d'Rechter vun de Kanner, vun de Jugendlechen nach méi staark solle respektéiert an och protegéiert ginn. Den Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher, eng Institutioun, déi mat dësem Gesetz kreéiert gëtt, iwwerhëlt also d'Relève vum aktuellen ORK, dem Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand. Et hätt ee kënne beim Numm ORK bleiwen, well dee scho gutt bekannt ass a well den Term „Jugendlecher" net onbedéngt muss am Numm figuréieren, well am Artikel 1 vun der Kannerrechtskonventioun steet, dass de Begrëff „Kand" am Fong geholl fir all Mënsch ënner 18 Joer ass.

Den Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher kritt also elo eng institutionell Onofhängegkeet, andeems en der Chamber rattachéiert gëtt. Onofhängegkeet par rapport zur Regierung ass nämlech ee vun den Haaptkritären, déi eng Mënscherechtsinstitutioun erfëlle muss.

Donieft kritt den Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher méi Missiounen, méi Ressourcen, budgetär Autonomie, eng eegen Administratioun mat méi Personal, fir Avisen ze redigéieren an d'Gestioun vun de Plainten an Ugrëff ze huelen, fir Campagnen auszeschaffen an de Leit, déi Rot bei him oder bei hir sichen, weiderzehëllefen.

Heiduerch kritt den Ombudsmann natierlech och méi eng grouss Visibilitéit an e ka méi effikass schaffen. Den OKJ schafft am Interessi vun der Kannerschaft enk, ganz enk mat Experte vum Terrain zesummen. E schafft als Médiateur-conciliateur mat deenen aneren Instanzen zesummen, mécht selwer Visitten um Terrain, fir sech e Bild ze maachen, fir ze verstoen a fir dann duerno kënne Recommandatiounen auszeschaffen.

Et ass weesentlech, dass d'Ëffentlechkeet ëmmer erëm fir d'Rechter vum Kand sensibiliséiert gëtt an dass een et och dem Kand zougesteet, dass et sech selwer kann ausdrécken zu Froen, déi hatt concernéieren.

Nei ass och, dass den Ombudsmann op Propositioun vun der Chamber vum Grand-Duc nominéiert gëtt, wéi gesot ginn ass, fir en eemolegt Mandat vun aacht Joer.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Intérêt supérieur vum Kand an ëffentlechen oder private Strukturen um Niveau vun der Justiz, bei Verwaltungen oder de Gesetzesorganer muss ëmmer Virrang hunn. Dëst schreift ënner anerem den Artikel 3 vun der UNO-Kannerrechtskonventioun vir, déi Lëtzebuerg natierlech ratifizéiert huet.

An anere Wierder: Wa mir, déi Erwuessen, Entscheedungen treffen, déi och Kanner a Jugendlecher concernéieren, da musse mir Erwuessener ëmmer emol fir d'alleréischt un d'Wuel vum Kand denken, e Prinzip, deen eigentlech misst selbstverständlech sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV-Fraktioun wäert dëse Projet ganz kloer matstëmmen. Mir si frou, dass den Text och elo virgesäit, dass den OKJ vu Persounen dierf saiséiert ginn, déi d'Autorité parentale net hunn, dat heescht, a Scheedungsfäll kann och deen Elterendeel, deen d'Autorité parentale net huet, den OKJ saiséieren, wann en dat fir noutwendeg fënnt.

D'Reconnaissance vum Lien biologique ass e Recht, dat den Artikel 7 vun der Kannerrechtskonventioun ausdrécklech accordéiert. Mir sinn och frou, dass d'Regierung mat op de Wee gaangen ass, dem OKJ zouzegestoen, sech selwer dierfen ze saiséieren. Dëst war en explizitte Wonsch vum fréieren ORK, an et erlaabt hinne ganz kloer, enger Affär nozegoen, wann hinnen da gewëssen ongesond Situatiounen zougedroe ginn.

Absolutt ze begréissen ass och, dass jiddwereen - jiddwereen! -, dee feststellt, dass engem Kand seng Rechter net respektéiert ginn, an dobäi spillt et keng Roll, ob en am Alldag mam Encadrement vum Kand ze dinn huet oder net, dass déi Persoun sech beim OKJ dierf berode loossen, wat se iwwerhaapt ka maachen.

Wichteg ass och, dass den OKJ, änlech wéi och beim Médiateur scolaire, ee Feedback iwwert d'Suitte vu senge Recommandatioune kritt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir wënschen dem zukünftegen Ombudsmann an allen, déi mat him oder fir hie schaffen, eng glécklech Hand an hoffen, dass d'Wuel vum Kand oder dem Jugendlechen, esou wéi dëst Gesetz et dann och virschreift, bei allen Handlungen déi héchste Prioritéit huet.

Et ass eis Aufgab, Kannerrechter ganz eescht ze huelen, se ze respektéieren a se net lénks leien ze loossen. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren, Iech, Här Schlechter, villmools Merci fir Är Aarbecht an, wéi gesot, deem neien Ombudsmann eng ganz glécklech Hand.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmols, Madamm Hetto-Gaasch.

Nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Asselborn-Bintz. Madamm Asselborn-Bintz, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, schonns am Joer 1923 huet d'ONG Save the children eng Erklärung a fënnef Punkten ugeholl iwwert d'Kannerrechter ënnert dem Numm Déclaration de Genève. D'Joer 1979 ass dunn zum Internationale Joer vum Kand deklaréiert ginn an 1989 huet d'UNO d'International Konventioun vun de Kannerrechter ugeholl - wat d'Madamm Carole Hartmann och scho gesot huet -, ier mer dann 1993 hei zu Lëtzebuerg am Parlament dës Konventioun och gestëmmt hunn. An 2002 ass dunn den Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand geschaaft ginn. E laange Wee also.

Nieft dem Ombudsmann, dem Centre de médiation civile et commerciale an dem Médiateur scolaire ass den Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand e ganz wichtegen Acteur an eiser Gesellschaft. Dëse Kommitee gëtt haut mam Projet de loi 7236 reforméiert an duerch den Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher ersat.

Här President, grad eis als LSAP ass et immens wichteg, der Gesellschaft, de Leit, an zemools deene méi Schwaachen ënner hinnen eng Stëmm ze ginn. Dat huet den ORK iwwert d'Joren exemplaresch gemaach. En huet déi Jugendlech an d'Kanner vertrueden a gläichzäiteg och a sengem alljärleche Rapport der Politik de Spigel virgehal an drop opmierksam gemaach, wat nach ze maachen ass a wou et dann och emol heiansdo an eise Systemer happert.

Ech denken hei zum Beispill u verschidde Recommandatiounen, déi den ORK a sengem leschte Bericht zur Éducation inclusive oder awer och zu den Inegalitéiten an eise Schoule ginn huet.

Well mir d'Wichtegkeet vun dëser Institutioun unerkennen a si stäerke wëllen, läit dëse Projet de loi der LSAP wierklech um Häerz. Wéi d'Madamm Carole Hartmann an hirem gudde Rapport, fir deen ech hir och hei Merci soen, scho gesot huet, geet et drëm, mam Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher eng komplett onofhängeg Instanz ze schafen, déi d'Promotioun, de Schutz an d'Stäerke vun de Rechter vum Kand als Leitmotiv huet. Den ORK selwer begréisst jo dës Verännerungen a seet sech frou doriwwer, dass si elo déi néideg Moyene wäerte kréien.

2019 ware ronn 250 Kanner a Kontakt mam ORK. Och déi Zuel weist nach eng Kéier d'Wichtegkeet vun dësem Kommitee op, zemools wann ee bedenkt, dass d'Welt fir eis Kanner net méi einfach gëtt. Ëmmer méi si vu Stress an der Schoul oder och doheem, zum Beispill bei Scheedungen, bis zu och méi neiaartegen Entwécklungen, wéi zum Beispill dem Cybermobbing, bedrot.

Well mir all wëssen, wouhin dat féiere kann, a wéi schrecklech et fir e Kand ass a muss sinn, keen Uspriechpartner ze hunn, ass et eis Flicht, de Kanner mam Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher déi Plaz ze ginn, wou se Hëllef an Äntwerte fannen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Kanner an déi Jugendlech kréien duerch deen heite Projet de loi en Uspriechpartner an eng Stëmm, déi si an hire Rechter onofhängeg wäert vertrieden an der Politik hoffentlech weider duerch en alljärleche Bericht, awer och duerch seng Avisen zu Gesetzestexter de Spigel virhält.

An aus all dëse Grënn kann ech nëmmen den Accord vun der LSAP-Fraktioun ginn. An ech soen och op dëser Plaz dem ganzen Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand en décke Merci fir hir geleeschten Aarbecht.

An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Asselborn-Bintz.

An dann ass d'Wuert fir déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Villmools Merci, Här President. Keen Ofkommes zum Schutz vu Mënscherechter ass esou oft ratifizéiert gi wéi d'Kannerrechtskonventioun vun de Vereenten Natiounen aus dem Joer 1989, wat schonn eleng déi weltwäit Akzeptanz vun deem Ofkommes ënnersträicht.

Wéi d'Rapportrice Carole Hartmann richteg gesot huet, sinn et 196 Staaten, déi sech mat hirer Ratifikatioun dozou engagéiert hunn, d'Konventioun eigentlech integral an nationaalt Recht ëmzesetzen, an dat war e groussen Defi. Esou och Lëtzebuerg, wou jo am Joer 1993 d'Konventioun ratifizéiert ginn ass a wou zanterhier och ganz vill Positives geschitt ass.

Ech muss awer och soen, dass nach munches ze di bleift, soss géife mer haut net hei stoen. Well och zu Lëtzebuerg sinn déi tatsächlech Liewensbedingunge vun enger Rei Kanner a Jugendlechen nach ëmmer alarmant, dat heescht, och bei eis ginn et nach ëmmer Kanner, leider, déi kierperlech oder psychesch mësshandelt ginn, déi net genuch an Decisiounen agebonne ginn, déi se selwer betreffen, déi awer och diskriminéiert oder vernoléissegt ginn, an och Kanner, déi keng verlässlech Bezéiungen an hirem familiären Ëmfeld kënnen opbauen.

A leider wuessen och ëmmer méi Kanner zu Lëtzebuerg an der Aarmut op, soudass net emol hir elementar Grondbedürfnisser erfëllt kënne ginn, wou ech u gesondheetlech Preventioun a Familljen denken, u gesond Ernärung, un adequat Wunnkonditiounen an hir Sécherheetronderëm.

Dir Dammen an Dir Hären, domat wëll ech doudsécher net soen, dass zu Lëtzebuerg d'Kannerrechter mat Féiss getréppelt ginn, ganz am Contraire. Mir hu jo schonn 2002 den Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand hei zesummen decidéiert, wou ech zwar nach eng Kéier drop zréckkommen. Mee ech mengen, vun do un ass wierklech ganz vill an déi Richtung geschafft ginn a gutt geschafft ginn. An ech woen och net ze behaapten, dass an eiser Gesellschaft kee Bewosstsäi fir d'Rechter vu Kanner a Jonker besteet.

Allerdéngs mussen um legalen Niveau nach eng Rei Schrëtt ënnerholl ginn, fir dass eebe grad eis Gesetzgeebung un d'UN-Kannerrechtskonventioun ugepasst gëtt an hir op allen Eebene gerecht gëtt. An dee wichtege Schrëtt, dee mer haut maachen, decidéiere mer gläich, an ech mengen, unanime.

U sech féiere mir haut genee dat an, wat eise leider verstuerwene Kolleeg Camille Gira schonn den 11. Juni 2002 bei der Kreatioun vum Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand op dëser Plaz gesot huet. An ech si frou, de Moment hei un hie kënnen ze denken. En huet en onofhängegt Gremium fir d'Verdeedegung vun de Kannerrechter gefuerdert mat enger eenzeger Persoun un der Spëtzt.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- A senger Ried huet de Camille Gira och op d'Wichtegkeet vun enger breet gefächerter Aktiounsfräiheet fir dat Gremium higewisen, déi net onbedéngt ginn ass, wann et ënnert dem Zepter vun engem Minister steet.

Déi selwecht Fuerderung koum fënnef Joer méi spéit, am Joer 2007, och vum grénge Kolleeg Claude Adam, dee sech doriwwer eraus och fir déi finanziell Onofhängegkeet vum ORK ausgesprach huet a genuch a méi Mëttele fir dat Gremium an enger Motioun gefuerdert huet.

Dir Dammen an Dir Hären, Dir kënnt Iech also virstellen, dass déi gréng dëse Projet de loi mat béiden Hänn ënnerschreiwen, well e genee an déi Richtung geet, déi mir vun Ufank u fir déi richteg gehalen hunn. A wéi sot de Wilhelm Busch esou schéin: „Ausdauer wird früher oder später belohnt - meistens aber später."

Ausdauer hat awer och déi fréier Presidentin vum ORK, d'Madamm Marie Anne Rodesch-Hengesch, déi ech awer och hei wéilt ernimmen. An hirem Rapport vun 2007 huet si och schonn op d'Onofhängegkeet vun deem Gremium higewisen an op d'Wichtegkeet dovun, grad wéi och hiren Nofollger, de René Schlechter, deen dat ëfters widderholl huet.

Am Januar 2013 huet d'Madamm Rodesch dunn der parlamentarescher Institutiounskommissioun ee Reflexiounspabeier mat néng Punkten op den Dësch geleeucht, déi an der Kommissioun diskutéiert gi sinn, mam Zil, eebe grad en onofhängegen Ombudsmann fir d'Rechter vum Kand ze schafen, also genee dat, wat mer haut wäerte maachen.

Ech ginn elo net op weider Detailer vun deem Projet de loi an, wéilt der Madamm Hartmann awer e grousse Merci soe fir hir gutt Aarbecht an der Kommissioun an och fir de Rapport, dee se hei presentéiert huet.

Wichteg ass mir allerdéngs nach ze betounen, dass mir mat dësem Projet de loi endlech och op der Linn leie mat de Prinzippien, déi d'UNO 1993 zu Paräis approuvéiert huet fir sécherzestellen, dass eng Mënscherechtsinstitutioun effektiv onofhängeg schaffe kann. Mir fannen dat ganz wichteg. Dozou gehéiert jo net just e klore Gesetzestext, dozou gehéiert och e Mandat, dat esou ausgedeent wéi méiglech ass. An dësem Fall sinn dat jo dann aacht Joer.

Dozou gehéieren och onofhängeg Prozedure beim Choix vun der Persoun hei vum Ombudsmann, dee jo dann un d'Chamber iwwerdroe gëtt. Dozou gehéiert e reegelméissegen an effikasse Fonctionnement, dee mer eis natierlech erwaarden, a mir sinn iwwerzeegt, dass e wäert kommen. An donieft eng komplett Onofhängegkeet vis-à-vis vum Pouvoir exécutif mat genuch finanziell Ressourcen, esou wéi dëse Projet de loi se och virgesäit.

Begréissenswäert ass och, dass den zukünftegen Ombudsmann sech zu alle Gesetzesprojete muss äusseren, déi a Relatioun si mat Kanner a Jugendlechen. Mir fannen dat eng ganz wichteg Decisioun, natierlech och ënnert der Bedéngung, dass deen Avis dann och eescht geholl gëtt a wäert respektéiert ginn.

Erlaabt mer fir ofzeschléissen, Dir Dammen an Dir Hären, de Jean-Jacques Rousseau ze zitéieren, dee mer iergendwéi aus dem Häerz schwätzt. Scho virun 300 Joer huet e beschriwwen, ëm wat et an der Erzéiung muss goen. Dozou just dräi Zeilen. E sot: « Toute méchanceté vient de faiblesse ; l'enfant n'est méchant que parce qu'il est faible ; rendez-le fort, il sera bon. »

Här President, mat dësem Projet de loi maache mir d'Kanner awer net nëmme méi staark. Mam neien Ombudsmann gi mer de Kanner och nach méi eng haart Stëmm a mir stelle méi Mëttele prett, fir se viru Gewalt, Diskriminatioun an Exklusioun ze schützen. A mir ginn hinnen d'Recht, hir Rechter selwer anzekloen, wat natierlech viraussetzt, dass se dat Recht och kennen.

Domat ginn ech zum Schluss den Accord vun der grénger Fraktioun, soe Merci fir d'Nolauschteren, an der ganzer Ekipp ronderëm den Här Schlechter och nach eng Kéier e grousse Merci fir de Risenasaz an de leschte Joren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Lorsché.

An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, villmools Merci, Här President. Ech wéilt och ufänke mat engem Merci un d'Madamm Hartmann fir dee Rapport, dee si gemaach huet. Et ass interessant gewiescht, datt Der op déi amerikanesch Positioun do ze schwätze komm sidd, well mir hate just virdrun hei iwwer e Projet de loi diskutéiert, oder eng Proposition de loi - wat war et? -, fir eng Verfassungsännerung do duerchzesetzen, wou mer gesot hunn, et ass wichteg, datt mir als Legislateur d'Urteeler vum Verfassungsgeriicht respektéieren.

Wann ech mech awer elo gutt erënneren, huet den amerikanesch Supreme Court en Urteel geholl, no deem de Staat net däerf an d'Relatioun tëschent den Elteren an de Kanner agräifen. An domadder ass dat eent vun den Haaptargumenter gewiescht fir den amerikanesche Legislateur fir ze soen: „Mir kënne se net ratifizéieren, well mir géifen eis do géint en Urteel vun eisem héchste Geriicht stellen." Do ass also eng Logik, déi mir jo hei och wëllen aféieren.

An dat Zweet ass dat Spannungsverhältnis tëschent dem internationalen ëffentleche Recht an dem nationale konstitutionelle Recht, wou ëmmer e Spannungsverhältnis besteet, wat eigentlech prevaléiert. An ech mengen, datt also déi Diskussioun nozevollzéien ass, déi an den USA iwwert dee Sujet geféiert gëtt, och kontrovers, mee ech mengen, et si staark Argumenter do.

Dat Gesetz, wat mer haut hei sollen diskutéieren, dat huet sécher Virdeeler, d'Onofhängegkeet vum neien Ombuds-Comité an esou weider, vum neien Ombudsmann.

Mee et muss ee wëssen, mir diskutéieren haut net esou iwwert d'Situatioun vun de Kanner, mee iwwert d'Prozeduren an iwwer eng rechtlech Stellung vun engem Kommitee. Et ass also eng aner Diskussioun. Datt mer eis alleguer ëm d'Situatioun vun de Kanner Suerge maachen, ass dobäi evident.

Mee mir schwätzen iwwer Prozeduren a Mëttelen. An do sinn awer eng Rei Suergen. Déi éischt ass, datt mer eng Proliferatioun vun Institutiounen hunn. Mir hunn en Ombudsmann, mir hunn en Ombudsmann an der Schoul, mir hunn elo en Ombudsmann fir d'Rechter vun de Kanner an de Jugendlechen, mir hunn e Kommitee fir d'Égalité de traitement, mir hunn nach eng Rei aner Mënscherechtsinstitutiounen.

An do stelle sech dann och Problemer vu Kompetenzen an Ofgrenzungen. An de Staatsrot huet dat opgeworf, wéi e gesot huet: „Et ass net ganz kloer." Wien ass dann elo fir wat kompetent? Kann een déi alleguer matenee saiséieren? Misst dat net vill méi däitlech ofgegrenzt ginn? Gëtt et do eng Sequenz, wien als Éischten oder als Zweete muss ugeruff ginn? Wat ass, wa kontradiktoresch Konklusioune gezu ginn?

An dofir mengen ech, wär et méi sënnvoll gewiescht, mir hätten eng Ofgrenzung virgeholl. Ech verstinn, datt do verschidde Vuë waren. Mee mir hunn einfach eng Multitude vun Institutiounen, an et ass scho gutt, fir do eng gewëssen Uerdnung eranzekréien.

Da kritt de Kommitee ganz staark Rechter. En Droit d'accès aux locaux. Dat kann e bëssen assimiléiert ginn, mee et ass net genau d'nämmlecht, mat deem, wat en Officier de police judiciaire ka maachen, en Agent régional, en Agent vun der ASFT, vu Sociaux-, Familiaux- an Therapeutiques-Aufgaben.

Dat ass ganz staark an et muss een oppassen, datt ee bei all deene Saachen d'Rechtsstaatlechkeet net verléisst. Et kann heiansdo zu enger Vermëschung kommen. Wann een an eng Minicrèche geet, wou och privat Lokalitéite sinn, kënne sech Problemer vun Ofgrenzunge stellen. Et muss een oppassen.

Dat selwecht gëllt fir den Droit d'accès aux documents. Och deen ass ganz wäit definéiert. Mee do sinn oft ganz privat Donnéeë vu Leit concernéiert. De Secret professionnel ass net esou staark an deem Gesetz do preziséiert. An och ginn déi Leit jo net informéiert, deenen hir Privatdonnéeën eventuell un den Ombudsmann gi ginn. Dat ass alles relativ vag. Do gëtt eng Kompetenz ageféiert, awer déi ass net ganz staark encadréiert. An ech mengen, do kann ee sech scho Froe stellen, wéi eng Rechter mer do ginn.

D'selwecht mat der Autosaisine. Dir hat opportunement rappeléiert, datt a Frankräich do kloer Limitte gesat gi sinn, wéini esou e Kommitee sech ka selwer saiséieren. Hei ass dat net gemaach ginn. De Staatsrot huet souguer gesot, et ka géint de Prinzip vun der Mediatioun goen, well dee Prinzip jo genau viraussetzt, datt déi zwou Partië mussen d'accord sinn. Hei ass also d'Autosaisine, déi vill méi wäit geet, wéi dat a Frankräich ass. Och do stelle mer eis d'Fro: Ass dat wierklech sënnvoll? Mir hätte léiwer gehat, et wär reglementéiert gewiescht.

Et gëtt och eng Obligation de réponse ageféiert. De Particulier, „toute personne physique ou morale" steet am Artikel 3, huet eng Obligatioun fir ze äntweren. Elo muss een awer wëssen: Den Ombudsmann ass weeder e Geriicht nach eng Verwaltung! Dat heescht, och do gi mer ganz wäit an Obligatiounen, déi géintiwwer Leit ageféiert ginn.

Déi grondsätzlech Froen, déi sech stellen, iwwert d'Kompetenzen eraus, sinn natierlech déi, déi och an Amerika aktuell waren. Dat ass d'Roll vun den Elteren. An Amerika ass et eeben dat iewescht Geriicht, wat gesot huet, de Staat dierft sech net amëschen.

An hei ass - hei an an anere Gesetzer - eng Tendenz do, datt mer probéieren, en direkt Autoritéits- a Schutzverhältnis vum Staat op d'Kand hierzestellen, an dobäi d'Famill iwwerginn, d'Eltererechter. Hei ka sech zum Beispill den Ombudsmann saiséieren, och géint d'Oppositioun vun den Elteren. Elo kann dat a verschiddene Situatiounen eventuell mam Intérêt supérieur de l'enfant gerechtfertegt ginn, dat muss awer net sinn.

Also, et ass kompliziéiert, et ass e Spannungsverhältnis, wat juristesch, awer och mënschlech ganz interessant ass a wou mir als ADR och soen: „Mir mussen d'Famill respektéieren un éischter Plaz." Déi Tendenz, fir d'Famill ze iwwergoen, ass eng, déi mir net guttheeschen.

Och d'Onscholdsvermutung: Wann de Kommitee eng Enquête mécht, dann ass dat och net gesot, et gëtt keng prozedural Reegelen à charge ou à décharge. Et gëtt einfach enquêtéiert, wéi dat dann eebe virgesinn ass.

D'Mëttele si ganz grouss, déi e kritt, vläicht ze vill grouss. Ech weess net, wéi d'Aarbechtsbelaaschtung reell ass.

Mee fir eis als Chamber stellt sech och eng Erausfuerderung - an domadder halen ech op -, dat ass nämlech déi einfach Fro: Mir hunn elo all déi Organismen, déi un d'Chamber rattachéiert sinn, alleguer si se onofhängeg, alleguer hu se hir eege Verwaltung. An et ass un eis, Här President, fir ze kucken, ob mer déi Reegelen, och wat d'Kontabilitéit ugeet, och wat d'Gestioun vum Personal ugeet, ob mer dat net kënnen iergendwéi zesummefaassen an och ob mer net kënnen, bei allem Respekt fir d'Verschiddenaartegkeet vun den Aufgabe vun deene verschiddene Gremien, vläicht um administrative Plang awer Synergië feststellen an déi an eist Reglement ophuelen.

Ech soen Iech Merci. D'ADR wäert dëse Projet mat enger Enthalung begleeden. Mir sinn natierlech bei all deenen ëmmer derbäi, déi d'Rechter vun de Kanner wëlle verdeedegen an drëm besuergt sinn, datt et de Kanner gutt geet. Awer et sinn esou vill Bedenken, wat d'Prozeduren an d'rechtlech Situatiounen an dësem Text ugeet, datt mer en net kënne matstëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. Leschten ageschriwwene Riedner … Nee, den Här David Wagner fir d'éischt. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Mir wäerte selbstverständlech deen heite Projet de loi mat ënnerstëtzen, well mer justement och der Meenung sinn, datt e grouss Progrèse mécht. D'Possibilitéit elo och vun enger Autosaisine, datt den Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher, elo den zukünftegen OKJ, och eng Autosaisine ka maachen, begréisse mir wierklech.

Ech mengen, mir kënnen de Parallell net zéie mam Ombudsmann, mam Mediateur, wéi mer deen och elo kennen, well hei schwätze mer jo och grad vu Mineuren, déi an enger Situation de dépendance si par rapport zu Elteren. An esou wichteg d'Famill och ka sinn, d'Famill ass net ëmmer perfekt. A mir wësse jo och all, datt et leider oft virkënnt, datt och an de Famillje ganz schlëmm Saache geschéien, an heiansdo ass et dann och gutt, aner Instanzen ze hunn, wéi zum Beispill de Staat, déi d'Kanner virun der eegener Famill protegéiert.

Do kann ee sech natierlech op Urteeler vun dem Supreme Court an den USA beruffen, mee ouni deene wëllen ëmmer ze no ze trieden: Heiansdo sinn hir Urteeler och ideologesch staark belaascht. A mir wëssen, wat dat och an den USA ka bedeiten an Hisiicht vu verschiddene Formen, Facettë vu Fanatismus.

Duerno begréisse mer natierlech och ganz staark, datt de Mineur selwer och eng Saisine ka maachen. Mir fannen et och ganz gutt - enfin, mir fannen et ganz gutt, mir si jo selwer an der Kommissioun dobäi -, datt mer net, wéi d'Madamm Hartmann dat och gesot huet zu Recht, dem Conseil d'État gefollegt sinn, datt e Processus duerch eng Reklamatioun blockéiert kéint ginn. Mir fannen, datt dat e bëssen eng konservativ Approche war vum Staatsrot.

A schlussendlech wäert een och gesinn, wat dat an der Praxis wäert bréngen, déi nei Prerogativen, déi den OKJ wäert kënnen hunn. Ech hu missen drun denken, well mer jo gëschter an der aussepolitescher Kommissioun och déi Motioun deposéiert haten als Lénk iwwert de Centre de rétention an doriwwer diskutéiert haten, datt och Mineuren iwwer dräi Deeg laang do dragestach ginn.

An ech kann nëmmen drun erënneren, datt och den ORK dat schonn deemools bedauert hat. An och bei der gesetzlecher Modifikatioun vun 2017, wou mer et erlaben, datt Kanner, Mineuren amplaz dräi elo siwen Deeg kënnen an de Centre de rétention gestach ginn, hat den ORK schonn deemools seng Suerge matgedeelt an engem Rapport iwwert d'Kanner an de Foyeren.

Mir hate gëschter an der Kommissioun gefuerdert, datt och wéinstens e Moratoire kéint ausgeschwat ginn, soulaang keng nei speziell Struktur geschafe gëtt. Ech hunn net den Androck gehat, datt d'Regierung an déi Richtung geet, quitte datt eng nei Struktur soll entstoen. Mais on verra! Mee an der Tëschenzäit wäerte weiderhi Kanner dragestach kënne ginn. Mee mir wäerten nach iwwert déi Motioun - ech hu se net zréckgezunn - hei an dësem Plenum diskutéiere kënnen. Op jidde Fall kéint dat awer och e praktesche Fall si fir den OKJ, well, ech mengen, grad och déi Mineuren an och hir Elteren oft net onbedéngt an där richteger Situatioun sinn, fir sech kënnen hei ze verteidegen, zemools wann d'Rechter vu Kanner net onbedéngt esou respektéiert ginn.

A mir mengen, datt d'Madamm Hartmann zu Recht gesot huet: Zu Lëtzebuerg ginn et keng Kanner, déi an de Krich geschéckt ginn, glécklecherweis natierlech, mee et gi Kanner, déi awer agespaart ginn, dat gëtt et och, well mer eng speziell Asylpolitik hunn, déi mir net matdroen. An ech mengen, dat ass awer och eng Saach, iwwert déi ee wäert vläicht nach kënnen diskutéieren.

Ceci étant dit, mir ënnerstëtzen dëse Projet de loi natierlech. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner.

Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt emol wollt ech natierlech der Rapportrice Merci soe fir den exzellente Rapport. Da wollt ech awer och dem Här Schlechter Merci soe fir déi Aarbecht, déi en déi lescht Joren an deem wichtege Feld vum Kanner- a Jugendschutz geleescht huet.

D'Piraten freeë sech iwwert de virleiende Gesetzesprojet, duerch deen de Schutz vun de Kannerrechter finanziell a personell Ressourcen zougesprach kritt. Den aktuellen Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand setzt sech zum gréissten Deel aus Persounen zesummen, déi sech dëser Tâche parallell zu enger anerer Aarbecht gewidmet hunn, well d'finanziell Mëttele bis elo gefeelt hunn.

Duerch de virleiende Projet ginn elo awer eng ganz Rei nei Poste geschafen, déi sech vollzäit der Protektioun an der Sensibiliséierung an der Matière vun de Kannerrechter a Jugendrechter zouwende kënnen. Dat ass e wichtege Schrëtt. Déi bescht Gesetzer a Konventioune sinn nämlech näischt wäert, wann net kontrolléiert gëtt, ob a wéi dës Reegelen agehale ginn.

Obwuel ee sech eigentlech denkt, datt zu Lëtzebuerg d'Mënschen- a ganz besonnesch d'Kannerrechter groussgeschriwwe ginn, hunn déi rezent Diskussiounen ëm d'Reform vum Jugendschutzgesetz gewisen, datt et an eisem Land ëmmer nach Verstéiss géint d'Kannerrechtskonventioun gëtt an datt eng Sensibiliséierung vun de betraffenen Acteuren zwéngend noutwendeg ass.

Mir hoffen, datt déi nei Instanz vum Ombudsmann a senge Mataarbechter a Mataarbechterinnen de Kannerrechter an Zukunft déi Bedeitung zoukomme léisst, déi Lëtzebuerg hinne scho laang hätt misse bäimoossen.

Här President, trotz der Freed iwwert dës Stäerkung vun der Visibilitéit an der Verdeedegung vun de Kannerrechter gëtt et am Kontext vun dësem Gesetzesprojet awer och en extreem negative Punkt, iwwert deen ech net einfach ewechkucke kann, och wann dat vun den Auteure vum Text vläicht genee sou geplangt war.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, säitdeem ech an d'Chamber gewielt gouf, ginn ech net midd ze betounen, wéi wichteg et ass, datt d'Gesetzer lieserlech sinn, datt se vun de Leit dobausse kënnen novollzu ginn. Dëst Gesetz dréit zum Krittär vun der Transparenz an der Liesbarkeet awer absolutt erëm näischt bäi!

An dëse Gesetzesprojet huet sech nämlech e klengen Artikel veriert, dee beseet, datt den Office national de l'enfance ab elo dann och nach en Direkter an en Adjoint soll kënnen hunn. Dës Dispositioun steet am Zesummenhang mat Kanner, dat ginn ech Iech gären zou, steet awer net direkt am Zesummenhang mat der Mise en place vun engem Ombudsmann fir d'Kannerrechter an d'Jugendrechter, an huet duerfir a mengen Aen an deem Gesetz hei direkt näischt ze sichen.

Wéi soll eng interesséiert Persoun, déi sech iwwert d'Legislatioun am Zesummenhang mam ONE informéiere wëllt, op d'Idi kommen, datt se tëscht den Artikelen iwwert den Ombudsman fir Kanner an Jugendlecher Dispositioune fir eebe genau dës Instanz fanne kéint?

Och de Conseil d'État huet a sengem Avis ugemierkt, datt dat eng Virgeeënsaart wär, déi an Zukunft evitéiert misst ginn. D'Entschëllegung, datt et sech hei ëm eng wichteg Dispositioun handelt, déi néideg ass, fir d'Aarbechtsofleef vum ONE ze koordinéieren, kann net einfach erbäigezu ginn, fir e Vermësche vun Theemen, déi direkt an och indirekt näischt mateneen ze dinn hunn, ze excuséieren.

Wann et muss séier goen, da musse mer séier schaffen. Jo! Aus Zäitmangel awer en Duerjerneen ze kreéieren, deen zu gänzlech onliesbaren Texter féiert, ass inakzeptabel. Sämtlech Reegelen, déi den ONE betreffen, hätte sech besser an engem separate Projet erëmfonnt. Déi heite Virgeeënsaart bréngt eis elo an eng Situatioun, an där mir ontransparent Methoden toleréiere mussen, wa mer enger Stäerkung vun de Kannerrechter net am Wee wëlle stoen.

Mir wäerten dëst Gesetz duerfir haut noutgedrongen a mat e bësse Bauchwéi wéinst dëser Dispositioun matstëmmen, …

Plusieurs voix.- O!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- … mee net ouni e fermen Appell un eis alleguerten hei an der Chamber, mee virun allem och un d'Regierungsbänk auszeschwätzen, datt d'Gesetzestexter lieserlech an theemebezu sollte sinn. E Gesetz ass keng Sammelplaz fir allerlee vergiessen Dispositiounen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll mech deene Felicitatiounen un d'Rapportrice, d'Carole Hartmann, uschléissen, dat de Projet dach ganz am Detail erkläert huet.

Ee wichtege Punkt dobäi ass sécherlech déi Onofhängegkeet, déi den Ombudsmann fir d'Rechter vum Kand a vum Jugendlechen elo kritt duerch de Rattachement un d'Chamber.

Et war an de leschte sechs Joer meng Ambitioun op jidde Fall, datt, och wa bis elo den ORK ënnert d'Kompetenz fir alles, wat d'budgetär an administrativ Begleedung ubelaangt huet, vu mengem Ministère gefall ass, se an hirer Aarbecht esou eng Onofhängegkeet gespuert hunn! An ech denken och, datt dat eis gelongen ass. Trotzdeem fannen ech et richteg, datt mer deen dote Schrëtt maachen, dee jo och scho vun Eenzelnen heibanne virun enger Rei vu Jore gefuerdert gouf.

Domadder stäerke mer symbolesch, awer net nëmme symbolesch d'Wichtegkeet vun de Kannerrechter och nach emol hei am Land, andeems mer dee Rattachement do un d'Chamber maachen, eeben un déi héchste gewielten Instanz hei am Land.

Déi aner Punkten, déi hei mat geännert goufen, baséieren eigentlech op der Erfarung aus der Aarbechtsrealitéit vun de leschte Joren. An duerfir ass et och esou, datt déi vun eis aus beim Erstelle vum Projet de loi matbegleet goufen. An ech sinn eigentlech och ganz frou, datt d'Chamber, d'Chamberskommissioun, mee awer och eng breet Majoritéit hei am Haus, ganz reflektéiert op déi eenzel Avisen a Meenungen dach reagéiert huet a sech do och net beiere gelooss huet, fir eigentlech am Zentrum d'Kannerrechter, jo, am Zweifelsfall ze stäerken a se eeben net anzeengen, an duerfir dem Ombudsmann do maximal Fräiheet fir ze agéieren zougesprach huet.

Ech wëll mech deene Mercien awer och nach eng Kéier uschléissen un de bisheregen ORK ronderëm de René Schlechter, deen, denken ech, eis alleguerten an der Regierung, am Parlament an op villen anere Plazen, och an enger ganzer Rei vu Verwaltungen, ëmmer erëm rappeléiert huet, wat am Mëttelpunkt sollt stoen, an eis ganz oft absolutt berechtegt Denkustéiss ginn huet, fir déi eng oder aner Praxis dach ze iwwerdenken. An ech denken, datt deen Effort net däerf ophalen.

Dat ass e permanenten Effort, deen noutwendeg ass, fir d'Kannerrechter dauerhaft och duerchzesetzen, dee mer Dag fir Dag mussen zesummen ugoen. An och déi nei geschafe Struktur wäert sécherlech an Zukunft an den nächste Joren a Joerzéngten hir Aarbecht hunn. Et wäerte sech nei Erausfuerderunge stellen an et wäerte sécherlech och nei Punkte musse ginn, déi dann duerno och an enger politescher Aktioun, sief et hei vum Parlament aus, sief et vun der Regierung aus, dann opgegraff ginn, fir d'Kannerrechter an der Realitéit, an der Liewensrealitéit vum Kand dann dauerhaft kënnen ze stäerken.

Ech soen nach eng Kéier Merci fir déi breed Zoustëmmung hei am Parlament fir deen dote Projet.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Meisch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7236. Den Text steet am Document parlementaire 7236[11].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7236 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass heimat ofgeschloss.

De Projet de loi 7236 ass bei 56 Jo-Stëmmen a 4 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar (par Mme Viviane Reding), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par M. Jean-Marie Halsdorf), Marc Spautz, Serge Wilmes (M. Paul Galles), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par Mme Cécile Hemmen), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Stéphanie Empain), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtteg um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.43 heures.)

Sommaire des séances publiques nos 21, 22 et 23

21e séance

Ouverture de la séance publique p. 316

Question élargie n° 24 de M. Marco Schank relative à un « Klima-Bonus » pour la forêt p. 316-317

7474 - Projet de loi portant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants p. 317-320

7444 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés p. 320-321

7474 - Projet de loi portant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants (suite) p. 321-322

7289 - Projet de loi portant modification du Code du travail en ce qui concerne :

1° la durée de travail des salariés occupés dans les secteurs de l'agriculture, de la viticulture et de l'horticulture ;

2° les conditions exigées pour la délivrance aux personnes physiques de l'agrément pour l'exercice de l'activité d'assistance à l'inclusion dans l'emploi pour les salariés handicapés et les salariés en reclassement externe p. 322-324

7491 - Projet de loi portant modification de l'article L. 621-2 du Code du travail concernant l'organisation de l'Agence pour le développement de l'emploi p. 324-325

22e séance

Ouverture de la séance publique p. 325

Question élargie n° 28 de M. Laurent Mosar relative à l'impact du Brexit sur le secteur financier p. 325-326

7356 - Projet de loi modifiant :

1° le Code pénal ;

2° le Code de procédure pénale, aux fins de transposition de la directive (UE) 2017/541 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2017 relative à la lutte contre le terrorisme et remplaçant la décision-cadre 2002/475/JAI du Conseil et modifiant la décision 2005/671/JAI du Conseil p. 326-328

Interpellation de M. Serge Wilmes au sujet du PIB du bien-être (suite) p. 328-337

23e séance

Ouverture de la séance publique p. 338

Octroi d'un titre honorifique à un ancien député p. 338

Communications p. 338

Ordre du jour p. 338

Heure de questions au Gouvernement

- Question n° 90 du 11 février 2020 de M. Gilles Roth relative à l'affaire dite « Causa Schleck », adressée à M. le Ministre délégué à la Défense p. 339

- Question n° 91 du 10 février 2020 de M. André Bauler relative à la capacité de lits dans les hôpitaux et le service d'urgence en milieu campagnard, adressée à Mme la Ministre de la Santé p. 339

- Question n° 92 du 11 février 2020 de M. Jeff Engelen relative à l'utilisation des gyrophares bleus par des ambulances privées, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics p. 339

- Question n° 93 du 10 février 2020 de M. Dan Biancalana relative aux violences policières au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure p. 339-340

- Question n° 94 du 10 février 2020 de M. David Wagner relative à la politique tarifaire des établissements financiers, adressée à M. le Ministre des Finances p. 340

- Question n° 95 du 11 février 2020 de M. Carlo Back relative à la stratégie actuelle dans le domaine de la mobilité, MoDu 2.0, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics p. 340-341

- Question n° 96 du 11 février 2020 de M. Laurent Mosar relative au droit de préemption, adressée à M. le Ministre du Logement p. 341

- Question n° 97 du 11 février 2020 de M. Mars Di Bartolomeo relative à l'extension de la durée de vie de 50, voire 60 ans de la centrale nucléaire de Cattenom, adressée à M. le Ministre de l'Énergie p. 341

- Question n° 98 du 11 février 2020 de M. Sven Clement relative à un inventaire des entreprises possédant des biens immobiliers au Luxembourg sur la base de données cadastrales, adressée à M. le Ministre des Finances p. 341-342

- Question n° 99 du 11 février 2020 de M. Georges Engel relative aux travaux de transformation prévus au Centre pénitentiaire à Schrassig, adressée à Mme la Ministre de la Justice et à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics p. 342

- Question n° 100 du 11 février 2020 de M. Marco Schank relative à la réforme du service de transport pour personnes à mobilité réduite Adapto, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

et

- Question n° 101 du 11 février 2020 de M. Jeff Engelen relative au service de transport pour personnes à mobilité réduite Adapto, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics p. 342-343

Interpellation de M. Léon Gloden au sujet du développement des régions excentrées du pays et du milieu rural p. 343-352

7411 - Projet de loi portant modification

1° du Code pénal ;

2° du Code de procédure pénale ;

3° de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ; aux fins de transposition de la directive (UE) 2017/1371 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2017 relative à la lutte contre la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union au moyen du droit pénal p. 352-353

7414B - Proposition de révision de l'article 95ter de la Constitution p. 353-354

7236 - Projet de loi instituant l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher et portant modification :

1° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

2° de la loi modifiée du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille p. 354-357

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N° 12** • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
1781 cf.1830	Carlo Back	Promotion de la mobilité hydrogène
1830 cf. 1781	Marc Goergen	Promotion de la mobilité hydrogène
1796	Martine Hansen	Stratégie nationale du Lifelong Learning
1833	Francine Closener	Projet « Entrepreneurial Schools »
1834	Marc Goergen	Trafic dans le nord du pays
1836	Francine Closener	Prévention du cancer
1848	Claude Lamberty	Piste cyclable entre Schoenfels et Mersch
1856	Guy Arendt, Gusty Graas	Peste porcine
1858	Cécile Hemmen	Société à responsabilité limitée simplifiée
1859	Marc Goergen	Indemnités des bénévoles du CGDIS
1875	Guy Arendt, Gusty Graas	Peste porcine africaine
1897	André Bauler	Réaménagement de la route B7 entre Schieren et « Fridhaff »
1903	Marc Goergen	Contrats de travail intérimaire
1905	André Bauler	Impact du coronavirus sur l'économie
1913	Yves Cruchten	Surélévation de bâtiments
1915	Marc Goergen	Parc automobile de l'État
1917	Lydia Mutsch	Cybersécurité des aéroports
1920	Marc Goergen	« Blitzmarathon »
1933	Martine Hansen	Interdiction du glyphosate
1937	André Bauler	Emplacements de stationnement au lieu-dit « Schinker »
1938	Gilles Roth	Flux du trafic entre Mamer et Bertrange
1939	Jeff Engelen	Passerelle cycliste sous le Pont Adolphe
1942	Georges Engel	Vêtements produits de manière responsable
1944	Roy Reding	Cellule de renseignement financier
1945	Jeff Engelen	Accidents sur la N12 entre Troisvierges et Wiltz
1948	Gilles Roth, Laurent Mosar	Projet « Europa-Cloud Gaia-X »
1949	Jeff Engelen	Site de la SNCA dans le nord du pays
1952	Martine Hansen	Impact sur l'équité sociale des mesures de politique de protection climatique
1953	Marc Goergen	Impact de la gratuité des transports publics
1955	Martine Hansen	Utilisation de produits phytosanitaires sur les terrains de l'État
1960	Jeff Engelen	« Mobilitéitszentral »
1963	Léon Gloden	Bail à ferme
1969	Sven Clement	Ligne éditoriale pour les bulletins communaux
1971	Laurent Mosar, Gilles Roth	Opération de phishing auprès d'une banque de la place
1972	Sven Clement	Annulation de la conférence « Well-Being 2020 »
1973	André Bauler, Gusty Graas	Production de fruits et légumes
1979	Marc Goergen	Égalite des chances entre les femmes et les hommes
1981	Stéphanie Empain	Liberté religieuse des bahaïs en Iran
1982	Yves Cruchten	Fonds d'investissement spécialisés (FIS)
1983	Josée Lorsché, Marc Hansen	Annulation d'événements dans le cadre de l'épidémie de Covid-19
1986	Marc Goergen	Outils de communication des membres du Gouvernement
1989	Stéphanie Empain	Projet d'extension d'une partie de la route B7 entre Colmar-Berg et Ettelbruck
1990	Laurent Mosar, Gilles Roth	Fichier des avertissements taxés
1991	Carole Hartmann, Gusty Graas	Acquisition d'un appareil PET-Scan
1995	Marc Goergen	Lac de la Haute-Sûre
1997	Jeff Engelen	Origine de l'électricité consommée au Luxembourg
1999	Sven Clement	Statut d'établissement autonome de la BCEE
2002	Georges Mischo	Perturbation éventuelle d'Esch 2022 par le chantier des archives nationales
2010	Marc Baum	Fermeture de maisons communales due à l'expansion du coronavirus
2012	David Wagner	Situation de logement et d'accès à la fourniture d'énergie des personnes économiquement vulnérables dans le contexte des précautions prises par le Gouvernement face à la pandémie Covid-19
2022 et	Marc Baum	Moyens de procuration de soins aux plus démunis couverture médicale universelle
2023	Marc Spautz, Marc Lies	Formalités à remplir par les entreprises souhaitant bénéficier du chômage partiel
2025	Martine Hansen, Octavie Modert	Travailleurs saisonniers dans le contexte de la pandémie du coronavirus
2032	Paul Galles	Université du Luxembourg
2033	Paul Galles	Accueil des réfugiés par les États membres de l'Union européenne
2034 urgente	Marc Hansen	Distribution de masques respiratoires dans certaines communes aux citoyens 65+
2045	Viviane Reding	Soutien proposé par Taïwan dans la lutte contre le coronavirus en Europe et au Luxembourg
2053	Jeff Engelen, Fernand Kartheiser	Planning familial
2108	André Bauler, Gusty Graas	Service « En oppent Ouer fir de Bauer, Wënzer a Gärtner »
2163	Serge Wilmes	Nomination d'un nouveau directeur général à la tête du groupe Luxair
2269 urgente	Marc Spautz	Éligibilité du secteur Horeca quant au chômage partiel
2274 urgente	Sven Clement	Contrôles douaniers
2275 urgente	Marc Goergen	Demande de congé pour raisons familiales dans la fonction publique
2315 urgente	Laurent Mosar, Martine Hansen, Gilles Roth	Utilisation de logiciels de télésurveillance à l'Université du Luxembourg
2330 urgente	Marc Spautz	CIPA Blannenheem
2367 urgente	Paul Galles	Situation des sans-abri vulnérables
2368 urgente	Gusty Graas, Max Hahn	Quarantaine de deux semaines pour toute personne revenant en Allemagne de Suède
2371 urgente	Laurent Mosar, Mme Martine Hansen, Gilles Roth	Logiciel(s) de télésurveillance en discussion au sein de l'Université du Luxembourg
2382 urgente	Martine Hansen, Claude Wiseler	Groupe ad hoc pour accompagner les mesures décidées dans le cadre de la lutte contre le Covid-19

Question 1781 (27.01.2020) de **M. Carlo Back** *(déi gréng)* concernant la **promotion de la mobilité hydrogène :**

Am Kader vum Autosfestival 2020 gëtt an de Medien an och an der Ëffentlechkeet verstäerkt iwwert déi verschidden Undriffssystemer diskutéiert. Heibäi héiert ee reegelméisseg Aussoen iwwert d'Waasserstofftechnik a seng vermeintlech Virdeeler am Verglach zu Batterie-elektresche Gefierer. Vu munche Säite gëtt an deem Kontext behaapt, datt dës Technologie zu Lëtzebuerg vernoléissegt géif oder datt déi staatlech Subventiounen net „technikneutral" wären.

Esou goufen an enger rezenter Radiosemissioun vu politescher Säit ënner anerem follgend Aussoen zur Mobilitéits- an Energiepolitik gemaach: „Zu Lëtzebuerg ginn et keng Primme fir Waasserstoffautoen"; „d'Lëtzebuerger Regierung verweigert als dat eenzegt EU-Land d'Participatioun un der europäescher Waasserstoffstrategie", „et gëtt keng Bereetschaft, fir eng Waasserstofftankstell zu Lëtzebuerg anzeriichten".

A Bezuch op déi uewen zitéiert Behaaptungen ass et mir e wichtegt Uleies, eng Rei Prezisiounen zum Theema Waasserstoffférderung vun den Häre Ministere fir Energie a Mobilitéit ze kréien:

1. Op wéi eng Manéiere gëtt de Waasserstoff am Beräich vun der Mobilitéit zu Lëtzebuerg gefërdert?

2. Wéi wäit ass de Projet fir d'Ariichte vun enger Waasserstofftankstell zu Lëtzebuerg fortgeschratt?

3. Stëmmt et, datt Lëtzebuerg als eenzegt EU-Land net un der europäescher Waasserstoffstrategie participéiert?

4. Zanter wéini participéiert Lëtzebuerg, de Fall gesat, un dëser Strategie?

Question 1830 (05.02.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **promotion de la mobilité hydrogène :**

An de parlamentaresche Froen Nr. 0340, 0733, 1293 a 1781 hunn eng Rëtsch Deputéierten Informatiounen zu der Strategie vun der Regierung par rapport zu der Waasserstofftechnologie am Transportsecteur krut.

Am Uschloss un dës Froe wéilt ech dem Energie- an dem Mobilitéitsminister follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Waasserstoffautoe sinn de Moment zu Lëtzebuerg immatrikuléiert?

2. Wëssend, dass et aktuell nach keng Waasserstofftankstell zu Lëtzebuerg gëtt, wou tanken dës zu Lëtzebuerg immatrikuléiert Autoen?

3. Wéi d'Regierung annoncéiert huet, wäert bis Enn vun dëser Legislaturperiod déi éischt Waasserstofftankstell zu Lëtzebuerg gebaut ginn. Wéi vill wäert de Bau vun dëser Tankstell kaschten?

4. Plangt d'Regierung zu Lëtzebuerg Strukturen, fir Waasserstoff an Zukunft hei am Land aus erneierbaren Energien ze produzéieren? Falls jo, wéi vill Megawattstonne Stroum misste produzéiert ginn, fir all déi zu Lëtzebuerg immatrikuléiert Autoen ze beliwweren? Falls nee, firwat net?

Réponse commune (08.04.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

Waasserstoffugedriwwe Brennstoffzellenautoen, op Englesch „Fuel Cell Electric Vehicles" (FCEV), produzéieren, genau wéi 100 % Elektroautoen, keng lokal CO_2- Emissiounen an dowéinst gëtt den Neikaf vun engem FCEV, genee wéi dee vun engem 100 % Elektroauto, mat enger Primm an der Héicht vu 5.000 € vun der Regierung gefërdert. An der nämmlechter Logik, gëtt am Fall wou den Employeur sengem Employé esou en FCEV fir net professionell Zwecker zur Verfügung stellt, den net geldwäerte Virdeel („avantage en nature") vum Employé pro Mount mat dem gënschtegste Prozentsaz vun 0,5 % vum Neiwäert vum Gefier berechent.

Laut de Statistike vun der SNCA waren Enn Januar 2020 nach keng waasserstoffugedriwwe Brennstoffzellenautoen zu Lëtzebuerg ugemellt. Am Moment gëtt et nëmmen dräi FCEV-Autosmodeller ze kafen, respektiv ze leasen. Och leien d'Uschafungspräisser an déi lafend Käschte vun dëse Gefierer an der Reegel wäit iwwert deene vu vergläichbaren 100 % Elektroautoen oder Autoe mat Verbrennungsmotoren. Wat d'lafend Käschten ugeet, erklärt sech dëst dodouerch, datt ee bei der Hierstellung vu Waasserstoff dräimol méi erneierbare Stroum brauch, wéi wann een erneierbare Stroum direkt an engem Elektroauto asetze géif. Laut dem „European Alternative Fuels Observatory" vun der Europäescher Kommissioun waren Enn 2019 an der ganzer EU nëmmen 1.037 waasserstoffugedriwwe Brennstoffzellenautoen ugemellt.

Wéi schonn an de parlamentaresche Froen Nr. 0340, 0733 an 1293 geschriwwen, lafen am Moment mat engem Konzessiounsbedreiwer vun der enger Autobunnstankstell Gespréicher, fir am Kader vum Projet „H_2Benelux" eng ëffentlech zougänglech Waasserstofftankstell zu Lëtzebuerg ze installéieren. Wëll bis ewell kee finalen Accord fonnt gouf, kënne Froe wat d'Käschte vun dëser Infrastruktur a wat d'Plaz vun der Produktioun vum Waasserstoff ubelaangt nach net beäntwert ginn.

Lëtzebuerg participéiert un der europäescher Waasserstoffstrategie, déi vun Éisträich lancéiert ginn ass. Lëtzebuerg huet dës Deklaratioun zum Zäitpunkt vun der Presentatioun op engem informelle Sommet am Joer 2018 ënnerstëtzt.

Den Transport- an den Energieminister setzen sech zesumme mat aneren EU-Memberstaate fir déi weider Erfuerschung an Notzung vu Waasserstoff an, deen op Basis vun erneierbaren Energië produzéiert gëtt. Dëst ass eng wichteg Konditioun, well soss fossill Energien oder Atomkraaft nees duerch d'Hannerdier geférdert ginn an de Waasserstoff da just eng „Mogelpackung" ass.

Lëtzebuerg participéiert och um Niveau vu Benelux an dem „Pentalateral Energy Forum" (eng Kooperatioun vu siwen europäesche Staaten am Beräich vun der Energiepolitik) u konkreeten Initiativen am Beräich vum Waasserstoff op Basis vun erneierbaren Energien.

Op internationalem Plang setzt sech den Energieminister am Kader vun der „Internationaler Vereenegung fir erneierbar Energien" (IRENA) aktiv fir den erneierbare Waasserstoff an an huet op der leschter Generalversammlung vun dëser Vereenegung e ministeriellen Echange zu dësem Sujet moderéiert.

Wéi an der parlamentarescher Fro N° 1293 erkläert, ass et nëmmen interessant Waasserstoff, deen op Basis vun erneierbaren Energië produzéiert gëtt, ze férderen. Just dann ensteet e Virdeel fir d'Klima.

Question 1796 (30.01.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **stratégie nationale du Lifelong Learning :**

Le 23 novembre 2012, le Conseil de Gouvernement a approuvé le livre blanc « Stratégie nationale du Lifelong Learning » (S3L) qui lui a été soumis par la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle Mady Delvaux-Stehres. Le livre blanc propose huit mesures dont cinq concernent l'éducation et la formation des adultes et trois le Lifelong Learning dans son ensemble. Parmi les mesures proposées figurent à titre d'exemple la création d'une instance nationale d'accréditation pour la certification des organismes de formation et leurs programmes de formation, le développement de la qualité en matière de formation des adultes ou encore la concentration de toutes les informations sur le Lifelong Learning sur une même plateforme.

Selon l'actuel accord de coalition : « Une analyse approfondie de la qualité de l'offre en formation ainsi que du partage des rôles entre les différents acteurs de la qualification et de la requalification des jeunes et adultes sera menée. La possibilité de reconnaître des attestations émises par les chambres professionnelles ou des centres de compétences professionnels sera assurée [...]. Le concept d'une plateforme commune "skills bank" des acteurs de la formation initiale, de l'insertion professionnelle, de la formation continue et de la requalification sera élaboré, afin de profiter pleinement des compétences respectives des différents acteurs. [...] »

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation :

1) Monsieur le Ministre peut-il nous informer sur l'état de la mise en œuvre de la stratégie Lifelong Learning ?

2) L'analyse approfondie, telle qu'annoncée dans l'accord de coalition, est-elle terminée ?

3) Dans l'affirmative, quelles en sont les conclusions ?

4) Les propositions du livre blanc ont-elles été aussi réexaminées dans le cadre de cette analyse approfondie ?

Réponse (08.05.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) Nombre de recommandations ont été suivies et des mesures mises en œuvre au cours des dernières années :

- CLQ : mise en œuvre du cadre luxembourgeois des qualifications ;

- Plate-forme lifelong-learning.lu qui regroupe toutes les formations professionnelles continues offertes par les diverses structures de formation. Le site a connu une évolution importante entre 2013 et 2019, à la fois sur le plan des contenus qu'au regard des données chiffrées :

- nombre d'organismes de formation membres multiplié par 2,3
- nombre de formations référencées multiplié par 1,5
- nombre de visites par mois multiplié par plus de 4
- nombre de pages consultées par mois multiplié par près de 4,5
- nombre d'inscriptions à la newsletter multiplié par plus de 1,6

- VAE : dispositif de validation des acquis de l'expérience fonctionnant grâce à une orientation préliminaire avec le SFA (Service de la formation des adultes) et un accompagnement par la Cellule VAE avec la CSL (Chambre des Salariés) ;

- DAES/DAEU (Diplôme d'accès aux études supérieures/Diplôme d'accès aux études universitaires) offert par l'ENAD (École nationale pour adultes) et la CSL.

ad 2) Sous l'impact de la digitalisation, de nouveaux défis se présentent. Les dispositifs en place tels que le CIF (congé individuel de formation) ou le cofinancement des formations offertes par les entreprises à leurs salariés (soit en interne, soit en ayant recours à des organismes de formation externes) permettent d'y faire face. Afin de soutenir davantage les efforts publics et privés en matière de reskilling/upskilling, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire coordonnent actuellement leurs efforts de concertation afin de finaliser la stratégie LLL.

ad 3) L'analyse approfondie est en cours (cf. réponse 2).

ad 4) Le livre blanc date de 2012. La situation économique du pays ainsi que le monde de la formation professionnelle continue ont évolué sous l'influence, entre autres, de l'accélération de la digitalisation. Dans le cadre de l'analyse approfondie, les mesures du livre blanc sont réexaminées et, le cas échéant, adaptées au nouveau contexte.

Question 1833 (06.02.2020) de **Mme Francine Closener** *(LSAP)* concernant le **projet « Entrepreneurial Schools » :**

Lancé en 2016 par un accord de partenariat entre le Ministère de l'Économie et le SCRIPT et entre-temps encadré par l'association « Jonk Entrepreneuren Luxembourg », le projet pédagogique « Entrepreneurial Schools » a pour mission de promouvoir l'esprit d'entrepreneuriat auprès des jeunes, à développer des compétences transversales et à fournir des soft skills leur permettant de relever ainsi des défis économiques et sociaux. Dans une première phase, quatre lycées se sont lancés dans un processus de trois ans, au terme duquel 70-80 leçons d'entrepreneuriat par année scolaire sont supposées avoir été mises en place. Ces initiatives s'inscrivent aussi dans le programme européen de « You(th) Start - Entrepreneurial Challenges », qui prévoit quelque 150 challenges. En plus, un objectif formulé était de rédiger, en collaboration avec les différentes chambres luxembourgeoises, dix défis originaux adaptés au contexte luxembourgeois.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre des Classes moyennes :

1) Quels sont les premiers résultats de ce projet ?

2) Y a-t-il d'autres lycées candidats pour participer aux « Entrepreneurial Schools » ?

3) Comment les chambres professionnelles sont-elles intégrées dans l'élaboration des défis luxembourgeois et quelles sont leurs contributions respectives ?

4) Quelles sont les répercussions sur l'entrepreneuriat et l'image de l'entrepreneuriat au Luxembourg de ce programme ?

5) Quels sont les « soft skills » propagés par les « Entrepreneurial Schools » et comment le Luxembourg peut en profiter ?

Réponse commune (08.05.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

Le projet, qui fut lancé en 2016, a pour objectif de promouvoir l'entrepreneuriat auprès des élèves de l'enseignement secondaire. Les « Entrepreneurial Schools » (ES) au Luxembourg, à savoir le Lycée technique de Lallange (LTL), l'École de Commerce et de Gestion (ECG), l'École privée Marie-Consolatrice d'Esch-sur-Alzette (EPMC) et le Lycée Ermesinde (LEM), encouragent la mise en relation du monde de l'éducation avec le monde économique et social. L'objectif est de promouvoir l'esprit d'entrepreneuriat auprès des jeunes, de développer des compétences transversales (la créativité, la coopération, la prise d'initiative et de responsabilités ainsi que la maîtrise des technologies de l'information et de la communication) et des soft skills, leur permettant de relever ainsi les défis du monde contemporain. Ainsi, les élèves sont amenés à acquérir les compétences du 21e siècle, nécessaires à une participation réfléchie et responsable aux débats sociétaux.

ad 1) Les premiers résultats montrent que les « You(th)Start Entrepreneurial Challenges » font partie des activités courantes dans la plupart des quatre écoles entrepreneuriales. Les « You(th)Start Challenges » s'appuient sur le modèle « EntreComp » (The Entrepreneurship Competence Framework) de l'Union européenne. Même dans des écoles ne portant pas le label ES, la tendance affiche un intérêt croissant pour l'utilisation de ces challenges. On constate une participation régulière des écoles entrepreneuriales aux diverses initiatives d'éducation entrepreneuriale.

Une première évaluation du projet Erasmus + « You(th) Start Entrepreneurial Challenges » illustre que les élèves bénéficiant régulièrement de ces initiatives font preuve d'une amélioration dans le développement de leur compétences personnelles (http://youthstartproject.eu/results/).

L'évaluation a porté sur 107 écoles secondaires (13.081 élèves) et 84 écoles primaires (5.281 élèves) dans quatre pays (Autriche, Luxembourg, Portugal et Slovénie). Les résultats montrent que le programme a une influence très positive sur la confiance des étudiants dans l'acquisition de multiples compétences entrepreneuriales, et qu'il augmente leurs intentions entrepreneuriales ainsi que leur capacité à s'adapter à des situations imprévues. De plus, le programme a une influence positive sur le niveau d'engagement scolaire des élèves. Les résultats montrent également que le projet favorise le développement de compétences qui sont souvent identifiées comme les raisons pour lesquelles les filles sont plus réticentes à devenir entrepreneuses indépendantes, comme par exemple la littératie financière et économique ainsi que la gestion des ressources et de l'incertitude.

ad 2) À partir de la rentrée 2020-2021, l'accès pour se doter du label ES sera ouvert à tous les établissements secondaires. En fonction du nombre des challenges réalisés, des projets initiés et des activités réalisées, les établissements auront accès au labels « Start-up » (niveau 1), « Entrepreneurial progression » (niveau 2), « Entrepreneurial culture » (niveau 3).

Le coordinateur des écoles entrepreneuriales identifiera les nouvelles écoles ayant le potentiel de participer en tant que « Entrepreneurial School ».

ad 3) En ce qui concerne l'implication des chambres professionnelles dans le projet, il est à noter que la Chambre de Commerce, et notamment le « House of Entrepreneurship », ont collaboré dans l'élaboration de challenges pour les écoles entrepreneuriales. En outre, des échanges réguliers ont lieu entre les partenaires du projet et les chambres professionnelles. De leur côté, les chambres implémentent des activités en faveur de l'esprit entrepreneurial par le biais de formations, d'ateliers, de visites et de présentations.

La Chambre de Commerce propose, pour les classes de l'enseignement secondaire, deux ateliers en faveur du rapprochement entre le monde économique et celui de l'éducation tout en proposant aux élèves une aide en matière d'orientation professionnelle : « L'économie luxembourgeoise - Did you know ? » et « L'Entrepreneuriat - Ready for business ? » (https://www.cc.lu/ree/). Tandis que le premier atelier vise à présenter de manière ludique les facettes et priorités de l'économie luxembourgeoise, le deuxième atelier sensibilise à la création d'entreprise.

La « Matinée création d'entreprise - Pitch your business » fait office d'introduction aux démarches liées à une création d'entreprise et comporte un atelier intitulé « Pourquoi devenir indépendant ? » avec un focus particulier sur les avantages et les contraintes du choix de carrière en tant qu'indépendant.

Ce programme vise également à faire découvrir aux enseignants les secteurs économiques d'avenir. Par son « Teachers meet businesses », la Chambre de Commerce, en collaboration avec l'Institut de formation de l'Éducation nationale (IFEN), propose aux enseignants des visites dans des entreprises luxembourgeoises. D'une part, il s'agit d'une occasion de découvrir un secteur prometteur de l'économie luxembourgeoise et, d'autre part, de mieux connaître les qualifications et les qualités recherchées.

ad 4) Étant donné que le projet « Entrepreneurial Schools » n'a pas encore été évalué au Luxembourg, il s'avère difficile d'estimer avec exactitude ses répercussions sur l'entrepreneuriat. Ce n'est d'ailleurs pas le but du projet d'impacter directement sur l'entrepreneuriat, mais plutôt de favoriser un développement des compétences entrepreneuriales auprès des élèves. Il est pourtant probable qu'à long terme, ceci aura un effet positif sur l'entrepreneuriat, puisque des jeunes adultes qui sont sensibilisés à l'esprit entrepreneurial et qui ont développé les compétences nécessaires sont plus susceptibles d'avoir le courage de créer leur propre entreprise et de la gérer de façon à en garantir le succès mérité.

ad 5) Les soft skills propagés par les « Entrepreneurial Schools » sont notamment les compétences du 21e siècle (donc les 4C : créativité, communication, collaboration et pensée critique). Les compétences recherchées sont la capacité d'appliquer des connaissances et d'utiliser un savoir-faire pour accomplir des tâches et résoudre des problèmes dans un environnement multidisciplinaire.

Les jeunes sont amenés à évaluer les conséquences et l'impact de leurs idées, de leurs opportunités et de leurs actions. Ils réfléchissent à la durabilité de leurs objectifs sociaux, culturels et économiques à long terme et à la manière de les atteindre afin d'agir de manière responsable. Les jeunes sont déterminés à transformer les idées en actions et résistent à la pression, à l'adversité et à l'échec.

Les élèves prennent des initiatives, agissent et travaillent de manière indépendante afin d'atteindre les objectifs fixés et réaliser diverses tâches. En outre, les jeunes sont préparés à la vie professionnelle et sociétale par le développement de compétences transversales fondamentales dont la créativité, la coopération, la prise d'initiative et de responsabilités et la maîtrise des technologies de l'information et de la communication.

Question 1834 (06.02.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **trafic dans le nord du pays :**

Aus der Äntwert vum Minister op d'Question parlementaire N° 1408 vum honorabelen Deputéierten André Bauler betreffend d'Contournementen am Norde vum Land geet Follgendes ervir:

« Les projets de contournement liés seront rapidement réalisés, comme par exemple (...) Ettelbruck et Feulen, Hosingen et Heinerscheid, afin de garantir que la réduction du trafic dans une localité ne se fasse pas aux dépens des citoyens d'une autre localité. »

De Koalitiounsaccord bezeechent déi genannte Projeten, a virop déi, déi un der villbefuerener a geféierlecher Nord-Süd-Oder N7 leien, als „maillon important dans la sécurisation de la route nationale N7 entre le lieu-dit Fridhaff et la frontière belge."

All Dag fuere ronn 20.000 Autoen duerch d'Uertschaften Hengescht, Housen, Houschter-Déckt. D'ganz N7 soll duerch Reamenagementer (Echangeuren, Leitplanken etc.) an noer Zukunft geséchert ginn. De Contournement Housen ass an deem Kontext ee wichtegt Puzzle-

stéck. Allerdéngs wäerte vill Kilometer vun der N7 och weiderhin duerch kleng Uertschafte féieren an d'Liewensqualitéit vun de Leit weider belaaschten. Dierfer wéi d'Houschter-Déckt wäerten och weiderhi staark iwwerlaascht bleiwen, notamment duerch den Transitverkéier.

Wëssend, datt d'N7 eng „europäesch Strooss“ ass, déi net nëmmen den Norden an den Zentrum vum Grand-Duché matenee verbënnt, mee och d'Liaisoun Maastricht–Liège–Lëtzebuerg asuréiert, kann een d'Fro vun der Securisatioun an dem Ausbau vun der N7 net als lokale Problem betruechten. Et ass villméi e Projet, dee misst Hand an Hand mat de belsche Autoritéiten duerchduecht ginn.

Säit enger ganzer Rëtsch Joren ass den Ausbau vun der N62 an der wallounescher Regioun bei Sankt Vith geplangt. Dës Strooss géif eng direkt Verbindung tëscht der Autobunn E42, der E421 an dem Rond-point Schmëdd hierstellen. An engem Artikel aus dem „Grenzecho“ vum 29. März 2017 ass dozou ze liesen:

„Im Herbst 2013 hatte der damalige wallonische Straßenbauminister Carlo Di Antonio

(CDH) aus drei noch verbleibenden Routen die sogenannte Trasse 10 ausgesucht. Sie führt - ausgehend von einem neu anzulegenden Kreisverkehr in Grüfflingen-Hohenbusch - über 8,9 Kilometer westlich an Thommen, aber östlich am Thommener Weiher vorbei, dann im Bereich des Eulensteins über eine 400 Meter lange Brücke über das Ulftal und östlich an Espeler vorbei durch den Espeler und Dürler Wald Richtung Kreisverkehr Schmiede.“

De Minister François Bausch huet sech an der Vergaangenheet méimoleg ofleenend géigeniwwer dem Ausbau vun der N7 op véier Spuere geäussert an huet an deem Kontext ëmmer betount, datt dëst den Transitverkéier op der Nord-Süd-Achs géif massiv verstäerken. Hei sief ugemierkt, datt d'Belsch souwisou plangt, genee dësen Transitverkéier op laang oder kuerz duerch de Grand-Duché ze féieren. Dëst geet aus dem uewe genannten Artikel och däitlech ervir:

„So viel zum Verlauf der Strecke, über die in einigen Jahren der größte Teil des Transitverkehrs Richtung Großherzogtum laufen soll.“

An engem méi rezenten Artikel am „Grenzecho“ vum 3. Juli 2019 mam Titel „Und täglich grüsst die Blechlawine“ heescht et:

„Vor allem das Lkw-Aufkommen sei gerade in den letzten Jahren erheblich gestiegen. Es war ja zuletzt sogar Thema eines TV-Beitrags der ZDF-Sendung Wiso, dass Lkw-Fahrer im Transitverkehr gezielt einen kleinen Umweg über Luxemburg in Kauf nehmen, um im Ländchen günstig tanken zu können.“

Aktuell ass de Projet N67 nach net am Mobilitéits- an Infrastrukturplang 2019-2024 vun der wallounescher Regioun virgesinn. D'Etüde lafen awer op Héichtouren an et ass probabel, datt den Ausbau vun der N67, no méi wéi 65 Joer Sträit, awer wäert realiséiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten, der Madamm Ministesch fir d'Grousregioun an dem Här Minister fir Energie a Landesplanung dës Froe stellen:

1. Här Minister, wëssend, datt de Contournement Housen (Prioritéit 1) an Hengescht (Prioritéit 2) zäitno wäerten an Ugréff geholl ginn, wéi steet de Minister zum Fait, datt an der Houschter-Déckt kee Contournement geplangt ass? Ass dëst an den Ae vum Minister kohärent? Wa jo, firwat?

2. Här Minister, goufen oder ginn et Gespréicher mat der wallounescher Regioun betreffend dem Ausbau vun der N67? Wa jo, wat waren d'Konklusioune vun dëse Gespréicher? Wann nee, sinn an Zukunft Concertatiounen tëscht de lëtzebuergeschen an de wallouneschen Autoritéite geplangt?

3. Madamm Ministesch, goufen et um Niveau vun der Grousregioun Gespréicher betreffend den Ausbau vun der N67?

4. Wëssend, datt de Verkéier zu Lëtzebuerg wäert zouhuelen, falls den Ausbau vun der N67 Realitéit géif ginn, bleift Dir dobäi, datt een Ausbau vun der N7 op véier Spuere keng Optioun ass?

5. Ass geplangt, datt Lëtzebuerg d'wallounesch Regioun finanziell ënnerstëtzt, fir de Projet vun der N67 ze realiséieren?

6. Wéi vill Camionen, déi aus Richtung Bréissel/Maastricht/Liège kommen, fueren, dem Minister senger Meenung no, aktuell en Ëmwee iwwer Lëtzebuerg, just fir ze tanken? Kann de Minister eng Aschätzung dozou ofginn?

7. Ass de Minister der Meenung, datt déi aktuell Akzisenerhéijung um Diesel d'N7 wäert entlaaschten, wëssend, datt et der Regierung hirer konkreeter Doleance entsprécht, den Tanktourismus anzedämmen a soumat dem Camionstrafic - notamment deem aus der Richtung vu Sankt Vith - entgéintzewierken?

8. Ass de Minister, wëssend, datt en am Kontext vun der véierspuereger N7 oft an deem Sënn argumentéiert huet, der Meenung, datt d'Realiséiere vum Ausbau vun der N67 wäert zu méi Transitverkéier op der N7 féieren?

9. Ass de Minister net der Meenung, datt den Ausbau vun der N67 zu nach engem méi massive Verkéiersopkommes am Norde vu Lëtzebuerg wäert féieren? Gedenkt de Minister, dësem Fait elo schonn antizipativ entgéintzewierken, andeems en aner Dierfer, déi um Tracé vun der N7 leien, adequat mat den deementspriechenden Infrastrukturen equipéiert?

10. Wat ass a Saache grenziwwerschreidenden ëffentlechen Transport op der Streck Sankt Vith–Wemperhaart geplangt?

Réponse commune (20.04.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie, Ministre de l'Aménagement du Territoire :*

E Contournement vun der Houschter-Déckt ass de Moment net virgesinn. Et ass dozou ze soen, dass et sech bei Housen an Hengescht ëm Uertschaften handelt a bei der Houschter-Déckt ëm e „lieu-dit“, wat déi ënnerschiddlech Prioritéits-Niveauen erkläert.

Wat de Projet betreffend den Ausbau vun der Nationalstrooss N62b ugeet, hat d'Stroossebauverwaltung scho Récksprooch mam ,,Service public de Wallonie infrastructures routes bâtiments“, fir sech iwwer hir Pläng an de weidere Verlaf ze informéieren. Dobäi ass gekuckt ginn, wéi een deen nei geplangten Tracé un de Lëtzebuerger Stroossereseau kann ubannen a wéi een den Trafic an Zukunft geréiere kann. Doropshi goufen Etüden an Ugréff geholl, fir den zukünftege Verkéier vun der Schmëdd iwwert d'Wemperhaart nei ze analyséieren a fir de Stroossereseau deementspriechend kënnen unzepassen. Laut engem offizielle Schreiwes vum „Service public de Wallonie infrastructures routes bâtiments“ ass dëse Projet awer net an hirem Infrastrukturplang vun 2019-2024 zréckbehale ginn, esoudass op belscher Säit dës nei Verbindung virun 2024 net weider studéiert gëtt.

Wann d'Verwierklechung vun der N62b Realitéit géif ginn, géif dat e Verlagere vum Trafic op d'N7 tëschent der Schmëdd an der Wemperhaart mat sech bréngen. Méi Grenzgänger wäerten awer doduerch warscheinlech net iwwert eis Stroossen an d'Land erafueren. Am Moment gi ronn 17.000 Beweegungen a béid Richtungen zu Housen op der N7 gezielt. Eng dräispuereg Strooss huet awer eng Capacitéit vu bis zu 30.000 Beweegunge pro Dag, esoudass eventuell zouhuelende Verkéier trotzdeem gutt kéint opgeholl ginn. Deen aktuelle Projet vun der N7, deen d'Iwwerschaffe vun den Iwwerhuelabschnëtter mat abezitt an och d'Baue vun de Contournemente wäerten derzou féieren, dass d'Unzuel vun den dräispuerege securiséierte Stroossenofschnëtter op der N7 erhéicht gëtt. Doduerch kann och e gesécherte Verkéiersfloss op dëser Strooss garantéiert ginn. En Ausbau op véier Spueren ass deemno net néideg.

Et sief awer ze bemierken, dass et konzeptuell net ugeduecht ass, iwwert dës Verbindung e By-pass zum auslännesche Autobunnsreseau ze offréieren, an och net, fir Transitverkéier a Schwéierverkéier unzezéien, sief et an Nord-Süd-Richtung oder Ost-West-Richtung.

Et ass net geplangt, dass Lëtzebuerg de Bau vun der N62b finanziell ënnerstëtzt.

Zu der Unzeil vun de Camionen, déi en Ëmwee iwwer Lëtzebuerg fueren, ka keng Ausso gemaach ginn, well keng pezis Zuelen dozou virleien.

D'Zil vun der Regierung ass et, national an europäesch zu enger Decarboniséierung vum Transport bäizedroen, fir dass eis Loftqualitéit besser gëtt, d'Klima besser geschützt gëtt a Lëtzebuerg net duerch eng Dumping-Politik am Beräich vun den Akzise Camionsverkéier aus ganz Europa unzitt.

Wat den Transitverkéier am Allgemengen ubelaangt, ass et esou, dass deen hei am Land prinzipiell dee séierste Wee op d'Autobunn muss sichen, an dann op der Autobunn muss bleiwen. Duerch dat groussherzoglecht Reglement vum 5. Mee 1994 „limitant la circulation de transit sur une partie de la voie publique“ däerfe keng Camione Lëtzebuerg a Richtung Norden, spriech iwwert d'N7, verloossen, esoudass a Richtung Belsch theoreetesch keen Transitverkéier dierft sinn. Dëst gëlt allerdéngs net fir déi aner Richtung, well et fir déi Camionen, déi op der belscher Autobunn vu Léck (Liège) aus op d'N7 kommen, keng reglementaresch Aschränkung gëtt; dëst well dat en Afloss op de gesamten transitäre Camionstrafic vun der Areler Strooss zu Stengefort (N6) bis op d'lechternacherbréck (N11) hätt. Den Transitverkéier vun der Wemperhaart erof a Richtung Lëtzebuerg ass deemno net ze vermeiden an doriwwer, wei dee sech méiglecherweis entwéckele wäert no enger eventueller spéiderer Verwierklechung vun der N62b, kann een zurzäit keng Ausso maachen. Ausser dem Contournement vun Housen a vun Hengescht sinn am Moment keng weider Moossnamen an den Dierfer, déi um Tracé vun der N7 leien, geplangt.

Et ass awer ervirzehiewen, dass duerch d'Reorganisatioun vum RGTR an de gratis ëffentlechen Transport d'Offer am Beräich vu Bus an Zuch weider méi attraktiv gëtt. Esou ass zum Beispill am neien RGTR-Reseau fir 2022 d'Linn 173 virgesinn, déi an de Spëtzestonnen am 60-Minutten-Takt vu Sankt Vith iwwert d'Wemperhaart op Ëlwe fuere wäert.

Question 1836 (06.02.2020) de **Mme Francine Closener** *(LSAP)* concernant la **prévention du cancer :**

Dans son communiqué de presse publié à l'occasion de la journée mondiale contre le cancer, le Gouvernement a lancé un message de sensibilisation mettant l'accent sur la prévention. En effet, selon les données publiées, en adoptant un mode de vie plus sain - « avec en premier lieu, le refus du tabac et la consommation modérée de l'alcool et en favorisant une alimentation saine et activité physique régulière » - 40 % des cancers pourraient être évités.

Ces informations correspondent à celles ressortant du « profil de santé par pays 2019 » concernant le Luxembourg publié dans le cadre de l'initiative « State of Health in the EU » et selon lequel les principaux risques de santé au Luxembourg sont le tabagisme, la consommation d'alcool excessive et l'obésité.

À côté du deuxième Plan national cancer (2020-2024), une série d'autres actions de la Direction de la santé - dont le Plan national tabac, le Programme de sevrage tabagique, le programme mammographie, le Plan d'action national « Gesond iessen, méi beweegen » ou le Programme de dépistage organisé du cancer colorectal - visent à agir sur ces différents facteurs.

Or, selon le « profil de santé 2019 » sur le Luxembourg, le taux des dépenses de santé du Grand-Duché consacrées à des programmes de prévention se situe en dessous de la moyenne de l'UE : en effet, au Luxembourg, seulement 2,2 % des moyens alloués à la santé sont réservés à la prévention, contre 3,1 % en moyenne dans l'UE.

- Dans ce contexte, j'aimerais savoir de la part de Madame la Ministre de la Santé si elle envisage de mettre un accent plus important sur la prévention, sachant que des investissements plus conséquents à ce niveau pourront avoir des répercussions positives sur l'état de la santé de la population et par conséquent sur la situation financière du système de santé.

Réponse (06.04.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Il est sans doute vrai que partout en Europe, y inclus au Luxembourg, nous devons continuer à intensifier nos efforts en vue de favoriser davantage la prévention des maladies et la promotion de la santé.

Nos systèmes de santé sont en effet typiquement orientés vers la médecine thérapeutique et négligent les éléments de médecine préventive. Il est cependant difficile de comparer avec précision entre pays les taux de dépenses consacrées à la prévention car le relevé et la ventilation des dépenses de santé sont loin d'être standardisés entre pays, même en Europe.

L'honorable Députée mentionne à raison un certain nombre de programmes d'actions nationales qui comportent des éléments de prévention. Une liste plus complète des programmes d'actions en cours est disponible sur le site sante.lu sous politique de santé, plans d'actions. La plupart des plans ont été initiés ces quatre dernières années, ce qui traduit une prise de conscience progressive de l'autorité de santé de l'importance de la prévention, et une volonté de mettre en place des actions concrètes sur le terrain.

Par ailleurs, l'accord de coalition 2018 à 2023 consacre un chapitre entier dans la section « santé » à des actions à mener pour la prévention et le dépistage des maladies. Je compte mettre en œuvre avec détermination cet accord de coalition et obtenir un financement supplémentaire pour les actions de prévention et de promotion de la santé.

Question 1848 (11.02.2020) de **M. Claude Lamberty** *(DP)* concernant la **piste cyclable entre Schoenfels et Mersch :**

Wéi aus engem rezenten Artikel aus der geschriwwener Press ervirgeet, ass et bei den Aarbechte vun der Vëlospist Schëndels-Miersch zu engem kuerzfristege Baustopp komm, well eng Etüd fir en Deelabschnitt vun 20 Meter, wou d'Vëlospist duerch de Bësch geet, géif feelen. Allerdéngs hat den Ëmweltministère schonn am August 2019 den Accord ginn, fir dass mat den Aarbechte vun der zweeter Phas ugefaang kéint ginn. Effektiv ass zanterhier schonn en Deel vun den Aarbechten op dësem Abschnitt gemaach ginn.

An deem Kader wollt ech der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung follgend Froe stellen:

- Kann d'Madamm Ministesch d'Informatiounen aus dem genannten Artikel bestätegen? Sinn d'Gemengeresponsabel vu Miersch réischt nom Ufank vun den Aarbechten informéiert ginn, dass nach eng Etüd feelt? Wa jo, wat ass de Grond heifir?

- Wéi ass et méiglech, dass den Ëmweltministère eng Autorisatioun gëtt, wann den Dossier net komplett ass?

- Sinn der Ministesch nach aner Projete bekannt, wou den Ëmweltministère kierzlech de Bauhär op eng feelend Ëmweltimpaktetüd opmierksam gemaach huet?

- Wéi gedenkt d'Madamm Ministesch sou eng Situatioun, wéi déi uewegenannten, an Zukunft ze evitéieren an déi betraffe Leit matzäit iwwert déi néideg Autorisatiounen ze informéieren? Ass et am deem Kader net méiglech, all Bauhär um Ufank vun engem Bauprojet eng komplett Lëscht ze ginn, mat allen Informatiounen iwwert déi néideg Autorisatiounen?

Réponse (15.04.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Ech kann d'Informatiounen, op déi den éierbaren Deputéierte sech baséiert, net confirméieren.

Falls et ee Baustopp gëtt, ass deen net op eng feelend Ëmweltimpaktstudie zréckzeféieren. Et ass kee Baustopp vum Ministère fir Ëmwelt, Klima a nohalteg Entwécklung (MECDD) ausgeschwat ginn. Méiglecherweis huet d'Stroossebauverwaltung (PCH) selwer an aus anere Grënn décidéiert, de Chantier ze ënnerbriechen.

Richteg ass, datt den MECDD schonn am August 2019 den Accord fir déi zweet Phas vum Bau vun der Vëlospist ginn huet, an dëst op Basis vun engem kompletten Dossier. D'Autorisatioun ass, wéi meeschtens, u Konditioune gebonnen, déi de Bauhär anhale muss. Dorënner och déi, datt zerstéiert Bëschfläch muss kompenséiert ginn, entweeder vum Bauhär selwer oder duerch Abezuelen an den nationalen ökologesche Kompensatiounsfong.

Mengen Informatiounen no, gëtt et e prakteschen Ofstëmmungsbedarf tëschent den technesche Verwaltunge vu Staat a Gemeng um „Deelabschnitt vun 20 Meter“ (deen éischter 60 bis 70 Meter laang ass), well op dësem Abschnitt an de leschten zéng Joer och verschidden technesch Infrastrukture verluecht goufen an elo verschidden Obligatiounen ufalen.

Question 1856 (12.02.2020) de **MM. Guy Arendt** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant la **peste porcine :**

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 1618 concernant la peste porcine, Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable a répondu aux quatre premières questions, mais a semble-t-il omis de répondre aux deux autres. Pensant qu'il s'agit d'un simple oubli, nous nous permettons de poser de nouveau les deux questions concernant la zone blanche qui sont restées sans réponse :

1) Est-ce que la mise en place de la clôture autour de la zone blanche a eu un impact sur l'évolution des dégâts de sangliers dans les champs avoisinants ?

2) Est-ce que des indemnisations sont prévues pour les locataires des lots de chasse concernés qui sont confrontés à certaines contraintes liées à la mise en place de la zone blanche et de la clôture mais qui paient la totalité du relaissement sans pouvoir bénéficier des revenus provenant des sangliers pris aux pièges et chassés dans cette zone ?

Réponse (07.04.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Aucune augmentation des dégâts causé par les sangliers n'a été signalée auprès de l'Ad-

ministration de la nature et des forêts depuis la construction de la clôture autour de la zone blanche.

ad 2) Les locataires de chasses reçoivent une indemnité sanitaire de 100 € pour chaque sanglier tiré par eux-mêmes dans cette zone.

Pour les sangliers pris aux pièges aucune indemnisation n'est payée. Comme le piégeage et le transport ultérieur de ces carcasses au centre de collecte sont assurés par les agents de l'Administration de la nature et des forêts, il n'y a aucun effort supplémentaire à faire pour les locataires de chasse.

Le fait que l'installation de la clôture peut poser certaines contraintes n'entraine pas d'indemnisation, comme le droit de chasse est loué aux risques et périls du locataire. Celui-ci ne pourra pas présenter une réclamation en vue d'obtenir une réduction du loyer pour cause d'entrave ou d'empêchement à l'exercice de la chasse (voir article 36 de la loi du 25 mai 2011 relative à la chasse).

Question 1858 (12.02.2020) de **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant la **société à responsabilité limitée simplifiée :**

À l'instar de ses voisins belges ou français, le Luxembourg s'est doté par le biais de la loi du 23 juillet 2016 relative à la société à responsabilité limitée simplifiée (SARL-S) d'un outil facilitant aux futurs entrepreneurs de constituer leur affaire en s'affranchissant d'un formalisme jugé trop contraignant et de la constitution d'une trésorerie qui pouvait être trop élevée au regard du projet à porter.

Si son objet social doit rentrer dans le champ d'application de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales, force est de reconnaître que certaines règles ont été assouplies.

En effet, par rapport à une société à responsabilité limitée « classique », l'intervention d'un notaire au moment de la constitution de la société ne s'avère pas nécessaire et le capital social minimum ne doit être compris qu'entre un et 12.000 euros.

La SARL-S vise le profil des travailleurs indépendants désireux de se mettre à leur compte. Il s'agit en premier lieu de consultants et, de manière plus large, de professions intellectuelles nécessitant peu d'équipements matériels, donc peu d'investissement initial.

Par conséquent, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Combien de SARL-S ont été créées depuis l'entrée en vigueur de la loi du 23 juillet 2016 y relative ?

- Est-ce que Monsieur le Ministre estime qu'il y ait un risque de concurrence déloyale vis-à-vis des SARL « classiques » au regard des règles assouplies s'appliquant aux SARL-S ? Le risque décrit n'est-il pas particulièrement élevé pour des professions devant faire face à une demande élevée du marché, en premier lieu la profession de l'agent immobilier ?

- Qu'en est-il du taux de faillites des SARL-S en général et plus spécifiquement de celles relatives à la profession des agents immobiliers ?

- Ne conviendrait-il pas de revoir les exigences relatives à l'obtention d'une autorisation d'établissement pour les professions visées par la loi du 2 septembre 2011 ?

Réponse (15.04.2020) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

Entre le 16 janvier 2017 (date d'entrée en vigueur de la loi du 23 juillet 2016 ayant introduit dans la loi modifiée du 10 août 1915 la société à responsabilité limité simplifiée (SARL-S)) et le 16 janvier 2020 (soit trois ans exactement après l'entrée en vigueur de la loi précitée) 2.655 SARL-S ont été immatriculées au Registre de commerce et des sociétés.

À titre de comparaison, on notera que sur la même période, 18.880 SARL ont été constituées, ce qui représente un pourcentage de 64,85 % des sociétés nouvellement inscrites à la section B du RCS qui regroupe toutes les sociétés commerciales.

Dans la période du 16 janvier 2014 au 15 janvier 2017, le nombre de SARL constituées a été de 19.616 ce qui représente un pourcentage de 69,19 % des sociétés inscrites à la section B du RCS.

La raison de cette baisse relative de la proportion que représente la SARL est difficile à expliquer au vu des chiffres dans la mesure où des données objectives ne sont pas recueillies quant à la motivation ayant incité les fondateurs à choisir telle ou telle forme de société commerciale.

On pourra néanmoins relever que la création de la nouvelle forme de la SARL-S même si elle avait un lien avec la baisse relative de la proportion de SARL dans le nombre total de sociétés inscrites au LBR ne permettrait pas à elle-seule à expliquer la baisse du nombre de SARL ainsi constituées.

On notera ainsi qu'une autre forme de société, à savoir la société anonyme, a connu une baisse nettement plus sensible sur la même période. Par contre, la forme de la société en commandite spéciale a connu elle une nette progression dans la même période, mais il serait également hasardeux d'en tirer des conclusions quant à la baisse du nombre de constitution de SARL.

Quant au risque de concurrence « déloyale », il y aurait lieu de relever qu'avant même l'institution de la forme de la SARL-S, d'autres formes de sociétés commerciales pouvaient être créées par acte sous seing privé ou sans capital minimum. D'ailleurs, il est également à relever que la SARL-S est sujette à certaines contraintes que la SARL ne connaît pas, notamment quant au nombre de SARL-S dans laquelle une personne peut avoir des parts (une seule), quant au fait que les associés doivent obligatoirement être des personnes physiques, etc.

En ce qui concerne l'utilisation de la SARL et de la SARL-S pour exercer l'activité d'agent immobilier on relèvera que sur 18.880 SARL, 244 (soit 1,29 %) exercent cette activité d'après le code NACE enregistré, tandis que sur les 2.655 SARL-S, 96 (soit 3,61 %) exercent cette activité. Le faible pourcentage relatif ne permet pas de tirer des conclusions pertinentes à ce stade.

Pour le bon ordre, il y a lieu de préciser que les entreprises qui exercent plusieurs activités sont classées suivant l'activité principale. Une entreprise qui exerce l'activité d'agent immobilier en tant qu'activité secondaire ne sera pas repris sous le code NACE correspondant à l'activité d'agent immobilier.

Pour ce qui est du taux de faillite, 49 SARL-S constituées dans la période précitée de 2017 à 2020 ont été déclarées en faillite (soit 1,84 % des SARL-S) tandis que 78 SARL constituées dans la même période ont été déclarées en faillite (soit 0,41 %). Parmi ces sociétés, trois SARL et une SARL-S exerçaient l'activité d'agent immobilier.

En ce qui concerne la question de savoir s'il y a lieu de revoir les exigences relatives à l'obtention d'une autorisation d'établissement pour les professions visées par la loi du 2 septembre 2011, nous nous permettons d'informer l'honorable Députée qu'une réforme de la loi en question est en cours d'élaboration auprès de la Direction générale des classes moyennes. À noter cependant que la vérification des conditions de qualification et d'honorabilité du requérant pour l'obtention d'une telle autorisation se fait uniquement en fonction de l'activité visée, indépendamment de la forme juridique.

Ci-après sont fournies les statistiques plus détaillées quant aux sociétés immatriculées au RCS pendant les périodes considérées.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 1859 (12.02.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **indemnités des bénévoles du CGDIS :**

A menger parlamentarescher Fro N° 0971 hat ech d'Inneministesch iwwert d'verspéit Nobezuelunge beim CGDIS befrot. An hirer Äntwert schreift d'Ministesch:

„Fir déi Asätz, déi tëschent dem 1. Juli 2018 an dem 1. Juli 2019 gefuer gi sinn, huet de Verwaltungsrot vum CGDIS, de 27. Juni 2019, no der Analys vun den disponibelen Donnéeën, der Direktioun den Optrag ginn, fir de Sold vum Budget ‚prorata' op d'Unzuel vun Asätz pro Member opzedeelen an auszebezuelen. [...] Ugangs August krut d'Firma, déi fir de Programm fir d'Gestioun vun den Interventiounen (LuxDoc) zoustänneg ass, den Optrag, fir all d'Donnéeën, déi néideg si fir d'Ausbezuele vun den Asätz, aus dem LuxDoc ze zéien. No engem Contrôle vun den Zuele kënnen d'Indemnitéiten iwwerwise ginn, woubäi och all déi Memberen eppes kréien, déi net u feste Garden oder Permanencen deelgeholl hunn, mee bei enger ‚alerte générale' op den Asaz waren."

An deem Zesummenhang wéilt ech der Inneministesch dës Froe stellen:

1. Sinn, Stand haut, all deemools ausstoend Indemnitéiten ausbezuelt ginn? Falls net, wéi vill Suen, opgeschlësselt no Typ vun Indemnitéit, si bis haut net un d'Pompjeeën ausbezuelt ginn an aus wéi engem Grond net?

2. Wéi vill Euro/Stonn hunn d'Benevolle beim CGDIS zegutt,

- déi Bereetschaftsdéngscht (Status 2) maachen,

- a wéi vill déi, déi Kasärendéngscht maachen?

3. Existéieren, nieft deem vun der Ministesch ugeschwaten interne Reglement, aner Dokumenter, an deenen d'Fräiwëlleger vum CGDIS noliese kënnen, wat si als Indemnisatiounen zegutt hunn? Falls net, wär et fir d'Ferdere vun enger gudder interner Kommunikatioun tëschent der Direktioun an de Fräiwëllege beim CGDIS net opportun, esou een Informatiounsblat opzestellen?

Réponse (07.04.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1. Op den 31. Mäerz 2020 si sämtlech Indemnitéiten, wéi de Verwaltungsrot vum CGDIS se am Règlement d'indemnisation festgehalen huet a se vum Regierungsrot approuvéiert goufen, un déi fräiwëlleg Fraen- a Männerpompjeeën iwwert d'Budgetsjoer 2019 ausbezuelt ginn.

D'Iwwerweisunge fir d'zweet Semester 2019 sinn den 30. Mäerz 2020 gebucht ginn.

D'Indemnitéiten 2019 deele sech follgendermoossen op:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2. Fir eng Stonn „permanence en astreinte", also vun doheem aus, kritt de Fräiwëllegen 1 €, fir eng Stonn „permanence en garde casernée", also aus der Kasär aus, 10 €.

ad 3. Säit dem 16. Januar 2020 ass en neie Règlement d'indemnisation a Kraaft, deen, nieft den opgeläschten Indemnitéiten an der Fro 2, eng Enveloppe fir d'Indemnisatioun vun zousätzlechen Aarbechten, ausserhalb vun de Garden a Permanencen, virgesäit.

De CGDIS huet fir d'Asazzenteren an d'Spezialgruppen en Dokument ausgeschafft, dat de Règlement d'indemnisation erkläert, an dat um Internetsite vum CGDIS (www.112.lu) fir jiddereen zougänglech ass.

Question 1875 (13.02.2020) de **MM. Guy Arendt** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant la **peste porcine africaine :**

Heureusement le Luxemburg n'est toujours pas touché par la peste porcine africaine (PPA). Or, si un jour le virus est détecté au Luxembourg, des mesures pour arrêter une propagation doivent rapidement être mises en place. Ces mesures auront forcément des répercussions aussi bien sur les propriétaires des forêts concernées que sur les locataires des lots de chasse. Vu que les 621 nouveaux lots de chasse seront mis aux enchères sous peu, il serait intéressant de savoir quelles conséquences la PPA pourrait avoir sur les lots de chasses.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Quelles mesures seront mises en place pour arrêter une propagation de la PPA si le premier cas positif est constaté au Luxembourg ?

2) Est-ce que l'accès aux forêts touchées par la contamination sera interdit complètement ? Est-ce qu'une exception sera faite pour les propriétaires, pour les locataires de chasse ou les personnes possédant un chalet de chasse ou une résidence secondaire dans la forêt concernée ?

3) Est-ce que l'exercice de la chasse y sera restreint, voire même interdit complètement ? Dans l'affirmative, à qui incombera-t-il dès lors de supporter les coûts engendrés par les dégâts de gibier si le locataire de chasse ne pourra pas exercer son droit de chasse ? Toujours dans l'affirmative, le locataire de chasse sera-t-il toujours tenu de payer son loyer ?

Réponse commune (07.04.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) En cas d'apparition d'un premier cas de peste porcine africaine (PPA) au Luxembourg, les mesures seront différentes selon que le cas affecte le cheptel porcin ou la population nationale de sangliers.

En cas de confirmation d'un test positif dans une exploitation porcine, tous les porcs de cette exploitation seront mis à mort. Autour de l'exploitation, une zone de protection de trois kilomètres et une zone de surveillance de dix kilomètres seront définies et toutes les exploitations porcines de ces zones seront placées sous surveillance officielle. Les mouvements de porcs au niveau national seront fortement réglementés et l'exportation de porcs vivants sera interdite.

En cas de détection d'un foyer de PPA parmi la population de sangliers, une zone potentiellement infectée sera définie et dans cette zone toute activité professionnelle (travaux en forêt) et de loisir (promenade, chasse) pouvant entraîner une dispersion de la maladie seront interdites. Dans un premier temps, une des mesures prises dans la zone infectée sera la prospection, c'est-à-dire la recherche des cadavres en vue de leur destruction, afin de limiter la propagation du virus. Dans un deuxième temps, tous les moyens devront être mis en œuvre afin de diminuer la population de sangliers en vue d'une dépopulation totale de la zone infectée. Autour de la zone infectée seront définies des zones à risque au niveau desquelles on surveillera l'apparition potentielle du virus, tout en engageant des actions de destruction des sangliers afin d'obtenir une réduction drastique de leur population et d'éviter ainsi une extension de la zone infectée.

ad 2) L'accès aux forêts dans la zone infectée sera complètement interdit. Aucune exception ne sera faite pour les propriétaires, ni pour les locataires de chasse, ou les personnes possédant un chalet dans la forêt concernée.

ad 3) Dans la zone infectée, l'exercice de chasse, comme toute autre activité en forêt, sera interdit.

Comme l'article 36 de la loi du 25 mai 2011 relative à la chasse le prévoit, la chasse est louée aux risques et périls du locataire, c'est-à-dire que le locataire de chasse sera toujours responsable des dégâts causés par le gibier et de payer le loyer.

« [….] Dès l'approbation du contrat de location, la chasse est louée aux risques et périls du locataire. Ce dernier ne pourra présenter aucune réclamation ni faire valoir aucun droit vis-à-vis du syndicat tendant à obtenir une réduction du loyer ou une allocation de dommages et intérêts pour cause d'entrave ou d'empêchement à l'exercice de la chasse, alors même que ces entraves ou empêchements sont dus à des cas fortuits. »

Question 1897 (19.02.2020) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **réaménagement de la route B7 entre Schieren et « Fridhaff » :**

Dans le cadre du réaménagement projeté de la route B7 entre Schieren et « Fridhaff », des perturbations du trafic routier sont très probables. Ainsi un élargissement des ponts de contournement existant pourrait assurer une meilleure fluidité du trafic routier.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Un éventuel élargissement des ponts de contournement est-il techniquement possible ? Dans l'affirmative, un tel agrandissement est-il envisagé par les études et planifications actuelles ?

- Serait-il également recommandable de construire, dans la mesure du possible, un deuxième pont de contournement passant par la vallée d'Ingeldorf afin d'élargir ainsi la B7 en cet endroit ? Quel serait le coût approximatif d'un tel ouvrage d'art ?

Réponse (09.04.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

L'avant-projet détaillé de la mise à 2 x 2 voies de la B7 entre les échangeurs de Schieren et d'Ettelbruck vient d'être approuvé.

Ce projet prend son origine dans l'actuelle zone de rabattement en aval du viaduc de Colmar-Berg et se poursuit jusqu'à l'échangeur d'Ettelbruck. Il inclut également la construction d'un nouvel ouvrage de franchissement attenant à l'actuel viaduc de Schieren.

Un élargissement du viaduc d'Ingeldorf ne fait pas cadre des études actuelles et n'a pas été analysé.

Question 1903 (20.02.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **contrats de travail intérimaire :**

A senger parlamentarescher Fro N° 1654 huet den honorabelen Deputéierte Marc Spautz den Aarbechtsminister iwwert d'CDDe befrot. Nieft de CDDe gesäit dat lëtzebuergescht Aarbechtsgesetz allerdéngs och déi sougenannten Interimskontrakter vir.

D'Aarbechtsgesetz definéiert de Salarié intérimaire wéi follegt:

« le salarié qui s'engage dans le cadre d'un contrat de mission pour être mis à la disposition provisoire d'un ou de plusieurs utilisateurs pour l'accomplissement d'une tâche précise et non durable autorisée par ou en vertu de l'article L.122-1. »

A verschiddene Branchen an Entreprisen ass festzestellen, dass systematesch op den Interim als Aarbechtskraaft zeréckgegraff gëtt, och fir Tâchen, déi u sech permanent sinn. Esou ginn et konkreet Fäll, wou Salariéen iwwer ee ganzt Joer ewech Interimskontrakter mat jeeweils enger Dauer vun enger Woch ugebuede kréien an dat, obwuel d'Salariéë fir déi nämmlecht Firma eng spezifesch Aufgab ausféieren. Salariéen, déi sech an dëser Situatioun befannen, si ganz oft ofhängeg vun hirer Aarbechtsplaz a fäerten dowéinst, der ITM dëst ze mellen oder juristesch Schrëtt géint dësen Abus anzeleeden.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aarbecht dës Froe stellen:

1. Wéi vill Interimskontrakter goufen insgesamt an de leschte fënnef Joer ofgeschloss? Wéi eng Dauer haten d'Interimskontrakter, déi an de leschte fënnef Joer ofgeschloss goufen, opgelëscht no follgende Krittären:

- manner wéi 1 Mount;
- 2 bis 6 Méint;
- 7 bis 12 Méint;
- méi wéi 12 Méint?

2. Op den drëtte Punkt vun der Fro N° 1654 äntwert de Minister:

„Wa Verdachtsfäll bestinn, dass Dispositioune vum Code du travail net respektéiert ginn, mécht d'ITM déi néideg Kontrollen. Dat zielt och fir Dispositiounen, déi d'CDDe betreffen."

Wéivillmol huet d'ITM an de leschte fënnef Joer Kontrollen op Basis vu Verdachtsfäll duerchgefouert? Wéivillmol ass d'ITM an der selwechter Zäit op Abusen opmierksam ginn?

3. Wéi huet sech d'Verhältnis um Aarbechtsmaart tëschent Interimskontrakt, klasseschem CDD a CDI iwwert déi lescht zéng Joer entwéckelt?

4. Wéi vill Kontrolle realiséiert d'ITM alljoers bei Kontrakter vun Interimsfirmen?

5. Ass de Minister der Meenung, dass Interimsagencë méi streng misste kontrolléiert ginn, fir Abusen op e Minimum ze reduzéieren?

Réponse (07.04.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1. Unzuel an Dauer vun den Interimskontrakter säit dem Joer 2015:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2. D'ITM ass ënner anerem och zoustänneg fir ze kucken, dass d'Dispositioune betreffend den Interim agehale ginn.

Am Moment ginn et 53 autoriséiert Interimsfirmen, déi hire Sëtz zu Lëtzebuerg hunn.

Den Tableau ënnendrënner wéist d'Unzuel vun den Interimsfirmen, déi tëscht 2016 an 2019 kontrolléiert goufen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Nieft dësen alldeegleche Kontrollen huet d'ITM an der Zäit tëscht Mee a Juli 2018 am Kader vun der europäescher SLIC-Campagne (Senior Labour Inspectors Committee) 2017-2019, „Safe and healthy work for temporary jobs" nach bei 15 aneren Interimsfirmen a 15 „entreprises utilisatrices" an 103 Salariéë Kontrolle betreffend d'Aarbechtskonditiounen an d'Sécherheet an d'Gesondheet op der Aarbecht duerchgefouert.

ad 3. Den Tableau ënnendrënner wéist d'Verhältnis um Aarbechtsmaart vun den Interimskontrakter par rapport zu de klassesche CDIen a CDDen iwwert déi lescht zéng Joer:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 4. Am Kader vun hire Kontrollen an den Interimsfirmen iwwerpréift d'ITM, ob d'Dispositioune betreffend d'Aarbechtskonditiounen (Salaire, Aarbechtszäiten, Rouzäiten, Congé etc.) an d'Sécherheet an d'Gesondheet op der Aarbecht respektéiert ginn. D'Unzuel vun de Kontrollen, déi an de leschte Jore bei Interimsfirme gemaach goufen, fënnt een an der Äntwert op d'Fro 2 erëm.

Wat d'Kontrakter vun den Interimsfirme mat de Salariéë betrëfft (contrats de mission), esou mussen déi spéitstens zwee Schaffdeeg nom Ufank vun der Aarbecht bei der Entreprise utilisatrice schrëftlech opgestallt ginn. Den Nonrespect vun dëser Dispositioun ass strofbar.

Wat dat systematescht Zréckgräifen op den Interim als Aarbechtskraaft betrëfft, och fir Posten, déi u sech permanent sinn, ass d'Aarbechtsgeriicht zoustänneg fir eng eventuell Requalificatioun vun engem Interimskontrakt an e CDI.

ad 5. Enn des Joers 2019 huet den Aarbechtsministère un all 53 aktiv Interimsfirmen eng Circulaire (cf. Annex) verschéckt, an där kloer dorop opmierksam gemaach ginn ass, dass sämtlech Verstéiss géint d'Aarbechtskonditioune vun der ITM kontrolléiert a poursuivéiert wäerte ginn an dass am extreemste Fall den Aarbechtsminister souguer d'Autorisatioun zréckzéie kann a wäert.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 1905 (20.02.2020) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**impact du coronavirus sur l'économie :**

Le Fonds monétaire international a communiqué que la croissance économique mondiale sera négativement impactée de l'ordre de 0,1 à 0,2 points par l'épidémie du coronavirus. Dans ce contexte, la Chine, qui est particulièrement touchée par le virus, souffre actuellement d'un recul sensible de sa production et, partant, de ses exportations.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Monsieur le Ministre peut-il informer sur l'évolution des relations économiques entre la République populaire de Chine et le Grand-Duché de Luxembourg depuis 2015 ?

- Quels sont les produits et services négociés avec ce pays ?

- Quels sont les principaux acteurs luxembourgeois qui sont présents sur le marché chinois ?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que l'expansion du coronavirus en Chine est à l'origine d'effets négatifs pour notre économie nationale ? Dans l'affirmative, quelles sont les informations qui nous parviennent à ce sujet depuis le début de l'année en cours ?

- Le recul éventuel des échanges avec la Chine aura-t-il un impact tangible sur notre croissance économique et sur l'emploi ?

Réponse (08.04.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

L'honorable Député demande si l'expansion du coronavirus Covid-19 en Chine et le ralentissement de l'économie chinoise sont à l'origine d'effets négatifs sur l'économie nationale, et quel sera l'impact tangible sur l'économie luxembourgeoise. Puisque les données sur l'impact économique du coronavirus Covid-19 sur les relations économiques entre la Chine et le Luxembourg ne sont pas encore disponibles à ce jour, il n'est pas possible d'apporter une réponse chiffrée à cette question. Lorsque de telles données seront disponibles, elles seront publiées par le Statec.

Il est cependant indubitable que l'impact du coronavirus Covid-19 sur l'économie du Grand Duché est considérable et va bien au-delà de répercussions qui seraient en lien avec un ralentissement de l'économie chinoise.

À l'heure actuelle, l'impact précis de la crise du coronavirus Covid-19 sur l'économie mondiale et nationale fait l'objet d'hypothèses et de projections mais reste incertain puisque l'issue de la crise et l'horizon des mesures de confinement ne sont pas encore connus. Le Statec a d'ores et déjà réalisé deux publications apportant certaines clarification au sujet de l'impact économique immédiat et potentiel de la crise du coronavirus Covid-19: une édition de « Regards » qui prend notamment en compte la Chine dans les échanges luxembourgeois https://statistiques.public.lu/catalogue-publications/regards/2020/PDF-03-2020.pdf ainsi qu'une édition du « Conjoncture Flash » https://statistiques.public.lu/catalogue publications/conioncture-flash/2020/PDF-Flash-03-2020.pdf.

En ce qui concerne les questions de l'honorable Député relatives à l'évolution dans le temps des relations économiques du Grand-Duché avec la Chine, il est à noter que les exportations de biens du Luxembourg vers la Chine ont atteint, fin 2019, une valeur de 199 millions EUR (contre 232 millions en 2015) alors que les importations en provenance de la Chine se sont élevées à 219 millions EUR (117 millions en 2015). Les trois premières catégories de produits les plus importantes, pour ce qui est du volume des exportations, étaient, en 2019, les machines et appareils électriques suivies par les métaux communs et ouvrages en ces métaux ainsi que les matières/produits textiles. S'agissant des importations, la catégorie des machines et appareils électriques était suivie par celle des matières/ouvrages plastiques et celle des métaux communs et ouvrages en ces métaux.

Les échanges de services entre le Luxembourg et la Chine ont atteint 1,18 milliards EUR (dont 22 % en services financiers) en 2018 contre 1,61 milliards EUR (dont 15 % en services financiers) en 2015. En y incluant Hong Kong, les échanges de services entre le Luxembourg et la Chine ont atteint 3,33 milliards EUR (dont 58 % en services financiers) en 2018 contre 4,12 milliards EUR (dont 55 % en services financiers) en 2015.

Concernant l'évolution, depuis 2015, des relations économiques entre la Chine et le Luxembourg, il y a lieu de procéder à une distinction sectorielle :

- Le secteur financier : Sept des plus grandes banques chinoises sont maintenant établies au Luxembourg (Bank of China, Industrial and Commercial Bank of China, China Construction Bank, Agricultural Bank of China, China Merchants Banks, Bank of Communications et China Everbright Bank). En juillet 2018, la vente de la BIL à Legend Holdings a été clôturée, l'investisseur chinois ayant reçu tous les agréments réglementaires (de la Banque centrale européenne, de la CSSF ainsi que du régulateur suisse FINMA). En septembre 2019, la BIL a inauguré son bureau de représentation à Beijing, devenant ainsi la première banque luxembourgeoise à disposer d'un tel bureau en Chine.

Le Luxembourg a été le premier pays européen à adhérer en mars 2015 à la nouvelle Banque asiatique pour les investissements dans les infrastructures (AIIB), créée à l'initiative de la Chine.

Depuis deux ans, la Bourse de Luxembourg a fortement étendu ses activités en Chine à travers des coopérations avec les bourses de Shanghai et de Shenzhen et moyennant le lancement du Luxembourg Green Exchange, où sont listées notamment des obligations vertes d'émetteurs chinois.

- Le secteur de la sidérurgie et de la métallurgie : le groupe ArcelorMittal est présent sur le marché chinois et possède des participations importantes dans China Oriental Steel et dans VAMA. Fin 2017, VAMA est entré en joint-venture avec le groupe espagnol Gonvarri et a ouvert quatre usines produisant des tôles automobiles en Chine. La société Paul Wurth y est établie depuis 1995 avec un siège à Beijing et des ateliers à Shanghai.

- Le secteur automobile : La société IEE produit essentiellement des capteurs pour les systèmes de ceintures de sécurité et les airbags. IEE est établie près de Beijing depuis 2007. Début 2014, IEE a été vendue à un consortium d'investisseurs chinois. L'entreprise pratique aussi le développement de produits pour l'Asie. CEBI (anciennement ELTH) a également une usine près de Shanghai.

- Le secteur des transports et de la logistique : Dans le domaine du fret aérien, les aéroports de Hong Kong, de Zhengzhou et de Shanghai figurent parmi les destinations les plus importantes de Cargolux, dont 35 % des parts sont détenues par une société chinoise HNCA, basée à Zhengzhou (Henan), qui est aussi le deuxième hub de Cargolux. Le « Chengdu-Europe Express Railway » relie Chengdu en Chine au hub logistique de Bettembourg.

Question 1913 (21.02.2020) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant la **surélévation de bâtiments :**

Dans l'avenue de la Gare à Luxembourg-ville, un projet de surélévation est momentanément en train d'être réalisé, c'est-à-dire qu'un immeuble existant est exhaussé de quelques étages.

Dans le rapport « La maîtrise des coûts du foncier dans les opérations de construction » rédigé par Jean-Luc Lagleize, rendu au Premier Ministre français Édouard Philippe, la surélévation est vue comme moyen pouvant entre autres « créer rapidement des logements de qualité, au cœur des zones tendues ».

Monsieur le Ministre de l'Aménagement du territoire vient de proclamer récemment qu'il voit la ville de Vienne comme « notre modèle ». La capitale de l'Autriche est la référence en ce qui concerne la surélévation, mais aussi à Londres, la surélévation est pratique courante.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et à Madame la Ministre de l'Intérieur :

- Madame la Ministre, Monsieur le Ministre envisagent-ils de favoriser la surélévation des bâtiments, notamment sur le territoire de la ville de Luxembourg, voire au « cœur des zones tendues » ?

- Dans l'affirmative, par quels moyens le Gouvernement entend-il soutenir cet objectif ?

- Existe-t-il une stratégie en ce qui concerne la surélévation, notamment pour les bâtiments protégés qui représentent près d'un tiers des immeubles de notre capitale. Est-ce que des exceptions sont prévues pour les immeubles protégés en ce qui concerne la surélévation ?

- À Vienne une commission spéciale est chargée exclusivement d´accorder les autorisations pour la surélévation d'immeubles. Est-il prévu d'instaurer une telle commission spéciale au Luxembourg ?

- Y a-t-il des échanges avec d'autres capitales et villes quant à leurs expériences liées à la réalisation de tels projets ?

Réponse commune (07.04.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

La surélévation d'immeubles existants peut constituer un moyen adéquat en termes de ressources pour procéder à une densification de nos localités, dont en particulier nos villes, cela dans le contexte actuel d'une pénurie de logements au Grand-Duché, et ceci en particulier à proximité des principaux pôles d'emploi, dont celui de la ville de Luxembourg.

En ce qui concerne plus spécifiquement le cadre légal et réglementaire en la matière, il importe de rappeler que pour les communes disposant d'un plan d'aménagement général (PAG) de la nouvelle génération « mouture 2011 », c'est essentiellement au niveau du Plan d'aménagement particulier (PAP) « quartier existant » que sont réglés tant le potentiel que l'envergure des travaux relatifs à une surélévation d'un immeuble existant. En effet, les règles urbanistiques relatives à la hauteur de constructions, au nombre de niveaux, au nombre de logements et, le cas échéant, aux éléments des constructions existantes à sauvegarder lors des travaux de transformation y sont ancrées.

Les PAP susmentionnés sont élaborés et adoptés par les autorités communales, qui bénéficient en matière d'urbanisme d'un droit d'appréciation très étendu en vertu du principe de l'autonomie communale, tel qu'inscrit à l'article 107 de la Constitution. Il m'importe dans ce contexte de souligner que ce sont les communes, qui sont le mieux outillées pour évaluer les incidences qu'un cadre réglementaire favorable à une densification substantielle, voire à la surélévation d'immeubles existants risque d'engendrer dans les divers quartiers ou localités. À titre d'exemple, il s'avère essentiel de vérifier les capacités des infrastructures techniques, dont le réseau pour l'évacuation des eaux usées, ou encore les besoins supplémentaires en matière d'emplacements de stationnement dans le quartier, avant toute adoption permettant une densification en termes de logements en ces lieux.

Il n'en reste pas moins que le Gouvernement est convaincu qu'une densification harmonieuse de nos villes et villages, adaptée aux infrastructures publiques, permet non seulement de participer à la lutte contre la pénurie de logements, mais d'améliorer également la qualité de vie dans les quartiers d'habitation, sachant qu'il est généralement reconnu qu'une densité de construction soutenue, mais non excessive, permet de créer des espaces publics attractifs et d'accueillir davantage des services de proximité dans nos quartiers.

Ainsi, dans le cadre de l'élaboration et de la procédure d'adoption des PAP précités, mes

services, dont la Cellule d'évaluation des PAP, sont en charge de l'analyse de la conformité de ces plans à la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, qui prône notamment une utilisation rationnelle du sol ainsi qu'un développement harmonieux des structures urbaines et rurales existantes et conseillent dans ce contexte régulièrement les communes de sorte à favoriser une certaine densification dans les quartiers qui se prêtent à un tel développement.

Question 1915 (21.02.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **parc automobile de l'État :**

A menger parlamentarescher Fro N° 0347 wollt ech Informatiounen iwwert de Fuerpark vum Staat an der Regierung wëssen. Ech krut doropshin Zuele fir d'Joren 2014 bis 2019 geliwwert. Des Weidere krut ech d'Informatioun, dass d'Regierungsmembere prinzipiell mat Plug-in-Autoe fueren. Déi hunn - laut der viregter NEFZ-Norm - ee méi niddrege Verbrauch an CO_2-Ausstouss.

D'Ekonomie vun de Plug-in-Hybride variéiert allerdéngs staark, jee no Farstil a Verkéierssituatioun. Duerch déi nei europäesch Ausstoussnorm WLTP ginn d'Verbrauchs- an d'Emissiounswäerter allerdéngs staark relativiséiert. Den theoreeteschen CO_2-Ausstouss vu Plug-in-Autoe geet duerch de WLTP-Berechnungsmodell staark an d'Luucht.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Energie a Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi vill Elektroautoen a wéi vill Autoe mat Verbrennungsmotor goufen 2019 fir de Fuerpark vum ëffentlechen Déngscht kaaft?

2. Wéi héich waren d'Ausgabe fir de Fuerpark vun den eenzelne Ministère vum ëffentlechen Déngscht am Joer 2019?

3. Bei den Autoe vun de Regierungsmemberen handelt et sech prioritär ëm Hybrid- a Plug-in-Hybridautoen, wéi d'Ministere mir an der viregter Fro äntweren.

1. Wéi vill Plug-in-Limousinne sinn am Fuerpark fir d'Regierungsmemberen?

2. Wéi vill Diesel- oder Bensinnsautoe sinn am Fuerpark fir d'Regierungsmemberen?

3. Wéi vill Diesel- oder Bensinnsautoe mat engem Mild-Hybrid sinn am Fuerpark fir d'Regierungsmemberen?

4. Wéi vill reng Elektroautoe sinn am Fuerpark fir d'Regierungsmemberen?

5. Wéi vill PS huet de Fuerpark vun der Regierung am Duerchschnëtt?

4. 2018 louch d'Moyenne vun CO_2-Ausstouss vum Fuerpark vun de Regierungsmembere bei 119,35 g CO_2/km. Fir d'Joer 2020 an 2019, opgeléscht no der NEFZ- an der WLTP-Ausstoussnorm:

- Wéi vill Emissiounen CO_2 stéisst de Fuerpark vun de Regierungsmemberen aus?

- Wéi vill Liter/100 km verbraucht de Fuerpark am Duerchschnëtt?

5. Fir wéi ee Joer ass geplangt, de Fuerpark vun der Regierung emissiounsfräi ze kréien?

6. Ass geplangt, d'Autoen, déi fir den Empfang vun auslännesche Gäscht benotzt ginn, an noer Zukunft duerch Elektroautoen ze ersetzen? Falls nee, firwat net?

Réponse commune (15.04.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Fir d'Joer 2019 goufen insgesamt 223 Déngschtautoen, Fourgonnette oder Fourgone kaaft. Den Tableau ënnendrënner schlësselt pro Motorisatioun a Benotzung vum Gefier dës Zuel op:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0347 vum 12. Februar 2019 geschriwwen, ass zënter 2018 virgeschriwwen, datt Déngschtautoen, déi benotzt ginn, fir sech am Land oder am Ausland ze deplacéieren, mussen 100 % Elektroautoen oder Plug-in-Hybride sinn.

2019 ware vun deenen 51 Gefierer, déi akaaft goufen, 20 Stéck 100 % elektresch an 18 Stéck Plug-in-Hybriden. Well 13 Gefierer enger spezieller Notzung ënnerleien oder spezifesch Ekipementer gebraucht ginn (Attache-Remorque, Ambassaden a Länner ouni Luedinfrastruktur, Douane, Autoe fir Prouwentransport etc.), ginn et fir dës Gefierer am Moment nach keng adequat Alternativen am Beräich vun elektresche Gefierer.

Deemno goufe fir dës speziell Gefierer Derogatioune vum Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Ëntwecklung ausgestallt an Autoe mat engem Verbrennungsmotor kaaft. Aus deem selwechte Grond goufen nach de Gros vun de 4 x 4-Gefierer mat thermeschem Motor kaaft, dëst ware gréisstendeels Spezialgefierer vu verschiddenen technesche Verwaltungen. Des Weidere gouf 2019 ee groussen Deel vum Fuerpark vun der Police grand-ducale ersat, dorënner ware véier Autoe fir reng administrativ Zwecker, fir déi 100 % Elektroautoe kaaft goufen. Säit 2018 leeft ee Pilotprojet bei der Police mat 100 % Elektroautoen, vun deenen der och als Patrulleween benotzt ginn.

Fir Fourgon oder Fourgonnette gouf et déi lescht Jore wéineg adequat 100 % elektresch oder Plug-in-Hybrid-Alternativen an dowéinst och keng Obligatioun, fir dës Gefierer fir d'Servicer vum Staat ze kafen. Et ass awer ugeduecht, de rezenter Evolutioun vum Marché Rechnung ze droen an hei an Zukunft verstäerkt op elektresch Gefierer ze setzen.

Am Tableau ënnendrënner stinn d'Käschten, opgeschlësselt no Ministère, déi de Staat 2019 fir de Fuerpark ausginn huet. D'Käschte vun den Administratiounen oder der Police grand-ducale sinn dem jeeweilege Ministère zougeuerdent.

Et ass allerdéngs ze soen, datt d'Exploitatiounskäschten, déi sech aus den Entretienskäschten, dem Carburant, den Assurancen etc., zesummesetzen, d'Depensë vun allen Zorte vu Gefierer enthalen, also nieft den Déngschtautoen och déi vun de Camionnetten, de Camionen an den Trakteren. Dat ass zréckzeféieren dorop, datt fir de Moment d'Budgetsartikele mat de Coden 12.020 keen Detail fir déi eenzel Typpe vu Gefierer hunn an een duerfir keng Informatioun aus der Comptabilitéitssoftware iwwer verschiddene Kategorië vu Gefierer kann erauszéien.

Um Niveau vun den Acquisitiounskäschten ass et allerdéngs méiglech, just d'Ausgabe vun den Autoen ze erfaasse, well hei d'Budgetsartikele mat de Codë 74.000 den Detail fir d'Autoe virgesinn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Vun den insgesamt 17 Autoe vun de Regierungsmembere sinn der 10 Plug-in-Hybrid-Limousinnen. Déi verbleiwend 7 Gefierer setze sech aus 3 Diesel an 2 Bensinner an 2 Hybrid-Bensinner zesummen. Aktuell befanne sech keng reng Elektroautoen am Fuerpark vun de Regierungsmemberen. D'Autoen hunn an der Moyenne 209 KW, wat ronn 284 PS entsprécht.

Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 0347 vum 12. Februar 2019 geschriwwen, louchen d'Duerchschnëttsemissioune vum Fuerpark vun de Regierungsmembere bei 119,35 g CO_2/km. Säitdeem ass dëse Wäert duerch d'Ersetze vu 4 Verbrenner duerch 4 Plug-in-Hybriden op aktuell 106,37 g CO_2/km gefall. Dësen Duerchschnëttswäert ass nach nom alen Testzyklus NEDC berechent. Fir 5 Gefierer vum aktuelle Fuerpark gouf allerdéngs och schonn den neien Testzyklus WLTP bei der Homologatioun applizéiert. Dëst ware 4 Plug-in-Hybriden, wou d'CO_2-Emissioune bei 49 g/km leien an ee renge Bensinner mat Emissioune vun 249 g CO_2/km. Deemno läit Moyenne vun dëse 5 Autoen, fir déi eng WLTP-Valeur virläit bei 89 g CO_2/km.

Den Duerchschnëttsverbrauch vun den 3 Dieselgefierer läit nom Testzyklus NEDC bei 4,6 l/100 km, bei 8,25 l/100 km fir déi 4 Hybrid-Bensinner a Bensinner a bei 2,22 l/100 km fir d'Plug-in-Hybrid-Bensinner.

D'Regierung huet sech d'Zil gesat, fir de gesamte Fuerpark vun de Regierungsmembere mëttelfristeg total CO_2-emissiounsfräi ze kréien. Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 0347 vum 12. Februar 2019 geschriwwen, solle prioritär Hybriden a Plug-in-Hybride kaaft ginn, soudatt déi duerchschnëttlech CO_2-Emissioune weider fale wäerten. Et gëtt och gepréift, fir an noer Zukunft 100 % Elektroautoen ze kafen.

Et ass och geplangt Autoen, déi fir den Empfang vun auslännesche Gäscht benotzt ginn, schrëttweis duerch Elektroautoen ze ersetzen.

Question 1917 (24.02.2020) de **Mme Lydia Mutsch** *(LSAP)* concernant la **cybersécurité des aéroports :**

97 des 100 plus grands aéroports du monde, dont celui de Luxembourg, présentent des risques liés à la cybersécurité, selon un nouveau rapport d'un expert suisse. Cela ferait deux ans déjà que le Forum économique mondial tirerait la sonnette d'alarme concernant ces nouvelles menaces qui pèsent sur le secteur aérien.

Le Luxembourg est rentré cette année pour la première fois dans ce classement. Seuls Amsterdam-Schiphol aux Pays-Bas, Helsinki-Vantaa en Finlande, et Dublin en Irlande « peuvent servir d'exemple, non seulement à l'industrie aéronautique, mais aussi à toutes les autres industries », notent les auteurs du rapport. Pour tous les autres aéroports, dont l'Aéroport de Luxembourg, les cybercriminels pourraient envisager d'attaquer les hubs aériens involontaires pour mener des attaques en chaîne des voyageurs ou du trafic de fret, ainsi que de viser directement les aéroports pour perturber les infrastructures nationales critiques.

Dès lors j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, à Monsieur le Ministre de la Défense et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

- Messieurs les Ministres ont-ils connaissance dudit rapport ?

- Quels sont les principaux reproches qui y sont formulés à l'égard de l'Aéroport de Luxembourg, notamment en matière de la sécurité du site web principal, de la sécurité des applications mobiles ainsi de l'exposition sur le « dark web », de la sécurité de référentiels de codes publics et de la sécurité de leur(s) cloud(s) ?

- Quelles conclusions Messieurs les Ministres tirent-ils de cette étude ?

- Quel est le budget de l'État investi en matière de cybersécurité en général et en matière de cybersécurité pour l'aéroport en particulier ?

Réponse (09.04.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Le Ministère de la Mobilité ne dispose que très peu de renseignements inhérents au contenu de la soi-disant étude sur la cybersécurité de 100 aéroports mondiaux à laquelle Madame la Députée fait référence.

Cette étude a été diligentée par l'entreprise suisse ImmuniWeb qui développe et commercialise des systèmes et solutions de protection contre la cybercriminalité. On peut en conséquence déduire que ce rapport ne constitue guère plus qu'un propos publicitaire dépourvu de tout fondement pertinent. Ainsi, ni les prétendues conclusions du rapport d'étude, ni la méthodologie précise ne sont accessibles publiquement. La liste des 100 aéroports listés se base par ailleurs sur les données des évaluations des utilisateurs du site « Skytrax » qui ont ainsi retenu les « 100 meilleurs aéroports du monde ».

D'après des informations échangées avec la Société de l'aéroport lux-Airport SA, cette dernière n'était pas informée ni impliquée durant ou après ces tests d'intrusion mentionnés dans l'article de presse. On ne dispose en conséquence pas d'informations détaillées sur les failles potentielles dans le système luxembourgeois.

Je peux par contre vous informer que l'Administration de la navigation aérienne du Luxembourg (ANA) dédie une partie du budget sécurité à la thématique « cybersécurité ».

Afin d'assurer une continuité des activités de prestataire de service de navigation aérienne, elle a mis en place depuis quelques années un « security management system » composé de plusieurs éléments pour permettre de se prémunir contre les attaques et menaces liées à la sûreté et à la cybersécurité. Au niveau des infrastructures, l'ANA a séparé les réseaux en deux parties cloisonnées de façon à différencier totalement les réseaux administratifs du réseau opérationnel. Le réseau administratif est géré en partenariat avec le CTIE et le GovCert. L'ANA participe aussi activement aux dialogues avec les instances nationales concernées par la thématique.

Suite à la mise en œuvre de la nouvelle réglementation européenne (règlement d'exécution (UE) 2017/373), le département certification de l'ANA doit répondre, dans le security management system, à des exigences supplémentaires pour tenir compte des menaces « cyber » et d'en analyser les risques liés.

Question 1920 (24.02.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **« Blitzmarathon » :**

D'Etüd „Speed Limit Enforcement and Road Safety" vum IZA Institute of Labor Economics an Däitschland huet gekuckt, wat fir en Impakt massiv Vitesskontrollen - sougenannte Blëtzmarathonen - op déi allgemeng Stroossesécherheet hunn. En gros soen d'Fuerscher Follgendes:

"Using register data on the universe of police reported accidents in a generalized difference-in-differences approach, we find that SLMO reduce traffic accidents and casualties by eight percent. Yet, immediately after the SLMO day, all effects vanish. Further evidence suggests that people drive more slowly and responsibly on SLMO days to avoid fines; providing information on the dangers of speeding does not alter driving behaviour in a more sustainable way." (Abstract)

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Ugesiichts den Erkenntnisser vun dëser Etüd, wäerten an Zukunft weider Blëtzmarathone stattfannen? Falls jo, firwat hält de Minister un dëser Positioun fest a wéi eng wëssenschaftlech Erkenntnisser schwätze fir esou Aktiounen?

2. Wéi vill Infraktioune wéinst der Iwwerschreidung vun der Vitesslimitt goufen an de leschte véier Joer constatéiert?

3. Wéi vill Infraktioune wéinst der Iwwerschreidung vun der Vitesslimitt goufen an de leschte véier Joer op den Deeg vun deenen eenzelne Blëtzmarathone constatéiert?

Réponse (06.04.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. Ze héich Vitess ass eng vun den Haapturssaache vun de Verkéiersaccidenter a reegelméisseg Kontrolle vun der Vitess sinn e wichtege Bestanddeel an der Lutte géint d'Geforen am Verkéier. D'Resultater vun där vun lech genannter Etüd weisen, dass wärend den „SLMOen" d'Accidenter ëm 8 % erofginn („We find that SLMO reduce traffic accidents and casualties by eight percent."). „SLMOe" minderen also zumindest punktuell de Risiko vu Verkéiersaccidenter. Wärend Perioden, wou Accidenter méi warscheinlech sinn, bréngе sou Aktiounen also déi néideg Sécherheet. D'Blëtzmarathone fannen am Abrëll statt, wou wéinst dem Ufank vum Fréijoer en erhéichte Risiko fir Verkéiersaccidenter ass. Domat schéngt et kloer, dass a firwat sou Kontrolle weiderhi wäerten duerchgefouert ginn. D'Zil vun esou Verifikatiounen ass net, méiglechst vill Infraktioune festzestellen, mee méi allgemeng den Usager och op d'Problematik vun der héijer Vitess opmierksam ze maachen a punktuell d'Sécherheetsmoosnamen ze verstäerken. Dofir sinn esou Kontrollen och e wichtegt Element vun enger ganzer Partie Mesuren, déi dozou bäidroen, déi allgemeng Verkéierssécherheet ze verbesseren. Dat ass och d'Ursaach, firwat mir net just Kontrolle maachen, déi ausschliisslech den Netrespekt vun de Vitesslimitatioune viséieren, mee och aner Problematike betreffen.

ad 2. An de leschte véier Joer, dat heescht 2016 bis 2019, sinn am Total 1.091.049 Infraktioune wéinst dem Depasséiere vun der Vitesslimitt festgestallt ginn.

ad 3. Follgend Unzuel un Infraktioune gouf wärend de leschte véier Joer wärend Blëtzmarathone (jeeweils 24 Stonnen) constatéiert:

2016: 967

2017: 741

2018: 1.191

2019: 1.191

Et sief awer ze bemierken, dass et schwiereg ass, ee Joer mat deem aneren ze vergläichen. 2016 gouf et zéng automatesch Radaren, an 2019 waren et der 24.

Question 1933 (25.02.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**interdiction du glyphosate :**

Mëtt Januar huet de Landwirtschaftsminister op enger Pressekonferenz annoncéiert, dass Lëtzebuerg als éischt Land an der EU den Asaz a Verkaf vum Herbizid Glyphosat ab den 1. Januar 2021 definitiv géif verbidden. Dëse Verbuet gëllt da fir Privatpersounen, Betriber an och landwirtschaftlech Betriber. Um EU-Niveau ass den Asaz vum Herbizid Glyphosat momentan bis Dezember 2022 geneemegt.

E gudde Mount no dëser Annonce ass am Mémorial vum 14. Februar 2020 dat néit grossherzoglecht Reglement vum 11. Februar 2020 iwwert d'Landschaftsprimm publizéiert ginn. Landwirtschaftlech Betriber hunn dräi Méint Zäit, fir d'Entschiedegungsprimm an der Héicht vun 30 €/ha Akerland beim fräiwëllege Verzicht op Glyphosat unzefroen.

Dës Primm gëtt awer just nach fir d'Kulturjoer 2020 ausbezuelt well ab dem 1. Januar 2021

de generelle Verbuet vum Glyphosat zu Lëtzebuerg a Kraaft trëtt.

An dësem Kontext wollt ech dem Här Landwirtschaftsminister an dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen.

1. Firwat gëtt d'Entschiedegungsprimm beim fräiwëllege Verzicht op Glyphosat net bis zu deem Datum ausbezuelt, wou op EU-Niveau d'Geneemegung vum Glyphosat ausleeft dat heescht bis Dezember 2022?

2. Wat ass déi genee Exitstrategie vun der Regierung a Saache Glyphosat?

3. Ginn et schonn éischt Tëscheresultater an Erkenntnisser vum Fuerschungsprojet ANGEL dee vun 2019 bis 2021 leeft a wou méiglech Alternativen zum Glyphosat an der Landwirtschaft ënner reelle Bedingunge gepréift a bewäert solle ginn?

4. Gëtt bei den CFL schonn ab 2020 op glyphosathalteg Produite verzicht oder réischt ab dem Joer 2021?

Réponse commune (07.04.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Et kann nëmmen eng Entschiedegung ausbezuelt gi fir Agrarëmwelt- a Klimamoossnamen, déi méi contraignant si wéi den obligatoresche Kader, sief dat um europäesche wéi och um nationalen Niveau. Dat bedeit, datt zu Lëtzebuerg keng Entschiedegungsprimm, fir de fräiwëllege Glyphosatverzicht méi duerf ausbezuelt ginn, wa Planzeschutzmëttel mat Glyphosat net méi zu Lëtzebuerg zougelooss sinn, dat heescht ab dem 1. Januar 2021.

Fir d'Period nom 1. Januar 2021 kënnen awer bestoend Flächeprimmen am zweete Pilier liicht adaptéiert ginn, ënnert der Konditioun, datt mer am Kader vun hirer ekonomescher Justifikatioun bleiwen. Eng Primm, déi sech besonnesch ubitt fir sou eng Adaptatioun, ass d'Ausgläichszoulag fir Gebidder mat engem natierlechen Handicap.

Doriwwer eraus ginn och zum Beispill Spezialmaschinne fir mechanesch Onkrautbekämpfung ënnerstëtzt.

ad 2. D'Strategie besteet aus follgende gläichzäiteg lafende Mesuren:

- dem Réckzuch vun all den Zouloossunge vu Sprëtzmëttel mat Glyphosat,

- duerch intensiv Berodung an d'Duerchféierung vu Fuerschungsprojete wéi zum Beispill ANGEL,

- der Promotioun vun der net cheemescher Onkrautbekämpfung.

ad 3. De 5. September 2019 gouf eng éischt Feldbegehung am Kader vum Projet ANGEL ofgehalen, wou ee konnt feststellen, datt déi mechanesch Onkrautbekämpfungsvarianten, notamment de Plou, sech net schlecht presentéiert hunn.

Den 3. Mäerz 2020 huet d'Landwirtschaftskummer e Rapport vum Joer 2019 zum ANGEL un d'ASTA geschéckt. D'Resultater vum Joer 2019 eleng erlaben awer nach keng kloer Aussoen zu den Alternativen zum Glyphosat ze maachen. Allerdéngs ginn et éischt Tendenzen, déi weisen, datt zumindest am Joer 2019, an am Mais, eng fréizäiteg Grondbuedembearbechtung déi beschte Resultater erreecht huet a puncto Onkrautreguléierung. Éischt Tëscheresultater ginn deemnächst um Landwirtschaftsportal publizéiert.

ad 4. D'CFL verzichte fréistens ab dem Joer 2021 op den Asaz vu Produite mat dem Wierkstoff Glyphosat, kucke sech awer stänneg no Léisungen ouni Glyphosat ëm, a wëlle sou séier ewéi méiglech ouni dës Substanz auskommen.

Am Beräich vun der Eisebunn gëtt et aktuell e puer Pilotprojeten op den Nopeschréseauen, bei deenen Alternativen zum Sprëtze vu glyphosathaltege Produite getest ginn, awer dovun ass bis elo keng derbäi, déi direkt asazfäeg ass an déi dat selwecht Resultat liwwere kann.

Question 1937 (26.02.2020) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **emplacements de stationnement au lieu-dit « Schinker » :**

Dans sa réponse à ma question parlementaire n° 3949 Monsieur le Ministre avait indiqué être disposé à aménager des emplacements de stationnement supplémentaires pour soutenir le recours au covoiturage au lieu-dit « Schinker » dans la commune de Parc Hosingen, s'il s'avérait nécessaire.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Des comptages ont-ils été effectués depuis 2018 afin de vérifier, le cas échéant, un besoin accru d'emplacements à l'endroit en question ?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre entend-il faire aménager des emplacements supplémentaires ? Si tel est le cas, combien d'emplacements supplémentaires pourraient être envisagés ?

Réponse (09.04.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

En ce qui concerne les comptages effectués depuis 2018, deux compteurs sont installés aux alentours du lieu-dit « Schinker », à savoir le compteur 610 qui se situe au sud de Dickt, et le compteur 939 qui se situe au nord de Hosingen sur la route nationale N7.

Les chiffres récents qui en résultent sont les suivants :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Comme on peut déduire du tableau ci-dessus, la variation des chiffres du trafic qui passe au lieu-dit « Schinker » est négligeable, étant donné que la moyenne journalière du trafic dans les deux directions a uniquement légèrement augmenté de l'année 2018 à l'année 2019. Ainsi, un besoin accru d'emplacements à l'endroit en question ne semble pas exister à l'heure actuelle.

Le parking actuel a été aménagé en 2018 et dispose d'une trentaine d'emplacements pour véhicules individuels. Vu qu'il n'existe pas de besoins accrus à l'heure actuelle, la capacité du parking existant est estimée suffisante et il n'existe pas de projet d'extension.

Question 1938 (26.02.2020) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **flux du trafic entre Mamer et Bertrange :**

Il s'avère que d'importants bouchons se forment quotidiennement dans la montée du Tossebierg sur la N6 entre Mamer et Bertrange. Ces files sont liées à une programmation peu satisfaisante des feux de signalisation situés au croisement N6/rue de Mamer/Belle Etoile à Bertrange.

Rappelons dans ce contexte que Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures avait dans sa réponse à ma question parlementaire n° 2559 du 16 novembre 2016 (!), de l'époque fourni les explications suivantes :

« En ce qui concerne le réglage insatisfaisant de l'installation de feux tricolores au carrefour N6/CR163 au Tossebierg dans la commune de Bertrange, ce réglage est dû à un dysfonctionnement à l'époque de certains détecteurs de trafic suite à des travaux routiers. Ces détecteurs ont été réparés entre-temps par une entreprise spécialisée sous la régie du Service électromécanique de l'Administration des ponts et chaussées et l'installation de feux tricolores fonctionne suivant la programmation initialement prévue, avec une phase verte pour le flux de Mamer vers Bertrange de 19-60 s en fonction du trafic. »

Avant d'ajouter :

« La Division de la voirie de Luxembourg est en train de planifier un projet concernant l'optimisation de la N6 entre l'École européenne et le giratoire N6/N34. Ce projet, dont le dossier de soumission est actuellement en cours de finalisation, prévoit l'optimisation de cette section par l'ajout d'une voie de circulation entre le carrefour N6/CR163 et le giratoire N6/N34 ainsi qu'une meilleure répartition des voies existantes entre le trafic individuel et les transports en commun routiers. »

Or, rien de notable n'a été réalisé à ce jour dans cette zone.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Monsieur le Ministre peut-il exclure que les bouchons susmentionnés sont artificiellement créés ?

2) Dans la négative et avant que le projet d'optimisation de la N6 entre l'École européenne et le giratoire N6/N34 ne voie enfin le jour, Monsieur le Ministre peut-il concevoir comme mesure de court terme d'allonger la phase verte des feux tricolores au carrefour N6/CR163 au Tossebierg dans la commune de Bertrange pour fluidifier le trafic passant par Mamer au cours des heures de pointe matinales ?

3) Monsieur le Ministre peut-il m'informer de l'état du dossier de soumission qui aurait dû être finalisé au plus tard au début de l'année 2017 ?

4) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que la soumission n'ait pas plu aux responsables des Ponts et Chaussées et que ce fait le dossier est à la traîne ? À défaut, quelles sont les raisons du retard ?

Réponse (09.04.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) En 2017, l'Administration des ponts et chaussées a réalisé un comptage sur le croisement en question. Il ressort des résultats de ce comptage que le croisement est saturé aux heures de pointe du matin du fait de la configuration actuelle des voies et du trafic accru pendant ces heures de pointe : 2.050 véhicules/heure ont été comptés sur le croisement, dont 1.130 véhicules/heure en provenance de Mamer. De plus, face à une croissance du trafic qui est estimée à environ 2 % par an, le trafic sur ce croisement a depuis lors très certainement augmenté. Les embouteillages ne peuvent donc pas être évités, même en adaptant la programmation des feux tricolores.

ad 2) Une augmentation des temps verts en provenance de Mamer n'aurait pas d'effet considérable, étant donné que l'entrée du giratoire située 200 mètres en aval serait alors saturée avec les mêmes effets sur le trafic en provenance de Mamer.

ad 3) Le dossier de soumission pour le génie technique relatif à l'installation et la programmation des feux tricolores est dorénavant finalisé et les procédures d'approbation sont en cours avant la mise en soumission par procédure ouverte.

ad 4) L'Administration des ponts et chaussées, en tant qu'administration du Département des travaux publics du Ministère de la Mobilité et des Travaux publics, a une mission de service public et son personnel et les responsables du projet sont soumis aux règles de la fonction publique et exercent leurs fonctions avec intégrité, exactitude et impartialité, dans le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans la planification des projets, il ne peut être question d'émotions ou de préjugés, mais il s'agit de trouver des solutions qui donnent satisfaction aux problèmes posés d'un point de vue technique et économique.

En ce qui concerne les causes du retard, le projet comporte deux volets distincts, à savoir un volet « génie civil » et un volet « génie technique », planifiés par des équipes différentes auprès de l'Administration des ponts et chaussées. En raison de différences d'avancement des deux volets, le projet d'ensemble n'avait pas pu être finalisé dans les délais envisagés.

En ce jour, le dossier de soumission du projet d'ensemble est en cours d'approbation.

Question 1939 (26.02.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **passerelle cycliste sous le Pont Adolphe :**

D'Vëlospasserell ënnert der neier Bréck war elo kierzlech de Mëttelpunkt vun enger Aktioun, bei där si mat geheekelten Häerzer verschéinert ginn ass. Tëschent den Häerzer waren awer och déi éischte Schlässer ze fannen, déi vu jonke Koppelen do als Zeeche vun hirer Léift ubruecht gi sinn. Dës goufen an der Tëschenzäit awer nees ewechgeholl. Et ass just dee Brauch, deen zu Paräis, wou e warscheinlech jo entstanen ass, fir Gefor a vill Aarbecht suergt. Ëmmer nees ginn do Schlässer ewechgemaach an da kommen erstaunlech 40 Tonne Schrott, nëmme fir d'Grillen um Pont Neuf, un der Statu vum Henri IV an op der Spëtzt vun der Île de la Cité (Artikel vum „Le Parisien", http://www.leparisien.fr/paris-75/paris-40-tonnes-d-amour-a-la-ferraille-03-04-2018-7644360.php). 2014 war esouguer d'Gelänner vum Pont des Arts an d'Seine gefall, esou beluede war et mat deene Schlässer.

Duerfir wéilt ech dës Froen un de Bauteminister stellen:

1. Ass bei de Berechnunge fir d'Vëlospasserell ënnert der Adolphesbréck un d'eventuell Méibelaaschtung duerch esou Klauschtere geduecht ginn?

2. Wéi vill därer Schlässer kann d'Passerell verkraaften, an zwar um Niveau vum Drotnetz, dat als Sécherheet gespaant ass, um Niveau vun der Passerell selwer an um Niveau vun de Strukture vun der Adolphesbréck, un där den Ensembel hänkt?

3. Ass d'Konstruktioun vun der Passerell, déi ënnert der Adolphesbréck hänkt, e Modell, dee statesch problematesch ass, oder ass de Risiko vergläichbar mat de Seine-Brécken?

4. Sinn de Wand an eng eventuell ongläich Gewiichtsverdeelung op deenen zwou Säite vun der Bréck Parameteren, déi d'Aschätzung vun der Gefor nach méi komplizéiert maachen?

5. Wat fir eng Belaaschtung fir d'Passerell gëtt duerch d'Gewiicht vun 1.000 Schlässer verursaacht a wéi vill Schlässer kann d'Konstruktioun an deem Fall problemlos verkraaften?

6. Ass eventuell dru geduecht, deen diskreeten Drot duerch e visuell méi stéierend Material ze ersetzen, dat d'Ophänke vu Schlässer géif onméiglech maachen?

7. Sollt et an Zukunft néideg ginn, Schlässer aus Sécherheetsgrënn vun der Bréck ewechzemaachen, wien hëlt déi Decisioun a wie féiert d'Aarbechten aus?

Réponse (09.04.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Bei de Berechnunge fir d'Vëlospasserell ënnert der Adolphesbréck ass déi eventuell Méibelaaschtung duerch Klauschteren um Gelänner net mat aberechent ginn. Dës stellt nämlech keen offizielle Belaaschtungsfall no den aktuellen europäeschen Normen duer an ass deementsprechend och net zu Lëtzebuerg virgesinn.

Bei Brécken am Ausland, déi an engem änleche Fall sinn, gi Klauschteren duerfir wann et vum Gewiicht hier zevill kéint ginn, haaptsächlech fir d'Gelänner selwer, erofgeholl. Bei eis stellt sech de Problem bis elo net, a sollten der opgehaang ginn, gi se direkt erofgeholl.

ad 2. D'Gelänner a Kombinatioun mam Drotnetz ass drop ausgeluecht, de Foussgänger an de Vëlosfuerer virum Stuerz an d'Déift ze schützen. Ganz allgemeng kann een awer soen dass e puer där Klauschteren net problematesch sinn. D'Passerell genee ewéi d'Verbindung vun däser un d'Adolphesbréck sinn dorop ausgeluecht, Mënschenusammlungen an och esouguer e liicht Gefier (ënner dräi Tonnen, dëst fir Noutfäll oder Entretiensaarbechten) ze droen.

ad 3. D'Vëlospasserell ënnert der Adolphesbréck ass statesch gesi kee kritesche Modell an ass no den aktuellen Norme berechent ginn.

ad 4. Fir d'statesch Berechnung vun der Vëlospasserell ass no den aktuellen Normen och de Laaschtfall vum Wand betruecht ginn. An deene Berechnunge sinn och déi ongënschteg Laaschtfäll betruecht ginn, ewéi zum Beispill eng ongläich Gewiichtsverdeelung op der Passerell.

ad 5. Dës Fro stellt sech net, well se, wéi gesot, erofgeholl ginn.

ad 6. D'Wiel, fir hei en dezenten Drot ze benotzen ass d'Resultat vun engem architektonesche Konzept. Hei ass bewosst eng filigran Ausféierung gewielt ginn, déi engersäits dem Foussgänger an dem Vëlosfuerer d'Méiglechkeet gëtt, déi faszinant Blécker erof an de Péitrussdall ze genéissen, an anerersäits beim Bléck aus dem Péitrussdall erop praktesch net sichtbar ass.

ad 7. Eng Méibelaaschtung duerch Klauschteren ass net erwënscht, dofir gi Schlässer, wann der iwwerméisseg vill do hänken, duerch d'Agente vun der Stroossebauverwaltung ewechgeholl.

Question 1942 (27.02.2020) de **M. Georges Engel** *(LSAP)* concernant les **vêtements produits de manière responsable :**

Le 11 février dernier à Paris, Brune Poirson, Secrétaire d'État auprès du Ministère de la Transition écologique et solidaire, réunissait plusieurs dizaines d'acteurs du textile pour leur présenter son projet d'affichage de critères environnementaux permettant d'identifier les vêtements « les plus responsables ».

À l'instar de l'étiquette énergétique dans le domaine de l'électroménager, l'affichage environnemental relatif au secteur du textile d'habillement sera obligatoirement apposé sur les habits neufs vendus en magasin. L'objectif de cette mesure, issue de l'article 15 de la loi française relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire, consiste à donner au consommateur, au moment de son achat, une indication sur l'empreinte écologique du vêtement. La note décernée au vêtement ira de A pour les bons élèves parmi le secteur, à E pour les moins ambitieux en matière de responsabilité écolo-

gique. Cette note passera au crible neuf critères, qui englobent tout le cycle de vie du produit, des matières premières à la fin de vie en passant par la distribution.

Dans son rapport de 2017 intitulé « A new textiles economy: Redesigning fashion's future », la « Ellen MacArthur Foundation » a relevé qu'en 2015, l'industrie de l'habillement a représenté pas moins de 2 % des émissions globales de gaz à effet de serre, dépassant ainsi les émissions des secteurs de transport maritime et aérien réunis. Suivant les projections dudit rapport, au rythme actuel, la filière pourrait peser plus du quart du budget carbone de la planète d'ici à 2050.

- J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre de l'Environnement si elle a pris connaissance de l'initiative du Gouvernement français décrite ci-dessus ?

- Est-ce que Madame la Ministre envisage de suivre l'exemple français afin de permettre au consommateur de faire ses choix de manière plus éclairée ?

- Dans l'affirmative, est-ce que les critères pris en ligne de compte pour la note apposée à l'habit, dans un souci de considérations d'ordre social, concerneraient également les conditions de travail dans les usines de production ?

Réponse commune (07.04.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **M. Franz Fayot,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

Dans sa question, Monsieur le Député fait référence à l'impact environnemental de l'industrie de la mode et aux mesures prises en France pour créer une plus grande confiance à l'attention des consommateurs et consommatrices. Une initiative analogue existe en Allemagne avec le « Grüner Knopf ». Ce label public a comme objectif d'informer les consommateurs et consommatrices et de créer une confiance à l'attention de ceux et celles qui veulent acheter des vêtements durables.

De plus en plus de consommateurs pensent que la mode durable est importante. Ils ne veulent pas porter un T-shirt qui a été cousu dans des conditions inacceptables pour un salaire de famine ou qui a été teint avec des produits chimiques toxiques.

Il est primordial de se donner des critères tant environnementaux que sociaux. Dans le cadre de l'initiative « Der grüne Knopf », 46 normes sociales et environnementales en tant qu'exigences contraignantes pour protéger les personnes et l'environnement, ont été fixées.

La mise en place d'un tel système ne peut avoir lieu qu'en coordination étroite et cotravail avec les acteurs et le secteur concernés.

La demande existe aussi au Luxembourg. Ainsi en coopération étroite avec « EBL - Émweltberodung Lëtzebuerg », le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable a fait élaborer le site www.nobe.lu. Sur ce site, les personnes - notamment les administrations dans le cadre des marchés publics durables - trouvent des informations nécessaires en vue de l'achat de fournitures durables. Une rubrique est consacrée aux vêtements de travail avec des explications sur leurs impacts sociaux, environnementaux et de sécurité et les critères de durabilité. Les consommateurs et consommatrices désireux(ses) d'acheter des vêtements durables y trouvent aussi des informations par voie de fiches explicatives sur les achats durables de textiles et sur les labels existants.

En septembre 2017, la Direction de la coopération et de l'action humanitaire du Ministère des Affaires étrangères et européennes a mandaté « Fairtrade Lëtzebuerg » et la « Fondation Caritas Luxembourg » pour mettre en place une campagne intitulée « Rethink your clothes ». Cette campagne textile vise à sensibiliser le grand public luxembourgeois et les responsables d'achats mais aussi de vente aux défis sociaux et environnementaux de l'industrie du textile, et plus particulièrement à promouvoir l'amélioration des conditions de vie et de travail des travailleurs et travailleuses dans la filière de production et d'approvisionnement du secteur textile et de la mode. Il s'agit dès lors de mettre en lumière les dysfonctionnements humains et environnementaux liés au secteur, et à proposer des alternatives.

En raison des résultats atteints par ce mandat (2017-2019), une procédure est en cours pour le prolonger lors d'une seconde phase (2020-2021). Dans un esprit de continuité de la première campagne, il s'agira de mettre l'accent sur les défis sociaux et environnementaux du secteur textile, les alternatives sociales et écologiques, et la responsabilité et le pouvoir des consommateurs et consommatrices, des politiciens et politiciennes, des entreprises.

Au niveau européen, le commerce de la filière textile est suivi par la Commission européenne et régi en fonction des pays de provenance par des accords de libre-échange ou bien par des systèmes de préférences généralisées. Ces accords contiennent des dispositions visant la ratification et la mise en œuvre effective des conventions essentielles dans le domaine du droit du travail, des droits de l'homme, de l'environnement et de la bonne gouvernance.

Par ailleurs, la Commission a publié le 24 février 2020 une étude sur les obligations de diligence dans les chaînes d'approvisionnement des entreprises. Cette dernière présente plusieurs pistes d'action en vue de la mise en œuvre d'une réglementation au niveau européen en matière de diligence raisonnable. Développé par les Nations Unies, le devoir de diligence a été étendu par les Principes directeurs de l'OCDE en ce qui concerne les entreprises multinationales aux domaines tels que l'environnement, le changement climatique et les intérêts des consommateurs. Le Gouvernement estime que l'analyse susmentionnée doit servir de base pour une action européenne concertée afin de prévenir et d'atténuer les impacts négatifs dans ces domaines. En complément aux initiatives nationales décrites ci-dessus, le Luxembourg compte donc soutenir les actions permettant de promouvoir un commerce responsable en Europe.

Question 1944 (27.02.2020) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant la **Cellule de renseignement financier :**

Sou wéi d'Chambersreglement et virgesäit, bieden ech lech, dës parlamentaresch Fro un de Justizminister weiderzeleeden.

Et gëtt beim Parquet eng „Cellule de renseignement financier" - kuerz CRF genannt.

1. Wéi eng Persounen oder Institutioune kënnen dës CRF mat enger Denonciatioun befaassen? Wei vill där Denonciatioune gouf et 2017, 2018 an 2019 (no Joer opgeschlësselt) duerch Banken, wéi vill duerch Affekoten, wéi vill duerch Nottären a wéi vill duerch aner Acteuren?

2. Wéi gëtt déi Flut vun Denonciatioune bewältegt a wéi gëtt kontrolléiert, ob d'Aarbecht vun der CRF qualitativ gutt ass?

3. An enger rezenter Konferenz huet d'CRF, wat Nottären ubelaangt, eng Statistik gewisen, aus där ervirgeet, datt 6 % vun den Denonciatiounen duerch Nottären hir Ursaach an enger „escroquerie" hunn, 4 % engem „abus de faiblesse", 4 % an enger Infraktioun géint d'Steierrecht, 6 % an enger aktiver Korruptioun a 6 % am Benotze vu gefälschten Dokumenter.

74 % awer waren do aklasséiert als „non déterminé". Wéi ass et méiglech, datt dräi Véierel vun allen Denonciatiounen emol net enger vun de Kategorien, déi d'Gesetz virgesäit, zougeuerdent kënne ginn? Heescht dat, datt dräi Véierel vun allen Denonciatioune vu Bierger duerch hiren Nottär keng legal Basis hunn?

4. Wie héich ass de Prozentsaz vun CRF-Denonciatiounen, déi effektiv zu Poursuitte féieren? Fir wéi eng Infraktiounen (no Prozenter)?

5. No enger CRF-Denonciatioun ginn de betraffene Bierger hir Bankkonten duerchliicht. Ginn déi Bierger dat gewuer? Wéi oft kënnt et vir, datt Donnéeën, déi op deem Wee fonnt ginn an a guer kengem Zesummenhang zur CRF-Denonciatioun stinn, benotzt gi fir aner Zwecker respektiv aner Poursuitten?

6. Wéi vill Persoune goufen op Basis vun enger CRF-Denonciatioun menacéiert, ënner Tutelle oder Curatelle gesat ze ginn, oder goufen tatsächlech als onmëndeg erkläert?

7. Gëtt et iergendeng Kontroll iwwert déi Denonciatiounen, déi liichtfankeg gemaach goufen? Ginn déi betraffe Bierger gewuer (no Ofschloss vun der Enquête), datt eng Persoun oder Institutioun X si denoncéiert hat? Wann nee, sidd der net der Meenung, datt betraffe Bierger missten au courant gesat ginn, fir hinnen et ze erméiglechen, de Responsabele fir déi fälschlech Denonciatioun unzesichen? Géllt an der Matière vun den CRF-Denonciatiounen net de Gesetzestext iwwert d'„dénonciation calomnieuse"?

8. Gëtt et iergendwellech Rekursméiglechkeete fir betraffe Bierger?

9. Mir ass zu Oueren komm, datt eng Bank, un där de Lëtzebuerger Staat eng Participatioun vu 34 % hält, besonnesch äerdeg ass am Denoncéiere vun hire Clienten, oft fir Virementer, déi ënnert d'Intimliewe vun enger Famill falen. Stëmmt dat?

10. Gëtt eng Kontroll gemaach, wann dës oder déi Bank par rapport zu hire Konkurrente besonnesch oft denoncéiert respektiv besonnesch oft denoncéiert, ouni datt un der „Affär" eppes drun ass? Gëtt et do Sanktiounen? Wann nee, firwat net?

11. Sidd Dir insgesamt der Meenung, datt d'Qualitéit an d'Quantitéit vun den CRF-Denonciatioune wierklech dem ursprénglechen Zil vun dëser Mesure - dem Kampf géint d'Wäisswäsche vu Suen aus kriminellen Aktivitéiten an dem Kampf géint d'Finanzéierung vun Terrorismus - gerecht ginn?

Réponse (06.04.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. Den Artikel 2 vum Gesetz vum 12. November 2004 betreffend d'Bekämpfung vun der Geldwäsch a vun der Terrorismusfinanzéierung (d'Gesetz) zielt 26 Kategorië vu Professionellen op, déi ënnert d'Gesetz falen. De Joresbericht vun der CRF (fräi ze consultéieren ënnert justice.public.lu/fr/organisation-justice/crf.html»>https://justice.public.lu/fr/organisation-justice/crf.html) zielt genee op, wéi vill Deklaratiounen déi verschidde Kategorië vu Professionelle gemaach hunn, mat jee Ënnerdeelungen no Sous-secteur an Typ vun der Deklaratioun.

ad 2. D'CRF kritt all Deklaratiounen elektronesch, iwwer eng geséchert online Plattform (goAML), eran. All Deklaratioun gëtt no enger Risiko-Approche klasséiert, a jee nodeem behandelt; bei engem nidderege Risiko fënnt nëmmen en Informatiounsaustausch mam Ausland statt (dat ass besonnesch de Fall beim elektroneschen Handel mam EU-Ausland); bei engem mëttlere Risiko behandelt en Analyst d'Deklaratioun a sicht zum Beispill no weidere Verbindungen; bei engem héije Risiko ginn eng komplett Analys an e Rapport gemaach. Op déi Aart a Weis setzt d'CRF hir Mëttelen och do an, wou d'Risiken am héchste sinn. D'Qualitéit vun der Aarbecht vun der CRF gëtt, ënner anerem, bei der Evaluatioun vum GAFI gekuckt. Beim Immediate Outcome 6 gëtt evaluéiert, ob déi relevant Informatioune vun der CRF, vun de kompetenten Autoritéiten, am Beräich vun der Geldwäsch a vun der Terrorismusfinanzéierung gebraucht ginn.

ad 3. En héijen Taux vun „onbestëmmten" Deklaratioune weist net op e Mëssstand hin, mee bedeit, dass déi Professionell hir Obligatioune richteg uwennen. Den Artikel 5 (1) b) vum Gesetz verflicht nämlech déi Professionell, der CRF all „soupçon" ze mellen. De Professionelle qualifizéiert keng Strofdot. Dat bedeit, dass et duergeet, wann engem Professionellen de Client, eng Operatioun oder d'Ëmstänn verdächteg virkommen.

A ville Fäll kann och net direkt eng Strofdot op d'Deklaratioun vum Professionelle gesat ginn. Wann d'CRF dann awer aner Informatioune kritt, sief et vun anere Professionellen, vun CRFen aus dem Ausland oder vu Lëtzebuerger Autoritéiten, gëtt den Dossier méi kloer an e Soupçon vun enger Strofdot stellt sech eraus. Dëst ass d'Roll vun enger CRF: Informatiounen zesummebréngen, fir Liicht a suspekt Operatiounen a Verhalensmuster ze bréngen.

Doduerch, dass Krimineller an de Finanzen oft vill verschidde Produkter benotzen, ass et wichteg, Soupçone vun all Professionellem gemellt ze kréien, fir de Puzzel komplett ze kréien. Eng Deklaratioun un d'CRF bleift och da berechtegt, wann et spéider net méiglech ass, en Artikel vum Code pénal op d'Deklaratioun ze setzen, well d'Deklaratioun jo net op enger Strofdot, mee op engem „soupçon" berout.

ad 4. Doduerch, dass ganz vill Deklaratioune Soupçone vu Strofdoten am Ausland betreffen, ass et net méiglech, prezis Statistike fir dëse Punkt ze hunn. Iwwer d'Poursuitten am Ausland, déi no der uwennbarer Prozedur aus dem jeeweilege Land lafen, kritt d'CRF oft keng Informatioune méi. Et ginn awer Iwwerleeungen - och op europäeschem Niveau -, dëse Feedback ze verbesseren.

Déi national Statistike kann een am Joresbericht vun der CRF noliesen. Fir de Rapport vun 2018 ass dat d'Sektioun 4.1 (Säit 101).

ad 5. Nee, dat wier géint déi gängeg GAFI-Reegelen (Recommandatioun 21), d'Lëtzebuerger Gesetzgeebung, wéi och géint déi europäesch Direktiven[1], déi all virgesinn, dass de Professionellen net däerf dem Client oder engem Drëtte matdeelen, dass hien eng Deklaratioun gemaach huet oder wäert maachen.

D'Donnéeë gi vun der CRF just fir den Zweck vum Bekämpfe vun der Geldwäsch, de betraffene Strofdoten (infractions primaires sous-jacentes) a vun der Terrorismusfinanzéierung un déi zoustänneg Autoritéite weidergeleet, zum Beispill un de Parquet fir d'Verfollege vun enger Strofdot oder un eng Autorité de contrôle, wéi d'CSSF, fir hir Missioun am Beräich vun der Preventioun. Wann d'Informatiounen dem Zil net déngen, bleiwe se bei der CRF an et gëtt keen aneren eppes dovu gewuer. Dat ass d'Ursaach, firwat onofhängeg CRFe gegrënnt gi sinn, fir dass d'Nimm vun de Betraffenen net an de Fichiere vu Police a Justiz optauchen, wa sech spéider erausstellt, dass eng Deklaratioun net relevant wor (wat net heescht, dass d'Deklaratioun net berechtegt wor).

ad 6. D'CRF huet kee Pouvoir, fir Leit ënner Tutelle oder Curatelle ze setzen.

Sollt et bei enger Analys vun der CRF Unhaltspunkte fir en Abus de faiblesse ginn, géif d'CRF e Rapport un de Parquet maachen, deen da muss decidéieren, innerhalb vu senge Kompetenzen, fir déi néideg Schrëtt anzeleeden.

ad 7. + 8. Den Artikel 5 (4) vum Gesetz schützt déi Professionell, déi a „guddem Glawen" eng Deklaratioun gemaach hunn, virun all Zort vu Poursuitten. De Contraire vu „guddem Glawe" wier eng Deklaratioun net am Sënn vum Gesetz, mee fir engem aneren, absichtlech, ze schueden. An deem Fall wier et méiglech, de Professionellen ze poursuivéieren. Et wier virun allem de Parquet, dee kéint feststellen, ob et hei en Abus gouf. Och de Betraffene géif, wann et zu Poursuitte kéim, gewuer ginn, dass et e Rapport vun der CRF an dem Dossier gëtt.

Am Fall, wou d'CRF decidéiert, e Kont ze blocképieren, huet déi betraffe Persoun d'Méiglechkeet, e Recours virun der Chambre du conseil anzeleeën.

ad 9. + 10. D'Statistiken iwwert d'Zuel vun den Deklaratioune vun deenen eenzelne Professionelle sinn net ëffentlech. D'Zuel vun den Deklaratiounen am Finanzsecteur ass vu Bank zu Bank verschidden, dat hänkt vun der Zuel an den inherente Risike vun der Clientèle a vum Geschäftsmodell vun der Bank of.

Wann et géif Anomalien tëschent der Zuel vun den Deklaratiounen an dem Risikoprofil vun enger Bank ginn, kéint sech d'CRF mam Professionellen zesummesetzen, fir déi Saach ze diskutéieren, mee et bleift um Enn ëmmer um Professionellen, selwer ze entscheeden, wat fir hie suspekt ass.

ad 11. D'Deklaratioune vun de Professionellen un d'CRF déngen dem Zil vun der Deductioun vun der Geldwäsch an der Terrorismusfinanzéierung. D'Deductioun ass en Deel vun engem méi breede Konzept, wat och déi national Koordinatioun, d'Preventioun, d'Poursuitten an déi international Kooperatioun ofdeckt. D'Zesummewierke vun dem Ganzen ass ausgeluecht, fir méiglechst effizient der Geldwäschan der Terrorismusfinanzéierungbekämpfung gerecht ze ginn.

Question 1945 (27.02.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **accidents sur la N12 entre Troisvierges et Wiltz :**

Op der N12 tëschent Wolz an Ëlwen koum et déi lescht Joren ëmmer erëm zu schwéieren Accidenter.

1. Wéi vill Doudeger respektiv schwéier Blesséierter gouf et déi lescht 30 Joer op dëser Streck?

2. Wéi dacks war bei all dësen Accidenter e Bam mat eng vun den Ursaachen?

3. Wär et, fir all déi schwéier Accidenter op e Minimum ze reduzéieren net sënnvoll, fir op dëser Streck méiglechst vill Leitplanken unzebréngen?

[1] Directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission

Directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/U

Le saviez-vous ?

DÉPÔT

Le dépôt est l'acte par lequel la Chambre des Députés est officiellement saisie d'un projet de loi ou d'une proposition de loi.

Réponse (09.04.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

An dësem Zesummenhang sief fir d'éischt dorop higewisen dass déi prezis Plazen op deenen en Accident geschitt ass eréischt säit der Reform vun de Verkéiersstatistiken 2012 vun der Police an dem Statec an den Datebanke festgehale ginn. Aus dësem Grond ass et net méiglech fir Donnéeën zur Lokalisatioun vun Accidenter, déi virun 2012 geschitt sinn, an deem gewënschten Detail aus der Datebanke vum Statec ze zéien.

Genee esou ass de System Multipoll vun der Police, an deem d'Accidenter erfaasst ginn, net fir esou eng Recherche respektiv prezis Statistik ausgeluecht.

Déi Donnéeën déi zur Verfügung stinn, erginn deemno säit 2012 follgend Bild:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Bei dësem Tableau bléift nach ze vermierken, dass et sech bei den Zuele vum Joer 2019 just ëm provisoresch Zuelen handelt.

Et geet aus dësen Donnéeën och net ervir, wat d'Ursaach vun den Accidenter war an a wéi enge Fäll d'Doudesursaach respektiv eng schwéier Blessur, op d'Kollisioun mat engem Bam zeréckzeféiere ass.

Wat d'Ubrénge vu Leitplanke virun de Beem ubelaangt, muss ee wëssen dass eng Leitplank ee Wierkungsberäich huet, dee fräi vun Hindernisser muss sinn, fir dass déi Leitplank optimal funktionéiere kann. Wann d'Beem also ze vill no un der Strooss stinn, dann ass et schwiereg a plazeweis esouguer onméiglech, dës Plaz mat enger Leitplank ofzesécheren. Dëst ass awer ëmmer vu Fall zu Fall ze kucken, ofhängeg vun der Situatioun um Terrain.

Am Kader vun deenen aktuelle Leitplanken-Ausschreiwungen ass d'Stroossebauverwaltung amgaang duerch d'ganzt Land weider Strecke mat Leitplankesystemer ze equipéieren.

Et sief nach drun erënnert, dass grondsätzlech all Accident mat méi grave Suitte vum Aarbechtsgrupp „Audits de sécurité" analyséiert gëtt, fir eventuell duerch baulesch Moossnamen d'Stroossesécherheet nach ze verbesseren.

Et bleift an dësem Kontext nach ze soen, dass duerch eng méi héich Unzuel vu Leitplanken d'Sécherheet vun anere Verkéiers-Participanten, sief et de Foussgänger oder de Vëlo, duerch eng Anengung vum Verkéiersraum erofgeet. Deemno ass d'Installéiere vu Leitplanken am Eenzelfall och ëmmer eng Ofweiung tëschent verschiddenen Ziler an Contrainten.

Question 1948 (27.02.2020) de **MM. Gilles Roth** et **Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **projet « Europa-Cloud Gaia-X » :**

Am 19. Februar 2020 ist Frankreich der von Deutschland eingeleiteten Cloud-Allianz, dem sogenannte Projekt „Europa-Cloud Gaia-X", beigetreten. Das Ziel von Gaia-X besteht in der Schaffung einer europäischen Dateninfrastruktur und eines Sicherheitsnetzwerks von außereuropäischen Regulierungen und „extra-territorialen" Ansprüchen. Die europäische Dateninfrastruktur soll insbesondere kleinen und mittelgroßen örtlichen Unternehmen die Vorteile einer Cloud-Lösung verschaffen, ohne dass diese ihre „Datensouveränität" aufgeben müssen. Der europäische Cloud-Verbund bietet als Vorteile nicht nur die Interoperabilität und die Rechtssicherheit, sondern auch das Vermeiden missbräuchlicher Datenabgriffe.

Aufgrund dessen möchten wir folgende Fragen an die Herren Wirtschaftsminister und Minister für Digitalisierung stellen:

- Können die Herren Minister uns mitteilen ob Luxemburg zur Beteiligung am Europa-Cloud-Gaia-X-Projekt angefragt worden ist?

- Beabsichtigt die Regierung am Projekt Europa-Cloud Gaia-X teilzunehmen? Wenn ja, wie sieht der Zeitplan und der Onboarding-Prozess aus?

- Wer wird nach Kenntnis der Herren Minister das Projekt sowie auch das Personal der zentralen europäischen Organisation, die Gaia-X umsetzen soll, finanzieren?

- Wird das Projekt Gaia-X nach Kenntnis der Herren Minister finanzielle Unterstützungen aus EU-Handelsmitteln erhalten? Wenn ja, in welcher Höhe?

- Haben die Herren Minister Kenntnis darüber, welche Rechtsform Gaia-X erhalten soll? Wenn nein, welche Rechtsform wäre nach Auffassung der Herren Minister am geeignetsten?

- Im Fall Luxemburgs Beitritt zur vorgenannten Cloud-Allianz, welches Ministerium beziehungsweise welche Behörde wird nach Kenntnis der Herren Minister auf nationaler Ebene federführend verantwortlich für die Umsetzung von Gaia-X sein?

- Im Fall Luxemburgs Beitritt zur vorgenannten Cloud-Allianz, verfügt das federführende Ministerium nach Kenntnis der Herren Minister über eine geeignete Menge an qualifizierten IT-Fachkräften? Wenn nein, wie soll diese personelle Lücke geschlossen werden?

-Wann soll nach Kenntnis der Herren Minister der endgültige Launch vom Projekt Gaia-X erfolgen?

- Sind die Herren Minister der Meinung, dass es offensichtlich und nötig ist, die Daten unserer Bürger in transparenten und rückführbaren Datenzentren in Luxemburg sowie in der europäischen Union zu bewahren und zu speichern?

- In diesem Kontext, können die Herren Minister erläutern wie die lokale „Datensouveränität" im Großherzogtum im Moment aussieht?

- Können die Herren Minister verdeutlichen, welche Cloud-Angebote in Luxemburg vom Sicherheitsstandpunkt geeignet sind um eine eigenständig Cloud-Lösung aufzubauen?

Réponse commune (09.04.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à la Digitalisation :*

Das Projekt Gaia-X wurde in Deutschland vom Bundesminister für Wirtschaft und Energie Peter Altmaier in November 2019 veröffentlicht. Am 19. Februar 2020 ist Frankreich der von Deutschland eingeleiteten Cloud-Allianz, des sogenannten Projektes „Europa-Cloud Gaia-X", beigetreten.

Luxemburg ist über das Gaia-X-Projekt informiert. Das Ziel von Gaia-X besteht in der Schaffung eines souveränen, offenen und europäischen Data- und AI (artificial intellegence) Ökosystems und somit einer Dateninfrastruktur und eines Sicherheitsnetzwerks, die weniger von außereuropäischen Regulierungen und von „extraterritorialen" Ansprüchen abhängig sind. Gaia-X soll ein europäisches Innovationsökosystem mit Could-Diensten und vertrauenswürdigen Leistungsservices auf bestehenden europäischen Infrastrukturen und Technologien aufbauen. Im Rahmen vom EuroHPC Joint Undertaking, wo Luxemburg vertreten ist und dessen Ziel der Aufbau einer vernetzten HPC Infrastruktur in Europa ist, wird ebenfalls über vernetzte Cloud-Lösungen diskutiert.

Am Gaia-X-Projekt können private Verbände und Unternehmen teilnehmen. Regierungen und Ministerien können nicht direkt Mitglied von Gaia-X werden. Das Projekt soll von der Privatindustrie umgesetzt werden. Das Projekt soll also auch hauptsächlich direkt von der Wirtschaft über Mitgliedsbeiträge finanziert werden. Unternehmen und Verbände sollen in der Startphase Fördermittel für Gaia-X beantragen können.

Im ersten Halbjahr 2020 soll eine Organisation gegründet werden, Ende 2020 soll es erste Anwendungen geben. Mögliche Optionen für diese Organisation werden zurzeit noch diskutiert, eine solche Möglichkeit wäre die Gründung einer „Europäischen Genossenschaft".

Neben der technischen Datensicherheit (sichere Übertragung, Speicherung und Verarbeitung von Nutzerdaten) wird die Datensouveränität in Zukunft von größerer Bedeutung sein. Unter Datensouveränität versteht man eine aktive Befähigung der Dateneigentümer zum selbstbestimmten Umgang mit ihren Daten. In diesem Zusammenhang hat der Staat als Gesetzgeber und Regulierer eine entscheidende Rolle zu erfüllen. Der Staat steht als Garant für die Einhaltung von Datenschutzbestimmungen, dies umso mehr da der öffentliche Raum immer digitaler wird.

Sichere Datenzentren, die eine transparente Datenlokalisierung garantieren, sowie Datenschutzbestimmungen die in einem europäischen Datenraum festgelegt und umgesetzt sind, stellen elementare Bausteinen für eine funktionierende Datenwirtschaft und digitale Gesellschaft dar.

Luxemburg verfügt über eine hohe lokale Datensouveränität. Die bestehenden nationalen Regulierungsbehörden erfüllen ihre Aufgaben. Luxemburg ist aber auch ein Teil einer europäischen, globalen Datenwirtschaft.

In Luxemburg gibt es eine Reihe eigenständiger Cloud-Anbieter. Diese Cloud-Anbieter verfügen über einen hohen Sicherheitsstandpunkt basierend auf den neuesten Technologien und deren Mitarbeiter verfügen über die erforderlichen Kompetenzen. Die Datenwirtschaft funktioniert jedoch global, so müssen auch luxemburgische Anbieter ihren Kunden weltweite Dienstleistungen anbieten.

Question 1949 (28.02.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **site de la SNCA dans le nord du pays :**

Den Här Mobilitéitsminister huet an enger rezenter Versammlung iwwert den Ausbau vum RGTR-Netz betount, datt den Norden - am Hibléck op déi aner Bezierker am Land - gläichberechtegt behandelt gëtt, och wat d'Investissementer ugeet. Och weist sech d'Regierung bereet, strukturell Entwécklungen am ländleche Raum ze förderen.

Dëst steet allerdéngs am Géigesaz zu rezenten Entwécklungen am Norden, notamment wat de Service vun der SNCA (Société nationale de circulation automobile) ugeet. Wéi d'SNCA nach zu Wëlwerwolz vertruede war, war et nach méiglech, kleng Kontrollen duerchféieren ze loossen, zum Beipsill bei der Umeldung vu Pneuen, beim Kontrolléiere vum Gewiicht vun enger Remork an esou weider.

Nodeems d'SNCA hir Dieren zu Wëlwerwolz zougemaach huet a zu Maarnech eng nei Zweigstell opgaangen ass, ass dëst net méi méiglech. Op d'Nofro hinn huet d'SNCA confirméiert, datt een zu Maarnech just nach de reng administrativen Akt maache kann. D'Leit aus dem Norde sinn also elo och bei Klengegkeete gezwongen, bis op Sandweiler ze fueren. Och am Hibléck op de Wëllen no enger ëmweltfréndlecher Politik schéngt dëst kontradiktoresch.

An deem Kontext géif ech dem Här Mobilitéitsminister gär déi follgend Froe stellen:

1. Aus wat fir enger Motivatioun eraus ass zu Wëlwerwolz d'SNCA ofgezu ginn, ouni datt déi selwecht Leeschtungen duerno zu Maarnech konnten ugebuede ginn?

2. Ass et an den Ae vum Här Minister net eng onglécklech Situatioun, datt d'Bierger aus dem Norden elo bis op Sandweiler fuere mussen - an dat och fir Klengegkeeten?

3. Wa jo, envisagéiert den Här Minister eppes un där onglécklecher Situatioun ze änneren, soudatt d'Bierger net méi esou wäit Strecken zréckleeë mussen? Wa jo, a wéi engem zäitleche Kader ka mat der Ëmsetzung vun deene Mesurë gerechent ginn?

Réponse (09.04.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Zënter dem 6. Januar sinn d'Servicer vun der Société nationale de circulation automobile (SNCA) am Norden vu Wëlwerwolz op Maarnech transferéiert ginn. Den neie Site vu Maarnech huet am Géigesaz zu dem ale Site vu Wëlwerwolz eng besser Ubannung un den ëffentlechen Transport, huet eng méi héich Capacitéit, mat elo sechs Guicheten, wat och derbäi e positiven Impakt op d'Waardezäiten huet.

Déi Servicer, déi laut der Fro vum honorabelen Deputéierten net méi méiglech wieren, ginn et nach ëmmer zu Maarnech, just neierdéngs an enger optimiséierter Prozedur. D'Androe vu Felgen a Pneuen op der „groer Kaart" zum Beispill gëtt och zu Maarnech gemaach, an dat genau esou wei op den anere Site vun der SNCA. D'Gefier brauch net méi presentéiert ze ginn, d'Virleeë vun den techneschen Dokumenter geet zënter ee puer Méint duer. Fir op d'Beispill vum honorabelen Deputéierten anzegoen, wat d'Ophuele vum Gewiicht vu Remorken ubelaangt, ass ze soen, dass dëst och schonn zu Wëlwerwolz technesch net méiglech war.

Zu Maarnech kann een och schwéier Gefierer, wei Sattelschlepper, Trakteren oder Bussen umellen, wa se eng europäesch Homologatioun hunn. Fir d'Identifikatioune vu Gefierer, an deene Fäll wou et néideg ass, ass och eng speziell Stellplaz vun der SNCA, um Site vu Maarnech gelount ginn, déi direkt bei der Sortie de service ass an et dem Techniker vun der SNCA erméiglecht, dës Identifikatioun um Gefier ze maachen.

Deemno ass zu Maarnech e vollwäertege moderne Service fir den Norden organiséiert ginn, dee géigeniwwer von deem vu Wëlwerwolz eng däitlech Verbesserung duerstellt.

Question 1952 (28.02.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**impact sur l'équité sociale des mesures de politique de protection climatique :**

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1839 vum 6. Februar 2020 preziséiert den Här Landwirtschaftsminister, dass all klimaschutzpolitesch Moossnam op hiren Impakt hisiichtlech der sozialer Gerechtegkeet géif evaluéiert ginn. Opgrond vun dëser Evaluatioun kéint déi getraffe Moossnam gegeebenefalls duerch e finanziellen Ëmverdeelungsmechanismus komplettéiert ginn, deen no der sozialer Situatioun vun deene betreffende Persoune berechent gëtt.

An dësem Kontext wollt ech dem Här Landwirtschaftsminister follgend Froe stellen:

- Wéini a wéi gëtt eng klimaschutzpolitesch Moossnam op hiren Impakt hisiichtlech der sozialer Gerechtegkeet evaluéiert?

- Ënner wei enge Konditioune gëtt eng klimaschutzpolitesch Moossnam duerch e finanziellen Ëmverdeelungsmechanismus komplettéiert?

- Wei gëtt déi sozial Situatioun berücksichtegt?

Réponse commune (17.04.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Genee wéi déi aner fir Zäregasemissioune relevant Beräicher stellt den integréierten Energie- a Klimaplang (Plan national intégré en matière d'énergie et de climat, PNEC) och d'Landwirtschaft virun eng Rei vu Chancen a Erausfuerderungen, déi et gëllt, an den nächste Jore gemeinsam unzegoen.

An dësem Kontext sief och ugemierkt, datt de Projet de loi relatif au climat (Klimagesetz) sech de Moment um Instanzewee befënnt. Et ass deemno momentan nach net méiglech, Detailer zum Zäitpunkt vum Akraafttriede vum Gesetz an och net zu der Ëmsetzung vun deene verschiddene Mesuren ze ginn. Dëse Gesetzesvirschlag gesäit dräi Gremie vir, an deenen dës Mesurë par rapport zu hirer Klimawierksamkeet, hirem finanziellen Impakt an der sozialer Gerechtegkeet analyséiert ginn, an zwar en interministerielle Comité, eng Plattform fir den Austausch mat der Zivilgesellschaft an e wëssenschaftlechen Observatoire vum Klima.

Wat d'Evaluatioun vun der sozialer a wirtschaftlecher Situatioun vun der Landwirtschaft ubelaangt, an hei besonnesch de méiglechen Impakt vum PNEC op d'Produktiounskäschten an der Landwirtschaft, ass et kloer, datt de Service d'économie rurale (SER) dës Aufgab op der Säit vum Landwirtschaftsministère wäert iwwerhuelen. Déi zentral Aufgab vun der Abteilung Buchführung a Berodung vun dësem Service ass déi wirtschaftlech Buchführung. Déi hei erfaassten a verschafften Date stellen d'Ausgangsbasis souwuel fir d'Wirtschaftsberodung wéi och fir d'Auswäertunge vun der sozioekonomescher Situatioun vun der Landwirtschaft duer. Donieft wäerten natierlech déi virdrun zitéiert Gremien aus dem Klimagesetz eng wichteg Roll an deem Kontext spillen.

De Landwirtschaftsministère mat senge Servicer ass deemno gutt opgestallt, fir dës Evaluatioun ze maachen. En parallèle zur der Ëmsetzung vun den eenzelne Moossnamen aus dem PNEC wäerten déi genee Konditiounen zu deene gegeebenefalls noutwendegen Ënnerstëtzungsmechanisme kënnen ausgeschafft ginn, sou wéi dat am Klimagesetz virgesinn ass.

Question 1953 (28.02.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**impact de la gratuité des transports publics :**

Op der Facebook-Säit vun enger vun de Regierungsparteien huet eng Persoun eng Fro iwwert d'Finanzéierung vum gratis ëffentlechen Transport gestallt, dee jo ab dem 1. Mäerz 2020 gëlle soll. An der Äntwert vun der Regierungspartei ass Follgendes ze liesen:

« Par l'introduction de la gratuité des transports publics, une partie des recettes pourra être compensée par l'élimination des contrôles à bord et de la vente de billets. »

Implizitt kléngt dat esou, wéi wann e Käschtenofbau duerch en Ofbau vum Personal geplangt wär. Et gouf awer bis elo gesot, dass mat der Aféierung vum gratis ëffentlechen Transport keng Persoun hir Aarbecht wäert verléieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Kann de Minister bestätegen, dass duerch d'Aféierung vum gratis ëffentlechen Transport den 1. Mäerz keng Plaze bei den CFL ofgebaut wäerte ginn an dass déi concernéiert Aarbechter wuelverstanen an aner Servicer affektéiert ginn?

2. Kann de Minister erklären, wéi vill Käschten duerch d'Elimineierung vun de Kontrollen an den Zich an dem Verkaf vun Ticketen ewechfalen? Ugeholl, datt d'Persoune reaffektéiert ginn, bleiwen dës Käschten ënnert der Form vun enger anerer Prestatioun (Guidage op de Quaien z. B.) erhalen?

3. A wéi enge Servicer a fir wéi eng prezis Aufgabe ginn déi aktuell Kontrolleren a Guichetsaarbechter ab dem 1. Mäerz agesat?

Réponse (06.04.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Duerch d'Aféierung vum gratis ëffentlechen Transport goufe keng Plaze bei den CFL ofgebaut. Déi Leit, déi an de Guichete geschafft hunn, déi dunn zougemaach gi sinn, kruten dräi Alternativen ugebueden, an zwar entweeder:

- sech op e Posten als Agent d'accueil oder Chef de surveillance op de Quaien ze mellen;

- weiderhin an deenen anere Guicheten ze schaffen, oder

- eng Kandidatur ze stellen, fir an engem anere Service op der Eisebunn ze schaffen.

16 Guichetsaarbechter goufen an deem Kontext an aner Servicer vun den CFL weidergeleet.

ad 2. Well d'Sécherheet nach ëmmer virrangeg ass an den Zich an och op de Quaien an d'Kontrolle vun de Billjeeën an der éischter Klass nach weiderhi musse geleescht ginn, ass den Effektiv vun den Zuchbegleeder konstant bliwwen. Et entfalen deemno keng direkt Käschten, well och keen eenzegen Zuchbegleeder ofgebaut gouf. D'Missioune vun den Zuchbegleeder goufen zesumme mat de Sozialpartner nei definéiert, fir nach eng besser Informatioun a Qualitéit vum Service an den Zich kënnen unzebidden.

16 Guichetsaarbechter goufen an deem Kontext an aner Servicer vun den CFL weidergeleet. Déi entspriechend Lounkäschten entfalen an der Aktivitéit Verkaf, ausserdeem entfalen d'Betribskäschte fir d'Lokaler vun de Guicheten.

ad 3. Déi betraffe Guichetsleit goufe vum Service recrutement et mobilité a verschidde Servicer weiderorientéiert an zwar a follgend Servicer:

- Exploitation Infrastructure,

- Projets Infrastructure,

- Ingénierie Infrastructure,

- RH au Personnel, Division des pensions et Division Entraide médicale an

- Secrétariat général.

Déi Mataarbechter kruten an hirem neie Service Aarbechten, déi hirem Profil, Kompetenz, Karriär a Grad entspriechen.

Question 1955 (02.03.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**utilisation de produits phytosanitaires sur les terrains de l'État :**

Rezent goufen d'Baueren an d'Wënzerbetriber vum Enregistrement ugeschriwwen, datt ab elo kee Planzeschutzmëttel méi dierf op Staatsflächen agesat ginn, an déi lafend Pachtverträg dementspriechend ugepasst ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un d'Madamm Ministesch an den Här Minister stellen:

1. Wéi vill Betriber si vun där neier Dispositioun betraff? Wéi vill Hektar Staatsfläch gëtt aktuell landwirtschaftlech genotzt a befënnt sech innerhalb vu sougenannte FLIK-Parzellen?

2. Sinn alleguer d'Planzeschutzmëttel, obwuel se vum Landwirtschaftsministère eng offiziell Zouloossung hunn, op dëse Flache verbueden oder ginn hei Ausname gemaach? Wa jo, wéi eng a firwat?

3. Gëllt dëse Verbuet fir all staatlech Flächen, och fir déi, déi net landwirtschaftlech genotzt ginn (Verwaltungen, Établissements publics)?

4. Ginn Entschiedegunge bezuelt fir Betriber, déi ab elo op engem Deel vun hire Fläche mussen op Planzeschutzmëttel verzichten an a sougenannte 5-Jores-Kontrakter vu fraiwëllege Programmer gebonne sinn, wou déi nei Konditiounen op engem Deel vun de Fläche kënnen derzou féieren, datt beispillsweis e Rotatiounsprogramm net méi kann assuréiert ginn, dat heescht, dass si d'Konditioune vun de Kontrakter net méi kënnen erfëllen?

5. Sinn dës Ännerunge vun de Pachverträg laut dem Pachtgesetz méiglech? Ginn d'Pächter doriwwer informéiert, dass och bei lafende Pachtverträg och ouni Weideres kënnen Ännerunge gemaach ginn?

6. Laut mengen Informatioune ginn et Verträg, wou d'Baueren ee verbëllegte Loyer vum Enregistrement zougestane kruten, well se un Extensivéierungsmesuren deelhuelen. Ass am Sënn vun der Gläichbehandlung vun alle Betriber ee reduzéierte Loyer bei dëser Ännerung vun de Kontrakter virgesinn?

Réponse commune (17.04.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

ad 1. Aktuell si 402 Betriber vun deenen neie Konditioune vun de Pachtverträg betraff. Wéi schonn d'lescht Joer, am Zesummenhang mat der parlamentarescher Ufro N° 0481 vum 12 Mäerz 2019 kommunizéiert, huet de Staat 20,85 km² landwirtschaftlech Terrainen. Dëst entsprécht 1,6 % vun der landwirtschaftlecher Notzfläch.

ad 2. De Gebrauch vu Planzeschutzmëttel, déi ënnert de Règlement européen (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques falen, ass op alle Flächen, déi de Staat verpacht, verbueden.

Ausgeholl vun dem Verbuet si Planzeschutzmëttel, déi an der Annexe II vum Règlement (CE) n° 889/2008 de la Commission du 5 septembre 2008 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques opgelëscht sinn. Dës kënnen no de Reegelen aus deem selwechte Reglement benotzt ginn.

ad 3. Den Artikel 11 Paragraf 3 vum Planzeschutzmëttelgesetz vum 19. Dezember 2014 verbitt säit dem 1. Januar 2016 d'Ausbrénge vu Planzeschutzmëttel op den ëffentleche Plazen (Espaces publics).

De Staat gëtt an dësem Fall senger Virreiderroll weider gerecht an de Regierungsprogramm gëtt ëmgesat: « Dans le même esprit que les initiatives des communes, l'utilisation des produits phytopharmaceutiques sera interdite à travers des stipulations expresses dans les baux à ferme et autres contrats de bail de terrains dont l'État est propriétaire. »

ad 4. De Landwirtschaftsministère ass zesumme mam Finanzministère amgaangen, ee genauen Inventar vun de betraffe Flächen a Betriber duerchzeféieren, wéi och den Impakt op d'Betriber ze analyséieren.

Wa bestoend Kontrakter am Kader vu Klima- an Agrarëmweltprogrammer duerch dës Ännerung net méi sollte kënnen assuréiert ginn, kënnen déi betraffe Betriber Kontakt mat deenen zoustännege Servicer vum Landwirtschaftsministère a Finanzministère ophuelen, fir no enger Léisung ze sichen. Dëst gëllt och fir all aner Fäll, wou de Planzeschutzmëttelverbuet ee gréisseren Impakt op d'Betribsféierung hätt.

ad 5. Staatlech Terraine falen net ënnert d'Pachtgesetz (Artikel 1 vum Pachtgesetz vum 18. Juni 1982). D'Kontrakter lafen am Prinzip all Joer den 1. November un, mat enger Lafzäit vun engem Joer an enger stëllschweigender Verlängerung vu Joer zu Joer.

Wéi jiddereen aneren och, mussen d'Parteie sech un de Kontrakt halen an dofir kënnen Ännerunge wärend der Lafzäit vum Pachtvertrag net eesäiteg imposéiert ginn. Et handelt sech hei awer net ëm eng Ännerung vu bestoende Pachtverträg, mee et ginn nei Pachtverträg ugebueden. Et steet dem aktuelle Piechter fräi, zu den neie Konditiounen ze kontraktéieren oder net. De Verbuet vun Planzeschutzmëttel applizéiert sech also vum nächste Fällegkeetsdatum u fir déi Leit, déi an Zukunft nach staatlech Fläche beaarbechte wëllen.

ad 6. Aktuell ass et virgesinn, datt déi nei Kontrakter de Loyer iwwerhuelen, deen opgrond vun de viregte Kontrakter bezuelt ginn ass. Déi verbëllegt Loyeren, déi vum Enregistrement zougestane goufen, applizéiere sech nëmmen op spezifesch Fäll, déi vum Zoustand vum Terrain respektiv vu spezifesch obligatoresche Bewirtschaftungsmethoden ofhänken.

Question 1960 (02.03.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **« Mobilitéitszentral » :**

Vum 1. Mäerz u gëtt den Adapto-Service gratis ugebueden. Et ass och nei, datt déi betraffe Leit, fir den Adapto kënnen ze benotzen, hir Demande ënner anerem och iwwer Telefon bei der Mobilitéitszentral stelle kënnen. Mir ass awer zougedroe ginn, datt et schwéier ass, um Telefon een ze erreechen, well dacks keen ophieft. Dëst ass fir déi betraffe Leit immens schwiereg.

An dësem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte gär follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Leit hu virun der Reform bei der Mobilitéitszentral geschafft?

2. Wéi vill Leit schaffen elo nom 1. Mäerz do?

3. Ass virgesinn, fir hei zousätzlech Personal anzestellen, an a wat fir engem Zäitraum?

Réponse (20.04.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Virun der Reform hu 16 Leit am Service „Mobilitéitszentral" vum Verkéiersverbond geschafft, wat ee reellen Effectif (ETP) vu 14,05 ausmécht. Dat ass bedéngt duerch Temps-partiellen. Deenen hir Tâche konnte graff a follgend Kategorien agedeelt ginn:

- Guichet (Mobilitéitszentral Lëtzebuerg-Gare a Belval-Université)

- Callcenter

- Backoffice

- mPass

ad 2. Nom 1. Mäerz hunn, bedéngt duerch ee Congé sans solde, deen den 1. Mäerz 2020 ugefaangen huet, nach 15 Leit an der Mobilitéitszentral geschafft, wat ee reellen Effectif vun 13,25 ausmécht.

Vum 1. Mäerz 2020 un huet d'Personal vun der Mobilitéitszentral sech aus dem Guichet vu Belval zréckgezunn, deen nach just vun Agente vun der CFL bedéngt gëtt. De Guichet an der Gare Lëtzebuerg gëtt deemno weiderhi vum Personal vun der Mobilitéitszentral bedéngt.

ad 3. Nodeems festgestallt ginn ass, datt déi geplangte Capacitéiten net duerginn, ass an enger éischter Phas op Interimairen zréckgegraff ginn. Ier d'Decisioun geholl gëtt, ob zousätzlecht Personal noutwendeg ass, muss eng Analys gemaach ginn. Et sinn zwee Facteuren, déi berücksichtegt musse ginn:

- D'Aufgabe vun der Mobilitéitszentral wäerte sech verlageren, an da ginn zousätzlech Ressourcë fir de Callcenter fräi.

- D'Entwécklunge vun den Uriff fir den Adapto. Dëst muss iwwer ee längeren Zäitraum gekuckt ginn, fir eng Analys vum reelle Besoin ze maachen.

Question 1963 (02.03.2020) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **bail à ferme :**

La loi du 2 juillet 2018 portant modification de la loi modifiée du 18 juin 1982 portant réglementation du bail à ferme et de certaines dispositions du Code civil stipule en son article premier : « Ne sont pas soumis aux dispositions de la présente loi les baux portant sur les biens ruraux appartenant à l'État et aux communes. » Il paraît que le Ministère de l'Agriculture s'est oralement exprimé qu'étant donné que les syndicats intercommunaux ne sont pas expressément visés par l'article premier de la loi susmentionnée, ceux-ci ne puissent pas bénéficier des dérogations et avantages y prévus. Cette interprétation semble être surprenante alors que les communes puissent expressément en profiter.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Quelle est la position des ministres par rapport à ces explications ?

2) Au cas où les ministres confirment cette constatation orale, est-ce que les ministres entendent y légiférer afin d'inclure les syndicats intercommunaux dans l'article 1er de la loi susmentionnée ?

Réponse commune (17.04.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1) L'article 1er, alinéa 3, de la loi modifiée du 18 juin 1982 portant réglementation du bail à ferme qui soustrait au champ d'application de la loi l'État et les communes constitue une disposition d'exception. En raison de la maxime que les exceptions sont d'interprétation stricte, la disposition ne devrait pas s'appliquer à d'autres personnes juridiques que celles qui y sont énumérées, étant toutefois entendu que l'interprétation de la loi est de la compétence du pouvoir judiciaire.

ad 2) Jusqu'à présent le besoin de soustraire les baux ruraux conclus par les syndicats de communes n'a pas été identifié. Cela pourrait tenir au fait que les syndicats de communes, constitués en vue de la réalisation d'un ou de plusieurs objets déterminés, ne sont pas propriétaires de biens ruraux susceptibles d'être donnés à bail dans la même mesure que l'État ou les communes.

Question 1969 (04.03.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **ligne éditoriale pour les bulletins communaux :**

Déi meescht Gemengen zu Lëtzebuerg publizéiere reegelméisseg e Gemengebuet. Dëst Blat ass nieft dem Internetsite vun der Gemeng fir d'Biergerinnen a Bierger déi eenzeg Informatiounsquell, déi se iwwer hir Gemeng hunn. D'Ligne éditoriale vun dëse Gemengebueten ass oft net ganz kloer an et gi seele kloer Krittären, déi festleeën, wien an engem Gemengebuet dierf publizéieren, wat an e Gemengebuet gehéiert a wat net.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Kommunikatioun a Medien an Interieur dës Froe stellen:

1. Ënnerläit e Gemengebuet iergendengen deontologesche Reegelen, wat de Contenu an d'Selektioun vun de Bäiträg betrëfft, déi an dësem Blat figuréieren?

2. Kënnt Dir ausschléissen, datt a Gemengebueten Inhalter publizéiert ginn, déi géint d'Dignitéit vum Mënsch verstoussen? Wa jo, wéi kënnt Dir dat garantéieren?

3. Ass geplangt, e „Leitfade" fir d'Gemengen auszeschaffen, dee reegelt, wat an ee Gemengebuet gehéiert a wat net?

4. Ginn et, Dir Dammen an Häre Ministeren, iergendeng Krittären, déi déi Leit an de Gemengen, déi sech ëm de Contenu vum Gemengebuet këmmeren, musse respektéieren?

5. Dir Dammen an Häre Ministeren, schléisst d'Gemengenautonomie eng contraignant Reglementatioun säitens der Regierung an dësem Beräich aus?

Réponse commune (06.04.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

D'Haaptinformatiounsquelle vun der Bevëlkerung iwwert d'Gemenge sinn normalerweis den Internetsite an de Gemengebuet. Gesetzlech gereegelt ginn et donieft och nach de klasseschen oder den elektronesche Reider, d'Recht op Consultatioun vum Deliberatiounsregëster vum Gemengerot an op d'Publikatioun oder d'Kommunikatioun vun administrativen Dokumenter op Basis vum Gesetz vum 14. September 2018 iwwert d'Administration transparente et ouverte. Ausserdeem kommunizéieren eng ganz Rei Gemengen op de soziale Medien oder iwwer elektronesch Déngschter ewéi sms2citizen, eng App a sou weider.

ad 1. Dat ofgeännert Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 erwäänt de „[...] bullletin communal distribué périodiquement à tous les ménages" am Artikel 82, reglementéiert en awer net. De Gemengerot kann dat awer am Règlement d'ordre intérieur maachen.

ad 2. Mir hu keng Kenntnisser vun Inhalter, déi d'Dignitéit vum Mënsch verletzen. Beim Gemengebuet handelt et sech ëm eng Publikatioun, wouvunner d'Gemengenautoritéiten den Editeur sinn a woufir si och d'Verantwortung droen. Dofir si mir zouversiichtlech, dass de Gemengebuet net mëssbraucht gëtt, fir Inhalter, déi d'Dignitéit vum Mënsch verletzen, un d'Ëffentlechkeet ze bréngen. Sollt dat trotzdeem emol de Fall sinn, da wäerten eventuell strofbar Faiten dem Parquet matgedeelt ginn, esou wéi et eis Flicht ass.

ad 3. D'Gemengepublikatioune respektiv d'Informatioun an d'Kommunikatioun sinn e Sujet, deen am Kader vun der Reform vum Gemengegesetz och schonns undiskutéiert gouf. Sollt vum Secteur de Wonsch geäussert ginn, zesummen esou e „Leitfaden" ze erstellen, verschléisse mir eis deem net. Aktuell ass dëst awer nach net de Fall gewiescht.

ad 4. D'Legislatioun vum Gemengesecteur gesäit keng speziell Krittäre fir de Contenu vum Gemengebuet vir. D'Gesetz iwwert d'Liberté d'expression dans les médias, mat ënner anerem Dispositioune betreffend d'Protection de la réputation et de l'honneur an och engem Devoir d'exactitude et de véracité, applizéiert sech op de Gemengebuet wéi och op all aner Publikatioun.

ad 5. Eng Reglementatioun ass net prinzipiell ausgeschloss, muss awer kompatibel mat der Gemengenautonomie sinn.

Question 1971 (04.05.2020) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**opération de phishing auprès d'une banque de la place :**

Le journal en ligne, paperjam.lu, titrait le 28 février 2020 : « La finance européenne s'allie

contre les cybermenaces ». Quelques jours plus tard, la presse relate une opération de phishing auprès de la BGL BNP Paribas. 14 clients en _seraient devenus victimes.

Dans une réponse à la question parlementaire n° 2836, Monsieur le Ministre de l'Économie avait souligné que :

« Les initiatives de l'État en matière de cybersécurité ont souvent précédé les besoins des entreprises en les alertant sur des dangers qu'elles n'avaient pas encore perçus. »

Monsieur le Ministre avait par ailleurs expliqué que l'un des problèmes majeurs des entreprises côté menaces en matière de sécurité informatique serait « le "vol" et l'usurpation des mots de passe, via des attaques dites de "phishing", qui sont facilités par le manque de rigueur et de bonnes pratiques lié à la gestion et l'utilisation des mots de passe. »

À cet égard, il est utile de se fonder sur des affirmations d'un des clients lésés par l'opération du phishing, lequel dénonce en effet des failles au niveau du processus d'identification et d'accès aux comptes en ligne de la banque même.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances, à Monsieur le Ministre de l'Économie, à Madame le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer que l'établissement de crédit en question était au courant de l'imminence d'une cyberattaque depuis au plus tard le 21 février 2020 ? Messieurs les Ministres peuvent-ils nous informer pour quelles raisons les clients n'avaient pas été informés de manière plus proactive ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer que les codes d'accès LuxTrust restent disponibles pendant trois minutes (donc même après que le code d'accès ne soit plus visible sur l'écran Token) ? Ne faudrait-il pas réduire ce temps pour minimiser le risque d'une cyberattaque ?

- Existe-t-il un code de bonnes pratiques sur la place financière pour ce qui est du processus d'identification et d'accès aux comptes en ligne de la banque même ? À défaut, ne faudrait-il pas accentuer et intensifier les échanges en la matière ?

- Est-ce que la CSSF a été saisie d'une plainte de la part des clients concernés ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous informer si seul un établissement de crédit a été visé par cette cyberattaque ?

- Messieurs les Ministres sont-ils d'avis que les autorités de poursuite disposent de suffisamment de moyens humains et techniques pour mener à bien d'éventuelles enquêtes pénales ? Combien de personnes travaillent actuellement au sein de la section « Cybercriminalité » du Service de police judiciaire ? Comment les effectifs de service ont-ils évolué depuis 2013 ?

Réponse commune (08.04.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

Dans leur question parlementaire concernant une récente attaque d'hameçonnage ou de « phishing » opérée auprès d'une banque de la place, les honorables Députés soulèvent des questions par rapport à la politique de gestion de la sécurité informatique et de la politique de communication de l'établissement concerné.

Il échet de noter que la mise en place de la politique interne en matière de cybersécurité et de la politique de communication externe y afférente relève du ressort direct des établissements de crédit, en respect avec les exigences légales et réglementaires en la matière. Les ministères n'ont dès lors pas connaissance, ni de la politique de communication propre à l'établissement concerné, ni des informations détenues par l'établissement au sujet de la cyberattaque à laquelle il est fait référence.

En ce qui concerne la procédure d'identification permettant l'accès aux comptes en ligne, les honorables Députés font référence à l'utilisation d'un code d'accès (One Time Password (OTP)) généré par un opérateur privé, à savoir LuxTrust. Il ressort des informations disponibles publiquement que la validité du code d'accès est limitée à 162 secondes. La maîtrise des risques de cyberattaque est assurée par le caractère « à usage unique » de l'OTP. En effet, comme son nom l'indique, l'OTP ne pouvant être utilisé qu'une fois pendant cette période, l'utilisateur devra générer un nouvel OTP pour toute nouvelle opération jugée sensible par la banque. En principe, la durée de validité ne doit pas être trop longue pour des raisons de sécurité mais ne doit pas être trop courte non plus pour permettre une utilisation aisée par le client.

Les exigences de sécurité en matière d'authentification du client et d'accès aux comptes en ligne, telles que définies par la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ainsi qu'en vertu de la directive (UE) 2015/2366 sur les services de paiement et le règlement délégué y afférent, s'appliquent à tous les prestataires de services de paiement. Ces exigences strictes visent à réduire, dans toute la mesure du possible, les risques de fraude et de cybercriminalité. La CSSF veille à leur application. Par ailleurs, les prestataires de la place se concertent régulièrement sur des sujets liés à la cybersécurité et échangent des bonnes pratiques en la matière.

La CSSF n'a pas été saisie d'une plainte par les clients concernés.

En ce qui concerne les moyens humains et techniques des autorités, il est à noter qu'en 2013, la section nouvelles technologies du Service de police judiciaire comportait un total de 13 personnes, toutes carrières confondues. Dans le cadre de la réforme de la police, la section nouvelles technologies fut répartie sur deux sections nouvellement créées : la section nouvelles technologies et la section cybercrime. Toutes les deux comptent actuellement 20 personnes. Le « Plan de recrutement extraordinaire » initié par le Ministre de la Sécurité intérieure, prévoit que le Service de police judiciaire sera également renforcé substantiellement dans les prochaines années.

Le Parquet de Luxembourg compte pour sa part trois substituts spécialisés dans le domaine de la cybercriminalité.

Question 1972 (04.03.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**annulation de la conférence « Well-Being 2020 » :**

Vum 18. bis den 21. Mäerz sollt d'Well-Being-Konferenz zu Lëtzebuerg stattfannen. Dës Konferenz, déi vum Statec organiséiert ginn ass, gouf wéinst der Covid-19-Epidemie ofgesot. Dës Ukënnegung kënnt iwwerraschend, well de Gesondheetsministère an senge Recommandatiounen op sengem Website Follgendes schreift,

« Le Gouvernement recommande-t-il de restreindre certaines activités commerciales ou visites en raison de la situation sanitaire liée au nouveau coronavirus ? Non. Le Gouvernement n'a émis aucune directive à ce sujet. Les activités commerciales, les visites et le tourisme peuvent être poursuivis. »

an d'Gesondheetsministesch no enger Chamberskommissioun vum 3. Mäerz nach eng Kéier betount huet, dass d'Betriber sech de Recommandatioune vun der Weltgesondheetsorganisatioun alignéiere sollen an et heescht, datt de Moment keng Evenementer wéinst dem Virus mussen annuléiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Finanzminister dës Froe stellen:

1. Hat de Statec Récksproch mat der Inspection sanitaire, éier d'Konferenz annuléiert gouf?

2. Huet de Finanzministère eng aner Approche zum Covid-19 ewéi de Gesondheetsministère an d'WHO? Falls jo, firwat?

Réponse (08.04.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

D'Konferenz „Well-Being 2020" gouf net ofgesot, mee se ass verréckelt ginn op Mäerz 2021.

Op dëser Konferenz sollten 100 Participanten aus der ganzer Welt beieneekommen. Als Reaktioun op d'Menace duerch de Coronavirus Covid-19 huet den Organisatiounscomité d'Membere vum Comité scientifique ëm hir Meenung gefrot wéi och d'Haaptriedner vun der Konferenz, déi net hei am Land wunnen. D'Leit, déi gefrot goufen, hu gesot, dass se léiwer net wéilte reesen, mee hunn hir Disponibilitéite matgedeelt fir e spéideren Datum vun der Konferenz, wann d'Kris bis eriwwer wier. Bal 80 % vun de Participante sote souguer, dass si net wéilten oder net kéinten op Lëtzebuerg kommen. Eng Rei vun de Participante soten, dass si net méi d'Méiglechkeet hätten, fir ze reesen, oder dass se riskéiere géifen, a Quarantän gesat ze ginn um Wee zréck heem. Et läit op der Hand, dass eng Konferenz ënnert deenen doten Ëmstänn e groussen Deel vun hirem Interêt verluer hätt souwuel fir déi akademesch Welt wéi och fir déi breet Ëffentlechkeet.

Et war also net néideg d'Inspection sanitaire ze consultéieren, éier den 3. Mäerz 2020 d'Decisioun geholl gouf, d'Konferenz ze verleeën.

Question 1973 (04.03.2020) de **MM. André Bauler** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant la **production de fruits et légumes :**

La production de fruits et de légumes au Luxembourg semble rester une production de niche. Dans l'accord de coalition, le Gouvernement luxembourgeois a annoncé que la diversification de l'agriculture sera soutenue, notamment dans les domaines de la culture de fruits et de légumes. De plus, il a précisé que : « Le Luxembourg s'engagera pour la promotion des modes d'exploitation agricoles durables, qui non seulement préservent la biodiversité, protègent les ressources en eau et la fertilité des sols en limitant l'usage de pesticides, mais favorisent aussi l'emploi et respectent le bien-être des animaux. »

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Quelle est l'évolution de la production de fruits et de légumes au Luxembourg pendant les dix dernières années ?

2) Quels efforts ont été entrepris par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural pour promouvoir davantage la production de fruits et de légumes au Luxembourg ?

3) Quels efforts ont été entrepris par le ministère pour aider ces deux secteurs à utiliser moins, voire pas du tout de produits phytosanitaires ? Combien d'engins de précision destinés à une cultivation plus durable ont été subventionnés lors de l'actuelle période de la loi agraire ?

4) Des projets de recherche étudiant des pratiques agricoles plus durables sont-ils en cours ou planifiés dans un futur proche ? Dans la négative, le ministère s'appuie-t-il sur des projets de recherche étrangers afin d'aider ces secteurs à limiter davantage l'utilisation de produits phytosanitaires ?

Réponse (14.04.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1)

(Graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Les graphiques 1 et 2 montrent le nombre de producteurs et la surface utilisée pour la production de légumes et de fruits. C'est surtout la production maraîchère qui s'est fortement développée au cours de la dernière décennie. Cet accroissement provient principalement de cultures comme les salades, carottes et oignons qui peuvent être cultivées à grande envergure. La production de fruits croît plus lentement. La croissance bien plus modérée de la production fruitière s'explique probablement par le fait que les investissements sont plus lourds et ne s'amortissent qu'au bout de 15 à 20 années. Dans l'absolu, ces deux activités gardent cependant une envergure modeste par rapport aux autres secteurs de l'agriculture. Ainsi pour l'année 2019, seuls 87 des 1.872 exploitations agricoles enregistrées au Service d'économie rurale étaient engagées au moins en partie dans la production de fruits et légumes.

L'expérience de la crise Covid-19 a montré l'intérêt stratégique d'une production nationale de fruits et de légumes. En effet, même si les taux d'autosuffisance restent en général modestes, la mobilisation rapide et efficace des stocks de nos producteurs a été utile pour faire face à la demande énorme de la part des consommateurs.

ad 2) La promotion de la filière des fruits et légumes par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural se fait à plusieurs niveaux. Ainsi, pour la sensibilisation des consommateurs le ministère soutient financièrement la Foire agricole d'Ettelbruck, où le stand du ministère a mis pendant les éditions 2018 et 2019 en évidence la production maraîchère et fruitière. Dans le cadre du programme « Schoulmëllech- a Schouluebstprogramm », les élèves sont sensibilisés à la production et à la consommation du lait et des fruits et légumes.

Des séminaires destinés aux producteurs existants et à ceux qui seraient intéressés à le devenir ont été organisés par un groupe d'action au sein duquel collaborent l'Administration des services techniques de l'agriculture, le Service d'économie rurale, le Lycée technique agricole, la Chambre d'Agriculture et le « Institut fir biologesch Landwirtschaft an Agrarkultur Luxemburg. » Ainsi des thèmes très divers ont pu être couverts, comme les différentes possibilités de commercialisation, des aspects techniques sur la culture, le choix de la forme juridique, les aides allouées par la loi agraire ou l'accès à l'eau.

Les aides à l'investissement, la prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel, ou l'aide pour les primes d'assurance en relation avec les phénomènes climatiques défavorables aident au développement du secteur. Dans le cadre du plan d'action national de promotion de l'agriculture biologique « PAN-Bio 2025 », il est aussi prévu d'augmenter les primes pour la production biologique de fruits et de légumes.

ad 3) La protection des cultures est un aspect particulièrement important dans une grande partie des cultures maraîchères et fruitières. Une des clés pour réduire l'utilisation de produits phytosanitaires est la disponibilité de services de conseil compétents et non liés à la vente des produits phytosanitaires. Ainsi, au cours des dernières années le conseil pour les cultures spécialisées a été développé ensemble avec la Chambre d'Agriculture. Pour la production fruitière, la collaboration avec le « Dienstleistungszentrum Ländlicher Raum Rheinpfalz » (DLR) permet à nos fruiticulteurs d'avoir accès à un conseil spécialisé.

Le progrès technique dans les machines utilisées pour l'épandage de produits phytosanitaires est constant. De même, le contrôle technique officiel de ces machines a été amélioré considérablement pour les machines utilisées dans la culture des fruits. Le recours au « precision farming » reste probablement limité dans la production de fruits et légumes au Luxembourg. En tout cas, il est difficile de discerner de tels équipements subventionnés à travers la loi agraire. Un frein à l'utilisation de telles technologies est certainement leur coût élevé. Pour y remédier, il est prévu d'augmenter le taux d'aide et le plafond du montant subventionnable pour de telles machines.

ad 4) Le secteur des fruits et légumes au Luxembourg est extrêmement diversifié, que ce soit au niveau des nombreuses cultures ou des modes de production, comme la production intégrée ou biologique, en plein air ou protégée. Il est donc difficile de planifier des projets de recherche qui intéressent une grande partie des producteurs. À travers la collaboration avec le DLR, des projets de recherche sont soutenus. Un projet du DLR subventionné vise à identifier des porte greffes pour le pommier qui sont résistants au puceron lanigère du pommier, qui pose des problèmes considérables notamment aussi dans la production biologique. Un autre projet étudie l'introduction d'acariens prédateurs dans des cultures de pommiers pour contrôler les tétranyques. Ce projet est en partie réalisé chez des cultivateurs luxembourgeois.

Question 1979 (09.03.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**égalite des chances entre les femmes et les hommes :**

De Ministère fir d'Gläichstellung tëschent Fraen a Männer huet rezent eng nei Informatiounscampagne gestart, an där d'Stereotyppe vu genderspezifesche Verhalensweisen opgebrach solle ginn. D'Ministesch huet heizou erwäänt, dass et nach 308 Joer kéint daueren, bis eng absolutt Gläichheet tëschent de Geschlechter erreecht kéint ginn.

Et ass effektiv esou, dass Fraen a ville Liewensberäicher wéineg bis guer net representéiert sinn. A menger parlamentarescher Fro N° 1270 hat ech d'Ministesch op de Fakt opmierksam gemaach, dass Fraen an der kathoulescher Relioun wéinst hirem Geschlecht net kënne Paschtouer ginn. D'Ministesch huet an hirer Äntwert argumentéiert, dass eng Gläichheet vu Fra a Mann am reliéise Glawenskonstrukt d'Grondrecht op Reliounsfräiheet géif aushielegen.

D'Fro, déi sech an deem Kontext stellt, ass, ob dat konstitutionell virgesat Zil vun der Gläichberechtegung tëschent Mann a Fra ab dem Moment onméiglech gëtt, an deem d'Reliounsfräiheet spezifesch Geschlechter fir gewëssen Aktivitéiten ausschléisst. Wann engersäits an der Verfassung steet, dass de Staat d'Eliminéierung vun den Ongläichheeten tëschent de Geschlechter virundreiwe muss an anerersäits d'Reliounsfräiheet dësem verfassungsrechtlechen Zil Grenzen opsetzt, dann ass d'Ennerfaange vun der „absolutter Gläichstellung", vun där d'Ministesch schwätzt, wéinst der Géigesätzlechkeet vu béide Grondgesetzartikelen eventuell zum Scheitere verurteelt.

Dës Kontradiktioun vu béiden Artikele schléit sech deemno och an eise Gesetzer erëm, esou zum Beispill am Aarbechtsgesetz. Hei gesäit den Artikel L.252-1 Ausnamebestëmmunge vir, an deenen Diskriminéierunge méiglech sinn. Zum Beispill läit keng Diskriminéierung vir, wann:

« (1) en raison de la nature d'une activité professionnelle ou des conditions de son exercice, la caractéristique en cause constitue une exigence professionnelle essentielle et déterminante, pour autant que l'objectif soit légitime et que l'exigence soit proportionnée. »

Oder wann:

« (2) Si dans les cas d'activités professionnelles d'églises et d'autres organisations publiques ou privées dont l'éthique est fondée sur la religion ou les convictions, une différence de traitement fondée sur la religion ou les convictions d'une personne est prévue par des lois ou des pratiques existant au 2 décembre 2000, celle-ci ne constitue pas une discrimination lorsque, par la nature de ces activités ou par le contexte dans lequel elles sont exercées, la religion ou les convictions constituent une exigence professionnelle essentielle, légitime et justifiée eu égard à l'éthique de l'organisation. »

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Gläichheet tëscht Fraen a Männer an Aarbecht dës Froe stellen:

1. Ass et méiglech, dass Betriber an Organisatiounen, am Liicht vum Artikel L.252-1 vum Aarbechtsgesetz, Fraen opgrond vun hirem Geschlecht ausschléisse kënnen? Falls jo, wéi eng Beruffer zu Lëtzebuerg stinn ënnert dësen Dispositiounen aktuell net fir Fraen op?

2. Op rtl.lu gëtt d'Ministesch fir Gläichstellung wéi follegt zitéiert:

„Oft kënnt och aus de Gespréicher eraus, dass deen ee Beruff fir si méi fir d'Fraen ass an deen anere méi fir d'Männer. Mee eigentlech sollten d'Beruffer jidderengem zoustoen. Jiddereen, dee Loscht huet, dat ze maachen, soll och d'Chance an d'Méiglechkeet kréien, dat ze maachen."

Ass d'Ministesch politesch der Iwwerzeegung, dass dëse Prinzip och fir de Paschtouerberuff gëlle misst?

3. Gesäit d'Regierung en Handlungsbedarf, fir déi genannte Grondgesetzartikelen an en Aklang ze bréngen? Falls nee, ass d'absolutt Gläichstellung, wéi d'Ministesch se genannt huet, an dem Fall iwwerhaapt ze erreechen?

Réponse commune (07.05.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

Als Éischt wëlle mer den honorabelen Deputéierten dorobber opmierksam maachen, dass am Artikel L.251-1 (1) vum Code du travail d'Geschlecht net als Krittär opgefouert ass.

Op där Basis däerf also kee Mënsch, opgrond vu sengem Geschlecht, eng Aarbechtsplaz refuséiert kréien.

Am Commentaire des articles zum Projet de loi n° 5518 portant 1. transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique ; 2. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail ; 3. modification du Code du travail et portant introduction dans le Livre II d'un nouveau titre V relatif à l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail ; 4. modification des articles 454 et 455 du Code pénal ; 5. modification de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées, aus deem d'Antidiskriminatiounsgesetz vum 28. November 2006 entstanen ass, steet dozou Follgendes:

« Le paragraphe (1) de l'article 5 prévoit une exception au principe de l'égalité de traitement.

En effet, dans des circonstances très limitées, une différence de traitement peut être justifiée lorsqu'une caractéristique liée à la religion ou aux convictions, à l'handicap, l'âge, l'orientation sexuelle, la race ou l'origine ethnique constitue une exigence professionnelle essentielle et déterminante; pour autant que l'objectif soit légitime et que l'exigence soit proportionnée.

Cette exception permet par exemple à un chef d'entreprise de refuser d'embaucher un postulant mal voyant pour un travail pour l'exécution duquel une bonne vue est indispensable (par exemple chauffeur de bus, vigile qui doit surveiller les enregistrements vidéos d'un système de sécurité, ...).

Le paragraphe (2) de l'article 5 tient compte du fait que l'Union européenne a reconnu explicitement dans sa déclaration n° 11 relative au statut des Églises et des organisations non confessionnelles qu'elle respecte et ne préjuge pas le statut dont bénéficient, en vertu du droit national, les Eglises et les associations ou communautés religieuses dans les États membres et qu'elle respecte également le statut des organisations philosophiques et non confessionnelles.

C'est dans cette perspective que la directive précise dans son article 4 (2) que les États membres peuvent maintenir leur législation nationale en vigueur au moment de l'adoption de la directive ou consolider dans une législation future les pratiques nationales existantes en vertu desquelles, dans le cas des activités professionnelles d'églises et d'autres organisations publiques ou privées dont l'éthique est fondée sur la religion ou les convictions ; une différence de traitement fondée sur la religion ou les convictions d'une personne ne constitue pas une discrimination lorsque, par la nature de ces activités ou par le contexte dans lequel elles sont exercées, la religion ou les convictions constituent une exigence professionnelle essentielle, légitime et justifiée eu égard à l'éthique de l'organisation.

À défaut de législation nationale en vigueur, le projet fait usage de la possibilité de dérogation de l'article 4 (2) de la directive en reprenant les pratiques nationales existantes au moment de l'adoption de la loi en se basant sur les principes généraux du droit du travail et sur les pratiques existant à la date de l'entrée en vigueur de la future loi.

Ainsi, la possibilité de créer de nouvelles restrictions à la liberté de religion et d'expression est exclue.

En disant expressément que dans le cas des activités professionnelles en question, une différence de traitement fondée sur la religion ou les convictions d'une personne peut ne pas constituer une discrimination, si, par la nature de ces activités ou par le contexte dans lequel elles sont exercées, la religion ou les convictions constituent une exigence professionnelle essentielle, légitime et justifiée, l'article 5 (2) du projet ne fait que consolider légalement les pratiques nationales existantes sans rien changer à la situation de fait actuelle. »

Méi generell ass a bleift d'Regierung der Meenung, dass d'Ursaach vun den Ongläichheeten tëschent Fraen a Männer zu Lëtzebuerg net am legislative respektive reglementairë Kader ze sichen ass, mee am geliefte Alldag, deen nach ganz oft gepräägt ass vun enger klassescher Opdeelung tëschent de Geschlechter, déi op virgefäerdegte Meenungen, Rollebiller a Viruerteeler baséiert.

Eist Zil ass et, dass d'Jongen an d'Meedercher sech vun deene psychologesche Barrièrë solle befreien an déi Studien, dee Beruff an dee Familljemodell solle wielen, déi hiren Talenter, Kompetenzen a Wënsch entspriechen.

Mir ënnerstëtzen déi Jonk dobäi, andeems eng geziilt Informatiouns- a Sensibiliséierungsaarbecht déi traditionell Geschlechterstereotyppen hannerfreet an a Fro stellt.

Iwwert de Wee vun enger pluriannueller Zesummenaarbecht tëschent dem Ministère fir Gläichstellung tëschent Fraen a Männer an der Uni Lëtzebuerg ginn dës Beméiungen duerch Fuerschungsprojeten am Beräich vun de Geschlechterstereotyppe bei de Jonken ënnerstëtzt.

Nëmmen zesummen erreeche mer e besseren Equiliber tëschent Fraen a Männer op allen Niveauen an an alle Beräicher vun eiser Gesellschaft.

Question 1981 (09.03.2020) de **Mme Stéphanie Empain** *(déi gréng)* concernant la **liberté religieuse des bahaïs en Iran :**

L'Iran a récemment changé ses règles pour l'obtention d'une carte d'identité, obligeant les iraniens à choisir parmi les religions officiellement reconnues par le Gouvernement iranien, dont le bahaïsme ne fait pas partie. En effet, la Constitution iranienne accorde une protection à trois minorités religieuses, à savoir le judaïsme, le christianisme et le zoroastrisme. Le bahaïsme n'y est pas reconnu comme religion puisqu'il a ses origines dans l'islam. Selon des estimations non officielles, il y aurait aujourd'hui environ 300.000 bahaïs en Iran.

Il s'avère pourtant que la détention de cette carte d'identité est indispensable pour mener sa vie quotidienne en Iran. Elle est obligatoire notamment si on veut avoir un permis de conduire ou un passeport international, acheter un bien immobilier, se voir accorder un crédit ou pour se faire soigner. Par conséquent, la minorité des bahaïs, afin de recevoir une carte d'identité et de mener une vie normale, se voit obligée à choisir une religion qui est différente de la leur.

Notons par ailleurs que l'Iran s'est engagé à respecter la liberté religieuse en adhérant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques adopté en 1966 par l'Assemblée générale des Nations Unies.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'avec les nouvelles règles pour obtenir une carte d'identité, le Gouvernement iranien viole la liberté religieuse des bahaïs ?

2) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre condamne-t-il la manière d'agir du Gouvernement iranien ?

3) Comment et endéans quel délai Monsieur le Ministre envisage-t-il de thématiser cette question au sein des organes internationaux respectifs, dont notamment l'ONU ?

Réponse (06.04.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) Dans son dernier rapport en date au Conseil des droits de l'homme (A/HRC/43/61), le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran, Monsieur Javaid Rehman, fait état de sa préoccupation continue devant le traitement de membres de minorités ethniques et religieuses, notamment les bahaïs.

Parmi d'autres mesures répressives, légales et administratives, la décision des autorités iraniennes de forcer des membres de minorités religieuses non reconnues à choisir une religion autre que la leur constitue en effet une violation de la liberté de religion et de conviction des bahaïs. Et ce d'autant plus que dans la religion bahaïe, il est par principe interdit de renier sa foi ou de mentir au sujet de son appartenance religieuse.

Malgré le fait qu'il a ratifié le Pacte international sur les droits civils et politiques, l'Iran n'a pas ratifié le protocole facultatif instituant le Comité des droits de l'homme, ce qui aurait été un moyen de plus pour appeler les autorités iraniennes à respecter la liberté de religion.

ad 2) Je condamne toutes les violations et abus des droits humains, notamment de la liberté de religion et de conviction, donc également la manière d'agir du Gouvernement iranien dans le présent cas. J'ai fait une déclaration publique à ce sujet le 17 mars 2020 :

https://gouvernement.lu/fr/actualites/toutes_actualites/communiques/2020/03-mars/17-declaration-asselborn.html

ad 3) Le Luxembourg évoque régulièrement la situation des droits humains des bahaïs, en Iran mais également au Yémen, lors des débats au Conseil des droits de l'homme de l'ONU. En tant que Ministre des Affaires étrangères et européennes, j'aborde la question lors de mes contacts avec les autorités iraniennes.

La diplomatie luxembourgeoise est engagée de longue date pour la liberté de religion et de conviction et pour la protection des droits de tous, y inclus les minorités religieuses. Ainsi, le Luxembourg plaide pour avoir le langage le plus inclusif possible dans le cadre des négociations sur la résolution « Liberté de religion ou de conviction » que l'Union européenne présente annuellement au Conseil des droits de l'homme.

Lors du dernier examen périodique universel (EPU) de l'Iran au Conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève, qui a eu lieu le 8 novembre 2019, le Luxembourg a notamment émis la recommandation suivante : « mettre fin à la persécution des minorités religieuses, notamment les bahaïs, en raison de leur participation à des activités sociales, éducatives et communautaires qui font partie de leurs pratiques religieuses ». Lors de chacun des deux cycles précédents de l'EPU de l'Iran, le Luxembourg a émis des recommandations visant à améliorer la protection des droits humains des bahaïs.

Question 1982 (09.03.2020) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant les **fonds d'investissement spécialisés (FIS) :**

En vertu de l'article 1er de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales : « Nul ne peut, dans un but de lucre, exercer, à titre principal ou accessoire, une activité indépendante dans le domaine du commerce, de l'artisanat, de l'industrie ou des professions libérales visées par la loi sans être titulaire d'une autorisation d'établissement. »

L'article 2 clarifie que les agents immobiliers ainsi que les promoteurs immobiliers tombent dans le champ d'application de ladite loi. Ainsi, afin de pouvoir exercer en tant qu'agent immobilier ou promoteur immobilier, le dirigeant doit disposer d'une autorisation d'établissement. Cette autorisation d'établissement n'est délivrée que si le dirigeant remplit les conditions légales d'honorabilité professionnelle requise et justifie de l'assurance responsabilité civile obligatoire. Deux critères qui visent à garantir l'intégrité de la profession ainsi que surtout la protection des futurs contractants et clients.

Les investisseurs et promoteurs immobiliers, résidents et non résidents, utilisent de plus en plus des fonds d'investissement spécialisés (FIS) afin de structurer leur activité immobilière et surtout de mettre leurs plus-values à l'abri du fisc. La Chambre des Salariés du Luxembourg (CSL) l'a précisément formulé dans la note « Logement » du 25 février 2020 : « Les actionnaires des FIS peuvent "parquer" leurs propriétés foncières importantes à l'intérieur des FIS et mettre les plus-values générées, soit par l'évolution des prix fonciers, soit par le développement et la promotion des terrains, à l'abri du fisc. »

De ce qui précède, je voudrais demander à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre des Classes moyennes :

- Est-ce que Messieurs les Ministres pourraient me confirmer que l'activité pratiquée par les FIS est conforme à la loi du 2 septembre 2011 ?

Les FIS sont aussi à considérer comme des fonds d'investissement alternatifs (FIA) s'ils remplissent les critères de l'article 1 (39) de la loi du 12 juillet 2013, portant transposition de la directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs. Chaque FIA doit avoir une politique d'investissement conforme à la loi précitée et aux lignes directrices émises par la European Securities and Markets Authority (ESMA). Selon ces lignes directrices de l'ESMA l'une des caractéristiques d'un organisme de placement collectif au sens de la directive 2011/61/UE, donc d'un FIA, est de ne pas avoir un objet commercial ou industriel général.

Ainsi, je voudrais demander :

- Est-ce que des FIS/FIA qui acquièrent régulièrement des terrains pour les développer et pour vendre des immeubles dans un but de lucre, ne violent pas l'interdiction faite à un FIA d'avoir un objet commercial ou industriel général ?

- Est-ce que la CSSF, voire l'administration de l'Enregistrement et des Domaines ont les moyens nécessaires en termes d'effectifs pour détecter toute activité commerciale abusive des FIA ?

La loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés réserve les titres ou parts d'intérêts des FIS aux « investisseurs avertis ». Cependant, dans la pratique les coûts de gestion importants ainsi que la forme sociétale majoritairement choisie par les FIS-SICAV, à savoir la Société en commandite par actions (SCA), font que le FIS, avec tous ses avantages fiscaux, est un instrument qui est seulement accessible aux investisseurs et aux propriétaires fonciers importants. Les investisseurs moins fortunés doivent utiliser des formes légales fiscalement moins avantageuses, comme par exemple la Société civile immobilière (SCI).

- Messieurs les Ministres partagent-ils mon avis que cette situation crée une concurrence déloyale entre les différents contribuables actifs sur le marché de l'immobilier ?

L'accord de coalition prévoit que : « Le Gouvernement veillera à contrecarrer les abus issus de l'utilisation du régime fiscal applicable aux SICAV-FIS dans le secteur immobilier au Luxembourg. »

- Sur quel horizon de temps le Gouvernement entend-il légiférer afin de contrecarrer lesdits abus ?

Réponse commune (16.04.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

Conformément à l'article 1er de la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés, un FIS, peu importe qu'il se qualifie de fonds d'investissement alternatif (FIA) ou non, a comme objet exclusif le placement collectif de ses fonds en valeurs dans le but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier les investisseurs des résultats de la gestion de ses actifs.

Dans ses orientations relatives aux notions essentielles de la directive sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs, l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF ou ESMA) indique qu'une entité exerçant un objet commercial ou industriel général est susceptible de ne pas se qualifier d'organisme de placement collectif et donc de FIA. Le terme d'« objet commercial ou industriel général » y est défini notamment comme la poursuite d'une stratégie d'entreprise se caractérisant par

la conduite à titre principal d'une activité industrielle impliquant la construction d'immeubles.

Ainsi, tout FIS doit se donner une politique d'investissement qui ne peut pas être assimilée à la poursuite d'une stratégie d'entreprise se caractérisant par la conduite à titre principal d'une activité industrielle impliquant la construction d'immeubles.

La législation européenne et nationale, tout comme les orientations de l'ESMA, n'interdisent pas à un FIA d'investir dans l'immobilier et donc d'acquérir des terrains ou des immeubles pour les revendre par la suite.

Le respect des dispositions évoquées ci-avant est une condition sine qua non pour l'obtention et la conservation par le FIS de l'agrément de la CSSF.

L'article 69 de la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés attribue la responsabilité du contrôle fiscal à l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (AED). Si, lors de ses contrôles, l'AED constate que ces fonds se livrent à des opérations qui dépassent le cadre des activités autorisées par la loi, les dispositions régissant la taxe d'abonnement cessent d'être applicables aux fonds concernés.

Le Gouvernement est conscient de certains abus issus de l'utilisation du régime fiscal applicable aux SICAV-FIS investissant dans le secteur immobilier au Luxembourg. Conformément à l'accord de coalition de 2018, le Gouvernement élaborera des solutions pour contrecarrer ces abus au Luxembourg endéans la période législative actuelle.

Question 1983 (09.03.2020) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant l'**annulation d'événements dans le cadre de l'épidémie de Covid-19 :**

Dans le contexte de l'épidémie de Covid-19, l'Italie a annoncé la mise en quarantaine de 15 millions de personnes. Plusieurs pays européens, dont la France et l'Allemagne, ont annoncé l'interdiction d'événements rassemblant plus de mille personnes. Au Luxembourg, plusieurs décisions d'annulation d'événements majeurs ont été communiquées au grand public, dont celle du Relais pour la vie qui aurait dû avoir lieu le weekend du 21 au 22 mars. Un outil d'évaluation des risques est mis à disposition des organisateurs d'événements sur le site d'information du Gouvernement relatif au Covid-19 via lequel ils peuvent demander l'avis du Ministère de la Santé quant à la tenue de leur événement.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Quels sont actuellement les critères respectivement les combinaisons de critères qui entraînent un avis d'annulation d'un événement ?

2) Cet outil d'évaluation des risques en ligne est-il suffisamment connu et utilisé par les organisateurs d'événements ? Cet outil a-t-il été proactivement communiqué aux fédérations et associations ?

3) Combien de demandes ont été introduites via ce canal et endéans quel délai les demandes sont-elles traitées ?

4) Ne serait-il pas utile de mettre à disposition des organisateurs un arbre décisionnel, afin qu'ils puissent eux-mêmes décider de l'annulation ou non de leur événement ?

Réponse (14.04.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Les critères appliqués étaient ceux du Robert-Koch-Institut en Allemagne. Contrairement cependant à l'Allemagne qui proposait aux organisateurs d'évènement sune auto-évaluation du risque, cette évaluation a été accompagnée au Luxembourg par des conseils de mes services. Quelque 300 demandes ont été ainsi traitées en quelques jours seulement, avant l'interdiction par le Gouvernement des rassemblements de masse, successivement à différents niveaux de participants. Le délai de réponse était souvent de moins de 24 heures avec pour certains évènements au maximum deux ou trois jours. Souvent, les délais étaient dus au fait que l'organisateur avait fourni initialement des informations peu précises, ne permettant pas une évaluation de risque correcte, et nécessitant des précisions supplémentaires dans une deuxième étape.

Notre expérience, même si elle était réduite dans le temps, a clairement montré que la plupart des organisateurs étaient reconnaissant de l'aide fournie par mes services dans l'exercice d'interprétation du risque.

Question 1986 (10.03.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **outils de communication des membres du Gouvernement :**

Ëmmer erëm kënnt et vir, dass héich politesch Vertrieder oder Privatpersounen hiren Telefon gehackt kréien. Dat weist, dass souguer Persounen op héije Poste kënnen ausspionéiert ginn, wann hir Kommunikatioun net verschlësselt ass. D'Donnéeën, déi den Datendéif an deem Fall klaut, kënnen, wa se an déi falsch Hänn geroden, e grousse Schued uriichten. Virun allem ëffentlech Mandatsdréier, wéi Ministeren, sinn engem héije Risiko ausgesat, ausspionéiert ze ginn. Aus deene Grënn ass et wichteg, dass Volleksvertrieder op héije Posten hir Kommunikatioun verschlësselen, zum Beispill duerch Cryptohandyen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Digitalisatioun dës Froe stellen:

1. Benotzen d'Regierungsmembere fir hir Kommunikatioun normal Handyen oder benotze si Cryptohandyen?

2. Benotzen d'Regierungsmembere méi wéi een Handy oder Telefon am Alldag?

Falls jo, benotzen all dës Handyen eng verschlësselt Kommunikatioun?

3. Mat wéi enge weidere Mesurë schützen d'Ministeren d'Donnéeën, déi d'Sécherheet vum Lëtzebuerger Staat a Gefor brénge kéinten?

Réponse (07.04.2020) de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à la Digitalisation :*

Sämtlech Ekipementer, déi de Regierungsmembere vum staatlechen Zenter fir Informatiounstechnologien (CTIE) zur Verfügung gestallt ginn, sinn entspriechend preparéiert, fir optimal mat den informateschen Infrastrukture vum Staat funktionéieren ze kënnen.

Sämtlech Smartphonen an Tabletten, déi de Regierungsmemberen zur Verfügung gestallt ginn, ginn iwwer eng zentral Management-Infrastruktur (MDM) verwalt an ageriicht. Heiduerch ass et méiglech, dass Endgeräter duerch eng adequat Verschlësselung protegéiert sinn. D'Sécherheet vum Endgerät gëtt duerch déi zentral Management-Infrastruktur garantéiert an och duerch spezifesch Sécherheetsreegele renforcéiert.

Falls Regierungsmembere méi ewéi ee Smartphone oder Tablet mat Accès op déi informatesch Infrastrukture vum Staat am Alldag benotzen, ginn déi zousätzlech Endgeräter och vum CTIE preparéiert an duerch déi zentral Management-Infrastruktur (MDM) verwalt.

Sämtlech Kommunikatiounen, déi tëschent de mobillen Endgeräter an den informateschen Infrastrukture vum Staat, wou op intern Informatiounen zougegraff gëtt, gi verschlësselt a mat Authentifizéierung duerchgefouert. Am Fall, wou een Endgerät verluer geet oder geklaut gëtt, kann dëst iwwert d'zentral Management-Infrastruktur (MDM) geläscht ginn.

Question 1989 (12.03.2020) de **Mme Stéphanie Empain** *(déi gréng)* concernant le **projet d'extension d'une partie de la route B7 entre Colmar-Berg et Ettelbruck :**

Au début des années 1990, en préparation de la construction de la B7 actuelle, des fouilles archéologiques avaient déjà révélé des vestiges romains en bordure de la route du Nord B7 à hauteur de Schieren. Lors des travaux de préparation pour la mise à 2 x 2 voies, qui devrait mordre sur l'aile nord de la villa, des fouilles archéologiques approfondies ont donc dû être entreprises. Il s'est rapidement avéré que les dimensions de la villa étaient impressionnantes. En outre, elle a livré aux archéologues d'exceptionnelles fresques polychromes ainsi que des stucs décorés qui ont été prélevés dans le cadre des mesures conservatoires.

Évidemment, l'envergure des fouilles et l'importance des découvertes ne pouvaient pas rester sans impact sur le calendrier prévu du projet d'extension de la B7. Une deuxième phase de fouilles, de 2019 à 2023, se concentre désormais sur le bâtiment principal qui se développerait sur environ 4.000 m^2.

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 1327 du 14 octobre 2019, Monsieur le Ministre avait indiqué que l'avant-projet détaillé du projet d'extension à 2 x 2 voies de la B7 entre Colmar-Berg et Ettelbruck serait finalisé et en cours de vérification et de validation par les différents services du ministère.

Dans ce contexte, je voudrais obtenir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Dans quelle mesure est-ce que le projet d'extension a dû être modifié en raison de ces découvertes archéologiques importantes ?

2) Est-ce que l'avant-projet détaillé a déjà été approuvé par Monsieur le Ministre ? Dans l'affirmative, quelles sont les prochaines échéances ?

Réponse (09.04.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) Comme déjà précisé dans la réponse à la question parlementaire n° 3840 du 30 mai 2018 concernant le site de la villa gallo-romaine à Schieren, formulée ensemble avec le Ministre de la Culture, les récentes découvertes archéologiques n'ont pas d'impact sur le tracé de la mise à 2 x 2 voies de la B7 entre Schieren et Ettelbruck. La conservation du site de la villa gallo-romaine était pressentie comme contrainte de la planification du projet routier de l'extension de la route B7, le tracé tel qu'il était toujours prévu et actuellement à l'étude ne nécessitera donc pas de modifications.

ad 2) L'avant-projet détaillé a été approuvé en date du 10 mars 2020. La prochaine étape est dès lors l'élaboration du projet de loi de financement sur base de l'avant-projet détaillé. Avant la finalisation du projet de loi, la Commission d'analyse critique devra encore valider le projet.

Question 1990 (10.03.2020) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **fichier des avertissements taxés :**

Lors de la réunion jointe de la Commission de la Justice et de la Commission de la Sécurité intérieure de jeudi dernier, il est apparu que les avertissements taxés pour stationnement interdit et payés, etc. ne sont pas supprimés du fichier AT et ce malgré des affirmations antérieures de Monsieur le Ministre.

Dans une lettre du 5 mars 2020 à l'attention du directeur général de la Police grand-ducale, Monsieur le Ministre demande à ce dernier « de supprimer, avec effet immédiat, les avertissements taxés contenus dans le fichier AT dès qu'ils ont été acquittés et également d'amender vos prescriptions de service dans ce sens ».

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer que sa lettre a enfin été suivie d'effet, i. e. que les AT sont supprimés du fichier AT dès leur acquittement et que les prescriptions de service ont été adaptées en ce sens ?

2) À défaut, pour quelles raisons l'instruction de Monsieur le Ministre n'a pas encore été suivie d'effet ?

3) Toujours dans la négative, endéans quel délai l'instruction ministérielle pourra-t-elle être matérialisée au niveau du fichier AT et des prescriptions de service ?

Réponse (10.04.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1) Les travaux nécessaires afin de dépersonnaliser certaines catégories d'AT du fichier « avertissements taxés » (AT) ainsi que du fichier « contrôle et sanctions automatisés » (CSA) ont été entamés suivant mon ordre écrit du 5 mars 2020 adressé au directeur général de la police. Mon ordre fut suivi en date du 12 mars 2020 d'un courrier adressé au Ministre d'État et Ministre de la Digitalisation ainsi qu'un courrier au Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, ministères de tutelle du Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) respectivement de l'Administration des ponts et chaussées (PCH), qui ont la qualité de sous-traitants de la police, dans lesquels je leur fourni des précisions quant aux adaptations nécessaires.

ad 2) Il convient de noter que le « règlement grand-ducal modifié du 26 août 1993 relatif aux avertissements taxés, aux consignations pour contrevenants non résidents ainsi qu'aux mesures d'exécution de la législation en matière de mise en fourrière des véhicules et en matière de permis à points » contient un catalogue des avertissements taxés, établi conformément à l'article 15 de la « loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques », qui regroupe plus de mille différentes contraventions qui peuvent donner lieu à un AT. Il échet également de constater que la législation relative à la circulation routière ne connaît pas le concept de « contravention mineure » ou « d'avertissement taxé standard » en tant que tel, et bien entendu il existe un certain nombre de contraventions qui en raison de leur gravité, des conséquences qu'elles entraînent ou de la possibilité de la récidive ne peuvent pas faire l'objet d'une dépersonnalisation dès l'acquittement de l'AT.

Il convient également de mentionner que bien que la Police grand-ducale ait la qualité de responsable du traitement des fichiers AT et CSA, ceux-ci sont exploités au niveau technique par le CTIE, respectivement la PCH, qui ont la qualité de sous-traitants.

Vu la complexité de la matière, il est nécessaire de préciser quels AT sont susceptibles de faire l'objet d'une dépersonnalisation dès leur acquittement et lesquels doivent être maintenus. J'ai donc adressé en date du 12 mars 2020 un courrier au Ministre d'État et Ministre de la Digitalisation ainsi qu'un courrier au Ministre de la Mobilité et des Travaux publics dans lesquels je leur propose de communiquer certaines adaptations relatives aux délais de conservation au CTIE respectivement à la PCH. Je leur propose dans une première phase la façon de procéder suivante :

Concernant le fichier AT, j'ai proposé comme action immédiate dans une première phase la dépersonnalisation des avertissements taxés résultant d'une infraction en matière de stationnement, d'arrêt ou de parcage tel que prévu par le règlement grand-ducal du 26 août 1993 précité dès l'acquittement de l'avertissement taxé, si le paiement est intervenu dans un délai de 45 jours à compter de la constatation de l'infraction. Sont également visés les AT émis dans le cadre du système de contrôle et de sanction automatisés tel que prévus par la « loi modifiée du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés », qui sont enregistrés dans le fichier AT, si le paiement est intervenu dans le délai imparti.

Concernant le fichier CSA, j'ai proposé que les avertissements taxés résultant d'une infraction en matière de contrôle et de sanction automatisés tel que prévus par la loi du 25 juillet 2015 précitée, soient dépersonnalisés au plus tard deux semaines après l'acquittement de l'avertissement taxé, si le paiement est intervenu dans un délai de 45 jours à compter à partir de la date du courrier constatant l'infraction. Les deux semaines s'expliquent par les dispositions de l'article 4(1) du « règlement grand-ducal modifié du 7 août 2015 autorisant la création d'un fichier et le traitement de données à caractère personnel dans le cadre du système de contrôle et de sanction automatisés », qui dispose que les photos enregistrées sont effacées au plus tard deux semaines après l'acquittement de l'avertissement taxé, ainsi que par le droit d'accès y relatives que les personnes concernées peuvent exercer.

Suite à mon courrier, l'Administration des ponts et chaussées, sous-traitant pour le fichier CSA, m'a informé qu'elle n'est pas en mesure de procéder elle-même aux adaptations souhaitées. Celles-ci nécessitent l'intervention de l'entreprise externe qui a fourni le logiciel utilisé pour l'exploitation du fichier. L'entreprise visée a été sollicitée d'intervenir par la PCH, or en raison de la situation actuelle cette intervention n'a pas encore eu lieu. Quant au fichier AT, le CTIE a entamé les travaux d'adaptations des délais de conservation pour les AT en matière d'arrêt, de stationnement et de parcage, qui seront dépersonnalisés après leur acquittement.

Dans une deuxième phase et après une analyse approfondie du catalogue des avertissements taxés par les services compétents de la police, j'envisage de fournir des instructions supplémentaires à la police et leurs sous-traitants visant d'autres avertissements taxés qui sont susceptibles d'être dépersonnalisés dès leur acquittement. Suite à ma demande, les services compétents de la police travaillent également à l'établissement d'une liste reprenant les infractions qui en raison de leur gravité, des conséquences qu'elles entraînent (p. ex. réduction de points) ou de la possibilité de la récidive ne peuvent pas faire l'objet d'une dépersonnalisation dès l'acquittement de l'AT.

ad 3) Je tiens à souligner que les travaux relatifs aux délais de conservation dans le fichier AT et CSA ont continué en dépit de la situation actuelle liée à la pandémie du Covid-19. Vous comprendrez cependant que pour cette même raison et indépendamment de ma volonté, les travaux nécessaires prennent un certain retard. Néanmoins, je vous assure ma détermination de poursuivre les adaptations des délais de conservation concernant les fichiers susmentionnés dans les meilleurs délais.

Question 1991 (11.03.2020) de **Mme Carole Hartmann** et **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**acquisition d'un appareil PET-Scan :**

En date du 16 janvier 2018, des membres de notre groupe parlementaire avaient posé une question écrite (n° 3555) à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale concernant l'implantation éventuelle d'un deuxième PET-Scan (Positron Emission Tomography) au Luxembourg.

À l'époque, Madame et Monsieur les Ministres avaient jugé que l'acquisition d'un deuxième appareil PET-Scan n'était pas justifiée.

Or, il nous revient que les délais pour l'obtention d'un rendez-vous au Centre national PET ont sensiblement augmenté, les patients devant actuellement attendre jusqu'à trois semaines.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

- Madame et Monsieur les Ministres, peuvent-ils confirmer que les délais d'attente ont augmenté ? Dans l'affirmative, peuvent-ils nous fournir des statistiques ?

- En vue d'une population vieillissante et de la progression des maladies cancéreuses, Madame et Monsieur les Ministres, ne jugent-ils pas opportun d'envisager dès maintenant l'acquisition d'un deuxième appareil PET-Scan ?

- Suite à l'arrêt de la Cour constitutionnelle jugeant que « l'établissement d'une liste des équipements et appareils qui ne peuvent être acquis par les médecins et médecins-dentistes pour les besoins de leur cabinet médical constitue une restriction à l'exercice de la profession libérale de médecin », où en est le remaniement de la liste des équipement et appareils qui peuvent être installés dans un cabinet médical privé ? Le PET-Scan figurera-t-il également sur cette liste ?

Réponse commune (15.04.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Les délais d'attente pour l'obtention d'un rendez-vous d'examen diagnostique au Centre national PET sont d'environ cinq à dix jours calendrier et sont réduits en cas d'urgence médicale à moins d'une semaine.

Afin de pouvoir faire face à l'augmentation de l'activité du Centre national PET, un nouveau scanner beaucoup plus rapide et moderne (Philips Vereos PET-CT) a été acquis en 2017 par le CHL en remplacement de son « ancien modèle ».

L'activité annuelle a ainsi pu augmenter d'environ 12 % depuis 2017 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Par ailleurs, le projet de construction du Nouveau bâtiment Centre du CHL prévoit une surface dédiée à l'installation d'un deuxième PET-scan dans le Centre national PET.

En outre, ce deuxième PET-scan installé au Centre national PET pourra également servir de backup au premier.

Le PET-scan (tomographie par émission de positons) figure non seulement au règlement grand-ducal du 17 juin 1993 fixant la liste des équipements et appareils qui ne peuvent être acquis par les médecins et médecins-dentistes pour les besoins de leur cabinet médical mais aussi à l'annexe 3 de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière consacrée aux équipements nationaux dont l'exploitation est réservée aux seuls établissements hospitaliers.

Les discussions à venir dans les groupes de travail du « Gesondheetsdësch » et qui ont dû être suspendues pour le moment alors qu'un grand nombre d'acteurs y participant sont engagés dans le cadre de la crise sanitaire relative à la lutte conte le Covid-19 porteront également sur les équipements médicaux à exploiter dans le secteur hospitalier et le secteur extra-hospitalier.

Les cadres légaux y correspondant seront adaptés aux conclusions de ces discussions.

Question 1995 (11.03.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **lac de la Haute-Sûre :**

De Stauséi dëngt säit 1961 als Drénkwaasserreserv fir grouss Deeler vum Lëtzebuerger Land, ma ass awer och e Point d'attraction fir den Tourismus, dat Ganzt an enger eenzegaarteger Natur. Am Joer 1991 ass de Stauséi fir d'lescht eidel lafe gelooss ginn, fir Entretiensaarbechten duerchzeféieren. Haut sinn et also bal 30 Joer hier, datt de Stauséi engem gréisseren Entretien ënnerzu gouf. Säit 1961 huet d'Demande no Drénkwaasser iwwerdeems, wéinst dem Bevëlkerungszouwuess, konstant zougeholl. Wat den Tourismus betrëfft, zitt de Stauséi och haut, besonnesch am Summer, Touristen aus der ganzer Grousregioun un. D'Demande no neien touristeschen Attraktiounen ass grouss.

Schonn Ufank vum Millennium koum säitens der Stauséigemeng de Wonsch no enger Hängebréck iwwert de Stau op, mam Zil, besonnesch den duussen, ökologeschen Tourismus ze fërderen. D'Stauséigégend ass am Groussen a Ganzen eng Géigend mat immens vill Potenzial, ma et ass awer virun allem wéinst sengen Drénkwaassercapacitéiten eng Liewensquell fir d'ganzt Lëtzebuerger Land.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, dem Minister fir ëffentlech Aarbechten, dem Minister fir Tourismus an dem Minister fir Kultur dës Froe stellen:

1. Dir Dammen an Häre Ministeren, wéini steet deen nächste groussen Entretien vum Stauséi un, wou de Stau muss auslafe gelooss ginn?

2. Mat wéi enge Käschte rechent Dir an deem Zesummenhank a mat wéi enge gréisseren Aarbechten ass an deem Kontext ze rechnen?

3. Madamm Ministesch, wéi gedenkt Dir an der Iwwergangsphas, wann de Stau eidel wäert sinn, d'Drénkwaasserversuergung weiderhin ze assuréieren?

4. Dir Dammen an Häre Ministeren, ass geplangt, no Drénkwaasserreserven am noen Ausland ze sichen, fir där héijer Demande vum Grand-Duché an Zukunft gerecht ze ginn?

5. Madamm Ministesch, geet d'Produktiounscapacitéit vum Stau a Saachen Drénkwaasser, wann d'Bevëlkerung weider wiisst, duer? Bis wéini géifen déi aktuell Capacitéite bei gläichbleiwendem Wuesstem duergoen?

6. Ass geplangt, Madamm Ministesch, d'Drénkwaasserproduktioun an d'Luucht ze schrauwen? Wa jo, wéi, vu wéi engem Volume géife mer do schwätzen?

7. Um Stau gëtt och duerch Waasserkraaft Elektrizitéit produzéiert. Wat huet dëst fir een Afloss op de Volume vum produzéierten Drénkwaasser? Gëtt duerch d'Produktioun vun Elektrizitéit de Volume u produzéiertem Drénkwaasser beanträchtegt?

8. Här Minister, ass säitens dem Tourismusministère geplangt, weider Attraktiounen an d'Stauséigégend ze bréngen? Wa jo, wéi eng?

9. Här Minister, wéi stitt Dir zu der Iddi vun enger Hängebréck beim Stauséi, änlech wéi där vun der „Hängeseilbrücke Geierlay"? Géift Dir esou eng Attraktioun finanziell ënnerstëtzen?

10. Dir Dammen an Häre Ministeren, ass geplangt, d'Geschicht vum Duerf, wat deelweis ënnert dem Waasser vum Stau versenkt gouf, souwéi déi eenzegaarteg Flora a Fauna vun der Géigend fir Touristen an Intresséierter, duerch konkreet Projeten en valeur ze setzen?

Réponse commune (17.04.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre du Tourisme :*

ad 1. Momentan ass keen Auslafe vum Stau am Kader vun Entretiensaarbechte virgesinn. Et wäert awer eng „inspection décennale" stattfannen, bei där den Zoustand vun der Staumauer, inklusiv d'Elementer ënner Waasser, wäert kontrolléiert ginn. Dës Kontroll wäert also, ewéi och schonn am Joer 2012, ouni Vidange vum Barrage erfollegen. Den aktuelle Planning gesäit vir, dass dës Aarbechten am Laf vum Joer 2023 solle stattfannen.

ad 2. Well esou Kontrolle just all zéng Joer stattfannen, ass et schwiereg, d'Käschte fir dës Moossnam anzeschätzen. Den Ëmfang vun den néidegen Aarbechten un der Staumauer wäert eréischt duerch d'„inspection décennale" festgestallt ginn.

ad 3. D'Eventualitéit, dass d'Drénkwaasserversuergung duerch Stauséiwaasser géif ënnerbrach ginn, ass mat an der Strategie zur laangfristeger Ofsécherung vun der nationaler Drénkwaasserversuergung consideréiert ginn. Den Drénkwaasserversuerger SEBES kann elo schonn op Noutléisungen zréckgräifen. Ab dem Moment, wou déi nei Anlag färdeg ass, besteet engersäits d'Méiglechkeet Waasser aus der Sauer ënnerhalb vun der Staumauer ze prelevéieren. Op där anerer Säit ginn et véier Standuerter am Land, wou Grondwaasser durch Déifbuerunge ka gepompelt ginn. Déi kuerzfristeg Capacitéite vun zwee vun deene Standuerter sollen deemnächst erhéicht ginn.

D'Strategie vun der laangfristeger Ofsécherung vun der nationaler Drénkwaasserversuergung baséiert op dräi Standbeen:

I. De Schutz vun der Drénkwaasserqualitéit duerch Ausweisung an Ëmsetzung vun den Drénkwaasserschutzzonen. Zënter 2013 goufe 55 Projete vu groussherzogleche Reglementer op den Instanzewee bruecht, wat ongeféier 90 % vun den Drénkwaasserressourcen entsprécht. De Schutz vun dëse Ressourcen ass äusserst wichteg, well aktuell Drénkwaassererfaassungen (Quellen, Buerungen), déi ronn 75.000 Leit versuergen, kéinten ausser Betrib sinn, well d'Waasser mat Réckstänn vun Ofbauprodukten (Metaboliten) vu Planzeschutzmëttel an Nitrater belaascht ass.

II. Notzung vun bisweilen net genotzte Ressourcen. D'Prioritéit läit hei op der Opbereedung vu Muselwaasser, souwéi Recherchen no Grondwaasserreserven an der Ëmgéigend vum Atert- an Warkdall.

III. Spuerstrategie fir de Waasserverbrauch pro Awunner a pro Kapp ze reduzéieren.

ad 4. Et ass prioritär, déi national Drénkwaasserversuergung zu Lëtzebuerg net vu Reserven aus dem Ausland ofhängeg ze maachen. Dofir gëtt sech op d'Sich vun zousätzleche Reserven hei am Land konzentréiert.

ad 5. D'Produktiounscapacitéit vum Stauséiwaasser hänkt staark vun der Waasseropbereedungsanlag vum Drénkwaasserversuerger SEBES of. Dës Anlag gëtt bis Enn 2021 komplett erneiert an op Eschduerf verluecht. Wann dës Anlag bis fäerdeg ass, wäerte Produktiounscapacitéite vu ronn 72.000 m^3/Dag op 110.000 m^3/Dag eropgeschrauft ginn. Och wäert d'Opbereedung vum Réiwaasser vill méi performant sinn (zum Beispill Erausfiltere vu Mikrospuerestoffer).

Déi dräi Standbee vun der Strategie fir déi laangfristeg Ofsécherung vun der Drénkwaasserversuergung (Äntwert op Fro 3) musse bis spéitstens 2040 ëmgesat ginn. Et ass warscheinlech, datt an Zäite vum Spëtzenverbrauch (zum Beispill no längeren Hëtztwellen) lokal a regional Capacitéite schonn an den nächsten Jore kënnen zäitweis iwwerschratt ginn.

ad 6. No den aktuellsten Zuele misst d'Drénkwaasserproduktioun bis 2040 ëm eng Gréissenuerdnung vu 40.000 m^3/Dag am Verglach zu de Capacitéiten, déi d'Land wäert Enn 2021 (Fäerdegstellung vun der neier Opbereedungsanlag SEBES zu Eschduerf) an Luucht goen. Dës Zuel kann awer signifikant ofhängeg vu verschiddene Facteure schwanken. Niewent dem Impakt vum Klimawandel hänkt et virun allem och dovunner of, ewéi konsequent Moossnamen an den Drénkwaasserschutzzonen an d'Aspuere vum Waasserverbrauch ëmgesat ginn, awer och dervun, ob zousätzlech grouss Verbraucher (zum Beispill Industrie, Landwirtschaft) géifen derbäi kommen, wat e relativ grousse Bedarf u Waasser géif mat sech bréngen. Eng konsequent Ëmsetzung vum Waasserschutz, een nohaltege Verbrauch vum Waasser bedeiten e manner grousse Volume vun zousätzleche Reserven, dee gebraucht gëtt. Dëst ass eng Prioritéit fir d'Regierung.

ad 7. Säit 2003 existéiert en Accord tëscht dem Lëtzebuerger Staat an dem Produzent vun der Elektrizitéit, deen d'Notzung vum Stauséi duerch festgesate Grenze limitéiert. Ënner anerem sinn do minimal a maximal Niveaue vum gestaute Waasser festgehalen, an och soll garantéiert ginn, datt nach e Mindestabfluss u Waasser aus dem Stau erausfléisst. Am Joer 2019 gouf mat alle concernéierten Acteuren ënnert der Leedung vun der Waasserverwaltung (AGE) ee „Plan de gestion barrage lac de la Haute-Sûre" opgestallt, deen et zu all Moment erlaabt ze evaluéieren, ob de verfügbare Volume alle Besoine gerecht gëtt an, wann net, wou d'Prioritéite musse geluecht ginn. Domadder soll souwuel d'Versuergung mat Drénkwaasser wéi och eng gutt Waasserqualitéit vun der Sauer hannert der Staumauer garantéiert ginn.

ad 8. Den Tourismusministère ass net de Projektträger vun eenzelen touristesche Projeten, mee ënnerstëtzt notamment via den 10. Programme quinquennal vun den touristeschen Infrastrukturen (loi du 1er août 2018 ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un dixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique) all touristesch Initiativen. An dësem Kontext goufen eng „extension et modernisation des infrastructures du centre récréatif du lac de la Haute-Sûre" an den „aménagement d'une aire de jeux aquatique" als eligibel zréckbehalen. Zousätzlech kann iwwert d'Tourismusdirektioun all „aménagement et modernisation d'infrastructures et acquisition d'équipements de sports-loisirs" um Stauséi subventionéiert ginn.

ad 9. Bis elo huet nach kee Projektträger sech offiziell un de Ministère adresséiert, fir esou ee Projet ëmzesetzen. Esou ee Projet kéint interessant fir den Tourismus sinn, mee opgrond vun der primärer Vocatioun vum Stauséi kann esou ee Projet just da subventionéiert ginn, wann all Legislatioun am Beräich vum Ëmwelt- a Waasserschutz respektéiert gëtt, fir der genannter primärer Vocatioun, nämlech d'Drénkwaasserproduktioun um Stauséi, net ze schueden.

ad 10. Den Tourismusministère huet bis dato keen esou ee Projet virleien, mee all Projet, deen eng touristesch Opwäertung respektiv eng Plusvalue fir den Tourismus duerstellt, gëtt vum Tourismusministère begréisst a kann iwwert de Programme quinquennal ënnerstëtzt ginn.

Question 1997 (11.03.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**origine de l'électricité consommée au Luxembourg :**

Déi vun der Regierung geféerdert Elektromobilitéit féiert logescherweis zu engem héije Stroumverbrauch. Am Hibléck op eng nohalteg Ëmweltpolitik spillt et sécherlech och eng Roll, wou dëse Stroum aktuell hierkënnt.

An dësem Zesummenhang wéilt ech dem Här Energieminister gär follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Prozent vum Stroum, deen an d'Lëtzebuerger Netz agespeist gëtt, staamt aus nuklearen Energiequellen?

2. Wéi vill Prozent vum Stroum, deen an d'Lëtzebuerger Netz agespeist gëtt, staamt aus hydroelektresche Quellen?

3. Wéi vill Prozent vum Stroum, deen an d'Lëtzebuerger Netz agespeist gëtt, staamt aus Biomassquellen?

4. Wéi vill Prozent vum Stroum, deen an d'Lëtzebuerger Netz agespeist gëtt, staamt aus Kuelekraaftwierker?

5. Wéi vill Prozent vum Stroum, deen an d'Lëtzebuerger Netz agespeist gëtt, staamt aus Gasverbrennungsanlagen?

6. Wéi vill Prozent vum Stroum, deen an d'Lëtzebuerger Netz agespeist gëtt, staamt aus erneierbaren Energiequellen?

Réponse (07.05.2020) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

Generell muss een dorop hiweisen, datt de Stroum, deen op den ëffentleche Borne geliwwert gëtt, fir Elektroautoen opzelueden, an de Stroum, deen een doheem verbraucht am Haus oder an der Garage, fir säin Elektroauto opzelueden, zu 100 % vun erneierbaren Energië staamt.

Wat d'Zesummesetzung vum Stroum zu Lëtzebuerg ugeet, kann op déi parlamentaresch Fro N° 1358 vum 18. Oktober 2019 verwise ginn. Hei muss nämlech ënnerscheet ginn tëschent dem Stroum, dee vun den Endclienten zu Lëtzebuerg akaaft gëtt, an dem Stroummix, dee physesch am kontinentaleuropäesche Stroumnetz fléisst. An da muss een och nach ënnerscheeden tëschent dem Stroum, dee vun den Haushalter consomméiert gëtt, an dem Stroum, deen am industrielle Secteur verbraucht gëtt.

Den Etiquetage vum Stroum, deen iwwert de Règlement grand-ducal vum 21. Juni 2010 reglementéiert ass a vum Institut luxembourgeois de régulation (ILR) iwwerpréift a validéiert gëtt, gëtt esou festgeluecht, dass gekuckt gëtt, wéi ee Stroum all eenzelne Fournisseur, deen Endclienten zu Lëtzebuerg beliwwert, selwer akaaft huet.

Dobäi gëtt am Detail gekuckt, wéi dëse Stroum hiergestallt gouf. D'Originn vum Stroum kann nëmmen da sécher festgestallt ginn, wann de Stroum zum Beispill direkt bei engem Stroumproduzent akaaft gëtt oder wann de Stroum mat Certificate versinn ass, déi genau festleeën, aus wéi enger Anlag dëse Stroum kënnt. Dës Certificate ginn och nach „garantie d'origine" (GO) genannt. Fir all de Stroum, deen e Fournisseur op enger Stroumbourse akeeft an deen net kloer engem Produzent zouzeschreiwen ass, ka keng eendeiteg Originn festgeluecht ginn. Fir dëse Reschtstroum wennt den ILR e Mix un, dee „mix résiduel" genannt gëtt.

Den nationale Stroummix am Joer 2018, also dee Stroum, deen all eenzelne Fournisseur un all d'Endclienten, also souwuel Industrie- wéi Haushalts- an Entrepriseclienten, zu Lëtzebuerg verkaaft huet a sou wéi am ILR sengem Reglement ILR/E19/31 vum 8. Juli 2019 (portant publication de la composition et de l'impact environnemental du mix national pour l'année 2018) gewisen, huet aus 55,5 % erneierbarem

Stroum, 34,0 % fossiller Energie an 10,4 % Atomstroum bestanen. De Stroum fir d'Haushalter besteet zu Lëtzebuerg aus 100 % erneierbaren Energien, woubäi sech deen aus ënnerschiddlechen Hierkonften, wéi zum Beispill Sonne-, Wand-, oder Waasserenergie kann zesummesetzen. Zousätzlech ass ze soen, datt duerch d'Offensive am Beräich vun de Wandenergie- a Fotovoltaikanlagen zu Lëtzebuerg den Undeel vu Stroum, deen duerch déi national Produktioun vun erneierbaren Energie kann ofgedeckt ginn, konsequent eropgeet. Esou war am Mäerz vun dësem Joer bedéngt duerch dat sonnegt Wieder eng héich national Stroumproduktioun duerch d'Fotovoltaikanlagen ze notéieren.

An der Tabell hei drënner gesäit een den Detail vum nationale Stroummix an de Mix vum Stroum, deen am kontinentaleuropäesche Stroumnetz physesch fléisst. Dëse kontinentale Stroummix ass allerdéngs och just eng Berechnung opgrond vun de Produktiounsanlagen, déi a Kontinentaleuropa stinn, an et ass net matagerechent, dass och nach e klengen Deel vu Stroum vun anere Länner ausserhalb vu Kontinentaleuropa (z. B. Skandinavien, UK etc.) importéiert gëtt. An der drëtter Kolonn ass och nach de Produktmix, deen all Haushaltsclient zu Lëtzebuerg kritt, duergestallt.

Et gesäit een an der Tabell, datt den Undeel vun erneierbaren Energien am Stroummix zu Lëtzebuerg am Verglach mam EU-Mix héich ass.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 1999 (12.03.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **statut d'établissement autonome de la BCEE :**

An der Äntwert op d'Question parlementaire N° 1911, betount de Minister fir Finanzen, datt d'Spuerkeess (BCEE) en Établissement public „autonome" ass. De Fonctionnement vun der Bank gëtt deemno iwwer e Gesetz gereegelt. Doriwwer eraus ënnerstraicht den Här Minister a senger Äntwert, datt hie sech, wéi vum Gesetz virgesinn, net an d'Gestioun an an d'Administratioun vun der Bank amëscht. Dorop hat den Här Minister sech och well an den Äntwerten op divers Question-parlementairen, tous partis confondus, beruff. D'Fro, ob et eng Concertatioun tëscht dem Minister respektiv Vertrieder vun der Regierung oder Vertrieder vum Finanzministère mam Verwaltungsrot vun der Spuerkeess (BCEE) gouf, bevir d'Decisioun gefall ass, fir eelef Agencen uechtert d'Land zouzemaachen, bleift weiderhin onbeäntwert. Den Här Minister betount och, datt d'Sitzunge vum Verwaltungsrot vun der Spuerkeess (BCEE) dem „secret des délibérations" ënnerleien. Trotzdeem verréit de Minister eis, datt d'Decisioun vum Conseil an dësem Fall eestëmmeg geholl gouf.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Finanzminister dës Froe stellen:

1. Här Minister, wat ass déi genee Definitioun vun „autonome"?

2. Wat genee ass den Ënnerscheed tëscht der Spuerkeess (BCEE) hirem Statut, als „établissement public autonome", an deem vun aneren Établissement publics, déi jo zum gréissten Deel och finanziell an administrativ „autonome" sinn? Gëtt et do eng kloer Distinctioun?

3. Här Minister, goufen et virum Vott iwwert d'Fermeture vun den Agencë Concertatiounen tëscht Iech, Vertrieder vun der Regierung oder Vertrieder vum Finanzministère mat Membere vum Verwaltungsrot vun der Spuerkeess (BCEE)?

4. Wëssend, datt Dir an Ärer Äntwert op d'Question parlementaire N° 1911 de „secret des délibérations" vun de Sitzunge vum Conseil vun der BCEE partiellement opgehuewen hutt, andeems dir d'Unanimitéit vum Vott präisginn hutt, wiert Dir bereet och de geneeë Wuertlaut vum Punkt iwwert deen de Verwaltungsrot ofgestëmmt huet, an dee schlussendlech d'Fermeture vun de Guicheten aktéiert huet public ze maachen? Wann net, firwat net?

Réponse (08.04.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Den honorabelen Deputéierten stellt Froen iwwert de Sënn vum Wuert „autonome" am Gesetz vum 24. Mäerz 1989 iwwert d'Spuerkeess.

D'Äntwert dorobber fënnt sech am entspriechenden Dossier parlementaire (N° 3095). Sou preziséiert den Exposé des motifs vum Gesetz: « Le présent projet de loi consacre d'emblée dans son article 1er cette autonomie de l'établissement, qui est indispensable à la bonne exécution de sa mission dans un environnement national et international fortement concurrencé. S'il ne s'agit certes pas d'une innovation, l'histoire mouvementée de l'établissement illustre à suffisance l'opportunité de souligner et de consacrer solennellement cet élément fondamental du statut de la Caisse d'Épargne. » De Commentaire vum Artikel 1 preziséiert, dass d'Spuerkeess en „établissement public autonome" ass am Sënn vun engem „établissement qui s'administre lui-même".

Am Exposé des motifs gëtt och dorobber higewisen, dass d'Spuerkeess säit hirer Grënnung geplot war mat « relations parfois complexes, pour ne pas dire tendues, entre la direction de l'établissement et les instances politiques du pays. Le Conseil d'État, en son avis du 6 avril 1928, a fait écho à ces difficultés en constatant que "c'est à bon droit que Monsieur le Directeur de la Caisse d'Épargne se plaint de ce que le Gouvernement aurait (...) constamment empiété sur les attributions réservées à la direction et au Conseil, en revendiquant le droit de prescrire les directives générales auxquelles le conseil (d'administration) avait à se conformer". »

An deem Sënn schreift de Conseil d'État 1989 a sengem Avis iwwert de Projet de loi N° 3095: « Ce qu'il importe d'assurer avant tout, c'est l'autonomie de gestion de la direction dans les affaires courantes. Il faudra donc conférer à (la) direction une liberté d'action, une souplesse et une flexibilité suffisantes, pour qu'elle puisse affronter avec succès la concurrence dans les années à venir. » Weider ënnerstraicht de Conseil d'État: « L'État, son seul propriétaire, accordera aux organes de la banque toute l'autonomie dont elle doit disposer dans l'exercice des activités d'une banque universelle. » An hie kënnt zur Conclusioun, dass de Staat « se cantonnera dans son rôle de propriétaire, comme le ferait l'assemblée générale des actionnaires d'une société anonyme ».

Ee vun den Objektiver vun der Reform vun 1989 war deemno sécherzestellen, dass d'Regierung, an domadder de Finanzminister, sech net méi kéint an d'Gestioun vun der Bank amëschen oder der Direktioun respektiv dem Conseil, entspriechend Instruktioune ginn. Et ass ausserdeem evident, dass den Ordre du jour vun de Reunioune vum Conseil d'administration vun enger Bank, oder och nëmmen Deeler dovunner, net an d'Ëffentlechkeet gehéieren. Dat beäntwert dem Deputéierte seng aner Froen.

Question 2002 (12.03.2020) de **M. Georges Mischo** *(CSV)* concernant la **perturbation éventuelle d'Esch 2022 par le chantier des archives nationales :**

Mengen Informatiounen no plangt d'Regierung déi nei Nationalarchiven op Esch Belval fir 2023 fäerdegzestellen. Dowéinst wäert an den nächste Joren e grousse Chantier op deem Site sinn, deen am selwechte Quartier ass, wou „Esch Kulturhaaptstad 2022" wäert oflafen.

An dësem Kontext géif ech gären der Regierung follgend Froen un d'Madamm Kulturminister an den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

- Kann de Minister dës Informatioune bestätegen?

- Wa jo, wéi gëtt garantéiert, datt Esch 2022 net duerch de Chantier vun den Archive massiv gestéiert gëtt, souwuel duerch Knascht wéi och duerch Kaméidi a Chantiersgefierer?

- Gi speziell Sécherheetsmesurë geholl, fir de Chantier ofzesécheren, wa grouss Mënschemassen an dem Quartier ënnerwee sinn?

- Ass virgesinn, de Chantier mat visuellen oder änleche Mëttelen ze maskéieren, fir datt d'Besicher vun Esch 2022 net op e Chantier musse kucken?

Réponse commune (15.04.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Et ass wichteg, op dëser Plaz ze rappeléieren, datt de Bau vun engem neien Archivgebai fir dës Regierung eng Prioritéit ass. Zanter Jore stoussen d'Nationalarchive schonn un hir Limitten. Ons kollektiv Memoire muss an adaptéierte Raimlechkeete versuergt ginn. D'Iwwerschwemmung vum Depot um Helleg-Geescht-Plateau am Summer 2019 verdäitlecht d'Urgence an där hei gehandelt muss ginn.

Dofir soll de Chantier soubal wéi méiglech an Ugréff geholl ginn, a kéint sech deemno, jee no de Repercussioune vun der aktueller Kris, och mat der Kulturhaaptstad 2022 iwwerschneiden. Fir den Impakt vum Chantier op déi kulturell Aktivitéiten awer esou kleng wéi méiglech ze halen, gi verschidde Mesurë geholl an et si Concertatiounen tëschent de Vertrieder vun Esch 2022, vum Fonds Belval a vum Kulturministère virgesinn, fir d'Contrainten, déi duerch de Chantier entstinn, ze bespriechen.

Nodeems de Gesetzesprojet zu dësem Bauprojet vum Regierungsrot de 6. Mäerz 2020 approuvéiert gouf, ass elo d'legislativ Phas amgaangen, déi zum Vott vum Gesetz féiere soll. De viraussiichtleche Planning vum Projet gesäit den Ufank vum Chantier am zweete Semester 2021 vir, wann de Vott vun der Chamber viru Mëtt 2020 stattfënnt, an eng geschaten Dauer vun den Aarbechte vu 36 Méint, bei normalem Verlaf vum Chantier an den Ausschreiwungsprozeduren. Dobäi ass natierlech ze bemierken, dass den aktuelle Krisestatus op dës genannten Datumer an Dauer beträchtlech Auswierkunge kéint hunn.

D'Organisatioun vum Chantier ass drop ausgeluecht, d'Aarbechten ouni gréisser Beanträchtegungen duerchzeféieren, déi den Oflaf vun de kulturelle Manifestatioune vun Esch 2022 um Site Belval kéinte stéieren.

Dofir sinn den Accès an d'Sortie vum Chantier esou geplangt, dass Camionen an aner Gefierer net mussen iwwert d'Avenue du Rock'n'Roll fueren. Duerch dësen Tracé kënne Sécherheetsproblemer mat Visiteuren esou wéi akustesch an aner Belästegunge reduzéiert ginn.

Et ass virgesinn, de Chantier esou ze amenagéieren, dass de Geräischpeegel niddreggehale gëtt, andeems zum Beispill déi Deeler, déi kee Kaméidi verursaachen (Chantiersbuden a Lagerflächen), laanscht d'Avenue des Hauts-Fourneaux installéiert ginn; zousätzlech besteet d'Palissad vum Chantier aus zolitten an zouenen Elementer a garantéiert domat d'Sécherheet vun de Leit laanscht de Chantier an dréit derzou bäi, d'Perturbatioune fir de Site Belval ze minimiséieren.

All Chantierszon ass en zouene Beräich, dee fir d'Ëffentlechkeet net zougänglech a vun enger Palissad ëmginn ass; den Zougang gëtt permanent iwwerwaacht a vun enger Sécherheetsfirma geréiert. Zousätzlech Mesurë wéi gëeegent Beliichtung a reegelméisseg Kontrolltoure ronderëm de Chantier droe weider zu enger verstäerkter Iwwerwaachung vum Bausseberäich vum Chantier bäi.

Et gëtt eng Chantiersclôture aus massiven onduerchsichtegen Elementer installéiert, soudass de Chantier aus kuerzer Distanz net direkt sichtbar ass. Do besteet d'Méiglechkeet, bei der Finitioun vun der Palissad drop ze uechten, dass se sech gutt an d'stättescht Ëmfeld integréiert, besonnesch am Kontext vun de kulturelle Manifestatioune vun Esch 2022, soudass zum Beispill Planen, Zeechnungen, Molereien, Affichen oder aner visuell Elementer kéinten drop fixéiert ginn.

Question 2010 (16.03.2020) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant la **fermeture de maisons communales due à l'expansion du coronavirus :**

Les autorités communales de Helperknapp, de Mertert-Wasserbillig et de Contern ont annoncé la fermeture des services communaux et des maisons communales qui ne sont désormais plus accessibles au public.

Ainsi, face à l'ensemble de contraintes dues aux mesures prises contre l'expansion de la pandémie Coronavirus/Covid-19, il faudrait poser la question de la maintenance de certaines missions de service public de proximité que les communes devraient en principe assurer. La fermeture complète des services communaux que certaines communes ont appliquée ne semble pas la solution appropriée.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Madame la Ministre a-t-elle été informée par les autorités communales de Helperknapp, de Mertert-Wasserbillig et de Contern avant l'annonce de la décision de fermeture des maisons communales ?

2) Dans l'affirmative, Madame la Ministre a-t-elle conseillé les autorités des trois communes de ne pas fermer leurs services, tout en sachant que les communes sont autonomes dans la gestion de leurs affaires quotidiennes ? Dans la négative à la question 1), Madame la Ministre est-elle entre-temps intervenue auprès des responsables des trois communes concernées ?

3) Cette décision n'est-elle pas contraire à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 16 mars 2020 portant sur diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus Covid-19, qui dit notamment que « les services administratifs qui participent à l'exercice de prérogatives de puissance publique » devraient être maintenus ?

4) De façon générale, quel est le rôle des communes dans les plans « pandémies » ?

Réponse (24.03.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Les communes ont été informées par le biais de diverses circulaires publiées sur le site du Ministère de l'Intérieur et accessibles via le lien https://mint.gouvernement.lu/fr/actualites/2020/03-mars/Coronavirus.html. quant aux mesures de lutte contre la propagation du virus Covid-19 décidées par le Gouvernement. Le rôle des communes y a également été défini afin d'offrir aux 102 communes luxembourgeoises des lignes directrices pour leur permettre de mieux s'organiser et de savoir quels services essentiels devraient être maintenus.

En effet, l'arrêté ministériel du 16 mars 2020 portant sur diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus Covid-19 a une influence sur les activités des autorités communales, mais aussi et surtout le règlement grand-ducal modifié du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19.

Par conséquent, les communes ont été informées qu'en principe les services publics doivent fonctionner de manière régulière et sans interruption. Toutefois, en période de crise, comme il en est le cas actuellement, les communes peuvent se retrouver dans une situation où, pour diverses raisons, la multitude des services qu'elles offrent en temps normal ne peut être assurée. Pour identifier au mieux les services essentiels, qui doivent être maintenus, les communes ont été informées de l'importance de constituer un plan de continuité d'activité communale, afin de garantir les services de protection de la population, du personnel communal et de continuer certaines activités de la commune. Le plan de continuité d'activité communale est établi en fonction de la capacité de la commune à exercer ses services et de la nature de ceux-ci.

Ainsi, certains services communaux ne peuvent pas être suspendus et les communes sont obligées de les organiser de manière autonome avec des moyens appropriés à la situation de pandémie à laquelle le Luxembourg doit faire face. Parmi les services administratifs et industriels des communes figurent le bureau de la population, l'état civil, la fourniture d'énergie, la distribution d'eau potable, l'assainissement des eaux usées, l'enlèvement des déchets et les transports publics.

La fermeture pure et simple de l'administration communale ne peut avoir lieu. Les autorités communales pourront toutefois aménager les horaires d'ouverture et les locaux recevant du public ainsi que prévoir des procédures administratives adaptées à la situation de crise. Concernant la réception du public, le Ministère de l'Intérieur encourage les communes à envisager l'offre de certains services administratifs sur rendez-vous à prendre par téléphone et d'arranger l'accueil physique des administrés dans des conditions permettant autant que possible la protection des agents de la commune.

Toutefois, les infrastructures communales où se déroulent des activités culturelles, sociales, festives, sportives et récréatives suspendues par le règlement grand-ducal précité doivent être fermées.

Je tiens finalement à ajouter que le Ministère de l'Intérieur soutient les communes et se tient à leur disposition pour toute question relative à la mise en œuvre des mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus Covid-19.

Question 2012 (21.03.2020) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant la **situation de logement et d'accès à la fourniture d'énergie des personnes économiquement vulnérables dans le contexte des précautions prises par le Gouvernement face à la pandémie Covid-19 :**

L'état de crise sanitaire dans lequel nous nous trouvons risque de placer des personnes économiquement vulnérables dans une situation de détresse sociale aggravée. Étant donné que la situation sur le marché locatif est déjà tendue en temps normal, la crise sanitaire et ses corollaires socio-économiques, risquent de placer un grand nombre de personnes dans une difficulté accrue ou dans l'impossibilité de

régler leurs loyers. Dans ce sens, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres du Logement et de l'Énergie :

1) Monsieur le Ministre du Logement entend-il prendre des mesures, dans le cadre et dans la durée de l'état de crise, permettant de garantir le règlement des loyers en fonction d'un certain nombre de critères tels qu'une baisse de revenu, une mise au chômage ou autres ?

2) Monsieur le Ministre du Logement entend-il prendre des mesures interdisant, dans le cadre et la durée de l'état de crise, l'exécution des déguerpissements à l'encontre des locataires en défaut de paiement de leurs loyers ?

3) Le Gouvernement entend-il assurer que pour la durée de l'état de crise aussi bien l'approvisionnement en eau qu'en électricité ainsi que la possibilité de se chauffer soient garantis, qu'il n'y aura pas de coupures à cause de défaillance de paiement ?

Réponse commune (07.04.2020) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

Le Gouvernement a mis en œuvre une série de mesures protégeant les salariés de l'effet économique des mesures dues à la crise sanitaire engendrée par la pandémie du coronavirus. Ainsi, afin de maintenir l'emploi et, par conséquent, d'éviter des licenciements suite aux répercussions sur la vie des entreprises et de leurs salariés, une procédure facilitée et accélérée de demande de chômage partiel pour cas de force majeure liée à la crise du Covid-19 a été mise en place. Les demandes des entreprises qui ne peuvent plus exercer leurs activités suite aux décisions gouvernementales de mars 2020 seront directement traitées par l'ADEM. Dès que la demande est acceptée, l'ADEM versera une avance aux entreprises. Cette avance correspond à 80 % des salaires des agents touchés par le chômage partiel et permettra aux entreprises d'obtenir rapidement des liquidités.

En complément, il a été décidé que l'indemnité de compensation qui correspond en principe à 80 % du salaire normal de référence plafonné à 250 % du salaire social minimum pour salariés non qualifiés, ne peut être inférieure au montant du salaire social minimum pour salariés non qualifiés. Une éventuelle différence entre le montant de l'indemnité de compensation et le salaire social minimum non qualifié sera prise en charge par le Fonds pour l'emploi.

Par ces mesures, le Gouvernement espère préserver dans la mesure du possible la capacité des ménages locataires à revenus modestes de subvenir à leurs obligations de paiement de loyer.

ad 1) Parallèlement, le Gouvernement a décidé de répondre aux situations d'urgence de locataires qui subissent des baisses de leur revenu dues à la crise sanitaire engendrée par la pandémie du coronavirus et d'avancer l'adaptation prévue de la subvention de loyer dont peuvent bénéficier les ménages à faible revenu, revenu à la hausse.

Initialement, il était prévu d'adapter au 1er janvier 2021 les barèmes relatifs à la subvention de loyer. Toutefois, suite aux mesures d'arrêt affectant beaucoup de secteurs économiques dues à la pandémie du coronavirus et au risque d'un nombre croissant de personnes devant subir une perte de revenu, il a été décidé d'avancer la mise en vigueur de cette adaptation des tableaux au 1er avril 2020. En effet, dans l'état de crise actuel, adapter le barème des loyers de référence et les plafonds retenus pour la subvention de loyer est une réponse adéquate aux restrictions économiques auxquelles sont confrontés les locataires ne bénéficiant que de faibles revenus.

Finalement, le Ministre du Logement a lancé un appel aux bénéficiaires d'une aide au logement de faire valoir leur droit au recalcul des aides en cas de baisse de revenu et de s'adresser à cet effet au Service des aides au logement.

ad 2) Pour ce qui est des déguerpissements à l'encontre des locataires en défaut de paiement de leurs loyers, le Gouvernement a adopté dans le contexte de l'état de crise le règlement grand-ducal du 25 mars 2020 portant suspension des délais en matière juridictionnelle et adaptation temporaire de certaines autres modalités procédurales qui prévoit que les déguerpissements ordonnés en matière de bail à usage d'habitation et de bail à usage commercial sont suspendus (voir article 5(1)).

ad 3) En ce qui concerne l'approvisionnement en électricité ainsi qu'en gaz, les lois modifiées du 1er août 2007 relatives à l'organisation des marchés de l'électricité (« Loi électricité ») respectivement du gaz naturel (« Loi gaz »), ainsi que la loi modifiée du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale, prévoient des procédures précises à suivre par les fournisseurs d'électricité et de gaz naturel ainsi que par les autorités communales en matière d'organisation de l'aide sociale. La loi de 2009 organisant l'aide sociale contient notamment un chapitre qui est réservé à la fourniture minimale d'énergie domestique et d'eau, et qui définit la prise en charge des clients résidentiels vulnérables en défaillance de paiement.

Ainsi, la Loi électricité et la Loi gaz disposent toutes les deux qu'un fournisseur informe par écrit, après avoir envoyé un premier rappel de paiement, le client en défaillance de paiement de son intention de le faire déconnecter dans les 30 jours. Une copie de cette information est communiquée parallèlement par le fournisseur à l'office social de la commune de résidence du client défaillant. L'office social compétent entame ensuite de son côté une procédure de prise en charge, pour autant que le défaillant remplit les conditions d'éligibilité pour le droit à l'aide sociale. Dans tous les cas, l'office social informe le fournisseur de la suite réservée au dossier dans les dix jours de la réception de la copie de l'information. En cas de prise en charge du client en défaillance de paiement par l'office social, aucune déconnexion ne peut avoir lieu.

Que ce soit en état de crise ou non, les fournisseurs cherchent toujours à trouver des arrangements avec les clients résidentiels défaillants en leur proposant le cas échéant des paiements échelonnés avant de demander une déconnexion par le gestionnaire de réseau concerné.

Pendant la durée de l'état de crise, les gestionnaires de réseaux ont été conviés à limiter leurs visites chez les clients raccordés à leur réseau à un strict minimum, et surtout pour des raisons de sécurité, afin de limiter les contacts physiques entre les personnes et protéger ainsi leurs agents et leurs clients et limiter la propagation du virus Covid-19 dans la population.

Question 2022 (02.04.2020) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant les **moyens de procuration de soins aux plus démunis et couverture médicale universelle :**

D'après nos informations relayées par la presse, Médecins du monde Luxembourg manquerait de moyens pour traiter ses patients, notamment ceux qui présentent des symptômes d'infection du Covid-19. Les équipes de l'organisation ne fonctionneraient actuellement qu'avec des bénévoles et autant que possible via téléconsultation. Médecins du monde réclamerait notamment la possibilité de pouvoir tester dans leurs locaux de consultation respectifs les patients souffrant de symptômes liés au Covid-19, afin d'éviter d'autres contaminations, du fait que leurs patients, personnes démunies, doivent se déplacer vers les centres de test souvent par les transports en commun. Or, Médecins du monde ne disposerait à ce stade pas des moyens adéquats, notamment des blouses et lunettes de protection, pour procéder à ces tests. L'organisation ayant fait part de son appréciation de la mesure prise par la Ministre de la Santé de garantir à toute personne en demande de soins une prise en charge gratuite, elle revendique qu'elle reste effective après l'état de crise. De fait, par l'accès gratuit aux soins des personnes démunies et non couvertes par une couverture sociale, la couverture médicale universelle est du moins non officiellement appliquée.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Madame la Ministre a-t-elle pris connaissance du manque de moyens de Médecins du Monde Luxembourg ? Le cas échéant, est-il prévu d'y remédier, notamment en les habilitants à pouvoir procéder à des tests Covid-19 dans leurs locaux de consultation respectifs ?

2) De même, Madame la Ministre envisage-t-elle de mettre en place officiellement, pendant la crise sanitaire et durablement après la crise, la couverture médicale universelle ?

3) En reprenant les mots de Madame la Ministre quant à la prise en charge des personnes en demande de soins quel que soit leur statut et leurs moyens financiers, j'aimerais demander à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale si ce principe pourrait également s'étendre à l'ensemble de la population, notamment en instaurant le remboursement intégral des frais de soins ?

Réponse commune (07.05.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1) En date du 26 mars 2020 mes services ont procédé à un recensement des besoins en matériel de protection contre la propagation du Covid-19, notamment auprès de Médecins du Monde Luxembourg. Sur base de ce recensement, l'association visée a pu réceptionner le matériel demandé, y compris des blouses de protection jetables et des lunettes de protection.

ad 2) Le Ministère de la Santé soutient, dans la mesure du possible, le principe de la couverture médicale universelle dont la réalisation relève de la compétence du Ministre de la Sécurité sociale.

ad 3) Dans le contexte de la crise sanitaire due au SARS-CoV-2, le Gouvernement a pris de nombreuses mesures pour soutenir toute la population et notamment la plus vulnérable, y compris sur le plan financier. Toutefois, alors que ces mesures ont été prises dans l'urgence, la mise en place d'un système qui devra perdurer doit être élaborée de manière holistique et en concertation avec toutes les parties prenantes. Par conséquent, ceci ne peut être réalisé dans le cadre de la présente crise.

L'accord de coalition 2018-2023 prévoit d'ailleurs dans la partie « sécurité sociale » que : « Le principe de l'assurance obligatoire garantit un accès égal et solidaire aux prestations de l'assurance maladie-maternité. Pour assurer l'accès aux soins de santé de base aux personnes particulièrement vulnérables vivant au sein de notre société et sans affiliation obligatoire, les moyens existants seront utilisés de la manière la plus adaptée. Cette prise en charge médicale sera à charge du budget de l'État. » (p. 109 de l'accord de coalition 2018-2023)

C'est ainsi que le Ministre de la Sécurité sociale a pris l'initiative de laisser analyser par ses services les différentes options envisageables pour venir au soutien de toutes les personnes en ce qui concerne l'accès aux soins de santé, y compris celles qui ne sont pas affiliées à l'assurance maladie. Les travaux ont débuté courant 2019 et de premiers échanges ont eu lieu avec quelques parties prenantes. Toutefois, les travaux ont évidemment été retardés par l'actuelle crise sanitaire, mais seront repris dans les meilleurs délais.

Question 2023 (03.04.2020) de **MM. Marc Spautz** et **Marc Lies** *(CSV)* concernant les **formalités à remplir par les entreprises souhaitant bénéficier du chômage partiel :**

D'après nos informations, de nombreuses entreprises qui ont adressé leur demande à l'ADEM afin de pouvoir bénéficier du chômage partiel pour cas de force majeure liée à la crise du coronavirus, se sont vues informées que leur demande n'avait pas pu être traitée, alors que des informations importantes faisaient défaut ou étaient illisibles. Ces entreprises, voire ces employeurs, ont été invités à utiliser le nouveau formulaire en ligne sur MyGuichet.lu.

Il est rappelé dans ce contexte que ces entreprises/employeurs ne peuvent plus exercer d'activités suite aux décisions gouvernementales prises dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19, et qu'elles sont toutefois dans l'obligation de payer des salaires à leurs employés. De nombreux employeurs se retrouvent dans une situation de liquidités précaire. Obliger les employeurs et les entreprises à utiliser le nouveau formulaire revient à leur demander d'introduire une nouvelle demande. Pour les employeurs et entreprises concernés, il s'agit d'une perte de temps considérable qui peut, le cas échéant, s'avérer néfaste pour l'avenir de leur activité.

Dans le cadre de ce qui précède, nous aimerions demander à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi,

- si Monsieur le Ministre est au courant de telles situations.

- En tout état de cause, combien de demandes ont été envoyées à l'ADEM par les entreprises/employeurs afin de bénéficier du chômage partiel ? Combien de demandes ont été introduites avant le 27 mars 2020 via fax, courrier ou e-mail ? Combien de demandes ont été introduites depuis le 27 mars 2020 via le formulaire online ? Parmi les demandes introduites, combien n'ont pas pu être traitées par l'ADEM en raison de l'absence de certaines données voire de leur illisibilité ? Parmi les demandes non traitées, combien ont été introduites avant le 27 mars 2020 et combien depuis le 27 mars 2020 ?

- Depuis quand le formulaire online est-il disponible ?

- Dans la mesure où avant le 27 mars 2020, les employeurs/entreprises pouvaient envoyer leurs demandes via courrier, e-mail ou fax, Monsieur le Ministre pense-t-il que les employeurs/entreprises étaient suffisamment informé(e)s de toutes les démarches à accomplir et notamment de toutes les informations à transmettre ?

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que, face à la situation de crise inouïe dans laquelle nous nous trouvons, une autre solution consistant à faire l'avance des frais salariaux et à demander à l'entreprise de verser dans un délai rapproché les informations manquantes, aurait été plus simple et surtout plus bénéfique aux entreprises ?

- En tout état de cause, quelles sont les mesures que Monsieur le Ministre entend prendre afin d'éviter que des situations comme celles que nous venons de décrire ne se reproduisent ?

Réponse (07.04.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

Avant la crise, les demandes de chômage partiel concernaient en moyenne 25 à 30 entreprises par mois. Les entreprises devaient faire leurs demandes pour le 12e du mois précédant le mois du chômage partiel (c'est-à-dire par exemple pour le 12 février si l'entreprise devait mettre les salariés au chômage partiel en mars) et un certain nombre de conditions devaient être remplies.

Lorsque la crise est apparue, le Gouvernement a décidé d'accorder à un grand nombre de secteurs le recours au chômage partiel afin de maintenir les salariés dans l'emploi et de modifier le système de traitement en vue de permettre le versement des avances aux entreprises et de pallier ainsi le manque de liquidités.

Il était tout de suite évident qu'il y a eu un besoin de mettre en place une nouvelle procédure permettant le traitement rapide des milliers de demandes. À ce moment-là, il n'était cependant pas possible de savoir avec précision combien de temps le développement d'une telle procédure informatisée et automatisée pouvait prendre, surtout en prenant en compte le temps nécessaire pour recevoir les données fournies par d'autres administrations et le fait que les équipes de l'ADEM devaient travailler le plus possible en télétravail afin de respecter les précautions sanitaires.

Dans un but d'accélérer la procédure de traitement des dossiers, il a été décidé de maintenir la possibilité pour les entreprises de faire une demande sous l'ancienne procédure, même si elle n'était pas à 100 % adaptée et en tenant compte que les informations demandées par l'ancien formulaire ne correspondaient pas exactement à ce dont l'ADEM avait besoin pour la nouvelle procédure.

La nouvelle procédure a pu être mise en place dans un temps record, mobilisant non seulement les équipes de l'ADEM mais également celles du CTIE, du Centre commun de la sécurité sociale et de la Trésorerie de l'État. Le nouveau système a été mis online le vendredi 27 mars 2020 à 17.00 heures sur MyGuichet.

Ce système vise deux objectifs :

- à faciliter au maximum la procédure pour les entreprises. Le nouveau formulaire en ligne ne demande que des informations essentielles de la part de l'entreprise de manière à ce que le formulaire puisse être rempli rapidement ;

- à mettre en place les contrôles nécessaires aussi bien au niveau des données fournies par les entreprises qu'au niveau des comptes bancaires sur lesquels les avances sont versées.

À la date du 6 avril 2020, près de 8.500 demandes pour le chômage partiel ont déjà été faites sur MyGuichet.

Le secrétariat du Comité de conjoncture a reçu 16.000 demandes sous l'ancien formulaire. Face à l'impossibilité de traiter ces demandes manuellement et en coopération étroite avec l'ADEM, il a été décidé de mettre en place une collaboration, à titre gracieux, avec une entreprise du secteur privé afin de traiter ces demandes à l'aide de techniques innovantes et d'un personnel dédié.

Le fichier comportant ces demandes a été livré au secrétariat du Comité de conjoncture et à l'ADEM le mercredi 1er avril 2020.

Après avoir écarté les doublons, 13.000 demandes sont restées. De ces 13.000 demandes, 6.000 ont pu être transférées à l'ADEM pour traitement. Les autres 7.000 demandes n'ont pas pu être traitées soit parce que les formulaires n'étaient pas lisibles, soit parce qu'il manquait des informations importantes qui n'ont pas pu être complétées par les données dont disposait déjà l'ADEM (comme par exemple des numéros de compte bancaire validés dans le cadre d'autres paiements étatiques). Ces 7.000 entreprises ont été immédiatement contactées par l'ADEM le 2 et 3 avril 2020 afin de les informer que leurs demandes n'ont mal-

heureusement pas pu être traitées, malgré tous les efforts entrepris par les équipes de l'ADEM pour trouver les informations manquantes. Par conséquent, ces entreprises ont été invitées à refaire une demande sur MyGuichet.

Lors du traitement de cette nouvelle demande, la date de la première demande sera prise en compte pour le calcul du chômage partiel de sorte à ce que les entreprises ne subissent pas de désavantage.

À la date du 6 avril 2020, près de 2.500 demandes pour plus de 37.000 salariés ont déjà pu être traitées par l'ADEM, sachant que le coût s'élève à 57,3 millions d'euros. À cela se rajoutent les 2.500 demandes validées par le Comité de conjoncture durant sa réunion du 6 avril 2020 pour plus de 35.000 salariés et un coût de 86,9 millions d'euros.

En ce qui concerne les décomptes mensuels que les entreprises doivent soumettre à l'ADEM, un nouveau système online sur MyGuichet est en cours de développement. Il sera disponible dans les prochaines semaines. Les entreprises devront utiliser ce nouveau système de manière exclusive, ce qui permettra le maximum de simplification administrative tout en mettant en place des contrôles informatisés nécessaires afin de réduire tout risque de fraude et d'abus.

Question 2025 (06.04.2020) de **Mmes Martine Hansen** et **Octavie Modert** *(CSV)* concernant les **travailleurs saisonniers dans le contexte de la pandémie du coronavirus :**

Och, an esouguer grad, an der aktueller Coronakris ass et wichteg, datt d'Awunner mat gudden an héichwäertege Produkter aus der regionaler Landwirtschaft a Produktioun versuergt ginn. Fir datt dës Versuergung awer ka funktionéieren ass d'Landwirtschaft, grad ewéi de Wäibausecteur, wärend verschiddene Periode vum Joer op zousätzlech Aarbechtskräften ugewisen. Eisen nationalen Aarbechtsmaart kann dëser Nofro net nokommen, soudatt mir op Saisonsaarbechter aus dem Ausland ugewise sinn.

An anere Länner, wéi zum Beispill an Däitschland, hunn déi politesch Verantwortlech elo Ausnameregelunge mat klore Krittäre festgehalen, ënnert deenen d'Saisonsaarbechter kënnen areesen a beschäftegt ginn.

Iwwert d'Situatioun fir Lëtzebuerg wollte mir follgend Froen un den Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung stellen:

- Wéi gedenkt d'Regierung, de betraffenen Acteuren ze hëllefen an domat ze garantéieren, datt déi national Liewensmëttelversuergung och a Krisenzäite funktionéiert a garantéiert gi kann?

- Géif d'Regierung esou eng Léisung generell halen, oder d'Länner limitativ opzielen, wou Saisonsaarbechter hierkomme géifen?

- Wéi steet d'Regierung zur Reegelung, déi an Däitschland agefouert ginn ass?

- Kann d'Regierung Zuelen nennen, wéi vill Mënsche sech op jobswitch.lu ageschriwwen hunn, an am Besonneschen, fir an der Landwirtschaft an am Wäibau auszehëllefen? Passen d'Reegele vum „prêt temporaire de main-d'œuvre" op dës Fäll?

Réponse (15.04.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

Et ass richteg, dass d'Landwirtschaft, a virun allem de Wäibau- an de Gaardebausecteur, wärend verschiddene Periode vum Joer op zousätzlech Aarbechtskräften ugewisen ass. Jee no Produktioun variéieren den noutwendegen Zäitpunkt vum Besoin wéi och de Profill vum Saisonsaarbechter.

D'Situatioun bei den Saisonsaarbechter ass hei zu Lëtzebuerg awer net mat där an Däitschland ze vergläichen. De Moment besteet hei am Land kee groussen Bedarf, an op all Demande konnt och eng Äntwert fonnt ginn. Dofir mécht et och de Moment zu Lëtzebuerg kee Sënn, sech u Reegelungen ze orientéieren, déi am Moment an Däitschland diskutéiert a schonn zum Deel ëmgesat sinn.

Sou ass zum Beispill hei zu Lëtzebuerg eng nei Plattform https://www.jobswitch.lu online, op där d'Betriber hir Besoine kënne publizéieren. Zesumme mat der Landwirtschaftskummer sinn do verschidde Profiller vu Leit ausgeschafft ginn. Déi aktuell Situatioun ass sou, dass wäit méi Offertë vu Bewerber virleien, wéi vum Secteur Leit nogefrot ginn. Dofir sinn déi gefrote Profiller och viru Kuerzem erëm vum Site erofgeholl ginn. De Ministère ass ausserdeem am enke Kontakt mat verschiddenen Acteure wéi dem MBR-Lëtzebuerg. Och hei konnt bis elo op all Demande reagéiert ginn, an et sinn och nach eng ganz Rei vun Betribshelfer an der Reserv an zu all Zäit opruffbar.

Ech hu mech och derfir agesat, datt d'Grenze mat eisen Nopeschlänner weiderhin op sinn, an och op europäeschem Niveau sinn ech a permanentem Kontakt mat mengen Homologen, fir ofzesécheren, datt d'Aarbechter, déi an engem „essenzielle" Secteur schaffen, zu deem d'Landwirtschaft gehéiert, op hir Aarbechtsplaze kommen.

De Landwirtschaftsministère wäert d'Situatioun weiderhi genau verfollegen. Sou sinn ech an dëser aktueller Kris a permanentem Kontakt mat eise Betriber an och mam Secteur agroalimentaire, fir zu all Moment kënne proaktiv ze reagéieren.

Question 2032 (07.04.2020) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant l'**Université du Luxembourg :**

Am Gesetz vum 27. Juni 2018 iwwert d'„organisation de l'Université du Luxembourg" beschreift den Artikel 36 (3) d'Modalitéite vun der Evaluatioun vun de Studiejoren. Wie manner wéi 50 % vun den ECTS-Kreditter erreecht, dierf sech nach eng Kéier an dat selwecht Joer aschreiwen, wien iwwer 50 % erreecht, dierf sech an dat nächst Joer aschreiwen, mee tëscht 50 a 70 % muss dës Inscriptioun duerch den „directeur de programme" validéiert ginn.

Wéi den Artikel 36 (2) 1° an den Artikel 36 (9) et virgesinn, kann deen, deen am éischte Joer manner wéi 50 % erreecht, sech net méi fir dat neit Joer aschreiwen, mee gëtt definitiv excluéiert a misst d'Universitéit wiesselen, falls dee Betraffenen dat selwecht Studium weidermaache wëllt.

Et ass wichteg ze verhënneren, dass Studéierender vun der Uni Lëtzebuerg, déi a Schwieregkeete sinn an duerch den „état de crise" zousätzlech benodeelegt sinn, fir de Coursen ze follgen (z. B. duerch schlecht Internetverbindungen), manner wéi 50 % erreechen an doweinst aus hirem Studiegang ausgeschloss ginn.

Opgrond vun dësen Informatioune wëll ech follgend Froen dem Här Educatiounsminister stellen:

1. Kann den Här Minister dës Informatioune bestätegen?

2. D'Universitéitsgesetz gesäit keng Ausnamen, geschweige denn en „état de crise" vir, déi vun de Bestëmmungen derogéiere géifen.

- Wéi eng Moyene gesäit de Minister vir, fir der Uni ze hëllefen, dës Ausnamen ze geréieren?

3. An der Pressekonferenz iwwert d'Mesurë vum Educatiounsministère am Zesummenhang mam „état de crise" huet den Här Minister gesot, dass déi am Artikel 36 (1) vum Universitéitsgesetz viséiert Reegelung, dass all Student/in sech maximal véiermol der Evaluatioun vun engem Cours stellen dierf, fir dat aktuellt Semester ausgesat ass. En Examen, deen net gepackt gëtt, gëtt net als ee vun deene véier gezielt.

- Gouf dës Informatioun scho säitens der UNI ratifizéiert an un d'Studente weiderginn duerch eng offiziell Kommunikatioun vu Säite vun der Universitéit?

4. Et ass vu Säite vun de Studéierenden drop higewise ginn, dass vill vun hinnen a prekäre Verhältnesser liewen an op d'Suen ugewise sinn, déi se entweeder iwwert d'CEDIES-Boursen an/oder duerch sougenannte Studentenjobs verdéngen, fir sech de Studium ze finanzéieren.

- Gesäit den Här Minister finanziell Hëllefe fir concernéiert Studente vir?

Réponse (07.05.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

Ech reagéieren op dem honorabelen Deputéierte seng Froe mat dëse Prezisiounen.

D'Universitéit Lëtzebuerg huet säit Ufank Abrëll, a Concertatioun mam Héichschoulministère, eng Adaptatioun vum Studiereglement un déi aktuell Krisesituatioun ausgeschafft, wou eng Rei Dispositioune betreffend d'Evaluatioun an d'Progressioun vun de Studente fir d'Summersemester 2019-2020 ugepasst goufen. Dat gëllt fir déi Studente vun der Universitéit Lëtzebuerg, déi am Summersemester 2019-2020 ageschriwwe sinn an déi sech fir d'Wantersemester 2020-2021 nees aschreiwen. Esou soll verhënnert ginn, dass Studente vun der Universitéit Lëtzebuerg duerch déi exzeptionell Ëmstänn bedéngt duerch d'Coronakris benodeelegt ginn oder am schlëmmste Fall aus dem Studieprogramm ausgeschloss géifen. De Paragraf 8 vum Artikel 36 vum Gesetz vum 27. Juni 2018 gesäit fir verschidde Fäll, déi am Studiereglement preziséiert ginn, eng Suspensioun vun de Studie vir. Dës Mesure erlaabt et den uewen definéierte Studenten, déi net déi néideg ECTS-Kreditter erreecht hunn oder déi d'maximal Zuel vun Examen oder Studiesemester ausgeschëpft hunn, net aus dem Studieprogramm ausgeschloss ze ginn a sech am Wantersemester 2020-2021 nees aschreiwen ze kënnen.

D'Universitéit Lëtzebuerg huet dës exzeptionell Adaptatiounen hire Studenten den 10. Abrëll matgedeelt, an de Conseil de gouvernance vun der Universitéit Lëtzebuerg huet de 24. Abrëll d'Ännerungen am Studiereglement ugeholl, déi ech de 5. Mee approuvéiert hunn.

Wat d'Fro vun de Studenten a prekäre Verhältnesser ubelaangt, wëll ech drop hiweisen, dass d'Studiebäihëllefe vum Héichschoulministère fir d'Summersemester 2019-2020 normal an zäitno ausbezuelt goufen. Zousätzlech fir d'Studenten, déi net an de Genoss vun den Aides financières kommen, hu mir mat der Universitéit Lëtzebuerg eng järlech Conventioun an Héicht vun 420.000 Euro (Budgetsartikel 03.2.41.012) ofgeschloss, déi et erméiglecht, Studente vun der Universitéit Lëtzebuerg, déi a prekäre Verhältnesser liewen, finanziell ze ënnerstëtzen. D'Universitéit Lëtzebuerg huet och vu verschiddene Fondatioune fir d'Summersemester 2019-2020 zousätzlech iwwer 200.000 Euro erhalen, fir Studenten ze hëllefen, déi an enger schwieriger Situatioun sinn.

Question 2033 (07.04.2020) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant l'**accueil des réfugiés par les États membres de l'Union européenne :**

Lëtzebuerg geet elo mam gudde Beispill vir, wat d'Ophuele vu mannerjäreg Flüchtlinge vun de griicheschen Inselen ugeet. Dat gëtt och international sou gesinn. Mee an der Coronakris ass d'Situatioun vun de Flüchtlingen allgemeng nach méi dramatesch. De Risiko, datt d'Covid-19-Infektioune grad an de Flüchtlingscampen immens zouhuelen, ass besonnesch grouss. Den 2. Abrëll 2020 sinn elo déi dräi Visegrád-Staate Polen, Ungarn an Tschechie vum Europäesche Geriichtshaff schëlleg geschwat ginn, am Joer 2015 wärend der sougenannter „Flüchtlingskris", déi éischter eng Solidaritéitskris war, net dee Kontingent vu Flüchtenden opgeholl ze hunn, zu deem se laut EU-Recht an EU-Decisioune verflicht waren.

An deem Kontext géif ech dem Här Ausseminister gäre follgend Froe stellen:

1. Wéi eng politesch Konsequenzen zitt den Här Minister aus dësem Urteel? Kann et hëllefen, an änleche Fäll, an Zukunft all EU-Memberstaaten derzou ze bréngen, hire proportionelle Kontingent opzehuelen? Gesäit den Här Minister nach aner Hiewelen, fir politeschen Drock op Länner auszeüben, déi sech bis elo enger gerechter Verdeelung verschloss hunn?

2. Gesäit den Här Minister doriwwer eraus an deem Urteel eng realistesch Chance, fir d'Flüchtlingslageren op de griicheschen Inselen opzeléisen an déi ronn 40.000 Flüchtlingen, déi do ënner miserabele Konditioune liewen, op d'Memberstaate vun der EU ze verdeelen?

3. Wéi eng Ausweeër gesäit den Här Minister soss aus där schwiereger Situatioun an der Flüchtlingsfro? Wéi wäit si mir virun dësem Hannergrond mat der Asylreform vun de sougenannten Dublin-Reegelen?

4. Wat d'Ophuele vun de mannerjärege Flüchtlingen ugeet, bei deem Lëtzebuerg mam gudde Beispill virgeet, wéi eng Nouvellen huet den Här Minister hei, wat dat konkreet Ophuelen och vun anere Länner, déi sech heizou bereet erklärt hunn, ugeet?

Réponse (06.05.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. D'Urteel vum Europäesche Geriichtshaff an der Affär EU-Kommissioun / Polen, Ungarn, Tschechie vum 2. Abrëll 2020 bestätegt, datt keen EU-Memberstaat sech der Ëmsetzung vun de Relokalisatiounsdecisoune vun 2015 entzéie kann, andeems e sech op seng Responsabilitéiten am Kader vum Oprechterhale vun der ëffentlecher Uerdnung an der nationaler Sécherheet beriffen. E generellen Dysfonctionnement vum Relokalisatiounsmechanismus ass och vun den EU-Riichter widderluecht ginn. Dëst Urteel ënnersträicht d'Wichtegkeet vum Respekt vum Prinzip vun der loyaler Kooperatioun souwéi vun der Solidaritéit, déi och en Equiliber tëschent Rechter a Flichte vun de Memberstaate mat sech bréngt. Wann d'Kommissioun entscheet, d'Vertragsverletzungsprozedur weiderzeféieren, kéint et zu enger Geldstrof fir déi dräi Memberstaate kommen.

Am Allgemenge muss een elo ofwaarden, wat d'EU-Kommissioun deemnächst am Kader vun hirem Migratiounspakt iwwer Relokalisatioun wäert proposéieren.

ad 2. Esoulaang wéi d'Ëmverdeelung op enger fräiwëlleger Basis soll geschéien, ass dat leider keng realistesch Perspektiv.

ad 3. D'EU-Memberstaate waarden, wéi gesot, op d'Reformvirschléi vun der EU-Kommissioun am Kader vum Migratiounspakt, deen nach am 1. Semester soll virgestallt ginn. Lëtzebuerg gesäit do e klore Besoin u méi Solidaritéit an der Europäescher Unioun, fir eng fair Opdeelung vun de Flüchtlingen tëschent de Memberstaaten ze erreechen.

ad 4. Aktuell hu sech eelef Memberstaate bereet erklärt, bis zu 1.600 Kanner aus Griicheland am Kader vun enger Relokalisatioun opzehuelen. Lëtzebuerg huet als éischte Memberstaat zwielef mannerjäreg Flüchtlingen den 15. Abrëll opgeholl. Dat waren zwee Syrer an zéng Afghanen, am Alter vun eelef bis 15 Joer, dorënner ee Meedchen. Däitschland ass kuerz no Lëtzebuerg als zweet Land nogezunn an huet 47 Kanner (vun insgesamt 350 vulnerabele Kanner an hire Familljememberen) den 18. Abrëll opgeholl. Des Weidere sti follgend Engagementer, déi allerdéngs eréischt no der aktueller Covid-19-Kris ëmgesat schéngen ze ginn:

Finnland: bis zu 130 vulnerabel Flüchtlingen (Kanner a Familljen);

Frankräich: bis zu 400 vulnerabel Flüchtlingen (Kanner a Familljen);

Bulgarien: 50 mannerjäreg Flüchtlingen;

Litauen: 2 mannerjäreg Flüchtlingen.

Des Weideren hunn d'Belsch, Irland, Kroatien, Portugal a Slowenie sech engagéiert, nach ouni konkreet Zuelen ze nennen. Nieft de Memberstaaten huet d'Schwäiz, associéierte Schengen-Staat, bestätegt, an deenen nächste Wochen 20 mannerjäreg Flüchtlingen afléien ze loossen. Norwegen huet och Interêt gewisen.

Question urgente 2034 (08.04.2020) de **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant la **distribution de masques respiratoires dans certaines communes aux citoyens 65+ :**

Il m'est rapporté que certaines communes distribuent des masques respiratoires à leurs citoyens âgés de 65 ans ou plus. Le courrier accompagnant le masque mis à disposition explique qu'il doit être porté au cas où le bénéficiaire se déplace à un endroit à risque afin de se protéger soi-même et les autres. La distance de sécurité de deux mètres est également rappelée.

Or, tous les experts concordent que le port du masque ne constitue pas une mesure de protection pour la personne qui l'utilise, mais est uniquement efficace pour protéger les autres de ses propres gouttelettes contaminées. Une protection pour le porteur lui-même n'est avérée que dans l'hypothèse où toutes les personnes en porteraient. Ceci est cependant encore impossible étant donné la pénurie globale de masques.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur et à Madame la Ministre de la Santé :

1) Est-ce que la devise « Restez à la maison » est toujours de mise et ceci surtout pour les personnes vulnérables dont les citoyens 65+ ?

2) Cette distribution de masques est-elle coordonnée avec le Ministère de l'Intérieur ou le Ministère de la Santé, voire les deux, et est-elle en concordance avec l'effort collectif fourni par toute la population confinée dans un esprit de solidarité ?

3) Quel est le type de masque distribué ? Le courrier évoquant « un masque » au singulier, s'agit-il du type en étoffe, lavable et réutilisable ? Le masque est-il accompagné d'une notice expliquant son utilisation correcte ? Ou, s'agit-il d'un seul masque chirurgical qui servirait alors à une seule sortie, puisqu'il n'est pas réutilisable ?

4) Mesdames les Ministres ne sont-elles pas d'avis que la distribution d'un masque aux personnes vulnérables, accompagnée d'informations incorrectes quant à sa capacité à les protéger du SARS-CoV-2 et non accompagnée d'un rappel de toutes les mesures de sécurité en vigueur en matière de prévention et de précaution est potentiellement dangereuse pour les personnes concernées et celles se trouvant en contact avec elles ?

5) Est-ce que ce genre de campagne ne pourrait pas induire un faux sentiment de sécurité aux citoyens 65+ ?

6) Les communes sont-elles de façon générale appelées à s'investir dans la distribution de masques aux résidents de leur territoire, voire à des professionnels y travaillant ? Quelles sont, le cas échéant, les missions qui leur incombent actuellement ?

Réponse commune (14.04.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Les consignes du Gouvernement n'ont pas changé et la devise « Restez à la maison » est toujours de mise et doit être respectée scrupuleusement par la population. Le Gouvernement le rappelle d'ailleurs régulièrement dans des messages à la radio et la Police grand-ducale procède à des contrôles afin d'assurer une application stricte des mesures du confinement.

La distribution de masques dans certaines communes n'a été faite ni en concertation avec le Ministère ou la Direction de la santé, ni avec le Ministère de l'Intérieur. Les ministères ne disposent pas d'information officielle sur le type de masque distribué. Par ailleurs, il est important de soulever que l'envoi d'un masque chirurgical, comme évoqué par l'honorable Député, se relève être difficilement exécutable sans courir le risque potentiel de contaminer ledit masque chirurgical.

Afin de garantir une information correcte de toute la population, le Ministère de la Santé a publié en date du 8 avril 2020 une note sur l'utilisation des « masques barrière ». Le document annexé fournit plus d'informations à ce titre.

Il est effectivement indispensable que le grand public dispose d'informations complètes et correctes sur le port des masques et la protection que cela peut apporter aux personnes considérées comme étant saines. Il est également important d'informer la population sur les limites de protection qui concernent le porteur du masque même, et la nécessité de respecter en toute occasion les autres consignes d'hygiène et de distanciation interpersonnelle.

Il échet de rappeler que le port du masque est un moyen complémentaire aux gestes barrière, qui permet de réduire la dissémination des gouttelettes porteuses du virus. Toutefois, il peut aussi présenter un risque supplémentaire d'infection lorsqu'il n'est pas correctement manipulé. C'est la raison pour laquelle l'Organisation mondiale de la santé considère que l'usage généralisé du masque dans l'ensemble de la population n'est justifié que si les autres mesures barrière sont impossibles ou difficiles à mettre en place.

En outre, tant que l'approvisionnement en masques médicaux reste difficile à l'échelle mondiale, ceux-ci seront réservés aux médecins et soignants.

Si les communes souhaitent s'investir dans la distribution de masques non médicaux (en tissu, ou autres…), elles devront veiller à bien communiquer vis-à-vis de la population sur l'usage correct de tels masques et de ne pas créer un faux sentiment de sécurité. À cette fin, il peut être particulièrement utile pour les communes d'utiliser la documentation fournie par le Ministère de la Santé.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2045 (14.04.2020) de **Mme Viviane Reding** *(CSV)* concernant le **soutien proposé par Taïwan dans la lutte contre le coronavirus en Europe et au Luxembourg :**

En effet, selon une lettre du « Taipei Representative Office in the European Union and Belgium » du 6 avril 2020, Taïwan s'est déclaré « prêt à se consacrer au combat contre le coronavirus dans les trois domaines suivants : […] 1) Soutien pour la fourniture de masques […] 7 millions de masques seront envoyés en Europe, dont 5,6 millions à destination de 9 États membres de l'UE y compris le Luxembourg. […] 2) Soutien dans la production de produits pharmaceutiques […] Nous fournirons aux pays qui en ont besoin (de quinine) un soutien approprié. 3) Appui technologique […] : savoir-faire en matière du système électronique de quarantaine […], technologies sur la prévention de la maladie ».

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Monsieur le Ministre peut-il m'informer comment le Gouvernement a répondu ou entend répondre aux précitées offres de soutien de la part de Taïwan ?

2) Monsieur le Ministre peut-il m'informer en l'occurrence si le Luxembourg a déjà reçu des masques de protection offerts par Taïwan ? Dans l'affirmative, en quel nombre et à qui ces masques ont-ils été distribués ? De quel type s'agit-il ? Dans la négative, où se trouvent ces masques actuellement ?

3) Monsieur le Ministre peut-il tout autant me renseigner sur la réponse luxembourgeoise à l'offre de soutien en matière de produits pharmaceutiques, notamment en ce qui concerne la livraison de quinine, ainsi que sur la réaction gouvernementale à l'offre d'appui technologique ? Qu'en est-il, dans ce contexte, de la coopération en matière d'analyse et de prévention de pandémies ?

4) Enfin, Monsieur le Ministre peut-il me dire si une réponse coordonnée au niveau de l'Union européenne est également envisagée à la précitée offre de soutien ?

Réponse (06.05.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) Dans le contexte de la lutte contre la pandémie de Covid-19, le Gouvernement a accepté l'offre de soutien des autorités de Taïwan.

ad 2) Le Luxembourg a déjà reçu les masques offerts par Taïwan. Il s'agit d'un don de 200.000 masques chirurgicaux. Ils ont été livrés le 9 avril 2020 par un avion de fret aérien en provenance de Taipei, qui a atterri à l'aéroport de Luxembourg avec des masques destinés à plusieurs États membres de l'Union européenne. Dans un premier temps, les 200.000 masques précités ont été transportés dans un centre de soutien logistique. Ils ont ensuite été distribués à la population et aux personnels de santé.

ad 3) En ce qui concerne les produits pharmaceutiques, le Luxembourg s'est procuré des médicaments sur le marché taïwanais. Avec l'appui du « Luxembourg Trade and Investment Office » à Taipei, de l'hydroxychloroquine a ainsi été acquise et des antibiotiques ont été commandés auprès de sociétés pharmaceutiques taïwanaises. Par ailleurs, le Luxembourg suit de près le développement de tests de diagnostic rapide sur lesquels plusieurs centres de recherche taïwanais travaillent à l'heure actuelle.

ad 4) Les États membres de l'Union européenne concernés par l'offre de masques de Taïwan se sont concertés et ont envoyé une lettre commune de remerciements à la Présidente de Taïwan par le biais de leurs bureaux à Taipei. Des remerciements pour ce geste de solidarité ont aussi été exprimés au nom de l'Union européenne par la Présidente de la Commission européenne.

Question 2053 (15.04.2020) de **MM. Jeff Engelen** et **Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **planning familial :**

An engem Artikel am „Tageblatt" vum 14. Abrëll 2020 mat dem Titel „(Krisen)mission: vorbeugen, erklären, helfen" an an deem et ëm de Planning familial geet, steet ënner anerem dëst:

„Die zweite der beiden nötigen Abtreibungspillen kann unter verschiedenen Auflagen mittlerweile zu Hause eingenommen werden, unter anderem vorausgesetzt, dass eine weitere Person anwesend ist."

An deem Zesummenhang wollte mir der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi eng gesetzlech oder reglementaresch Basis gëtt et fir déi Praxis, déi hei vum Planning familial an deem Artikel als „Erfolleg" beschriwwe gëtt? Zënter wéini gëtt et déi Reegel?

2. Wéi eng Berodunge si virgesi respektiv virgeschriwwen, fir de Fall, wou eng Fra sech decidéiert, fir Ofdreiwungspëllen ze huelen? Wéi erfëllt de Staat an deem Zesummenhang seng Flicht, dat ongebuer Liewen ze schützen?

3. Gëtt et elo, wärend der sanitärer Kris, besonnesch Reegelen am Kontext vun der Ofdreiwungsproblematik?

4. Wéi eng Gesondheetsrisike fir d'Fra si mat dem Anhuele vun Ofdreiwungspëlle verbonnen?

5. Huet d'Regierung en Iwwerbléck doriwwer, wéi vill där Pëlle pro Joer zu Lëtzebuerg geholl ginn?

6. Ginn d'Käschte fir Ofdreiwungspëlle vun der Gesondheetskeess bezuelt?

7. Sinn der Regierung medezinnesch Noutfäll hei am Land bekannt, déi duerch d'Anhuele vun Ofdreiwungspëllen entstane sinn? Wa jo, wéini, vu wéi enger Zort a wéi vill?

Réponse commune (07.05.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Et gouf hei absolutt näischt geännert säit der Revisioun vum Dezember 2014 vun der « loi du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de la grossesse ». D'Reegele fir d'medikamentéis IVG si säit 2014 déi selwecht.

D'Prozedur besteet aus dem Anhuele vun zwee Medikamenter, dat éischt ass d'Substanz „Mefipriston", déi d'Schwangerschaft beendegt, an dat zweet Medikament ass de „Misoprostol", deen d'Ausscheedung vum doudegen Embryo erlaabt. Dat zweet Medikament gëtt zwëschent 36 an 48 Stonnen no deem éischte geholl a kann an enger Dokteschpraxis oder doheem ageholl ginn, bäi engem ambulanten Ofbroch. Dëst ass eng international gängeg Praxis, déi och esou vum Lëtzebuerger Gesetz erlaabt ass.

Den Artikel 12 vum reviséierte Gesetz vun 1978 gesäit d'Informatiounsprozedur vir, déi muss agehale ginn am Fall vun engem Wonsch, fir eng Schwangerschaft ze ënnerbriechen.

Et gi wärend der Covid-19-Pandemie keng besonnesch Prozedure betreffend de Schwangerschaftsofbroch.

Den Haaptrisiko vun engem medikamentéise Schwangerschaftsofbroch ass, dass et eventuell zu Bluddunge géif kommen. Dofir ass et wichteg, dass d'Fraen informéiert ginn, dass si bäi méi schwéiere Bluddungen direkt an e Spidol solle goen, dëst kënnt awer bäi manner wéi 0,1 % vun de Fäll vir.

D'Käschte fir d'Medikamenter gi vun der Gesondheetskeess bezuelt. 2019 goufe vun der Gesondheetskeess eng 992 Traitementer mat dëse Medikamenter bezuelt.

Question 2108 (29.04.2020) de **MM. André Bauler** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant le **service « En oppent Ouer fir de Bauer, Wënzer a Gärtner » :**

Il est à supposer que le service « En oppent Ouer fir de Bauer, Wënzer a Gärtner » a été fortement sollicité ces dernières semaines en raison des conséquences de la pandémie Covid-19.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Monsieur le Ministre peut-il présenter des statistiques concernant le recours à ce service depuis début mars 2020 ?

2) Quelles étaient les questions les plus fréquentes posées par les demandeurs les plus divers ?

3) Le ministère propose-t-il de mettre en place une sorte de « hotline » réservée tout particulièrement aux problèmes en relation avec la crise actuelle telle qu'elle a été revendiquée par les milieux concernés ?

Réponse (08.05.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) Il y a eu deux contacts, un au mois de mars et un au mois d'avril.

ad 2) Les échanges avec les demandeurs sont anonymes et confidentiels.

ad 3) Dès le début de la mise en œuvre des mesures décidées par le Gouvernement pour faire face à la propagation du coronavirus, la continuité des services et des administrations sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a été assurée.

Le contact permanent avec le secteur agricole et celui de la transformation agroalimentaire nous a permis :

- de répondre directement aux questions posées ;
- de pouvoir réagir rapidement en cas de perturbation des marchés respectivement du fonctionnement de la chaîne de production ;
- de publier un dossier « Covid-19 » sur notre portail agriculture spécialement dédié au secteur agricole, viticole et horticole avec, entre autres, une série de questions/réponses (FAQ) ;
- d'établir un système de monitoring permettant une analyse permanente et détaillée des effets de la crise sur le secteur agricole et celui de la transformation agroalimentaire luxembourgeoise.

Question 2163 (07.05.2020) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant la **nomination d'un nouveau directeur général à la tête du groupe Luxair :**

An enger Pressematdeelung vum 24. Abrëll 2020 huet et vu Säite vu LuxairGroup geheescht, dass hiren aktuelle Generaldirekter den 1. Juni 2020 a Pensioun géif goen.

Zéng Deeg drop gouf du schonn den neie Generaldirekter proposéiert. Am offizielle Communiqué heescht et dozou :

« Monsieur Giovanni Giallombardo, Président du conseil d'administration de LuxairGroup, a le plaisir d'annoncer, après concertation avec les actionnaires, qu'il entend faire la proposition de nommer lors d'une réunion extraordinaire du conseil d'administration qui se tiendra très prochainement, Monsieur Gilles Feith en tant que directeur général de LuxairGroup à partir du 1er juin 2020.

Monsieur Gilles Feith, actuellement Coordinateur général de la défense auprès du Ministère des Affaires étrangères et européennes - Direction de la défense, sera appelé à mener LuxairGroup dans cette période de changements. Il apportera à LuxairGroup son expérience confirmée de gestionnaire pour faire face aux défis futurs. »

Well de Lëtzebuerger Staat bal 40 % vum Kapital vun deem Grupp hält a well en eiser Meenung no vun nationalem Interessi ass, erlaben ech mir, follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten ze stellen:

- Kann de Minister mir erklären, ob den Depart vum aktuelle Generaldirekter op den 1. Juni 2020 vu laanger Hand geplangt war oder net?

- Hat de Minister Kenntnis vu méigleche personelle Changementer um Niveau vum Management vu LuxairGroup an deem Moment, wéi de proposéierte Generaldirekter als Responsabele fir d'Logistik vun der Cellule de crise Covid-19 genannt ginn ass?

- Gouf et fir d'Neibesetzung vum Poste vum Generaldirekter eng Ausschreiwungsprozedur?

• Wa jo,

wier et méiglech, dozou méi Detailer gewuer ze ginn?

Hate sech och nach aner Kandidate fir dee Poste gemellt?

Waren ënnert de Kandidaten och Leit vu LuxairGroup selwer?

Wéi ee Profil huet LuxairGroup spezifesch gesicht, i. e. wéi eng Qualifikatiounen, Kompetenzen an Erfarungswäerter sollt de Successeur virweise kënnen?

• Wann nee,

firwat net?

Wier et net méi „normal" gewiescht, sech an turbulenten Zäiten, an och fir d'Sortie de crise ze preparéieren, méi Zäit ze loosse beim Choix vun engem Nofollger?

Wann net, firwat huet dat Ganzt misse sou séier goen?

- Huet den Här Minister de proposéierte Kandidat selwer an d'Spill bruecht? Gouf et dofir e Regierungsbeschloss, respektiv war d'Neibesetzung vum Poste vum Generaldirekter e Sujet am Regierungsrot? Wa jo, wéi eng Positioun huet d'Regierung dozou ageholl?

- Wéi hu sech d'Hären Éischte Regierungsrot a Regierungskommissär fir d'Luxair SA zu der Kandidatur positionéiert?

• Gouf et am Virfeld eng Ofsprooch tëscht béide Vertrieder vum Staat an dem Minister?

• Gouf et irgendwellech Direktive vum Minister un dës staatlech Vertrieder?

Wa jo, wéi eng?

Wann nee, gëtt de Minister net am Virfeld iwwer sou Virgäng informéiert? Gëtt de Minister de Beamten ni Direktive mat op de Wee?

- Wëssend, dass de proposéiert Generaldirekter aktuell Direkter vun der Défense ass, kënnt et bei LuxairGroup zu enger neier strateegescher Ausriichtung a Richtung Militär? Wéi eng

strateegesch Neiausriichtung erwaart de Minister sech vu LuxairGroup?

Réponse (08.05.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Den Depart vum aktuelle Generaldirekter war net vu laanger Hand am Viraus geplangt.

Dofir huet et an der aktueller Krisesituatioun musse séier goen, fir eng Léisung ze fannen, LuxairGroup duerch d'Kris ze bréngen an d'Ulafe vun den Operatiounen ze assuréieren.

D'Regierung ass der Meenung, dass d'Decisiounen iwwert d'Gestioun vum Personal vun enger privatrechtlecher kommerzieller Gesellschaft vun den dofir responsabelen Organer a Comitéen, am Respekt vun de Gesetzer a vun hire Statuten, musse geholl ginn.

D'Regierung huet vollst Vertrauen, dass déi kompetent Comitéen, an a leschter Instanz de Verwaltungsrot, déi am aktuelle Kontext neideg Decisiounen huele wäerten, selbstverständlech am Interessi vun der Gesellschaft.

De Minister ass informéiert ginn, datt d'Actionnairen an de Verwaltungsrot de Kandidat wéilte proposéieren, an de Minister huet dozou näischt anzewende gehat.

Wat déi strateegesch Ausriichtung vu LuxairGroup ugeet, sou gëtt déi vun de kompetente Gremie behandelt an decidéiert, sou wéi d'Gesetzgeebung iwwert d'kommerziell Gesellschaften dat virgesäit.

Question urgente 2269 (26.05.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**éligibilité du secteur Horeca quant au chômage partiel :**

En effet, le secteur Horeca en général et la restauration en particulier sont parmi les branches les plus touchées par la crise actuelle du Covid-19. Jusqu'à présent, les quelque 20.000 salariés du secteur étaient éligibles pour le chômage partiel. Après les récentes déclarations du Gouvernement, de nombreuses questions se posent cependant. D'autant plus que, selon le président de l'Horesca (RTL, 26 mai 2020), seulement 30 ou 40 % des clients habituels retourneraient aux restaurants dans une première phase.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

1) Monsieur le Ministre peut-il me préciser si les salariés du secteur Horeca seront encore éligibles pour le chômage partiel après les ouvertures partielles des restaurants annoncées par le Gouvernement pour cette semaine ?

2) Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur d'éventuelles autres pistes de solutions pour les salariés du précité secteur ?

Réponse (29.05.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

Le Gouvernement étant bien conscient que le secteur Horeca a été particulièrement touché par la pandémie et par la fermeture de nombreux établissements du secteur, il a été retenu qu'ils resteront, en cas de besoin, éligibles au chômage partiel pour les mois à venir et que pour le mois de juin ils continueront à recevoir des avances.

À partir du mois de juillet ces mêmes établissements pourront solliciter le chômage partiel de source structurelle par une application simplifiée et il sera procédé par voie de décomptes mensuels.

Par ailleurs, les établissements du secteur Horeca pourront également profiter des aides prévues par le Fonds de relance et de solidarité.

Question urgente 2274 (26.05.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **contrôles douaniers :**

Wärend de Grenzkontrollen am Kader vun der Covid-19-Pandemie un der däitscher Grenz, goufen d'Donnéeë vu Biergerinnen a Bierger erhuewen, déi d'Land Richtung Däitschland verloosse wollten. Zu dësen Donnéeën gehéieren, laut der Äntwert vum Minister op d'Fro N° 2074, den Numm an de Virnumm vum Chauffer, Gebuertsdatum, Plackennummer an de Grond fir de grenziwwerschreidenden Deplacement. Dës Donnéeën sinn, der Äntwert op d'Fro N° 2074 no, op „Ufro vun den däitschen Autoritéiten" erhuewen ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Här Minister, firwat war et esou wichteg, dës Donnéeën ze erhiewen?

2. Här Minister, ënner wéi enger Form ënnerscheeden sech d'Consignen fir déi lëtzebuergesch AN déi däitsch Douanieren, jee no Gebitt wou kontrolléiert ginn ass? Goufen et beispillsweis fir déi Kontrollen nërdlech vun Iechternach aner Consignen, wéi fir déi südlech vun Iechternach a wa jo, inwiefern? Wéi eng Donnéeë goufe jee no Grenziwwergang erhuewen?

3. Kann den Här Minister eng Pièce virleeën, déi attestéiert, datt déi däitsch Autoritéiten déi besoten Donnéeë vun der lëtzebuergescher Säit gefrot hunn?

4. Kann den Här Minister confirméieren, datt déi däitsch Bundespolizei just statistesch Donnéeë gefrot huet?

5. Kann den Här Minister garantéieren, datt keng perséinlech Donnéeën un Drëtter, ënner anerem däitsch Autoritéiten iwwermëttelt goufen? Falls net, iwwer wéi e Wee goufen dës kommunizéiert? Op wat fir enger gesetzlecher Basis ass dëst geschitt?

Réponse (29.05.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Fir unzefänke sief drun erënnert, sou wéi dat schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2074 beschriwwen ass, dass d'Grenziwwergäng vunVeianen an Dasburg zoubliwwe wären, ouni der Douane hir Interventioun, well déi däitsch Autoritéiten net virgesinn haten, op deene Plaze selwer ze kontrolléieren. Dës zwee Grenziwwergäng waren och déi eenzeg op deenen eis Douane déi däitsch Autoritéiten ënnerstëtzt huet.

Am Kader vun der „coopération administrative" téscht béide Länner krut d'Douane d'„Einsatzbefehle zur Intensivierung grenzpolizeilicher Massnahmen an den Binnengrenzen zu Luxemburg" zougestallt, an huet déi op deenen zwee Grenziwwergäng entspriechend ëmgesat. Dës Dokumenter sinn allerdéngs „VS - Nur für den Dienstgebrauch" markéiert, a kënnen dofir net public gemaach ginn. Zousätzlech sinn et reegelméisseg mëndlech Echangen iwwert déi Prozedure ginn. D'Douane huet keng Informatiounen doriwwer, wéi eng Consignen déi däitsch Beamten op allen anere Plazen haten.

D'Féiere vum Relevé zu Veianen an Dasburg war néideg an enger Rei Grënn, an am Besonneschen deenen hei:

- Si waren Deel vun de Prozeduren, déi déi däitsch Autoritéite virgesinn haten, an domadder eng Konditioun fir d'Opbleiwe vun deenen zwee Iwwergäng. D'Bundespolizei huet op däitschem Territoire an op anere Grenzposte Kontrollen duerchgefourt. De Réckgrëff op Donnéeën aus dem Register vun der Douane hätt et erlaabt, zum engen sécherzestellen, dass d'Kontrollen effektiv gemaach gi sinn, an zum aneren, Leit ze detectéieren, déi probéiert hätten, entweeder op verschiddene Plazen, oder laanscht d'Kontrollen, op den däitschen Territoire ze kommen, ouni dofir d'Konditiounen ze erfëllen.

- Et war néideg, déi Donneeën ze hunn, am Fall wou et Reklamatioune gi wären.

Vu dass d'Grenze säit dem 15. Mee vu Mëtternuecht u rëm fräi passéierbar sinn, stellen déi Froen sech net méi.

Den Accès op d'Donnéeë war, sou wéi dat schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2074 beschriwwen ass, op déi zoustänneg Douanieren an hir Hierarchie limitéiert.

Et gouf exakt eng Ufro vun den däitschen Autoritéiten (der Bundespolizei) iwwer eng Persoun, déi op däitschem Territoire ugehale ginn ass. Dës Ufro ass mëndlech un de Chef vun der Inspection des opérations sécuritaires vun der Douane gaang, a gouf vun dësem och mëndlech beäntwert. Dëst war méiglech op Basis vum Artikel 49 vum RGPD, dee sou en Echange vun Informatiounen erlaabt wann en „nécessaire pour des motifs importants d'intérêt public" ass, a vum Artikel 13 vum Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République édérale d'Allemagne relatif au contrôle frontalier en commun et à la création de gares communes et d'échange à la frontière germano-luxembourgeoise vun 1962, dee virgesait: « … les agents des Parties Contractantes se prêtent assistance, dans la mesure du possible, en particulier pour prévenir et pour rechercher les infractions aux prescriptions légales et réglementaires relatives au franchissement de la frontière. À cet effet, ils se communiquent aussi rapidement que possible les renseignements qui présentent un intérêt pour l'exécution du service ».

Et si soss keng Informatioune mat den däitschen Autoritéiten oder soss engem Drëtte gedeelt ginn.

Question urgente 2275 (27.05.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **demande de congé pour raisons familiales dans la fonction publique :**

Den Aarbechtsminister huet mir op meng dringend Fro N° 2261 iwwert d'Demande de congé pour raisons familiales (Covid-19) Follgendes geäntwert: „Et ass kloer, dass all déi vum honorabelen Deputéierten opgezielten administrativ Demarchen net ëmmer an engem Dag kënne gemaach ginn, dofir ass et och méiglech de Certificat, bezéiungsweis d'Pièce déi dozou gehéieren, nozereechen, fir den Dossier ze completéieren. De Certificat, deen de Patron spéider geschéckt kritt, ass par contre unzegesi wéi e Krankeschäin am Sënn vun den Artiklen L.234-53 an L.234-54 vum Code du travail, soudass de Salarié vun engem méigleche Licenciement wärend der Zäit wou hien am Congé pour raisons familiales ass, geschützt ass." Dëst ass sécherlech wouer am Fall, wou de Congé pour raisons familiales accordéiert gëtt. Beim Refus vun enger Demande existéieren allerdéngs nach gewëssen Ongewëssheeten.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aarbecht dës Froe stellen:

1. Wat geschitt mat engem Employé, dee säi Congé pour raisons familiales Covid-19 refuséiert krut an déi Deeg, wou en net schaffe war, keen esou e Certificat virweise kann?

2. Ass den Employé am Fall vun engem Refus selwer Schold, dass hien net schaffe war oder ass hie geschützt doduerch, dass d'Demarche net schnell genuch konnt beaarbecht ginn? Kréien d'Leit an deem Fall hiren aktuelle Congé pour raisons familiales verlängert?

3. Wéi ass et mat deene Leit, wou een Elterendeel net schafft awer wéinst sengem Gesondheetszoustand (z. B. bei chronescher Péng) net op d'Kanner oppasse kann. Kritt de Partner an deem Fall säi Congé pour raisons familiales unerkannt?

Réponse (08.06.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1. D'groussherzoglecht Reglement vum 20. Mee 2020 (règlement grand-ducal portant dérogation aux dispositions des articles L.234-51 et L.234-53 du Code du travail) gesäit den Ament dräi Fäll vir wou d'Salariéën Usproch op e Congé pour raisons familiales hunn; fir d'Salariéen déi e vulnerabelt Kand doheem hunn, fir d'Salariéen déi Kanner hunn déi ab dem 1. September 2015 gebuer sinn a fir d'Salariéen déi Kanner hunn déi manner wei 13 Joer al sinn an déi net an d'Schoul ginn, well se nach zou ass, respektiv well keng Course kënne gehal ginn wéinst der aktueller Kris.

D'Konditioune sinn domat kloer definéiert a soubal eng vun deenen dräi Konditioune virläit, huet de Salarié och Usproch op de Congé pour raisons familiales. De Salarié muss da säin Employeur sou fréi wéi méiglech informéieren, vu wéini u bis wéini hien oder si de Congé pour raisons familiales huele muss.

Et sief och drop higewisen, dass et sech net ëm eng Ufro handelt, déi am Virfeld muss accordéiert ginn, mee de Salarié huet e Recht op de Congé pour raisons familiales soubal ee vun den uewegenannte Fäll sech applizéiert.

De Certificat, deen als Beweis déngt, dass de Salarié eng vun den uewen opgezielte Konditiounen erfëllt, ewéi och den néidege Formulaire, deen ausgefëllt an ënnerschriwwe muss sinn, mussen dann och nodréiglech sou séier wéi méiglech un d'Gesondheetskees, ewéi och un de Patron geschéckt ginn.

De Salarié huet géintiwwer sengem Patron eng Obligatioun seng Absencen ze begrënnen. Dofir ass et wichteg, dass de Salarié sech am Virfeld gutt informéiert ob hien oder si och effektiv eng vun den dräi Konditiounen, déi am Reglement vum 20. Mee 2020 stinn, erfëllt. Dës Konditioune stinn och nach explizitt op dem Formulaire an de Salarié muss och dee Fall, deen op hien oder si zoutrëfft, ukräizen. Sämtlech Absencen, déi net vum Salarié begrënnt kënne ginn, kënnen natierlech aarbechtsrechtlech Konsequenzen hunn an dann applizéieren sech d'Dispositiounen déi am Code du travail stinn.

ad 2. Wéi schon uewen erwäänt, sinn d'Konditiounen am Reglement vum 20. Mee 2020 uginn, ewéi och kloer am Formulaire opgelëscht, dee vum Salarié ënnerschriwwe muss ginn, soudass de Salarié och kloer novollzéie kann ob hien oder si Recht op de Congé pour raisons familiales huet oder net. Wann dat de Fall ass, dann ass de Salarié natierlech och virun engem méigleche Licenciement geschützt och wann hien oder si den Dag vun senger Absence nach kee Certificat virweise kann. Dëst gëllt iwwregens grad esou am Krankheetsfall, wou de Salarié säin Employeur direkt informéieren an dann de Krankeschäin noreeche muss. Wéi och schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2262 beschriwwen, kënnen déi néideg Pièceen nodréiglech un de Patron an un d'Gesondheetskees geschéckt ginn.

ad 3. Wann een Elterendeel net schaffe kann, well hien oder si am Krankeschäin ass, da kann deen aneren Elterendeel op de Congé pour raisons familiales zréckgräifen.

Question urgente 2315 (02.06.2020) de **M. Laurent Mosar, Mme Martine Hansen** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**utilisation de logiciels de télésurveillance à l'Université du Luxembourg :**

Il nous revient que des réflexions sont actuellement menées au sein de l'Université du Luxembourg pour l'utilisation de logiciels de télésurveillance lors des épreuves à venir.

Ces réflexions ne sont pas nouvelles, sachant que des débats à ce sujet ont déjà eu lieu dans d'autres pays par le passé. Des étudiants, académiciens et experts en matière de protection de la vie privée et des données ont été très critiques vis-à-vis de telles initiatives.

Les logiciels auxquels il est généralement recouru demandent aux étudiants de donner accès aux caméras, aux micros et à d'autres fonctionnalités de leurs ordinateurs et traitent les données en ayant recours à l'intelligence artificielle. Les étudiants dont le comportement durant les épreuves ne serait pas en phase avec l'algorithme du programme utilisé risquent d'être sanctionnés pour avoir triché.

Il se pose donc en premier lieu la question du principe même de la télésurveillance en milieu universitaire. Se posent ensuite des interrogations en relation avec les modalités d'organisation de cette surveillance.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

- Messieurs les Ministres sont-ils au courant des réflexions menées au niveau de l'Université du Luxembourg à ce sujet ? Ces réflexions ont-elles déjà abouti ? Dans l'affirmative, quels sont les cursus concernés ?

- Quels sont les logiciels auxquels l'Université du Luxembourg entend recourir ? L'Université a-t-elle conclu un ou plusieurs contrats et dans l'affirmative, pour quel prix et pour quelle durée ?

- Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis que des mesures moins attentatoires aux libertés fondamentales auraient pu être mises en place pour assurer le bon déroulement des épreuves concernées ? Les responsables de l'université ont-ils été en contact avec les services de l'État pour étudier des solutions alternatives, y compris des épreuves avec présence physique dans le plein respect des prescriptions sanitaires ?

- Étant donné que de nombreuses questions se posent en termes de protection des données personnelles, Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer que la Commission nationale pour la protection des données a été étroitement associée au processus de mise en place de la télésurveillance, si applicable ?

- Le règlement européen sur la protection des données est-il respecté à tous égards ? Messieurs les Ministres peuvent-ils me fournir tous le détails à ce sujet ?

- L'installation d'un logiciel constitue-t-elle une condition sine qua non pour la participation aux épreuves universitaires ?

• Dans l'affirmative, peut-on réellement parler de consentement libre au sens du Règlement général sur la protection des données ?

• Dans la négative, comment l'étudiant qui ne souhaite pas procéder à l'installation du logiciel peut-il passer ses épreuves ?

- Le responsable du traitement de l'université a-t-il procédé à une analyse d'impact des risques associés à l'utilisation de tels logiciels ?

Réponse commune (08.06.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

En date du 5 juin 2020, le recteur a décidé que pour le moment et jusqu'à clarification de cer-

tains aspects liés à la protection des données, l'Université du Luxembourg n'aura pas recours à l'usage du logiciel de télésurveillance à distance, et que la question est ainsi sans objet.

Question urgente 2330 (04.06.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **CIPA Blannenheem :**

Laut Information des „Tageblatt" vom 4. Juni 2020, erheben sowohl Bewohner wie auch die „Patientevertriedung" schwere Vorwürfe gegen die Direktion des „Blannenheem" in Rollingen. So ist zum Beispiel die Rede von Impfungen gegen den Willen des Patienten, Personalentlassungen, Sparmaßnahmen, gestrichenen Essensrationen, fehlender Respekt und einer eisigen Atmosphäre.

„Nicht der Mensch. Sondern die Zahlen" stünden im Mittelpunkt so die Aussagen einiger Familienangehörigen. Andere sprechen sogar von „gefängnisähnlichen Zuständen" im Heim.

Angesichts der Schwere der Vorwürfe, möchte ich folgende Fragen an die Frau Familienministerin stellen:

- Sind dem Familienministerium eebefalls solche Missstände im „Blannenheem" zugetragen worden?

- Wenn ja, welche und wie gedenkt das Ministerium der Situation im Heim so schnell wie möglich entgegenzuwirken?

Réponse (08.06.2020) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

Die von den 30 Familien gesammelten und im „Tageblatt" vom 4. Juni 2020 erhobenen Vorwürfe, sind dem Familienministerium nicht zugetragen worden.

Nur der auch im „Tageblatt" beschriebene Fall der Familie Heirens war dem Familienministerium bekannt, da die Familie dem Ministerium im November 2019 offiziell einen Brief zugestellt hat, in dem sie ihren Fall schilderte. Im Februar 2020 erhielt das Ministerium zudem einen Brief einer Anwaltskanzlei, die von der Familie Heirens zwischenzeitlich eingeschaltet wurde, um sich des Rechtsstreits mit der „Fondation Lëtzebuerger Blannevereenegung" anzunehmen.

Aufgrund der genannten Vorwürfe unternahm das Ministerium im März 2020 eine Zulassungskontrolle im „CIPA Blannenheem". Bei dieser Kontrolle wurde festgestellt, dass die vom ASFT-Gesetz vorgesehenen Zulassungsbedingungen erfüllt waren. Die von Familie Heirens hinterfragte Preispolitik stellt keine Zulassungsbedingung im Sinne des genannten Gesetzes dar.

Der Verwaltungsrat der „Fondation Lëtzebuerger Blannevereenegung" hat das Ministerium darüber informiert, dass es die von den Familien erhobenen Vorwürfe untersucht. Die diesbezüglichen Entscheidungen wurden in einer Stellungnahme seitens des Trägers mitgeteilt.

Question urgente 2367 (10.06.2020) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant la **situation des sans-abri vulnérables :**

De Message vun der Regierung, datt eeler a besonnesch gesondheetlech vulnerabel Leit trotz dem Deconfinement sou gutt wéi meiglech doheem sollte bleiwen, ass a bleift nach ëmmer aktuell. Et ginn awer Leit, déi keen Doheem hunn an op der Strooss liewen. Eisen Informatiounen no logéiert e Grupp vu schwéier vulnerabelen, well chronesch kranke Sans-abrisen am Alter tëscht 60 a 67 Joer de Moment an engem Hotel um Findel, fir den eventuellen Ustiechungsgeforen ze entgoen, déi kéinten an der Wanteraktioun oder an den „night shelters" laueren. Si hu keng Couverture sociale a stamen aus Rumänien a Polen. Si ginn am Hotel vun enger Association bénévole betreit, déi och d'Käschte fir den Openthalt dréit. Déi Leit mussen awer elo geschwënn (et gëtt geschwat vum Méindeg, 15. Juni) do eraus an zréck op d'Strooss, wou si enger Ustiechung mam Covid-19-Virus besonnech ausgesat sinn.

An dësem Kontext wëll ech follgend Froen un déi Damme Gesondheetsministesch a Familljeministesch stellen:

1. Kënnen déi Damme Gesondheetsministesch a Familljeministesch eis dës Informatioune bestätegen?

2. Wa jo, hunn déi Damme Gesondheetsministesch a Familljeministesch Zuelen, wéi vill obdachlos vulnerabel Persounen hei zu Lëtzebuerg op der Strooss liewen?

3. Wéi eng Méiglechkeete vu Logementer ginn dëse Mënschen zur Verfügung gestallt, fir sech an der aktueller Situatioun virum Virus kënnen ze schützen?

4. A virun allem: gesinn déi Damme Gesondheetsministesch a Familljeministesch eng Méiglechkeet, wéi d'Regierung dëse besonnesch vulnerabelen obdachlose Mënschen elo séier ab dem 15. Juni kann hëllefen? Kann dës Hëllef entweeder an engem Logement bestoen, deen zur Verfügung gestallt gëtt, oder am Iwwerhuele vun de Käschte vum weidere Verbleiwen an deem besoten Hotel?

Réponse commune (11.06.2020) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. D'Situatioun vun dëse sechs Persounen ass dem Gesondheetsministère an dem Familljeministère bekannt. Et besteet och en Echange mat der ONG, déi sech ëm dës Leit bekëmmert.

ad 2. Déi meescht Mënschen, déi op der Strooss liewen, si vulnerabel well se chronesch Krankheeten hunn, alkohol- oder drogenofhängeg sinn a well d'Liewen op der Strooss se gezeechent huet.

Et gëtt am Moment kee systematesche Recensement vun de Mënschen, déi op der Strooss liewen, och net iwwer hire Gesondheetszoustand oder ob se spezifesch vulnerabel sinn, fir sech mam Covid-19 unzestiechen.

Wat d'Wanteraktioun ugeet kann een awer soen, datt an der Moyenne 130 Leit pro Nuecht do geschlof hunn.

ad 3. Zënter dem 1. Dezember 2019 a bis den 30. Juni 2020 ass d'Wanteraktioun am neie Gebai um Findel do, fir deene Mënschen, déi op der Strooss liewen, eng Méiglechkeet ze ginn en Ënnerdaach ze hunn, dräimol am Dag eng Moolzecht ze kréien a fir sech kënnen ze duschen an hir Kleeder wäschen ze loossen.

Niewent der Wanteraktioun gëtt et awer och e ganze Reseau vu verschiddene Strukturen, déi och soss d'ganzt Joer op sinn, a wou Leit ouni Dag iwwert dem Kapp kënne schlofen, sech ophalen an och eng sozial Begleedung kënne kréien. Dat sinn Haltes de nuit, Foyeren, spezialiséiert Foyere fir drogenofhängeg Leit, Logementer déi nom Prinzip vum „housing first" funktionéieren oder sougenannte „logements encadrés/accompagnés".

Hei sief och nach gesot, datt vum 1. Juli un, eng Halte de nuit vun der Croix-Rouge am Gebai B vun der Wanteraktioun um Findel wäert opgoen. Dës Better an den Haltes de nuit si reservéiert fir besonnesch vulnerabel Leit.

D'Leit, déi Symptomer hunn an déi op d'Resultat vun engem Covid-19-Test waarden, kënne sech um éischte Stack vum Gebai B vun der Wanteraktioun an Eenzelzëmmeren isoléieren; Leit déi Covid-19 positiv sinn, ginn zu Kolpech fir d'Dauer vun hirer Krankheet betreit.

ad 4. De Familljeministère ass am Kontakt mat der ONG an hëlleft hir, dës besonnesch vulnerabel Leit an eng bestoend an adaptéiert Struktur ze orientéieren. Dës Leit brauchen awer och e Suivi social a médical; all Mënsch, deen e medezinnesche Problem huet, gëtt en charge geholl a wann et muss sinn, och an der Klinik.

Question urgente 2368 (10.06.2020) de **MM. Gusty Graas** et **Max Hahn** *(DP)* concernant la **quarantaine de deux semaines pour toute personne revenant en Allemagne de Suède :**

Depuis le 29 mai la compagnie aérienne Luxair a repris ses vols passagers, dont entre autres vers Stockholm. Or, récemment la Suède a dépassé le nombre de 50 nouvelles infections par 100.000 habitants pendant les sept derniers jours, un taux de nouvelles infections qui est de loin le plus élevé en Europe.

En raison de cette évolution alarmante, plusieurs « Länder » allemands, sur recommandation du Gouvernement fédéral, ont décidé de mettre en quarantaine pour deux semaines toute personne revenant en Allemagne de Suède.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Madame la Ministre de la Santé :

- Est-ce que le Gouvernement partage la position retenue par les « Länder » allemands ?

- Dans l'affirmative, est-ce que le Gouvernement entend mettre en place des mesures de sécurité pour toute personne revenant de Suède par l'Aéroport de Findel ?

- Toujours dans l'affirmative, en quoi pourraient consister ces mesures ?

Réponse (11.06.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Bien que le seuil appliqué en Allemagne de 50 infections par 100.000 populations sur sept jours pour définir un pays à haut risque d'infection Covid-19 soit un seuil défini de façon arbitraire et ne reposant pas sur une base scientifique et épidémiologique solide, il est vrai que la Suède a actuellement un taux inquiétant de nouvelles infections Covid-19, la plaçant en première position des nouvelles infections en Europe.

De ce fait, le Gouvernement fédéral allemand vient de recommander aux « Länder » de mettre en place une quarantaine de 14 jours pour tout voyageur en provenance de Suède et la quasi-totalité des « Länder » a suivi cette recommandation fédérale.

Il est à noter que d'autres pays en Europe exigent la mise en quarantaine (ou en autoquarantaine) des voyageurs en provenance de Suède : la Belgique, les Pays-Bas, l'Autriche (sauf si test Covid-19 récent négatif) et la France (autoquarantaine volontaire), notamment.

Dans ce contexte, un projet pilote a été mis en place depuis la reprise du trafic passagers aérien, où tout voyageur atterrissant à Luxembourg reçoit un bon pour un test PCR Covid-19 gratuit, à réaliser soit directement à l'aéroport, soit dans un laboratoire d'analyses médicales de son choix. Une réflexion est en cours pour étendre le projet à d'autres portes d'entrée pour voyageurs internationaux (p. ex. gare ferroviaire ou gare routière internationales).

Le Ministère et la Direction de la santé renforceront leurs efforts d'information aux voyageurs, afin de les rendre attentifs au risque d'infection, de les motiver pour réaliser un test de dépistage à leur retour et d'observer une autoquarantaine volontaire, particulièrement s'ils reviennent d'un pays avec une recrudescence importante des infections. Le Gouvernement souhaite - à ce stade - responsabiliser les voyageurs et éviter des mesures contraignantes (p. ex. tests obligatoires, quarantaine obligatoire) pour lesquelles il n'existe d'ailleurs pas de base légale.

Question urgente 2371 (10.06.2020) de **M. Laurent Mosar, Mme Martine Hansen** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le(s) **logiciel(s) de télésurveillance en discussion au sein de l'Université du Luxembourg :**

Nous avons l'honneur de revenir à notre question urgente n° 2315 du 2 juin 2020. Nous nous sommes en détail enquis au sujet de logiciel(s) de télésurveillance en discussion au sein de l'Université du Luxembourg. Dans leur réponse, Messieurs les Ministres de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et des Communications et des Médias se sont limités à indiquer que la question serait devenue sans objet, alors que le recteur aurait décidé que « pour le moment et jusqu'à clarification de certains aspects liés à la protection des données, l'Université du Luxembourg n'aura pas recours à l'usage du logiciel de télésurveillance à distance. »

Nous nous permettons dès lors de revenir à la charge de Monsieur le Ministre en reposant nos questions.

- Quels sont les logiciels auxquels l'Université du Luxembourg a envisagé de recourir ? L'Université a-t-elle conclu un ou plusieurs contrats et dans l'affirmative, pour quel prix et pour quelle durée ?

- Les responsables de l'université ont-ils été en contact avec les services de l'État pour étudier des solutions alternatives, y compris des épreuves avec présence physique dans le plein respect des prescriptions sanitaires ?

- Que signifie la précision que « pour le moment et jusqu'à clarification de certains aspects liés à la protection des données » l'Université du Luxembourg n'aura pas recours au logiciel en question ? Quels sont les aspects qui nécessitent clarification ? La renonciation « pour le moment » au recours du logiciel en question concerne-t-elle l'année académique 2019-2020 ?

- Étant donné que des questions se posent en termes de protection des données personnelles, Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer que la Commission nationale pour la protection des données est étroitement associée au processus de mise en place de la télésurveillance ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous confirmer que les députés seront tenus informés, en temps utile, des évolutions dans le dossier en question ?

Réponse commune (11.06.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

À titre de remarque liminaire, nous tenons à rappeler que, selon l'article 2, paragraphe 2, de la loi modifiée du 27 juin 2018 ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg, l'université est dotée de la personnalité juridique et jouit de l'autonomie pédagogique, scientifique, administrative et financière.

D'après les informations fournies par l'Université du Luxembourg, cette dernière a examiné l'opportunité d'avoir recours au logiciel de télésurveillance Proctorio pour la surveillance à distance d'examens en ligne. Ce logiciel a été présenté le 26 mai 2020 aux doyens, vice-doyens et à la délégation des étudiants, ainsi qu'aux représentants des services de protection des données et à l'équipe informatique. Lors de cette présentation, de nombreuses questions ont pu être abordées et discutées. Les termes du contrat avec un fournisseur sont confidentiels.

Dans le contexte actuel marqué par la pandémie du Covid-19, requérant la mise en œuvre d'un certain nombre de mesures de sécurité sanitaire évidentes, l'Université du Luxembourg encourage en effet fortement l'usage de modalités alternatives à l'examen traditionnel (sur table), qui requiert une surveillance en temps réel. Des modalités telles que l'examen oral ou une dissertation à écrire en temps limité (rendue sur un logiciel d'identification du plagiat) sont tout à fait acceptables et ne requièrent pas de logiciel de surveillance à distance. En tout état de cause, la surveillance en ligne serait donc réservée à un usage strictement limité.

Dans une approche proactive en matière de politique de protection des données à caractère personnel, les questions relatives à la protection des données à caractère personnel liées à l'usage d'un tel logiciel ont été évoquées avec la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) lors de deux réunions en avril 2020. Les discussions y relatives sont toujours en cours.

Question urgente 2382 (11.06.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant le **groupe ad hoc pour accompagner les mesures décidées dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 :**

Den 20. Abrëll haten den Här Premier- a Staatsminister an d'Madamm Gesondheetsminister en éischten informellen Austausch mam Ad-hoc-Grupp (bestoend aus aacht Perséinlecheeten aus der Zivillgesellschaft) fir d'Begleedung vun de Moossnamen, déi d'Regierung fir d'Bekämpfung vun der Covid-19-Pandemie erlooss hat.

Muer Freideg, 12. Juni, soll eng véiert Entrevue mat dem Ad-hoc-Grupp stattfannen an et soll méi spezifesch ëm d'Covid-19-Gesetzer goen.

Duerfir wéilte mir follgend Froen un den Här Premier- a Staatsminister stellen:

- Kann d'Regierung d'Entrevue vu muer confirméieren?

- Wier et méiglech d'Remarken an d'Konklusioune vum Ad-hoc-Grupp zu de Covid-19-Gesetzer (Gesetzesprojeten 7606 an 7607) ze kréien?

Réponse (15.06.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

Am Kader vun der Lutte géint d'Covid-19-Pandemie huet d'Regierung Mesuré missen huelen, déi am Verlaf vun der Kris ëmmer nees hu missen ugepasst, respektiv konnten opgehuewe ginn. Nieft den Experten, déi dës Mesuren aus medizinnescher a wëssenschaftlecher Vue begleet hunn, war a bleift et der Regierung wichteg och aner Meenungen a Vuen ewéi notamment déi vun de Sozialpartner ze héieren.

Ausserdeem gouf och en informelle Grupp gegrënnt mat Experten aus der Zivillgesellschaft, déi ënnerschiddlech Profiller a professionell Erfarungen hunn. Dëse sougenannten „Ad-Hoc-Grupp" huet, wéi vun den honorabelen Deputéierte richteg beschriwwen, och e Freideg den 12. Juni 2020 iwwert d'Gesetzprojeten 7606 an 7607 mam Staatsminister an der Gesondheetsministesch diskutéiert.

Dësen Echange war ganz oppen an éierlech an déi verschidde Vertrieder hunn an hirem perséinlechen Numm eng Analys vun der aktueller Situatioun gemaach an eenzel Aspekter vun de respektiven Texter diskutéiert.

Et si keng Konklusiounen an och keng definitiv Meenungen als Grupp zréckbehale ginn.